



ANNUAIRE
DES
DROITS DE L'HOMME
POUR 1958

NATIONS UNIES, NEW YORK, 1961

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

N° de vente: 60. XIV. 1

Prix: 5,50 dollars (U.S.A.); 39/- shillings (stg.); 23,50 francs suisses
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Page vii
--------------------	-------------

PREMIÈRE PARTIE

ÉTATS

	Pages		Pages
ARGENTINE	3	MEXIQUE	147
AUSTRALIE	4	MONACO	151
AUTRICHE	9	NICARAGUA	154
BELGIQUE	13	NORVÈGE	157
BRÉSIL	15	NOUVELLE-ZÉLANDE	161
BULGARIE	17	PAKISTAN	164
CAMBODGE	19	PANAMA	166
CANADA	20	PAYS-BAS	167
CEYLAN	23	PHILIPPINES	172
CHILI	26	POLOGNE	177
CHINE	33	PORTUGAL	179
COLOMBIE	34	RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	180
COSTA RICA	35	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	186
DANEMARK	36	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	195
ESPAGNE	37	RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM	196
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	39	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	197
ETHIOPIE	52	RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE	
FÉDÉRATION DE MALAISIE	55	DE BIÉLORUSSIE	216
FINLANDE	59	RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE	
FRANCE	62	D'UKRAINE	219
GHANA	72	FÉDÉRATION DE RHODÉSIE ET DU NYASSALAND	224
GRÈCE	77	ROUMANIE	231
GUATEMALA	79	ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET	
GUINÉE	80	D'IRLANDE DU NORD	234
HAÏTI	82	SAINT-MARIN	237
HONDURAS	83	SOUDAN	238
HONGRIE	84	SUÈDE	241
INDE	89	SUISSE	243
IRAK	98	TCHÉCOSLOVAQUIE	246
IRAN	100	THAÏLANDE	248
ISRAËL	101	TUNISIE	251
ITALIE	113	UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉ-	
JAPON	121	TIQUES	254
LIBAN	123	UNION SUD-AFRICAINE	265
LIBÉRIA	124	VENEZUELA	266
MAROC	129	YUGOSLAVIE	270

DEUXIÈME PARTIE

TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET TERRITOIRES NON AUTONOMES

A. TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Australie

Territoire sous tutelle de Nauru	279
Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée	279

Belgique

Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi	282
--	-----

Etats-Unis d'Amérique

Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	283
---	-----

France

Territoire sous tutelle du Cameroun sous	
administration française	284
Territoire sous tutelle du Togo sous adminis-	
tration française	285

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
<i>Italie</i>		<i>Etats-Unis d'Amérique</i>	
Territoire sous tutelle de la Somalie	289	Territoires non autonomes.....	296
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i>		<i>France</i>	
Territoire sous tutelle du Tanganyika.....	292	Territoires d'outre-mer.....	297
B. TERRITOIRES NON AUTONOMES		<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i>	
<i>Australie</i>		Kénya.....	298
Territoire du Papua.....	293	Ile Maurice.....	299
<i>Belgique</i>		Fédération de Nigéria.....	302
Congo belge.....	294	Rhodésie du Nord.....	304
		Sierra-Leone.....	306
		Singapour.....	308

TROISIÈME PARTIE ACCORDS INTERNATIONAUX

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.....	315
Recommandation concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.....	316

AUTRES ACCORDS

Charte des Etats arabes unis	319
------------------------------------	-----

ETAT DE CERTAINS ACCORDS INTERNATIONAUX	320
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	323
---------------------	-----

* * *

INDEX.....	337
------------	-----

ANNUAIRE
DES DROITS DE L'HOMME
POUR 1958

INTRODUCTION

Par sa résolution 683D (XXVI), du 21 juillet 1958, le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pria le Secrétaire général de publier dans l'*Annuaire des droits de l'homme* les documents suivants : «textes ou extraits de constitutions nouvelles, d'amendements constitutionnels, de lois, de décrets généraux gouvernementaux et de règlements administratifs, et de comptes rendus des décisions importantes des tribunaux, intéressant les droits de l'homme, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, avec les commentaires introductifs ou explicatifs qui pourraient être jugés nécessaires pour exposer l'évolution générale et indiquer les résultats obtenus dans les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, ces renseignements devant porter sur les territoires métropolitains et sur les territoires sous tutelle et non autonomes ; textes ou extraits des accords internationaux concernant ces Etats et territoires et intéressant les droits de l'homme ; tableau des ratifications desdits accords ou des adhésions à ceux-ci ; ... introduction et index.» La présente introduction passe en revue les documents publiés dans cet *Annuaire*, conformément aux instructions du Conseil économique et social.

Ce volume contient des extraits de plusieurs constitutions nouvelles, ainsi que les textes d'un certain nombre d'amendements constitutionnels.

En 1958, de nouvelles constitutions ont été adoptées en France, en Guinée, en Irak et dans la République arabe unie ; de nouveaux statuts applicables aux Territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo sous administration française ont également été adoptés, ainsi que les nouvelles constitutions du Kenya, de l'île Maurice, de la Sierra-Leone et de Singapour. Le présent volume contient aussi des extraits de la Constitution du Royaume des Pays-Bas, de 1956. On y trouve en outre des extraits de la loi fondamentale de 1958 relative au *Knesset*, dont le correspondant d'Israël signale qu'elle compte parmi celles qui doivent, le moment venu, former la Constitution de ce pays. En Espagne, la loi fondamentale du 17 mai 1958 a proclamé les principes du Mouvement national.

Des amendements ont été apportés en 1958 aux Constitutions de la Confédération suisse, du canton de Vaud (Suisse), de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La loi organique modifiée des îles Vierges a été amendée ; des modifications ont aussi été apportées à des textes constitutionnels dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika, le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, les Territoires français d'outre-mer, la Fédération de la Nigéria et de la Rhodésie du Nord.

Les changements d'ordre constitutionnel survenus en 1958 au Pakistan, au Soudan et en Thaïlande sont également mentionnés dans le présent volume.

La presque totalité des lois, décrets généraux gouvernementaux et règlements administratifs cités dans ce volume peuvent être répartis sous un certain nombre de grandes rubriques : procédure pénale, nationalité, liberté de la presse et autres aspects de la liberté d'opinion et d'expression, réunions publiques, droit d'association, élections, sécurité sociale, santé publique, conditions de travail, condition de la femme, éducation, progrès scientifiques, droits d'auteur. (Les textes constitutionnels cités plus haut contiennent en outre des dispositions de caractère très général qui englobent un grand nombre de droits et des dispositions particulières portant sur des questions qui font souvent l'objet de textes législatifs. La loi fondamentale relative à l'Assemblée législative d'Israël (*Knesset*), l'ordre en Conseil relatif à la Constitution de l'île Maurice, de 1958, l'ordre en Conseil relatif aux élections en Rhodésie du Nord, de 1958, l'ordre en Conseil relatif à la Constitution de la Sierra-Leone, de 1958, l'ordre en Conseil relatif à la Constitution de Singapour, de 1958, contiennent des dispositions détaillées qui définissent les personnes éligibles aux assemblées représentatives ; de même, des dispositions détaillées définissant les personnes qui peuvent prendre part au vote figurent dans les ordres en Conseil relatifs à l'île Maurice et à la Rhodésie du Nord.)

Parmi les textes législatifs relatifs à la procédure pénale dont on trouvera des extraits dans le présent volume figurent le Code français de procédure pénale de 1958, la loi relative à la procédure pénale du Libéria, les Principes de la législation sur l'organisation judiciaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées et autonomes, adoptés le 25 décembre 1958, et les Principes de procédure pénale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées, également du 25 décembre 1958. Dans la République du Viet-Nam, la loi n° 11/58,

du 3 juillet 1958, institue des tribunaux pour enfants dont elle fixe l'organisation. Dans la République de Corée, la loi sur les mineurs, promulguée le 24 juillet 1958 par l'acte n° 489 de la République de Corée, porte notamment sur les procès et autres moyens de traitement des jeunes délinquants. Les autres lois relatives au régime des délinquants citées dans le présent volume sont les lois nos 4840 du 17 février 1958 et 4865 du 28 février 1958 de la République Dominicaine, traitant respectivement de la libération sous condition des détenus pour bonne conduite et de l'assistance aux enfants des détenus, la loi relative au redressement des mineurs promulguée le 8 août 1958 par la loi n° 493 de la République de Corée et les Principes de la législation pénale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées, du 25 décembre 1958. Les extraits du Code pénal éthiopien donnés dans le présent volume portent principalement sur le traitement des délinquants. Dans la République de Corée, la loi d'indemnisation pénale, promulguée le 13 août 1958 par l'acte n° 494, prévoit l'octroi d'indemnités aux personnes ayant fait l'objet de mesures de détention et dont l'innocence a été ultérieurement reconnue.

Les lois relatives à la nationalité sont représentées dans le présent *Annuaire* par la loi brésilienne n° 3192, du 4 juillet 1957, la loi chilienne n° 12857, du 30 janvier 1958, le décret n° 1916, du 5 août 1955, de Costa Rica, la loi sur la nationalité et la citoyenneté du Ghana, de 1957, le dahir n° 1-58-250 promulguant le Code de la nationalité marocaine, du 6 septembre 1958, et le décret-loi n° 82 de 1958 promulguant la loi relative à la nationalité de la République arabe unie. Les lois du Ghana, du Maroc et de la République arabe unie mentionnées ci-dessus sont des textes fondamentaux en matière de nationalité; les autres textes modifient les lois antérieures.

Au Maroc, un important Code de la presse a été promulgué par le dahir n° 1-58-378 du 15 novembre 1958. Parmi les autres textes législatifs ayant trait à des aspects de la liberté d'opinion et d'expression, on peut citer: pour la Nouvelle-Galles du Sud (Australie), la loi relative à la diffamation, de 1958; pour le District fédéral de l'Australie, l'ordonnance relative aux écrits répréhensibles, de 1958; pour le Nicaragua, la loi concernant les interprétations et les rectifications, en date du 10 décembre 1958. Des modifications à des lois antérieures ont été apportées; en France par l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 qui a modifié les dispositions du Code pénal relatives à la publication de commentaires sur la procédure devant les instances judiciaires et la loi sur les publications destinées à la jeunesse de 1949; à Haïti par le décret du 6 août 1958 modifiant les dispositions du Code pénal relatives à la propagation de fausses nouvelles susceptibles de troubler la paix publique; en Tunisie par le décret du 7 novembre 1956 modifiant et complétant le décret sur l'imprimerie, la librairie et la presse du 9 février 1956.

Le Maroc a adopté le décret n° 1-58-377 relatif aux rassemblements publics et le décret n° 1-58-376 réglementant le droit d'association, l'un et l'autre du 15 novembre 1958. (Le premier de ces textes contient en outre des dispositions relatives aux manifestations sur la voie publique.) La loi ghanéenne sur les relations du travail, de 1958, contient des dispositions ayant pour objet de protéger les membres et les membres des bureaux des syndicats contre les pratiques déloyales en matière d'emploi. Le Code du travail du Territoire sous tutelle de Somalie, du 15 novembre 1958, contient également des dispositions relatives aux syndicats.

Les lois relatives au droit de vote dont le présent *Annuaire* contient des extraits sont les suivantes: le décret du 29 décembre 1958 modifiant les articles 2, 15 et 22 du règlement relatif aux élections au Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Biélorussie, la loi générale sur les élections du 10 juin 1958 et la loi générale sur les listes électorales du 31 juillet 1958, l'une et l'autre du Chili, et le règlement relatif aux élections à la Chambre des représentants, de 1958, de la Fédération de la Nigéria.

Le droit d'être élu à des fonctions publiques d'ordre législatif ou exécutif a fait l'objet des textes suivants: au Brésil, la loi n° 3506 du 27 décembre 1958; en Colombie, le décret-loi n° 70 de 1958 arrêtant certaines dispositions électorales; en France, l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires; dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française, la loi n° 58-30 du 20 février 1958 relative à l'élection des membres de l'Assemblée législative; à Singapour, l'ordre en Conseil concernant les élections dans la Colonie, de 1958.

Le droit de vote et le droit d'être élu aux fonctions publiques font l'un et l'autre l'objet des textes suivants: dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, le décret du 29 décembre 1958 modifiant les articles 2, 14 et 21 du règlement relatif aux élections aux soviets des députés des travailleurs des régions, districts, villes, bourgs et villages de la République socialiste soviétique de Biélorussie et le décret du 27 décembre 1958 abolissant la privation des droits électoraux par les tribunaux; en Ethiopie, la loi électorale relative à la Chambre des députés (proclamation n° 152 de 1956); dans la République de Corée, les lois relatives à l'élection du Président et du Vice-Président, des membres

de la Chambre des représentants et des membres de la Chambre des conseillers ; dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, la loi électorale de 1958 ; à Saint-Marin, la loi électorale n° 36, en date du 23 décembre 1958 ; dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la loi du 25 décembre 1958 abolissant la privation des droits électoraux par les tribunaux ; au Venezuela, le décret n° 234 du 23 mai 1958 promulguant la loi électorale ; enfin, dans le Territoire sous tutelle de la Somalie, la loi relative aux élections politiques (n° 26), en date du 12 décembre 1958.

Les textes législatifs susmentionnés du Chili, de la République de Corée, de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, du Venezuela, du Territoire sous tutelle de la Somalie et de la Fédération de la Nigéria comportent également des dispositions relatives à la propagande électorale.

Traient de questions relatives à la sécurité sociale, le décret-loi hongrois n° 40, de 1958, sur l'assurance retraite et le règlement irakien n° 4 de 1958 relatif à la répartition des prestations de survivant.

La santé publique a fait en Hongrie l'objet de l'ordonnance n° 1/1958 (III. 23), du Ministère de la santé, sur les services de santé publique et de l'ordonnance n° 6/1958 (XI. 12), du Ministère de la santé, sur la réduction des sommes à verser aux hôpitaux pour le traitement de certaines maladies.

Dans le Territoire sous tutelle de la Somalie, un Code du travail a été promulgué par le décret-loi n° 25 du 15 novembre 1958. Les conditions de travail ont encore fait l'objet des textes suivants : en Italie, la loi n° 339 du 2 avril 1958 relative aux conditions d'emploi du personnel domestique ; au Panama, la loi n° 60 du 18 décembre 1958 relative au repos hebdomadaire, au paiement des salaires pour les jours de fête nationale ou de deuil national et au paiement du travail accompli les jours de fête nationale ou de deuil national ; en Thaïlande, l'avis n° 19 du 31 octobre 1958 ; dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, un amendement de 1958 au Code du travail, visant à protéger les travailleurs contre tout renvoi non approuvé par le comité de fabrique ou d'usine ou par le comité local.

En Belgique, la loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux a apporté un certain nombre de modifications au statut juridique de la femme mariée. Au Maroc, le dahir n° 1-57-343 du 22 novembre 1957 a promulgué les livres I et II du Code de statut personnel et des successions, qui ont respectivement trait au mariage et à sa dissolution. En Hongrie, le décret n° 21 de 1958 a pour objet par des dispositions de droit pénal, de garantir l'exécution de l'obligation alimentaire. Ces divers textes ont également trait à la condition de la femme, de même que la loi italienne n° 75 du 20 février 1958 relative à l'abolition de la prostitution réglementée et à la répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui, que le correspondant de l'*Annuaire* désigné par le Gouvernement italien signale comme constituant le texte législatif incontestablement le plus important de tous ceux qui ont été promulgués en Italie, au cours de l'année 1958, dans le domaine des droits de l'homme.

Parmi les textes législatifs de caractère général adoptés en 1958 en matière d'éducation figurent la loi tunisienne n° 58-118 du 4 novembre et la loi du 24 décembre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur une meilleure adaptation de l'école à la vie et sur le développement ultérieur du système d'instruction. Au Guatemala, l'ordonnance gouvernementale du 17 octobre 1958 a approuvé le Règlement relatif à l'organisation de l'enseignement religieux libre et facultatif dans les établissements publics.

Aux Philippines, la loi de la République n° 2067, du 13 juin 1958, a pour but « d'intégrer de coordonner et d'intensifier la recherche et le progrès scientifique et technologique et d'encourager l'invention » Au Brésil, la loi n° 3447 du 23 octobre 1958 a modifié les dispositions du Code civil relatives au droit d'auteur.

Plusieurs des lois dont on trouvera des extraits dans le présent *Annuaire* contiennent des dispositions diverses qui portent sur une vaste gamme de droits. Ce sont : la loi du 29 juillet 1958 relative au budget de l'Etat pour 1958, de la République socialiste soviétique de Biélorussie ; la loi française n° 58-95 du 5 février 1958 sur les institutions de l'Algérie ; la loi relative au budget de l'Etat, pour 1958, de la République socialiste soviétique d'Ukraine ; et diverses lois traitant de l'ordre public et de la sécurité de l'Etat.

Les résumés et commentaires communiqués par les gouvernements ou par les correspondants désignés par les gouvernements citent d'autres exemples des diverses catégories de textes législatifs qui viennent d'être passés en revue ; ils traitent en outre d'autres catégories de lois, dont les plus importantes seront brièvement mentionnées ci-après. En matière de procédure administrative, il y a lieu de signaler les divers textes législatifs publiés dans la République fédérale d'Allemagne, ainsi que le Code de procédure civile yougoslave du 8 décembre 1956. La question de la peine capitale a fait l'objet de la loi ceylanaise n° 20, de 1958, portant suspension de l'application de la peine capitale.

Des dispositions relatives aux droits des étrangers et au droit d'asile figurent dans la loi finlandaise sur les étrangers (loi n° 187 du 25 avril 1958). Au sujet du droit de la propriété, il convient de rappeler les faits nouveaux signalés dans la communication de l'Autriche, ainsi que la loi israélienne relative à l'attribution aux autorités locales de biens du domaine public, de 5718-1958. Le droit d'accéder aux postes de l'administration de l'Etat fait l'objet de la loi indienne de 1957 fixant les conditions de résidence qui doivent être remplies par les personnes employées dans les services de l'Etat, ainsi que du dahir marocain n° 1-58-008 du 24 février 1958, et de la loi yougoslave relative aux fonctionnaires publics, en date du 11 décembre 1957. L'égalité de rémunération de la main-d'œuvre féminine et de la main-d'œuvre masculine pour un travail égal est sanctionnée par la loi de 1958, de la Nouvelle-Galles du Sud, portant amendement de la loi sur l'arbitrage industriel en ce qui concerne le taux des salaires féminins ; elle est également sanctionnée, en ce qui concerne certaines catégories de travailleurs, par la loi italienne n° 23 du 4 février 1958. Des textes législatifs régissant la question des congés payés ont été adoptés dans les Assemblées législatives fédérales d'Australie et du Canada ainsi que dans les provinces canadiennes de la Nouvelle-Ecosse, du Saskatchewan et du New Brunswick. Au titre de l'action en faveur du logement on peut citer un règlement bulgare de 1958 relatif à l'allocation de crédits pour la construction résidentielle, la loi portugaise n° 2092, l'arrêté fédéral suisse du 31 janvier 1958 et, aux Etats-Unis d'Amérique, diverses lois fédérales et lois des Etats. Il convient enfin de signaler, en matière de protection de l'enfance, les textes suivants : au Canada, certains amendements adoptés dans l'Ontario et l'Alberta ; en France, l'ordonnance n° 58-1298 ; en Nouvelle-Zélande, la loi portant amendement de la loi relative à la protection de l'enfance ; en Norvège, la loi du 11 avril 1958 relative à la tutelle des mineurs ; en Pologne, l'ordonnance du 18 juillet 1958 ; en Suède, le Code de la famille ; en Tunisie, la loi n° 58-27, du 4 mars 1958, relative à la tutelle publique.

Un certain nombre de dispositions législatives ou constitutionnelles citées ou mentionnées dans le présent volume prévoient des mesures destinées à protéger tout ou partie des droits de l'homme ou intéressent ces droits.

C'est ainsi qu'en Suisse une loi fédérale du 14 mars 1958 fixe la responsabilité de la Confédération, des autorités fédérales et des fonctionnaires fédéraux à l'égard de toute personne lésée ; une ordonnance du 30 décembre 1958 règle l'application de la loi. En Israël, la procédure des actions civiles contre l'Etat a fait l'objet de la loi portant modification de la procédure civile en matière d'actions contre l'Etat, de 5718-1958, tandis que la loi relative à l'exposé des motifs en matière de procédure administrative, de 5719-1958, impose d'une manière générale aux fonctionnaires de l'Etat juridiquement compétents pour prendre une décision intéressant un droit privé ou imposant une obligation à une personne, l'obligation de donner par écrit les raisons de cette décision. Le droit d'adresser des pétitions fait l'objet de l'article 8 de la Constitution du Royaume des Pays-Bas, de 1956, et de l'article 11 de l'ordonnance en Conseil relative à la Constitution de Singapour, de 1958. A Monaco, l'ordonnance souveraine n° 1792 du 7 mai 1958 a institué une procédure de recours contre les décisions de l'administration.

Les dispositions relatives à l'accès aux tribunaux, aux voies de recours, à l'assistance judiciaire et à l'indépendance du pouvoir judiciaire revêtent une grande importance du point de vue de la protection générale des droits de l'homme. L'article 170 de la Constitution du Royaume des Pays-Bas, de 1956, porte que nul ne peut être soustrait, contre son gré, à la compétence du juge que la loi lui assigne. L'alinéa 4 de l'article 2 de l'ordonnance pakistanaise relative au maintien en vigueur des lois, de 1958, fixe les ordonnances que la Cour suprême et les Hautes Cours du Pakistan sont autorisées à rendre. A Ceylan, la loi n° 10 de 1958, relative aux comités de conciliation, prévoit la création de ces comités dans certaines régions et les dote de pouvoirs destinés à faciliter le règlement amiable des litiges d'ordre civil et de certaines affaires criminelles. Dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la loi relative aux tribunaux et aux enquêtes, de 1958, a été adoptée afin d'assurer l'administration efficace de la justice par les tribunaux créés, en vertu de lois du Parlement, par les Ministres de la Couronne en vue de l'accomplissement de leurs fonctions. En Espagne, une disposition de la loi fondamentale proclamant les Principes du Mouvement national, du 17 mai 1958, prévoit l'accès gratuit à la justice indépendante pour tous les Espagnols qui ne peuvent en payer les frais ; la note communiquée par le Japon pour insertion dans le présent *Annuaire* décrit le système d'assistance judiciaire en vigueur dans ce pays. Des dispositions garantissant l'indépendance de la magistrature figurent dans la Constitution française de 1958 (article 64), la Constitution de la Guinée de 1958 (article 35), la Constitution provisoire de l'Irak de 1958 (article 23), les Principes de la législation sur l'organisation judiciaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées et autonomes du 25 décembre 1958 (article 9), les Principes de procédure pénale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées, du 25 décembre 1958 (article 10), la Constitution provisoire de la République arabe unie de 1958 (article 59), l'ordonnance judi-

ciaire de 1957 du Territoire sous tutelle de Nauru, le Statut de la République du Togo du 30 décembre 1958 (article 21).

Dans le domaine de la prévention des mesures discriminatoires, il convient de signaler le rôle du Conseil d'Etat dont la création est envisagée à l'article 47 de l'ordre en Conseil relatif à la Constitution du Kenya, de 1958, et celui de la Commission antidiscriminatoire instituée par une loi de l'Ontario (Canada) en 1958. Des dispositions détaillées sur ce point figurent dans la loi libérienne du 14 février 1958 portant amendement de la loi pénale définissant le caractère criminel de la ségrégation raciale et de la discrimination et fixant les peines encourues. En ce qui concerne l'égalité devant la loi et la prévention des mesures de discrimination, citons encore l'article 2 de la Constitution française de 1958, le préambule et l'article 45 de la Constitution de la Guinée de 1958, l'article 9 de la Constitution de la République d'Irak de 1958, et l'article 7 de la Constitution provisoire de la République arabe unie de 1958. Des dispositions législatives ont été adoptées dans ce domaine par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 25 décembre 1958 : elles constituent l'article 5 des Principes de la législation sur l'organisation judiciaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées et autonomes, l'article 8 des Principes de procédure pénale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Républiques fédérées et l'article 11 de la loi relative à la responsabilité pénale à raison de crimes d'Etat. Des dispositions relatives à la prévention des mesures de discrimination ou à la protection des minorités ont été adoptées dans d'autres pays : elles font l'objet de l'ordonnance relative aux transactions commerciales avec les autochtones (Papua et Nouvelle-Guinée) de 1958 ; d'un décret du 2 décembre 1957 applicable au Congo belge et de l'article 14 de l'article premier de l'ordre en Conseil relatif à la Constitution de Singapour de 1958.

Un cas d'exonération fiscale qui intéresse les droits de l'homme est la loi n° 3193 du Brésil, en date du 4 juillet 1957, qui a pour objet l'application de l'article 31 (V) (b) de la Constitution, qu'elle reprend dans son article premier : « L'Union, les Etats, le district fédéral et les municipalités ne peuvent frapper d'impôts les lieux de culte d'aucune confession religieuse, non plus que les biens et services des partis politiques, des établissements d'enseignement et des organismes d'assistance sociale, pourvu que les revenus de ceux-ci soient utilisés en totalité dans les limites du territoire national et à des fins appropriées. »

D'autres méthodes ou procédures intéressant plus spécialement les droits économiques, sociaux et culturels ont trait au règlement des conflits du travail, à la représentation des travailleurs auprès de la direction, à l'inspection du travail, à la conclusion de contrats collectifs et à l'extension, par la voie législative, du champ d'application des conventions collectives. La note communiquée pour l'insertion dans le présent *Annuaire* par la République socialiste soviétique d'Ukraine comprend le texte d'un amendement apporté à son Code du travail au sujet de la procédure d'examen des conflits du travail. Dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques, un décret du 15 juillet 1958 a approuvé le règlement relatif aux droits des conseils syndicaux de fabrique, d'usine ou locaux. La note communiquée par le correspondant de la Yougoslavie résume le règlement relatif à l'inspection fédérale du travail, du 7 février 1956, et les instructions relatives aux contrats collectifs et aux travaux des conseils sociaux d'arbitrage, du 16 septembre 1958. A Monaco, la loi n° 639 du 11 janvier 1958 a pour objet de garantir la situation personnelle, dans les entreprises industrielles, des représentants élus par les travailleurs. En Suisse, on a enregistré en 1958 de nouveaux exemples de mise en œuvre de la loi fédérale du 28 septembre 1956 qui permettait aux cantons d'étendre le champ d'application d'une convention collective aux employeurs et travailleurs qui appartiennent à la branche économique ou à la profession visée et ne sont pas déjà liés par cette convention.

Un certain nombre d'instruments adoptés en 1958 se réfèrent à la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'article 5 du Statut du Cameroun du 30 décembre 1958 dispose que les lois et règlements du Cameroun doivent respecter, notamment, la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'article premier du Statut du Togo du 24 août 1956, modifié par le décret n° 58-187 du 22 février 1958 définissait le Togo comme une République fondée, notamment, sur le respect des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹. D'après le préambule de la Constitution de la Guinée, de 1958, l'Etat de Guinée « apporte son adhésion totale... à la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

Les articles 202 et 203 de la Constitution du Royaume des Pays-Bas de 1956 sont un exemple des dispositions générales que l'on trouve fréquemment dans les constitutions comportant des dispositions relatives aux droits de l'homme et qui autorisent des dérogations à ces dispositions dans certains cas d'urgence bien déterminés.

¹ Le Statut de la République du Togo, du 30 décembre 1958, ne contient pas de référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Des résumés de décisions judiciaires figurent dans les notes communiquées pour insertion dans le présent volume par les gouvernements ou par les correspondants désignés par les gouvernements des pays suivants : Australie, Autriche, Canada, Ceylan, Costa Rica, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Israël, Italie, Japon, Mexique, Philippines, Pologne, République fédérale d'Allemagne, Thaïlande. (La communication de la République Fédérale d'Allemagne est en majeure partie constituée par des résumés de décisions des tribunaux fédéraux ou des tribunaux des *Länder*). Il est impossible de résumer dans cette brève introduction les renseignements relatifs à des décisions judiciaires qui sont donnés dans le présent *Annuaire*, mais il convient de mentionner les décisions si instructives — touchant certains aspects de l'égalité devant la loi — dont on trouvera le compte rendu résumé dans les notes relatives à l'Autriche, aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Inde, à Israël, à l'Italie et à la République fédérale d'Allemagne. Des décisions judiciaires traitant de la validité de lois ou d'actes du pouvoir exécutif au regard des dispositions constitutionnelles relatives aux droits de l'homme sont citées dans les notes relatives à l'Autriche, aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Inde, à l'Italie, au Japon, au Mexique, aux Philippines et à la République fédérale d'Allemagne.

Les première et deuxième parties du présent volume comprennent des renseignements fournis par les divers gouvernements ou correspondants au sujet des mesures prises en matière d'accords internationaux ; ces mesures ont, dans certains cas, des répercussions sur le droit interne du pays considéré. Dans la troisième partie (Accords internationaux) figurent les textes de la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, de 1958, et de la Recommandation concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, également de 1958, de l'Organisation internationale du Travail, des extraits de la Charte des Etats arabes unis du 8 mars 1958, ainsi qu'une section intitulée «Etat de certains accords internationaux». Cette dernière section contient, pour l'année 1958, des renseignements sur les ratifications, les adhésions et, le cas échéant, l'entrée en vigueur de trente-sept accords multilatéraux (et des protocoles annexés à certains de ceux-ci) adoptés depuis le début de 1946, pour la plupart sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation internationale du Travail, de l'UNESCO, de l'Organisation des Etats américains et du Conseil de l'Europe.

Le présent volume contient en outre une bibliographie des ouvrages relatifs aux droits de l'homme, établie par la Bibliothèque du Siège de l'Organisation des Nations Unies et fondée sur des listes de titres fournies par les gouvernements et par les institutions spécialisées conformément à la résolution 630D (XXII) du Conseil économique et social des Nations Unies. On envisage d'inclure une telle bibliographie dans le prochain *Annuaire*.

La première partie du présent volume donne un aperçu des faits survenus dans soixante-huit Etats ; la deuxième partie rend compte des faits survenus dans divers territoires sous tutelle et territoires non autonomes administrés par six Etats. La plupart des renseignements qui figurent dans l'*Annuaire* ont été fournis par des gouvernements ou par des correspondants désignés par les gouvernements : ces communications mentionnent, à l'occasion, des entités politiques ou géographiques sur la situation ou le titre desquelles il n'existe pas, sur le plan international, d'accord unanime. C'est pourquoi il convient de signaler que les dénominations employées et la présentation des renseignements réunis dans l'*Annuaire* ne doivent pas être interprétées comme constituant l'expression d'une opinion du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur la situation juridique d'un pays ou d'un territoire, des autorités de ce pays ou territoire, non plus que sur la délimitation des frontières d'un pays ou d'un territoire quel qu'il soit.

Depuis la publication de l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, ont été publiées les éditions anglaise et française du premier supplément à l'*Annuaire*, intitulé *Droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé*. Ce volume contient des notes communiquées sur cette question par cinquante-six gouvernements.

Juillet 1960

PREMIÈRE PARTIE

ÉTATS

ARGENTINE

LOI N° 14455 SUR LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DE TRAVAILLEURS

du 8 août 1958¹

RÉSUMÉ

Cette loi s'applique à toutes les associations qui ont pour objet la défense des intérêts professionnels des travailleurs.

Les travailleurs ont le droit de constituer librement et sans autorisation préalable des associations professionnelles, des syndicats ou des unions, ainsi que de s'affilier à ces organisations. En cas de retraite, d'accident, de maladie, d'invalidité, de chômage ou de service militaire, les affiliés conservent le droit d'appartenir à ces associations.

Il est interdit aux associations professionnelles d'établir aucune discrimination entre leurs affiliés en raison de leurs convictions politiques ou religieuses, de leur nationalité, de leur race ou de leur sexe ; elles doivent admettre en leur sein tous les travailleurs de l'activité professionnelle considérée. Tous les membres de l'association jouissent des mêmes droits et sont assujettis aux mêmes obligations.

La loi définit les droits et obligations des associations professionnelles enregistrées. Lorsqu'en raison

du nombre de leurs affiliés, les associations professionnelles sont en mesure de représenter une catégorie professionnelle déterminée, elles peuvent, sous certaines conditions, être reconnues comme associations professionnelles dotées du statut syndical. Les associations dotées de ce statut acquièrent la personnalité morale et peuvent dès lors exercer les droits et contracter les obligations prévues par la loi.

La loi interdit aux employeurs de se livrer à des pratiques tendant à empêcher l'affiliation de leur personnel à une association professionnelle, ou à encourager l'affiliation de leur personnel à une association déterminée.

Outre le droit de s'organiser et de faire partie d'une association professionnelle, les travailleurs peuvent exercer d'autres droits en vue de défendre leurs intérêts professionnels. Ils ont, par exemple, le droit de présenter des demandes aux autorités ou à leurs employeurs, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants.

Des traductions de cette loi en anglais et en français ont été publiées dans : Bureau international du Travail, *Série législative*, 1958 — Arg. 1.

¹ Publiée dans *Boletín Oficial* n° 18747 du 24 septembre 1958.

AUSTRALIE

LES DROITS DE L'HOMME EN AUSTRALIE AU COURS DE L'ANNÉE 1958¹

I. LÉGISLATION

Loi de 1958 sur la sécurité sociale (Commonwealth)

Prestations médicales

Cette loi étend l'application du système existant d'assurance médicale volontaire subventionnée par le Gouvernement aux personnes âgées et aux personnes atteintes de maladies antérieurement à leur assurance ou de maladies chroniques.

En vertu de la loi, les organisations d'assurance médicale et hospitalière seront invitées à créer des comptes spéciaux pour le versement de prestations aux personnes âgées, aux personnes atteintes de maladies antérieurement à leur assurance et aux malades chroniques. Les personnes entrant dans l'une ou l'autre de ces catégories auront la possibilité de cotiser aux caisses d'assurance médicale et hospitalière à des taux normaux et elles recevront des prestations imputables sur les comptes spéciaux. Le déficit éventuel des comptes spéciaux sera comblé par le Commonwealth.

Loi de 1958 portant amendement de la loi sur l'arbitrage dans l'industrie (taux de rémunération des travailleuses) (Nouvelle-Galles du Sud)

Egalité de rémunération

Cette loi contient des dispositions relatives à l'égalité de rémunération entre les travailleurs de l'un et l'autre sexe.

En premier lieu, la loi stipule que la Commission industrielle de la Nouvelle-Galles du Sud appliquera aux femmes un salaire de base égal à 75 pour 100 du salaire de base masculin (depuis 1950, la salaire de base était égal à 75 pour 100 moins une livre sterling).

La loi dispose ensuite que si la Commission industrielle est convaincue que les travailleurs de l'un et de l'autre sexe exécutent un travail de nature identique ou similaire et d'une valeur égale, les mêmes taux limites de salaires seront fixés sans égard au sexe des travailleurs. Lorsque les mêmes taux limites de salaires auront été fixés en vertu de cette disposition, le montant du salaire de base des travailleuses sera ajusté conformément au tableau suivant :

<i>Pour l'année commençant le 1^{er} janvier</i>	<i>Pourcentage du salaire de base masculin correspondant</i>
1959	80
1960	85
1961	90
1962	95
1963 et toutes les années suivantes	100

Ainsi, en janvier 1963, les travailleuses qui auront été considérées comme effectuant un travail égal à celui des travailleurs recevront un salaire égal.

Loi de 1958 portant amendement de la loi sur le congé annuel (Nouvelle-Galles du Sud)

Droit à un congé payé périodique

Cette loi modifie la loi sur le congé annuel de 1944 en portant de deux à trois semaines la durée du congé annuel payé auquel ont droit les travailleurs.

Loi de 1958 sur le congé d'ancienneté (Australie Occidentale)

Droit à un congé payé périodique

Il s'agit d'une loi accordant un congé d'ancienneté aux travailleurs dont l'emploi n'est pas régi par la loi de 1912 de l'Australie Occidentale sur l'arbitrage dans l'industrie.

Un travailleur a droit, en vertu de la loi et sous réserve des conditions qu'elle édicte, à un congé d'ancienneté (au cours duquel il reçoit son salaire normal) à raison de son emploi continu par le même employeur ou par une personne qui est censée être le même employeur. Le travailleur qui a accompli au moins vingt années de service dans la même entreprise a droit à un congé de treize semaines ; chaque tranche supplémentaire de dix années de service donne droit à six semaines et demie. Si un travailleur a accompli au moins quinze années de service et qu'il est mis fin à son emploi par son décès ou pour toute cause autre que son licenciement pour mauvaise conduite grave, il a droit à un congé d'une durée calculée au prorata de la durée de ses services. Si un travailleur a accompli plus de dix mais moins de quinze années de service, et qu'il est mis fin à son emploi 1) par son décès, 2) par décision de son employeur pour toute cause autre qu'une mauvaise conduite grave, ou 3) par lui-même, pour cause de maladie, d'accident, ou pour toute autre raison impérative d'ordre familial ou autre, lorsque la maladie, l'accident ou la raison impérative invoquée justifie la cessation de son emploi, le travailleur a droit à un congé d'ancienneté d'une durée calculée au prorata de la durée de ses services (section 8).

La loi institue une Commission d'examen chargée

¹ Note obligeamment communiquée par M. H. F. E. Whitlam, ancien *Crown Solicitor*, Canberra, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement d'Australie. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

de résoudre les problèmes et les litiges que soulève l'application de la loi (section 14). Il peut être fait appel de ses décisions devant le Tribunal d'arbitrage (section 18).

La loi prévoit des mesures en vue de sa mise en œuvre et de l'exécution des décisions prises en vertu de ses dispositions (sections 20-24).

*Loi de 1958 sur la diffamation
(Nouvelle-Galles du Sud)*

Protection contre les atteintes à l'honneur et à la considération — Liberté d'expression

Cette loi expose et modifie le droit de la Nouvelle-Galles du Sud en matière de diffamation. Elle est rédigée sur le modèle des dispositions relatives à la diffamation contenues dans le Code pénal du Queensland, promulgué en 1899. (Ces dispositions ont déjà été adoptées par la Tasmanie et l'Australie Occidentale.)

La section 5 de la loi de la Nouvelle-Galles du Sud définit comme suit la matière diffamatoire :

« Toute imputation concernant une personne ou un membre quelconque de sa famille, vivant ou décédé, et qui est susceptible de porter atteinte à la considération de la personne ou de lui porter préjudice dans l'exercice de sa profession ou de son commerce, ou d'amener d'autres personnes à la fuir, à l'éviter, à se moquer d'elle ou à la mépriser, est appelée diffamatoire et la matière de l'imputation est appelée la matière diffamatoire. »

Il est illicite de publier une matière diffamatoire sauf si la publication est protégée et justifiée ou excusée par la loi (section 9).

Le texte énumère les cas dans lesquels la publication d'une matière diffamatoire est protégée ou justifiée ou excusée par la loi. Les débats parlementaires et judiciaires bénéficient d'une immunité absolue en matière de responsabilité pour diffamation (sections 11 et 12). Il est licite de publier de bonne foi en vue de l'information du public certaines matières d'intérêt général (section 14). Il est licite de publier un commentaire équitable sur certaines questions, notamment sur le comportement public de toute personne qui participe à la gestion des affaires de l'Etat ou sur sa personnalité, dans la mesure où elle se manifeste dans son comportement public (section 15). Il est licite de publier une matière diffamatoire si elle est conforme à la vérité et s'il était dans l'intérêt général de la publier (section 16).

La publication illicite d'une matière diffamatoire est considérée comme un préjudice susceptible de donner lieu à une action civile en dommages-intérêts (section 10).

Toute personne qui publie illicitement une matière diffamatoire est passible d'une condamnation par les juridictions pénales à une peine d'emprisonnement d'un an au plus ou à une amende d'un montant déterminé par le tribunal ou à ces deux peines à la

fois. Si le délinquant savait que la matière diffamatoire était contraire à la vérité, il est passible d'une condamnation à une peine d'emprisonnement de deux ans au plus ou à une amende d'un montant déterminé par le tribunal ou à ces deux peines à la fois (section 26).

Des poursuites pénales ne peuvent être entamées qu'après délivrance d'une ordonnance par un juge de la Cour suprême ou d'un tribunal de district. La requête tendant à la délivrance de cette ordonnance doit être portée à la connaissance de la personne inculpée, laquelle doit avoir la possibilité d'être entendue contre la requête (section 33).

*Ordonnance de 1958 sur les écrits répréhensibles
(District fédéral)*

Liberté d'expression : Limitations apportées pour la sauvegarde de la moralité, de l'ordre public et de l'intérêt général

L'ordonnance définit le terme « répréhensible » comme signifiant : « obscène ou faisant une trop large place à l'horreur, à la cruauté, au crime ou à la violence ». « Obscène » signifie notamment « faisant une trop large place aux histoires de sexe ».

La section 5 stipule :

« 5. Pour l'application de la présente ordonnance, le tribunal, pour déterminer si un écrit est répréhensible, devra considérer :

- a) le caractère général de l'écrit ;
- b) les personnes ou les catégories de personnes à l'usage ou à l'intention desquelles l'écrit a été ou devait être ou était susceptible d'être publié, et
- c) la tendance de l'écrit à pervertir ou corrompre ces personnes ou l'une quelconque de ces catégories de personnes ; le tribunal déclarera l'écrit répréhensible lorsqu'il tend ou est susceptible de tendre à pervertir ou corrompre l'une quelconque de ces personnes ou catégories de personnes quand bien même d'autres personnes échapperaient à cette influence ».

La section 6(1) institue un certain nombre de délits se rapportant à la diffusion d'écrits répréhensibles. Toute personne qui enfreint les dispositions de la section 6(1) est coupable d'un délit punissable d'une peine d'amende d'un maximum de 500 livres lorsque le délit a été commis par une personne morale, ou de 100 livres ou d'un emprisonnement de six mois dans tout autre cas (section 6(2)). Pour qu'une personne soit convaincue d'un délit énoncé par la section 6, le tribunal doit avoir reçu la preuve qu'elle savait ou se doutait ou aurait dû savoir ou se douter que l'écrit était répréhensible (section 6(3)).

Lorsqu'un magistrat a des raisons de croire, à la suite d'une déclaration faite devant lui sous la foi du serment, qu'une infraction à la section 6(1) a été ou est en train d'être commise en un lieu quelconque, il peut délivrer un mandat autorisant un membre de la police à pénétrer en ce lieu pour y rechercher et saisir tous écrits lui paraissant répréhensibles (section 7(1)).

Lorsqu'un écrit aura été saisi par un membre de la police sans que nul n'ait été, en raison de cet écrit, accusé d'un délit en application de l'ordonnance, il y aura lieu à la délivrance par un magistrat, sur la demande d'un membre de la police, d'une assignation invitant l'occupant du lieu où l'écrit a été saisi ou la personne entre les mains de qui il a été saisi, ou l'un et l'autre, à comparaître devant le tribunal et à établir les raisons pour lesquelles l'écrit ne devrait pas être confisqué (section 8(3)).

Au cours des débats suivant une assignation, le tribunal peut autoriser une personne prétendant être l'auteur, l'éditeur, l'imprimeur, le fabricant ou le propriétaire de l'écrit à intervenir dans les débats en vue d'établir que l'écrit n'est pas répréhensible (section 8(5)).

Lorsqu'un écrit a été saisi sans que, après l'expiration d'un délai de quatorze jours après la saisie, nul n'ait été, en raison de cet écrit, accusé d'un délit en application de l'ordonnance, ni qu'une assignation ait été lancée en vertu de la section 8(3), l'écrit devra être restitué à la personne entre les mains de qui il a été saisi ou à l'occupant du lieu où il a été saisi (section 8(7)).

La section 9 stipule :

«9. (1) Pour l'application de la présente ordonnance, le tribunal ne devra pas déclarer répréhensible un écrit présentant une valeur littéraire ou artistique ou un caractère authentiquement médical, juridique, politique, religieux ou scientifique, sauf si le tribunal reçoit la preuve que la conduite de la personne qui est accusée, en raison de cet écrit, d'avoir enfreint une disposition de la sous-section (1) de la section 6 de la présente ordonnance, n'était pas fondée à le faire eu égard aux circonstances de l'espèce, et compte tenu notamment des personnes ou catégories de personnes auxquelles l'écrit était destiné ou entre les mains desquelles il était susceptible de parvenir.

«(2) Au cours des poursuites auxquelles donne lieu l'application de la présente ordonnance à un écrit prétendu répréhensible, la personne incriminée est admise à faire la preuve (au besoin par voie d'expertise) de la valeur littéraire ou artistique ou du caractère médical, juridique, politique, religieux ou scientifique de l'écrit.»

Une infraction à l'ordonnance ne pourra être poursuivie qu'avec l'agrément du procureur général ou d'une personne autorisée par lui à donner un tel agrément (section 10).

II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

*Tanos v. Commissioner of Police*¹

Haute Cour d'Australie

Droit d'être entendu par le tribunal

La section 3 de la loi de 1943 sur les maisons de débauche (Nouvelle-Galles du Sud) dispose qu'un

juge de la Cour suprême peut déclarer qu'un établissement est une maison de débauche sur la foi d'une déclaration émanant d'un officier de paix ou d'un inspecteur de police, faisant apparaître qu'il y a des motifs raisonnables de croire que l'établissement en cause présente tous les caractères, ou l'un quelconque des caractères d'une maison de débauche. Les suites d'une pareille déclaration sont très rigoureuses.

Le règlement 1 pris en exécution de la loi dispose que si le juge estime que les motifs allégués sont raisonnables, i) il peut faire une déclaration sur-le-champ, ou ii) s'il estime que le propriétaire ou l'occupant des lieux ou l'un et l'autre doivent être en mesure de faire opposition à la déclaration, il peut ordonner que leur soit signifiée la date à laquelle l'affaire sera examinée.

Un juge de la Cour suprême, procédant sur requête, fit une déclaration relativement à certain établissement. Il estima que des motifs raisonnables avaient été allégués pour permettre de penser que l'établissement en cause vendait ou fournissait, ou avait vendu ou fourni illicitement, des boissons alcoolisées et qu'il était susceptible d'en vendre à nouveau dans les mêmes conditions.

Il a été jugé que la déclaration devait être annulée pour le motif qu'elle avait été faite sur requête sans que la partie intéressée ait pu être entendue.

Voici un résumé de la partie du jugement de la Cour qui concerne ce problème :

C'est un principe de droit solidement établi qu'avant qu'une personne puisse être punie ou affectée dans sa personne ou dans ses biens par l'effet d'une décision judiciaire ou quasi judiciaire, elle doit avoir eu la possibilité d'être entendue. Une jurisprudence constante a établi que même lorsqu'un texte de loi ne prévoit pas expressément que la partie intéressée doit être entendue, la justice de la *common law* doit suppléer l'omission du législateur.

Cette règle souffre une exception lorsque la volonté contraire du législateur est indiquée sans ambiguïté. Une pareille volonté ne doit pas être présumée ou induite sur la base de références indirectes ou incertaines ou de motifs ambigus. Dans le texte en cause, on ne peut déceler la trace d'une intention contraire. Mais il s'agit d'une question de procédure au sens large, et tandis que le principe général doit prévaloir, il est certain qu'on peut imaginer des cas exceptionnels où un péril imminent ou une urgence particulière exigent qu'une déclaration soit émise sur-le-champ. Un pouvoir de réglementation de la procédure peut être considéré comme autorisant une déclaration sur requête dans de pareils cas. Cette façon de voir semble avoir été adoptée à la section 15 de la loi, qui confère au Gouverneur-en-Conseil le pouvoir d'émettre des règlements.

Le règlement 1 doit être interprété comme signifiant qu'en règle générale, il y a lieu de se conformer à la procédure prescrite par le paragraphe (ii) et que

¹ *Commonwealth Law Reports* 383.

c'est seulement dans des cas exceptionnels qu'une déclaration immédiate doit être faite.

Dans l'espèce, il n'y avait pas de raison justifiant une déclaration sur requête. C'est pourquoi il y a lieu d'annuler la déclaration.

Ex parte Blume : Re Osmald

Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud¹

Droit d'être entendu par une juridiction indépendante et impartiale

Une propriétaire d'appartements donnés à bail sollicita de la Commission des loyers l'augmentation des loyers de ces appartements. Le magistrat constituant la Commission des loyers qui eut, à ce titre, à entendre la requête, était un ami du mari de la requérante et estima que, de ce fait, il devait s'en abstenir. Cependant, d'autres magistrats saisis ayant refusé d'examiner l'affaire, le Sous-Secrétaire d'Etat à la Justice invita le magistrat à s'en saisir et à examiner la requête. Le magistrat décida alors de se saisir de l'affaire.

Il a été jugé que la décision du magistrat de se saisir de l'affaire équivalait à un refus de justice naturelle du fait que la partialité était fort possible en l'espèce et qu'en conséquence il devait lui être interdit de juger de cette affaire.

Dans son jugement, le tribunal posa les principes suivants :

Pour que les débats puissent être viciés pour partialité il faut que la possibilité de la partialité soit établie. Il suffit que la partialité, consciente ou non, soit probable ; il n'est pas nécessaire d'établir qu'elle est certaine. De simples soupçons sont insuffisants et les tribunaux ne devront pas se fonder sur des motifs vagues ou des accusations de partialité fragiles. Le simple fait que le magistrat et l'une des parties se connaissent ne sera pas en général considéré comme un motif suffisant pour alléguer la partialité, et, dans les districts ruraux en particulier, le juge est bien connu des hommes d'affaires et il est parfaitement normal qu'il ait des relations personnelles et entretenne des contacts sociaux tant avec les propriétaires qu'avec les locataires. Il s'agit dans chaque cas d'espèce d'une question d'appréciation.

Un magistrat se trouve dans une situation quelque peu particulière. Il détient un pouvoir judiciaire et il est en même temps un fonctionnaire assujéti à certaines directives de l'autorité ministérielle en ce qui concerne les questions administratives, ainsi qu'aux dispositions de la loi de 1902 (modifiée) sur la fonction publique. C'est une règle établie de longue date que l'autorité ministérielle ne doit pas se mêler des fonctions judiciaires d'un magistrat et que ni le ministre ni aucun autre représentant de l'exécutif ne saurait donner à un magistrat des directives concernant ses fonctions judiciaires en tant qu'officier de

justice. En l'espèce, le Sous-Secrétaire n'avait pas à donner de directives au magistrat. Cependant, la Cour a estimé que le ministre n'avait pas eu l'intention de donner des directives au magistrat.

In re Beard v. W. R. Rolph & Sons Pty. Ltd.

Cour suprême de Tasmanie²

Droit à des débats équitables — Liberté d'expression

Beard, médecin-chef d'un hôpital public régi par la loi de 1918 sur les hôpitaux (Tasmanie), intenta une action en diffamation contre un journal à la suite de la publication d'un article ayant trait à un litige concernant l'administration de l'hôpital.

Par la suite, le même journal publia un article dans lequel certaines questions relatives au litige étaient adressées au Ministre de la santé, qui était responsable de l'application de la loi sur les hôpitaux et était partie au litige. Le texte des questions posées se référait à Beard d'une manière susceptible de le discrediter aux yeux du public.

Beard adressa alors à la Cour suprême une requête tendant à l'emprisonnement du directeur du journal pour outrage à magistrat à raison de la publication du second article.

Il a été jugé que : 1) la publication de l'article était susceptible d'affecter le jugement de l'action en diffamation et constituait un outrage à magistrat ;

2) L'intérêt du public à être informé de questions présentant un intérêt général légitime ne devait pas faire oublier l'intérêt du public à ce que les parties à un litige bénéficient d'un jugement équitable ;

3) Le directeur du journal, bien que coupable d'outrage à magistrat, ne serait pas emprisonné et que, ayant présenté des excuses, il serait seulement condamné aux dépens.

Voici un extrait du jugement du juge Gibson :

«Au cours du débat sur la requête, il y eut quelque discussion sur les principes en conflit : d'une part, celui de l'intérêt du public à être informé par la presse du pays des questions présentant pour le public un intérêt légitime et, d'autre part, le principe de l'intérêt du public à ce que les parties à un litige aient le droit d'être protégées contre le préjudice que l'opinion est susceptible de leur causer alors que leur procès est encore pendante. Dans l'arrêt *Ex p. Bread Manufacturers Ltd. ; Re Truth and Sportsman Ltd.* (37 *State Reports of New South Wales* 242, p. 244), le *Chief Justice* Jordan, donnant le jugement rendu par la Cour réunie en séance plénière, indiqua que dans certains cas il arrive que l'intérêt des parties à un jugement impartial doive céder le pas à «d'autres considérations d'ordre supérieur», telles que la discussion des affaires publiques et la dénonciation d'abus publics, à condition qu'il n'y ait pas intention de porter préjudice à l'une ou l'autre des parties. Mais récemment, dans *Ex p. Kear ; Re Consolidated Press Ltd.*

¹ 75 *Weekly Notes of New South Wales* 411.

² (1958) *Tasmanian State Reports* 19.

(71 *Weekly Notes of New South Wales* 52, p. 54), le jugement de la Cour suprême du même Etat, réunie en séance plénière, après s'être référé à la liberté de la presse, poursuit : « Mais il y a à cette liberté des limites définies et on ne peut permettre qu'elle dégénère en licence et que soient publiés des textes qui tendent à entraver ou à dénaturer le cours de la justice ; rien ne peut justifier la publication de tels textes. »

« Les limites au droit de publier les faits afférents à un délit prétendu sont discutées dans *Packer v. Peacock* (13 *Commonwealth Law Reports* 577) et dans *Davis v. Baillie* (1946 *Victorian Law Reports* 486). Dans les deux affaires, le principe selon lequel le déroulement des procès en cours ne doit pas être affecté dans un sens ni dans l'autre est considéré comme primordial. Il est possible que dans des affaires civiles, à tout le moins, la règle soit relâchée, dans des cas où la discussion immédiate et complète de questions présentant un grand intérêt général est souhaitable, et l'intérêt particulier du plaideur ne peut y faire obstacle, car l'un et l'autre des principes reposent sur l'ordre public. Mais dans le cas présent, je ne pense pas que le requérant puisse se voir refuser le droit à un procès équitable à seule fin de satisfaire l'intérêt au demeurant naturel et légitime que porte le public à l'administration des hôpitaux publics et à la limitation du pouvoir de surveillance et d'intervention des ministres. Cependant, l'intérêt porté par le public à ces questions et le droit et le devoir qu'a la presse de satisfaire à cet intérêt de manière appropriée — tâche qui exige un grand discernement de la part du rédacteur en chef — sont des éléments dignes d'être pris en considération lors de l'application de la loi pénale. »

Jones v. Gordon and Gotch (Australasia) Ltd.;
Ex parte Jones

Cour suprême du Queensland¹

Liberté d'expression — Limites apportées à ce droit en vue de protéger la moralité, l'ordre public et l'intérêt général

La section 10(2) de la loi de 1954 sur les écrits répréhensibles (Queensland)² dispose que nul ne pourra diffuser un écrit dont la diffusion est interdite

par la commission de censure. La section 10(3)(a)(i) dispose qu'un ordre interdisant la diffusion d'un écrit s'applique à tous les exemplaires de cet écrit, y compris, le cas échéant, tous les exemplaires de toutes éditions, de tous fragments, numéros ou fascicules. La section 18(2) dispose que :

« Pour déterminer si un écrit prétendu, lors d'une instance en justice entreprise en vertu de la présente loi ou en vue de son application, être l'objet d'un ordre d'interdiction de la commission, est effectivement l'écrit objet de cet ordre, le tribunal ne prendra pas en considération un quelconque remaniement (qu'il consiste en un changement du titre, ou en des modifications apportées aux personnages, à l'histoire ou à d'autres aspects du sujet, ou qu'il ait été effectué de quelque autre manière que ce soit) apporté à cet écrit à la date d'entrée en vigueur de l'ordre ou à une date ultérieure, et sous l'empire de cet ordre, et tout élément de preuve tendant à démontrer qu'il y a eu remaniement sera admissible. »

Une société était accusée devant un magistrat de diffuser certains écrits, nommément une publication intitulée « *First Kiss* » à une époque où la distribution au Queensland de cette publication sous le titre « *Love Secrets* » était interdite par une ordonnance de la commission de censure prise en application de la loi sur les écrits répréhensibles.

Les deux publications étaient du genre histoires d'amour en bandes dessinées et il y avait d'étroites similitudes entre la conception de l'une et de l'autre.

Il a été jugé : 1) Qu'il n'avait pas été démontré que « *First Kiss* » était un exemplaire d'une édition, ou d'un fragment ou d'un fascicule d'une quelconque série de la publication interdite « *Love Secrets* », et que par suite le délit prétendu n'avait pas été établi.

2) Que le thème général des deux revues était le même, mais qu'il s'agissait d'un thème commun à des milliers d'ouvrages aussi bien classiques que non classiques.

3) Que l'article 18(2) déclare qu'il ne faut pas prendre en considération un « remaniement », mais ne spécifie pas ce qu'il faut prendre en considération.

Les éléments qu'il fallait prendre en considération sont énoncés dans l'article 10(3)(a)(i), et effectivement il ne ressort pas de cet article que l'interdiction de « *Love Secrets* » doive impliquer celle de « *First Kiss* ».

¹ (1958) *Queensland Reports* 302.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 41.

AUTRICHE

LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA LÉGISLATION ET DANS LA JURISPRUDENCE EN 1958¹

A. LÉGISLATION

(LOIS ET ARRÊTÉS)

I. Libertés fondamentales

1. Droit à la propriété

a) Les cinquième, sixième, septième et huitième lois d'exécution du Traité d'Etat (BGBl. nos 16, 131, 148 et 149/1958) règlent les questions qui, en matière de droits de propriété, découlent du Traité d'Etat autrichien.

b) La loi fédérale BGBl. n° 285/1958 modifie sur plusieurs points la loi fédérale BGBl. n° 73/1957 qui a créé des «organismes collecteurs» chargés de recevoir les réclamations relatives aux biens, droits et intérêts légaux visés au paragraphe 1 de l'article 26 du Traité d'Etat autrichien (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, page 13).

c) La loi fédérale BGBl. n° 294/1958 modifie la loi fédérale BGBl. n° 269/1955 relative à l'application de l'article 26 du Traité d'Etat pour ce qui est de la propriété ecclésiastique et prévoit en particulier des versements anticipés pour satisfaire les revendications de certaines églises.

d) La loi fédérale BGBl. n° 130/1958 a pour but d'indemniser les personnes qui ont été lésées à la suite de la saisie par le Reich allemand de droits découlant des contrats d'assurances sur la vie.

e) La loi relative à l'application de l'Accord sur les biens (BGBl. n° 132/1958) prévoit certaines mesures qui ont trait à l'accord conclu par la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche en vue de régler leurs relations en matière de biens (BGBl. n° 119/1958).

f) Les lois fédérales BGBl. nos 29 et 36/1958 ont pour objet de protéger la propriété intellectuelle (brevets d'invention et marques de commerce) et de régler certaines situations résultant de la guerre.

g) Aux termes de la loi sur les dommages subis durant l'occupation (BGBl. n° 126/1958) et de la loi sur les dommages matériels subis durant la guerre et par suite de persécutions (BGBl. n° 127/1958), l'Etat s'engage à réparer dans une certaine mesure certains dommages matériels subis du fait de persécutions politiques ou à la suite d'événements survenus pendant ou après la guerre.

b) La loi sur les successions (BGBl. n° 106/1958) contient des dispositions spéciales régissant la dévolution de certains types d'entreprises agricoles.

2. Droit d'être entendu par un tribunal compétent

La loi sur la procédure administrative (BGBl. n° 54/1958) règle d'une façon détaillée la procédure que l'Administration doit suivre dans ses relations officielles avec les différentes subdivisions territoriales.

3. Le droit à des recours effectifs en cas de violation des droits fondamentaux a été élargi par la loi constitutionnelle fédérale BGBl. n° 12/1958, qui a étendu la compétence de la Cour constitutionnelle à la vérification des résultats des élections.

4. Droit de participer à l'élaboration de la politique nationale

La loi sur le référendum (BGBl. n° 13/1958) règle le déroulement des référendums prévus par la Constitution fédérale autrichienne.

II. Droits culturels

1. Par arrêté du 20 juin 1958 (BGBl. n° 158), le Ministre fédéral de l'éducation a édicté de nouvelles règles concernant la composition de la Commission autrichienne pour l'UNESCO.

2. La loi fédérale BGBl. n° 282/1958 concerne l'interdiction d'exporter ou de vendre des objets d'intérêt culturel ou historique.

III. Droits sociaux

1. La loi sur les hôpitaux (BGBl. n° 1/1957) mentionnée dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, page 13, a été modifiée par loi fédérale BGBl. n° 27/1958, qui prévoit une subvention de l'Etat destinée à combler le déficit de la gestion des hôpitaux publics.

2. La loi fédérale BGBl. n° 157/1958 étend le bénéfice des assurances sociales aux personnes pratiquant les arts plastiques.

3. La loi fédérale BGBl. n° 159/1958 fixe le régime de la retraite et des pensions du personnel du Théâtre fédéral. Le 30 juillet 1958, le Ministre fédéral de l'éducation a pris, en application de cette loi, un arrêté (BGBl. n° 181) qui traite notamment de la prise en considération de la période antérieure au service.

4. La loi fédérale BGBl. n° 293/1958 modifie et complète la loi générale sur l'assurance sociale.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Représentant permanent de l'Autriche auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

5. Des arrêtés du Ministre des affaires sociales (BGBl. nos 33, 69, 185 et 253/1958) étendent aux fonctionnaires et agents de certaines communes de Burgenland, de Carinthie, de Basse-Autriche et de Styrie le bénéfice de l'assurance-maladie prévue par la loi de 1937 sur l'assurance-maladie des fonctionnaires et agents fédéraux (BGBl. n° 94).

6. L'arrêté BGBl. n° 96/1958 traite du maintien de la réciprocité entre l'Autriche et le Royaume-Uni en matière de prestations d'assurance sociale.

7. Le texte définitif de la loi sur l'assurance-chômage a été publié dans la Proclamation du Gouvernement fédéral BGBl. n° 199/1958¹. Dans son onzième arrêté d'application de la loi sur l'assurance-chômage (BGBl. n° 3/1958), le Ministre fédéral des affaires sociales a donné de nouvelles directives sur l'octroi de l'aide d'urgence prévue par cette loi.

8. La loi fédérale BGBl. n° 55/1958 modifie certaines dispositions de la loi de 1953 sur le reclassement des invalides (BGBl. n° 21).

9. La loi fédérale BGBl. n° 128/1958 prévoit une aide financière pour les personnes dont le rapatriement a été retardé.

10. La loi fédérale BGBl. n° 108/1958 contient diverses dispositions relatives à la durée du congé auquel peuvent prétendre certaines catégories de travailleurs.

11. L'arrêté BGBl. n° 287/1958 du Ministre fédéral des affaires sociales a trait à la protection des ouvriers et des travailleurs salariés.

12. La loi sur les heures d'ouverture des magasins (BGBl. n° 156/1958) établit de nouvelles règles générales concernant les heures pendant lesquelles les marchandises peuvent être vendues au détail.

IV. Droits économiques

1. L'amendement de 1958 à la loi sur les profits illicites (BGBl. n° 107) dispose qu'un prix peut être considéré comme habituel au sens de la loi s'il est fixé avec l'approbation d'une commission composée de représentants de tous les milieux d'affaires.

2. Le troisième amendement à la loi sur les cartels (BGBl. n° 136/1958) ajoute à cette loi un certain nombre de nouvelles dispositions.

3. La loi fédérale BGBl. n° 147/1958 traite de divers changements apportés à la législation relative aux impôts sur le revenu.

4. La validité des lois économiques mentionnées dans des volumes antérieurs de l'*Annuaire* — loi de 1952 sur la fabrication des denrées alimentaires, loi de 1957 sur la réglementation des prix, loi de 1951 sur la répartition des matières premières et loi de 1952 sur la répartition des charges — a été prorogée

jusqu'au 31 décembre 1959 (BGBl. nos 277, 278, 279 et 280/1958). Les dispositions des lois sur l'économie laitière, sur le commerce des céréales et sur la circulation du bétail ont été refondues en une nouvelle loi (loi sur la réglementation du commerce, BGBl. n° 276/1958), qui restera aussi en vigueur jusqu'au 31 décembre 1959.

B. JURISPRUDENCE

Libertés fondamentales

1. *Egalité devant la loi*

a) Le 21 juin 1958, la Cour constitutionnelle a rendu un arrêt important (B 69/1958) au sujet de la structure fédérale de l'Autriche : elle a décidé que le principe de l'égalité n'était pas violé si les divers *Länder* légiféraient différemment sur une même matière. La Cour a estimé qu'il était dans la nature même de la législation du *Land* que tel ou tel problème reçût une solution différente selon la situation existant dans chacun des *Länder*.

b) Dans son arrêt du 12 décembre 1958 (B 120/1958), la Cour constitutionnelle a dit que lorsqu'un tribunal était appelé à décider si le principe de l'égalité avait été violé par une décision, il ne devait pas rechercher les raisons qui militaient en faveur des conclusions de l'une des parties, mais établir si les raisons pour lesquelles une partie *contestait* la décision étaient arbitraires.

c) D'après l'arrêt rendu le 13 décembre 1958 (B 123/1958) par la Cour constitutionnelle, un organe officiel ne peut être accusé d'avoir violé le principe de l'égalité s'il s'est efforcé d'appliquer la loi d'une façon qui lui paraissait juste, même s'il s'est trompé en fait ou s'il a commis des erreurs de procédure.

d) D'après l'arrêt de la Cour constitutionnelle en date du 26 juin 1958 (B 22/1958), le droit à l'égalité d'accès aux fonctions publiques, garanti par la constitution et tiré du principe général d'égalité, n'est réputé violé que lorsqu'on a refusé à une personne le droit de faire acte de candidature à une fonction publique.

e) Dans deux arrêts importants (G 1/58 du 29 mars 1958 et G 20/58 du 28 juin 1958), la Cour constitutionnelle a annulé comme étant en contradiction avec le principe constitutionnel de l'égalité les dispositions légales ci-après relatives aux impôts des ménages : le paragraphe 3 de la section 26 de la loi de 1953 relative à l'impôt sur le revenu (BGBl. n° 1/1954), le paragraphe 2 de la section 26 de la loi du 27 février 1939 relative à l'impôt sur le revenu (Allemagne : BGBl. I, page 297) et le paragraphe 1 de la section 19 de l'arrêté d'application du 7 décembre 1941 relatif à l'impôt sur le revenu (BGBl. I, page 751) qui avait force de loi. La Cour a également annulé le paragraphe 1 de la section 53 de la loi provisoire sur les salaires (BGBl. n° 22/47), qui prévoyait la suppression des allocations de retraite dans certains cas.

¹ Des traductions de cette loi en anglais et en français ont paru dans la *Série législative*, 1958 — Aut. 1, du Bureau international du Travail.

2. Droit d'être entendu par un tribunal compétent

a) D'après l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 24 juin 1958 (B 15/1958), le droit d'être entendu par un tribunal compétent ne peut pas être considéré comme violé s'il a été statué sur une question préalable, mais seulement s'il y a eu prononcé d'un jugement.

b) Dans son arrêt du 25 juin 1959 (B 43/1958), la Cour constitutionnelle a pris une décision très intéressante qui contient un avertissement au législateur et dont le texte est ainsi conçu : le droit, garanti par la Constitution, en vertu duquel tout individu doit pouvoir se faire entendre par le tribunal compétent implique que ce tribunal est clairement défini. Si, en vertu de la loi qu'elles ont à appliquer, les autorités pouvaient s'arroger le pouvoir de statuer en première instance, d'une manière discrétionnaire et sans être liées par des critères concrets, sur des cas d'espèce portés devant des tribunaux inférieurs, cela signifierait que la protection garantie par le paragraphe 2 de l'article 83 de la loi constitutionnelle serait abolie par une loi ordinaire ; une telle loi serait donc anticonstitutionnelle.

c) D'après l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 9 octobre 1958 (B 59/1958), le droit d'être entendu par un tribunal compétent est réputé violé quand une autorité irrégulièrement constituée a pris telle ou telle décision. Dans le même arrêt, la Cour constitutionnelle a également décidé qu'une autorité était irrégulièrement constituée lorsque sa compétence était contestée et que, sans motif valable, il n'était rien fait pour répondre à cette contestation.

3. Suivant l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 17 décembre 1958 (B 146/1958), la *liberté de croyance et de conscience* ne s'applique qu'en matière de religion et ne s'étend pas aux idéologies telles que le national-socialisme.

4. D'après l'arrêt que la Cour constitutionnelle a rendu le 8 octobre 1958 (B 53/1958) en se conformant à sa jurisprudence antérieure, le *droit de choisir librement un métier*, garanti par l'article 6 de la loi fondamentale de l'Etat relative aux droits généraux des citoyens, ne peut être enfreint que si les autorités, sans raison juridiquement valable, interdisent l'exercice d'un métier déterminé (*Recueil des arrêts*, n° 1372, etc.). L'article 6 de la loi fondamentale de l'Etat n'offre aucune protection contre des actes officiels qui n'intéressent pas directement l'emploi, c'est-à-dire qui ont un but différent, même s'ils constituent indirectement un obstacle à l'emploi.

5. Droit à la vie privée

Dans son arrêt du 8 octobre 1958 (B 53/1958), la Cour constitutionnelle a examiné la définition de la visite domiciliaire et a conclu qu'il s'agissait essentiellement de la recherche d'individus ou d'objets dont on ignore où ils se trouvent.

6. Droit à la liberté individuelle

D'après l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 9 décembre 1958 (B 90/1958), le fait d'interpeller une personne pour vérifier son identité ne constitue pas une arrestation.

7. Protection des minorités

Dans son arrêt du 19 mars 1958 (K II-3/57), la Cour constitutionnelle a décidé que la question de savoir si une personne appartenait à une minorité nationale relevait de la Constitution fédérale et qu'elle était donc du domaine fédéral pour ce qui est de la législation et de son application.

C. ACCORDS INTERNATIONAUX¹

I Libertés fondamentales.

1. *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en date du 4 novembre 1950² et Protocole additionnel en date du 20 mars 1952³*

En ratifiant cette convention le 3 septembre 1958 (BGBl. n° 210), l'Autriche s'est engagée à reconnaître les droits de l'homme et les libertés fondamentales qui y sont énoncés à toutes les personnes soumises à sa juridiction dans la mesure où ces personnes n'étaient pas déjà protégées par la législation fondamentale en vigueur en Autriche et, à cette fin, à mettre son droit interne en harmonie avec les principes de la convention sur les points où il s'en écartait encore. Les travaux préparatoires concernant la promulgation d'une loi constitutionnelle fédérale sont déjà terminés ; cette loi renfermera les dispositions nécessaires à l'exécution des engagements pris par l'Autriche lors de la ratification de la convention et du protocole ; il y a lieu de croire qu'elle sera promulguée en 1959.

Tout en ratifiant la Convention et le protocole, l'Autriche a fait les déclarations visées aux articles 25 et 46 de la convention, reconnaissant ainsi pour une période initiale de trois ans le droit de pétition individuelle et la juridiction obligatoire de la Cour de justice de la Communauté européenne pour les questions relatives aux droits de l'homme.

2. *Droit à la vie*

Le 17 juin 1958 (BGBl. n° 91/1958), l'Autriche est devenue partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adoptée le 9 décembre 1948⁴, et elle a ainsi assumé, sans aucune réserve, les obligations qui découlent de cet instrument.

¹ Voir aussi p. 320-322.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 482-491.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 463-464.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 536-538.

3. Droit à la propriété

L'Accord entre la République d'Autriche et la Confédération suisse relatif au règlement de dettes antérieures au 9 mai 1945 (*BGBL.* n° 110/1958) et l'Accord conclu par la République d'Autriche et la République fédérale d'Allemagne en vue de régler leurs relations en matière de biens (*BGBL.* n° 119/1958) ont pour objet de mettre fin à certaines atteintes au droit de propriété que la seconde guerre mondiale avait provoquées, ou du moins d'en atténuer les effets.

4. Droit à la liberté de déplacement

a) L'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe (*BGBL.* n° 175/1958), que l'Autriche a ratifié en mai 1958 avec effet à partir du 1^{er} juin 1958, facilite le passage des frontières par les touristes.

b) Par des échanges de notes entre le Gouvernement fédéral d'Autriche et les Gouvernements du Grand-Duché du Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas (*BGBL.* nos 10 et 145/1958), l'obligation du passeport a été supprimée entre l'Autriche, le Luxembourg et les Pays-Bas.

c) Par des échanges de notes entre le Gouvernement fédéral d'Autriche et la Colombie, le Japon et

la Nouvelle-Zélande (*BGBL.* nos 65, 85 et 230/1958), l'obligation du visa et les droits de visa ont été supprimés entre ces pays.

d) Par un échange de notes entre la Chancellerie du Ministère fédéral des affaires étrangères d'Autriche et l'Ambassade d'Israël à Vienne (*BGBL.* n° 26/1958), l'obligation du visa a été supprimée pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de passeports de service.

e) En vertu d'un accord entre l'Autriche et l'Italie (*BGBL.* n° 123/1958), des dispositions ont été prises pour faciliter l'échange de travailleurs entre les deux Etats.

II. Droits culturels

1. Afin de favoriser la coopération culturelle en Europe, l'Autriche a ratifié la Convention culturelle européenne le 4 mars 1958 (*BGBL.* n° 80).

2. L'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel a été facilitée par l'accord de l'UNESCO en la matière¹; pour l'Autriche, cet accord est entré en vigueur le 12 juin 1958 (*BGBL.* n° 180), date à laquelle l'Autriche l'a ratifié.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 474-478.

BELGIQUE

NOTE¹

I. LOIS ET RÈGLEMENTS

Condition juridique de la femme mariée

La loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux (*Moniteur belge*, 10 mai 1958), modifiant le code civil, contient d'importantes réformes concernant la condition juridique de la femme mariée.

La disposition selon laquelle la femme «doit obéissance à son mari» (article 213(a), ancien, du code civil) est abrogée. Alors que l'article 214(a), ancien, du code civil obligeait la femme à «suivre [le mari] partout où il juge à propos de résider», l'article 213 nouveau dispose que la résidence conjugale n'est fixée par le mari «qu'à défaut d'accord entre époux», et accorde à la femme «un droit de recours devant le tribunal de première instance si des motifs légitimes commandent le choix d'une autre résidence»; en outre, «si le mari est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, la résidence conjugale est fixée par la femme».

Les droits de la femme en ce qui concerne la tutelle des enfants mineurs sont étendus. Sont abrogées notamment les dispositions de l'article 395 du code selon lesquelles la mère qui se remarie «devra, avant l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille, qui décidera si la tutelle doit lui être conservée».

Alors que, selon l'article 223(a) ancien, la femme ne pouvait exercer «une profession, une industrie ou un commerce» que «moyennant l'autorisation expresse du mari», l'article 215 nouveau dispose que «chaque époux a le droit d'exercer une profession, une industrie ou un commerce sans le consentement du conjoint»; «toutefois», ajoute l'article 215 nouveau, «si le conjoint estime que cette activité est de nature à porter un préjudice sérieux à ses intérêts moraux ou matériels ou à ceux de ses enfants mineurs, il a un droit de recours devant le tribunal de première instance». Conformément à l'article 1129 nouveau du code civil, la femme mariée n'est plus mentionnée dans la liste des personnes qui n'ont pas la capacité de contracter. En raison de l'abrogation des articles 934, 1029 et 1538 du code, la femme mariée peut désormais, sans le consentement du mari, accepter une donation ainsi que l'exécution testamentaire, et aliéner ses immeubles. En vertu de l'article 226 bis,

nouveau, du code, la capacité de la femme d'ester en justice sans l'autorisation du mari est reconnue. Lorsque, par exception et en raison de son régime matrimonial, «la femme ne peut ester en jugement [ou passer un acte] sans le consentement de son mari et que celui-ci le lui refuse, le juge peut donner l'autorisation» (articles 226 ter et quater, nouveaux, du code).

Une autre loi, qui porte aussi la date du 30 avril 1958 (*Moniteur belge*, 10 mai 1958), étend les droits de la femme mariée et des enfants mineurs en ce qui concerne leurs dépôts d'épargne:

Droit du travail

L'arrêté royal du 21 avril 1958 (*Moniteur belge*, 24 avril 1958) organise la formation et le perfectionnement professionnel des personnes qui désirent être artisans ou chefs de petites ou moyennes entreprises industrielles ou commerciales; les buts et caractères principaux de cette formation sont définis au chapitre I de l'arrêté. En vertu du contrat d'apprentissage, objet du chapitre IV, le chef d'entreprise doit permettre à l'apprenti de fréquenter les cours de formation générale et professionnelle, et ne peut l'occuper à des travaux dépourvus de caractère formatif ni lui imposer une durée de travail supérieure à celle des autres employés. Des comités spéciaux, dont l'établissement est prévu aux chapitres II et III, contrôlent ces activités.

L'arrêté royal du 8 mai 1958 (*Moniteur belge*, 29 mai 1958) interdit l'emploi des enfants de moins de 16 ans à tous les travaux souterrains, et non pas seulement pour certains de ces travaux comme c'était le cas en vertu de la législation antérieure.

L'arrêté royal du 6 octobre 1958 (*Moniteur belge*, 8 octobre 1958) prescrit la création de conseils d'entreprise dans tous les établissements occupant d'une manière permanente plus de 150 travailleurs.

Assurance chômage

L'arrêté royal du 27 décembre 1958 (*Moniteur belge*, 1^{er} janvier 1959) et l'arrêté ministériel du 29 décembre 1958 (*Moniteur belge*, 4 janvier 1959) ont pour effet de majorer sensiblement les allocations pour les travailleurs en chômage, de créer une nouvelle catégorie de chômeurs indemnisés, celle des «femmes, chefs de ménage», et de modifier la liaison du montant des allocations de chômage à l'indice des prix de détail en prévoyant que les adaptations qui se faisaient antérieurement par tranches de 5 points se produiraient désormais par tranches de 2,5 pour 100.

¹ Note rédigée sur la base de renseignements obligamment communiqués par M. Edmond Lesoir, Secrétaire général d'honneur de l'Institut international des sciences administratives, Bruxelles, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement belge.

Soins médicaux

La loi du 8 avril 1958 (*Moniteur belge*, 26 avril 1958) modifiant la loi organique de l'assistance publique⁷ du 10 mars 1925, dispose que les organismes communaux d'assistance publique doivent accorder les soins médicaux non seulement aux indigents, mais aussi, préalablement à tout examen de l'indigence et sans réserve de vérification ultérieure à cet égard, à toute personne dont l'état requiert des soins de santé immédiats.

L'arrêté royal du 20 mai 1958 (*Moniteur belge*, 6 juin 1958) relatif aux services de soins à domicile dispose que, pour être agréés par les pouvoirs publics, ces services doivent notamment exercer au foyer familial, outre leur activité médicale, une activité en matière d'hygiène infantile et de l'habitation et de prophylaxie des maladies contagieuses.

Réadaptation des handicapés

La loi du 28 avril 1958 (*Moniteur belge*, 14 mai 1958) concentre les activités qui tendent à assurer aux handicapés la mise en œuvre de tous les moyens scientifiques, techniques et sociaux pour leur permettre de reprendre une place active dans la société. En application de cette loi, l'arrêté royal du 8 octobre 1958 (*Moniteur belge*, 15 octobre 1958) porte institution du fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés.

Pensions de retraite

En matière de pensions, il faut accorder une importance particulière à la loi du 28 avril 1958 (*Moniteur belge*, 3 juin 1958) modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. Cette loi réalise l'extension, au régime des ouvriers mineurs, des nouveaux systèmes fondés sur la durée de la carrière et la rémunération moyenne établis au cours des années précédentes pour les ouvriers du régime général, les employés et les marins. Il faut aussi retenir les divers textes (loi du 9 août 1958 (*Moniteur belge*, 17 août 1958), l'arrêté royal du 9 septembre 1958 (*Moniteur belge*, 20 septembre 1958), l'arrêté royal du 10 septembre 1958 (*Moniteur belge*, 21 septembre 1958)) qui, tout en augmentant les prestations, en ont garanti un montant minimum, et ont modifié la liaison du taux des pensions à l'indice des prix de détail en prévoyant que les adaptations qui se faisaient antérieurement par tranches de 5 points se produiraient désormais par tranches de 2,5 pour 100.

Allocations familiales

L'arrêté royal du 27 septembre 1958 (*Moniteur belge*, 2 octobre 1958) modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du

10 juin 1937, étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés. Pour ces catégories d'assujettis les allocations sont majorées, à partir du deuxième enfant, grâce aux ressources procurées par le subsidé de l'Etat qui, par équivalence avec son intervention dans le régime des salariés, a été porté à 203 millions par année.

Condition des enfants nés hors mariage

La loi du 10 février 1958 (*Moniteur belge*, 20 février 1958) modifie certains articles du code civil relatifs à la paternité, à la filiation et à l'adoption. Conformément aux articles 331 et 335, anciens, de ce code, les enfants adultérins ou incestueux ne pouvaient être ni reconnus, ni légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère; la loi du 10 février maintient l'interdiction en ce qui concerne les enfants incestueux, mais la permet, sous certaines conditions, au profit des enfants adultérins. L'article 342(a) du code civil est modifié de manière à permettre aux enfants dont la reconnaissance est interdite de réclamer des aliments. Enfin, les conditions de l'adoption sont désormais moins restrictives lorsqu'il s'agit de l'adoption de l'enfant d'un des époux par son conjoint ou par les deux époux simultanément (article 344, nouveau, du code civil).

Droit d'auteur

La loi du 11 mars 1958 (*Moniteur belge*, 7 mai 1958), modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, dispose que l'autorisation de l'auteur n'est pas requise pour la publication de courts extraits d'œuvres littéraires ou artistiques, à l'occasion de comptes rendus des événements d'actualité par les entreprises d'information.

II. ACCORDS INTERNATIONAUX

L'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, ainsi que ses annexes et le Protocole annexé, signés le 22 novembre 1950¹, ont été approuvés par la loi du 25 juillet 1955, qui a été publiée dans le *Moniteur belge* du 15 janvier 1958.

L'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les Etats membres du Conseil de l'Europe, et son annexe, signés par la Belgique le 13 décembre 1957, ont été publiés dans le *Moniteur belge* du 27 février 1958.

La Convention internationale du Travail n° 96 concernant les bureaux de placement payants, révisée en 1949, a été approuvée par la loi du 3 mars 1958 (*Moniteur belge*, 17 juillet 1958) et les instruments de ratification ont été déposés au Bureau international du Travail le 4 juillet 1958.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 474-478.

BRÉSIL

NOTE¹

Détention

La loi n° 3181 du 11 juin 1957 (*Recueil des lois*, 1957, vol. III, page 48) et la loi n° 3313 du 14 novembre 1957 (*Recueil des lois*, 1957, vol. VII, page 54) énumèrent les diverses catégories de fonctionnaires qui ont le pouvoir de prescrire la détention spéciale que prévoit le code d'instruction criminelle.

Nationalité

La loi n° 3192 du 4 juillet 1957 (*Recueil des lois*, 1957, vol. V, page 23) comprend notamment les dispositions suivantes :

« Article premier. Les articles 7, 8, 9, 10, 15, 16, 19, 34, 35 et 43 du titre 7 de la loi n° 818 du 18 septembre 1949, relative à l'acquisition, à la perte de la nationalité brésilienne et à la réintégration dans la nationalité brésilienne, et à la privation des droits politiques², sont modifiés comme suit :

« Article 8 . . .

« 1. Les étrangères, ayant épousé des Brésiliens, et les Portugais ne sont pas tenues de remplir la condition n° IV ; pour ces derniers, en ce qui concerne les conditions n°s II et III, il suffit qu'ils comptent un an de résidence ininterrompue et qu'ils parlent couramment la langue portugaise.

« Article 9 . . .

« VI. Pour celui qui est ou a été employé d'une mission diplomatique ou d'un service consulaire du Brésil et compte vingt années de bons et loyaux services. »

Enrichissement illicite

La loi n° 3164 du 1^{er} juin 1957 (*Recueil des lois*, 1957, vol. III, page 40) contient des dispositions relatives à l'application de la partie du paragraphe 31 de l'article 141 de la Constitution³ qui portent sur le séquestre ou la confiscation de biens, dans le cas d'enrichissement illicite, obtenu par trafic d'influence ou par abus de fonctions, dans le cas de fonctionnaires

publics ou d'employés d'une institution autarcique. La loi n° 3502 du 21 décembre 1958 (*Recueil des lois*, 1958, vol. VII, page 81) contient d'autres dispositions sur ce point.

Exemption fiscale

La loi n° 3193 du 4 juillet 1957 (*Recueil des lois*, 1957, vol. V, page 25) définit les modalités d'application de l'article 31 (V) (b) de la Constitution, qu'elle reprend dans son article 1 :

« Il est interdit à l'Union, aux Etats, aux municipalités et au district fédéral de lever des impôts sur les lieux du culte de quelque confession que ce soit, les biens et services des partis politiques, des institutions d'éducation et d'assistance sociale, sous réserve que lesdits revenus soient intégralement utilisés dans le pays aux fins appropriées. »

Droits politiques des fonctionnaires

Les articles 1 à 4 de la loi n° 3506 du 27 décembre 1958 (*Recueil des lois*, 1958, vol. VII, page 85) sont ainsi conçus :

« Article premier. Les fonctionnaires, militaires ou employés d'institutions autarciques, de sociétés économiques mixtes ou d'entreprises concessionnaires de services publics peuvent, pour se consacrer à des activités politiques, demander un congé sans rétribution, rémunération ou solde et cesser d'exercer leurs fonctions ou responsabilités, pendant la période comprise entre le moment où ils ont été désignés comme candidats par le congrès de leur parti et la date à laquelle les candidats choisis ont reçu, de l'organe compétent du tribunal électoral, le titre de confirmation.

« Article 2. Les militaires qui occupent un poste de commandement, ainsi que les fonctionnaires ou employés, visés à l'article précédent, qui exercent les fonctions de chef de département, de directeur, de commissaire aux comptes ou de percepteur, interrompent leurs activités à la date à laquelle ils sont enregistrés jusqu'au jour qui suit la clôture de la campagne électorale.

« Article 3. Tout fonctionnaire visé à l'article premier qui est élu député ou sénateur cesse d'exercer ses fonctions à la date à laquelle le titre de confirmation lui est délivré, sous peine de perdre son mandat (Constitution fédérale, article 48 (I) (b), et paragraphe 1).

« Article 4. La durée du congé et la période pendant laquelle l'intéressé cesse d'exercer ses fonctions, conformément aux dispositions de la présente loi, sont

¹ Note fondée sur les textes obligeamment communiqués par M. Carlos Medeiros Silva, docteur en droit, procureur général du Brésil, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement du Brésil. Les textes législatifs mentionnés figurent dans *Coleção Das Leis* (Recueil des lois), publié par la Presse nationale, à Rio-de-Janeiro.

² On trouvera une traduction en anglais du texte de la loi n° 818 du 18 septembre 1949 dans *United Nations Legislative Series: Laws concerning Nationality* (publication des Nations Unies, n° de vente : 54.V.I.), p. 52-60.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1946*, p. 74.

considérées comme service actif en ce qui concerne la pension, la mise en disponibilité, l'avancement par ancienneté, le transfert dans les cadres de réserve ou la retraite.»

Droits d'auteur

La loi n° 3447 du 23 octobre 1958 (*Recueil des lois*, 1958, vol. VII, page 5) a modifié comme suit l'article 649 du Code civil :

«Article 649. Le droit de reproduire une œuvre littéraire, scientifique ou artistique appartient exclusivement à son auteur.

«1. Les héritiers et successeurs de l'auteur jouiront de ce droit pendant 60 années à compter du jour du décès.

«2. Si l'auteur décède sans héritier et sans successeur jusqu'au deuxième degré, l'œuvre tombera dans le domaine public.

«3. Si la succession échoit aux enfants, aux parents ou aux conjoints de l'auteur, la disposition du paragraphe 1 relative au délai ne s'appliquera pas et le droit ne s'éteindra que lors du décès du successeur.»

BULGARIE

NOTE SUR LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME DANS LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE EN 1958¹

I. LÉGISLATION NATIONALE

1. Situation des ouvriers et employés — Assurances sociales

Comme il a été indiqué dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, des améliorations sensibles furent apportées en Bulgarie au cours de cette année en ce qui concerne les droits sociaux et économiques des ouvriers et employés, ainsi que dans le domaine des assurances sociales. En 1958, cette législation a été développée encore davantage par la promulgation d'une série de textes normatifs réglementant en détail certains chapitres du Code du travail, et réalisant progressivement une réglementation plus systématique et plus complète de la matière.

Des exemples d'un tel développement, relatif aux droits sociaux et économiques des ouvriers et employés, sont fournis par l'Ordonnance sur les congés des ouvriers et employés (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 20, du 11 février 1958)², l'Ordonnance sur la durée du travail et du repos des ouvriers et employés (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 21, du 14 mars 1958)³, l'Ordonnance sur la rémunération payée lors d'une interruption de travail, d'un remplacement, d'un cumul de fonctions, etc. (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 58, du 22 juillet 1958). Dans le secteur coopératif, il convient de mentionner l'Ordonnance sur les indemnités payées en cas de licenciement et en cas de caducité du statut de membre des coopératives artisanales (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 86, du 28 octobre 1958).

Dans le domaine des assurances sociales, le Règlement sur l'application du chapitre III du Code du travail (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 30, du 15 avril 1958) est venu réglementer d'une façon détaillée toute la matière des pensions, des indemnités et des secours en espèces accordés aux ouvriers et employés. Parallèlement, une ordonnance publiée dans l'*Izvestia* n° 29, du 11 avril 1958, a réglementé l'assurance des hommes de lettres et des avocats, ainsi que celle des chauffeurs travaillant avec leur propre voiture; ainsi le régime des assurances

sociales s'étend aux personnes qui appartiennent à des professions exercées en dehors du secteur public ou coopératif.

2. Participation accrue des travailleurs et de leurs organisations à la vie économique

Un pas essentiel a été accompli dans ce domaine par l'arrêté n° 55 du Comité central du Parti communiste bulgare, du Conseil des Ministres et du Conseil central des Unions professionnelles, sur l'extension des droits des chefs d'entreprises, des organes et des organisations professionnelles et sur la participation ultérieure des travailleurs à la production (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 27, du 4 avril 1958).

3. Protection juridique des droits des citoyens relatifs au travail

La législation dans ce domaine a été développée en 1958. Ainsi, le Règlement sur les conflits du travail (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 17, du 28 février 1958) définit en détail les règles prévues par le Code du travail gouvernant la procédure devant les commissions de conciliation, les organes des Unions professionnelles, ceux de l'administration et les tribunaux. En outre, des recours judiciaires ont été institués contre les décisions des organisations coopératives urbaines et rurales; — cf. l'art. 12, paragraphe 4, de la loi modifiant et complétant la loi sur les coopératives (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 90, du 11 novembre 1958) et l'art. 10 du décret sur l'approbation du Statut modèle des fermes coopératives agricoles et sur le contrôle et la direction exercés par l'Etat sur les coopératives agricoles (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 14, du 18 février 1958).

4. Logement

Le Règlement relatif à l'allocation de crédits pour la construction résidentielle (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 94, du 25 novembre 1958) réglemente par des dispositions de grande portée l'octroi de crédits par l'Etat aux citoyens bulgares aux fins de construction résidentielle, d'après le régime général de l'épargne résidentielle, ainsi que les cas plus particuliers des prêts accordés aux ouvriers des mines, des entreprises industrielles et autres, des prêts accordés aux propriétaires des immeubles expropriés pour la construction de logements

¹ Note rédigée par M. Anguel Angueloff, professeur à l'Université de Sofia et conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement bulgare.

² Voir la *Série législative*, 1958 — Bul. 4, publiée par le Bureau international du Travail.

³ Voir la *Série législative*, 1958 — Bul. 3, publiée par le Bureau international du Travail.

et des prêts accordés à des personnes victimes de fléaux sociaux. L'allocation de crédits à court terme accordés par les banques aux conseils populaires pour la construction de logements à vendre aux citoyens est également prévue (art. 73 et suivants).

II. ACCORDS INTERNATIONAUX¹

1. Le décret n° 215 du 10 juillet 1958 (*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 64, du 12 août 1958) porte ratification de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

2. Un accord a été conclu dans le domaine des assurances sociales entre la République populaire de Bulgarie et la République populaire fédérative de Yougoslavie (ratifié par décret n° 115 publié dans l'*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 69, du 29 août 1958).

3. L'*Izvestia* du Présidium de l'Assemblée nationale n° 62, du 5 août 1958, a publié l'accord culturel conclu le 19 octobre 1957 entre le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie et la République d'Égypte, dont certaines dispositions ont pour but de faire reconnaître des droits réciproques dans le domaine culturel, par exemple l'équivalence des grades et des diplômes scientifiques, délivrés par les universités et les établissements scolaires des deux pays.

¹ Voir aussi p. 320 et 322.

CAMBODGE

NOTE

Le Ministre des affaires étrangères du Cambodge a fait savoir au Secrétaire général des Nations Unies qu'aucun texte législatif ou réglementaire intéressant les droits de l'homme n'a été adopté en 1958 au Cambodge.

CANADA

LES DROITS DE L'HOMME AU CANADA EN 1958¹

I. LÉGISLATION FÉDÉRALE

Assurance-hospitalisation

En 1958, le Parlement a modifié la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 23), qui avait pour objet d'instituer un plan national d'assurance-hospitalisation, en abrogeant la disposition qui stipulait que les subventions fédérales ne seraient versées que lorsque six provinces au moins auraient conclu des accords avec le Gouvernement fédéral et que leurs lois sur l'assurance-hospitalisation seraient entrées en vigueur². Le nouveau texte autorise le Gouvernement fédéral à verser des subventions, à compter du 1^{er} juillet 1958, à toute province participante où un plan d'assurance-hospitalisation serait en vigueur. Il a été édicté un règlement³ qui dispose que tout assuré quittant la province où il réside sera considéré, aux fins de la loi, comme y conservant sa résidence pendant une période de trois mois au plus. Les accords conclus avec le Manitoba, Terre-Neuve, le Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie britannique sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1958, et ceux conclus avec l'Ontario et la Nouvelle-Ecosse le 1^{er} janvier 1959.

Congé annuel

Le Parlement a adopté une loi disposant que les travailleurs de certaines entreprises interprovinciales soumises à la juridiction fédérale auront droit chaque année à un congé payé d'une ou deux semaines suivant la durée de leurs services. Un travailleur comptant au moins deux années de service a droit à un minimum de deux semaines de congé par an. Ce droit ne se trouve pas modifié du fait que l'entreprise où le travailleur est employé change de propriétaire⁴.

Censure des publications importées

Aux termes de la loi sur le tarif des douanes, les livres, brochures, images, ou reproductions de tout genre qui présentent un caractère subversif, séditionnaire, immoral ou indécent sont au nombre des marchandises dont l'importation est interdite au Canada⁵.

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² *Statuts du Canada*, 1958, chap. 6.

³ Règlement portant modification du Règlement sur l'assurance-hospitalisation, SOR/58-84 approuvé par P.C. 1958-916, le 27 juin 1958 (SOR/58-261).

⁴ *Statuts du Canada*, 1958, chap. 24.

⁵ *Statuts révisés du Canada*, 1952, chap. 60, Liste C, n° 1201.

En 1958, la loi sur les douanes⁶ a été modifiée en ce qui concerne la procédure de recours contre les décisions prises par les fonctionnaires des douanes en vertu de la disposition susmentionnée. Désormais, les recours sont portés devant les juges des tribunaux de district et non plus devant le Conseil des douanes.

II. LÉGISLATION PROVINCIALE

Assurance-hospitalisation

La mise en œuvre du plan d'assurance-hospitalisation doit être assurée par la législation provinciale. Dans deux provinces, le Saskatchewan et la Colombie britannique, des plans d'assurance-hospitalisation étaient en vigueur depuis un certain nombre d'années. Ces provinces ont modifié leur législation en 1958 afin de pouvoir conclure, avec le Gouvernement fédéral, des accords sur le partage des frais⁷.

La législation de l'Alberta a été modifiée en vue d'intégrer en un seul les différents plans d'assurance-hospitalisation en vigueur dans la province et de permettre l'octroi de subventions fédérales⁸. De même, à Terre-Neuve, il a été promulgué en vertu de la loi de 1957 relative à l'accord sur l'assurance-hospitalisation un règlement⁹ qui assure la participation de Terre-Neuve au programme associant l'action du Gouvernement fédéral à celle des provinces.

La loi de la Nouvelle-Ecosse sur l'assurance-hospitalisation¹⁰, la loi du Nouveau-Brunswick¹¹ sur l'assurance-soins hospitaliers, la loi de l'Ontario modifiant la loi sur la Commission des services hospitaliers¹² et la loi du Manitoba¹³ sur l'assurance-services hospitaliers instituent, dans ces provinces, un plan d'assurance-hospitalisation bénéficiant de l'aide du Gouvernement fédéral.

Législation antidiscriminatoire

L'Ontario a adopté une loi portant création d'une commission antidiscriminatoire chargée de donner des avis et de faire des recommandations au sujet des trois lois antidiscriminatoires de la province¹⁴.

⁶ *Statuts du Canada*, 1958, chap. 26.

⁷ *Statutes of Saskatchewan*, 1958, chap. 32; *Statutes of British Columbia*, 1958, chap. 20.

⁸ *Statutes of Alberta*, 1958, chap. 26.

⁹ *Hospital Insurance Regulations*, 1958, 20 mai 1958.

¹⁰ *Statutes of Nova Scotia*, 1958, chap. 3.

¹¹ *Statutes of New Brunswick*, 1958, chap. 8.

¹² *Statutes of Ontario*, 1958, chap. 39.

¹³ *Statutes of Manitoba*, 1958, chap. 24.

¹⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 66-68, et l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 78 et 79.

ainsi que d'élaborer et d'exécuter un programme éducatif tendant à faire connaître au public les dispositions de la loi et à favoriser l'élimination des pratiques discriminatoires¹.

Relations du travail

Dans le Manitoba, la loi sur les relations du travail² a été modifiée de manière à reconnaître le droit de négociation collective au personnel de certaines compagnies de la Couronne.

En vertu d'une modification de la loi sur les syndicats de l'île du Prince-Edouard³ il a été institué un service de conciliation chargé d'aider les parties aux conflits du travail à régler leurs différends.

Congé payé annuel

La législature de la Nouvelle-Ecosse a adopté une loi sur les congés payés aux termes de laquelle le travailleur ayant accompli une année de travail bénéficiera, à compter du 1^{er} janvier 1959, d'une semaine de congé⁴. La loi du Saskatchewan sur les congés annuels, qui accordait deux semaines de congé aux travailleurs comptant un an de service, a été modifiée et stipule désormais que les travailleurs ont droit à une semaine supplémentaire de congé lorsqu'ils ont accompli cinq ans de service⁵. La loi du Nouveau-Brunswick sur les congés payés, qui précédemment ne visait que les travailleurs des industries extractives et du bâtiment, a été étendue aux travailleurs des industries de préparation du poisson, des fruits et des légumes⁶.

Accidents du travail

Les modifications apportées à un certain nombre de lois provinciales sur les accidents du travail assurent aux travailleurs et aux personnes à leur charge des prestations plus élevées. Dans le Manitoba⁷, on a augmenté le montant des indemnités dues aux veuves, aux veufs invalides et aux enfants à charge, le montant maximum de l'indemnité de décès ayant été relevé en conséquence. La législature du Nouveau-Brunswick⁸ a relevé le taux des indemnités d'invalidité, revalorisé les pensions des veuves et des veufs invalides qui étaient versées conformément à un barème moins avantageux, et ouvert des crédits supplémentaires en vue de la réadaptation des travailleurs blessés. Dans l'île du Prince-Edouard⁹, le plafond des gains annuels entrant en ligne de compte

pour le calcul de l'indemnité a été relevé, de même que le montant maximum de l'allocation mensuelle payable à la veuve et aux enfants. Dans l'Ontario¹⁰, on a augmenté l'indemnité pour frais funéraires et la somme forfaitaire due à la veuve lors du décès du mari. La législature de Terre-Neuve¹¹ a autorisé une augmentation des crédits consacrés à la réadaptation.

Protection de l'enfance

Dans l'Ontario et dans l'Alberta, la législation régissant l'adoption a été modifiée. Dans l'Ontario¹² désormais, dès qu'une ordonnance d'adoption a été rendue par le tribunal, l'enfant adopté est considéré à toutes fins utiles comme l'enfant de l'adoptant et l'adoptant est considéré comme le père ou la mère de l'enfant adopté dans les mêmes conditions que si celui-ci était né d'une union légitime de l'adoptant. Dans la législation antérieure, le statut de l'enfant adopté était à certains égards mal défini. Des garanties ont également été introduites afin que l'on puisse s'assurer que le père ou la mère qui donne son consentement à l'adoption comprend pleinement la signification de sa décision. En vertu d'une modification de la loi sur les statistiques de l'état civil¹³, l'officier de l'état civil est tenu, au reçu de la copie certifiée d'une ordonnance d'adoption, d'établir un nouvel acte de naissance conforme aux indications figurant dans ladite ordonnance. Tout extrait d'acte de naissance doit être établi d'après le nouvel acte de naissance.

Dans l'Alberta, la législation a été modifiée de façon analogue pour clarifier la situation des enfants adoptés¹⁴.

III. DÉCISIONS JUDICIAIRES

Le 28 janvier 1958, la Cour suprême du Canada a rejeté le pourvoi de deux officiers de police municipale qu'une Cour d'appel provinciale avait déclarés civilement responsables pour arrestation et emprisonnement arbitraires.

Un commissaire de police adjoint avait fait arrêter une femme sans mandat, après avoir reçu des plaintes alléguant que l'intéressée se comportait de façon anormale et présentait des symptômes de dérangement mental. L'arrestation avait été ordonnée en vertu de l'article 15 de la loi du Saskatchewan sur l'hygiène mentale, qui est conçu comme suit :

«Toute personne qui est manifestement atteinte de maladie ou de déficience mentale et se conduit d'une manière qui chez un individu normal serait considérée comme déréglée peut être appréhendée sans mandat par tout agent ou officier de police et être détenue jusqu'à ce qu'il ait été décidé de son état mental conformément à l'article 12.»

¹ *Statutes of Ontario*, 1958, chap. 70.

² *Statutes of Manitoba*, 1958, chap. 29.

³ *Statutes of Prince Edward Island*, 1958, chap. 31.

⁴ *Statutes of Nova Scotia*, 1958, chap. 14.

⁵ *Statutes of Saskatchewan*, 1958, chap. 93 et 94.

⁶ *Statutes of New Brunswick*, 1958, chap. 16.

⁷ *Statutes of Manitoba*, 1958, chap. 75.

⁸ *Statutes of New Brunswick*, 1958, chap. 59.

⁹ *Statutes of Prince Edward Island*, 1958, chap. 33.

¹⁰ *Statutes of Ontario*, 1958, chap. 123.

¹¹ *Statutes of Newfoundland*, 1958, chap. 3.

¹² *Statutes of Ontario*, 1958, chap. 11.

¹³ *Statutes of Ontario*, 1958, chap. 122.

¹⁴ *Statutes of Alberta*, 1958, chap. 8.

Au moment de l'arrestation, l'intéressée se trouvait à son bureau et se comportait normalement. Elle a été conduite à la section psychiatrique de l'hôpital local, puis transférée à l'hôpital psychiatrique de la province, où deux psychiatres l'ont examinée, soignée et finalement libérée.

Plus de six mois après, l'intéressée a intenté une action en dommages-intérêts pour arrestation arbitraire. Le tribunal de jugement l'a déboutée, mais la Cour d'appel a fait droit à sa requête et lui a accordé des dommages-intérêts pour emprisonnement arbitraire. Les deux officiers de police se sont alors pourvus devant la Cour suprême du Canada.

La Cour suprême a confirmé l'arrêt de la Cour d'appel, en faisant valoir que l'arrestation n'était pas autorisée par les dispositions de l'article 15, du fait que la femme se conduisait normalement au moment de l'arrestation.

La Cour suprême a statué que les officiers de police

ne pouvaient pas se prévaloir des dispositions de la loi qui interdisent de poursuivre une personne agissant en vertu de l'article 15, lorsque ladite personne est de bonne foi et fait preuve de la prudence voulue; les officiers de police n'avaient pas fait preuve de la prudence voulue en ordonnant et en exécutant une mesure aussi rigoureuse que l'arrestation sans mandat d'une femme dont le comportement n'était pas anormal au moment de l'arrestation et n'avait pas été anormal depuis quelque temps.

La prescription de six mois ne s'appliquait pas non plus car elle ne joue que dans les cas où l'on croit de bonne foi à la véracité des faits. De l'avis de la Cour suprême, les demandeurs ne pouvaient pas avoir cru de bonne foi à la véracité du fait invoqué, à savoir que l'intéressée se comportait de façon anormale, puisqu'il était évident qu'elle se conduisait de façon tout à fait normale. La Cour suprême a donc rejeté le pourvoi et condamné les demandeurs aux dépens (*Beatty and Mackie c. Kozak* (1958) 13 D.L.R. (2nd, Part 1, page 1).

CEYLAN

NOTE¹

I. LÉGISLATION

1. Loi n° 1 de 1958 relative aux rizières

Il s'agit d'une loi tendant à assurer la stabilité d'occupation aux cultivateurs à bail de rizières; à spécifier le prix de fermage payable aux bailleurs par les cultivateurs à bail, à permettre la fixation des salaires des ouvriers agricoles, par les soins de Comités culturels, ainsi qu'à conférer auxdits ouvriers le statut de cultivateurs à bail et d'exploitants collectifs; à disposer le remembrement des rizières, la création d'exploitations rizicoles collectives, la réglementation des intérêts des prêts consentis aux cultivateurs de rizières ainsi que des tarifs à appliquer pour le louage de matériel et de buffles par lesdits cultivateurs; à pourvoir à l'établissement de Comités culturels; à préciser les pouvoirs et les fonctions de tels comités; à conférer et imposer des pouvoirs et des fonctions déterminés au Commissaire aux questions agraires; à supprimer l'obligation incombant aux propriétaires, au sens de l'ordonnance n° 32 de 1946 sur l'irrigation, de rémunérer les préposés en chef à l'irrigation; à réglementer les aliénations de rizières à toute personne qui n'est pas un ressortissant de Ceylan; portant abrogation de la loi n° 1 de 1953 relative aux rizières; et contenant des dispositions sur des questions connexes ou y relatives.

2. Loi n° 6 de 1958 modifiant la loi sur la protection de la maternité

Cette loi prévoit des mesures contre le licenciement, pour cause de grossesse ou d'accouchement ou de maladie en résultant, des femmes qui travaillent. Elle interdit à l'employeur de donner à une femme, pendant sa grossesse, un travail qui puisse compromettre sa santé ou celle de son enfant et prévoit des peines sévères en cas d'infraction à ses dispositions. Elle étend aussi le nombre des établissements auxquels sont applicables lesdites dispositions. Alors qu'auparavant les dispositions en matière de prestations de maternité s'appliquaient aux ateliers, mines, exploitations agricoles ou usines employant des femmes, cette loi dispose que tout établissement sera désigné nommément ou qu'elle s'appliquera à tout établissement où s'exerce un métier, une activité économique ou une profession désignés. En outre, la loi tend à imposer à l'employeur la charge de prouver que le licenciement d'une femme qui travaille a été motivé

par un fait autre que la grossesse ou l'accouchement ou toute maladie en résultant, chaque fois qu'il est poursuivi pour avoir licencié une femme pour cause de grossesse ou d'accouchement.

3. Loi n° 10 de 1958 relative aux Commissions de conciliation

Il s'agit d'une loi portant établissement de Commissions de conciliation dans les villages et dans telles autres zones que pourra fixer le Ministre de la justice, définissant les pouvoirs et obligations de ces commissions et tendant à des fins complémentaires ou incidentes.

Les fins et les motifs de cette loi sont les suivants :

i) Etablir des Commissions de conciliation dans les villages et dans telles autres zones que pourra fixer le Ministre de la justice par ordonnance publiée au *Journal officiel (Gazette)*.

ii) Donner pouvoir à ces Commissions :

a) Pour régler à l'amiable les différends en matière civile se produisant dans les limites de leur juridiction;

b) Dans le cas d'une infraction spécifiée dans la partie I de l'annexe à la loi et commise dans les limites définies ci-dessus, pour transiger, avec l'agrément des parties intéressées;

c) Dans le cas d'une infraction spécifiée dans la partie II de l'annexe à la loi et commise dans les limites définies ci-dessus, pour recommander au Procureur général (*Attorney-General*), avec l'agrément des parties intéressées, de donner son consentement à une transaction.

iii) Pour permettre qu'une action en justice sur un différend en matière civile qui s'est produit dans les limites de la juridiction d'une Commission de conciliation soit entamée, soit que cette Commission n'ait pu régler ce différend, soit que le règlement de ce différend obtenu par cette Commission ait été répudié par toutes les parties ou l'une d'entre elles;

iv) Pour permettre qu'une action en justice sur une infraction spécifiée dans la partie I de l'annexe à la loi et réputée avoir été commise dans les limites de la juridiction d'une Commission de conciliation, soit entamée si cette Commission a enquêté sur cette infraction et n'a pas transigé;

v) Pour permettre qu'une action en justice sur une infraction spécifiée dans la partie II de l'annexe à la loi et réputée avoir été commise dans les limites de la juridiction d'une Commission de conciliation,

¹ Note obligamment communiquée par le Ministre des affaires étrangères de Ceylan. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

soit entamée si cette Commission a enquêté sur cette infraction et a ou n'a pas recommandé au Procureur général (*Attorney-General*) de donner son consentement à une transaction.

Les poursuites judiciaires et les procès sont non seulement coûteux et longs, mais encore ils enveniment les rapports entre les parties intéressées. La loi relative aux Commissions de conciliation a été conçue comme un moyen rapide et peu coûteux d'assurer la bonne entente entre des personnes qu'opposent des différends en matière civile ou des infractions à certaines lois pénales en réglant à l'amiable ces différends et en transigeant sur ces infractions.

4. *Loi n° 15 de 1958 relative au Fonds de prévoyance des salariés*

Cette loi a pour objet d'instituer un Fonds de prévoyance en faveur de certaines catégories de salariés et tend à des fins connexes ou incidentes. Cette loi s'applique à tous les salariés occupant un emploi déclaré employé protégé par arrêté pris en vertu de ladite loi. L'acception que cette loi donne du terme «salarié» est très large et comprend même les apprentis ou débutants recevant une rémunération.

5. *Loi n° 20 de 1958 portant suspension de la peine capitale*

Cette loi avait pour objet de suspendre l'application de la peine de mort en cas de meurtre et d'assistance donnée lors d'un suicide et de prescrire d'autres peines pour ces crimes. Cette loi remplaçait la peine de mort par une peine d'emprisonnement à vie appliquée dans toute sa rigueur. Elle devait rester en vigueur pour une période d'essai de trois ans sauf prorogation par résolution du Parlement pour une durée à spécifier dans ladite résolution.

6. *Loi n° 35 de 1958 modifiant la loi sur les besoins en matière de services médicaux*

Cette loi porte augmentation de la rémunération à payer par les régisseurs des domaines pour services médicaux rendus aux travailleurs malades. Elle prévoit également que chaque enfant âgé de moins d'un an et résidant sur les terres du domaine doit recevoir, aux frais du domaine, une certaine quantité de lait à préciser.

II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

On trouvera ci-après quelques-unes des décisions judiciaires importantes concernant les droits de l'homme rendues par la Cour suprême de Ceylan ainsi que par le Conseil privé jugeant en appel des sentences de la Cour suprême.

1. *Tennekoon (Commissaire chargé de l'enregistrement des résidents indiens et pakistanais) c. P. K. Duraisamy (Conseil privé) (1958)*. 59 New Law Reports, p. 481

Dans cette affaire, il a été jugé, notamment, que l'article 6(1) de la loi n° 3 de 1949 sur la citoyenneté

des résidents indiens et pakistanais, considéré à la lumière de l'article 22 (modifié par l'article 4 de la loi n° 37 de 1950), impose à celui qui formule une demande d'enregistrement la charge de prouver qu'il s'est «établi de façon permanente à Ceylan» et, «en outre», l'obligation de faire la preuve des points énumérés à l'article 6(2). A cette fin, il doit fournir des éléments de preuve démontrant qu'au moment de sa demande il avait l'intention de s'établir de façon permanente à Ceylan. Cette intention est considérée comme prouvée si, ayant satisfait à toutes les autres conditions énoncées dans la loi, le postulant l'établit en choisissant irrévocablement de présenter une demande d'enregistrement.

Toutefois, il ne s'agit là que d'un commencement de preuve qui n'est pas concluant dans une affaire relative à l'enregistrement en tant que citoyen ceylanais; le Commissaire peut décider, après avoir examiné toutes les questions pertinentes, qu'au moment de sa demande le postulant n'avait pas véritablement l'intention de s'établir de façon permanente à Ceylan.

La question de prouver qu'il n'a pas conservé son domicile en Inde n'entre pas dans l'examen des éléments de preuve que le postulant doit fournir pour démontrer son installation permanente à Ceylan.

Que le postulant ait fait des déclarations de résidence temporaire à Ceylan dans des «formules modèle B» afin de pouvoir envoyer des sommes d'argent à des personnes à sa charge habitant en Inde, n'exclut pas en soi le fait qu'il s'était établi de façon permanente à Ceylan, d'autant que le postulant «n'a pas corroboré ses déclarations ou n'y a pas donné suite par une conduite ou des actes en accord avec ce qu'il avait déclaré».

2. *Tennekoon (Commissaire chargé de l'enregistrement des résidents indiens et pakistanais) c. Murugapillai Panjan (Conseil privé) (1958)*. 59 New Law Reports, p. 512

Dans cette affaire où un résident indien formulait, en application de l'article 4(1) de la loi n° 3 de 1949 sur la citoyenneté des résidents indiens et pakistanais, une demande d'enregistrement aux fins d'obtenir le statut de citoyen ceylanais, il a été jugé que, s'agissant de faire la preuve d'une installation permanente à Ceylan, a) il n'était pas nécessaire que le postulant prouve qu'il n'avait pas conservé son domicile en Inde, b) il ne fallait pas accorder trop d'importance à la déclaration de résidence temporaire à Ceylan que le postulant avait faite dans la «formule modèle M.O.» et qu'il avait signée afin de pouvoir envoyer des sommes d'argent en Inde. De plus, il a été jugé que le postulant devait prouver qu'il était «un résident indien», aux termes de l'article 22, à la date de sa demande et non à la date d'entrée en vigueur de la loi.

3. *Vythnathan c. le Commissaire chargé de l'enregistrement des résidents indiens et pakistanais* (1958). 60 New Law Reports, p. 85

Dans cette affaire, le Commissaire chargé de l'enregistrement des résidents indiens et pakistanais a refusé d'enregistrer comme citoyens un résident indien, sa femme et ses quatre enfants mineurs motif pris de ce que leur installation permanente à Ceylan était contredite par des éléments de preuve relatifs à la naissance et à l'éducation des enfants en Inde que le Commissaire considérait comme n'indiquant pas

une intention véritable de s'établir de façon permanente à Ceylan.

Il a été jugé que la question de savoir si le postulant s'était établi de façon permanente à Ceylan relevait essentiellement du Commissaire, et que, comme il n'était pas possible de dire que la décision du Commissaire ne pouvait avoir été prise impartialement ou raisonnablement d'après des éléments de preuve dont il disposait, la Cour suprême, en l'absence d'indication erronée de la part du Commissaire, n'interviendrait pas dans sa décision.

CHILI

NOTE¹

Parmi les textes importants ayant trait à la Déclaration universelle des droits de l'homme qui ont été adoptés au Chili en 1958, il convient de faire une place spéciale à la loi portant dérogation à la loi n° 8987 de 1948, intitulée loi concernant la défense permanente de la démocratie² et la remplaçant par la loi n° 12927 de 1958 sur la sûreté intérieure de l'Etat, dont les dispositions renforcent les moyens permettant d'assurer préventivement la sécurité de l'Etat, le maintien de l'ordre et de la paix sociale, ainsi que le déroulement normal des activités nationales, et rendent en même temps leurs droits électoraux à certains éléments politiques qui en avaient été privés par la loi concernant la défense permanente de la démocratie.

La loi n° 12927 sur la sûreté intérieure de l'Etat, en date du 2 août 1958, porte dérogation à la loi n° 6026 de 1937 qui traitait de la même question et à la loi n° 8987 de 1948 sur la défense permanente de la démocratie, à l'exception des paragraphes 9, 10, 11 et 12 de l'article 4, du paragraphe 4 de l'article 5 et de l'article 6 qui sont incorporés à la loi n° 12891 contenant le texte refondu de la loi générale sur les élections (voir ci-après); elle porte dérogation aux articles 32 et 33 du décret-loi n° 313 de 1956 relatif au travail, qui contient le statut des travailleurs du cuivre; elle porte dérogation au décret n° 5839 de 1948 émanant du Ministère de l'intérieur³ contenant le texte refondu et remanié des dispositions légales principales de la loi concernant la défense permanente de la démocratie.

On trouvera ci-après des extraits de la loi n° 12927.

Il convient également de noter les modifications apportées par les lois n°s 12889 et 12891 à la loi générale sur les élections, ainsi que les modifications prévues par les lois n°s 12900, 12922 et 12938 de 1958 relatives aux inscriptions sur les registres élec-

toraux. Ces modifications tendent à simplifier les formalités d'inscription, et à rendre l'inscription permanente, de façon à donner effet dans toute la mesure du possible et avec la participation de tous les citoyens au droit fondamental d'élire et de créer les pouvoirs de l'Etat.

On trouvera ci-après des extraits des lois n°s 12891 et 12922 des 10 juin 1958 et 31 juillet 1958 respectivement.

La loi n° 12857 du 30 janvier 1958 (*Diario Oficial* n° 23971 du 13 février 1958) prévoit l'addition à l'article 2 du décret n° 3690 du 16 juillet 1941, contenant le texte refondu du décret-loi n° 747 du 14 décembre 1925, tel qu'il avait été modifié, d'un alinéa final ainsi conçu : « Une carte de naturalisation pourra également être accordée aux enfants nés de père ou de mère chiliens par naturalisation, qui ont 18 ans révolus et qui remplissent les autres conditions prévues au paragraphe 1. Les exceptions visées à l'alinéa i) de l'article 4 s'appliqueront à ces personnes. »

La loi n° 12875 du 27 février 1958 (*Diario Oficial* n° 23994 du 12 mars 1958) dispose que les établissements d'enseignement professionnel, agricole, technique ou industriel, dont il a été reconnu qu'ils coopèrent à l'œuvre éducative de l'Etat, bénéficieront des avantages prévus par la loi n° 9864 de 1951⁴ aux termes de laquelle une subvention moyenne était accordée, pour chaque élève, aux établissements visés par la loi.

Le décret n° 569 du 29 octobre 1958 (*Diario Oficial* n° 24195 du 15 novembre 1958) prévoit que l'Accord relatif à la double nationalité, conclu à Santiago du Chili le 24 mai 1958 entre la République du Chili et l'Etat espagnol, aura le même effet qu'une loi de la République.

Le décret n° 613 du 7 novembre 1958 (*Diario Oficial* n° 24205 du 27 novembre 1958) prévoit que l'Accord de réciprocité concernant le paiement des indemnités pour accident du travail, conclu à Buenos-Aires le 11 juin 1946 entre les Républiques du Chili et de l'Argentine, aura le même effet qu'une loi de la République.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par M. Julio Arriagada Augier, ancien Sous-Secrétaire à l'Éducation publique, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement chilien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 56-63.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 56, note 1.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 75.

LOI N° 12927 CONCERNANT LA SÛRETÉ INTÉRIEURE DE L'ÉTAT

du 2 août 1958¹*Titre premier*DÉLITS CONTRE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE
ET LA SÛRETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Article premier. En plus des délits prévus au titre premier du livre II du Code pénal et au titre II du livre III du Code de justice militaire, ainsi que dans d'autres lois, se rendent coupables d'un délit contre la souveraineté nationale :

a) Ceux qui offensent gravement le sentiment patriotique ou le sentiment d'indépendance politique de la nation ;

b) Ceux qui, par la parole, l'écrit ou par tout autre moyen, préconisent l'incorporation de tout ou partie du territoire national à un Etat étranger ;

f) Ceux qui, pour commettre les délits prévus aux alinéas qui précèdent, s'associent pour former un parti, un mouvement ou un groupe politique.

Article 2. Les délits prévus à l'article qui précède seront punis d'une peine d'emprisonnement, de résidence forcée ou d'expulsion de brève durée, du degré moyen au degré maximum.

La condamnation entraînera, en outre, les peines accessoires d'incapacité d'assumer une charge ou des fonctions publiques et de déchéance des droits politiques, conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du Code pénal.

Titre II

DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ INTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Article 4. Sans préjudice des dispositions du titre II du livre II du Code pénal ainsi que d'autres lois, se rendent coupables de délits contre la sûreté intérieure de l'Etat ceux qui, par quelque moyen ou sous quelque forme que ce soit, se soulèvent contre le Gouvernement constitué ou provoquent la guerre civile, et notamment :

a) Ceux qui incitent ou induisent à la subversion de l'ordre public ou à la révolte, à la résistance ou au soulèvement contre le Gouvernement constitué, et ceux qui, aux mêmes fins, incitent ou encouragent à la perpétration des crimes d'homicide, de vol qualifié ou d'incendie volontaire ou des délits prévus par l'article 480 du Code pénal ou les titres I et II du livre II dudit Code ;

b) Ceux qui incitent ou induisent, par la parole,

l'écrit ou par tout autre moyen, les forces armées, le corps de carabiniers, la gendarmerie ou la police, ou certains de leurs membres, à l'indiscipline, ou à la désobéissance à l'égard des ordres du Gouvernement constitué ou envers leurs supérieurs hiérarchiques ;

c) Ceux qui tiennent, concertent ou facilitent des réunions ayant pour objet de proposer le renversement du Gouvernement constitué ou de fomenter un complot contre sa stabilité ;

d) Ceux qui incitent ou induisent à l'organisation de milices privées, de groupements paramilitaires ou de toute autre organisation analogue, ou qui apportent un appui financier ou autre à ces organisations ou à leurs membres, dans le dessein de remplacer la force publique, de l'attaquer ou d'empêcher son exercice, ou aux fins d'un soulèvement contre le Gouvernement constitué ;

f) Ceux qui répandent ou appuient, par la parole, l'écrit ou par tout autre moyen, des doctrines qui tendent à détruire ou à changer par la violence l'ordre social ou la forme républicaine et démocratique du Gouvernement ;

g) Ceux qui diffusent, par la parole, l'écrit ou par tout autre moyen, à l'intérieur du pays, ou envoient à l'étranger, des nouvelles ou des informations tendancieuses ou fausses destinées à détruire le régime républicain et démocratique, ou à troubler l'ordre constitutionnel, la sûreté du pays, le régime économique ou monétaire, le niveau normal des prix, la stabilité des valeurs et effets publics et le ravitaillement des populations, ainsi que les Chiliens qui, se trouvant hors du pays, répandent à l'étranger de telles nouvelles.

Titre III

DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC

Article 6. Se rendent coupables de délits contre l'ordre public :

a) Ceux qui provoquent des désordres ou commettent tout autre acte de violence destiné à troubler la tranquillité publique ;

b) Ceux qui insultent publiquement le drapeau, les armes ou le nom de la patrie et ceux qui diffament, injurient ou calomnient le Président de la République, les Ministres d'Etat, les sénateurs ou députés, ou les membres des tribunaux supérieurs de justice, que la diffamation, l'injure ou la calomnie vise ou non un acte commis dans l'exercice des fonctions de la personne offensée ;

c) Ceux qui incitent à détruire, rendre inutili-

¹ Publiée dans *Diario Oficial*, n° 24114 du 6 août 1958 ; texte obligamment communiqué par M. Julio Arriagada Augier, ancien Sous-Secrétaire à l'Éducation publique, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement chilien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

sables, interrompre ou paralyser, ou détruisent en fait, rendent inutilisables, interrompent ou paralysent des installations publiques ou privées fournissant l'éclairage, l'énergie électrique, l'eau potable, le gaz ou autres services analogues; et ceux qui commettent l'un quelconque des actes susmentionnés dans le dessein d'interrompre, paralyser ou détruire les moyens ou éléments nécessaires au fonctionnement de tout service public ou d'utilité publique;

d) Ceux qui défendent ou propagent une doctrine, un système ou une méthode qui préconise le crime ou la violence sous quelque forme que ce soit en tant que moyen permettant d'obtenir un changement ou des réformes dans l'ordre politique, économique ou social.

Article 8. Il est interdit aux services des télégraphes et des télécommunications, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des personnes privées, de transmettre des informations ou des communications qui incitent à la perpétration de l'un des délits punis par la présente loi.

Les chefs de ces services suspendront la transmission de communications ou d'informations qui contreviennent à cette interdiction et enverront immédiatement une copie de l'information ou de la communication dont il s'agit à l'intendant ou au gouverneur intéressé, selon le cas, et une autre au magistrat compétent, lequel statuera rapidement et sommairement sur l'interdiction ou l'autorisation de la transmission.

Si l'intendant ou le gouverneur estime que la communication ou l'information n'est pas de celles visées par l'interdiction édictée à l'alinéa premier du présent article, il en ordonnera la transmission.

Article 9. Sont interdites la circulation, la remise et la transmission par les services des postes, des télégraphes, des câbles, des douanes ou des transports, de quotidiens, de revues et autres imprimés ou avis contenant les éléments constitutifs des délits punis par la présente loi, sauf lorsqu'il s'agit de la diffusion de doctrines philosophiques ou d'ouvrages historiques, techniques ou théoriques.

Les intendants, gouverneurs, chefs, administrateurs ou gérants de ces organismes ou services, pourront suspendre pendant vingt-quatre heures la remise, l'envoi, le transport ou la transmission desdits imprimés, documents et périodiques et en rendront compte dans le même délai au magistrat compétent, lequel statuera rapidement et sommairement sur l'interdiction ou l'autorisation de l'envoi, du transport, de la transmission, de la communication ou de la distribution.

Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, aucune autorité ne pourra détenir ou ouvrir la correspondance épistolaire ni imposer une censure sur la presse ou les communications téléphoniques ou radiophoniques.

Titre IV

DÉLITS CONTRE L'EXERCICE NORMAL DES ACTIVITÉS NATIONALES

Article 11. Toute interruption ou suspension collective, tout arrêt du travail ou grève dans les services publics ou d'utilité publique, ou dans les secteurs de la production, des transports ou du commerce, en violation de la loi et qui porte atteinte à l'ordre public ou entrave le fonctionnement des services d'utilité publique ou des services dont le fonctionnement est légalement obligatoire ou cause un dommage à l'une quelconque des industries vitales, constitue un délit et sera puni d'une peine d'emprisonnement ou de résidence forcée de courte durée, du degré minimum au degré moyen.

Sont passibles de la même peine ceux qui incitent, induisent ou encouragent à commettre les actes illégaux visés à l'alinéa qui précède.

Article 12. Les chefs d'entreprise ou les patrons qui décrètent un lock-out ou qui sont impliqués dans l'un des délits prévus à l'article précédent sont passibles d'une peine d'emprisonnement ou de résidence forcée, du degré minimum au degré moyen, et d'une amende de 100 à 1.000 pesos.

Article 13. Sont passibles de la même peine privative de liberté prévue à l'article qui précède :

a) Les patrons ou employeurs qui, ayant perçu directement ou par compensation le montant des allocations familiales dues à leurs employés et ouvriers, retiennent ledit montant pendant plus de trente jours à compter de la date de la perception ou de la compensation ;

b) Les patrons ou employeurs qui, ayant retenu le montant des impôts légalement à la charge de leurs employés et ouvriers, ne déposent pas ce montant dans la Caisse de prévoyance intéressée dans les soixante jours qui suivent le paiement du traitement ou du salaire, sauf en raison d'événements fortuits ou en cas de force majeure ;

c) Les patrons ou employeurs qui paient à leurs ouvriers ou employés des salaires ou des traitements inférieurs aux taux prescrits par les lois.

Titre V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16. Si l'un des délits punis par la présente loi est commis par la voie de la presse ou de la radio, le tribunal compétent peut prononcer la suspension à concurrence de six éditions, du quotidien ou de la revue coupable, ou la suspension, pendant un délai ne dépassant pas six jours, des émissions du poste radiophonique contrevenant. Sans préjudice de ce qui précède, le tribunal pourra, dans les cas graves, prononcer la saisie immédiate de toute édition contenant manifestement un écrit publié en contravention de la présente loi.

Les intéressés pourront former un recours contre

ces décisions devant la cour d'appel compétente, par tous moyens et formes, et la cour statuera rapidement et sommairement, après avoir entendu les parties, dans les vingt-quatre heures de l'introduction du recours.

Si l'intéressé est acquitté, il aura droit à être dédommagé par le Trésor.

Article 17. Sont responsables et considérés comme les auteurs principaux des délits punis par la présente loi qui sont commis au moyen de la presse :

a) Les auteurs du texte publié, à moins qu'ils ne prouvent qu'il a été publié sans leur consentement.

La responsabilité de tout article publié dans l'exercice du droit de réponse ou de tout écrit signé tel que communiqué payant, insertion, manifeste et autres écrits analogues, incombera à l'auteur, à condition que celui-ci soit clairement identifié ;

b) Le directeur ou toute personne qui le remplace, s'il s'agit d'un quotidien, d'une revue ou d'un périodique ;

c) A défaut des personnes susnommées, le propriétaire du quotidien, de la revue ou du périodique. Si le propriétaire est une société, la responsabilité incombera aux personnes qui en ont la représentation légale dans le cas d'une société anonyme ou aux associés qui l'administrent dans les autres cas.

d) A défaut de toutes les personnes susnommées, l'imprimeur.

Article 18. Sans préjudice des dispositions de l'article 21, les personnes visées aux alinéas b), c) et d) de l'article qui précède pourront être dégagées de toute responsabilité si l'auteur de l'écrit incriminé est en cause, à condition que ce dernier ne jouisse pas d'une immunité ou d'un statut particulier et puisse faire l'objet de poursuites, sans autres formalités.

Titre VII

DE LA PRÉVENTION DES DÉLITS PRÉVUS PAR LA PRÉSENTE LOI

Article 31. En cas de guerre, d'attaque de l'étranger ou d'invasion, le Président de la République pourra déclarer l'état d'urgence dans tout ou partie du territoire national, que l'attaque ou l'invasion se soit déjà produite ou que l'on ait des motifs graves de penser qu'elle se produira.

Article 32. Le décret instaurant l'état d'urgence sera signé par le Ministre de la défense nationale et le Ministre de l'intérieur.

Article 33. Une fois l'état d'urgence déclaré, la zone intéressée sera placée sous l'autorité immédiate du Chef de la défense nationale désigné par le Gouvernement, lequel assumera le commandement militaire avec les attributions et les obligations énoncées dans la présente loi. Aux fins de l'exercice de ses fonctions dans les zones soumises à l'état d'urgence, il pourra déléguer ses pouvoirs à des officiers appartenant à

l'une des trois branches de la défense nationale placées sous son autorité.

Les autorités administratives continueront à s'acquitter de leurs fonctions et à expédier les affaires courantes.

Article 34. Le Chef des forces armées est spécialement chargé de :

c) Interdire la divulgation de renseignements de caractère militaire, en établissant la censure qu'il estimera nécessaire sur la presse, les télégrammes et les radiogrammes ;

d) Réprimer toute propagande antipatriotique, qu'elle soit faite par la voie de la presse, de la radio, du cinéma, du théâtre, ou par toute autre voie.

Titre VIII

POUVOIRS DONT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST ORDINAIREMENT INVESTI EN VUE DE DÉFENDRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT, DE MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC ET LA PAIX SOCIALE ET D'ASSURER L'EXERCICE NORMAL DES ACTIVITÉS NATIONALES

Article 37. En cas de troubles intérieurs, le Président de la République peut sur-le-champ proposer au Congrès de décréter l'état de siège dans une ou plusieurs parties du territoire national, ou le faire lui-même pour un délai déterminé si le Congrès n'est pas en session. Dans le premier cas, le Congrès se prononce selon la procédure la plus brève prévue par le règlement de chacune des Chambres ; dans le deuxième cas, il appartient au Congrès, aussitôt réuni, d'approuver, d'infirmer ou de modifier la déclaration faite par le Président de la République dans l'intervalle de ses sessions.

L'alinéa qui précède s'applique sans préjudice des dispositions de l'article 44, n° 13, de la Constitution politique de l'Etat.

Article 38. En cas de paralysie d'industries présentant une importance vitale pour l'économie nationale ou d'entreprises de transport, de production ou de fabrication d'articles ou de marchandises essentielles à la défense nationale ou au ravitaillement de la population, ou intéressant des services publics ou d'utilité publique, le Président de la République peut décréter la reprise des activités et faire appel, à cette fin, aux autorités civiles et militaires.

Dans ces cas, les ouvriers et employés reprendront le travail dans les conditions qu'établira la Commission permanente de conciliation dans son rapport, conditions qui ne pourront pas être moins favorables que celles qui existaient au moment où s'est produit le conflit.

Le décret portant reprise des activités ne peut être promulgué avant que ne paraisse le rapport de la Commission.

En tout cas, la personne qui intervient effectuera les démarches nécessaires pour résoudre définitivement le conflit.

Titre final

Article 39. Sont abrogés les lois n^{os} 6026 et 898¹ et le décret suprême n^o 5839² du 30 septembre 1948 publié dans le *Diario Oficial* du 18 octobre de la même

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 56-63.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 56, note 1.

année, établissant le texte modifié et remanié de la loi concernant la défense permanente de la démocratie. Sont également abrogés les articles 32 et 33 du Statut des travailleurs du cuivre, établi par décret n^o 313 du 15 mai 1956, ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi ou incompatibles avec elle.

...

LOI N^o 12891 : LOI GÉNÉRALE SUR LES ÉLECTIONS

du 10 juin 1958¹

Première partie
ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
ET DU CONGRÈS NATIONAL

Titre préliminaire
DES ÉLECTIONS EN GÉNÉRAL

Article premier. Les élections ordinaires et extraordinaires du Président de la République, des députés et sénateurs, sont régies par les dispositions de la présente loi.

...

Article 7. Lors de l'élection des conseillers municipaux, des députés ou des sénateurs, ou lors de l'élection du Président de la République, est interdite, avant l'ouverture d'une période de quatre mois précédant le jour de l'élection, toute forme de propagande par voie de presse ou de radio, d'avis, d'affiches, de pancartes, de banderoles, de placards ou par d'autres moyens analogues et, en particulier, la propagande murale. Pendant la période susdite, la propagande par voie de pancartes, affiches, banderoles, placards et autres moyens analogues, dans les rues, sur les places et dans tous autres lieux publics est soumise, dans les villes, à l'autorisation municipale.

L'Autorité administrative veillera à faire disparaître toutes manifestations de propagande qui contrevennent aux dispositions du paragraphe précédent ; s'il s'agit d'avis diffusés par la presse ou la radio, le contrevenant ou les contrevenants seront passibles d'une amende équivalant au triple du coût de l'avis.

...

Deuxième partie
OPÉRATIONS DE VOTE ET CONTENTIEUX
ÉLECTORAL

Titre VII
DES OPÉRATIONS DE VOTE

Section 1. — *Le vote est obligatoire, secret et libre*

Article 60. Tout électeur est tenu de prendre part au scrutin, sauf en cas d'empêchement légitime.

¹ Promulguée par le décret n^o 3663 (*Diario Oficial* n^o 24079 du 26 juin 1958). Texte obligeamment communiqué par M. Julio Arriagada Augier, ancien Sous-Secrétaire à l'Éducation publique, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement chilien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Quiconque ne se conforme pas à cette obligation est passible de la peine prévue à l'article 154.

Sont électeurs, aux fins de la présente loi, les citoyens inscrits sur les registres électoraux qui composent la liste électorale de la République, liste qui doit être publiée avant chaque période d'élections ordinaires du Congrès national ou du Président de la République et complétée chaque année par le Directeur du registre électoral, conformément à la loi.

Article 61. Le vote est un acte secret et personnel qui doit émaner de l'électeur lui-même et qui ne doit être soumis à aucune pression.

Pour assurer la liberté du vote, le Président du bureau de vote, les scrutateurs, les assesseurs et les autorités veilleront à ce que les électeurs se présentent au bureau sans être accompagnés de quiconque.

Si cette mesure n'est pas respectée, le Président, soit sur son initiative propre, soit à la demande de l'un des scrutateurs ou assesseurs, fera conduire l'électeur et les personnes qui l'accompagnent, après que l'électeur aura voté, devant le juge du criminel, qui les condamnera aux peines prévues à l'article 136.

Le simple fait d'accompagner un électeur suffit pour justifier l'arrestation, sans préjudice des sanctions encourues en cas de corruption, conformément aux articles 135 et 137.

Section 2. — *Des secrétariats de propagande*

Article 62. Les secrétariats de propagande et tout bureau ou organisation destinés à solliciter les suffrages des électeurs sont fermés pendant quarante-huit heures avant le jour de l'élection et jusqu'à minuit le jour de l'élection...

Les locaux commerciaux, les salles de spectacle, les restaurants, les hôtels, les buvettes et tous autres établissements ou maisons privés destinés à être utilisés, le jour de l'élection, à des fins de propagande ou en vue de solliciter les suffrages des électeurs sont fermés jusqu'à 18 heures le jour de l'élection.

Toutefois, dans les chefs-lieux de province et de département, dans les communes ou en tout autre lieu où fonctionnent des bureaux de vote, le siège officiel des partis ou des groupes présentant des candidatures indépendantes peut être ouvert, même le jour de l'élection, sous la surveillance des autorités, sans qu'il soit permis d'y faire de la propagande

électorale ou politique ou de solliciter les suffrages des électeurs, à l'exception de la désignation et de la répartition des assesseurs auxquelles il peut être procédé jusqu'à 10 heures . . .

Tous les spectacles publics et toutes les manifestations sportives sont interdits le jour de l'élection, jusqu'à 18 heures.

Quatrième partie

DISPOSITIONS GÉNÉRALES — PEINES ET PROCÉDURES JUDICIAIRES

Titre XVI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section 3. — *Indépendance et immunité des membres des bureaux électoraux et des électeurs*

Article 122. Pendant les trente jours qui précèdent la date des élections, les électeurs inscrits sur les registres militaires ne pourront être convoqués à leur caserne, appelés à des fonctions militaires quelconques, ou retenus sous aucun prétexte.

Aucune autorité ne pourra exiger des électeurs ou des employés civils assimilés aux employés de l'armée de terre ou de mer un service ou un travail quelconque qui les empêcherait de voter.

Section 5. — *Maintien de l'ordre, arrestations et force publique*

Article 129. . . .

L'emploi de drapeaux, d'emblèmes ou d'autres marques distinctives est interdit à quiconque le jour de l'élection. Les contrevenants sont passibles d'une peine d'emprisonnement de quinze jours.

Article 132. Le jour de l'élection, la force publique ne pourra procéder à l'arrestation d'un citoyen quel qu'il soit, à la suite d'une dénonciation selon laquelle il aurait commis un délit électoral, qu'après avoir établi la véracité du fait qui motive la dénonciation.

Si un citoyen a été détenu arbitrairement, le fonctionnaire ayant commis l'abus de pouvoir devra répondre au pénal de son acte et sera passible des sanctions prévues à l'article 138 de la présente loi.

Article 133. Toutes manifestations ou réunions publiques sont interdites à partir de midi le jour qui précède l'élection, et jusqu'à l'expiration d'un délai de deux heures après la clôture du scrutin, le jour de l'élection.

Titre XVII

DES PEINES

Article 137. . . .

Sont passibles de la même peine (emprisonnement de brève durée (*presidio menor*), au degré minimum

ou moyen, sans possibilité de commutation) toutes les personnes qui, par outrages, menaces, injures ou par toute autre forme de violence, essaient de porter atteinte à la liberté de vote ou intimident l'électeur après qu'il a fait usage de son droit.

Article 147. . . .

Sont passibles de la même peine (incapacité absolue d'exercer des charges et fonctions publiques, au degré minimum, et peine d'emprisonnement de 541 jours) l'intendant de la province, le gouverneur ou le juge (*Jefe de Letras*) du département, et, d'une manière générale, tout fonctionnaire public ou municipal visé à l'article 260 du Code pénal qui fait pression d'une manière quelconque sur les citoyens ou porte atteinte à la liberté de vote.

Article 154. Quiconque, étant électeur, ne prend pas part au vote ou, étant tenu de se faire inscrire sur les registres électoraux, ne satisfait pas à cette obligation, sera puni d'une peine de prison, qui pourra être commuée en une amende dont le montant sera fixé à 500 pesos par jour de prison, au bénéfice de la commune. Le juge agira à la requête d'un citoyen quelconque ou d'office.

Quiconque ne se sera pas fait inscrire sur les registres électoraux alors qu'il était tenu de le faire, qu'il ait ou non été condamné de ce chef, ne pourra invoquer devant les autorités et services publics quels qu'ils soient, devant les municipalités, ainsi que devant les organismes semi-publics et autonomes, les droits qui lui sont conférés par les lois et qui ont pour seul objet de servir ses intérêts.

Ne sera pas passible de ces sanctions la personne qui n'aura pas satisfait à son obligation électorale parce qu'elle était malade, absente du pays, domiciliée dans une circonscription électorale autre que celle dans laquelle elle doit voter ou absente de la circonscription dans laquelle elle doit s'inscrire, ou pour tout autre empêchement grave, dûment établi devant le juge compétent qui appréciera en son âme et conscience.

L'incapacité visée au deuxième alinéa du présent article sera suspendue dès que le contrevenant aura établi qu'il se trouvait dans l'un des cas prévus à l'alinéa précédent, en produisant une copie certifiée de la décision judiciaire pertinente, que le tribunal pourra remettre à l'intéressé sur sa demande, si des poursuites ne sont pas engagées contre lui. Dans les cas de ce genre, le juge décidera en se fondant sur les preuves qu'il considérera pertinentes.

L'incapacité cessera définitivement lorsque l'intéressé sera inscrit sur les registres électoraux.

Article 156. Toute condamnation imposée en vertu de la présente loi entraînera la perte de la qualité de citoyen et du droit de vote pendant une période égale à dix fois la durée de la peine.

LOI N° 12922: LOI GÉNÉRALE SUR LES LISTES ÉLECTORALES

du 31 juillet 1958¹

Titre III

INSCRIPTION, RADIATION ET SUSPENSION

Article 24. Sont tenus de s'inscrire sur les registres électoraux les Chiliens qui remplissent les conditions suivantes :

- a) Avoir 21 ans accomplis ;
- b) Savoir lire et écrire.

Article 25. Ne pourront être inscrits, même lorsqu'ils remplissent les conditions prévues à l'article précédent :

- 1) Les sous-officiers et hommes non gradés de l'armée, de la marine, des carabiniers, de la police et de la gendarmerie, les surveillants de prison et le personnel relevant des services ci-dessus ;
- 2) Ceux qui ont été privés de leurs droits civiques, en raison d'une incapacité physique ou mentale qui les rend inaptes à agir librement et raisonnablement ;
- 3) Ceux qui sont poursuivis ou qui ont été condamnés pour des infractions passibles de peines afflictives ;
- 4) Ceux qui, en temps de guerre, ont rendu des services aux ennemis du Chili ou de ses alliés, ceux qui se sont fait naturaliser dans un autre pays et ceux dont l'acte de naturalisation au Chili a été annulé ;
- 5) Ceux qui font l'objet d'une inculpation ou d'une condamnation pour des infractions prévues au titre premier de la loi concernant la défense permanente de la démocratie et ceux qui appartiennent aux associations, sociétés, partis, factions ou mouvements visés par ce même titre ; toutefois,

les Commissions d'inscription ne seront pas compétentes pour se prononcer sur l'existence de cette dernière incapacité ; la demande d'exclusion pourra être portée devant les tribunaux de droit commun conformément aux dispositions des articles 45 et 84, selon qu'il conviendra, ou en application de l'article suivant ;

- 6) Ceux qui ne peuvent pas faire la preuve qu'ils se sont acquittés des obligations qui leur sont imposées par la loi sur le recrutement.

Les personnes visées aux alinéas 3, 4 et 5 pourront s'inscrire une fois que l'exercice de leurs droits civiques leur aura été rendu.

Dans le cas de l'alinéa 5, l'exercice des droits civiques sera rendu de plein droit cinq ans après que la peine aura été purgée si la peine prononcée était d'une durée supérieure à cinq ans, ou avant l'expiration de ce délai si le Président de la République l'autorise expressément et s'il s'agit d'une infraction n'emportant pas de peine afflictive.

L'inscription ne pourra être refusée pour aucun motif ou prétexte, à moins qu'il ne s'agisse d'une personne dont l'inscription antérieure aura été annulée en vertu de l'article 2 des dispositions transitoires de la loi concernant la défense permanente de la démocratie.

Article 26. Ne pourront s'inscrire sur les listes électorales ou municipales les personnes qui appartiennent aux associations, sociétés, partis, factions ou mouvements visés aux articles 1 et 13 du titre premier de la loi concernant la défense permanente de la démocratie ; toutefois, les Commissions d'inscription ne seront pas compétentes pour se prononcer sur l'existence de cette incapacité.

Article 27. Ont le droit de s'inscrire sur la liste municipale les étrangers, hommes et femmes, âgés de 21 ans révolus, pouvant justifier d'une résidence de plus de cinq années consécutives au Chili, sachant lire et écrire et domiciliés dans la commune, l'arrondissement ou la circonscription de la liste électorale civile qui correspond aux listes sur lesquelles ils demandent à être inscrits.

¹ Promulguée par décret n° 4919, publié dans *Diario Oficial* n° 24121 du 14 août 1958 ; texte obligamment communiqué par M. Julio Arriagada Augier, ancien Sous-Secrétaire à l'Éducation publique, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement chilien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. La loi est entrée en vigueur à la date de sa publication au *Diario Oficial*.

CHINE

NOTE¹

Le 29 janvier 1958, le Gouvernement a promulgué et mis en vigueur une loi instituant l'assurance obligatoire des employés de l'Etat. L'assurance couvre les risques de maladie, d'accidents et d'invalidité, ainsi que celui d'hospitalisation ; elle prévoit des prestations de maternité en faveur de la personne assurée ou de son conjoint ; des allocations de vieillesse et de frais funéraires (y compris ceux des personnes à charge). Lorsqu'il quitte le service de l'Etat, l'assuré peut soit réclamer le remboursement des primes qu'il a payées s'il n'a retiré aucun avantage financier de la police soit maintenir la police en vigueur s'il décide de payer la totalité de la prime. Lorsque la police remonte à plus de trente ans, l'assuré a droit à tous les avantages qu'elle confère sans avoir à faire de nouveaux versements. La prime est de 7 pour 100 du traitement de l'assuré, dont 35 pour 100 à la charge de ce dernier et 65 pour 100 fournis par une subvention de l'Etat.

¹ Note obligeamment communiquée par la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

COLOMBIE

DÉCRET-LOI N° 0070 DE 1958 ARRÊTANT CERTAINES DISPOSITIONS ÉLECTORALES

du 11 mars 1958¹

La Junte militaire exécutive de la République de Colombie, dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels et notamment de ceux que lui confère l'article 121 de la Constitution nationale,

Considérant que l'article 2 de la réforme constitutionnelle, approuvée par le plébiscite du 1^{er} décembre 1957² prescrit que pendant les douze années à venir et à l'effet de rétablir efficacement les institutions normales et de garantir la paix publique «les sièges sont répartis également, dans chaque circonscription électorale, entre les deux partis traditionnels, à savoir, le parti conservateur et le parti libéral», et

Considérant que la candidature et l'élection aux organes publics de personnes qui n'appartiennent pas aux partis traditionnels tout en se réclamant de ces partis à des fins exclusivement électorales, sont contraires à l'article 2 de la réforme constitutionnelle, approuvée le 1^{er} décembre 1957,

Décète :

Article 1^{er}. Est nulle l'élection des candidats aux Chambres législatives, aux Assemblées départementales et aux Conseils municipaux qui n'appartiennent à aucun des deux partis traditionnels, à savoir le

parti conservateur et le parti libéral. Les jugements portant déclaration de nullité seront rendus par le Conseil d'Etat au cours d'une instance unique. Ces jugements auront la priorité sur toute autre affaire et suivront la procédure prévue aux articles 209 et suivants de la loi n° 167 de 1941 ; toutefois, les délais fixés par lesdits articles seront réduits de moitié.

Article 2. La violation des dispositions de l'article 2 de la réforme constitutionnelle, approuvée par le plébiscite du 1^{er} décembre 1957, est présumée si lors d'élections antérieures le candidat figurait sur des listes de candidats appartenant à des partis autres que les deux partis traditionnels.

Cette présomption tombe s'il est établi qu'avant de se porter candidat l'intéressé avait accompli un acte quelconque démontrant clairement son intention de s'affilier à l'un des partis traditionnels, par exemple s'il s'est inscrit sur les listes de ces partis, a obtenu des voix ou a accepté un poste dans les organes directeurs ou a accompli d'autres actes analogues.

Article 3. La même procédure s'applique lorsque des personnes privées de l'exercice de leurs droits politiques sont élues auxdites charges.

Article 4. Les dispositions légales contraires au présent décret sont suspendues.

Article 5. Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa promulgation.

¹ Texte espagnol dans l'*Informe del Registrador Nacional del Estado Civil*, Brigadier-General Francisco Rojas Scarpetta, a la Honorable Corte Electoral, décembre 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 37-38.

COSTA RICA

DÉCISION JUDICIAIRE¹

*Malaquías Solano contre Institut national
du logement et de l'urbanisme*

RECOURS D'«AMPARO»

Tribunal correctionnel de San-José, 23 juin 1958

(*Boletín Judicial* du 29 juillet 1958, n° 160)

L'Institut national du logement et de l'urbanisme,

organisme public, a entamé une procédure judiciaire visant à exproprier pour cause d'utilité publique des terrains appartenant à Malaquías Solano. Avant que les tribunaux aient rendu un jugement d'expropriation et fixé l'indemnité due à Solano et, évidemment avant que celui-ci ait perçu une indemnité, l'Institut a occupé les terrains et a commencé à y faire exécuter des travaux.

Le tribunal correctionnel a déclaré bien fondé le recours d'*amparo* motif pris de ce qu'un organisme d'Etat ne peut priver un citoyen de sa propriété que moyennant autorisation judiciaire et paiement préalable de l'indemnité fixée en justice.

¹ Résumé obligeamment communiqué par M. Fernando Fournier, docteur en droit, ancien ambassadeur du Costa Rica auprès des Etats-Unis d'Amérique, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement du Costa Rica. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

DÉCRET N° 1916

du 5 août 1955¹

Article premier. Les articles 11, 12, 14 et 16 de la loi n° 1155 du 29 avril 1950 sur les étrangers et la naturalisation sont modifiés comme suit :

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 11 :

«Nonobstant les dispositions générales de la présente loi, les demandes de naturalisation émanant d'individus majeurs de 25 ans nés au Costa Rica de

parents étrangers seront présentées sous forme spéciale et l'officier de l'état civil procédera sans autre formalité aux inscriptions nécessaires, à condition que l'intéressé promette d'établir sa résidence habituelle sur le territoire de la République et établisse :

- a) Qu'il est né au Costa Rica ;
- b) Qu'il est domicilié au Costa Rica, compte tenu du délai que fixe pour chaque groupe de nationalités l'article 14 de la Constitution politique ;
- c) Qu'il a une bonne conduite et une profession ou des moyens d'existence reconnus . . . »

¹ Texte espagnol publié dans *La Gaceta*, année LXXVII, n° 177, du 11 août 1955. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Des extraits de la loi n° 1155 du 29 avril 1950 sur les étrangers et la naturalisation ont été publiés dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 81. La traduction anglaise du texte intégral figure dans *Laws concerning Nationality* (Publication des Nations Unies, n° de vente : 54.V.1).

Article 2. La présente loi entrera en vigueur dès sa publication.

DANEMARK

NOTE

Aucune loi importante n'a été promulguée, et aucune décision judiciaire n'a été rendue, dans le domaine des droits de l'homme au Danemark en 1958¹.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le professeur Max Sørensen, Université d'Aarhus, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement danois.

ESPAGNE

LOI FONDAMENTALE PROMULGUANT LES PRINCIPES DU MOUVEMENT NATIONAL

(17 mai 1958)¹

Moi, Francisco Franco Bahamonde, Caudillo d'Espagne, conscient de ma responsabilité devant Dieu et devant l'histoire, en présence des Cortès du Royaume, promulgue comme principes du Mouvement national, c'est-à-dire de l'union des Espagnols pour les idéaux qui ont donné naissance à la croisade, les dispositions suivantes:

V

La communauté nationale est fondée sur l'homme en tant que porteur de valeurs éternelles et sur la famille en tant que base de la vie sociale; toutefois, les intérêts individuels et collectifs doivent toujours être subordonnés au bien commun de la Nation qui se compose des générations passées, présentes et futures. La loi garantit dans des conditions d'égalité le droit de tous les Espagnols.

VI

Les entités naturelles de la vie sociale, la famille, la commune et le syndicat, sont les structures de base de la communauté nationale. Les institutions et associations d'un autre caractère qui satisfont à des exigences sociales d'intérêt général doivent être protégées afin qu'elles puissent participer efficacement à la réalisation des fins de la communauté nationale.

VII

Le peuple espagnol, uni en un système juridique fondé sur les principes d'autorité, de liberté et de service, constitue l'Etat national. Dans le cadre des principes immuables du mouvement national et dans les conditions déterminées par la loi de succession et les autres lois fondamentales, la forme politique de l'Etat national est la monarchie traditionnelle, catholique, sociale et représentative.

VIII

Le caractère représentatif du système politique est le principe de base de nos institutions publiques. La participation du peuple aux travaux législatifs et aux autres fonctions d'intérêt général s'exerce par le truchement de la famille, de la commune, du syndicat et des autres entités qui jouissent de la représentation organique que les lois leur reconnaissent à cet effet. Toute organisation politique quelle qu'elle soit, qui

est en marge de ce système représentatif, est considérée comme illégale.

Tous les Espagnols ont accès aux charges et aux fonctions publiques selon leurs mérites et leurs capacités.

IX

Tous les Espagnols ont droit : à une justice indépendante qui est gratuite pour ceux qui sont sans ressources; à un enseignement général et professionnel que nul ne peut manquer de recevoir par manque de ressources; au bénéfice de l'assistance et de la sécurité sociale et à une répartition équitable du revenu national et des charges fiscales. L'idéal chrétien de justice sociale que reflète la Charte du travail inspirera la politique et les lois.

X

Le travail est reconnu en tant que source de la hiérarchie, du devoir et de l'honneur des Espagnols, et la propriété privée sous toutes ses formes en tant que droit subordonné à sa fonction sociale. L'initiative privée, fondement de l'activité économique, doit être stimulée, orientée et, le cas échéant, complétée par l'action de l'Etat.

XI

L'entreprise, association d'hommes et de moyens visant à la production, constitue une communauté d'intérêts et une unité de buts. Les relations entre ces différents éléments doivent se fonder sur la justice et la fidélité réciproque, et les valeurs économiques sont subordonnées aux valeurs d'ordre humain et social.

XII

L'Etat s'efforcera par tous les moyens dont il dispose d'améliorer la santé physique et morale des Espagnols et de leur assurer les conditions de travail les plus dignes, d'encourager le progrès économique de la Nation en améliorant l'agriculture, en multipliant les travaux d'irrigation et en poursuivant la réforme sociale des campagnes; de tendre à un juste emploi et à une juste répartition du crédit public; de protéger et de développer la prospection et l'exploitation des richesses minières; d'intensifier l'industrialisation; d'aider la recherche scientifique et de favoriser les activités maritimes, d'une manière qui corresponde à l'importance de notre population maritime et à notre noble tradition navale.

¹ Texte espagnol dans *Boletín Oficial del Estado*, année XXIII, n° 119, du 19 mai 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

En conséquence, j'édicte ce qui suit :

Article premier. Les principes contenus dans la présente Promulgation, synthèse de ceux qui inspirent les lois fondamentales approuvées par la Nation le 27 juillet 1947, sont, par leur nature même, permanents et inaltérables.

Article 2. Tous les organes et toutes les autorités

sont tenus de les observer de façon stricte. Le serment exigé pour être investi de charges publiques doit se référer au texte de ces principes fondamentaux.

Article 3. Sont nulles les lois et dispositions de toute espèce qui affectent ou compromettent les principes proclamés par la présente Loi fondamentale du Royaume.

LOI DU 24 AVRIL 1958 MODIFIANT CERTAINS ARTICLES DU CODE CIVIL

NOTE

La loi du 24 avril 1958 modifiant certains articles du Code civil (*Boletín Oficial del Estado*, année XXIII, n° 99, du 25 avril 1958) est importante en ce qui concerne la condition de la femme.

Cette loi reconnaît à la femme mariée certains droits d'administration de ses biens et autorise la femme à être témoin à des testaments et à exercer la tutelle des mineurs et des incapables ; toutefois, si la femme est mariée, elle doit, pour être tutrice, obtenir le consentement de son époux.

Pour les biens acquis pendant le mariage, le consentement de la femme est devenu nécessaire pour que le mari puisse vendre des biens immobiliers ou

une entreprise commerciale. En ce qui concerne les autres biens, la femme s'est vu reconnaître le droit d'intenter une action légale si son mari agit de façon inconsiderée.

En cas d'annulation du mariage et de séparation, les droits de la femme bénéficient d'une protection accrue ; en pareil cas, des mesures provisoires peuvent être ordonnées au cours de l'instance en matière de résidence séparée, de garde des enfants et de provision alimentaire.

La part du patrimoine du mari à laquelle la veuve a droit a également été augmentée.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

LES DROITS DE L'HOMME AUX ÉTATS-UNIS EN 1958

APERÇU DES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, LES ÉTATS ET D'AUTRES AUTORITÉS PUBLIQUES¹

SOMMAIRE

Note liminaire
Les droits de l'homme en général
Droits civils et politiques
 Protection égale des lois
 Droit à jugement équitable
 Liberté de parole et d'association
 Droit d'asile
 Nationalité
 Liberté de la vie privée
 Liberté de circulation
 Gouvernement par la volonté du peuple
Questions économiques, sociales et culturelles
 Conditions de travail et rémunération
 Réadaptation professionnelle
 Sécurité sociale
 Niveaux de vie
 Logement
 Santé publique
 Enseignement
 Activités culturelles
 Progrès scientifique

NOTE LIMINAIRE

Les droits et les libertés individuels sont garantis par la Constitution des Etats-Unis (en particulier par les dix premiers amendements, désignés collectivement sous le nom de «*Bill of Rights*») et par les dispositions correspondantes de la Constitution ou des lois organiques des Etats, territoires et autres autorités gouvernementales. L'exercice de l'autorité publique doit se conformer à ces dispositions constitutionnelles, lesquelles ont été renforcées par des mesures prises à tous les échelons pour protéger la liberté de tous les habitants du pays et en assurer l'inviolabilité.

La présente étude porte seulement sur les actes et décisions judiciaires de caractère officiel qui sont intervenus en 1958 et qui présentent de l'importance. Un exposé plus complet devrait également rendre compte des innombrables efforts quotidiennement déployés par les différents services de l'Administration et par les citoyens américains eux-mêmes, pour assurer à tous la protection, le développement et la jouissance des droits et libertés des personnes.

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

LES DROITS DE L'HOMME EN GÉNÉRAL

JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME

Pour célébrer le dixième anniversaire de la proclamation par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre, et le cent soixante-septième anniversaire de l'adoption du *Bill of Rights* des Etats-Unis, le 15 décembre, le président Eisenhower a décidé que la période du 10 décembre au 17 décembre serait la «Semaine des droits de l'homme». Il a invité les citoyens des Etats-Unis «à célébrer cette semaine en relisant et en étudiant le *Bill of Rights* de la Constitution des Etats-Unis ainsi que la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies, afin», a-t-il dit, «de nous rappeler nos nombreux privilèges et responsabilités de peuple comblé par un héritage de liberté et d'égalité. Employons-nous résolument à la réussite de notre entreprise qui est d'assurer aux générations futures, à nous-mêmes et à tous nos prochains la liberté et l'égalité des chances».

TRAITÉS

Un nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu avec la République du Nicaragua, est entré en vigueur en 1958, ce qui porte à trente-six le nombre des pays dont les relations avec les Etats-Unis sont régies par des accords de ce genre. Ces traités contiennent des dispositions tendant à protéger les droits fondamentaux des citoyens des Etats-Unis dans les pays étrangers et ceux des ressortissants de ces pays aux Etats-Unis. Parmi les droits mentionnés dans le traité conclu avec le Nicaragua figurent la liberté de circulation et de résidence, la liberté de conscience et de culte, et la liberté de réunir et d'envoyer de la documentation destinée à être diffusée à l'étranger, sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public et à la protection de la santé, de la moralité et de la sécurité publiques; le droit d'être jugé d'une manière équitable et d'être traduit en justice sans délai, le droit d'être traité d'une manière équitable et humaine en cas d'arrestation, le droit de propriété, le droit à indemnité ou à d'autres prestations dans les mêmes conditions que les nationaux, en cas de maladie, de blessure ou de décès survenus en cours d'emploi, et aux prestations de sécurité sociale en cas de maladie, incapacité ou décès de la personne dont l'intéressé dépend pour sa subsistance.

DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Au début de 1958 la Commission des droits civils, dont la création avait été autorisée par le Congrès en 1957, a achevé la mise au point de son organisation et a commencé ses travaux. Une des premières mesures d'intérêt public qu'elle a prises a été de nommer dans un certain nombre d'Etats des comités consultatifs chargés de prêter leur concours pour l'application du nouveau *Civil Rights Act* (Loi sur la protection des droits civils). Vers la fin de 1958, ces comités fonctionnaient dans quarante-six Etats et à Hawaïi. La Commission a également ouvert une enquête sur le prétendu refus d'accorder le droit de vote à des citoyens dans certaines régions.

Le 28 août 1958, le Congrès a amendé la Loi organique des îles Vierges¹ de manière à ajouter à la Déclaration des droits de ce territoire un paragraphe disposant qu'aucune déclaration de conviction religieuse ou de croyance politique, autre que le serment de défendre la Constitution et les lois des Etats-Unis ainsi que les lois des îles Vierges, ne serait exigée comme condition d'admissibilité à une fonction ou mandat public dans l'Administration des îles Vierges.

C'est surtout par des décisions de tribunaux fédéraux et de tribunaux d'Etat que sont interprétés et mis en œuvre les droits civils et politiques fondamentaux garantis par la Constitution et les lois des Etats-Unis et par celles des différents Etats. Dans l'exposé qui suit, on a fait figurer, outre les arrêts de la Cour suprême des Etats-Unis, certaines décisions de tribunaux inférieurs qui présentent une importance particulière.

PROTECTION ÉGALE DES LOIS

Enseignement

L'arrêt rendu par la Cour suprême en 1954 dans l'affaire *Brown*², déclarant inconstitutionnelle la ségrégation raciale dans l'enseignement public aux termes du Quatorzième amendement à la Constitution fédérale, qui interdit à un Etat de refuser à un individu l'égalité de protection des lois, a inspiré d'autres décisions judiciaires en la matière. Dans l'affaire *Cooper c. Aaron*, la Cour suprême des Etats-Unis a rejeté la demande du conseil de l'enseignement de Little Rock (Arkansas) tendant à retarder de deux ans l'application de son programme d'intégration. Réunie en session extraordinaire le 28 août 1958, la Cour a jugé la demande injustifiée et a ordonné de poursuivre la mise en œuvre du programme et d'intégrer les écoles. La Cour a déclaré :

« En résumé, les législateurs des Etats, les agents du pouvoir exécutif ou les autorités judiciaires dans les Etats ne peuvent, ni ouvertement et directement, ni indirectement par des plans détournés de

ségrégation, qu'ils soient « sincères ou ingénieux », invalider le droit constitutionnel que, dans l'affaire *Brown*, la présente Cour a reconnu aux enfants de ne pas faire l'objet, lors de leur admission à l'école, de mesures discriminatoires fondées sur la race ou la couleur... La Constitution a créé une administration dont la mission est d'assurer l'égalité de la justice dans le cadre de la loi. Le Quatorzième amendement est l'expression et la réaffirmation de cet idéal. Tout Etat qui accorde son soutien à des écoles pratiquant la ségrégation, qu'il le fasse par des arrangements quels qu'ils soient, par une participation à leur gestion ou par des dons en espèces ou en biens, contrevient aux dispositions de l'amendement prévoyant qu'un Etat ne peut refuser à une personne relevant de sa juridiction l'égalité de protection des lois. Le droit protégeant un élève contre la ségrégation raciale dans des écoles ainsi subventionnées est en fait si important et si étendu qu'il s'inscrit dans la notion même de procédure régulière³. »

Se conformant à ces principes, les juridictions inférieures ont continué à ordonner aux conseils de l'enseignement locaux de cesser toute discrimination lors de la constitution des effectifs scolaires et à déclarer inconstitutionnelles les lois discriminatoires. Ainsi, par exemple, une loi de l'Arkansas, prononçant la fermeture de quatre écoles et autorisant le conseil de l'enseignement de Little Rock à louer ces écoles à une société privée et à octroyer aux élèves, à titre individuel, des subventions d'études, a été déclarée nulle par la Cour d'appel fédérale, motif pris de ce que cette mesure empêcherait l'exécution d'une décision ordonnant la cessation de la ségrégation, à laquelle le conseil de l'enseignement était tenu de se conformer⁴. De même, dans une affaire qui opposait un conseil de l'enseignement local dans l'Etat du Maryland, qui appliquait un programme d'intégration approuvé prévoyant le maintien jusqu'en septembre 1959 de la ségrégation dans les classes supérieures des écoles secondaires, et une élève noire qui demandait son admission dans la classe la plus élevée d'une école pour Blancs, la Cour d'appel fédérale a déclaré que ladite élève devait y être admise étant donné qu'il s'agissait de la dernière année où elle pouvait fréquenter l'école de son choix⁵.

Dans le Warren County (Virginie), où la seule école secondaire publique ne recevait que des étudiants blancs et où les enfants noirs en âge de fréquenter les écoles secondaires étaient transportés soit à une école pour Noirs du Clarke County située à 25 milles, soit dans le Prince William County, à une distance de plus de 50 milles, où leurs frais d'internat étaient supportés par les autorités publiques, la Cour d'appel, décidant que cette discrimination était « juridiquement indéfendable, quel que soit le critère que l'on applique », a rendu un arrêt interdisant au conseil

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 343-344.

² Voir *ibid.*, p. 121 et 128.

³ 358 U.S. 1.

⁴ 261 F.2^e 97.

⁵ 261 F.2^e 527.

de l'enseignement de refuser aux enfants noirs leur admission immédiate à l'école secondaire¹.

En Louisiane, une Cour d'appel fédérale a tenu pour inconstitutionnelle une loi d'Etat exigeant de chaque étudiant demandant à être admis dans une université qu'il obtienne un certificat d'aptitude et de bonnes vie et mœurs adressé à l'institution où il désire s'inscrire, en se fondant sur le fait qu'un autre article de la même loi disposait que tout professeur, notamment le directeur d'école normalement appelé à signer un tel certificat, serait passible de renvoi s'il préconisait l'intégration et que la loi impliquait donc l'application d'un critère de race et de couleur incompatible avec le Quatorzième amendement². Dans une autre affaire jugée en Louisiane, le Tribunal fédéral de district a déclaré inconstitutionnelle une loi qui chargeait une commission législative de la constitution des effectifs scolaires, ce qui dispensait le conseil de l'enseignement de l'obligation de prendre les mesures qu'il était tenu d'adopter aux termes d'une décision lui interdisant «d'exiger ou d'autoriser la ségrégation raciale dans toute école soumise à son contrôle». Le tribunal a déclaré que «la ségrégation forcée est une infraction à la clause de protection égale énoncée dans la Constitution fédérale», ajoutant que «tout artifice juridique, aussi habile soit-il, qui tournerait cette décision ainsi que d'autres qui en découlent, est manifestement inconstitutionnel»³.

Dans d'autres affaires jugées dans différentes parties du pays les tribunaux ont ordonné aux conseils de l'enseignement de soumettre des programmes d'intégration «sans autre retard»⁴ ou dans «un délai raisonnable» et d'assurer un commencement raisonnable d'intégration.

Un des nombreux moyens auxquels plusieurs Etats ont eu recours pour effectuer un «commencement raisonnable» d'exécution, afin d'assurer le passage du système d'enseignement fondé sur la ségrégation traditionnelle au système fondé sur l'égalité raciale, a été l'adoption de lois ou de plans relatifs à la constitution des effectifs scolaires. En vertu de ces lois, le conseil de l'enseignement examine la demande d'admission de chaque élève et, se fondant sur des critères déterminés et objectifs, le place dans une école selon ses mérites. La Cour suprême a confirmé une décision d'un tribunal fédéral de district qui avait jugé que l'adoption de lois de ce genre constituait une méthode acceptable d'intégration régulière des écoles, à condition qu'il soit institué un dispositif juridique assurant «aux écoles publiques une bonne administration conforme à la Constitution, l'admission des élèves qualifiés dépendant de conditions fondées sur le mérite individuel et non sur la race ou la couleur» et que la loi soit appliquée d'une manière non discriminatoire⁵.

S'inspirant de ces principes, la Cour d'appel fédérale a ordonné l'admission dans des écoles autrefois réservées aux Blancs de quatre élèves noirs dont on ne pouvait raisonnablement dire qu'ils ne remplissaient pas les conditions requises par la loi sur la constitution des effectifs scolaires de la Virginie⁶.

Installations et lieux publics

Le principe de l'égalité de protection a été réaffirmé dans diverses affaires concernant les transports publics ou l'utilisation d'installations publiques. Une Cour fédérale de circuit a interdit à la ville de Miami (Floride) de limiter à certains jours seulement l'utilisation par les Noirs des terrains de golf publics⁷, et a déclaré inconstitutionnelle une ordonnance imposant la ségrégation dans les autobus de cette ville⁸. S'appuyant sur le fait que «les tribunaux ont décidé que le refus par des fonctionnaires municipaux et des agents de l'Etat de mettre des installations publiques à la disposition des citoyens noirs, sans distinction de race, prive ces derniers de l'égalité de protection des lois...», une Cour d'appel fédérale de circuit a interdit aux employés des parcs municipaux de la Nouvelle-Orléans d'empêcher les Noirs d'utiliser lesdits parcs⁹. La Cour suprême du New Jersey a refusé d'ordonner l'exécution d'un accord privé stipulant que les concessions dans un cimetière ne seraient vendues qu'aux personnes de race caucasienne; elle a déclaré que de telles restrictions étaient, dans cet Etat, contraires à l'ordre public¹⁰.

En Virginie, un tribunal a infirmé un jugement de condamnation d'un Noir qui avait refusé d'obéir à une loi imposant aux gens de couleur l'obligation d'occuper des places séparées dans une réunion publique, motif pris de ce que cette loi était contraire à la clause d'égalité de protection contenue dans la Constitution fédérale.

A la Nouvelle-Orléans, la ségrégation dans les transports publics a été abolie à la suite d'une décision de la Cour d'appel des Etats-Unis confirmant un jugement du Tribunal de district de la Nouvelle-Orléans qui avait déclaré cette discrimination contraire à la Constitution fédérale¹¹.

DROIT A JUGEMENT ÉQUITABLE

Conformément à la procédure ordinaire prévue par la Constitution fédérale et par les Constitutions des Etats, les tribunaux ont continué, sur la demande de prévenus se déclarant victimes d'injustices, à examiner minutieusement les activités de la police afin d'éviter que, dans leur zèle à s'acquitter de leurs fonctions publiques, les représentants de la loi ne portent atteinte aux droits garantis par les Constitutions des

¹ 259 F.2^e 497.

² 252 F.2^e 372.

³ U.S.D.C., E.D.La. 163 F. Supp. 701.

⁴ 256 F.2^e 688.

⁵ 162 F. Supp. 372; confirmé 358 US. 101.

⁶ 252 F.2^e 929.

⁷ 252 F.2^e 787.

⁸ 253 F.2^e 428.

⁹ 252 F.2^e 122.

¹⁰ 145 A.2^e 665.

¹¹ 252 F.2^e 102.

Etats et par la Constitution fédérale ou n'en violent l'esprit. Aux termes des Cinquième et Quatorzième amendements à la Constitution fédérale, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même dans une affaire criminelle ni ne peut être traité d'une façon qui contrevienne en quoi que ce soit à «cette liberté fondamentale qui est inséparable de la notion même de justice».

C'est ainsi qu'une Cour fédérale de circuit a infirmé une inculpation d'homicide, bien qu'en dehors des aveux il y eût suffisamment de preuves pour étayer un verdict de culpabilité, en fondant sa décision sur le fait que l'accusé avait été arrêté sans qu'un mandat eût été décerné et qu'il n'avait pas été informé de ses droits avant de faire ses aveux¹. Dans une autre affaire, la Cour a estimé qu'une personne déclarée coupable et condamnée à la suite d'une procédure analogue était fondée à exercer un recours contre les agents de police intéressés².

De même, une personne qui avait été déclarée coupable de meurtre a été relaxée à la suite d'un *writ* de *habeas corpus* ayant pu prouver que son aveu avait été obtenu par la contrainte. Conformément à une règle exigeant qu'une Cour fédérale procède à un examen indépendant du dossier chaque fois qu'une personne demande la protection de ses droits constitutionnels, la Cour a passé en revue tous les événements et a jugé que «lorsque les faits contestés révèlent que l'aveu d'un accusé a été involontaire et qu'en l'absence de cette preuve il n'aurait pas été déclaré coupable, il y a lieu de considérer que sa condamnation et sa détention ont été obtenues en violation de la procédure légale régulière que garantit le Quatorzième amendement»³.

Un autre arrêt rendu par la Cour suprême en 1958 a infirmé l'inculpation d'un trafiquant de stupéfiants qui avait été encouragé par un indicateur de la police à se procurer des stupéfiants, pour le motif que la police ne devrait pas encourager un suspect à se livrer à une activité criminelle pour pouvoir ensuite le mettre en état d'arrestation. Selon la Cour, «ceux qui sont chargés de veiller à l'application de la loi ont pour fonction de prévenir le crime et d'appréhender les criminels. Il n'entre manifestement pas dans leurs attributions de susciter le crime»⁴.

Plusieurs décisions ont également mis en relief la règle selon laquelle la procédure régulière exige non seulement que tout accusé bénéficie des services d'un conseil, mais encore que ces services contribuent efficacement à sa défense. La Cour d'appel militaire des Etats-Unis, posant pour la première fois comme règle que les défenseurs des personnes traduites devant les Cours martiales générales doivent avoir reçu une formation juridique, a infirmé la condamnation d'un prévenu qui avait volontairement confié sa défense à

un officier qui n'était pas juriste. La Cour a déclaré : «Le droit constitutionnel à l'assistance efficace d'un conseil ne répond pas simplement à une nécessité de procédure, mais exige également que le conseil ait le niveau voulu de compétence professionnelle⁵.» Dans une affaire peu commune où, ayant constaté qu'un avocat de la défense avait suborné les témoins à charge, on avait porté ses activités à la connaissance du jury, compromettant de ce fait son utilité en tant que conseil, la Cour d'appel de circuit (huitième circuit) a infirmé la condamnation prononcée à la suite de cette procédure et a ordonné un nouveau procès⁶.

Considérant qu'une procédure juste et équitable doit être assurée aux pauvres comme aux riches, la Cour suprême a jugé qu'un indigent, incapable d'acquitter les frais de copie des documents nécessaires pour lui permettre d'interjeter appel d'une décision rendue contre lui, avait le droit de les obtenir sans frais. Selon la Cour, «tout Etat qui ouvre un recours en appel à tous les défendeurs condamnés, sauf à ceux qui ne sont pas en mesure d'acquitter les frais de copie des actes de procédure de leur propre dossier, frustre ces derniers d'un droit constitutionnel garanti par le Quatorzième amendement»⁷.

La Cour suprême des Etats-Unis a, en outre, confirmé le droit d'un prévenu à être jugé par un jury impartial. Un Noir ayant été déclaré coupable d'une infraction en Louisiane, la Cour, constatant que la composition du *grand jury* révélait, tout au long des années, une exclusion systématique des Noirs, a jugé qu'il y avait lieu d'infirmar la décision. «La tradition locale», a dit la Cour, «ne peut justifier le refus de se conformer à l'impératif constitutionnel qui exige pour tous l'égalité protection des lois»⁸. S'appuyant sur le même principe, la Cour suprême de la Caroline du Nord a infirmé la condamnation d'un Noir et a ordonné un nouveau procès, en invoquant le fait que le tribunal qui avait été saisi de l'affaire n'avait pas donné à l'avocat de la défense le temps nécessaire pour réunir les preuves qui lui auraient permis de démontrer que la procédure suivie pour constituer le jury avait été discriminatoire⁹.

Outre l'examen minutieux par les tribunaux de la procédure suivie dans l'instruction d'affaires criminelles et des actes des fonctionnaires chargés de veiller à l'application de la loi, le Gouvernement fédéral a le pouvoir d'engager des poursuites contre les fonctionnaires qui tentent sciemment de priver des personnes de leurs droits constitutionnels. Le plus souvent, ces affaires concernent des agents de police qui abusent de leurs pouvoirs lorsqu'ils réunissent les preuves d'activités criminelles. En 1958, il y a eu plusieurs cas de poursuites de ce genre et les coupables ont été punis ; dans l'un de ces cas, des policiers

¹ 356 U.S. 560.

² 253 F.2^e 59.

³ 256 F.2^e 7.

⁴ 356 U.S. 369.

⁵ 9 U.S.C.M.A. 607.

⁶ 253 F.2^e 917; *certiorari* refusé 357 U.S. 929.

⁷ 357 U.S. 214.

⁸ 356 U.S. 584.

⁹ 99 So.2^e 455.

qui avaient maltraité des prisonniers ont été condamnés à de fortes amendes et suspendus¹.

LIBERTÉ DE PAROLE ET D'ASSOCIATION

Aux termes des Premier et Quatorzième amendements à la Constitution, ni le Congrès ni les Etats ne peuvent promulguer de loi qui restreigne la liberté de parole ou le droit de réunion pacifique.

En 1958, la Cour suprême a eu pour la première fois l'occasion de se prononcer directement sur la constitutionnalité d'une mesure exigeant d'une organisation privée qu'elle divulgue la liste de ses adhérents. Dans une affaire intéressant la *National Association for the Advancement of Colored People*, la Cour a déclaré qu'une loi de l'Alabama exigeant une telle divulgation était inconstitutionnelle parce qu'elle constituait une restriction illégitime au «droit à la liberté d'association», «risquant de compromettre la capacité de [l'organisation et de] ses membres de poursuivre leurs efforts collectifs en vue de propager des croyances qu'ils ont incontestablement le droit de défendre, en ce sens qu'elle peut inciter des membres à se retirer de l'association et dissuader d'autres d'y adhérer, de crainte que leur adhésion ne révèle leurs croyances et par peur des conséquences que cela pourrait entraîner»².

Selon la Cour, «la propagation efficace d'opinions tant publiques que privées est incontestablement facilitée par l'association en groupe . . . Il est hors de doute que la liberté de constituer des associations en vue de propager des croyances et des idées est un élément inséparable de la «liberté» garantie par la clause de procédure régulière du Quatorzième amendement qui vise également la liberté de parole . . . En cas d'action collective, l'inviolabilité du secret peut, dans bien des circonstances, être indispensable à la préservation de la liberté d'association, surtout lorsqu'un groupe professe des idées contraires aux vues de la majorité».

Pour des motifs analogues, la Cour suprême a jugé inconstitutionnelle une ordonnance municipale exigeant d'une organisation qu'elle obtienne un permis avant de pouvoir recruter des adhérents. La Cour a déclaré :

«Il a été décidé par toute une série d'arrêts rendus récemment par cette Cour qu'une ordonnance qui, comme celle qui nous occupe, subordonne la jouissance pacifique des libertés garanties par la Constitution à la volonté arbitraire d'un fonctionnaire . . . représente une forme de censure inconstitutionnelle ou impose une restriction préalable . . . à la jouissance des libertés assurées par le Premier amendement et entrave de façon illicite l'exercice de la liberté que protège la Constitution»³.

Divers tribunaux ont été saisis de questions inté-

ressant les publications obscènes. Les Cours fédérales comme les Cours des Etats, tout en reconnaissant qu'il appartient au gouvernement de protéger la moralité publique, ont souligné la nécessité de limiter la portée d'une telle censure. Ainsi, par exemple, une ordonnance de la ville de Knoxville, qualifiant de délit le fait «d'exposer, en vue de la vente, une publication qui réserve une place importante au récit d'un crime ou qui est obscène», a été jugée inconstitutionnelle, faute de normes objectives. «Cette ordonnance est si vague», a dit la Cour, «qu'elle constitue une violation du Quatorzième amendement du fait qu'elle interdit l'exercice de la liberté d'expression et de la liberté de la presse qui sont garanties par le Premier amendement.»⁴ De même, la censure par la ville de Chicago d'un film cinématographique montrant la naissance d'un être humain a été révoquée parce qu'elle a été jugée incompatible avec les garanties de la liberté d'expression contenues dans les Premier et Quatorzième amendements⁵.

Dans l'affaire *Garland c. Torre*, la seconde *Circuit Court of Appeals* a traité du problème de la liberté d'expression⁶.

Le cas était le suivant: Une actrice a intenté un procès contre une société de radiodiffusion pour rupture de contrat et pour déclarations prétendument fausses et diffamatoires prétendument faites à son sujet par un «dirigeant» de la chaîne de radiodiffusion et rapportées dans un journal par une éditorialiste. Au cours de la procédure qui a précédé le procès, l'éditorialiste a refusé de révéler l'identité de son informateur. Des poursuites ont été engagées devant la *District Court* afin de l'y contraindre et, lorsque le juge lui ayant ordonné d'indiquer le nom de son informateur, elle a refusé de le faire, elle a été jugée coupable du délit d'offense à la Cour (*criminal contempt*) et condamnée à dix jours de prison. En appel, la *Circuit Court* a précisé que la liberté de la presse, telle que la garantit le Premier amendement à la Constitution des Etats-Unis, n'est pas absolue, mais implique avant tout l'absence de toute contrainte préalable. La Cour a estimé que l'espèce posait la question de savoir si l'intérêt qu'il fallait servir en contraignant, dans cette affaire, le témoin à apporter son témoignage, justifiait une atteinte à la liberté garantie par le Premier amendement. Tout en admettant que la liberté de la presse est essentielle pour une société libre, la Cour a considéré que des juridictions, dotées du pouvoir de découvrir la vérité, sont, elles aussi, essentielles pour une société libre. Notant, en outre, que le fait d'imposer à chaque citoyen l'obligation de témoigner lorsqu'il en est dûment requis empiète parfois, sinon toujours, sur les libertés reconnues à un témoin en vertu du Premier amendement, la Cour a jugé que, dans cette espèce, le témoin n'avait pas le droit, aux termes de la Constitution, de refuser de répondre.

¹ 260 F.2^e 57.

² 357 U.S. 449.

³ 355 U.S. 313.

⁴ 161 F. Supp. 9.

⁵ 260 F.2^e 670.

⁶ 259 F.2^e 545 (1958); *certiorari* refusé 358 U.S. 910 (1958).

Saisie d'un recours, la Cour suprême a refusé la révision du procès.

DROIT D'ASILE

En 1958, une Cour fédérale de circuit a jugé que les réfugiés hongrois qui étaient entrés légalement aux Etats-Unis pendant et après la révolution manquée de Hongrie ne pouvaient être expulsés du pays à l'expiration de leur permis de séjour sans avoir été entendus et sans raison valable. La Cour a déclaré :

« Il faut qu'il y ait une audition afin d'avoir l'assurance que l'*Attorney-General* exercera ses pouvoirs discrétionnaires en se fondant sur des faits qui auront été impartialement et ouvertement débattus¹. »

Parmi les nombreux étrangers qui sont venus s'installer aux Etats-Unis en 1958, on compte 1.878 orphelins, provenant pour la plupart de Corée, qui ont été adoptés par des citoyens américains.

NATIONALITÉ

Le droit à la nationalité a été réaffirmé par un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis déclarant inconstitutionnelle une loi du Congrès privant de ses droits civiques un déserteur qui avait fait l'objet d'une libération infamante des forces armées. Il est dit dans l'opinion rédigée par le Président de la Cour, M. Earl Warren, que la dénaturalisation est une forme « cruelle et inusitée » de châtement, interdite par le Huitième amendement à la Constitution fédérale. Sur ce point, le Président de la Cour, exprimant l'avis de la majorité, a déclaré :

« La notion fondamentale sur laquelle repose le Huitième amendement n'est rien de moins que la dignité humaine. S'il est vrai que l'Etat a le pouvoir d'infliger un châtement, l'existence de cet amendement assure que ce pouvoir sera exercé dans les limites de normes civilisées. Des amendes, des peines d'emprisonnement et même la peine capitale peuvent être imposées selon l'énormité du crime, mais toute mesure sortant du cadre de ces peines traditionnelles est constitutionnellement suspecte². »

Le fait qu'en 1958 les Etats-Unis ont accordé à 123.000 personnes la naturalisation avec le bénéfice des droits civiques, conformément aux pratiques établies, illustre l'importance que ce pays a, de tout temps, attachée au droit à la nationalité et à une patrie.

LIBERTÉ DE LA VIE PRIVÉE

Le Quatrième amendement à la Constitution protège les citoyens contre les arrestations arbitraires, ou contre les perquisitions et saisies illégales. Dans des arrêts rendus en 1958, la Cour suprême a souligné une fois de plus la norme requise par l'Amendement, à savoir : « . . . aucun mandat ne sera décerné que pour un motif plausible, appuyé par serment ou affirmation, et avec la désignation précise . . . des per-

sonnes ou objets à saisir. » Des condamnations ont été infligées dans deux affaires où les mandats de perquisition ne désignaient pas avec précision l'objet de la recherche, la Cour ayant estimé que « les perquisitions entreprises à titre exploratoire en vue de prouver un crime ont depuis longtemps été condamnées »³.

Dans un autre cas, la preuve a été déclarée irrecevable parce qu'elle avait été obtenue après l'expiration du délai de validité du mandat, car « le but essentiel du Quatrième amendement » est « de protéger le citoyen contre les violations injustifiées de son domicile »⁴.

La Cour suprême a réaffirmé une ancienne disposition du droit commun, incorporée dans la Constitution par les Quatrième et Septième amendements, qui protège l'inviolabilité du domicile privé. Dans l'affaire *Miller c. U.S.*⁵, où des agents de police s'étaient introduits dans l'appartement d'un suspect sans être munis d'un mandat et sans indiquer, comme ils auraient dû le faire, leur identité et le but de leur visite, la Cour a refusé d'admettre les éléments de preuve recueillis dans ces conditions, déclarant ce qui suit :

« Nous sommes dûment conscients de la confiance que la société doit accorder, pour leur permettre d'assurer l'ordre public, aux organes chargés de faire respecter les dispositions du droit criminel. Mais à la longue, le meilleur moyen de travailler à cette fin est d'insister pour que les dépositaires de la force publique observent des règles de procédure traditionnelles et équitables. La règle selon laquelle les agents doivent exhiber leurs pouvoirs et indiquer l'objet de leur visite avant de s'introduire dans un domicile privé est profondément ancrée dans nos traditions et ne saurait être appliquée avec réticence. Toute personne, qu'elle soit bonne ou mauvaise, coupable ou innocente, a droit à une protection destinée à garantir l'intérêt commun contre la violation du domicile privé . . . » Toute preuve obtenue de façon illégale doit être tenue pour inexistante.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

En 1958, la Cour suprême a déclaré qu'en vertu du Cinquième amendement à la Constitution fédérale, le droit de voyager « est un élément de la « liberté » dont un citoyen ne peut être privé ». La Cour a jugé que, en matière de délivrance des passeports, les pouvoirs du Secrétaire d'Etat ont de tout temps été limités et que celui-ci ne pouvait invoquer que deux motifs pour refuser de faire droit à la demande, soit que l'intéressé ne possède pas la nationalité américaine, soit qu'il est impliqué dans une action criminelle. Selon la Cour, « voyager à l'étranger, tout comme voyager à l'intérieur du pays, peut constituer une activité nécessaire au gagne-pain d'une personne. Elle peut y tenir tout autant qu'au choix de ce qu'elle mange, de ce qu'elle porte ou de ce qu'elle lit. La

¹ 260 F.2^e 610.

² 356 U.S. 86.

³ 357 U.S. 480 ; 21 F.R.D. 376.

⁴ 357 U.S. 493.

⁵ 357 U.S. 301.

liberté de circulation est fondamentale pour notre échelle de valeurs», et le Congrès n'a pas accordé au Secrétaire des «pouvoirs qui empièteraient à tel point sur les droits du citoyen»¹.

GOUVERNEMENT PAR LA VOLONTÉ DU PEUPLE

Le Quinzième amendement à la Constitution garantit à chaque citoyen le droit de voter conformément aux lois en vigueur dans l'Etat intéressé. Tout citoyen qui est privé de ce droit est fondé à exercer un recours contre la personne responsable². Ainsi, par exemple, le préposé aux inscriptions électorales en Louisiane ayant contesté à 3.000 personnes le droit de voter et n'ayant pas donné à chaque électeur³ ou à son avocat⁴ la possibilité, dans les conditions voulues, de répondre à cette contestation, la Cour a estimé qu'en manquant à ses obligations ledit préposé s'était rendu passible de poursuites judiciaires par chacun des électeurs lésés ou par son avocat.

En juillet 1958, le Congrès a promulgué une loi portant admission de l'Alaska en tant qu'Etat de l'Union, permettant ainsi aux habitants de ce vaste territoire de jouir, sur le plan politique, d'une égalité complète avec leurs concitoyens résidant dans les divers autres Etats. Le Congrès a également accru les responsabilités de l'Assemblée législative des îles Vierges en soumettant à son approbation la nomination par le Gouverneur des membres de certains conseils, organismes et commissions du territoire. De même, le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique a continué de progresser dans la voie de l'autonomie à l'échelon local. Au cours de l'année, le Congrès de l'île de Yap a été organisé et, dans le district des îles Marshall, l'ancien Congrès comportant deux Chambres a adopté une nouvelle Constitution établissant un organe législatif à chambre unique, composé de 80 pour 100 de représentants élus et de 20 pour 100 de chefs héréditaires. Dans le district de Ponapé, il a été décidé de remplacer par un système à chambre unique dont tous les membres sont élus par le peuple l'ancien organe législatif à deux chambres, dont l'une était composée de nobles héréditaires.

L'Assemblée législative de Guam et le Congrès des Etats-Unis ont adopté en 1958 des lois donnant compétence à la Cour de district de Guam pour connaître de questions relatives à l'impôt sur le revenu pour le territoire, assurant ainsi aux contribuables de Guam un recours judiciaire devant leurs propres tribunaux.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET CULTURELLES

Aux Etats-Unis, dans le système traditionnel de la libre entreprise, le progrès économique, social et culturel relève principalement de l'initiative privée, mais le Gouvernement apporte sa contribution en

édicte des réglementations et il aide l'initiative privée à assurer un développement régulier sur le plan économique, social et culturel. C'est aux gouvernements des Etats et aux administrations locales qu'il incombe dans une grande mesure de légiférer dans ces domaines avec l'assistance du Gouvernement fédéral conformément aux dispositions constitutionnelles.

Parmi les décisions prises en 1958 concernant les divers aspects du développement économique, on peut citer une loi du Congrès prorogeant de dix ans l'existence de la *Virgin Islands Corporation* qui a pour mission de favoriser le développement économique des îles Vierges dans l'intérêt de la population.

Comme mesure d'intérêt général, on peut aussi mentionner plusieurs nouveaux traités de coopération technique et économique. En 1958, les Etats-Unis ont conclu des traités de ce genre avec l'Arabie saoudite, la Birmanie, le Brésil, l'Equateur, Israël, la Malaisie, le Maroc, les Philippines, la Tunisie et la Yougoslavie et ont prorogé la validité de divers autres accords.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

En 1958, le *Fair Employment Practices Act* de l'Etat de New York a été modifié; il contient désormais une disposition interdisant toute discrimination fondée sur l'âge; au Maryland, dans le Michigan et dans le New Jersey, les assemblées législatives ont pris les mesures voulues pour faire procéder à des études sur les difficultés auxquelles se heurtent les personnes âgées dans le domaine de l'emploi. Le Congrès des Etats-Unis a lui aussi légiféré en la matière et demandé au Secrétaire à la santé, à l'éducation et à la protection sociale d'organiser et de diriger les travaux d'une conférence sur le vieillissement qui serait convoquée à la Maison-Blanche, par le Président, en janvier 1961. Par cette même loi, le Congrès a autorisé l'octroi aux Etats de subventions variant entre 5.000 et 15.000 dollars afin de les aider à tenir, à l'échelon de l'Etat, des réunions destinées à préparer la conférence de 1961.

Le Massachusetts a promulgué deux amendements à la loi de l'Etat sur le salaire minimum; l'un augmente le salaire minimum de base dans la plupart des professions et l'autre élève le taux minimum de rémunération dans les industries manufacturières au niveau prévu pour les employés auxquels s'applique le *Federal Fair Labor Standards Act*. En application de ces dispositions, on a immédiatement relevé le salaire minimum dans sept professions: service personnel, intendance (service public), commerce, loisirs et divertissements, entretien du bâtiment, traitement des denrées alimentaires, couture et confection. Des ordonnances augmentant le taux de salaire minimum dans les secteurs du nettoyage à sec et des travaux de bureau et dans des occupations connexes, ont également été promulguées.

Au cours de l'année 1958, de nouveaux taux de salaire minimum sont entrés en vigueur en applica-

¹ 357 U.S. 116.

² 41 U.S.C. sect. 1983.

³ 252 F.2^e 930.

⁴ 252 F.2^e 910.

tion de la législation d'Hawaii et de quatorze ordonnances relatives aux salaires édictées dans sept autres Etats (Californie, Connecticut, New York, Oregon, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont) et dans le District de Columbia. Certaines de ces ordonnances fixent des taux de salaire minimum supérieurs à ceux prévus par le *Federal Fair Labor Standards Act*.

A la fin de l'année 1958, trente-quatre Etats ou territoires avaient adopté des lois sur le salaire minimum. Ces lois, de même que les ordonnances sur les salaires qui ont été prises en application de ces lois, intéressent tout particulièrement les travailleuses car un grand nombre d'entre elles sont employées dans les secteurs du commerce et des services auxquels ces lois et ordonnances s'appliquent principalement. Les lois des Etats viennent en fait compléter la loi fédérale qui vise seulement les personnes employées dans les industries manufacturières et dans d'autres entreprises dont l'activité s'étend à plus d'un Etat.

Un Etat, le Kentucky, a adopté une loi sur l'horaire de travail interdisant de faire travailler les femmes pendant plus de quatre heures consécutives sans une période de repos de dix minutes outre la période normalement prévue pour le déjeuner. Cette loi précise que le salaire ne doit pas être réduit pour autant. L'octroi de la période de repos est facultatif en ce qui concerne les employés du sexe masculin.

L'Etat de New York a renforcé sa loi sur les services privés de l'emploi en adoptant des dispositions plus rigoureuses pour interdire toute violation des lois relatives au travail des enfants et au salaire minimum.

Pour ce qui est de l'hygiène et de la sécurité du travail, une Commission pour la protection contre les radiations a été créée dans le New Jersey en vue d'élaborer des règlements destinés à empêcher toute irradiation inutile. Dans le Kentucky, une loi portant réglementation du développement de l'énergie atomique a chargé plusieurs organismes de l'Etat d'étudier les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux lois et règlements en vigueur. Le Kentucky et le New Jersey ont également amélioré en 1958 leurs autres lois relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Sur le plan national, le Congrès des Etats-Unis a autorisé le Secrétaire au travail à élaborer et faire appliquer des normes de sécurité pour les dockers ou les personnes travaillant à la réparation des navires. La loi adoptée à cet effet autorise le Secrétaire au travail à faire inspecter les lieux de travail, à interroger les employés et à faire des enquêtes sur les conditions de travail afin de mieux assurer le respect de ces dispositions.

Les Etats ont continué à s'intéresser aux conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles migrants et de leurs familles et à prendre des mesures pour améliorer leur sort. Dans le courant de l'année 1958, quatre Etats (Colorado, Dakota du Nord, Rhode Island et Washington) ont créé des commissions pour

le travail des migrants, ce qui porte à vingt le nombre des Etats où il existe des commissions de ce genre; un autre Etat, le Maryland, a pris des mesures afin d'en instituer une. L'Etat de New York a renforcé ses lois protégeant les travailleurs agricoles migrants.

Le Congrès a prolongé de deux ans le *Mexican Migratory Farm Labor Program* en vertu duquel le Secrétaire au travail est autorisé à recruter au Mexique des travailleurs agricoles, à pourvoir, le cas échéant, à leur subsistance pendant la durée du voyage, à les aider lors de la négociation de leurs contrats d'emploi dans l'agriculture et à garantir l'exécution par leurs employeurs des clauses du contrat relatives au paiement des salaires ou à la fourniture de moyens de transport.

En 1958, le Massachusetts, le Mississippi, l'Etat de New York et la Virginie ont sensiblement augmenté les prestations dans un cas d'accident du travail; en Californie, on a étendu aux travailleurs participant à des opérations de secours dans des régions dévastées le bénéfice des prestations de maladie — couvrant la totalité des frais médicaux — qui sont accordées aux travailleurs en général en vertu de la législation sur les accidents du travail. Dans les Etats de Georgie, de Louisiane, du New Jersey, de New York et de Virginie, le bénéfice des lois relatives aux accidents du travail a été étendu à de nouveaux groupes de travailleurs. Les lois fédérales en la matière sont maintenant applicables aux personnes employées à l'étranger par des organisations à but humanitaire telles que l'USO, la Croix-Rouge américaine et l'Armée du Salut, ainsi qu'à certains civils employés dans des magasins de matériel naval ou des cantines militaires.

Le Congrès des Etats-Unis a décidé que les administrateurs de programmes publics ou privés de protection sociale et de pensions de retraite en faveur des employés doivent conserver dans leurs bureaux des renseignements financiers ou autres pouvant être consultés par les participants et les bénéficiaires, et qu'ils doivent communiquer des renseignements analogues au Secrétaire au travail qui est chargé de les mettre à la disposition du public.

Pour donner effet au Mémoire des arrangements conclus au sujet des pratiques suivies en matières de salaires et de chômage par le Gouvernement des Etats-Unis dans la Zone du Canal, qui est annexé au Traité en date du 25 janvier 1955 entre les Etats-Unis et la République de Panama, des lois fédérales ont été promulguées en vue de créer le *Canal Zone Merit System*. Ces lois prévoient que le salaire de base pour une catégorie donnée sera le même pour un citoyen des Etats-Unis que pour un résident de la République de Panama mais que, dans le cas du premier, le salaire de base pourra s'augmenter d'un supplément pour affectation outre-mer et d'une indemnité pour tenir compte des éléments, comme les impôts, qui ont pour effet de réduire le revenu disponible dudit employé par rapport à celui de l'employé qui réside dans la région.

RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE

Pour la troisième année consécutive, un nouveau chiffre record a été atteint en 1958 en ce qui concerne le nombre des personnes physiquement et mentalement diminuées qui ont reçu une formation et obtenu un emploi grâce aux programmes de réadaptation professionnelle organisés conjointement par le Gouvernement fédéral et des administrations d'Etats. Plus de 70.000 personnes ont ainsi été réadaptées, ce qui représente une augmentation de 4,8 pour 100 par rapport à 1957. L'intérêt accru porté à la réadaptation apparaît également dans les lois adoptées en 1958. Le Massachusetts a créé une Commission de l'emploi des personnes diminuées qui est chargée d'appliquer un programme permanent destiné à favoriser l'emploi de ces personnes.

SÉCURITÉ SOCIALE

En 1958, les lois fédérales ont rendu plus libéral le régime d'assurance-vieillesse, d'assurance-vie et d'assurance-incapacité qui est applicable à la plupart des personnes occupant un emploi rémunéré. Le bénéfice de ce régime a été étendu à certains employés des administrations publiques ainsi qu'à d'autres travailleurs et les prestations servies à tous les participants ont été accrues. Le montant maximum du salaire qui entre dans le calcul des prestations de sécurité sociale a été également augmenté, de même que le taux des cotisations. Des prestations ont été versées, pour la première fois, aux personnes à charge de bénéficiaires d'une assurance-incapacité et on a supprimé certaines des conditions exigées pour recevoir des prestations d'invalidité.

On a pris des mesures pour verser des prestations de sécurité sociale à de nouvelles catégories d'étrangers résidant hors des Etats-Unis. Auparavant, ces prestations n'étaient dues à ces étrangers que dans certaines circonstances, par exemple, si l'intéressé était assuré depuis dix ans ou avait résidé pendant dix ans aux Etats-Unis. Les nouvelles dispositions étendent le bénéfice de la sécurité sociale aux travailleurs canadiens employés par des chemins de fer des Etats-Unis exploités au Canada ou des chemins de fer canadiens exploités aux Etats-Unis.

On a révisé les dispositions en vertu desquelles le Gouvernement fédéral participe aux frais entraînés par les programmes d'assistance publique administrés par les divers Etats afin que la contribution fédérale puisse être relativement plus importante dans les Etats où le revenu par habitant est inférieur à la moyenne nationale. Le montant total des subventions octroyées pour aider les Etats à exécuter des programmes d'hygiène maternelle et infantile, d'assistance aux enfants infirmes et de protection de l'enfance a accusé une augmentation. Des crédits fédéraux ont été mis à la disposition de services de protection de l'enfance dans des régions urbaines ; quant aux régions rurales, elles bénéficiaient déjà d'une telle assistance. Le territoire de Guam pourra désormais obtenir une

aide fédérale pour ses programmes d'assistance publique et de protection maternelle et infantile.

Il a été établi, en faveur des anciens combattants, un programme permanent d'assurance contre le chômage qui sera financé par le Gouvernement fédéral ; dorénavant, les anciens combattants jouiront du régime d'assurance contre le chômage antérieurement institué pour les employés civils de l'Administration fédérale. Sept Etats ont amélioré de façon permanente leurs lois sur les indemnités de chômage en augmentant le montant des versements ; l'un d'entre eux a autorisé le paiement d'indemnités supplémentaires pour les enfants à charge. Dans trente-quatre Etats, la période pendant laquelle les indemnités peuvent être versées a été prolongée temporairement par des lois de l'Etat intéressé ou par des lois fédérales.

Les agences de protection sociale et les organisations professionnelles, tant fédérales que locales, ont pris des dispositions en vue de préciser les responsabilités qui incombent au médecin, à l'avocat et au travailleur social afin d'assurer que les enfants adoptés bénéficient de toutes les garanties nécessaires.

NIVEAUX DE VIE

Bien que le Gouvernement des Etats-Unis n'ait pas pour rôle de garantir un certain niveau de vie à tous, le Gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats prennent souvent des mesures pour encourager et appuyer l'initiative privée dans l'action qu'elle entreprend en vue d'améliorer les niveaux et les modes de vie, et pour compléter l'effort personnel dans des domaines tels que ceux de l'emploi et du logement.

En 1958, les salaires hebdomadaires moyens dans les industries manufacturières ont été plus hauts que jamais. Les salaires réels étaient un peu moins élevés en raison d'une hausse des prix et d'une tendance générale à la récession contre laquelle les autorités fédérales et celles des Etats ont pris les mesures appropriées, si bien que la reprise était presque complète à la fin de l'année. Le revenu particulier des familles et des personnes isolées a accusé une augmentation d'environ 6 milliards de dollars, grâce en partie à un accroissement des revenus agricoles.

LOGEMENT

En 1958, on a mis en chantier 1.200.000 nouveaux logements, soit 15 pour 100 de plus qu'en 1957 ; pour la dixième fois, on a réussi à entreprendre, au cours d'une même année, la construction de plus d'un million de nouveaux logements. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la proportion des familles des Etats-Unis qui possèdent leur propre maison est passée de deux cinquièmes à trois cinquièmes. On a enregistré une augmentation analogue du nombre et de la qualité des locaux d'habitation.

Ces progrès ont été réalisés avec l'aide des pouvoirs publics, à tous les échelons. Aux termes d'une loi votée au mois d'avril, le Gouvernement fédéral a été autorisé à garantir des prêts de montants plus élevés,

afin de permettre l'achat d'une maison moyennant un premier versement moins important. La nouvelle loi a également ouvert des crédits supplémentaires pour le rachat de prêts hypothécaires consentis sur des maisons à prix modéré par des organismes de crédit privés de manière que ceux-ci puissent à leur tour accorder un plus grand nombre de prêts pour la construction de logements.

Le Gouvernement fédéral a continué à aider les autorités locales à mettre en œuvre des projets de réaménagement urbain visant à éviter ou à supprimer les taudis. Cent trois collectivités ont lancé 183 nouveaux projets, ce qui a porté à 648 le nombre des projets mis en œuvre dans 386 collectivités depuis le début de l'exécution du programme en 1949. Le coût net de ces projets est supporté à concurrence des deux tiers par le Gouvernement fédéral et à concurrence d'un tiers par les collectivités locales.

Au cours de l'année 1958, trois Etats de plus ont autorisé leurs villes à participer à ce programme, le Colorado et le Mississippi par une loi et la Caroline du Sud par un amendement à la Constitution. Le Connecticut a fourni une somme de 10 millions de dollars au titre de projets de réaménagement urbain de ce genre dans ses villes, et les électeurs de New York ont approuvé une proposition tendant à ce que leur Etat verse à ses villes des subventions à cet effet pouvant atteindre 1.800.000 dollars par an et leur accorde des prêts, à concurrence de 100 millions de dollars, pour les aider à mettre en œuvre des projets de réaménagement urbain et des programmes de construction d'habitations à loyer modéré. En outre, l'Etat de New York a fourni une somme de 100 millions de dollars pour la construction, par des entreprises privées dont les bénéfices sont limités, de logements destinés aux familles « à revenu moyen ».

Le Gouvernement fédéral a également poursuivi son programme d'aide aux autorités locales pour la construction par les pouvoirs publics de logements réservés aux familles à revenus faibles. Dans le cadre de ce programme, 21.400 locaux d'habitation ont été mis en chantier en 1958, de sorte qu'à la fin de l'année, le nombre total de locaux de ce genre donnés en location dépassait 557.000. Le Gouvernement fédéral supporte le coût de la construction et les collectivités locales assument une partie des frais d'entretien.

Le premier de ces groupes d'immeubles construits par les pouvoirs publics et conçus expressément pour les personnes âgées a été inauguré dans le Massachusetts. Cet Etat a chargé une commission d'étude spéciale d'examiner la question de l'exonération fiscale en faveur de logements de ce genre et, dans le Maryland, un comité a été chargé de l'étude générale des problèmes de la vieillesse. Les Etats de New York et du Connecticut se sont également préoccupés de ces questions et ont créé des fonds spéciaux permettant d'accorder des prêts pour la construction de logements destinés aux personnes âgées. En Louisiane, des villes ont été autorisées à percevoir des impôts à cet effet.

En ce qui concerne d'autres aspects du problème du

logement, il y a lieu de signaler que le Michigan a créé une commission chargée d'étudier la possibilité d'accorder l'exonération fiscale pour les habitations des anciens combattants et qu'en Californie les électeurs ont approuvé la constitution d'un fonds supplémentaire de 300 millions de dollars destiné à financer des prêts pour la construction de telles habitations. Quatre collèges ont entrepris, à l'aide de crédits fédéraux, des études spéciales sur le financement de la construction d'habitations rurales.

La ville de Pittsburgh, en Pennsylvanie, a adopté une ordonnance interdisant toute discrimination en matière de vente ou de location de logements. Au cours de l'année, également, la Cour suprême de l'Etat de New York a reconnu la constitutionnalité d'une loi de l'Etat de New York interdisant la discrimination raciale et religieuse dans les immeubles bénéficiant d'une aide des pouvoirs publics. La Cour a jugé que l'adoption de la loi en question relevait de l'exercice raisonnable du pouvoir législatif de l'Etat dans l'intérêt du bien-être public.

SANTÉ PUBLIQUE

Un événement important dans le domaine de la santé publique a été le vote d'un amendement à la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les médicaments interdisant d'ajouter aux aliments des substances dont il n'a pas été établi au moyen d'expériences concluantes qu'elles peuvent être utilisées sans danger et dont l'innocuité n'a pas été reconnue officiellement.

Le Gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats unissent leurs efforts pour prévenir et enrayer les maladies contagieuses, faire adopter des normes rationnelles pour l'alimentation et les médicaments et fournir des services médicaux à certains groupes de la population. Aux Etats-Unis, les services médicaux, chirurgicaux et hospitaliers sont généralement fournis grâce à l'initiative privée. A la fin de 1958, 123 millions de personnes — soit 72 pour 100 environ de la population — étaient titulaires d'assurances couvrant les frais d'hospitalisation, soit 4,3 pour 100 de plus qu'en 1957. Dans plusieurs proclamations, le Président a invité la population à s'intéresser à des problèmes de santé particuliers. Le Gouvernement fédéral a mis l'accent sur les recherches dans le domaine médical et dans des domaines connexes, la formation d'agents de la santé publique, la prévention des maladies chroniques, les soins destinés aux personnes âgées, la lutte contre la pollution de l'air et des eaux, et la protection contre les radiations.

Dans le domaine de la santé, des progrès réguliers et importants ont été réalisés grâce aux recherches financées en 1958 par des crédits publics et privés. Dans la lutte contre le cancer, par exemple, le rôle des virus a été mieux compris à la suite d'une expérience de laboratoire au cours de laquelle des tumeurs malignes ont été produites chez des souris par une seule injection d'une substance semblable à un virus. Quant aux autres maladies, un nouveau stéroïde a

paru être plus efficace pour soulager les douleurs et l'inflammation caractéristiques du rhumatisme articulaire. Après de longs essais cliniques, un nouveau médicament contre le diabète administré par voie orale, l'orinase, a été mis en vente et a été utilisé par plus de 300.000 Américains.

ENSEIGNEMENT

En 1958, le Congrès a adopté des dispositions législatives autorisant le Gouvernement fédéral à accorder une aide de plus d'un milliard de dollars à l'enseignement, conformément à l'idéal américain qui est de donner à tout jeune Américain l'occasion de développer toutes ses capacités. On utilisera une partie importante de ces crédits pour renforcer l'enseignement dans les écoles élémentaires et secondaires, améliorer les tests et les services consultatifs, et donner un enseignement professionnel à de nombreux individus qui n'avaient pu en bénéficier dans le passé. Les étudiants des établissements d'enseignement supérieur reçoivent aussi une aide substantielle sous forme de prêts et de bourses.

Etant donné que l'enseignement relève au premier chef des Etats et des administrations locales, la législation promulguée en 1958 a consisté, en majeure partie, en lois adoptées dans vingt-neuf Etats. De nombreux Etats ont mis l'accent sur les dispositions prévoyant un enseignement spécial pour les enfants exceptionnellement doués ou les enfants diminués. Certains Etats ont étendu aux élèves des écoles privées certains avantages, tels que le transport des élèves, la distribution de lait et les repas scolaires, précédemment réservés aux élèves des écoles publiques. Des programmes nouveaux ou élargis ont été élaborés en matière d'enseignement professionnel et d'éducation des adultes ainsi qu'en matière de télévision éducative.

Dans un certain nombre de localités, on a renforcé les programmes de bourses en augmentant le montant des crédits prévus à cette fin ou en accordant un plus grand nombre de bourses. De nombreux Etats ont fait faire des études importantes dans le domaine de l'enseignement, notamment en ce qui concerne des questions telles que la construction d'écoles, les programmes de bourses, l'enseignement spécial et l'enseignement supérieur.

ACTIVITÉS CULTURELLES

Les activités culturelles aux Etats-Unis d'Amérique sont organisées principalement par l'initiative privée ou par les soins d'organismes civiques bénévoles. Les libertés de parole, d'opinion et d'action, traditionnellement reconnues aux Etats-Unis, garantissent à chacun le droit de rechercher toutes activités culturelles de son choix et d'en bénéficier. Le Gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats et les administrations locales prêtent cependant leur concours en mettant des installations à la disposition du public et en organisant des programmes à son intention.

Le Congrès fédéral, par exemple, a autorisé en 1958

la création d'un Centre culturel à Washington (D.C.) en vue de «présenter des programmes de musique classique et contemporaine, d'opéra, de ballet et de poésie, comprenant des œuvres d'auteurs américains et étrangers, d'organiser des conférences et d'autres activités, et de mettre sur pied des programmes spécialement destinés aux enfants, à la jeunesse et aux personnes âgées... et leur offrant la possibilité d'y participer, de s'instruire et de se distraire». Le Congrès a également repris dans l'ensemble du pays le recensement des monuments et sites historiques qui avait été interrompu lorsqu'a éclaté la deuxième guerre mondiale. Il a en outre autorisé la construction à Washington de nouveaux locaux pour abriter la *National Collection of Fine Arts*, qui comprendra notamment une galerie nationale de portraits et une section d'art contemporain. Cette collection qui, comme de nombreuses autres, dépend de la *Smithsonian Institution* est distincte de la *National Gallery of Art*, située aussi à Washington mais dans un autre bâtiment. On a également commencé les travaux de construction d'un nouveau local pour le *National Museum of History and Technology*, qui reçoit chaque année plus d'un million et demi de visiteurs.

De même, la ville de New York a créé, avec le concours de particuliers et d'organisations privées, le *Lincoln Park Center* qui présentera des spectacles artistiques, notamment des ballets, concerts, opéras et pièces de théâtre. Ce Centre, établi dans le cadre du programme de réaménagement urbain de la ville de New York, accueillera l'illustre *Metropolitan Opera Company*, le *New York Philharmonic Orchestra*, et divers autres groupes culturels. New York a également, comme d'autres villes, continué à prêter son appui à divers musées d'art, expositions historiques et de sciences naturelles, productions musicales et autres. Il ressort d'une enquête entreprise par la *Library of Congress* (Bibliothèque du Congrès) et portant sur des villes représentant toutes les régions des Etats-Unis d'Amérique que dans tout le pays on encourage de plus en plus les activités de ce genre. Cette enquête a révélé que les municipalités contribuent partout à l'entretien de musées d'art et subventionnent des orchestres symphoniques ou d'autres programmes musicaux.

Le projet de l'UNESCO intitulé «Connaissance mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident», a souvent guidé ces municipalités dans leurs activités, ainsi que les écoles, les universités et les bibliothèques dans leurs travaux. L'un des exemples les plus significatifs est fourni par une exposition d'art coréen qui, sous les auspices de la Commission nationale des Etats-Unis d'Amérique pour l'UNESCO, a été successivement présentée dans des musées de Washington, New York, Boston, Seattle, Minneapolis, San Francisco, Los Angeles et Honolulu. Un bon nombre d'expositions itinérantes organisées par la *Smithsonian Institution* comprenaient de grandes œuvres d'art en provenance de Birmanie, du Japon, de Chine, d'Inde et d'autres pays d'Orient. La Commission

nationale des Etats-Unis d'Amérique pour l'UNESCO a conclu un accord bilatéral avec la Commission de l'Inde pour l'UNESCO, afin d'organiser une série d'échanges de vues sur les valeurs traditionnelles de la vie moderne dans l'Inde et aux Etats-Unis d'Amérique. Des groupements civiques et des établissements d'enseignement ont accordé une importance toute particulière aux publications et aux cours portant sur la culture asiatique.

En 1958, près de 6.000 personnes ont bénéficié de bourses d'échange entre les Etats-Unis et quatre-vingt-dix autres pays dans le cadre du programme international d'échanges éducatifs du Département d'Etat; parmi elles figuraient des étudiants, des professeurs, des conférenciers, des chercheurs, et des savants. Si les programmes officiels ne représentent qu'une faible partie des échanges effectués avec l'étranger et des connaissances ainsi acquises, ils assurent néanmoins des contacts permanents entre les milieux culturels des Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays. D'autres accords, conclus avec le Japon, la Thaïlande le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne, en vue de faciliter les échanges éducatifs ont été renouvelés ou sont entrés en vigueur en 1958; ils visent à favoriser la compréhension mutuelle «au moyen d'un échange judicieux de connaissances et de techniques dans diverses professions». Un accord prévoyant des échanges dans les domaines culturel et technique et dans celui de l'enseignement est également entré en vigueur avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Enfin, une exposition d'œuvres de jeunes dessinateurs et artisans américains qui avaient étudié à l'étranger au titre du programme international d'échanges susmentionné, a été organisée sous les auspices du Service des expositions itinérantes de la *Smithsonian Institution*.

PROGRÈS SCIENTIFIQUE

En 1958, les milieux scientifiques tant gouvernementaux que privés ont accordé une place très importante à la recherche pure. Devant cette importance accrue, le Congrès a augmenté les crédits consacrés aux recherches scientifiques et ceux alloués aux organismes de recherche. Il a approuvé, comme par le passé, la conclusion dans ce domaine de contrats avec des institutions d'enseignement et des organismes à but non lucratif et il a octroyé de nouvelles subventions destinées à l'acquisition du matériel technique nécessaire. Le Congrès a également pris des mesures pour faciliter la consultation des rapports sur les progrès scientifiques réalisés. Les organismes fédéraux ont été autorisés à rassembler et à traduire des publications scientifiques étrangères, et la Commission de l'énergie atomique a étudié avec une attention toute particulière la possibilité de ne plus classer comme secrets les documents contenant des renseignements relatifs à la recherche nucléaire et d'en permettre la diffusion. La *National Science Foundation* a été chargée d'organiser des services de classement, de dépouillement, de traduction et autres en vue d'assurer, dans

de meilleures conditions, la diffusion des renseignements scientifiques, et d'entreprendre des programmes permettant de mettre au point des méthodes nouvelles ou améliorées, notamment par des moyens mécaniques, pour mettre à la disposition des intéressés les renseignements scientifiques que l'on possède.

L'importance nouvelle attachée à la formation et à la recherche scientifiques s'est également manifestée dans la loi fédérale sur l'enseignement (*Federal Education Act*) de 1958 qui contient des dispositions spéciales prévoyant l'octroi à des professeurs ou des étudiants d'université de bourses de perfectionnement et de subventions ou de prêts en vue de la recherche dans le domaine scientifique. Ces diverses bourses et subventions venaient s'ajouter aux prix que décerne la *National Science Foundation* dans le cadre de ses activités ordinaires. La Commission de l'énergie atomique a poursuivi la mise en œuvre de ses programmes de recherche et d'octroi de bourses de perfectionnement qui prévoient notamment l'établissement d'instituts de formation pour de nombreux professeurs et titulaires de chaire de physique nucléaire.

Une réalisation importante a été la création par le Congrès d'un nouvel organisme, dénommé *National Aeronautics and Space Administration*, qui a été chargé de «coordonner, élaborer et appuyer des projets destinés à étendre le champ des connaissances humaines dans le domaine des phénomènes atmosphériques et spatiaux, améliorer le fonctionnement et accroître la sécurité et l'efficacité des aéronefs et des astronefs, étudier les avantages que les recherches spatiales pourraient procurer à l'humanité et collaborer avec d'autres nations à ces recherches et à l'utilisation pacifique de leurs résultats». Le satellite *Explorer I* que les Etats-Unis d'Amérique ont lancé avec succès dans l'espace, dans le cadre des travaux de l'Année géophysique internationale, a permis de découvrir dans l'espace extra-atmosphérique la grande ceinture de radiation qui porte le nom de Ceinture Van Allen en l'honneur du physicien américain qui a inventé les instruments nécessaires.

Le Congrès a également autorisé l'exécution d'un nouveau projet destiné à modifier les conditions climatiques: à cet effet il a chargé la *National Science Foundation* d'entreprendre, dans ce domaine, des études, des analyses et des recherches, en s'intéressant tout particulièrement aux zones qui sont sujettes à des phénomènes atmosphériques tels que les inondations, la sécheresse, la grêle, la foudre, le brouillard, etc.

L'énergie atomique a été mise dans une plus large mesure à la disposition du public, cinq nouvelles sociétés privées ayant obtenu le permis d'exercer une activité dans le domaine nucléaire. Pour la première fois, les opérations concernant l'uranium naturel ont été faites exclusivement dans le secteur commercial, depuis le stade de l'extraction jusqu'à celui du produit fini. En outre, on a mis en chantier six centrales nucléaires civiles ainsi que la centrale atomique pour le navire *Savannah* et deux réacteurs nucléaires pour l'exportation. La *Shippingport Atomic Power Station*,

inaugurée en mai 1958, a effectué deux essais à pleine puissance d'une durée de mille heures chacun.

Conformément au principe de la communication mutuelle des renseignements scientifiques entre les Etats-Unis et d'autres pays, six nouveaux accords bilatéraux relatifs à l'échange de renseignements sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins civiles, dont trois portaient sur des réacteurs nucléaires, sont entrés en vigueur en 1958, de sorte qu'il existe actuellement quarante-deux traités de ce genre au total.

Au cours de la même année, une licence a été accordée pour l'exportation à Mol (Belgique) d'un réacteur nucléaire expérimental de 11.500 kW, le premier réacteur qui ait été exporté. Un accord signé à Bruxelles le 8 novembre 1958 avec la Communauté européenne de l'énergie atomique a fixé les conditions dans lesquelles les Etats-Unis d'Amérique coopéreront à la mise en service, dans les six pays membres de la Communauté, d'installations nucléaires d'une puissance installée totale d'un million de kilowatts.

ÉTHIOPIE

NOTE RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME¹

A. CODE PÉNAL

Le Code pénal de l'Empire d'Éthiopie², qui est entré en vigueur le 5 mai 1958, constitue une importante réalisation dans un domaine qui appelle l'adoption de lois profondément humaines et libérales, conformes aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Constitution révisée de l'Empire d'Éthiopie³, qui s'inspire elle-même de ces principes, a préparé la voie à l'adoption d'un Code pénal détaillé qui reprend les concepts juridiques reconnus par l'humanité éclairée et prévoit également des mesures libérales visant à la protection et à la réhabilitation de l'individu accusé d'un crime. On trouvera ci-après certaines des dispositions les plus importantes relatives aux droits de l'homme⁴:

«Art. 7. — *Application du Code en ce qui concerne les mesures*

«Dès son entrée en vigueur, les mesures de sûreté, de traitement et d'éducation prévues par le présent code sont toujours applicables au moment du jugement, même dans les cas où la législation antérieure prévoyait l'application d'une peine.»

«Délinquants mineurs et adolescents

«Art. 52. — *Enfance ; exclusion des dispositions pénales*

«Les dispositions du présent code ne sont pas applicables aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 9 ans révolus. Ils ne sont pas considérés comme responsables au sens de la loi pénale.

«Lorsqu'ils commettent un acte punissable d'après celle-ci, les mesures convenables à leur égard sont prises par l'autorité familiale, scolaire ou tutélaire compétente.

«Art. 53. — *Application des dispositions spéciales aux adolescents*

«1) Les mineurs et adolescents de 9 à 15 ans révolus, qui commettent un acte punissable au regard de la loi pénale, ne peuvent être soumis qu'aux

sanctions et mesures que celle-ci prévoit spécialement à leur intention (art. 161-173). Ils ne sont en aucun cas soumis aux peines ordinaires prévues pour les délinquants adultes, ni mêlés à eux dans les établissements de détention.

«2) Les mesures de caractère répressif ou disciplinaire (art. 162-173) ne peuvent être appliquées que si le juge retient une faute à la charge du jeune délinquant et le trouve coupable.

«Mesures contre les irresponsables et délinquants à responsabilité restreinte

«Art. 133. — *Principe*

«Après avoir décidé, sur la base de l'enquête et de l'expertise (art. 51), si l'auteur était irresponsable (art. 48) où, à ce défaut, si sa responsabilité était restreinte, au sens de la loi (art. 49), le juge appliquera les dispositions suivantes, selon les circonstances et les nécessités du cas particulier.

«Art. 134. — *Internement de sûreté*

«1) Si l'auteur, par son état, compromet la sécurité ou l'ordre publics, ou s'il se révèle dangereux pour son entourage, le juge ordonnera son internement dans un asile ou dans un hospice approprié.

«2) S'il requiert en même temps des soins il peut, soit les recevoir dans cet établissement au cas où il est possible de les lui donner, soit être transféré pour traitement dans un établissement approprié aux termes de l'article suivant, moyennant les garanties de sécurité nécessaires.

«Art. 135. — *Traitement*

«1) Si l'auteur atteint de maladie ou de déficience mentale, de surdi-mutité, d'épilepsie, d'alcoolisme chronique, d'intoxication par abus de stupéfiants ou de toute autre déficience pathologique, doit être traité ou placé dans un hôpital ou une maison de santé, le juge ordonnera l'hospitalisation dans un établissement ou dans une section d'établissement approprié.

«2) Exceptionnellement, lorsque, à dire d'expert, le délinquant n'est pas dangereux et l'hospitalisation durable pas indispensable, le juge peut autoriser le traitement ambulatoire.

«Cette mesure est toujours subordonnée à la surveillance et au contrôle régulier, soit du médecin traitant, soit de l'autorité du patronage, à qui le juge peut demander rapport. Elle est toujours révoquée dès qu'elle n'apparaît pas sûre ou d'un bon effet.»

¹ Note obligeamment communiquée par le Ministère impérial des affaires étrangères d'Éthiopie. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Publié dans le numéro spécial n° 1 de 1957 de la *Negarit Gazeta*.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 108-110.

⁴ Le présent *Annuaire* ne reproduit, parmi les extraits communiqués par le Ministère des affaires étrangères d'Éthiopie, que ceux qui ne figuraient pas dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 58-66.

B. LOIS RELATIVES AUX QUESTIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

1. Le souci d'améliorer les conditions de vie de la population, en particulier dans les localités qui par leur nature se prêtent mal au progrès social, a amené la création du Ministère du développement communautaire; l'ordonnance n° 15 de 1957 publiée dans la *Negarit Gazeta* n° 5, du 29 janvier 1957, porte création du Ministère du développement communautaire national. Les principales attributions du Ministre du développement communautaire national sont les suivantes :

«5. . . . favoriser la participation de la population de toutes les parties de Notre Empire, en particulier celle qui habite les «Zones spéciales», aux efforts entrepris dans le domaine social et réformer les coutumes préjudiciables à ces efforts, en l'encourageant à se fixer dans des professions agricoles ou autres; à cette fin, il appartient au Ministre de prendre les dispositions nécessaires conformément aux lois de Notre Empire, pour créer des communautés et des marchés de village, et promouvoir et améliorer l'administration locale, ainsi que la sécurité et la santé de la population; en application de Nos instructions, le Ministre a le pouvoir de surveiller, d'étudier et de suivre les activités de toutes les organisations de développement social et économique déjà créées ou qui seront créées par la suite pour améliorer les conditions de vie de Notre peuple, et de veiller à ce que ces organisations servent les fins qui leur sont prescrites.

« . . .

«8. Conformément aux lois de Notre Empire, le Ministre est chargé :

«e) D'enquêter sur les activités des organisations et entreprises privées qui ont des répercussions sur la culture et les coutumes fondamentales de Notre peuple, sur sa vie et ses moyens d'existence, ainsi que sur ses réalisations spirituelles et morales, et de donner les ordres nécessaires à cet effet;

« . . .

«b) D'assurer en conséquence la création de marchés et l'approvisionnement en produits indispensables des «Zones spéciales» où la population est groupée en communes;

«i) D'enquêter sur l'exécution des mesures prises en application de Notre politique tendant à ce que tout Ethiopien puisse devenir propriétaire foncier et disposer de moyens d'existence;

«j) D'assurer le forage et la protection des puits et d'approvisionner en eau la population des «Zones spéciales» où il existe de graves pénuries;

«k) De fournir, lorsqu'il le juge nécessaire, des équipes mobiles de l'enseignement, de la santé et de la police, attachées aux tribus nomades des «Zones spéciales».

«l) De soumettre tous les six mois un rapport écrit sur l'état des projets mis en œuvre au cours du semestre précédent sur les projets prévus pour les six mois à venir, sur le budget et sur la situation générale des activités du Ministère.»

2. L'ordonnance n° 16 de 1957 porte création du Conseil du développement communautaire national qui est chargé de coordonner les activités des divers Ministères.

3. L'ordonnance n° 20 de 1958, publiée dans la *Negarit Gazeta* du 31 mars 1958, porte création du Ministère des pensions. Le Ministre des pensions est chargé :

a) De déterminer, conformément aux lois, la situation des employés du gouvernement, tels que les membres des forces armées et des forces Zabagna et les fonctionnaires civils, qu'il estime avoir droit à une pension d'une durée indéterminée ou à une aide temporaire, et d'en établir la liste;

b) De préparer et de soumettre des projets de lois en vue d'accorder une pension de durée indéterminée ou une aide temporaire aux Ethiopiens employés par des entreprises privées ou des particuliers.

LOI ÉLECTORALE RELATIVE A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS : PROCLAMATION N° 152 DE 1956

faite le 27 août 1956¹

Attendu que, aux termes des articles 93 à 98 inclus de Notre Constitution révisée de 1955², une loi électorale doit fixer les diverses dispositions et les conditions à remplir pour l'élection, sur tout le territoire de Notre Empire, des députés, membres de Notre Chambre des députés,

Conformément aux dispositions de l'article 88 de Notre Constitution révisée, Nous approuvons la loi électorale adoptée par Notre Parlement et proclamons en conséquence ce qui suit :

1. La présente proclamation pourra être citée sous le nom de loi électorale relative à la Chambre des députés et elle entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Negarit Gazeta*.

2. Des élections générales auront lieu pour la première fois le 9 janvier 1957 et, ensuite, tous les quatre

¹ Publiée en amharique et en anglais dans la *Negarit Gazeta* du 27 août 1956. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 109-110.

ans le 9 janvier, sur tout le territoire de l'Empire pour l'élection de députés à la Chambre des députés conformément aux dispositions de l'article 93 de la Constitution révisée.

6. Tout Ethiopien ou Ethiopienne de naissance sera admis à voter aux élections générales à condition de remplir les conditions suivantes: a) avoir résidé, pendant une période d'un an au moins précédant immédiatement les élections, dans la circonscription électorale où il vote; b) être âgé de 21 ans au moins; c) avoir accompli les formalités d'enregistrement requises par la présente loi; d) ne pas se trouver dans l'un des cas prévus à l'article 7 ci-après.

7. Ne pourra prendre part au vote lors d'élections générales organisées dans l'Empire quiconque: a) est atteint d'aliénation mentale, ou b) purge une peine de prison, ou c) a perdu ses droits civiques en application des dispositions du Code pénal éthiopien.

Première partie

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PREMIÈRES ÉLECTIONS GÉNÉRALES QUI DOIVENT AVOIR LIEU À PARTIR DU 9 JANVIER 1957

18. Pour être candidat aux élections à la Chambre des députés, il faut, conformément aux dispositions de l'article 96 de la Constitution révisée, être sujet éthiopien de naissance, avoir 25 ans révolus, résider véritablement dans une Awraja électorale, y être propriétaire de biens immobiliers d'une valeur de 1.000 dollars éthiopiens au moins ou de biens mobiliers d'une valeur de 2.000 dollars éthiopiens au moins et ne pas tomber sous le coup des dispositions de l'article 19 ci-après.

19. Ne pourra être candidat aux élections à la Chambre des députés, tout individu qui:

a) Ne s'est pas fait, ne se fait pas ou n'est pas en mesure de se faire inscrire sur les listes électorales ou d'accomplir les formalités d'inscription aux termes des articles 11 à 16 inclus;

b) Ou qui, malgré l'accomplissement des formalités d'inscription, est, lors de la présentation de sa candidature ou postérieurement, jugé atteint d'aliénation mentale par le Comité électoral d'Awraja auprès duquel il a présenté sa candidature;

c) Ou qui s'est fait inscrire dans plusieurs Awrajas électorales;

d) Ou qui a présenté sa candidature dans plusieurs Awrajas électorales;

e) Ou qui purge une peine de prison;

f) Ou qui a été déclaré coupable d'une infraction aux termes de l'article 46 de la présente loi électorale;

g) Ou qui a été privé de ses droits civiques en application des dispositions du Code pénal;

h) Ou qui a été déclaré coupable à l'étranger d'une

infraction qui, aux termes du Code pénal éthiopien, entraîne au minimum une peine d'emprisonnement de six mois ou une amende de 1.000 dollars éthiopiens;

i) Ou qui est un failli non réhabilité ou dont les biens font, en totalité ou en partie, l'objet d'une saisie judiciaire en faveur de ses créanciers.

Nul ne pourra présenter sa candidature ou être candidat dans plus d'une Awraja électorale.

Deuxième partie

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLECTIONS SUBSÉQUENTES À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

40. Sous réserve des modifications apportées ci-après par les articles 41 à 44 inclus, la réglementation édictée dans la première partie de la présente loi au sujet des premières élections générales qui auront lieu à partir du 9 janvier 1957 sera adoptée et suivie lors des élections générales et quadriennales subséquentes¹.

Troisième partie

SANCTIONS

46. Tout individu qui, à l'occasion d'une phase quelconque de la procédure électorale,

10) Viole les secrets qu'il a fait serment de respecter;

11) Ou qui, soit par la violence ou la menace de la violence, soit par la menace d'un licenciement, d'une dégradation ou d'un changement dans le statut, le rang, la situation ou la rémunération d'autrui, soit par tout moyen frauduleux, oblige ou incite une personne quelconque à se faire inscrire sur les listes électorales, à faire acte de candidature, à continuer à présenter sa candidature, ou à signer une demande de candidature, ou à voter ou à s'abstenir d'accomplir l'un quelconque des actes précités;

12) Ou qui inflige des coups et blessures à une personne quelconque parce qu'elle a accompli ou s'est abstenue d'accomplir l'un quelconque des actes énumérés à l'alinéa précédent;

13) Ou qui se rend complice de l'un quelconque des actes précités ou tente de l'accomplir;

14) Ou qui, n'étant ni policier, ni soldat, ni garde affecté à la surveillance des opérations électorales, a en sa possession, pendant la période des élections, et les heures d'ouverture des bureaux de vote et alors qu'il se trouve dans le voisinage d'un bureau de vote, toute arme à feu, épée, tout couteau, bâton, poignard ou autre arme dangereuse;

Sera coupable d'infraction à la loi électorale et sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus ou d'une amende de 2.000 dollars éthiopiens au plus, ou de ces deux peines à la fois.

¹ Les articles 41 à 44 ne modifient pas les dispositions de la première partie, qui ont été citées plus haut.

FÉDÉRATION DE MALAISIE

ORDONNANCE N° 46 DU 5 DÉCEMBRE 1958 SUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC¹

Première partie

PRÉLIMINAIRES

...

2. Dans cette ordonnance, à moins que le contexte ou une disposition expresse n'impose un autre sens, on entend :

...

Par «document», tout objet sur lequel sont portés des lettres, chiffres, marques, figures, isolément ou en combinaison ;

...

Par «Ministre», le Ministre responsable de la sûreté intérieure ;

...

Par «zone d'exception» («declared area»), toute région dans laquelle est en vigueur un régime spécial, proclamé ou prorogé en vertu de l'article 3 de la présente ordonnance ;

Par «document subversif», tout document dont le contenu :

- a) est séditieux aux termes de l'ordonnance de 1948 sur la sédition ; ou
- b) est susceptible de compromettre le maintien ou le rétablissement de l'ordre public ; ou
- c) recommande ou est susceptible de provoquer la désobéissance aux lois de la Fédération ou de faire enfreindre l'ordre public ; ou
- d) pousse ou risque de pousser à des actes de violence illicites ou à des sentiments de malveillance ou d'hostilité entre les différentes races ou classes qui composent la population de la Fédération ; ou
- e) est susceptible de provoquer la haine, le mépris ou la désaffection à l'égard de tout fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ou à l'égard d'une catégorie de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, ou d'une force armée légitimement stationnée sur le territoire de la Fédération, ou de tout membre de cette force armée dans l'exercice de ses fonctions.

¹ Texte publié dans *Federal Ordinances and State Enactments passed during the Year 1958*, imprimé par l'Imprimerie officielle du Gouvernement, Kuala Lumpur. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Voir aussi les extraits de la Constitution de la Fédération de Malaisie reproduits dans *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 67-77.

Deuxième partie

PROCLAMATION DE L'ÉTAT DE MENACE CONTRE L'ORDRE PUBLIC

3. 1) Si le Ministre estime que l'ordre public est sérieusement troublé ou menacé dans une région quelconque de la Fédération, il pourra, s'il le juge indispensable au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, proclamer dans cette région l'état de menace contre l'ordre public.

2) Toute proclamation faite en vertu de l'alinéa 1) du présent article ne pourra s'appliquer qu'à la zone qui est spécifiée. Elle restera en vigueur jusqu'à son annulation par le Ministre ou jusqu'à ce qu'elle cesse d'avoir effet en vertu des dispositions de l'alinéa 3) du présent article.

3) Toute proclamation faite en vertu de l'alinéa 1) du présent article, sans préjudice de tout ce qui aura été fait antérieurement en vertu dudit alinéa, cessera d'avoir effet à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle elle aura été faite :

Toutefois le Ministre pourra, par voie de déclaration, proroger une proclamation en vigueur par reconductions successives dont la durée, spécifiée dans la déclaration, ne pourra pas, dans chaque cas, excéder un mois.

...

5) Le texte de toute proclamation faite en vertu de l'alinéa 1) et celui de toute déclaration de prorogation faite en vertu de l'alinéa 3) du présent article seront publiés dans la *Gazette* et déposés devant le Parlement dans les plus brefs délais. Si les deux Chambres du Parlement adoptent une résolution annulant ladite proclamation ou déclaration, celle-ci cessera d'avoir effet nonobstant les dispositions des alinéas 2) et 3), mais sans préjudice de tout ce qui aura été fait antérieurement en vertu desdits alinéas.

...

Troisième partie

POUVOIRS CONFÉRÉS EN VUE DU MAINTIEN DE L'ORDRE

4. Dans toute zone d'exception :

a) L'officier de police principal de la circonscription ou le responsable des services de police pourra, par un arrêté ou des instructions ou de toute autre manière qu'il jugera appropriée, réglementer, restreindre, contrôler ou interdire l'utilisation d'une route, d'une rue, d'un chemin, d'une voie navigable ou d'un

lieu public quelconque, ou en prohiber l'accès à la population ou à une partie de la population ou à tout véhicule ou embarcation; ou à une catégorie de véhicules ou d'embarcations;

b) Si l'officier de police du grade le plus élevé en quelque lieu que ce soit de la zone d'exception estime que le rétablissement ou le maintien de l'ordre en ce lieu exige que soit réglementée, limitée, contrôlée ou interdite l'utilisation d'une route, d'une rue, d'un chemin, d'une voie navigable ou d'un lieu public quelconque, et que la situation est trop urgente pour qu'il fasse rapport à l'officier principal ou au responsable de la police visés à l'alinéa a), il pourra exercer lui-même les pouvoirs que cet alinéa confère au chef ou au responsable des services de police de la circonscription.

Toutefois les pouvoirs conférés par l'alinéa b) ne pourront être exercés par un fonctionnaire de police d'un grade inférieur à celui de sergent;

Et, d'autre part, un ordre donné en vertu de l'alinéa b) cessera d'avoir effet vingt-quatre heures après le moment où il aura été donné, à moins qu'il n'ait été donné ou confirmé par l'officier principal ou le responsable des services de police de la circonscription visés à l'alinéa a).

5. 1) Dans toute zone d'exception :

a) Le fonctionnaire de police responsable d'une circonscription pourra, par arrêté, interdire ou soumettre aux conditions qu'il jugera opportunes tout défilé, réunion ou rassemblement de cinq personnes ou davantage organisés dans tout lieu public de la zone d'exception ou dans tout lieu ou établissement public ou privé expressément désigné de ladite zone d'exception.

b) Tout fonctionnaire de police du grade de sergent ou d'un grade plus élevé pourra ordonner la dispersion de tout défilé, réunion ou rassemblement de cinq personnes ou davantage tenus en quelque lieu que ce soit, même en l'absence d'un arrêté d'interdiction pris en vertu de l'alinéa a) du présent article. L'ordre devra être exécuté immédiatement.

6. 1) Un fonctionnaire de police pourra, afin d'exécuter un arrêté pris ou une instruction donnée en vertu de l'article 4, où chaque fois qu'il l'estimera indispensable au maintien de l'ordre, à la prévention des délits ou à la recherche de leurs auteurs, placer ou ériger de la façon qu'il jugera appropriée des obstacles sur une route, une rue, un chemin, une voie navigable ou un lieu public quelconque de la zone d'exception.

7. 1) Dans toute zone d'exception, le Ministre, l'officier principal ou le responsable de la police d'une circonscription pourra, par arrêté, enjoindre à toutes les personnes se trouvant dans la zone en question, ou dans une partie de celle-ci, de rester chez elles entre des heures fixées dans l'arrêté, à moins d'être munies d'une autorisation écrite délivrée par le

Ministre ou par un officier de police du grade d'inspecteur adjoint ou d'un grade plus élevé, ou par tout fonctionnaire habilité à cet effet par une autorisation écrite du Ministre ou de l'officier principal ou du responsable des services de police de la circonscription.

...

8. 1) Dans toute zone d'exception, l'officier principal ou le responsable des services de police de la circonscription pourra, par arrêté, interdire à toutes personnes, ou à une catégorie de personnes, l'accès d'une région, d'un lieu ou d'un local situés dans la ou les circonscriptions relevant de sa compétence, ou exiger de toutes personnes se trouvant dans cette région, ce lieu ou ce local, qu'elles se conforment, dans leurs déplacements et leur conduite, aux directives qu'il aura données.

2) Les fonctionnaires de police pourront fouiller toute personne qui pénétrera, cherchera à pénétrer ou se trouvera dans une région, un lieu ou un local faisant l'objet d'un arrêté en vertu de l'alinéa 1) du présent article et ils pourront détenir ladite personne afin de la fouiller;

Toutefois une femme ne pourra être fouillée que par une autre femme.

...

9. 1) Le Ministre pourra, par arrêté, habiliter les services des télécommunications de toute circonscription de la zone d'exception spécifiée dans l'arrêté, à interdire ou à limiter l'utilisation de tout ou partie des moyens ou installations de télécommunications à toute personne ou catégorie de personnes, ou au public en général, à l'exception des personnes ou catégories de personnes expressément désignées dans l'arrêté. L'arrêté devra être exécuté séance tenante, nonobstant tout accord ou disposition législative contraire.

...

10. 1) Tout fonctionnaire de police pourra, dans une zone d'exception, saisir tout objet ou substance qui, à son avis, pourraient être utilisés à des fins agressives.

...

11. 1) L'officier de police principal et tout fonctionnaire de police muni d'une autorisation écrite délivrée par l'officier de police pourra ordonner la réquisition de tout bien meuble ou immeuble se trouvant dans une zone d'exception ou de tout emplacement ou local, d'un terrain, d'un édifice, d'un navire, d'un véhicule ou d'un aéronef se trouvant dans ladite zone d'exception et il pourra donner toutes les directives qu'il estimera indispensables ou utiles à l'exécution de cet ordre.

2) Le Préfet de police, et tout officier de police muni d'une autorisation écrite délivrée par le Préfet de police, pourra, lorsqu'une proclamation faite en vertu de l'article 3 de la présente ordonnance est en vigueur dans une zone de la Fédération, ordonner la réquisition de tout navire, véhicule ou aéronef se trouvant en un point quelconque du territoire de la

Fédération et donner toutes les directives qu'il estimera indispensables ou utiles à l'exécution de cet ordre.

4) Les réquisitions prévues au présent article devront, si elles portent sur un navire de plus de cent tonneaux de jauge brute, sur du matériel roulant des Chemins de fer malais ou sur un aéronef, être soumises au préalable à l'agrément du Ministre.

12. 1) Lorsque l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 11 de la présente ordonnance entraîne la prise de possession d'un bien ou d'un emplacement ou local, d'un terrain, d'un édifice, d'un navire ou d'un aéronef, le montant de l'indemnité due au propriétaire sera calculé conformément aux dispositions législatives en vigueur au moment de la prise de possession en ce qui concerne les indemnités dues pour les réquisitions d'urgence.

2) Aucune indemnité ne sera due pour les dommages ou préjudices causés aux personnes ou aux biens à l'occasion ou à la suite d'un acte autorisé par la présente ordonnance, en dehors des cas où celle-ci prévoit expressément une telle indemnité.

13. 1) Lorsqu'un officier de police principal estime :

a) Qu'un individu a récemment participé à des actes ayant pour effet ou susceptibles de porter atteinte à la tranquillité publique dans une zone d'exception, ou de compromettre le succès de mesures prises pour maintenir ou rétablir l'ordre public dans une telle zone ; ou a participé à la préparation ou à l'instigation de ces actes ; ou risque, en raison de ses liens avec des personnes ou des organisations participant à ces actes, ou de ses paroles ou de son comportement, de participer à ces actes ; et

b) Que pour les motifs susdits il est nécessaire de prendre des mesures de sécurité temporaires à l'égard de cet individu, il pourra, par mandat, prendre à l'encontre de cet individu une ou plusieurs des mesures suivantes :

- i) Lui interdire l'accès de la zone ou d'une partie de la zone d'exception ;
- ii) Lui assigner, à l'intérieur ou en dehors de ladite zone, une résidence spécifiée dans le mandat et lui interdire de quitter ladite résidence sauf s'il a obtenu l'autorisation et satisfait aux conditions précisées dans ledit mandat ;
- iii) Lui ordonner de rester chez lui durant les heures précisées dans le mandat ;
- iv) Exiger qu'il signale à la police, à l'endroit ou aux endroits et de la façon spécifiés dans le mandat, son lieu de résidence et tout changement de résidence, et qu'il se présente à la police aux heures, aux dates et de la façon spécifiées dans le mandat ;
- v) Lui ordonner de déposer une caution dont le montant et la nature seront spécifiés dans le mandat, en garantie de sa bonne conduite et de son

respect des conditions imposées dans le mandat décerné en vertu du présent paragraphe ;

2) Tout mandat décerné en vertu du présent article pourra être annulé ou modifié par le Ministre ou l'officier de police principal.

3) Sous réserve des dispositions contenues dans le paragraphe 2), tout mandat décerné en vertu du présent article restera en vigueur pendant la période fixée dans le mandat ; toutefois, s'il n'a déjà été annulé, il cessera d'avoir effet dès que la zone pour laquelle il a été décerné cessera d'être déclarée zone d'exception.

14. 1) Toute personne contre laquelle a été lancé un mandat en vertu des dispositions de l'article 13 pourra faire appel auprès du Ministre.

2) La décision prise par le Ministre sur un appel interjeté en vertu du présent article sera définitive.

15. 1) Dans toute zone d'exception, tout fonctionnaire de police pourra, sans mandat et avec ou sans assistance :

a) Arrêter et fouiller tout individu ou tout véhicule se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu public ; et

b) Si son grade est celui de sergent ou un grade plus élevé :

i) Arrêter et fouiller tout individu ou tout véhicule, qu'il se trouve dans un lieu public ou non ;

ii) Pénétrer dans tout local et y procéder à une perquisition ;

iii) Monter à bord de navires, véhicules ou aéronefs non militaires et y procéder à des perquisitions, soit pour s'assurer que ledit individu, véhicule, navire ou aéronef ne transporte pas, ou que ledit local ne contient pas, d'armes offensives, de documents subversifs, d'articles ou d'objets, isolés ou groupés, pouvant porter préjudice aux personnes ou aux biens, soit qu'il ait lieu de croire qu'il trouvera sur cet individu, dans ce local ou sur ce navire, véhicule ou aéronef, la preuve qu'un délit a été commis.

Il pourra saisir les armes, documents, articles ou objets en question, s'il est fondé à croire qu'ils sont destinés à servir ou serviront probablement à des fins préjudiciables, et il pourra saisir également la preuve du délit ainsi que le navire, le véhicule ou l'aéronef porteurs de ces armes, documents, articles ou objets ou de cette preuve ;

Etant entendu que tout agent de police pourra exercer les pouvoirs que l'alinéa b) du présent paragraphe confère à un fonctionnaire de police de grade égal ou supérieur à celui de sergent, s'il a lieu de croire que du fait du délai qu'entraînerait le recours à un gradé du rang de sergent ou au-dessus les objets susceptibles d'être saisis en vertu des dispositions du présent paragraphe seront vraisemblablement soustraits de la personne, du local, du navire, du véhicule ou de l'aéronef où il pense pouvoir les trouver.

2) Une femme ne pourra être fouillée en vertu des dispositions du présent article que par une autre femme.

17. 1) Un fonctionnaire de police pourra, sans mandat, procéder à l'arrestation de tout individu soupçonné d'avoir agi en violation de la présente ordonnance ou d'avoir commis dans une zone d'exception un des délits visés à l'article 28 de la présente ordonnance.

2) Dans une zone d'exception, un fonctionnaire de police pourra, sans mandat, procéder à l'arrestation d'une personne s'il a des raisons de croire qu'elle tombe sous le coup des dispositions du paragraphe 1) de l'article 13 et il pourra la faire détenir pendant vingt-quatre heures au plus, en attendant qu'il soit décidé si elle fera l'objet d'un mandat lancé en vertu dudit paragraphe.

3) Dans une zone d'exception, un fonctionnaire de police pourra procéder à l'arrestation d'une personne interdite de séjour dans cette zone en vertu des dispositions de l'article 13 et la faire détenir pendant vingt-quatre heures au plus, afin qu'il soit procédé à son expulsion.

4) Toute personne détenue en vertu des pouvoirs conférés par la présente ordonnance sera considérée comme étant légitimement détenue et elle pourra être incarcérée dans toute prison ou tout poste de police ou dans tout autre lieu autorisé de façon générale ou expresse par l'officier de police principal.

Quatrième partie

DÉLITS RELATIFS A L'ORDRE PUBLIC

27. Quiconque, par action ou par omission, enfreint une disposition de la présente ordonnance ou un ordre ou une directive donnés ou une condition imposée en vertu des articles 4, 5, 6, 7, 8 ou 13 de la présente ordonnance, se rend coupable d'un délit aux termes de la présente ordonnance et, sous réserve des dispositions particulières qu'elle contient, sera passible d'un emprisonnement d'une durée de six mois ou d'une amende de cinq cents dollars ou de ces deux peines à la fois.

28. Quiconque, dans une zone d'exception, commet ou tente de commettre et quiconque, en quelque lieu que ce soit de la Fédération, aide à commettre dans une zone d'exception un des délits prévus à ce moment à l'annexe III de la présente ordonnance, sera, après avoir été reconnu coupable de ce délit, de tentative de délit ou de complicité, passible d'un

emprisonnement dont la durée pourra être double de la durée normalement prévue pour ce délit, soit de l'amende prévue, soit des deux peines à la fois.

29. Quiconque, en quelque lieu que ce soit d'une zone d'exception, tient des propos menaçants, injurieux ou insultants ou adopte une conduite ayant pour but ou pour résultat probable de porter atteinte à la tranquillité publique, se rend coupable d'un délit et sera passible, une fois reconnu coupable, d'un emprisonnement d'une durée ne pouvant dépasser trois ans.

30. Quiconque, en quelque lieu que ce soit de la Fédération, alors qu'une proclamation faite en vertu de l'article 3 de la présente ordonnance est en vigueur dans une des régions de la Fédération, commet un acte, tient des propos, imprime, publie, vend, offre en vente, distribue, reproduit aux fins de distribution, importe ou détient un document dont la nature ou le contenu :

a) Risque de porter atteinte au maintien ou au rétablissement de l'ordre public dans la zone d'exception ou en tout autre point de la Fédération ; ou

b) Recommande ou risque de provoquer soit la désobéissance aux lois de la Fédération ou à un arrêté pris en vertu de la présente ordonnance, soit des actes de nature à empêcher les fonctionnaires d'accomplir leur devoir de rétablir ou maintenir l'ordre public ; ou

c) Pousse ou risque de pousser à des actes de violence illicites ou à des sentiments de malveillance ou d'hostilité entre les différentes races ou classes qui composent la population de la Fédération ; ou

d) Est susceptible de provoquer la haine, le mépris, ou la désaffection à l'égard de tout fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, d'une catégorie de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'égard d'une force armée légitimement stationnée sur le territoire de la Fédération, ou de tout membre de cette force armée dans l'exercice de ses fonctions, commet un délit et sera passible, une fois reconnu coupable, d'un emprisonnement d'une durée ne pouvant dépasser trois ans.

31. Sous réserve des dispositions de l'article 28, aucune disposition contenue dans cette partie de la présente ordonnance ne modifie les dispositions pénales en vigueur, et nul ne pourra être puni deux fois pour le même délit.

ANNEXE III

(Article 28)

Code pénal . . . articles 143, 144, 145, 147, 148, 151, 152, 153, 157, 158, 160, 379, 380, 381 et 382.

FINLANDE

NOTE¹

I. LÉGISLATION

1. La loi n° 107 du 7 mars 1958 sur la déficience mentale (*Suomen Asetuskokoelma*, ci-après dénommée *Ask* — Gazette officielle finlandaise — n° 107/1958) définit le déficient mental comme une personne qui, en raison de son niveau intellectuel insuffisant, a ou aura besoin d'un traitement continu, d'une instruction spéciale, de soins ou de conseils.

La protection prévue par la présente loi s'étend à l'examen, au traitement, à l'instruction et à la surveillance des déficients mentaux.

Le Ministère des affaires sociales a la responsabilité de diriger et de surveiller cette protection. Dans les communes urbaines et rurales, ce sont les Comités sociaux qui en assurent l'application à l'échelon local : ils établissent une liste ou un fichier des déficients mentaux résidant dans la circonscription et veillent à ce que tous ceux qui ont besoin de soins en bénéficient.

Le traitement est dispensé dans des centres sociaux spéciaux créés à cet effet par l'Etat, la commune ou des particuliers et qui fonctionnent en conformité des principes éducatifs et médicaux en vigueur. Le traitement peut également avoir lieu dans d'autres établissements ou dans les familles sous la surveillance du centre social compétent.

Chaque centre social aura son propre conseil d'administration, son directeur et son médecin traitant approuvés par le Ministère des affaires sociales et disposera de tout le personnel nécessaire.

L'autorisation du Ministère des affaires sociales est nécessaire pour créer un centre social communal ou privé ; ce centre ne pourra commencer à fonctionner qu'avec l'approbation de ce même Ministère.

Lorsqu'un déficient mental n'est pas envoyé dans un centre social ou dans tout autre établissement précité, le Comité social compétent peut désigner un tuteur si les soins et l'éducation de l'intéressé l'exigent. Le tuteur doit suivre de près la vie de son protégé, déterminer les mesures de protection dont il peut avoir besoin, l'aider par des avis, des conseils et des mesures pratiques, venir en aide à ses parents et veiller à ce que ceux-ci s'acquittent de leurs devoirs envers le déficient qui lui est confié. Si ses directives ne sont pas suivies, le tuteur en avertira le Comité social

afin que celui-ci puisse prendre les mesures qui s'imposent.

Tout service qui recueille des renseignements au sujet d'un déficient mental les notifiera au Comité social compétent. Les parents ou le tuteur d'un déficient mental ont la même obligation.

Le directeur du centre social décidera, sur avis du médecin traitant, si le traitement doit être dispensé ou non dans un centre social ou tout autre établissement ou s'il y a lieu de l'arrêter. En règle générale, le déficient mental sera envoyé dans un centre social ou tout autre établissement avant qu'il n'ait atteint l'âge de 16 ans.

Si un déficient mental est considéré comme dangereux pour lui-même ou pour son entourage, s'il est sans domicile fixe ou s'il a révélé des tendances criminelles latentes, ou encore s'il existe de sérieuses raisons de croire qu'il a besoin d'être examiné ou traité dans un établissement, il peut, sur proposition du Comité social compétent, être conduit dans un des établissements précités ; il y sera examiné ou traité sans que son consentement ou celui de ses parents soit nécessaire. La décision du Comité social concernant le traitement sera dans ce cas communiquée sans délai au Ministère des affaires sociales.

Lorsqu'il sera conduit dans un des établissements précités, le déficient mental sera traité avec tout le soin voulu, et il ne sera fait usage de contrainte que dans la mesure indispensable pour le soigner et pour assurer la sécurité de son entourage.

Les centres sociaux municipaux et privés créés conformément aux dispositions de la présente loi bénéficieront de subventions de l'Etat.

2. Le Code pénal finlandais n'a pas adopté la notion de turpitude morale. Il existe cependant un critère équivalent pour la classification des infractions, selon que le Code pénal prévoit ou non comme peine accessoire la dégradation civique. Les infractions pour lesquelles cette peine accessoire est prévue sont considérées comme dénotant une malhonnêteté toute particulière ou un manque de sens de l'honneur ou encore la dépravation d'esprit du délinquant. Les plus typiques de ces infractions sont les suivantes : haute trahison, trahison, faux témoignage, meurtre, enlèvement, vol simple, vol avec effraction, vol avec violence, chantage, incendie volontaire, acquisition frauduleuse de biens, faux, altération de monnaie ou fabrication de fausse monnaie.

Conformément à l'article 14 du chapitre 2 du Code pénal, la dégradation civique est prononcée à vie ou

¹ Note obligeamment rédigée par M. Voitto Saario, Juge à la Cour d'appel d'Helsinki, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* nommé par le Gouvernement finlandais. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

pour une durée de un à quinze ans à compter de la date de sortie de prison du condamné. Pendant cette période, le condamné est privé des droits et avantages pour lesquels une bonne réputation est nécessaire.

Cette peine accessoire a été critiquée du fait que le condamné rencontre des difficultés à reprendre une vie normale à sa libération et que, dans certains cas, cette peine constitue une conséquence extrêmement sévère du délit commis.

La loi n° 149 du 11 avril (*AsK* n° 149/1958) portant modification de l'article 14 du chapitre 2 a pour objet de rendre le Code pénal plus souple dans ce domaine. Elle accorde aux tribunaux le pouvoir de décider, après avoir pris en considération les circonstances du délit ou toutes autres raisons spéciales dont il convient de tenir compte dans l'affaire, que le contrevenant ne sera pas privé de ses droits civiques alors même que le Code pénal prévoit cette peine accessoire pour le délit dont il s'est rendu coupable.

3. Aux fins de la loi n° 187 du 25 avril 1958 sur les étrangers (*AsK* n° 187/1958), est considéré comme étranger celui qui n'est pas ressortissant finlandais. Un étranger est autorisé à entrer en Finlande, et à quitter la Finlande, seulement par des points qui auront été déterminés à cet effet par le Ministère de l'intérieur. Sauf disposition à l'effet contraire, un étranger doit, à son arrivée dans le pays, être muni d'un passeport valide délivré par les autorités compétentes de son pays.

Un étranger qui n'est ressortissant d'aucun Etat ou qui ne peut obtenir un passeport des autorités de son pays d'origine devra, à son arrivée en Finlande, être muni des documents de voyage prévus par les conventions ou accords, ou de tout autre papier d'identité acceptable en vertu des instructions données par le Ministère des affaires étrangères.

Les ressortissants des autres pays nordiques (Danemark, Islande, Norvège et Suède) sont autorisés à entrer en Finlande sans passeport.

Si, aussitôt après son arrivée dans le pays, un étranger demande à bénéficier du droit d'asile pour des raisons politiques, le Ministère de l'intérieur peut, après avoir obtenu l'avis du Ministère des affaires étrangères, lui accorder l'autorisation de demeurer sur le territoire. La crainte justifiée de l'intéressé d'être poursuivi dans son propre pays en raison de sa race, de sa religion ou de sa nationalité, ou de son appartenance à un certain groupe social ou politique, ainsi que le fait de n'avoir pas bénéficié du droit d'asile dans aucun autre pays seront considérés comme des raisons acceptables pour l'octroi de l'asile.

Un étranger qui a l'intention de demeurer dans le pays plus longtemps qu'il n'est prévu par son visa ou, si aucun visa n'est exigé, par l'accord conclu entre les Etats intéressés, fera une demande à cet effet; le Bureau des étrangers du Ministère de l'intérieur pourra lui accorder cette autorisation la première fois pour un an au maximum puis, à chaque renouvellement de

l'autorisation, pour une période de cinq ans au maximum.

Un étranger qui a l'intention d'exercer une activité lucrative en Finlande doit demander un permis de travail. Ce permis est délivré par le Consulat finlandais compétent ou, si l'étranger se trouve déjà en territoire finlandais, par le Bureau des étrangers du Ministère de l'intérieur.

Si, par sa conduite, un étranger s'est montré indésirable, le Bureau des étrangers du Ministère de l'intérieur peut lui intimer l'ordre d'avoir à quitter le pays et fixer la période, de cinq ans au maximum, pendant laquelle il ne pourra retourner dans le pays. Si la sécurité de l'Etat ou toute autre raison importante l'exige, le Ministère de l'intérieur peut ordonner la déportation d'un étranger. Dans ce cas, celui-ci n'est pas autorisé à revenir sans la permission du Ministère.

Un étranger autorisé à séjourner en Finlande a, en général, le droit de vivre et de circuler librement sur tout le territoire. Pour des raisons particulières, le Bureau des étrangers du Ministère de l'intérieur peut restreindre le droit d'un étranger de choisir le lieu de sa résidence ou d'aller et de venir.

Un étranger qui vit dans le pays et qui n'a pas de nationalité ou qui ne peut obtenir de passeport des autorités de son pays d'origine peut se faire délivrer, par le Bureau des étrangers du Ministère de l'intérieur, un passeport pour étranger ou un titre de voyage spécial.

4. La loi n° 299 du 28 juin 1958 sur la protection du travail (*AsK* n° 299/1958¹), qui remplace la loi du 28 mars 1930 sur la même question, tient compte des derniers progrès dans le domaine de la protection de la santé des travailleurs. Elle est applicable à tous les cas où un salarié, sur la base d'un contrat passé entre lui et l'employeur et contre rémunération, travaille sous la direction et la surveillance de celui-ci.

D'une manière générale, l'employeur devra prendre toutes les précautions nécessaires, eu égard à la nature du travail, aux conditions dans lesquelles il est exécuté, à l'âge, au sexe, aux aptitudes professionnelles du travailleur, etc., en vue de protéger celui-ci contre les accidents du travail ou les maladies consécutives au travail. En outre, le travailleur devra remplir scrupuleusement les instructions qui lui seront données à cet effet et utiliser l'équipement prévu pour sa protection et observer la prudence nécessaire au cours du travail. L'employeur et les travailleurs devront collaborer pour maintenir et améliorer la protection sur les lieux de travail.

Si le travail comporte un danger spécial pour la santé, le Gouvernement peut prescrire que l'employeur devra faire subir aux travailleurs à son service, à ses propres frais, un examen médical dans un délai déterminé après leur admission à l'emploi, et que de nouveaux examens médicaux périodiques auront lieu

¹ Les traductions anglaise et française de la loi ont été établies par le Bureau international du Travail: *Série législative*, 1958 — Fin. 1.

à des intervalles fixés ou chaque fois que l'inspecteur du travail l'ordonnera. Les travailleurs ne pourront refuser de se soumettre à l'examen médical.

Si l'examen médical révèle que, en raison d'une santé excessivement délicate, d'une faiblesse de constitution ou d'une autre cause spéciale, le travailleur est particulièrement exposé aux dangers menaçant sa santé lors de l'exécution des travaux, il sera interdit de l'employer à de tels travaux.

5. D'après la définition qui figure dans la loi n° 438 du 31 octobre 1958 sur la défense civile (*AsK* n° 438/1958), celle-ci a pour objet de protéger la population et les biens contre les destructions causées par la guerre ou d'autres événements comparables ainsi que de limiter les dégâts et de minimiser les autres conséquences de ces événements.

Le principe général sur lequel repose cette loi est que, même en temps de paix, certaines mesures sont nécessaires pour que la défense civile puisse être mise en œuvre le moment venu.

A cet effet, le pays est divisé en objectifs de protection et en une zone de surveillance. Le Gouvernement peut classer parmi les objectifs de protection certaines régions fortement peuplées ainsi que des centres industriels, des nœuds de circulation et autres centres comparables. Le reste du pays constitue la zone de surveillance.

L'Etat est chargé de la planification et de l'organisation d'ensemble de la défense civile ainsi que de la tâche d'instruction et d'information, et de la formation du personnel de direction et du personnel spécialisé, ainsi que des autres mesures applicables à l'ensemble du pays.

Les communes urbaines et rurales prennent les mesures nécessaires pour la protection de leur population.

Les sociétés et les entreprises, ainsi que les particuliers ont l'obligation d'assurer la protection de leurs employés sur le lieu du travail, et la protection de leurs propres biens.

En temps de paix, la formation en matière de défense civile est facultative.

A l'échelon national, le Ministère de l'intérieur est chargé de diriger et de surveiller la défense civile. Dans chaque province, cette tâche incombe au gouvernement provincial.

II. ACCORDS INTERNATIONAUX

1. La loi n° 130 du 3 janvier 1958 met en vigueur certaines dispositions du Règlement sanitaire international n° 2 signé à Genève le 25 mai 1951 et à Mexico le 26 mai 1955, et modifié à Genève le 23 mai 1956 (*AsK* n° 130/1958).

2. La loi n° 442 du 7 novembre 1958 met en vigueur la Convention sur les droits politiques de la femme, ouverte à la signature le 31 mars 1953¹. En accédant à cette convention, le Gouvernement finlandais a fait une réserve concernant l'application de l'article 3 étant donné la disposition de l'article 2 de la loi n° 112 du 23 avril 1926 sur la capacité des femmes à occuper des postes publics, selon laquelle un décret présidentiel pourra stipuler que certaines fonctions qui, en raison de leur nature, ne peuvent être exercées de façon satisfaisante que, soit uniquement par des hommes, soit uniquement par des femmes, seront exercées uniquement par des hommes ou par des femmes, respectivement (*AsK* n° 442/1958).

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 422-423.

FRANCE

NOTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME AU COURS DE L'ANNÉE 1958¹

L'année 1958 a été marquée en France par l'élaboration d'une nouvelle Constitution dont les extraits figurant en annexe tendent à donner une image générale en ce qui touche le développement des droits de l'homme.

L'œuvre législative se signale surtout par la publication d'un nouveau Code de procédure pénale (substitué au précédent code d'instruction criminelle). De larges développements sont réservés à cette œuvre considérable ainsi qu'à la réforme du régime pénitentiaire que certaines dispositions de ce Code ont pour objet de consacrer.

Des dispositions particulières à l'Algérie ont fait l'objet d'une rubrique spéciale.

Enfin, étroitement lié à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, l'accès des principaux territoires d'outre-mer à un régime d'autonomie administrative et politique au sein de la « Communauté » marque une étape décisive de l'évolution des rapports de la France métropolitaine avec ses anciennes colonies. Les statuts des territoires du Togo et du Cameroun à la veille de la levée de la tutelle internationale manifestent aussi le libéralisme fondamental de la politique française.

I. LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE

A. DROITS CIVILS ET INDIVIDUELS

1. *La nouvelle Constitution*, promulguée le 4 octobre 1958, à la suite du référendum organisé le 28 septembre 1958², maintient solennellement l'attachement des institutions publiques françaises aux droits de l'homme et aux libertés essentielles de la personne.

2. La prolongation des hostilités en Algérie a répandu dans l'opinion publique la crainte de voir s'instituer et se développer des méthodes policières contraires au respect des droits de l'homme. Les protestations émises à plusieurs reprises, et le souci du gouvernement de mettre un frein efficace à de telles pratiques, sont à l'origine d'une ordonnance du 20 août 1958³ qui définit les pouvoirs d'une commission présidée par le Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation et vouée à la « sauvegarde des droits et libertés individuelles ». Cette commission,

dont les travaux ont été menés avec un sérieux particulier, avait pour mission « de constater, sur l'ensemble du territoire français, les atteintes qui pourraient être portées aux droits de l'homme et du citoyen, aux libertés individuelles et aux garanties accordées à la défense, et d'en faire rapport au président du Conseil ».

3. *La réforme du Code de procédure pénale*, élément important d'une réforme en cours de l'ensemble du système judiciaire, est un des événements marquants de l'année 1958 encore que sa mise en œuvre n'ait été prévue que pour le courant de l'année 1959. Elle résulte de deux textes législatifs : la loi du 21 décembre 1957⁴ qui contient les articles 1 à 230 du nouveau Code, et l'ordonnance du 23 décembre 1958⁵ qui modifie certains des articles précités et complète le Code dans ses articles 231 à 801.

Le nouveau Code a pour souci constant d'augmenter le rôle et les interventions des magistrats à toutes les phases de l'instruction, et leur contrôle sur les actions de police. C'est ainsi, notamment, que le pouvoir reconnu à la police de « garder à vue » des individus soupçonnés d'un crime ou délit est limité à une durée de vingt-quatre heures ; un nouveau délai de vingt-quatre heures doit être autorisé par le Procureur de la République devant lequel l'individu arrêté doit être obligatoirement conduit (art. 63). En cas d'inculpation, la personne qui a fait l'objet d'un mandat d'amener doit être conduite devant un magistrat et interrogée ; elle ne peut être détenue auparavant plus de vingt-quatre heures (art. 125 et 126). Celle qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt doit de même être interrogée dans les quarante-huit heures qui suivent son incarcération (art. 133). La détention préventive ne peut excéder deux mois (art. 138) ; pour être prolongée, elle requiert une ordonnance motivée du juge d'instruction.

Les articles 56 et 57, 96 et 97 édictent des règles précises en matière de perquisitions à domicile à la suite d'un crime, en vue de sauvegarder tant les droits de la défense que le secret de la vie privée.

Le nouveau Code de procédure pénale établit d'autre part de nouvelles règles concernant les *conditions d'exécution des peines privatives de liberté*. Ces règles traduisent le résultat de plusieurs années de pratiques et d'expériences diverses et donnent une consécration juridique à un changement radical d'inspiration dans

¹ Note obligamment préparée par M. E. Dufour, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Paris, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement français.

² Constitution, *Journal officiel*, octobre 1958, p. 9151. Voir ci-dessous, p. 67.

³ Ordonnance 58-739, *Journal officiel*, août 1958, p. 7826.

⁴ Loi 57-1426, *Journal officiel*, janvier 1958, p. 258.

⁵ Ordonnance 58-1296, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 11711.

la conception de la peine. Le souci de répression cède le pas en importance au souci de la rééducation du condamné et de sa réadaptation à la vie sociale. Suivant l'article 728 du Code, le nouveau régime des prisons « sera institué en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de préparer leur reclassement ». Cette préoccupation inspire non seulement le régime intérieur des établissements, mais toutes les mesures complémentaires dont nous donnons ci-dessous l'essentiel. Aussi bien le Code met-il en œuvre sur ce point, après plusieurs années d'expérience (pratiquement depuis 1945), « la plupart des principes modernes relatifs à l'application des peines, préconisés par les divers organismes spécialisés, et notamment par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies ».

En ce qui concerne l'exécution des peines en *milieu fermé*, ces préoccupations ont d'abord conduit à accentuer une différenciation et une spécialisation des établissements, les uns (maisons de correction) destinés à l'exécution des courtes peines, les autres (maisons centrales et établissements assimilés) recevant des condamnés à de longues peines.

Le régime des maisons de correction comporte l'emprisonnement individuel de jour et de nuit, et la séparation des diverses catégories pénales.

Dans les maisons centrales, on pratique l'isolement nocturne et le travail en commun diurne.

La répartition des condamnés entre les établissements est faite par l'administration centrale, qui recherche une adaptation de l'établissement en vue de faciliter les chances de rééducation du condamné. L'article 718 du Code précise : « La répartition des condamnés dans les prisons établies pour peines s'effectue compte tenu de leur catégorie pénale, de leur âge, de leur état de santé, et de leur personnalité », ce qu'un article D 77 explicite davantage de la manière suivante : « La classification des condamnés à une longue peine a pour objet de déterminer l'établissement pénitentiaire qui convient à chacun d'eux, compte tenu de son âge, de ses antécédents, de sa catégorie pénale, de son état de santé physique et mentale, de ses aptitudes, des possibilités de son reclassement et plus généralement de sa personnalité¹. »

Le régime d'exécution des peines peut au surplus comporter des modifications et des aménagements à titre individuel. Dans certains établissements on pratique même systématiquement un *régime progressif* allant, selon l'amélioration du condamné, d'un isolement complet à un régime de semi-liberté.

A la suite encore d'expériences méthodiques, le Code de procédure pénale accueille aujourd'hui des institutions propres à assurer l'exécution de la peine *en milieu libre*. Nous mentionnerons le sursis avec mise à l'épreuve et la libération conditionnelle.

Le sursis avec mise à l'épreuve s'apparente sans s'identifier avec le système anglo-saxon de la probation. Il n'est applicable qu'aux personnes ayant encouru pour la première fois une condamnation de droit commun, pratiquement aux auteurs de délits correctionnels encore peu dangereux. Il consiste en un sursis à l'exécution de la peine principale d'emprisonnement, assorti toutefois de mesures d'observation et d'assistance, soit générales, soit spéciales à l'individu et auxquels il est tenu de se soumettre : mesures de contrôle notamment sur la résidence, obligations relatives au travail, à une réparation pécuniaire du dommage causé, interdictions diverses, etc.

Le sursis avec mise à l'épreuve laisse toutefois subsister les peines accessoires ou complémentaires et les incapacités dont peut être assortie la peine principale. En cela il conserve un caractère répressif.

La libération conditionnelle déjà instituée par une loi du 14 août 1885 consiste en une dispense d'exécuter une partie de la peine privative de liberté, sous menace de réincarcération en cas d'inobservation des conditions posées ou d'inconduite. Mais elle prend avec le nouveau Code un caractère beaucoup plus marqué de mesure autonome de reclassement social indépendante de la peine prononcée. Applicable même aux condamnés aux travaux forcés ou aux rélégués après un temps d'épreuve, elle n'est accordée que si l'intéressé y consent et accepte les mesures de contrôle et de surveillance qu'elle suppose. Les bénéficiaires doivent notamment demeurer en relations régulières avec des personnes, déléguées par le comité d'assistance post-pénale, chargées de vérifier dans la mesure du possible les conditions de vie normales de l'intéressé et le cas échéant de provoquer toute mesure utile pour lui venir en aide. Résidence et travail réguliers apparaissent en effet comme les conditions indispensables à une stabilisation de l'individu et à sa réadaptation.

Conçue comme un moyen de reclassement social et d'amendement humain, la libération conditionnelle justifie désormais pleinement les efforts des institutions d'assistance post-pénale, particulièrement celle du « comité d'assistance aux libérés ». Chargé de suivre soit les personnes libérées dans les premiers temps de leur libération conditionnelle, le comité se préoccupe, par l'intermédiaire notamment de « délégués bénévoles », de procurer du travail ou un logement, de faciliter la réadaptation familiale, de procurer les vêtements et moyens de vie indispensables dans les premiers temps. Cette institution entend contribuer au maximum à diminuer les difficultés très grandes de réadaptation que peut rencontrer un homme demeuré parfois de longues années en prison.

Mais l'instrument essentiel du succès de la réforme générale du régime pénitentiaire est la mise en place auprès de chaque établissement pénitentiaire d'un magistrat qualifié de « juge de l'application des peines ». Ici encore il s'agit de codifier et de consacrer officiellement des pratiques jusqu'ici confidentielles et expérimentales. Ce magistrat est officiellement chargé

¹ L'article D 77 est l'un des textes d'application de l'article 718 et se trouve dans la partie décrétable du Code.

de suivre l'évolution de l'accomplissement de la peine. Suivant l'article 722, il «détermine pour chaque condamné les principales modalités de son traitement pénitentiaire, en accordant notamment le placement à l'extérieur [travail en dehors de l'établissement], la semi-liberté, les permissions de sortir; il peut prendre l'initiative de faire établir une proposition de libération conditionnelle; dans les établissements où le régime est progressivement adapté au degré d'amendement et aux possibilités de reclassement du condamné, il prononce son admission aux différentes phases de ce régime».

Le rôle de ce magistrat dans les établissements fermés est essentiel; il introduit un élément humain dans les rapports entre le condamné et l'administration pénitentiaire et substitue au favoritisme toujours possible, l'assurance de préoccupations d'équité et d'éducation.

Le rôle du juge de l'application des peines n'est pas moins grand à l'égard des libérés conditionnels, des personnes en sursis avec mise à l'épreuve et des probationnaires. Il préside le comité d'assistance aux libérés (art. 731), contrôle l'exécution des conditions mises à la libération, autorise les changements de résidence ou les déplacements, propose des modifications au régime imposé au libéré, propose le cas échéant la révocation de la libération conditionnelle, ou celle du sursis, etc. (art. 732, 733, 741 à 743).

4. *Protection de l'enfance*: Une ordonnance du 23 décembre 1958¹ qui doit prendre effet du 1^{er} octobre 1959 modifie profondément les articles 375 à 382 du Code civil en matière de *protection de l'enfance et de l'adolescence en danger*. Les nouvelles dispositions se substituent à celles antérieurement en vigueur relatives à la «correction paternelle».

Elles confèrent à un juge spécialisé dit «juge des enfants» des pouvoirs étendus en matière de placement, d'éducation, d'aide sociale, concernant «les mineurs de 21 ans dont la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation sont compromises». Ces dispositions visent la jeunesse réputée «en danger moral»; elles font intervenir le magistrat à la demande des familles ou des tiers pour provoquer des mesures de protection, et prévenir ainsi une délinquance probable. Le nouveau texte fait suite, ici encore, à des expériences très étendues poursuivies depuis plusieurs années.

5. *Acquisition de la nationalité française*: Une loi du 11 février 1958² étend à des personnes ayant atteint leur majorité légale (21 ans) avant l'entrée en vigueur en 1945 du Code de la nationalité française, le bénéfice des dispositions de l'article 55 de ce Code, c'est-à-dire l'acquisition en droit de la nationalité par simple déclaration par des personnes bénéficiant déjà d'une possession d'état, savoir des personnes qui, dans leur enfance, ont été adoptées, élevées ou recueillies par des

personnes françaises ou résidant en France. Les postulants doivent néanmoins résider en France à l'époque de leur déclaration.

6. *Liberté d'expression*: L'ordonnance du 23 décembre 1958³, qui a modifié certaines dispositions du Code pénal, concerne notamment les articles 226 et 227 qui intéressent la publicité et les commentaires publics donnés, soit aux décisions des juridictions civiles et pénales, soit aux débats et aux mesures d'instruction devant les tribunaux.

Le nouveau texte de l'article 227 a suscité quelque émotion dans les milieux de presse parce qu'on a craint qu'il n'interdise toute chronique judiciaire et ne porte ainsi une grave atteinte à la liberté de la presse. En fait les interprétations officieuses qui ont été données des nouvelles dispositions leur fixent comme limite la répression des commentaires abusifs ou tendancieux qui anticipent, sur la foi d'informations souvent incomplètes, sur le jugement à intervenir et sont de nature à troubler le déroulement de l'instruction ou à influencer les débats. Il est vraisemblable que la jurisprudence confirmera cette interprétation.

L'article 226 en outre, tend à renforcer la protection nécessaire de l'administration de la justice, contre les critiques excessives ou tendancieuses; il tend à sauvegarder le prestige et l'autorité de l'institution judiciaire.

7. *Propriété littéraire*: L'application dans les départements d'outre-mer de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique⁴ a fait l'objet d'un décret du 19 avril 1958⁵.

8. *Jurisprudence*: Le Conseil d'Etat est intervenu une ou deux fois en matière de *déclaration de perte de la nationalité française*, dans les cas prévus aux articles 96 et 97 du Code de la nationalité, à l'égard de Français d'origine. Il a jugé que cette sanction ne pouvait s'appliquer sans que fussent respectées à l'égard des intéressés les règles garantissant les droits de la défense: le décret constatant la perte de la nationalité ne peut être pris sans que l'intéressé ait eu connaissance des griefs relevés à sa charge et ait été mis en mesure de fournir ses explications «sur les activités qui ont déterminé le gouvernement à prendre le décret attaqué».

B. DROITS SOCIAUX

1. Une loi du 19 février 1958⁷ a apporté certaines modifications à la durée du *délai-congé* en cas de rupture du contrat de travail. Corollaire du principe de la liberté réciproque d'interrompre le contrat de travail, le délai-congé voyait sa durée fixée par l'usage

³ Ordonnance 58-1298, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 11761. Voir ci-dessous, p. 68.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 84-92.

⁵ Décret 58-446, *Journal officiel*, avril 1958, p. 4025.

⁶ Conseil d'Etat, *Epoux Speter*, 7 mars 1958, *Recueil des décisions du Conseil d'Etat*, 1958, p. 152, Sirey.

⁷ Loi 58-158, *Journal officiel*, février 1958, p. 1858.

¹ Ordonnance n° 58-1301, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 11770.

² Loi 58-129, *Journal officiel*, février 1958, p. 1572.

dans la localité ou la profession, à moins que ce ne fût par convention collective ou règlement de travail. Cette durée était jusqu'alors identique suivant que l'employeur ou l'employé prenait l'initiative de la rupture. En vertu du nouveau texte, lorsque l'employeur prend l'initiative de la rupture, c'est-à-dire en cas de licenciement, le délai-congé est obligatoirement de un mois, à moins que les conventions collectives ne fixent une durée supérieure. Cette obligation qui rompt le caractère de réciprocité attaché jusqu'à au délai-congé, aboutit à une nouvelle limitation unilatérale du droit de résiliation du contrat par l'employeur.

2. Nous avons signalé dans la chronique de l'année 1957 les progrès de la législation en matière de *règlement des conflits collectifs du travail*¹. Un décret du 18 juillet 1958² régit l'administration publique en matière de conciliation et de médiation. Il fixe la composition et la compétence des commissions de conciliation dans les professions non agricoles et dans les professions agricoles, et les conditions de leur fonctionnement. Le décret précise d'autre part les modalités de la procédure de médiation telle qu'elle a été fixée par la loi du 26 juillet 1957.

3. On signalera d'autre part un décret du 11 janvier 1958³ relatif à la fixation des *salaires minima dans les départements d'outre-mer* (Guadeloupe, Guyane et Martinique) et portant relèvement des minima; un décret du 7 février 1958⁴ tendant à améliorer le *régime des allocations familiales* en vigueur dans ces départements ainsi qu'à la Réunion; et un décret du 18 juin 1958⁵ relatif à la revalorisation des salaires les plus bas dans le département de la Réunion.

La loi précitée du 19 février 1958 est applicable dans ces mêmes départements.

4. L'une des lacunes de l'organisation générale de la *sécurité sociale*, qui laisse subsister plusieurs régimes particuliers, intéressant des professions déterminées, était qu'un travailleur appelé à changer de profession risquait de perdre dans certains cas le bénéfice des cotisations qu'il avait versées au titre de l'assurance vieillesse. Un décret du 27 septembre 1958⁶ contient une disposition propre à mettre fin à cette situation. Il déclare «réputée non écrite et nulle de plein droit, toute disposition des statuts ou du règlement d'une institution de retraite, intéressant le personnel salarié d'une ou de plusieurs professions, lorsque cette disposition emporte la perte des droits à la retraite d'un salarié pour changement de profession». Cette disposition d'ordre public qui emporte même certains effets rétroactifs, entraîne l'obligation pour les organismes de gestion des régimes de retraite de prévoir la sauvegarde des droits de leurs adhérents en cas de

changement de profession, et l'institution de règles de coordination réciproques entre régimes de retraite différents. Des textes d'application doivent intervenir.

C. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ALGÉRIE

1. Au début de l'année 1958, le Parlement avait voté une loi du 5 février 1958⁷, sur les *institutions de l'Algérie*, qui reconnaissant la «personnalité» de l'Algérie entendait la doter d'institutions largement décentralisées, appropriées à la coexistence de communautés distinctes. Les événements du milieu de l'année 1958 ont empêché ce texte de recevoir application. Néanmoins, il n'apparaît pas inutile d'en rappeler les grandes lignes. Des territoires autonomes devaient être dotés chacun d'une assemblée territoriale et d'un gouvernement responsable devant celle-ci (art. 3) compétent pour régler toutes les affaires propres au département, c'est-à-dire non réservées par la loi à la compétence des organes centraux de la République (art. 9 à 12). Des conseils territoriaux des communautés où devaient être représentés à parité les populations autochtones et les populations d'origine européenne ou de statut civil français étaient appelés à jouer un rôle essentiel dans le développement économique et social du pays. L'établissement d'institutions de type fédéral par accord entre les territoires était prévu. Des décrets du 14 avril 1958⁸ ont constitué les territoires autonomes d'Algérie, réglé le statut et le fonctionnement des conseils territoriaux des communautés et la formation des assemblées territoriales provisoires.

2. En matière de *développement économique*, on notera la création dans douze départements nouveaux d'Algérie de Chambres d'agriculture provisoires à l'initiative du gouverneur général, par le décret du 23 janvier 1958⁹.

Un important décret du 31 janvier 1958¹⁰ a eu pour objet, au moyen de primes d'équipement, de diverses exonérations fiscales, et de participations de financement, d'encourager l'établissement d'entreprises industrielles en Algérie et d'y créer des emplois. Des organismes dits «sociétés algériennes de développement» sont prévus et destinés à prendre des participations dans des entreprises pratiquant des investissements industriels en Algérie.

3. Divers textes ont entrepris des réformes concernant la *fonction publique* en Algérie. Ils intéressent 1) l'accès désormais facilité des Français musulmans d'Algérie aux emplois publics de l'Etat (10 pour 100 des emplois des catégories les plus élevées A et B leur sont réservés et aux emplois tant des cadres algériens que des collectivités locales d'Algérie (70 à 90 pour 100 des emplois leur sont réservés) — deux

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 83.

² Décret 58-615, *Journal officiel*, juillet 1958, p. 6801.

³ Décret 58-22, *Journal officiel*, janvier 1958, p. 589.

⁴ Décret 58-113, *Journal officiel*, février 1958, p. 1455.

⁵ Décret 58-536, *Journal officiel*, juin 1958, p. 5720.

⁶ Décret 58-962, *Journal officiel*, octobre 1958, p. 9469.

⁷ Loi 58-95, *Journal officiel*, février 1958, p. 1379.

⁸ Décrets 58-384, 385 et 386, *Journal officiel*, avril 1958, p. 3568, 3569.

⁹ Décret 58-55, *Journal officiel*, janvier 1958, p. 951.

¹⁰ Décret 58-83, *Journal officiel*, février 1958, p. 1172.

ordonnances du 29 octobre 1958¹; 2) la participation des fonctionnaires originaires de la métropole à l'administration de l'Algérie: ordonnance du 29 octobre 1958² prévoyant l'affectation ou le détachement obligatoire en Algérie de certaines catégories de fonctionnaires de l'Etat; ordonnance du 5 novembre 1958³ autorisant dans l'intérêt des services publics en Algérie la fusion entre cadres métropolitains et algériens.

4. Des nécessités de *sécurité publique* ont conduit le gouvernement, en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été octroyés à titre temporaire par l'article 92 de la Constitution du 4 octobre 1958, à prendre une ordonnance prévoyant des mesures de contrainte à l'égard des personnes qui apporteraient une aide aux forces rebelles d'Algérie, et notamment la possibilité d'internements administratifs. Cependant, l'ordonnance du 7 octobre 1958 et un décret du même jour⁴ ont institué une «commission de vérification des mesures de sécurité publique», qui est obligatoirement informée de toute décision d'internement ou de contrainte, procède à une enquête et émet un avis sur ces mesures. La commission peut être saisie de plaintes. Elle visite les centres de résidence surveillée. Composée principalement de magistrats, la commission est établie comme une sauvegarde contre les erreurs ou les excès de mesures de police nécessairement hâtives.

5. Une ordonnance du 20 août 1958⁵ a établi un *plan de scolarisation et d'éducation de base* en Algérie. Il comporte la création de nouveaux emplois d'instituteurs (1.800), de locaux scolaires et de centres sociaux. Le plan intéresse aussi le développement des enseignements secondaires, supérieur, technique et professionnel.

II. CONVENTIONS INTERNATIONALES

Au cours de l'année 1958, ont été publiées :

La Convention du 27 septembre 1956 relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger⁶.

La Convention européenne d'assistance sociale et

médicale et le Protocole additionnel, signés le 11 décembre 1953⁷.

Le Traité instituant la Communauté économique européenne et le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique⁸.

Les Protocoles sur les privilèges et immunités et sur le statut de la Cour de justice de la Communauté européenne de l'énergie atomique⁹.

La Convention internationale pour la répression du faux monnayage du 20 avril 1929¹⁰.

Les accords interimaux de sécurité sociale signés le 11 décembre 1953 entre les membres du Conseil de l'Europe¹¹.

Par diverses ordonnances du 10 décembre 1958¹² a été autorisée la ratification

De la Convention franco-cambodgienne du 9 septembre 1953 relative au statut des nationaux français au Cambodge en matière judiciaire et du protocole de transfert au Cambodge des compétences judiciaires, en date du 29 août 1953.

De la Convention sur la nationalité conclue entre la France et le Viet-Nam le 16 août 1955.

De la Convention franco-vietnamienne de transfert des compétences et services en matière judiciaire, de police et de sûreté du 16 septembre 1954.

De la Convention d'entraide judiciaire du 16 novembre 1956 entre la France et le Laos et de la Convention judiciaire du 22 octobre 1953 entre ces deux pays.

Une ordonnance du 10 novembre 1958¹³ a également autorisé la ratification de la Convention franco-italienne d'aide mutuelle judiciaire du 12 janvier 1955.

Deux ordonnances de même date¹⁴ ont autorisé la ratification des conventions culturelle et judiciaire franco-marocaine des 5 et 15 octobre 1957.

Enfin, un décret du 1^{er} février 1958¹⁵ a publié la Convention judiciaire franco-tunisienne signée le 9 mars 1957.

⁷ Décret 58-194, *Journal officiel*, février 1958, p. 2054. Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 367-369.

⁸ Décret 58-84, *Journal officiel*, février 1958, p. 1188.

⁹ Décret 58-374, *Journal officiel*, avril 1958, p. 3400.

¹⁰ Décret 58-613, *Journal officiel*, juillet 1958, p. 6785.

¹¹ Décret 58-195, *Journal officiel*, février 1958, p. 2058. Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 363-367.

¹² Ordonnances 58-1189 à 1194, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 11167 et 11168.

¹³ Ordonnance 58-1195, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 11168.

¹⁴ Ordonnances 58-1196 et 1197, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 11168 et 11169.

¹⁵ Décret 58-86, *Journal officiel*, février 1958, p. 1266.

¹ Ordonnances 58-1016 et 1017, *Journal officiel*, octobre 1958, p. 9886, 9887.

² Ordonnance 58-1018, *Journal officiel*, octobre 1958, p. 9888.

³ Ordonnance 58-1048, *Journal officiel*, novembre 1958, p. 10047.

⁴ Ordonnance et décret 58-916 et 58-918, *Journal officiel*, octobre 1958, p. 9214 et 9218.

⁵ Ordonnance 58-759, *Journal officiel*, août 1958, p. 7918.

⁶ Décret 57-1427, *Journal officiel*, janvier 1958, p. 291.

CONSTITUTION

ADOPTÉE PAR RÉFÉRENDUM LE 28 SEPTEMBRE 1958 ET PROMULGUÉE
LE 4 OCTOBRE 1958¹

PRÉAMBULE

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

Art. premier. La République et les peuples des territoires d'outre-mer qui, par un acte de libre détermination, adoptent la présente Constitution instituent une Communauté.

La Communauté est fondée sur l'égalité et la solidarité des peuples qui la composent.

Titre premier

DE LA SOUVERAINETÉ

Art. 2. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.

La devise de la République est «Liberté, Egalité, Fraternité».

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Art. 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 4. Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Titre III

LE GOUVERNEMENT

Art. 23. Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et de tout emploi public ou de toute activité professionnelle.

Titre IV

LE PARLEMENT

Art. 24. Le Parlement comprend l'Assemblée nationale et le Sénat.

Les députés à l'Assemblée nationale sont élus au suffrage direct.

Le Sénat est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République. Les Français établis hors de France sont représentés au Sénat.

Art. 27. Tout mandat impératif est nul.

Titre VIII

DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Art. 64. Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.

Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.

Une loi organique porte statut des magistrats.

Les magistrats du siège sont inamovibles.

Art. 66. Nul ne peut être arbitrairement détenu.

L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

Titre XII

DE LA COMMUNAUTÉ

Art. 77. Dans la Communauté instituée par la présente Constitution, les Etats jouissent de l'autonomie ; ils s'administrent eux-mêmes et gèrent démocratiquement et librement leurs propres affaires.

Il n'existe qu'une citoyenneté de la Communauté.

Tous les citoyens sont égaux en droit, quelles que soient leur origine, leur race et leur religion. Ils ont les mêmes devoirs.

Titre XIV

DE LA REVISION

Art. 89. . . .

La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une revision.

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 234, du 5 octobre 1958.

ORDONNANCE N° 58-1298
MODIFIANT NOTAMMENT CERTAINS ARTICLES DU CODE PÉNAL
du 23 décembre 1958¹

Art. 17. Les articles 226 et 227 du Code pénal sont rédigés comme suit :

« *Art. 226.* Quiconque aura publiquement par actes, paroles ou écrits, cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance, sera puni de un à six mois d'emprisonnement et de 50.000 à 2.000.000 de francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Le tribunal pourra, en outre, ordonner que sa décision sera affichée et publiée dans les conditions qu'il déterminera aux frais du condamné, sans que ces frais puissent dépasser le maximum de l'amende prévue ci-dessus.

« Les dispositions qui précèdent ne peuvent, en aucun cas, être appliquées aux commentaires purement techniques, ni aux actes, paroles ou écrits tendant à la révision d'une condamnation.

« Lorsque l'infraction aura été commise par la voie de la presse, les dispositions de l'article 285 du présent code sont applicables.

« *Art. 227.* Sera puni des peines prévues à l'article 226, quiconque aura publié, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, des commentaires tendant à exercer des pressions sur les déclarations des témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement.

« Les dispositions des trois derniers alinéas de l'article 226 sont en outre applicables. »

...
Art. 42. L'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse², est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 14.* Il est interdit de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs de 18 ans, les publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime.

« Il est interdit, en outre, d'exposer ces publications à la vue du public en quelque lieu que ce soit et notamment à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins ou des kiosques, ou de faire pour elles de la publicité sous quelque forme que ce soit.

« Les publications auxquelles s'appliquent ces interdictions sont désignées par arrêtés du Ministre de l'intérieur. La commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence est habilitée à signaler les publications qui lui paraissent justifier ces interdictions.

« La vente ou l'offre couplée des publications définies à l'article 1^{er} de la présente loi, avec des publications visées à l'alinéa précédent du présent article, est interdite.

« Aucune publication ne peut faire état de ce qu'elle n'a pas fait l'objet des interdictions précitées, ni comporter aucun texte ou mention de nature à faire inexactement croire à une autorisation des pouvoirs publics.

« Les infractions aux dispositions des précédents alinéas du présent article sont punies d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 150.000 à 1.500.000 francs. Les officiers de police judiciaire pourront, avant toute poursuite, saisir les publications exposées au mépris des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus ; ils pourront également saisir, arracher, lacérer, recouvrir ou détruire tout matériel de publicité en faveur de ces publications. Le tribunal prononcera la confiscation des objets saisis.

« Quiconque aura, par des changements de titres, des artifices de présentation ou de publicité, ou par toute autre manœuvre, éludé ou fait éluder, tenté d'éluder ou de faire éluder l'application des interdictions prononcées conformément aux trois premiers alinéas du présent article, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 300.000 à 3.000.000 de francs. En outre, et sous les mêmes peines, le tribunal pourra interdire, temporairement ou définitivement, la publication du périodique et ordonner la fermeture totale ou partielle, à titre temporaire ou définitif, de l'entreprise d'édition. Toute condamnation à plus de dix jours d'emprisonnement, pour les délits prévus au présent alinéa, entraînera, pendant une période de cinq ans à compter du jugement définitif, privation des droits visés à l'article 42, 1^o et 2^o, du code pénal.

« Lorsque trois publications, périodiques ou non, éditées en fait par le même éditeur, ont ou auront été frappées, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 et au cours d'une période de douze mois, des interdictions prévues aux trois premiers alinéas du présent article, aucune publication ou aucune livraison de publication analogue, du même éditeur, ne pourra être mise en vente sans avoir été préalablement déposée, en trois exemplaires, au Ministère de la justice et avant que se soit écoulé un délai de trois mois à partir de la date du récépissé de ce dépôt. Le fait, de la part de l'éditeur ou du directeur de publication, de ne pas effectuer le dépôt prévu ci-dessus ou de mettre la publication dans le commerce avant l'expiration du délai susvisé, sera puni des peines et entraînera l'incapacité prévues à l'alinéa précédent.

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 300, du 24 décembre 1958.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 109-111.

«A l'égard des infractions prévues par les cinquième, septième et huitième alinéas du présent article, le directeur de publication ou l'éditeur sera poursuivi en qualité d'auteur principal; à son défaut l'auteur et, à défaut de l'auteur, les imprimeurs et distributeurs seront poursuivis comme auteurs principaux.

Lorsque l'auteur n'aura pas été poursuivi comme auteur principal, il sera poursuivi comme complice. Pourront être poursuivis comme complices, et dans tous les cas, toutes personnes auxquelles l'article 60 du code pénal est applicable.»

...

ORDONNANCE N° 58-998 DU 24 OCTOBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ ET AUX INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES¹

Titre I

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Art. premier. Tout citoyen qui a la qualité d'électeur peut être élu à l'Assemblée nationale et au Sénat dans les conditions et sous les seules réserves énoncées aux articles suivants.

Art. 2. Nul ne peut être élu à l'Assemblée nationale s'il n'est âgé de 23 ans révolus.

Nul ne peut être élu au Sénat s'il n'est âgé de 35 ans révolus.

Art. 3. Nul ne peut être élu au Parlement s'il n'a définitivement satisfait aux prescriptions légales concernant le service militaire actif.

Art. 4. Les étrangers naturalisés ne sont éligibles qu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date du décret de naturalisation.

Les femmes qui ont acquis la nationalité française par mariage ne sont éligibles qu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle cette acquisition ne peut plus faire l'objet d'opposition.

La loi fixe les cas dans lesquels cette incapacité peut être réduite en fonction des titres ou circonstances dont les personnes visées aux deux alinéas précédents pourraient se prévaloir.

Art. 5. Sont inéligibles les individus condamnés lorsque la condamnation empêche d'une manière définitive leur inscription sur une liste électorale.

Les individus dont la condamnation empêche temporairement l'inscription sur une liste électorale sont inéligibles pendant une période double de celle durant laquelle ils ne peuvent être inscrits sur la liste électorale.

Sont en outre inéligibles :

- 1) Les individus privés par décision judiciaire de leur droit d'éligibilité, en application des lois qui autorisent cette privation ;
- 2) Les personnes pourvues d'un conseil judiciaire.

Art. 6. Les inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire, les préfets, les inspecteurs généraux et inspecteurs de la France d'outre-

mer en mission dans un territoire et les chefs de territoire ne peuvent être élus dans toute circonscription comprise dans le ressort dans lequel ils exercent ou dans lequel ils ont exercé leurs fonctions depuis moins de trois ans.

Les sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture sont inéligibles dans toutes les circonscriptions du département dans lesquelles ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an.

Les maires et les maires adjoints de Paris sont inéligibles dans les circonscriptions dans lesquelles ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an.

Ne peuvent être élus dans toute circonscription comprise dans le ressort dans lequel ils exercent, ou dans lequel ils ont exercé leurs fonctions depuis moins de six mois :

- 1) Les chefs de circonscriptions administratives des territoires d'outre-mer jusqu'à l'échelon chef de poste administratif inclus et leurs adjoints ;
- 2) Les inspecteurs généraux de l'économie nationale, les inspecteurs généraux des ponts et chaussées, les inspecteurs généraux des eaux et du génie rural, les inspecteurs généraux de l'agriculture s'ils sont chargés de circonscriptions ;
- 3) Les magistrats des cours d'appel et tribunaux ;
- 4) Les membres des tribunaux administratifs ;
- 5) Les officiers des armées de terre, de mer et de l'air exerçant un commandement territorial ;
- 6) Les recteurs et inspecteurs d'académie ;
- 7) Les inspecteurs régionaux et départementaux de la jeunesse et des sports, les inspecteurs de l'enseignement primaire, les inspecteurs de l'enseignement technique ;
- 8) Les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, et dans les territoires d'outre-mer, les directeurs et délégués du contrôle financier ;
- 9) Les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement et des domaines, des douanes, les directeurs des enquêtes économiques ;
- 10) Les ingénieurs en chef, ingénieurs en chef adjoints et ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées ;

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 251, du 25 octobre 1958.

- 11) Les inspecteurs généraux chargés de circonscriptions, conservateurs et ingénieurs des eaux et forêts; les directeurs des services agricoles; les ingénieurs en chef et ingénieurs du génie rural; les inspecteurs généraux chargés de circonscriptions et directeurs des services vétérinaires; les inspecteurs de la protection des végétaux; les inspecteurs des lois sociales en agriculture;
- 12) Les directeurs régionaux de la sécurité sociale, les inspecteurs divisionnaires du travail, les directeurs départementaux et inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre;
- 13) Les directeurs des organismes régionaux et locaux de sécurité sociale relevant du contrôle de la cour des comptes et les directeurs des caisses régionales de crédit agricole;
- 14) Les directeurs départementaux de la santé et les directeurs départementaux de la population et de l'entraide sociale;
- 15) Les directeurs interdépartementaux des anciens combattants, les secrétaires généraux des offices départementaux des combattants;
- 16) Les directeurs départementaux de la construction et de l'urbanisme;
- 17) Les directeurs régionaux et départementaux des postes, télégraphes et téléphones;
- 18) Les chefs de division de préfecture, les inspecteurs départementaux des services d'incendie;
- 19) Les directeurs départementaux de la police et commissaires de police.

Titre II

INCOMPATIBILITÉS

Art. 9. Le cumul des mandats de député et de sénateur est interdit.

Tout député élu sénateur ou tout sénateur élu député cesse, ce de fait même, d'appartenir à la première assemblée dont il était membre. Toutefois, en cas de contestation, la vacance du siège n'est proclamée qu'après décision du Conseil constitutionnel confirmant l'élection.

Il ne peut en aucun cas participer aux travaux de deux assemblées.

Art. 10. Toute personne ayant la qualité de remplaçant d'un député ou d'un sénateur perd cette qualité si elle est élue député ou sénateur.

Art. 11. Le mandat de député ou de sénateur est incompatible avec la qualité de membre du Conseil économique et social.

Art. 12. L'exercice des fonctions publiques non électives est incompatible avec les mandats de député ou de sénateur.

En conséquence, toute personne visée à l'alinéa précédent, élue au Parlement, est remplacée dans ses fonctions et placée dans la position prévue à cet effet

par le statut la régissant dans les huit jours qui suivent son entrée en fonction ou, en cas de contestation de l'élection, la décision du Conseil constitutionnel.

L'exercice des fonctions conférées par un Etat membre de la Communauté, un Etat étranger ou une organisation internationale et rémunérées sur leurs fonds est également incompatible avec le mandat de député ou de sénateur.

Sont exceptés des dispositions des deux premiers alinéas du présent article :

1) Les professeurs qui, à la date de leur élection, étaient titulaires de chaires données sur présentation des corps où la vacance s'est produite ou chargés de directions de recherches;

2) Dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les ministres des cultes et les délégués du Gouvernement dans l'Administration des cultes.

Art. 13. Les personnes chargées par le Gouvernement d'une mission temporaire peuvent cumuler l'exercice de cette mission avec leur mandat parlementaire pendant une durée n'excédant pas six mois.

Art. 14. Sont incompatibles avec le mandat parlementaire les fonctions de président et de membre de conseil d'administration ainsi que celles de directeur général et de directeur général adjoint exercées dans les entreprises nationales et établissements publics nationaux; il en est de même de toute fonction exercée de façon permanente en qualité de conseil auprès de ces entreprises ou établissements.

L'incompatibilité édictée au présent article ne s'applique pas aux parlementaires désignés en cette qualité comme membres de conseils d'administration d'entreprises nationales ou d'établissements publics nationaux en vertu des textes organisant ces entreprises ou établissements.

Art. 15. Sont incompatibles avec le mandat parlementaire les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, administrateur délégué, directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans :

- 1) Les sociétés, entreprises ou établissements jouissant, sous forme de garantie d'intérêts, de subventions ou sous une forme équivalente, d'avantages assurés par l'Etat ou par une collectivité publique, sauf dans le cas où ces avantages découlent de l'application automatique d'une législation générale ou d'une réglementation générale;
- 2) Les sociétés ayant exclusivement un objet financier et faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit;
- 3) Les sociétés ou entreprises dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de l'Etat, d'une collectivité ou d'un établissement public ou d'une entreprise nationale, ou dont plus de la moitié

du capital social est constitué par des participations de sociétés ou entreprises ayant ces mêmes activités.

...

Art. 17. Nonobstant les dispositions des articles 15 et 16, les parlementaires membres d'un conseil général ou d'un conseil municipal peuvent être désignés par ces conseils pour représenter le département ou la commune dans des organismes d'intérêt régional ou local à la condition que ces organismes n'aient pas pour objet propre de faire ni de distribuer des bénéfices et que les intéressés n'y occupent pas de fonctions rémunérées. En outre, les parlementaires, même non membres d'un conseil général ou d'un conseil municipal, peuvent exercer les fonctions de président du conseil d'administration, d'administrateur délégué ou de membre du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte d'équipement régional ou local.

...

Art. 20. Le parlementaire qui, lors de son élection, se trouve dans l'un des cas d'incompatibilité visés au présent titre est tenu d'établir, dans les huit jours

qui suivent son entrée en fonction ou, en cas de contestation, la décision du Conseil constitutionnel, qu'il s'est démis de ses fonctions incompatibles avec son mandat ou, s'il est titulaire d'un emploi public, qu'il a demandé à être placé dans la position spéciale prévue par son statut. A défaut, il est déclaré démissionnaire d'office de son mandat.

...

La démission d'office est prononcée dans tous les cas par le Conseil constitutionnel, à la requête du bureau de l'assemblée intéressée ou du Garde des sceaux, Ministre de la justice. Elle n'entraîne pas d'ineligibilité.

Titre III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

...

Art. 23. La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel de la République française* et exécutée comme loi organique.

Vu l'urgence, elle entrera immédiatement en vigueur.

LOI N° 58-95 DU 5 FÉVRIER 1958 SUR LES INSTITUTIONS DE L'ALGÉRIE¹

Titre premier

DE LA PERSONNALITÉ DE L'ALGÉRIE

Article premier

L'Algérie est partie intégrante de la République française. Ses départements sont groupés en territoires qui gèrent librement et démocratiquement leurs propres affaires.

La République reconnaît et garantit la personnalité algérienne. Elle tient compte de sa diversité en instituant l'autonomie des territoires telle qu'elle est définie par la présente loi.

Les institutions fédératives de l'Algérie résulteront de l'accord des territoires dans les conditions fixées au titre III.

En Algérie, tous les citoyens de la République participent à la souveraineté française par leurs représentants au Parlement. Ils sont également représentés dans les autres assemblées prévues par la Constitution.

Article 2

La République garantit en Algérie à tous les citoyens et citoyennes sans distinction de race, de religion ou d'origine, l'égalité jouissance de toutes les libertés et de tous les droits politiques, économiques et sociaux attachés à la qualité de citoyen français; ils sont soumis aux obligations qui en découlent.

La République prend sous sa sauvegarde les droits et libertés des diverses communautés et les garantit

contre toute atteinte à l'équité dans leurs rapports mutuels de coexistence.

Toute mesure politique, économique, sociale ou culturelle comportant ou entraînant une discrimination arbitraire est nulle et de nul effet.

La République garantit la liberté et la sincérité des élections, l'institution d'un collège électoral unique et l'équitable, authentique et obligatoire représentation des diverses communautés à tous les échelons.

...

Titre V

DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ALGÉRIE

Article 13

Le développement économique et social de l'Algérie est garanti par la République française.

Le fonds d'équipement institué par le décret n° 57-923 du 10 août 1957 recevra du budget de l'Etat les subventions et garanties appropriées.

...

Titre VII

DE L'ÉVOLUTION DES INSTITUTIONS DE L'ALGÉRIE

Article 16

La République française reconnaît et garantit les possibilités d'évolution des institutions de l'Algérie au sein de la République et dans le respect des droits et libertés des citoyens et des communautés ainsi que des dispositions constitutionnelles.

...

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 31, du 6 février 1958.

GHANA

LOI DE 1957 SUR L'EXPULSION

Loi n° 14 de 1957, sanctionnée le 25 juillet 1957¹

3. 1) Aucun citoyen du Ghana ne peut être expulsé en application de la présente loi.
- 2) Aux fins de la présente loi, c'est à la personne qui prétend avoir la qualité de citoyen du Ghana qu'incombe la charge de la preuve.

¹ Publiée dans le *Supplement to Ghana Gazette* du 27 juillet 1957. Traduction de Secrétariat des Nations Unies.

LOI DE 1958 SUR LA DÉTENTION PRÉVENTIVE

Loi n° de 1958, sanctionnée le 18 juillet 1958¹

Article 2

1. Le Gouverneur général peut ordonner la détention de tout citoyen ghanéen s'il est convaincu que cette mesure est nécessaire pour empêcher ledit individu d'agir de façon préjudiciable

- a) A la défense nationale du Ghana;
- b) Aux relations du Ghana avec des pays étrangers, ou
- c) A la sécurité de l'Etat.

2. L'individu détenu en vertu du présent article doit être informé, dans les cinq jours au plus de son arrestation, des motifs de la détention et avoir la possibilité d'adresser au Gouverneur général des représentations écrites touchant le mandat en vertu duquel il est détenu.

Article 3

1. Un mandat pris en vertu de la présente loi donne à tout agent de la police le droit d'arrêter la personne contre laquelle il est délivré, et tant que cette personne restera en état d'arrestation en exécution dudit mandat, elle sera détenue légalement.

2. Si le Ministre chargé de la défense nationale a des raisons de croire qu'une personne contre laquelle un mandat a été décerné conformément à la présente loi et qui n'a pas été écrouée en vertu dudit mandat tente d'échapper à l'arrestation, il peut, par avis publié dans la *Gazette*, ordonner à cette personne de se présenter à un fonctionnaire de la police au lieu et dans le délai spécifiés dans l'avis.

3. Si la personne indiquée dans l'avis publié dans la *Gazette* conformément au paragraphe précédent ne donne pas suite audit avis, elle sera détenue, après

avoir été arrêtée, aussi longtemps qu'il plaira au Gouverneur général pendant une période qui ne pourra excéder le double de la période spécifiée dans le mandat pris en vertu de la présente loi.

4. Après avoir décerné contre une personne le mandat prévu au présent article, le Gouverneur général peut à tout moment, par avis publié dans la *Gazette*, faire suspendre l'exécution dudit mandat moyennant les conditions qu'il jugera bon d'imposer dans l'ordonnance de suspension :

a) Obligeant l'intéressé à signaler ses déplacements selon les modalités aux dates et à l'autorité ou à la personne qui seront indiquées dans ladite ordonnance ;

b) Obligeant l'intéressé à prendre l'engagement, accompagné ou non de garanties, de respecter les conditions à lui imposées en vertu de l'alinéa précédent ;

si l'intéressé ne respecte pas une des conditions prévues dans l'ordonnance prise en vertu du présent paragraphe, il sera détenu, que son manquement ait entraîné ou non la révocation de ladite ordonnance, pour la durée fixée par le premier mandat ou aussi longtemps qu'il plaira au Gouverneur général pendant une période qui ne pourra excéder cinq ans.

5. Le Gouverneur général peut insérer dans un mandat délivré en vertu de la présente loi une clause indiquant la date à laquelle le mandat cessera d'avoir effet ; il peut à tout moment modifier ou révoquer un mandat délivré en vertu de la présente loi ou une ordonnance prise en vertu du présent article.

Article 4

1. Sous réserve du paragraphe 3 de l'article précédent, nul ne peut être détenu pendant plus de cinq ans en exécution d'un mandat pris en vertu de la présente loi et quiconque a été détenu en exécution d'un mandat pris en vertu de la présente loi ne peut faire l'objet d'un nouveau mandat pris en vertu de

¹ Publiée dans le *Supplement to Ghana Gazette* du 19 juillet 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

la présente loi si ce n'est en raison d'actes auxquels il a pu être lié et qui ont été accomplis postérieurement à la date à laquelle le premier mandat a été décerné.

2. Est comptée comme période de détention, aux fins du présent article, toute période pendant laquelle une personne a été relâchée en exécution d'une ordonnance prise par le Gouverneur général en vertu de l'article précédent.

Article 5.

1. Sous réserve du présent article, la présente loi cessera d'avoir effet à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de son adoption.

2. La validité de la présente loi pourra être périodiquement prolongée de trois ans par une résolution de l'Assemblée générale.

...

LOI DE 1957 SUR LA NATIONALITÉ ET LA CITOYENNETÉ DU GHANA

Loi n° 1 de 1957, sanctionnée le 10 mai 1957¹

2. 1) Dans la présente loi, à moins d'incompatibilité avec le contexte :

Le terme «étranger» désigne toute personne qui n'est pas citoyen du Commonwealth ou protégé britannique ;

L'expression «protégé britannique» désigne toute personne qui, en vertu d'une disposition législative dans l'un des pays énumérés au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente loi, est protégé britannique ou protégé dudit pays ;

Les termes «certificat de naturalisation» désignent un certificat de naturalisation délivré conformément à la présente loi ;

Le terme «enfant» désigne tout enfant, y compris l'enfant né hors du mariage, et les termes «père», «mère» et «parent» doivent être interprétés en conséquence ;

L'expression «pays étranger» désigne tout pays autre que : le Ghana, l'un des pays énumérés au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente loi, un territoire sous mandat, un Territoire sous tutelle, un Etat ou territoire que, par un ordre du Conseil, Sa Majesté a qualifié de protectorat ou d'Etat protégé aux fins de la loi du Royaume-Uni de 1948 sur la nationalité britannique, ainsi que les Nouvelles-Hébrides et l'île Canton ;

...

Le terme «mineur» désigne toute personne qui n'a pas 21 ans.

2) Dans la présente loi, toute mention du Ghana à propos d'une naissance ou d'une résidence antérieure à l'entrée en vigueur de la loi d'indépendance du Ghana (1957) doit s'entendre également de la Côte-d'Ivoire et être interprétée dans ce sens.

3) Dans la présente loi, toute mention de l'un des pays énumérés au paragraphe 3 de l'article 9 de ladite loi se rapporte également aux territoires dépendants de ce pays.

4) Aux fins de la présente loi, quiconque est né à

bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé est réputé né au lieu d'immatriculation du navire ou de l'aéronef et quiconque est né à bord d'un navire ou d'un aéronef non immatriculé appartenant à un Etat quelconque est réputé né dans ledit Etat.

5) Aux fins de la présente loi, toute personne âgée de 21 ans est majeure ; elle est pleinement capable si elle est saine d'esprit.

...

Titre II

NATIONALITÉ ET CITOYENNETÉ DU GHANA

3. 1) Quiconque est citoyen du Ghana peut en toutes circonstances, au Ghana, utiliser pour définir sa nationalité l'expression «citoyen du Ghana» ou «citoyen ghanéen», ainsi que l'expression «ressortissant du Ghana» ou «ressortissant ghanéen».

2) Aux fins de la présente loi, les expressions «ressortissant du Ghana» et «ressortissant ghanéen» doivent s'entendre au même sens que les expressions «citoyen du Ghana» et «citoyen ghanéen», respectivement.

Titre III

ACQUISITION DE LA CITOYENNETÉ

A LA DATE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI

4. 1) Sous réserve des dispositions du présent article, quiconque étant né au Ghana avant ou après l'entrée en vigueur de la loi d'indépendance du Ghana (1957) avait, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la qualité de citoyen du Royaume-Uni et de ses colonies ou de protégé britannique, est citoyen du Ghana ; il est entendu toutefois que nul ne peut avoir la qualité de citoyen du Ghana en vertu du présent article si aucun de ses parents ou grands-parents n'est né au Ghana.

2) Quiconque devient citoyen du Ghana en vertu du présent article sera réputé, aux fins de l'article 8 de la présente loi, citoyen de naissance du Ghana.

5. 1) Quiconque étant né hors du Ghana avait, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la qualité de citoyen du Royaume-Uni et de ses colonies ou de protégé britannique, est citoyen du Ghana si l'un de ses parents au moins est né au Ghana et avait, immédiatement avant la date d'entrée

¹ Publiée dans le *Supplement to Ghana Gazette* du 11 mai 1957. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Cette loi est entrée en vigueur le 11 mai 1957.

en vigueur de la présente loi ou au moment de son décès si celui-ci est survenu avant cette date, la qualité de citoyen du Royaume-Uni et de ses colonies ou de protégé britannique.

2) Quiconque devient citoyen du Ghana en vertu du présent article sera réputé, aux fins des articles 8 et 11 de la présente loi, être citoyen du Ghana par filiation.

6. La femme qui, immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, était, du fait de son mariage, citoyenne du Royaume-Uni et de ses colonies ou protégée britannique (soit par immatriculation, soit par l'effet de la loi), devient à cette date citoyenne du Ghana si la personne à laquelle elle était mariée devient ou serait devenue, si son décès n'était survenu avant cette date, citoyen du Ghana en vertu des articles 4 ou 5 de la présente loi.

Titre IV

CITOYENNETÉ RÉSULTANT DE LA NAISSANCE OU DE LA FILIATION

7. Sous réserve des dispositions du présent article, quiconque est né au Ghana après la date d'entrée en vigueur de la présente loi est citoyen de naissance du Ghana; il est entendu toutefois que nul ne peut avoir la qualité de citoyen de naissance du Ghana en vertu du présent article si, au moment de sa naissance :

a) Ni l'un ni l'autre de ses parents n'est citoyen du Ghana et son père jouit de l'immunité de juridiction accordée aux représentants diplomatiques d'une Puissance souveraine étrangère accréditée auprès de Sa Majesté; ou

b) Son père est un étranger ennemi et son lieu de naissance se trouve en territoire occupé par l'ennemi.

8. Quiconque est né hors du Ghana après l'entrée en vigueur de la présente loi est citoyen du Ghana par filiation si, au moment de sa naissance :

a) Son père est citoyen du Ghana autrement que par filiation; ou

b) Sa mère est citoyenne de naissance du Ghana.

Titre V

CITOYENNETÉ DU COMMONWEALTH

9. 1) Quiconque est, en vertu de la présente loi citoyen du Ghana est, en vertu d'une disposition législative en vigueur dans l'un des pays énumérés au paragraphe 3 du présent article, citoyen dudit pays a également, du seul fait de sa citoyenneté, la qualité de citoyen du Commonwealth.

2) Dans toute loi en vigueur au Ghana autre que la présente loi, l'expression «sujet britannique» doit s'entendre de tout «citoyen du Commonwealth» et être interprétée dans ce sens.

3) Les pays visés ci-dessus sont les suivants : Royaume-Uni et ses colonies, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union sud-africaine, Inde, Pakistan, Rhodésie du Sud et Ceylan.

Titre VI

CITOYENNETÉ RÉSULTANT DE L'IMMATRICULATION ET DE LA NATURALISATION

11. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, tout citoyen de l'un des pays énumérés au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente loi, ou tout protégé britannique, qui est majeur et capable, peut, sur demande présentée au Ministre dans les formes prescrites, et à condition d'avoir obtenu l'approbation du Gouverneur général, se faire immatriculer comme citoyen du Ghana, s'il fournit au Ministre la preuve qu'il jouit d'une bonne réputation et a une connaissance suffisante de l'une des langues vernaculaires couramment utilisées au Ghana et, en outre, qu'il réside de façon habituelle au Ghana et y a résidé habituellement, soit avant soit après la date d'entrée en vigueur de la loi d'indépendance du Ghana (1957), pendant une période de cinq ans ou telle période plus courte que, eu égard à chaque cas particulier, le Ministre pourra fixer, précédant immédiatement la date de la demande.

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, quiconque, étant majeur et capable, est né hors du Ghana de parents dont l'un était, au moment de la naissance de l'intéressé, citoyen du Ghana par filiation peut, sur demande présentée au Ministre dans les formes prescrites et à condition d'avoir obtenu l'approbation du Gouverneur général, se faire immatriculer comme citoyen du Ghana.

3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, toute femme mariée à un citoyen du Ghana peut, sur demande présentée au Ministre dans les formes prescrites et à condition d'avoir obtenu l'approbation du Gouverneur général, se faire immatriculer comme citoyenne du Ghana, qu'elle soit ou non majeure et capable.

4) Nul ne peut être immatriculé comme citoyen du Ghana en vertu du présent article s'il n'a déclaré par écrit être prêt à répudier toute autre nationalité ou citoyenneté qu'il pourrait avoir et s'il n'a prêté serment d'allégeance dans les formes prescrites à l'annexe I de la présente loi.

12. 1) Le Ministre peut, à condition d'avoir obtenu l'approbation du Gouverneur général, faire immatriculer comme citoyen du Ghana l'enfant mineur d'un citoyen du Ghana, si l'un des parents ou le tuteur dudit enfant présente une demande à cet effet dans les formes prescrites.

2) Le Ministre peut, dans des circonstances spéciales dont il est lui-même juge et à condition d'avoir obtenu l'approbation du Gouverneur général, faire immatriculer comme citoyen du Ghana tout enfant mineur.

13. Quiconque est immatriculé en vertu de l'un des deux articles précédents devient citoyen du Ghana par immatriculation à la date de l'immatriculation.

14. Le Ministre peut, sous réserve de l'approbation du Gouverneur général, accorder un certificat

de naturalisation à l'étranger majeur et capable qui lui présente une demande à cet effet dans les formes prescrites et établit auprès de lui qu'il remplit les conditions prévues à l'annexe II de la présente loi ; le titulaire dudit certificat devient, à condition d'avoir prêté serment d'allégeance dans les formes prescrites à l'annexe I de la présente loi et d'avoir déclaré par écrit être prêt à répudier toute autre nationalité et à renoncer à tout droit à la protection de tout autre pays, citoyen du Ghana par naturalisation à la date où le certificat lui a été accordé.

Titre VII

RÉPUDIATION ET DÉCHÉANCE DE LA CITOYENNETÉ

15. 1) Si un citoyen du Ghana majeur et capable, qui est également

a) Citoyen de l'un des pays énumérés au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente loi ; ou

b) Ressortissant d'un pays étranger,

fait, dans les formes prescrites, une déclaration par laquelle il répudie la citoyenneté du Ghana, le Ministre doit, s'il est établi auprès de lui que l'intéressé ne réside pas de façon habituelle au Ghana et peut, dans tous les autres cas, faire enregistrer la déclaration ; dès cet enregistrement, l'intéressé cesse d'être citoyen du Ghana :

Il est entendu toutefois que le Ministre peut surseoir à l'enregistrement d'une telle déclaration s'il le juge contraire à l'ordre public.

2. Aux fins du présent article, la femme qui a été mariée est réputée majeure.

16. 1) Le Ministre peut, par arrêté, prononcer la déchéance de la citoyenneté du Ghana à l'encontre d'un citoyen du Ghana s'il est établi, d'une part, que l'intéressé a, à un moment quelconque, alors qu'il avait la qualité de citoyen du Ghana et était majeur et capable, acquis volontairement et par un acte solennel autre que le mariage la nationalité ou la citoyenneté d'un pays étranger et, d'autre part, qu'il est contraire à l'intérêt public que l'intéressé continue d'être citoyen du Ghana.

2) Le Ministre peut exiger de tout citoyen du Ghana visé à l'article précédent qu'il répudie dans les délais que le Ministre pourra fixer, la nationalité ou la citoyenneté de tout autre pays ; faute par l'intéressé de répudier ladite nationalité ou citoyenneté dans les délais prescrits, le Ministre peut, par arrêté, prononcer à son encontre la déchéance de la citoyenneté du Ghana.

3) Dès qu'un arrêté est pris en vertu du présent article, la personne qui en fait l'objet cesse d'être citoyen du Ghana.

17. 1) Quiconque est citoyen du Ghana par immatriculation ou par naturalisation cesse d'être citoyen du Ghana s'il est déchu de cette citoyenneté par un arrêté du Ministre pris en vertu du présent article ou de l'article suivant.

2) Sous réserve des dispositions du présent article, le Ministre peut, par arrêté, prononcer la déchéance de la citoyenneté à l'encontre de tout citoyen visé au paragraphe précédent, s'il est établi que l'immatriculation ou le certificat de naturalisation a été obtenu par des moyens frauduleux, des déclarations mensongères ou la dissimulation d'un fait.

3) Sous réserve des dispositions du présent article, le Ministre peut, par arrêté, prononcer la déchéance de la citoyenneté à l'encontre de tout citoyen du Ghana par naturalisation s'il est établi que l'intéressé

a) A manqué, par ses actes ou ses paroles, de loyalisme ou d'attachement à l'égard de Sa Majesté ou du Gouvernement du Ghana ; ou

b) A, au cours d'une guerre à laquelle le Ghana a pris part, entretenu illégalement des relations commerciales ou autres avec l'ennemi ou a participé, ou s'est associé, à toute affaire dont il savait qu'elle était dirigée de manière à aider l'ennemi au cours de cette guerre ; ou

c) A, dans les cinq années qui ont suivi sa naturalisation, été condamné dans quelque pays que ce soit à une peine d'emprisonnement de douze mois au moins.

4) Le Ministre peut, par arrêté, prononcer la déchéance de la citoyenneté à l'encontre de tout citoyen du Ghana par naturalisation s'il est établi que l'intéressé a résidé de façon habituelle dans des pays étrangers pendant une période ininterrompue de sept ans et a négligé, au cours de cette période, de faire enregistrer chaque année dans les formes prescrites à un consulat du Ghana, ou de notifier par écrit au Ministre, son intention de demeurer citoyen du Ghana.

5) Le Ministre ne peut, en vertu du présent article, prononcer contre quiconque la déchéance de la citoyenneté s'il n'est pas établi qu'il est contraire à l'intérêt public que l'intéressé continue d'être citoyen du Ghana.

18. Si un individu naturalisé ayant la qualité de citoyen de l'un des pays énumérés au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente loi a été déchu de cette citoyenneté pour des motifs qui, de l'avis du Ministre, sont similaires, pour le fond, à l'un quelconque des motifs énumérés aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article précédent et a, en outre, la qualité de citoyen du Ghana, le Ministre peut, par arrêté pris en vertu du présent article, prononcer à son encontre la déchéance de la citoyenneté s'il est établi qu'il est contraire à l'intérêt public que l'intéressé continue d'être citoyen du Ghana.

19. Toute disposition de la présente loi relative au statut ou aux qualités de l'un ou l'autre des parents de l'intéressé au moment de la naissance de celui-ci, doit, lorsque l'intéressé est né après le décès dudit parent, être interprétée comme se rapportant aux statut ou aux qualités dudit parent à la date de son décès ; si le décès est survenu avant la date d'entrée

en vigueur de la présente loi et que la naissance a eu lieu après cette date, le statut ou les qualités qui auraient été applicables audit parent s'il était décédé postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés lui être applicables à la date de son décès.

Annexe II

(Article 14)

CONDITIONS REQUISES POUR LA NATURALISATION

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, tout étranger qui demande sa naturalisation doit remplir les conditions suivantes :

- a) Avoir résidé au Ghana pendant les douze mois précédant immédiatement la date de sa demande ;
- b) Avoir, au cours des sept années qui ont précédé immédiatement les douze mois mentionnés à l'alinéa a), résidé au Ghana pendant des périodes couvrant au total cinq ans au moins ;
- c) Jouir d'une bonne réputation ;

d) Avoir une connaissance suffisante de l'une des langues vernaculaires couramment utilisées au Ghana ; et

e) Avoir l'intention, si un certificat de naturalisation lui est accordé, de continuer à résider au Ghana.

2. Le Ministre peut, s'il juge opportun de le faire dans des circonstances spéciales ou dans un cas particulier et à condition d'avoir obtenu l'approbation du Gouverneur général :

a) Permettre à l'intéressé de faire état, aux fins de l'alinéa a) du paragraphe précédent, d'une période ininterrompue de douze mois se terminant au plus tard six mois avant la date de la demande, comme si ladite période avait immédiatement précédé ladite date ;

b) Permettre à l'intéressé de faire état, aux fins de l'alinéa b) du paragraphe précédent, de périodes de résidence dans un pays autre qu'un pays étranger, comme s'il s'agissait d'une résidence au Ghana ;

c) Permettre à l'intéressé de faire état, aux fins du calcul de la durée totale de résidence prévue audit alinéa b), de périodes de résidence remontant à plus de huit ans avant la date de la demande.

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL

N° 56 de 1958, sanctionnée le 31 décembre 1958¹

NOTE

Conformément au Titre V de cette loi, intitulé «Pratiques de travail déloyales», se rend coupable de telles pratiques, en particulier, quiconque : (i) «refuse d'embaucher ou de continuer à employer un travailleur, du seul fait que celui-ci est syndiqué ou membre du bureau d'un syndicat», (ii) «use de discrimination quant à l'emploi ou aux conditions d'emploi qu'il offre à un travailleur, du seul fait que celui-ci est syndiqué ou membre du bureau d'un syndicat», ou quiconque (iii) «a recours envers un travailleur à l'intimidation, au congédiement ou à la menace de congédiement, à toute autre forme de menace ou à l'infliction d'une sanction, ou au contraire, lui offre, ou lui promet une augmentation de salaire ou toute autre modification avantageuse de ses conditions d'emploi, ou use de tout autre moyen pour l'inciter à

s'abstenir de devenir ou de rester syndiqué ou membre du bureau d'un syndicat».

Lorsque le Tribunal des pratiques de travail déloyales, institué par cette loi, conclut qu'une personne s'est rendue coupable d'une telle pratique, il peut interdire à cette personne de continuer ou de répéter ces pratiques, et si nécessaire, exiger que des mesures soient prises en vue de rétablir la situation dont le travailleur jouissait précédemment, et ordonner le versement au travailleur d'une certaine somme à titre de réparation de la perte de gain résultant de l'infraction.

Les décisions du Tribunal peuvent être attaquées en appel devant la Cour suprême.

Le texte de cette loi ainsi qu'une traduction en français ont été publiés dans : Bureau international du Travail, *Série législative*, 1958 — Ghana 1.

¹ Publiée dans le *Supplement to Ghana Gazette*, en date du 31 décembre 1958.

GRÈCE

NOTE¹

1. La loi n° 3818/1958 (*Journal officiel* n° 36-A) porte «extension aux officiers et sergents-chefs de l'Aviation royale et aux membres de leurs familles, etc., des dispositions de la loi n° 1137/46 concernant l'hospitalisation à l'Etablissement hospitalier de la Caisse mutuelle de l'Armée».

Cette loi, basée sur des considérations de politique sociale générale et d'égalité, étend l'octroi des soins médicaux et hospitaliers en général aux officiers et sergents-chefs de l'Aviation royale et à leurs familles, de sorte qu'aujourd'hui tous les membres des forces armées du pays jouissent de ces avantages, en égalité absolue de droits et de devoirs.

2. Le décret législatif n° 3865/1958 (*Journal officiel* n° 178-A) modifie et complète «les lois relatives à l'athlétisme extra-scolaire».

Cette loi tend à résoudre d'une manière plus adéquate les divers problèmes de l'athlétisme au bénéfice de la jeunesse (qui est ainsi éloignée d'autres occupations nuisibles), et s'efforce d'adapter la législation existante sur l'athlétisme à la réalité contemporaine.

3. La «Caisse auxiliaire de sortie» accorde soit une pension, soit une somme en capital, aux travailleurs âgés ou invalides qui ne bénéficient plus des assurances sociales en raison de leur âge avancé ou de leur incapacité de travailler. En cas de décès d'un bénéficiaire, ces allocations sont accordées aux membres de la famille du défunt qui étaient financièrement à sa charge.

Conformément au règlement de la caisse, ont droit aux pensions de vieillesse les personnes qui ont atteint un certain âge, 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, ce minimum étant réduit de cinq ans en faveur des hommes et des femmes qui travaillent dans les usines de chaudières ou dans les fonderies. En cas d'incapacité, les pensions d'invalidité sont accordées aux personnes frappées d'une incapacité de travail d'au moins 66 pour 100. Dans l'un et l'autre cas, il faut en outre que l'intéressé ait exercé sa profession, et ait été assuré par la caisse, pendant une période minimum. Les personnes assurées par la caisse et remplissant les conditions ci-dessus ont droit à la pension lorsqu'elles cessent d'être couvertes par l'assurance sociale, pour quelque raison que ce soit (acte volontaire ou congédiement).

4. Le décret législatif n° 3867/1958, sur le «fonctionnement de la Caisse auxiliaire d'assurance des ouvriers-

techniciens des industries de la construction et de la menuiserie», (*Journal officiel* n° 177-A), légalise ladite caisse qui fonctionne depuis 1940.

Cette loi régleme l'allocation de pensions à un millier de retraités, et crée des possibilités d'assurance pour un grand nombre d'ouvriers de la construction et de la menuiserie.

5. Le décret législatif n° 3868/1958, portant «création d'un compte de distribution d'allocations familiales pour les employés», et contenant quelques autres dispositions (*Journal officiel* n° 178-A), institue en Grèce un régime d'allocations familiales aux salariés. Ce régime, qui a été adopté par le droit ouvrier de nombreux pays, est en accord avec les principes édictés par toutes les déclarations et recommandations internationales, depuis la Charte de l'Atlantique de 1941 jusqu'aux dernières résolutions de l'Organisation internationale du Travail, ainsi qu'avec la conception contemporaine du droit social. Par ce moyen, on satisfait, autant que possible, aux besoins du salarié, non pas seulement en tant qu'individu, mais aussi comme responsable du groupe social fondamental, la famille.

6. Le décret législatif n° 3869/1958 (*Journal officiel* n° 179-A) porte ratification de la Convention sur l'assurance sociale entre la Grèce et la France, signée à Athènes le 19 avril 1958.

Cette convention accorde aux salariés grecs travaillant en France, dans des conditions qui sont définies en détail, une protection complète du point de vue de l'assurance sociale; elle accorde aux salariés grecs âgés vivant en France une aide similaire à celle que reçoivent les salariés français âgés dépourvus de revenus suffisants.

7. Le décret législatif n° 3870/1958 (*Journal officiel* n° 179-A) porte ratification de la Convention sur l'assurance sociale entre la Grèce et la Belgique, signée à Athènes le 1^{er} avril 1958.

Cette convention prévoit l'assimilation, du point de vue des conditions d'assurance et des prestations, des citoyens grecs salariés travaillant en Belgique aux salariés belges, et, réciproquement, l'assimilation des salariés belges travaillant en Grèce aux salariés grecs; la conservation des droits découlant de l'assurance est garantie, que les bénéficiaires se trouvent dans l'un ou l'autre des pays signataires.

8. Le décret législatif n° 3871/1958 (*Journal officiel* n° 178-A) soumet les vendeurs de journaux des chefs-lieux de départements au régime d'assurance de l'Institut d'assurance sociale et contient quelques autres dispositions.

¹ Renseignements obligeamment communiqués, en français, par le Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Par cette loi, les bénéfices de l'assurance sociale en cas de maladie, invalidité, vieillesse et décès, dont jusqu'à présent jouissait seulement la catégorie des vendeurs de journaux et des employés des agences des régions d'Athènes-Le Pirée et alentours et de Salonique, sont étendus aux vendeurs de journaux des autres chefs-lieux des départements de la Grèce.

9. Le décret législatif n° 3893/1958 (*Journal officiel* n° 193-A) contient «quelques dispositions relatives au système d'assurance-maladie des fonctionnaires des dèmes et communes».

Par cette loi, l'assurance-maladie, appliquée par la loi n° 796/1948 aux fonctionnaires et pensionnaires des dèmes et communes de la région de l'ancien Gouvernorat de la capitale et à leurs familles, est étendue aux fonctionnaires d'autres dèmes et communes.

10. Le décret législatif n° 3897/1958 (*Journal officiel*

n° 194-A) concerne «la participation de la Grèce à la Caisse de rétablissement des réfugiés et de la population en surplus, instituée par le Conseil de l'Europe».

Cette loi ratifie la déclaration du Ministre des affaires étrangères, faite le 16 avril 1956 à Strasbourg, relative à la participation de la Grèce à la fondation de la Caisse de rétablissement des réfugiés et de la population en surplus. L'intérêt de cette déclaration est évident pour la Grèce, étant donné qu'elle vient en tête des pays où le problème des réfugiés et de la population revêt une acuité particulière.

11. Le décret législatif n° 3920/1958 prévoit la «prestation de secours médicaux aux pensionnaires civils de l'Etat et leur hospitalisation».

En vertu de cette loi, les secours médicaux et l'hospitalisation, dont bénéficiaient déjà les fonctionnaires des cadres en cas de maladies, sont également accordés aux fonctionnaires civils retraités, atteints de maladies.

GUATEMALA

NOTE¹

Il convient de mentionner les décrets gouvernementaux (*acuerdos gubernativos*) promulgués en 1958 qui sont énumérés ci-après :

1. Le décret gouvernemental du 11 juillet 1958 (*El Guatemalteco*, vol. CLIII, n° 86, du 30 juillet 1958) proclamant «Semaine des droits de l'homme» la semaine comprise entre les 8 et 14 décembre 1958, et «Journée des droits de l'homme» le 10 décembre de chaque année. Dans un considérant, le texte de ce décret rappelle l'importance capitale de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui propose à tous les peuples de la terre un idéal commun qu'ils doivent s'efforcer d'atteindre.

2. Le décret gouvernemental du 3 mai 1958 (*ibid.*, vol. CLIII, n° 22, du 9 mai 1958) créant le Comité chargé d'étudier les problèmes relatifs aux écoles primaires urbaines.

3. Le décret gouvernemental du 19 décembre 1958 (*ibid.*, vol. CLV, n° 5, du 30 décembre 1958) créant la Commission spéciale de la radiodiffusion et de la télévision, directement rattachée à la Présidence de la République.

4. Le décret gouvernemental du 5 mai 1958 (*ibid.*, vol. CLIII, n° 22, du 9 mai 1958), créant le Conseil national de la nutrition.

5. Le décret gouvernemental du 17 octobre 1958 (*ibid.*, vol. CLIV, n° 50, du 21 octobre 1958) approuvant le Règlement relatif à l'enseignement religieux libre et facultatif dans les établissements officiels. Le texte du Règlement est le suivant :

«Article premier. Conformément à la Constitution de la République, l'enseignement religieux et moral est autorisé dans tous les établissements publics d'enseignement, à condition de n'être pas imposé, mais librement choisi par les enfants, leurs parents ou représentants.

«Article 2. Les cours d'enseignement religieux et

moral doivent être dispensés pendant les heures normales d'enseignement, afin que le droit qu'ont les enfants et les adolescents de recevoir une formation complète soit garanti.

«Article 3. L'exercice du droit à recevoir un enseignement religieux dans les établissements publics étant facultatif, ledit enseignement ne peut être donné aux élèves que si ceux-ci ont obtenu l'autorisation écrite de leurs parents ou des personnes qui les ont à charge ; cette autorisation doit être dûment conservée dans les archives de chaque établissement.

«Article 4. Les maîtres ou autres personnes chargés de ces cours seront désignés par les autorités religieuses compétentes qui établiront le titre de nomination de l'intéressé ; les directeurs des établissements devront tenir un registre des professeurs et des élèves pour chaque religion enseignée.

«Article 5. Il est interdit aux directeurs des établissements publics et au personnel chargé de l'exécution du présent règlement d'obliger les enfants à assister à des cours d'enseignement religieux et moral, autres que ceux que leurs parents ou tuteurs les ont autorisés à suivre.

«Article 6. Les cours d'enseignement religieux et moral ont un caractère particulier. En conséquence, l'établissement des programmes et l'inspection des cours relèveront de la compétence exclusive de représentants dûment accrédités des diverses religions.

«Article 7. Aucun maître ne pourra être obligé d'assurer un service supplémentaire pour permettre d'organiser et d'assurer l'enseignement religieux et moral dans des établissements publics ; toutefois, les membres du personnel enseignant desdits établissements demeurent libres, s'ils le désirent, de contribuer à dispenser cet enseignement à condition d'avoir l'autorisation visée à l'article 4 du présent règlement.

«Article 8. Le présent décret entrera en vigueur le jour de sa publication au *Diario Oficial*.»

6. Le décret gouvernemental du 26 juin 1958 (*ibid.*, vol. CLIII, n° 68, du 7 juillet 1958) approuvant le Règlement relatif à l'inspection des foyers d'adoption.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par M. Gilberto Chacón Pazos, Ministère des affaires étrangères, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement du Guatemala. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

GUINÉE

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

du 12 novembre 1958¹

PRÉAMBULE

...
L'Etat de Guinée apporte son adhésion totale à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Il proclame l'égalité et la solidarité de tous ses nationaux sans distinction de race, de sexe ou de religion.

...
Le principe de la République de Guinée est «Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple»

Titre premier

DE LA SOUVERAINETÉ

Art. 1. La Guinée est une République démocratique, laïque et sociale.

Titre II

DES COLLECTIVITÉS NATIONALES

...
Art. 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce en toute matière par ses députés à l'Assemblée nationale élus au suffrage universel égal, direct et secret, ou par la voie de référendum.

Titre V

DU CHEF DE L'ÉTAT

Art. 20. Le Président de la République est le chef de l'Etat. Il est le chef des armées. Tout citoyen éligible et âgé au moins de 35 ans peut être élu Président de la République.

Titre VI

DU GOUVERNEMENT

...
Art. 22. Le Président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel à la majorité absolue au premier tour ou à la majorité relative au second tour. Il est rééligible.

...
Art. 27. Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec le mandat de député

et l'exercice à titre privé de toutes activités professionnelles.

Titre IX

DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Art. 35. La justice est rendue au nom du peuple de la Guinée. Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Il exerce le droit de grâce.

Dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, les juges n'obéissent qu'à la loi.

Art. 36. Les audiences de juridiction sont publiques sauf dans les cas particuliers prévus par la loi.

Le droit à la défense est reconnu à l'accusé.

Art. 37. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect des droits des citoyens dans les conditions prévues par la loi.

Titre X

DES DROITS ET DES DEVOIRS FONDAMENTAUX DES CITOYENS

Art. 39. Tous les citoyens et ressortissants de la République de Guinée, sans distinction de race, de sexe ou de religion, ont le droit d'élire et d'être élus dans les conditions prévues par la loi.

Art. 40. Les citoyens de la République de Guinée jouissent de la liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de cortège et de manifestation dans les conditions déterminées par la loi.

Art. 41. La liberté de conscience est assurée aux citoyens par la laïcité de l'école et de l'Etat.

Art. 42. Nul ne peut être arbitrairement détenu.

Art. 43. Le domicile des citoyens de la République de Guinée est inviolable. Le secret de la correspondance est garanti par la loi.

Art. 44. Les citoyens de la République de Guinée ont le même droit au travail, au repos, à l'assistance sociale et à l'instruction.

L'exercice des libertés syndicales et du droit de grève est reconnu au travailleur.

Art. 45. Tout acte de discrimination raciale de même que toute propagande à caractère raciste ou régionaliste sont punis par la loi.

Art. 46. La République de Guinée accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers poursuivis en raison de leur lutte pour la défense d'une juste cause ou pour leur activité scientifique et culturelle.

¹ Adoptée par la loi n° 4/AN/58 du 10 novembre 1958 et promulguée par l'ordonnance n° 15 du 12 novembre 1958, publiée dans le *Journal officiel de la République de Guinée*, numéro spécial du 12 novembre 1958.

Art. 47. Tous les citoyens de la République de Guinée ont le devoir de se conformer à la Constitution et autres lois de la République, de s'acquitter de leurs contributions fiscales et de remplir honnêtement leurs obligations sociales.

Art. 48. La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de la République de Guinée.

Titre XI

DE LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

...

Art. 50. La forme républicaine de l'Etat ne peut être mise en cause par aucune revision constitutionnelle.

...

HAÏTI

NOTE

1. L'article 3 du décret du 6 août 1958, modifiant les articles 57 à 59 inclusivement du Code pénal (*Le Moniteur*, 113^e année, n° 90, du 11 août 1958), est ainsi conçu :

« Article 3. Les auteurs et propagateurs de fausses nouvelles, de rumeurs susceptibles de troubler la paix publique seront punis de la réclusion. »

2. La loi du 25 septembre 1958 vise à réglementer plus rationnellement les conditions de travail et à accorder une protection plus efficace à la main-d'œuvre en fonction de l'évolution de l'industrie, de l'agriculture et du commerce (*Moniteur*, n° 110, du 2 octobre 1958 ; rectificatifs : *ibid.*, 8 octobre 1958, n° 112). Cette loi réglemente la durée quotidienne et hebdomadaire du travail, les périodes de repos, le repos hebdomadaire et des jours fériés, le travail de nuit, les congés payés, le congé pour maladie, et les

salaires. Sauf certaines exceptions, dans tous les établissements industriels et commerciaux publics et privés, de quelque nature qu'ils soient, la durée normale du travail est de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine. Le travail pendant les heures supplémentaires, rémunéré avec une majoration de 50 pour 100, est autorisé, sauf en ce qui concerne les occupations d'un caractère dangereux ou insalubre. Les heures supplémentaires de travail, sauf dans certains établissements, peuvent être effectuées dans la limite de vingt heures par semaine. Tout travailleur a droit, après une année de service, à un congé payé d'au moins quinze jours consécutifs, comprenant treize jours ouvrables et deux dimanches.

Le texte de cette loi et une traduction en anglais ont été publiés dans : Bureau international du Travail, *Série législative*, 1958 — Haïti 1.

HONDURAS

NOTE SUR LA CONSTITUTION DU 19 DÉCEMBRE 1957

Le texte corrigé de la Constitution de la République du Honduras, promulguée par décret n° 21 en date du 19 décembre 1957, a été publié dans *La Gaceta* n° 16436 du 19 mars 1958. La traduction de certains extraits de cette Constitution avait été publiée dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, pages 111-121. Le texte espagnol rectifié appelle les modifications suivantes dans la traduction publiée dans l'*Annuaire*:

i) *Article 17, paragraphe 3*: «Ceux qui naissent à bord de navires ou d'aéronefs militaires honduriens

et ceux qui naissent à bord de navires marchands se trouvant dans les eaux territoriales du Honduras.»

ii) *Article 79*: «Il incombe à l'Etat de désigner des avocats chargés de défendre les indigents, de veiller à la défense de la personne et des intérêts des mineurs et des autres incapables, de leur fournir une assistance judiciaire et de les représenter en justice pour assurer la défense de leur liberté individuelle et de leurs droits en matière de travail.»

iii) *Article 81*: Supprimer le mot «toujours».

HONGRIE

NOTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME¹

I. LÉGISLATION

On trouvera ci-après des extraits :

i) Du décret-loi n° 21 de 1958 sur la sanction de l'inexécution de l'obligation alimentaire en droit pénal.

ii) Du décret-loi n° 40 de 1958 sur l'assurance-retraite.

iii) De l'arrêté n° 1/1958 (III.23) du Ministère de la santé sur les services de santé publique.

¹ Note obligeamment communiquée par la Mission permanente de la Hongrie auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

iv) De l'arrêté n° 6/1958 (XI.12) du Ministère de la santé sur la diminution des frais d'hospitalisation des malades atteints de certaines maladies.

II. ACCORDS INTERNATIONAUX²

Le décret-loi n° 18 de 1958 a promulgué la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, faite à Genève, le 7 septembre 1956.

² Voir aussi p. 320.

DECRET-LOI N° 21 DE 1958 SUR LA SANCTION DE L'INEXÉCUTION DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE EN DROIT PÉNAL¹

(EXTRAITS)

NOTE LIMINAIRE

Dans la plupart des pays, le Code pénal se préoccupe de l'inexécution coupable de l'obligation alimentaire et s'efforce, en prévoyant des sanctions pénales, de contraindre les personnes qui sont tenues d'une telle obligation à s'en acquitter.

Tel était le but de l'ancienne loi hongroise, et les tribunaux ont eu à réprimer un certain nombre de cas de défaut volontaire de paiement de pension alimentaire. Il a été nécessaire d'élaborer une nouvelle réglementation, étant donné qu'en vertu de l'ancienne loi la responsabilité pénale ne pouvait être engagée que si le défaut de paiement avait eu des conséquences préjudiciables, c'est-à-dire s'il avait mis dans une « détresse profonde » le créancier de l'obligation. Dans plusieurs cas cette disposition a créé une situation absurde et inique ; car on ne pouvait prouver la « détresse profonde » que lorsque les besoins, même les plus élémentaires, n'étaient pas satisfaits. Mais le plus souvent il n'y avait pas eu « détresse profonde » car les conditions de vie avaient « considérablement changé en Hongrie depuis l'adoption de la précédente loi en 1944. Par suite de l'aide et de l'appui fournis par l'Etat et les organismes sociaux, en particulier à la jeunesse, la grande majorité de ceux dont l'entretien doit être assuré — des enfants pour la plupart — ne sont pas dans une « détresse profonde ».

Telles qu'elles figurent dans le décret-loi n° 21 de 1958, les nouvelles dispositions en la matière modifient l'ancienne législation en ce sens qu'elles font de l'inexécution coupable de l'obligation une infraction pénale, sans exiger d'autre condition. La peine prévue est un emprisonnement de deux ans au plus ; dans les cas où l'on estime que le créancier de l'obligation est dans une détresse profonde ou lorsque le débiteur défaillant est alcoolique ou mène une vie de débauche, la durée de la peine varie entre six mois et trois ans.

Le décret a considérablement étendu le champ d'application des sanctions pénales mais il dispose en même temps que ces sanctions ne doivent pas être appliquées à la légère. En conséquence, la loi ne considère pas comme coupable le débiteur qui s'est acquitté avec retard de son obligation si le défaut de paiement à l'échéance n'a pas eu de conséquences dommageables.

¹ Note liminaire et extraits obligeamment communiqués, en anglais, par la Mission permanente de la Hongrie auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Article premier. 1) Quiconque manque de s'acquitter d'une obligation alimentaire résultant pour lui de liens familiaux est coupable du délit d'abandon de famille et passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans au plus.

2) Est également considéré comme coupable du délit d'abandon de famille tout homme qui manque de s'acquitter d'une obligation alimentaire à laquelle il est tenu envers un enfant en vertu d'une décision judiciaire définitive, même si la paternité ne peut être établie.

3) Si l'inexécution de l'obligation alimentaire n'est pas due à la faute du débiteur, celui-ci ne peut être considéré comme coupable.

Article 2. 1) Le coupable sera puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans :

a) S'il a mis la personne qui a droit aux aliments dans un état de détresse profonde par suite de l'inexécution de l'obligation alimentaire ;

b) S'il ne s'est pas acquitté de son obligation parce qu'il a simulé une maladie, ou parce qu'il est alcoolique ou mène une vie de débauche ;

c) S'il s'agit d'un récidiviste.

2) Aux fins de l'application du paragraphe 1, toute personne antérieurement condamnée à une peine d'emprisonnement pour délit d'abandon de famille est réputée récidiviste s'il s'est écoulé moins de cinq

ans depuis la date où la peine a été purgée ou prescrite.

Article 3. 1) Toute personne qui s'acquitte de l'obligation alimentaire avant le prononcé du jugement de première instance cessera d'être réputée coupable. Toutefois la présente disposition ne s'applique pas si les poursuites ont été engagées du chef du délit prévu à l'alinéa 1) a) de l'article 2.

2) Le tribunal peut, une seule fois, ordonner la suspension des poursuites pour six mois au plus afin de permettre au prévenu de s'acquitter de son obligation, s'il estime, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, qu'il y a de sérieuses raisons de penser qu'il le fera.

3) Si le prévenu continue à manquer de s'acquitter de son obligation, le tribunal reprend les poursuites sans attendre l'expiration du délai fixé.

4) S'il est mis fin aux poursuites en application du paragraphe 1), les dépens sont à la charge du prévenu.

Article 4. Quiconque manque de s'acquitter de l'obligation qui lui incombe d'assurer l'entretien d'un aliéné ou d'un déficient mental, d'une personne sans ressources ou d'un mineur, est coupable du délit d'inexécution d'obligation alimentaire et passible d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans si la vie ou la santé du créancier de l'obligation a été de ce fait mise en danger.

DÉCRET-LOI N° 40 DE 1958 SUR L'ASSURANCE-RETRAITE¹

(EXTRAITS)

NOTE LIMINAIRE

La loi sur les retraites, adoptée en 1958, a sensiblement contribué à améliorer la sécurité sociale des travailleurs. Comme le stipule le préambule du décret-loi, la République populaire hongroise protège et assiste les travailleurs en cas d'invalidité ou de vieillesse et pourvoit aux besoins des personnes à la charge du travailleur. Le décret apporte une contribution encore plus importante à la sécurité sociale des travailleurs en augmentant les retraites accordées aux travailleurs qui restent en service après l'âge légal de la retraite et en relevant les pensions.

Les hommes âgés de 60 ans et les femmes âgées de 55 ans qui ont exercé un emploi pendant la période requise ont droit à une pension de vieillesse complète ou partielle.

La loi contient une clause particulièrement intéressante : elle accorde une pension non seulement à la veuve mais aussi au veuf atteint d'invalidité dont l'entretien a été assuré principalement au moyen des ressources de la femme, au domicile de cette dernière, pendant un an au moins avant son décès, ou dont l'entretien a fait l'objet d'une décision de justice et dont la femme recevait une pension de vieillesse ou d'invalidité.

La loi a augmenté le nombre d'années d'emploi exigé des travailleurs pour qu'ils puissent prétendre à une retraite et elle a aussi introduit un système de pensions partielles. Cette disposition permet de verser une pension au travailleur qui a été employé pendant un certain nombre d'années même si ce nombre est inférieur à celui normalement exigé pour que l'intéressé puisse prétendre à une retraite. A la différence des dispositions précédemment en vigueur, la nouvelle loi récompense davantage les services de longue durée et accorde, dans ce cas, une pension plus élevée.

¹ Note liminaire et extraits obligeamment communiqués, en anglais, par la Mission permanente de la Hongrie auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

La nouvelle loi contient également certaines dispositions sur les pensions pour invalidité totale ou partielle et sur les prestations en cas d'accident.

La loi prévoit des allocations en faveur des orphelins, des pensions pour les parents et des allocations familiales pour les pensionnés. Elle accorde également des allocations au mari ou à la femme âgés de plus de 55 ans.

La loi augmente de 25 pour 100 les pensions les plus basses, notamment les pensions de veuves. La veuve voit augmenter sa pension même si elle occupe un emploi.

La nouvelle loi sur les pensions dont nous venons d'exposer les grandes lignes garantit le droit à une vieillesse paisible qui est l'un des droits de l'homme les plus importants sur le plan économique et social.

Article premier. 1) Le présent décret-loi s'applique à quiconque est, du fait de son emploi, assuré contre la maladie par l'Etat; il s'applique également aux militaires de carrière servant dans les forces armées.

2) Le présent décret-loi ne s'applique pas :

- a) Aux étrangers travaillant sur le territoire hongrois au service d'un employeur étranger et bénéficiant d'une pension en vertu de la loi de leur pays, même pour la période passée en Hongrie ;
- b) Aux agents des missions d'un Etat étranger ou d'une institution internationale bénéficiant de l'exterritorialité et aux personnes appartenant à une de ces missions ou institutions internationales bénéficiant de l'exterritorialité. A la demande de ces institutions, le Ministre du travail peut faire bénéficier les ressortissants hongrois qu'elles emploient des dispositions du présent décret-loi.

3) Le Conseil des ministres est habilité à faire bénéficier de la totalité ou d'une partie des dispositions du présent décret-loi des personnes auxquelles il ne s'appliquerait pas normalement.

Article 7. 1) Les personnes dont l'invalidité est due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle ont droit à une pension complète d'invalidité quelle que soit la durée de leur emploi.

2) Tout accident survenu soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du lieu de travail lors de l'exécution d'une tâche effectuée dans le cadre de l'emploi est considéré comme accident du travail. Toute maladie contractée par suite de circonstances en rapport avec l'exercice de la profession est considérée comme maladie professionnelle.

Article 9. 1) Les travailleurs atteints d'une incapacité de travail de plus de 15 pour 100, sans invalidité, par suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ont droit à des prestations quelle que soit la durée de leur emploi.

2) Si l'incapacité de travail n'excède pas 25 pour 100, les prestations sont versées pendant deux ans au maximum.

Article 10. 1) La femme dont le mari aura perçu une pension de vieillesse ou d'invalidité, celle dont le mari aura au moment de sa mort travaillé pendant assez longtemps pour avoir droit à une pension complète ou partielle et celle dont le mari sera mort des suites d'un accident du travail ou d'une maladie pro-

fessionnelle, bénéficieront d'une pension (pension temporaire de veuve) pendant un an à compter du décès du mari.

2) La femme peut bénéficier d'une pension pendant plus d'un an (pension permanente de veuve) si à la date du décès de son mari elle avait 55 ans révolus.

3) La femme dont le mari est décédé a droit à une pension permanente quel que soit son âge :

a) Si, au moment du décès de son mari, elle était atteinte d'une incapacité de travail de deux tiers au moins (invalidité) pour raison de santé ou par suite d'une infirmité mentale ou corporelle ;

b) Si, au moment de la mort de son mari, elle assure l'entretien d'au moins deux enfants ayant droit à une allocation d'orphelin ;

c) Si son mari est décédé des suites d'un accident du travail.

4) La femme a également droit à une pension permanente de veuve :

a) Lorsqu'elle atteint 55 ans ou si elle est frappée d'invalidité (voir alinéa a) du paragraphe 3), à condition qu'elle ait eu 40 ans révolus à la date du décès de son mari ;

b) Si, quoique n'étant pas âgée de 40 ans révolus à la date de la mort de son mari, elle est frappée d'invalidité dans les quinze années suivant son décès.

5) Un enfant ayant droit à une allocation d'orphelin qui a atteint 18 ans et qui continue à bénéficier de ladite allocation pour poursuivre ses études secondaires n'entrera pas en ligne de compte aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 3.

Article 17. 1) Un veuf invalide bénéficie également d'une pension de veuf :

a) Si, pendant un an au moins avant la mort de la femme, son entretien a été assuré principalement au moyen des ressources de la femme, au domicile de cette dernière, ou si son entretien a fait l'objet d'une décision de justice ;

b) Si sa femme percevait avant sa mort une pension de vieillesse ou d'invalidité, si elle avait avant son décès travaillé assez longtemps pour avoir droit à une pension d'invalidité ou si elle est décédée des suites d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

2) La pension allouée au veuf prend fin avec la

cessation de son incapacité de travail ou avec son remariage.

Article 23. 1) Les périodes passées par les travailleurs dans des emplois donnant droit à une assurance-maladie ou comme militaires de carrière dans les forces armées sont considérées comme périodes de travail.

2) Le Conseil des ministres fixera par une décision qui pourra être contraire aux dispositions du paragraphe 1 la période pouvant être considérée comme période d'emploi aussi bien avant qu'après la mise en vigueur du présent décret-loi.

Article 24. Une période d'emploi supérieure à un cinquième du minimum légalement requis pour donner droit à une pension mais ne dépassant pas deux

ans, ne peut entrer en ligne de compte que sur la foi des dossiers des organismes d'assurance sociale ou sur la foi de documents authentiques établis pendant ladite période.

Article 25. Si la période d'emploi d'un travailleur comporte une interruption continue de plus de cinq ans, la durée de l'emploi précédant l'interruption ne peut être prise en considération que dans les conditions fixées par un décret du Conseil des ministres.

Article 26. 1) Le montant des pensions de vieillesse ou d'invalidité complètes ou partielles et des prestations en cas d'accident est déterminé sur la base du salaire.

2) Le Conseil des ministres fixera par décret les règles régissant le calcul des salaires.

ARRÊTÉ N° 1/1958 (III.23) DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ SUR LES SERVICES DE SANTÉ PUBLIQUE¹

(EXTRAITS)

NOTE LIMINAIRE

Cet arrêté a pour objet de faire bénéficier des services de santé les personnes sans emploi, qui n'ont donc pas droit à l'assurance-maladie. Peuvent bénéficier des prestations des services de santé publique, outre les personnes entrant dans les catégories énumérées à l'article premier de l'arrêté, les personnes qui sont dans l'incapacité de gagner leur vie ou celles dont l'âge ou l'état de santé a fortement diminué la capacité de travail, si leurs gains ou leurs revenus ou ceux de leur conjoint sont insuffisants pour couvrir les frais médicaux. Si une personne remplit les conditions requises pour bénéficier des services de santé publique, le conjoint, les enfants mineurs et les membres de la famille à la charge de ladite personne ont également droit à ces services. Les frères ou sœurs mineurs du bénéficiaire peuvent aussi y avoir droit, à condition de vivre à son foyer.

En vertu de cet arrêté, les personnes remplissant les conditions requises ont droit aux prestations suivantes : soins médicaux, médicaments et bains médicamenteux, appareils médicaux, hospitalisation en cas de maladie.

Les bénéficiaires des services de santé publique reçoivent gratuitement des soins médicaux par l'intermédiaire du service national de santé.

Article premier. 1) Les personnes entrant dans les catégories suivantes bénéficient des services de santé publique :

- a) Les enfants qui sont pupilles de l'Etat, qu'ils soient placés dans des établissements publics ou chez des particuliers ;
- b) Les personnes qui bénéficient de secours réguliers au titre de l'assistance sociale, le conjoint, à condition qu'ils cohabitent, et leurs enfants mineurs ;
- c) Les militaires invalides qui reçoivent une aide financière, le conjoint, à condition qu'ils cohabitent, et leurs enfants mineurs ;
- d) Les personnes résidant dans des institutions pour militaires invalides.

2) Les personnes visées à l'alinéa 1) n'ont droit aux services de santé publique que si elles n'ont pas droit à l'assurance-maladie.

Article 2. 1) Toute personne n'ayant pas droit à l'assurance-maladie qui est dans l'incapacité de gagner sa vie ou dont l'âge ou l'état de santé a fortement diminué la capacité de travail, peut bénéficier des prestations des services de santé publique si les gains ou les revenus de son conjoint sont insuffisants pour couvrir les frais médicaux. Si une personne remplit les conditions requises pour bénéficier des services de santé publique, son conjoint, à condition qu'ils cohabitent, ses enfants mineurs ou ceux de son conjoint et ses petits-enfants mineurs qui sont à sa charge ont également droit aux prestations. Ses frères et sœurs mineurs peuvent aussi y avoir droit, à condition de vivre à son foyer. Les enfants d'âge préscolaire

¹ Note liminaire et extraits obligamment communiqués, en anglais, par la Mission permanente de la Hongrie auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

placés dans un établissement (un établissement pour l'éducation des enfants diminués, par exemple) ont également droit à ces prestations.

Article 4. 1) En cas de maladie, les bénéficiaires des services de santé publique reçoivent gratuitement les prestations suivantes, compte tenu des stipulations du présent arrêté et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2) et de l'article 5 :

- a) Soins médicaux,
- b) Médicaments et bains médicamenteux,
- c) Appareils médicaux,
- d) Hospitalisation.

2) La loi VII de 1933 et les règlements édictés en vue de son application régissent les conditions dans lesquelles des appareils médicaux sont fournis aux

militaires invalides qui reçoivent une aide financière en raison d'infirmités résultant de leur participation aux combats (en cas de guerre).

Article 11. 1) Les bénéficiaires des services de santé publique reçoivent gratuitement des soins médicaux par l'intermédiaire du service national de santé.

2) Le Centre syndical des assurances sociales rembourse les médicaments, les bons de bains médicamenteux et de bains de cure et les appareils médicaux prescrits par une ordonnance médicale, conformément aux dispositions des articles 7 à 9 du présent arrêté, ainsi que les frais de réparation des appareils médicaux.

3) Les frais d'hospitalisation des personnes qui ont droit à l'hospitalisation gratuite aux termes de l'article 5 du présent arrêté sont à la charge de l'Etat.

ARRÊTÉ N° 6/1958 (XI.12) DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ SUR LA DIMINUTION DES FRAIS D'HOSPITALISATION DES MALADES ATTEINTS DE CERTAINES MALADIES¹

(EXTRAITS)

NOTE LIMINAIRE

En vertu de cet arrêté, l'Etat peut prendre entièrement à sa charge les frais d'hospitalisation d'un malade atteint d'une maladie contagieuse qui exige l'isolement, même si le malade n'a pas droit par ailleurs à être hospitalisé gratuitement. L'Etat peut assumer la plus grande partie des frais si une maladie prolongée impose au malade et à sa famille des charges financières excessives ou dans le cas des maladies qui entraînent un risque pour l'entourage du malade.

Ces dispositions facilitent la lutte contre les maladies en question ainsi que la guérison des malades qui en sont atteints.

Article 1. 1) Le présent arrêté s'applique aux hôpitaux relevant directement du Ministère de la santé, aux hôpitaux gérés par les conseils locaux et aux hôpitaux des chemins de fer de l'Etat hongrois.

Article 3. Les frais d'hospitalisation des personnes qui ont ou l'une des maladies énumérées ci-après ou en présentent des symptômes sont à la charge de l'Etat :

- a) Anthrax, eczéma épizootique (fièvre aphteuse),

¹ Note liminaire et extraits obligeamment communiqués, en anglais, par la Mission permanente de la Hongrie auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

choléra asiatique, diphtérie, dysenterie, encéphalite épidémique, fièvre jaune, fièvre récurrente, hépatite épidémique, morve, méningite cérébrospinale épidémique, méningite séreuse, rougeole, paratyphoïde, coqueluche, peste, poliomyélite antérieure, psittacose (fièvre des perroquets), scarlatine, tétanos, trachome, typhoïde abdominale (dothiéntérie), typhus exanthématique (fièvre pourprée), variole, rage.

- b) Les frais d'hospitalisation des porteurs de bacilles envoyés à l'hôpital pour examen bactériologique ou prélèvement de sécrétion duodénale ou en vue d'une amélioration de leur état (opération de la vésicule biliaire, etc.) sont aussi à la charge de l'Etat.

INDE

NOTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME EN 1957¹

I. LÉGISLATION

A. DROITS POLITIQUES

1. *Loi de 1957 sur les Conseils législatifs*² (Loi n° 37 de 1957)

Cette loi du Parlement de l'Inde prévoit la création d'un Conseil législatif dans l'Etat d'Andhra Pradesh et contient en outre des dispositions relatives à l'augmentation du nombre des membres des Conseils législatifs des Etats qui possèdent déjà de tels organes. La Septième loi de revision de la Constitution (1956) a modifié l'article 171 de la Constitution de manière à faire passer le nombre maximum des membres du Conseil législatif d'un Etat du quart au tiers du nombre des membres de l'Assemblée législative de cet Etat. L'importance numérique du Conseil législatif d'un Etat a donc été portée par cette loi à près de 30 pour 100 de celle de l'Assemblée législative de cet Etat, sauf en ce qui concerne les Etats d'Uttar Pradesh et de Bombay, qui ont les Assemblées législatives comptant le plus grand nombre de membres, et l'Etat du Pendjab, qui a la plus petite Assemblée législative de tous les Etats dotés de Conseils législatifs. Cette loi a également apporté certains amendements à la loi de 1950 sur la représentation du peuple³ (loi n° 43 de 1950) et à la loi de 1951 sur la représentation du peuple⁴ (loi n° 43 de 1951). Le plus important a consisté à remplacer l'annexe III de la loi de 1950 sur la représentation du peuple par une nouvelle annexe indiquant l'importance numérique et la composition de tous les Conseils législatifs, compte tenu de ces modifications.

2. *Loi de 1957 sur la Zone de Naga Hills-Tuensang*⁵ (Loi n° 42 de 1957)

Cette loi du Parlement de l'Inde prévoit la création, dans l'Etat d'Assam, d'une nouvelle circonscription administrative dénommée «Zone de Naga Hills-Tuensang», comprenant les zones tribales qui, immé-

diatement avant l'entrée en vigueur de cette loi, étaient désignées sous le nom de district des Naga Hills et administrées par le Gouvernement de l'Assam et la *Tuensang Frontier Division* de la *North-East Frontier Agency*, elle-même administrée par le Gouverneur de l'Assam en sa qualité d'agent du Président de l'Inde. Cette nouvelle circonscription sera administrée par le Gouverneur de l'Assam en sa qualité d'agent du Président de l'Inde, mais indépendamment de l'administration de la *North-East Frontier Agency*. La loi a apporté les modifications nécessaires au paragraphe 20 de l'annexe VI de la Constitution. Elle a également modifié la loi de 1950 sur la représentation du peuple⁶ (loi n° 43 de 1950) de manière à ajouter à la Chambre du peuple un nouveau membre désigné qui représentera cette nouvelle circonscription et à réduire de 108 à 105 le nombre total des sièges de l'Assemblée législative de l'Etat d'Assam afin que n'y soit plus représenté le district des Naga Hills, qui fait désormais partie de la nouvelle circonscription.

B. STATUT LÉGAL DE L'INDIVIDU — DROIT A LA NATIONALITÉ

*Loi de 1957 modifiant la loi sur la citoyenneté*⁷ (Loi n° 65 de 1957)

Cette loi du Parlement de l'Inde a modifié la loi de 1955 sur la citoyenneté⁸ (loi n° 57 de 1955) de manière à faire figurer à l'annexe I de cette loi trois nouveaux pays du Commonwealth : le Ghana, la Fédération de Malaisie et Singapour. Aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 2 de la loi de 1955, le Gouvernement central peut, à la demande du gouvernement de tout pays mentionné dans l'annexe I, reconnaître, par un avis publié dans l'*Official Gazette*, les lois sur la citoyenneté ou la nationalité de ce pays. Après la publication de cet avis, toutes les personnes majeures et jouissant de tous leurs droits qui sont citoyens de ce pays peuvent, sous réserve des conditions et restrictions qui pourront être prescrites à leur endroit, être enregistrées comme citoyens indiens, conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 5 de la loi de 1955. Après l'adoption de la loi de 1955 sur la citoyenneté, le Ghana, la Fédération de Malaisie et Singapour sont devenus des pays du Commonwealth. La loi de 1957 a donc modifié

¹ Note obligeamment préparée par M. S. N. Mukerjee, Secrétaire du Conseil des Etats à New Delhi, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de l'Inde. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 18 septembre 1957, deuxième partie, section 1, p. 467-488.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 190-191.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 192-196.

⁵ Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 2 novembre 1957, deuxième partie, section 1, p. 513-515.

⁶ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 190-191.

⁷ Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 28 décembre 1957, deuxième partie, section 1, p. 687.

⁸ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 135-137.

l'annexe I de la loi de 1955 sur la citoyenneté afin d'y inclure ces trois nouveaux pays du Commonwealth et permettre ainsi au Gouvernement de l'Inde de reconnaître, le cas échéant, sur la base de la réciprocité, les lois sur la citoyenneté ou la nationalité de ces pays.

C. LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Loi de 1957 prorogeant la loi sur la détention préventive¹

(Loi n° 54 de 1957)

Cette loi du Parlement de l'Inde a prorogé pour une nouvelle période de trois ans la loi de 1950 sur la détention préventive² (loi n° 4 de 1950) qui devait venir à expiration le 31 décembre 1957.

D. LIBERTÉ PUBLIQUE

Loi de 1957 sur le droit d'auteur³

(Loi n° 14 de 1957)

Cette loi, adoptée par le Parlement de l'Inde, modifie et complète les dispositions législatives relatives au droit d'auteur. Elle revise complètement les dispositions en vigueur concernant le droit d'auteur, compte tenu de l'expérience acquise dans l'application de ces dispositions, de la conscience de plus en plus nette qu'a le public des droits et obligations des auteurs, ainsi que des conditions actuelles, en particulier de l'existence de nouveaux moyens de communication tels que radiodiffusion, lithophotographie, etc. Elle contient également des dispositions visant à mettre en œuvre certaines des recommandations contenues dans la Convention universelle sur le droit d'auteur, signée à Genève en 1952⁴, à laquelle l'Inde est partie.

La loi a élargi la définition du « droit d'auteur » de façon à y inclure le droit exclusif de communiquer par radiodiffusion toute œuvre, film cinématographique ou enregistrement gravé sur disque. En vertu de la loi, un film cinématographique fera l'objet d'un droit d'auteur distinct de ceux relatifs à ses éléments, c'est-à-dire le scénario, la musique, etc. De même, un disque fera également l'objet, en vertu de la loi, d'un droit d'auteur distinct de celui s'appliquant à l'œuvre qui y est enregistrée.

Comme on l'a fait dans la plupart des pays signataires de la Convention de Berne, cette loi stipule que la durée normale de la protection du droit d'auteur comprendra la vie de l'auteur et cinquante années après sa mort. Dans le cas d'une œuvre commune, la période de cinquante ans doit être calculée à compter du décès du dernier auteur survivant. Dans le cas

d'une œuvre anonyme ou publiée sous un pseudonyme, d'une œuvre gouvernementale, de l'œuvre d'une organisation internationale, d'une photographie, d'un film cinématographique ou d'un disque, la loi stipule que la durée normale de la protection du droit d'auteur sera de cinquante années à compter de la date de la première publication de l'œuvre, de la photographie, du film cinématographique ou du disque, selon le cas.

La loi prévoit la création d'un Office du droit d'auteur et d'un Conseil du droit d'auteur. L'Office aura à sa tête un directeur qui agira sous le contrôle et sur les directives du Gouvernement de l'Inde. L'Office tiendra un registre des droits d'auteur où les auteurs auront la faculté de faire inscrire les noms ou les titres des œuvres, les noms et adresses des auteurs, des éditeurs et des titulaires du droit d'auteur, au moment considéré, ainsi que d'autres détails pertinents. Les personnes intéressées trouveront dans le registre des renseignements utiles sur les droits d'auteur enregistrés auprès de l'Office du droit d'auteur. La loi confie au Conseil du droit d'auteur certaines fonctions d'ordre juridique telles que l'examen des demandes relatives à l'octroi de certaines licences prévues par la loi et la fixation de la rémunération due en vertu de la loi dans certaines conditions.

La loi prévoit, en ce qui concerne les œuvres qui n'ont pas été publiées, l'octroi, sous réserve du versement d'une rémunération aux titulaires des droits d'auteur, de licences opposables à ces derniers. Le directeur de l'Office du droit d'auteur est habilité à accorder ces licences conformément aux directives du Conseil. La loi prévoit également que le Conseil pourra, dans certains cas, accorder des licences, pour l'établissement et la publication de traductions, en quelque langue que ce soit, d'œuvres littéraires ou dramatiques, à condition que le requérant verse dans chaque cas au titulaire du droit d'auteur une redevance au taux fixé par le Conseil.

La loi contient en outre des dispositions régissant les activités des sociétés qui assurent la protection des droits des exécutants et contrôlant les cachets, taxes ou redevances qu'elles perçoivent. La loi accorde également aux organismes de radiodiffusion, pour leurs émissions, un droit analogue au droit d'auteur.

La loi permet, sur la base de la réciprocité, d'étendre le bénéfice du droit d'auteur à des œuvres publiées ailleurs qu'en Inde. Elle autorise le Gouvernement de l'Inde à cesser de protéger le droit d'auteur sur les œuvres d'un étranger si le pays d'origine dudit étranger n'accorde pas la même protection aux auteurs indiens. La loi prévoit aussi que les œuvres publiées par certaines organisations internationales reconnues à cette fin par le Gouvernement de l'Inde bénéficieront du droit d'auteur.

La loi indique, de façon détaillée, les actes qui constituent, ou ne constituent pas une atteinte au droit d'auteur. L'utilisation, faite de bonne foi, de toute œuvre pour rendre compte de l'actualité, par radiodiffusion, dans un film cinématographique ou

¹ Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 26 décembre 1957, deuxième partie, section 1, p. 559.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 147-148.

³ Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 6 juin 1957, deuxième partie, section 1, p. 171-206.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 449-455.

au moyen de photographies, de même que la reproduction de toute œuvre aux fins d'une procédure judiciaire ou en vue de rendre compte d'une procédure judiciaire, ne constituent pas, aux termes de la loi, une atteinte au droit d'auteur.

La loi stipule également les recours possibles contre les atteintes au droit d'auteur. Le titulaire du droit d'auteur peut exercer certains recours devant les tribunaux civils en vue d'obtenir une ordonnance, des dommages-intérêts, une reddition de comptes, etc. En outre, des sanctions sont prévues à l'encontre des coupables de toute atteinte délibérée au droit d'auteur sur une œuvre ou à tout autre droit reconnu par la loi.

E. EGALITÉ ET PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION

*Loi de 1957 sur la fonction publique
(durée de résidence requise)¹
(Loi n° 44 de 1957)*

Le paragraphe 2 de l'article 16 de la Constitution de l'Inde prévoit qu'aucun citoyen ne peut, du seul fait de son lieu de résidence, se voir refuser, en droit ou en fait, le droit d'occuper un emploi ou un poste d'Etat. Toutefois, il est stipulé au paragraphe 3 que cet article n'empêche pas le Parlement d'adopter une loi exigeant, pour une ou plusieurs catégories d'emplois ou de postes relevant d'un Etat ou territoire de l'Union ou d'une autorité locale ou autre, une durée de résidence dans cet Etat ou ce territoire de l'Union comme condition à la nomination à cet emploi ou à ce poste. En outre, le paragraphe b) de l'article 35 de la Constitution dispose que toute loi portant sur les questions visées au paragraphe 3 de l'article 16 de la Constitution et étant en vigueur au moment de la mise en application de la Constitution restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit abrogée ou modifiée par le Parlement.

Cette loi du Parlement de l'Inde a abrogé toutes les lois qui étaient en vigueur aux termes du paragraphe 2 dudit article 35 et qui exigeaient une durée de résidence dans un Etat ou un territoire de l'Union comme condition à la nomination à un emploi dans cet Etat ou ce territoire. Toutefois, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 16 de la Constitution, la loi a prévu certaines exceptions à la règle générale interdisant la discrimination fondée sur la résidence, qui est consacrée par le paragraphe 2 de cet article, en autorisant le Gouvernement de l'Inde à adopter des règlements exigeant une résidence dont la durée ne devra pas dépasser cinq ans comme condition à la nomination à certains services et postes dans les territoires d'Himachal Pradesh, de Manipur et de Tripura et dans la région qui a été transférée, en vertu de la loi de 1956 sur la réorganisation des Etats²

(loi n° 37 de 1956), de l'Etat d'Hyderabad à l'Etat d'Andhra Pradesh.

F. DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

*Loi de 1957 modifiant la loi sur les conflits
du travail³*

(Loi n° 18 de 1957)

La Cour suprême de l'Inde a jugé qu'aucune indemnité de mise à pied par suite d'une réduction de personnel n'était due, en vertu de l'article 25 F de la loi de 1947 sur les conflits du travail (loi n° 14 de 1947), à des travailleurs licenciés par leur employeur en raison de la fermeture effective de l'entreprise, ordonnée de bonne foi, ou à la suite d'un transfert de propriété d'un employeur à un autre.

La loi de 1947 sur les conflits du travail a donc été amendée par la loi de 1957 portant modification de la loi sur les conflits du travail et prévoit maintenant que, sous réserve de certaines conditions, une indemnité sera due, conformément aux dispositions de l'article 25 F, à tout travailleur licencié à la suite d'un transfert ou de la fermeture d'une entreprise, comme si le travailleur avait été mis à pied par suite d'une réduction de personnel. Toutefois, dans le cas d'un transfert d'entreprise, si le travailleur est pris au service du nouveau propriétaire à des conditions qui ne lui sont pas moins favorables, il n'a droit à aucune indemnité. Le maximum de l'indemnité due à un travailleur, en cas de fermeture d'une entreprise pour des raisons indépendantes de la volonté de l'employeur, a été fixé au montant du salaire moyen perçu par le travailleur pendant trois mois. Les travailleurs employés dans une entreprise de construction n'ont droit à aucune indemnité si, par suite de l'achèvement des travaux qui lui avaient été confiés, l'entreprise met fin à son activité dans les deux ans qui suivent la date à laquelle elle avait été créée.

II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

1. EGALITÉ DEVANT LA LOI ET ÉGALE PROTECTION DES LOIS — CRITÈRE DE CLASSIFICATION ADMISSIBLE — ARTICLE 14 DE LA CONSTITUTION DE L'INDE

Asgarali Nazarali Singaporawalla c. Etat de Bombay

Cour suprême de l'Inde⁴

Décision du 19 février 1957

Exposé des faits: Inculpés des infractions prévues à l'article 161, compte tenu de l'article 116 et de l'article 109 ou de l'article 144 du Code pénal indien, pour avoir offert à un sous-inspecteur de police, attaché à la brigade du Département des recherches criminelles chargée de la lutte contre la corruption, une gratifica-

¹ Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 9 décembre 1957, deuxième partie, section 1, p. 527-528.

² Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 31 août 1956, deuxième partie, section 1, p. 747-814.

³ Publiée dans la *Gazette of India Extraordinary* du 8 juin 1957, deuxième partie, section 1, p. 213-215.

⁴ *Report* (1957) S.C.R. 678.

tion illicite de 125.000 roupies, à un titre autre que celui de rémunération légitime, en vue de l'induire à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions officielles, les prévenus et la société Buxabhoy and Co, ou de le récompenser de l'avoir fait, l'appelant Asgarali Singaporawalla, et cinq autres individus ont été jugés par le Magistrat de la Présidence de Bombay. L'infraction, d'après l'accusation, avait été commise le 28 juillet 1950 et les poursuites ont été engagées le 14 juillet 1951. Le procès était pendant lorsque la loi de 1952 sur la réforme du droit pénal (loi n° 46 de 1952), que le Parlement avait adoptée, est entrée en vigueur le 28 juillet 1952. Cette loi, qui modifiait le Code pénal indien et le Code de procédure pénale de 1898, instituait une procédure plus rapide pour les infractions tombant sous le coup des articles 161, 165 ou 165 A du Code pénal indien ou de l'article 5, alinéa 2, de la loi de 1947 sur la lutte contre la corruption (loi n° 2 de 1947), ainsi que les actes constituant une entente en vue de commettre l'une quelconque de ces infractions, une tentative d'infraction ou une incitation à la commettre, les coupables desdites infractions ou desdits actes devant être jugés par des juges spéciaux nommés en vertu de la même loi. Il était également prévu que toutes les affaires qui étaient ainsi confiées à un juge spécial et qui étaient pendantes devant un magistrat quelconque au moment de l'entrée en vigueur de la loi, devaient être transmises au juge spécial compétent. Le Magistrat de la Présidence de Bombay a continué à connaître de l'affaire. Après avoir été interrogé conformément à l'article 342 du Code de procédure pénale, l'appelant a déposé son mémoire le 14 août 1952. Le Ministère public a commencé son réquisitoire le 26 août 1952 et l'a terminé le 5 septembre 1952. La défense a ensuite commencé sa plaidoirie. Par un avis daté du 23 septembre 1952, et publié dans l'*Official Gazette* du 26 septembre 1952, le Gouvernement de Bombay a désigné un juge spécial chargé de juger les coupables des infractions susmentionnées. La défense a achevé sa plaidoirie le 26 septembre 1952 et le Magistrat de la Présidence a rendu son jugement le 29 septembre 1952, acquittant l'appelant ainsi que deux des autres prévenus et condamnant les deux derniers prévenus. L'un des prévenus condamnés a alors interjeté appel auprès de la Haute Cour de Bombay contre sa condamnation, et l'Etat de Bombay a fait appel contre l'acquiescement de l'appelant et de deux des autres prévenus. Le Gouvernement de Bombay a fait valoir que depuis la date de l'entrée en vigueur de la loi de 1952 sur la réforme du droit pénal seul le Juge spécial était compétent pour juger les prévenus, que le Magistrat de la Présidence avait le devoir de transmettre l'affaire au Tribunal du Juge spécial désigné pour connaître de ces infractions et qu'en conséquence le jugement acquittant l'appelant et deux autres prévenus n'était pas valable en droit, ayant été rendu par un magistrat incompétent. L'appelant et les deux autres prévenus acquittés ont soutenu que les dispositions de la loi de 1952 sur la réforme du droit pénal violaient le principe de l'égalité

protection des lois énoncé à l'article 14 de la Constitution¹, que ladite loi était donc inconstitutionnelle et que, par conséquent, le Magistrat de la Présidence était compétent pour continuer à connaître de l'affaire malgré l'entrée en vigueur de la loi incriminée, si bien que le jugement acquittant l'appelant et les deux autres prévenus était valable. La Haute Cour a toutefois rejeté les conclusions de l'appelant; elle a jugé que la loi incriminée était constitutionnelle et qu'après son entrée en vigueur, le Magistrat de la Présidence n'était plus compétent pour juger l'affaire. Elle a en conséquence infirmé le jugement du Magistrat de la Présidence acquittant l'appelant et deux autres prévenus et ordonné que l'appelant et les autres prévenus soient jugés à nouveau par le tribunal du Juge spécial du Grand-Bombay, auquel l'affaire a été renvoyée pour être jugée conformément à la loi. L'appelant s'est alors pourvu devant la Cour suprême, après y avoir été spécialement autorisé par elle; il a fait notamment valoir que la loi incriminée était nulle parce qu'elle violait le droit fondamental qui lui était garanti par l'article 14 de la Constitution et qu'elle ne pouvait donc modifier en rien la compétence du Magistrat de la Présidence pour continuer à connaître de l'affaire.

Décision: La Cour a rejeté l'appel. La loi incriminée ne viole pas l'article 14 de la Constitution car, en faisant une catégorie à part de certaines infractions devant être jugées exclusivement par des juges spéciaux, elle a établi une classification admissible étant donné qu'elle est fondée sur des spécifications intelligibles qui distinguent les délinquants compris dans un même groupe de ceux qui sont hors de ce groupe et qu'au surplus, il existe un rapport rationnel entre ces spécifications et l'objectif visé par la loi, qui est d'instituer une procédure plus rapide pour le jugement des coupables desdites infractions.

La Cour a déclaré: «Les principes sur lesquels repose l'article 14 de la Constitution ont été analysés de façon très complète par la Cour suprême dans plusieurs décisions antérieures. La Cour s'est prononcée pour la première fois sur le sens et la portée de l'article 14 dans l'affaire *Chiranjit Lal Chowdhury c. Union indienne*². Les principes énoncés dans cette affaire ont été résumés comme suit par le juge Fazl Ali dans l'arrêt *Etat de Bombay c. F. N. Balsara*³:

«1) La présomption est toujours en faveur de la constitutionnalité d'une disposition législative, car il faut supposer que le législateur comprend les besoins de la population et en tient justement compte, que ses lois sont faites pour résoudre des problèmes révélés par l'expérience et que ses distinctions sont fondées sur des raisons valables.

«2) Cette présomption peut être renversée, dans

¹ L'article 14 dispose: «Nul ne peut être privé par l'Etat du droit à l'égalité devant la loi ou à l'égalité protection des lois sur le territoire de l'Inde.»

² [1950] S.C.R. 869.

³ [1951] S.C.R. 682, 708 [Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 203-207].

certains cas, si l'on prouve que la loi n'établit aucune classification et n'énonce aucune spécification particulière à un individu ou à une classe quelconque qui soit inapplicable à tout autre individu ou classe et que, néanmoins, la loi atteint uniquement un individu donné ou une classe donnée.

«3) Le principe de l'égalité ne signifie pas que chaque loi doive être indifféremment appliquée à toutes les personnes qui, par nature, du fait de leur acquit ou en raison des circonstances, ne se trouvent pas dans la même situation, et la diversité des besoins de classes différentes d'individus exige souvent que chacune soit soumise à un traitement particulier.

«4) Le principe ne prive pas l'Etat du pouvoir de procéder, à des fins légitimes, à une classification des individus.

«5) Toute classification risque, dans une certaine mesure, de créer quelque inégalité, et le simple fait de créer une inégalité ne suffit pas.

«6) Une loi qui traite de la même manière les membres d'une catégorie bien définie n'est pas vexatoire et l'on ne peut lui reprocher de porter atteinte au principe de l'égalité sous prétexte qu'elle ne s'applique pas à d'autres individus.

«7) Toute classification raisonnable est admissible, mais elle doit être fondée sur une distinction réelle et notable, ayant un rapport raisonnable et juste avec l'objectif visé, et la classification ne peut pas être faite arbitrairement et sans fondement sérieux.

«L'opinion la plus récente émise sur ce sujet figure dans l'arrêt que la présente Cour a rendu dans l'affaire *Budhan Choudhry et consorts c. Etat de Bihar*¹ où l'on peut lire ce qui suit :

«La présente Cour a eu l'occasion d'examiner les dispositions de l'article 14 de la Constitution dans un certain nombre d'affaires : *Chiranjit Lal Chowdhury c. Union indienne*², *Etat de Bombay c. F. N. Balsara*³, *Etat du Bengale Occidental c. Anwar Ali Sarkar*⁴, *Kathi Ranning Rawat c. Etat de Saurashtra*⁵, *Lachmandas Kewalram Abuja c. Etat de Bombay*⁶, *Oasim Razvi c. Etat d'Hyderabad*⁷, et *Habeeb Mohamed c. Etat d'Hyderabad*⁸. Il n'est donc pas nécessaire de s'étendre longuement sur le sens, la portée et les effets de cet article. Il est maintenant bien établi que l'article 14, s'il interdit la législation de classe, n'interdit pas une classification raisonnable pour les besoins de la législation. Cependant, deux conditions doivent être respectées afin de satisfaire au critère d'une classification admissible, à

savoir : i) la classification doit être fondée sur des spécifications intelligibles qui distinguent les personnes ou les choses comprises dans un même groupe de celles qui sont hors de ce groupe, et ii) cette spécification doit avoir un rapport rationnel avec l'objet poursuivi par ladite loi. La classification peut être fondée sur différents critères, comme la répartition géographique, le sujet, l'emploi ou de critères analogues ; ce qui est nécessaire, c'est qu'il y ait un lien entre les critères de la classification et l'objet de la loi considérée. Les décisions de la Cour ont également établi clairement que l'article 14 condamne la discrimination, non seulement par une loi sur le fond, mais encore en réglementant la procédure. » Examinons de près, à la lumière des principes ci-dessus, les dispositions de la loi incriminée.

«La première question que nous devons nous poser est celle de savoir si la loi incriminée établit une classification raisonnable pour les besoins de la législation. Si nous examinons soigneusement les dispositions de ladite loi, il apparaît que le législateur a classé dans un groupe ou catégorie les infractions tombant sous le coup des articles 161, 165 ou 165 A du Code pénal indien ou de l'article 5, paragraphe 2, de la loi de 1947 sur la lutte contre la corruption. S'agissant d'infractions rentrant dans le cadre de la corruption de fonctionnaires ou des concussion commises par eux, c'est à bon droit qu'elles ont été classées dans un même groupe ou catégorie. Cette classification est fondée sur une spécification intelligible qui distingue les délinquants ainsi classés dans un même groupe de ceux qui sont laissés en dehors du groupe. Il est prévu que les individus qui commettent ces délits de corruption ou de concussion constituent à eux seuls une classe nettement distincte de celle des délinquants auxquels on peut appliquer les dispositions ordinaires du Code pénal indien ou du Code de procédure pénale de 1898, et bien que l'on ait ainsi mis à part les délinquants qui composent ce groupe ou cette catégorie pour les soumettre à un traitement spécial, on ne saurait dire qu'ils sont l'objet d'un traitement discriminatoire par rapport à celui appliqué aux autres délinquants qui ne sont pas compris dans le même groupe ou la même catégorie et qui continuent d'être soumis à la procédure ordinaire.

«La deuxième question est celle de savoir si cette spécification a un rapport rationnel avec le but recherché par la loi incriminée. Il ressort du préambule de la loi que celle-ci a été promulguée afin d'instituer une procédure plus rapide pour le jugement des coupables de certaines infractions. On a cependant fait valoir devant nous, en se fondant sur certaines observations formulées dans l'arrêt *Anwar Ali Sarkar* (voir plus haut) par le juge Mahajan (page 314) et par le juge Mukherjea (page 328) et citées par le président Patanjali Sastri (page 43) dans l'arrêt *Kedar Nath Bajoria c. Etat du Bengale Occidental*⁹, que le désir d'accélérer le jugement des coupables de certaines

¹ [1955] 1 S.C.R. 1045, 1048 [Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 130-132].

² [1950] S.C.R. 869.

³ [1951] S.C.R. 682.

⁴ [1952] S.C.R. 284. [Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 149-153].

⁵ [1952] S.C.R. 435. [Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 155-157].

⁶ [1952] S.C.R. 170.

⁷ [1953] S.C.R. 581.

⁸ [1953] S.C.R. 661.

⁹ [1954] S.C.R. 30.

infractions ne constitue pas un motif raisonnable pour établir une telle classification. Pris isolément, les passages invoqués semblent confirmer la thèse soutenue devant nous par l'éminent conseil de l'appelant. Il convient de rappeler toutefois que la présente Cour n'a pas jugé cet argument concluant dans l'arrêt *Kedar Nath Bajoria* (voir plus haut), où elle a déclaré ce qui suit :

«1) Lorsque, comme en l'espèce, une loi est attaquée parce qu'elle contreviendrait à l'article 14 de la Constitution, la question véritable qu'il y a lieu de trancher est celle de savoir si, compte tenu du but de la loi et des motifs qui l'ont inspirée, tels qu'ils résultent de son titre, de son préambule et de ses dispositions, on peut dire que la classification dans une catégorie à part d'infractions déterminées pour lesquelles on crée un tribunal spécial et on institue une procédure particulière est déraisonnable et arbitraire et que, par conséquent, elle viole le principe de l'égalité de protection.

«2) Etant donné que les infractions du genre indiqué dans l'annexe à la loi étaient extrêmement courantes et avaient été commises un peu partout au cours de la période d'après guerre, étant donné également qu'il était nécessaire de les combattre efficacement et de juger rapidement les coupables de telles infractions, il y a lieu de considérer que la loi en question s'inspire d'un principe de classification parfaitement rationnel, ayant un rapport clair et raisonnable avec l'objectif recherché, et qu'elle ne contrevient nullement à l'article 14 de la Constitution.

«Dans le cas qui nous occupe, comme la corruption et la concussion étaient très répandues et que l'on estimait qu'il était nécessaire de les extirper de toute urgence, il y avait lieu de prendre des mesures en vue de supprimer toute possibilité de retard dans le jugement des délinquants. C'est dans ce but que la loi attaquée a institué une procédure plus rapide pour ces infractions grâce à la désignation de juges spéciaux ayant compétence exclusive pour en connaître et habilités en outre à juger les coupables de telles infractions sans qu'il soit nécessaire que ceux-ci soient renvoyés devant eux et en appliquant la procédure prescrite pour le procès des personnes dont un magistrat lui-même a ordonné l'arrestation (*warrant cases*). La procédure devant les juges spéciaux a été ainsi assimilée à la procédure devant les cours de sessions, jugeant sans le concours d'un jury ou d'assesseurs, et les pouvoirs de la Haute Cour en matière d'appel et de révision ont été également limités. Toutes ces dispositions devaient nécessairement avoir pour effet d'accélérer le jugement des coupables de ces infractions et l'on ne saurait nier l'existence d'un rapport rationnel entre les spécifications énoncées par la loi incriminée et l'objectif qu'elles cherchent à atteindre. Les deux conditions sont donc réunies et l'on ne saurait soutenir que les dispositions de la loi incriminée violent de quelque manière que ce soit l'article 14 de la Constitution.»

2. DROIT A LA LIBERTÉ DE PAROLE ET D'EXPRESSION — LOI IMPOSANT DES RESTRICTIONS DANS L'INTÉRÊT DE L'ORDRE PUBLIC — VALIDITÉ — ARTICLE 19 DE LA CONSTITUTION DE L'INDE — ARTICLE 295 A DU CODE PÉNAL INDIEN

Ramji Lal Modi c. Etat d'Uttar Pradesh

Cour suprême de l'Inde¹

Décision du 5 avril 1957

Exposé des faits : Le requérant, Ramji Lal Modi, était rédacteur en chef, imprimeur et éditeur d'une revue mensuelle intitulée «*Gaurakshak*» et consacrée à la protection de la vache. A la suite d'un article publié dans le numéro de novembre 1952 de cette revue, le requérant a été poursuivi en juin 1953, sur plainte déposée contre lui auprès du Tribunal du magistrat de district de Kanpur, du chef d'infractions tombant sous le coup des articles 153 A et 295 A du Code pénal indien. Le requérant a été ensuite renvoyé devant la Cour de sessions de Kanpur pour y être jugé sous l'inculpation d'avoir commis les infractions prévues par les deux articles précités. Le juge de sessions l'a acquitté du chef prévu à l'article 153 A, mais l'a déclaré coupable du délit puni par l'article 295 A² et l'a condamné à dix-huit mois de réclusion et à une amende de 2.000 roupies. Le requérant a alors interjeté appel auprès de la Haute Cour d'Allahabad. La Haute Cour a déclaré que l'article incriminé avait été publié dans l'intention délibérée et malveillante de blesser les sentiments religieux des Musulmans et a confirmé la condamnation prononcée contre le requérant en vertu de l'article 295 A du Code pénal indien, réduisant toutefois la peine de réclusion à douze mois seulement et ramenant l'amende de 2.000 roupies à 250 roupies seulement. Le requérant a alors adressé à la Cour suprême une requête fondée sur l'article 32 de la Constitution, lui demandant de déclarer inconstitutionnelles les dispositions de l'article 295 A du Code pénal indien et d'annuler la condamnation prononcée contre lui en vertu de cet article. Le conseil du requérant a fait valoir devant la Cour suprême que les dispositions de l'article 295 A du Code pénal indien portaient atteinte au droit fondamental du requérant à la liberté de parole et d'expression que lui garantissait le paragraphe 1 a) de l'article 19 de la Constitution³, et que lesdites dispositions n'étaient pas couvertes par le paragraphe

¹ Report (1957) S.C.R. 860.

² L'article 295 A du Code pénal indien est ainsi conçu : «295 A. Sera puni de l'emprisonnement ou de la réclusion pour une période ne pouvant dépasser deux ans, ou d'une amende, ou des deux peines à la fois, quiconque, dans l'intention délibérée et malveillante de blesser les sentiments religieux d'une classe quelconque de citoyens de l'Inde, insulte ou tente d'insulter, par ses paroles ou ses écrits ou par des représentations visibles, la religion ou les convictions religieuses de cette classe.»

³ Le paragraphe 1 a) de l'article 19 dispose : «Tous les citoyens ont : a) le droit à la liberté de parole et d'expression.»

2 du même article¹ comme l'est une loi imposant des restrictions raisonnables audit droit dans l'intérêt de l'ordre public.

Décision: Rejet de la requête. Les dispositions incriminées — celles de l'article 295 A — ne contrevennent pas au paragraphe 1 a de l'article 19 de la Constitution, car elles sont indubitablement couvertes par le paragraphe 2 de l'article 19 de la Constitution.

La Cour a déclaré: « . . . Tout d'abord, le paragraphe 2 de l'article 19 couvre une loi imposant des restrictions raisonnables à l'exercice du droit à la liberté de parole et d'expression « dans l'intérêt de » l'ordre public, formule beaucoup plus large que « pour le maintien de » l'ordre public. En conséquence, si certaines activités tendent à porter atteinte à l'ordre public, une loi qui les qualifie d'infractions doit nécessairement être considérée comme une loi imposant une restriction raisonnable « dans l'intérêt de l'ordre public » bien que, dans certains cas, ces activités n'aboutissent pas, en fait, à une rupture de l'ordre public. En second lieu, l'article 295 A ne tient pas pour délictueux tous les actes, sans exception, qui constituent une insulte ou une tentative d'insulte à la religion ou aux convictions religieuses d'une classe de citoyens, mais seulement les actes insultants ou les diverses tentatives d'insulte dirigés contre la religion ou les convictions religieuses d'une classe de citoyens, lorsqu'ils sont commis dans l'intention délibérée et malveillante de blesser les sentiments religieux de cette classe. Les insultes à la religion proférées involontairement, par inadvertance ou sans aucune intention délibérée ni malveillante de blesser les sentiments religieux de cette classe ne tombent pas sous le coup de cet article. Celui-ci punit uniquement la forme aggravée que revêt l'insulte à la religion lorsqu'elle est formulée dans l'intention délibérée et malveillante de blesser les sentiments religieux de cette classe. Il est évident que l'effet calculé de cette forme aggravée d'insulte est de troubler l'ordre public, et les dispositions en question, qui répriment ces activités, sont indubitablement couvertes par le paragraphe 2 de l'article 19 en tant que loi imposant des restrictions raisonnables à l'exercice du droit à la liberté de parole et d'expression garanti par le paragraphe 1 a) de l'article 19 . . . »

3. DROIT A LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE — RAPPORT AVEC LE DROIT DE CIRCULER LIBREMENT, ETC. — RESTRICTIONS AU DROIT — « PROCÉDURE PRÉVUE PAR LA LOI », SENS DE L'EXPRESSION — ARRESTATION D'UN CONTRIBUABLE EN VUE D'ASSURER LE RECOUVREMENT D'IMPÔTS ARRIÉRÉS — VALIDITÉ — ARTICLE 46, PARAGRAPHE 2, DE LA LOI INDIENNE DE 1922 RELATIVE A L'IMPÔT SUR LE REVENU ET ARTICLE 48 DE LA LOI DE MADRAS DE 1864 SUR LA PERCEPTION DES RECETTES — ARTICLES 14, 19, 21 ET 22 DE LA CONSTITUTION DE L'INDE

Percepteur de Malabar c. Erimal Ebrahim Hajee

*Cour suprême de l'Inde*²

Décision du 11 avril 1957

Exposé des faits: Les autorités avaient fixé le montant dû par l'intimé, au titre de l'impôt sur le revenu pour plusieurs exercices fiscaux, et le total de ses impôts arriérés s'élevait à 70.000 roupies environ. Après déduction d'une certaine somme recouvrée par le percepteur en exécution d'un mandat délivré par le préposé à l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu³, l'arriéré dû par l'intimé au titre de l'impôt sur le revenu s'élevait à quelque 61.668 roupies pour les exercices 1943/44 et 1945/46 à 1948/49. Dans l'intervalle, il est apparu que l'intimé s'était défait de certains de ses biens. Des enquêtes ont révélé en outre que, bien qu'il eût liquidé son entreprise de Cannanore en août 1947, l'intimé avait créé en 1948, à Tellichery, une nouvelle société composée de son fils majeur et de ses quatre fils mineurs, qui se livrait à une activité identique sous la raison sociale V. P. Abdul Azeez and Bros. L'intimé prétendait que le capital de cette entreprise provenait essentiellement de la vente de bijoux appartenant à sa femme, c'est-à-dire à la mère d'Abdul Azeez. Le préposé à l'impôt sur le revenu a cependant soutenu, au cours des poursuites fiscales dirigées contre la société de Tellichery, que cette entreprise, dénommée V. P. Abdul Azeez and Bros., appartenait à l'intimé. Il existait donc de bonnes raisons de croire que délibérément ce dernier s'était abstenu de payer l'arriéré de ses impôts sur le revenu et qu'il s'était rendu coupable d'agissements frauduleux pour se dérober au paiement desdits impôts. Comme le mandat prévu à

² Report (1957) S.C.R. 970.

¹ Le paragraphe 2 de l'article 19 dispose: « L'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus n'affecte pas l'application d'une loi en vigueur ni n'empêche l'Etat d'édicter une loi, dans la mesure où ladite loi impose des restrictions raisonnables à l'exercice du droit conféré par ledit alinéa dans l'intérêt de la sécurité de l'Etat, des relations amicales avec les Etats étrangers, de l'ordre public, de la décence et des bonnes mœurs, ou dans les cas d'atteinte à l'autorité des tribunaux, de diffamation ou d'incitation à un délit. »

³ L'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu est ainsi conçu: « 46... (2) Le préposé à l'impôt sur le revenu peut adresser au percepteur un mandat signé de lui précisant le montant de l'arriéré dû par un contribuable; au reçu de ce mandat, le percepteur procède, auprès de ce contribuable, au recouvrement du montant indiqué comme s'il s'agissait d'un arriéré de revenus du Domaine. Il est entendu, toutefois, que, pour le recouvrement de ce montant, et sans préjudice des autres pouvoirs qu'il détient en la matière, le percepteur dispose des pouvoirs que le Code de procédure civile de 1908 (loi n° 5 de 1908) confère aux tribunaux civils pour le recouvrement d'une somme due en vertu d'une décision judiciaire... »

l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu lui avait déjà été adressé par le préposé à l'impôt sur le revenu, le percepteur, procédant conformément à l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes (loi n° II de 1864)¹ a décerné contre l'intimé un mandat d'arrêt en vertu duquel celui-ci a été arrêté le 1^{er} juin 1954 et incarcéré à la prison centrale de Cannanore.

L'intimé a adressé alors à la Haute Cour de Madras une requête fondée sur l'article 491 du Code de procédure pénale de 1898, soutenant que l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu, et l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes, violaient les articles 14, 19, 21 et 22 de la Constitution et demandant que des instructions soient données, sous forme d'ordonnance d'*habeas corpus*, pour qu'il soit amené devant ladite Cour afin qu'il soit traité conformément à la loi et relâché. La Haute Cour de Madras a jugé que l'intimé avait été arrêté illégalement et elle a ordonné sa mise en liberté. La Haute Cour a estimé que les dispositions de l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu violaient l'article 14 de la Constitution, que celles de l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes violaient l'article 22 de la Constitution, et que, par conséquent, tant les unes que les autres étaient inconstitutionnelles.

L'appelant s'est alors pourvu devant la Cour suprême en invoquant l'article 132, paragraphe 1, de la Constitution. Son conseil a fait valoir que ni l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu, ni l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes, ne violaient les articles 14, 19, 21 et 22 de la Constitution, que l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu était une disposition législative valable et que, au reçu d'un mandat signé du préposé à l'impôt sur le revenu, le percepteur avait le pouvoir, en vertu de cet article, de recouvrer l'arriéré de l'impôt sur le revenu comme s'il s'agissait de revenus du Domaine. De son côté, le conseil de l'intimé a soutenu, notamment, que les dispositions incriminées des deux lois dont il s'agit étaient contraires à l'article

14, aux alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19 et aux articles 21 et 22 de la Constitution.

Décision: La Cour a fait droit à l'appel. Les dispositions de l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu et de l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes ne sont pas inconstitutionnelles et ni les unes ni les autres ne violent l'article 14², les alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19³ ou les articles 21 et 22⁴ de la Constitution.

Tenant compte de l'arrêt qu'elle avait précédemment rendu dans l'affaire *Purshottam Govindji Halai*⁵, la Cour suprême a jugé que les dispositions de l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu, ne violaient pas le droit fondamental garanti par l'article 14 de la Constitution, estimant que les raisons indiquées dans cet arrêt pour retenir que lesdites dispositions n'étaient pas contraires à l'article 14 étaient également valables en l'espèce. (Dans l'affaire *Purshottam Govindji Halai*, la Cour avait déclaré sans fondement la thèse selon laquelle l'article 46, paragraphe 2, prévoit deux méthodes distinctes et indifféremment applicables, pour le recouvrement des sommes dues et laisse le percepteur entièrement libre et maître d'avoir recours à l'une ou à l'autre de ces méthodes — en d'autres termes, il peut décerner un mandat d'arrêt contre un contribuable en défaut et le maintenir en état de détention pour une période qui peut être bien supérieure à six mois, et, dans le cas d'un autre contribuable en défaut, il peut agir conformément au Code de procédure civile de 1908 et l'arrêter et le détenir pour six mois au maximum — permettant ainsi au percepteur de discriminer à son

² Le texte de l'article 14 est reproduit dans la note 1, au bas de la page 92.

³ Les alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19 disposent : « 19. 1) Tous les citoyens ont : a) le droit à la liberté de parole et d'expression ; b) le droit de se réunir paisiblement et sans armes ; c) le droit de constituer des associations ou des syndicats ; d) le droit de circuler librement sur tout le territoire de l'Inde ; e) le droit de résider et de s'établir en tout lieu du territoire de l'Inde ; ... g) le droit d'exercer une profession, de se livrer à une activité commerciale ou industrielle, d'occuper un emploi ou d'exercer un métier, quels qu'ils soient. »

⁴ Les articles 21 et 22 disposent :

« 21. Nul ne peut être privé de sa vie ou de sa liberté, si ce n'est suivant la procédure prévue par la loi. »

22. 1) Quiconque a été arrêté ne peut être maintenu en état de détention sans être informé, aussitôt que possible, des motifs de son arrestation, ni se voir refuser le droit de consulter un avocat de son choix et d'être défendu par lui.

« 2) Quiconque est arrêté et détenu doit être traduit devant le magistrat le plus proche dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation, le temps nécessaire pour se rendre du lieu de l'arrestation au siège du magistrat non compris, et nul ne peut être détenu à l'expiration de ce délai, si ce n'est sur l'ordre d'un magistrat. »

« 3) Les paragraphes 1) et 2) ne sont pas applicables : a) à quiconque est, au moment considéré, ressortissant d'un pays ennemi ; ou b) à quiconque est arrêté ou détenu en vertu d'une loi prévoyant la détention préventive. »

⁵ *Report* (1955) 2 S.C.R. 887.

¹ L'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes est ainsi conçu : « 48. Lorsque l'arriéré des recettes à percevoir, majoré des intérêts et autres frais, ainsi qu'il est dit ci-dessus, ne peut être recouvré par la vente des biens du débiteur en défaut ou de sa caution, et que le percepteur a des raisons de croire que le débiteur en défaut ou sa caution s'abstient délibérément d'acquitter ledit arriéré ou s'est rendu coupable d'agissements frauduleux pour se dérober au paiement des sommes dues, le percepteur a le droit de faire arrêter et emprisonner le débiteur en défaut ou sa caution, à condition qu'il ne s'agisse pas d'une femme, comme il est indiqué ci-après ; il est entendu toutefois que la durée de l'emprisonnement du chef du non-paiement d'un arriéré dû à l'Etat ne pourra en aucun cas dépasser deux ans, ou six mois si l'arriéré atteint au maximum 500 roupies, ou trois mois si l'arriéré atteint au maximum 50 roupies ; il est également entendu que l'emprisonnement n'éteint pas la créance de l'Etat contre le débiteur en défaut ou sa caution. »

gré entre deux contribuables en défaut placés dans la même situation et violant, de ce fait, la règle de l'égalité protection posée par l'article 14 de la Constitution. Ledit article 46, paragraphe 2, ne prescrit nullement deux manières de procéder distinctes et indifféremment applicables. La réserve faisant l'objet de la deuxième partie du paragraphe 2 de l'article 46 ne prescrit pas un mode de recouvrement de la somme mentionnée dans le mandat autre que celui prévu dans la première partie et pouvant lui être substitué; elle confère simplement au percepteur des pouvoirs plus étendus pour lui permettre d'utiliser mieux et avec plus d'efficacité le seul mode de recouvrement autorisé par la partie principale de cet article. (Dans l'affaire *Pursbottam Govindji Halai*, la Cour avait également jugé sans fondement la thèse selon laquelle ledit article 46, paragraphe 2, imposait au percepteur l'obligation, au reçu du mandat signé du préposé à l'impôt sur le revenu, de recouvrer le montant indiqué dans le mandat comme s'il s'agissait d'un arriéré de revenus du Domaine et, par conséquent, était une mesure discriminatoire car, du fait que les divers Etats avaient adopté des lois différentes en matière de perception des revenus du Domaine, les contribuables en défaut étaient soumis à un régime différent selon les Etats. Cette mesure dont on se plaint ne viole d'aucune manière le droit fondamental garanti par l'article 14 de la Constitution étant donné que la création, par certains Etats, de catégories ou classes distinctes groupant les contribuables en défaut est une classification territoriale fondée sur une spécification intelligible et qu'il existe un lien ou une corrélation raisonnable entre le critère de la classification et l'objectif visé par la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu.)

Il a été jugé dans l'affaire *Ajaib Singh*¹ que la contrainte physique exercée sur une personne appréhendée au cours de la procédure de recouvrement et sa mise en état de détention sans qu'elle soit accusée ou soupçonnée d'avoir commis ou d'avoir l'intention de commettre un acte délictueux ou quasi délictueux ou un acte préjudiciable à l'Etat ou à l'intérêt public, ne peuvent être considérées comme une arrestation ou une détention au sens de l'article 22. Dans la présente affaire, l'arrestation opérée en vertu de l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes et conformément à ses dispositions, n'était pas une arrestation en raison d'une infraction commise ni une peine pour défaut de paiement. L'arres-

tation n'était rien d'autre qu'un mode de recouvrement de la somme due. Par conséquent, l'arrestation ou l'emprisonnement du contribuable en défaut, par application de l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes, ne peuvent être considérés comme une arrestation ou une détention au sens de l'article 22 de la Constitution. La personne ainsi arrêtée ou emprisonnée ne peut donc réclamer la protection de l'article 22.

Au sens de l'article 21 de la Constitution, la «procédure prévue par la loi» doit s'entendre de toute procédure qu'institue une loi édictée par l'Etat, c'est-à-dire le Parlement de l'Union ou les assemblées législatives des Etats. En l'espèce, la question est de savoir si l'intimé a été privé de sa liberté suivant une procédure prévue par la loi, plus précisément une loi valable. Comme l'article 46, paragraphe 2, de la loi indienne de 1922 relative à l'impôt sur le revenu et l'article 48 de la loi de Madras de 1864 sur la perception des recettes sont l'une et l'autre des lois valables, l'intimé a été légitimement privé de sa liberté et le droit fondamental que lui garantit l'article 21 de la Constitution n'a pas été violé.

Il a été jugé, dans l'affaire *Gopalan*², que le droit de «circuler librement sur tout le territoire de l'Inde» proclamé à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 19 de la Constitution, n'est que l'un des nombreux éléments de la notion du droit à la «liberté individuelle» et que lorsqu'une personne a été légitimement privée de sa liberté sans que l'article 21 ait été violé, elle ne peut prétendre exercer aucun des droits garantis par les alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19, car ces droits ne peuvent être exercés que par un homme libre. Ledit alinéa d) doit donc être lu sous réserve des dispositions de l'article 21. Il est inexact de dire que l'article 19 garantit le droit lui-même et l'article 21 précise l'étendue de la protection du point de vue de la procédure. En effet, les droits individuels garantis par les alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19 dépendent en quelque sorte des dispositions de l'article 21. Si un individu est légitimement privé de sa vie ou de sa liberté conformément à l'article 21, il ne saurait être question de l'exercice des droits fondamentaux prévus aux alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19. Par conséquent, l'intimé ne peut se plaindre d'une atteinte à l'un quelconque des droits fondamentaux énoncés aux alinéas a) à e) et g) du paragraphe 1 de l'article 19.

¹ Report (1953) S.C.R. 254.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 159-170.

IRAK

NOTE¹

1. On trouvera ci-après des extraits de la Constitution provisoire de la République d'Irak, promulguée le 27 juillet 1958.

2. En application de l'article 16 de la loi sur la sécurité sociale (loi n° 27 de 1956, en date du 17 mai 1956)², le règlement du 24 août 1958 (n° 3 de 1958) fixe les délais dans lesquels les assurés doivent présenter leur demande pour recevoir certaines prestations de sécurité sociale.

3. En application de l'article 13 de la loi sur la sécurité sociale (n° 27 de 1956), le règlement du 24 août 1958 (n° 4 de 1958) fixe, de la façon suivante, les proportions dans lesquelles la prestation de survivant est répartie entre les personnes à la charge des assurés décédés :

« Article premier. La prestation de survivant est répartie comme suit entre les personnes à la charge des assurés décédés : a) Si la personne assurée ne laisse ni enfant, ni père ou mère, mais une ou plusieurs veuves ou un veuf, la prestation revient en totalité à la veuve ou au veuf ou est répartie en parts égales entre les veuves. b) Si la personne assurée ne laisse pas d'enfants, mais une ou plusieurs veuves et ses père et mère ou l'un d'eux, la prestation est répartie en parts égales entre ces ayants cause. c) Si la personne assurée ne laisse pas d'enfants, mais un veuf, ses père et mère ou l'un d'eux, la moitié de la prestation revient au veuf et l'autre moitié aux père et mère, en parts égales. Si elle ne laisse pas d'enfants, mais un veuf et son père ou sa mère, le veuf a droit aux deux tiers de la prestation et le père ou la mère à l'autre tiers. d) Si la personne assurée laisse une ou plusieurs veuves ou un veuf et un ou plusieurs enfants, la prestation se répartit comme suit : 1. La moitié au veuf ou à la veuve, ou aux veuves en parts égales. 2. L'autre moitié à l'enfant ou aux enfants en parts égales. Toutefois si la part d'un enfant est supérieure à celle de l'une des veuves, le montant de la prestation est réparti

en parts égales entre les veuves et l'enfant ou les enfants. Lorsque la personne assurée laisse un ou plusieurs enfants et ses père et mère ou l'un d'eux, ceux-ci n'ont droit à aucune partie de la prestation.

e) Si la personne assurée ne laisse pas de conjoint, mais un ou plusieurs enfants, la prestation revient en totalité à l'enfant ou aux enfants en parts égales.

f) Si la personne assurée ne laisse ni conjoint ni enfant, la prestation est répartie en parts égales entre ses ascendants et ses descendants ou, à défaut, entre ses héritiers légitimes ».

4. Le règlement d'application du 20 septembre 1958 (n° 10 de 1958) régit la formation des candidats aux emplois de la Direction générale du travail et de la sécurité sociale et impose aux employeurs et aux établissements l'obligation d'utiliser les services des personnes ayant reçu cette formation.

5. En application de l'article 34 de la loi sur la sécurité sociale (n° 27 de 1956), le règlement du 20 septembre 1958 (n° 12 de 1958) régit le paiement à toute personne qui cesse d'être affiliée à la sécurité sociale pour diverses raisons de tout ou partie de son solde de sécurité sociale.

6. En application de la loi sur le travail (n° 1 de 1958), le règlement du 20 septembre 1958 (n° 13 de 1958) prescrit certaines mesures de prévoyance destinées à protéger les ouvriers et les employés et leur assure des garanties contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

7. Le règlement n° 45 de 1958 a trait à la création d'établissements d'enseignement et de centres de formation professionnelle pour les enfants nécessiteux âgés de 6 à 10 ans.

8. La loi n° 42 de 1958 a trait à la création d'établissements publics financés par l'Etat (centres de formation et foyers) pour les orphelins, les aveugles ou les autres personnes physiquement diminuées et de foyers et de centres de reclassement pour les mères célibataires.

9. La loi n° 84 de 1958 impose aux entreprises industrielles l'obligation de fournir des logements à leurs ouvriers.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par la Mission permanente de l'Irak auprès de l'Organisation des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 138.

CONSTITUTION PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'IRAK

Promulguée le 27 juillet 1958¹

Considérant que le mouvement national du 14 juillet dont l'armée irakienne a pris la tête avec l'appui du peuple, avait pour but d'établir la souveraineté du peuple, d'empêcher que cette souveraineté soit usurpée et de sauvegarder les droits des citoyens ;

Considérant que, suivant les termes de la proclamation adressée au peuple le 14 juillet 1958 au début du mouvement national qui a entraîné la chute de la monarchie et l'instauration de la République d'Irak, l'ancien régime dont l'Irak vient de se libérer était fondé sur la corruption politique et que le pouvoir avait été usurpé par certains individus qui gouvernaient le pays contre la volonté de la majorité et contre les intérêts du peuple et qui, tout en servant leurs propres intérêts, s'employaient à défendre les intérêts et à réaliser les desseins de l'impérialisme ;

Nous déclarons, au nom du peuple, que la Constitution fondamentale de l'Irak et tous ses amendements sont abrogés à partir du 14 juillet 1958. Désireux d'asseoir les bases de l'Etat et de définir les droits et les devoirs de tous les citoyens, nous proclamons la Constitution provisoire suivante qui sera en vigueur pendant la période transitoire jusqu'à ce que la Constitution permanente soit promulguée :

Chapitre I

LA RÉPUBLIQUE D'IRAK

...

Article 3. La société irakienne est fondée sur la coopération entre tous les citoyens, sur le respect de leurs droits et la sauvegarde de leurs libertés. Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette patrie. La Constitution garantit leurs droits nationaux au sein de la communauté irakienne.

Article 4. L'Islam est la religion de l'Etat.

...

*Chapitre II*SOURCE DES POUVOIRS, DROITS
ET DEVOIRS PUBLICS

Article 7. Le peuple est la source de tous les pouvoirs.

Article 8. La nationalité irakienne est définie par la loi.

Article 9. Tous les citoyens sont égaux devant la loi en droits et en devoirs sans discrimination fondée sur la race, la nationalité, la langue, la religion ou les croyances.

Article 10. La liberté de pensée et d'expression est garantie et définie par la loi.

Article 11. La liberté individuelle et l'inviolabilité

du domicile sont garanties sauf pour des raisons d'intérêt public déterminées par la loi.

Article 12. La liberté de religion est garantie. Les rites religieux non contraires à l'ordre public et compatibles avec les devoirs de citoyen sont respectés.

Article 13. La propriété privée est garantie, la loi définit son rôle social. Elle ne peut être saisie que dans l'intérêt public et contre une juste compensation déterminée par la loi.

Article 14. A) La propriété agricole est délimitée et réglementée par la loi ;

B) Les droits des propriétaires agricoles sont garantis par les lois en vigueur jusqu'à la promulgation et l'application d'une nouvelle législation.

Article 15. L'institution, la modification ou la suppression de tout droit ou impôt ne peut résulter que de l'application d'une loi.

Article 16. La défense de la patrie est un devoir sacré et le service militaire est un honneur pour les citoyens. Les règlements de défense nationale sont fixés par la loi.

Article 17. Les forces armées de la République d'Irak appartiennent au peuple. Elles ont pour tâche de défendre l'indépendance du pays et de protéger son territoire.

Article 18. Seul l'Etat est habilité à lever des forces armées. Aucune organisation ni aucun groupement n'est autorisé à organiser des formations militaires ou paramilitaires.

Article 19. L'extradition des réfugiés politiques est interdite.

Chapitre III

DES POUVOIRS

...

Article 23. Les juges sont indépendants. Seule la loi dicte leurs décisions. Aucune collectivité ou individu n'a le droit de chercher à influencer le cours de la justice ou à limiter son indépendance. Le statut et le rôle du juge sont déterminés par la loi.

Article 24. Les débats des tribunaux sont publics sauf si le tribunal décide de siéger à huis clos pour des raisons d'ordre public ou dans l'intérêt de la justice.

...

Chapitre IV

LOIS TRANSITOIRES

...

Article 28. Toutes les dispositions législatives promulguées avant le 11 juillet 1958 restent en vigueur. Ces dispositions peuvent être abrogées ou modifiées conformément à la présente Constitution provisoire.

Article 29. La présente Constitution provisoire entrera en vigueur à la date de sa publication au *Journal officiel*.

¹ Texte anglais obligeamment communiqué par la Mission permanente de l'Irak auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

IRAN

NOTE¹

I. INSTRUMENT INTERNATIONAL

Le 28 Esfand 1335 (21 février 1956), le Parlement iranien a approuvé la ratification par l'Iran de la Convention n° 29 de l'Organisation internationale du Travail concernant le travail forcé ou obligatoire.

II. DÉCISION JUDICIAIRE

Un enfant était né à New York de parents iraniens de religion juive. La mère était partie avec l'enfant pour Téhéran, où le mari les avait rejoints huit mois plus tard. Comme la famille ne pouvait vivre réunie et comme le père était dans l'impossibilité d'aller voir son enfant, le père intenta un procès à sa femme

¹ Renseignements obligeamment fournis par le professeur A. Matine-Daftary, membre du Sénat iranien, Président de l'Association iranienne pour les Nations Unies, correspondant de *l'Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de l'Iran. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

pour obtenir la garde de son fils, en invoquant l'article 159 du Code civil iranien.

Le tribunal de première instance rejeta la requête du père, en fondant sa décision sur le fait que la garde des mineurs est visée par la loi de 1312 régissant l'état des personnes (naissance, mariage, divorce, décès, etc.) pour les Iraniens non chiïtes. La Cour d'appel a réformé la décision du tribunal inférieur, en statuant que la garde des mineurs n'est pas comprise dans les questions touchant l'état des personnes énumérées dans la loi de 1312, mais est visée par le Code civil qui traite les Iraniens chiïtes et non chiïtes de la même manière pour ce qui est de la garde des mineurs. La Cour d'appel a donc décidé d'accorder au père la garde de l'enfant de deux ans et elle a, en outre, ordonné à la mère de payer les frais de justice.

L'affaire a été portée devant la Cour suprême de l'Iran qui a confirmé la décision de la Cour d'appel, le 28 Khordad 1337 (23 juin 1958).

ISRAËL

LES DROITS DE L'HOMME EN ISRAËL EN 1958¹

I. LÉGISLATION

1. Les diverses mesures encore en vigueur en ce qui concerne le contrôle des denrées alimentaires, la prévention des agissements visant à l'obtention de bénéfices excessifs et les questions connexes (qui étaient dispersées dans de nombreuses ordonnances et règlements de défense nationale issus du régime du Mandat) ont été codifiées dans la loi sur le contrôle des denrées et services de 5718-1957². D'après celle-ci, un Ministre peut user de l'un quelconque des pouvoirs que les dispositions de cette loi lui confère s'il a des raisons suffisantes de croire que cela est nécessaire pour assurer des services indispensables ou pour prévenir des agissements tendant à l'obtention de bénéfices excessifs³. Toute personne lésée par un acte accompli en vertu de ces pouvoirs peut introduire un recours auprès d'un tribunal composé d'un juge de tribunal de district, qui préside, et de deux assessseurs, dont un peut être un fonctionnaire⁴. La loi autorise tout agent désigné à cette fin par un Ministre à procéder à des perquisitions, mais ce pouvoir est limité aux locaux commerciaux ; il ne peut être effectué de perquisition dans les maisons d'habitation sans mandat d'un tribunal compétent⁵. En matière de responsabilité civile, la responsabilité des employeurs n'est pas engagée si le délit a été commis à leur insu et s'ils ont pris les mesures nécessaires pour faire respecter la loi ; quant aux employés, ils ne sont pas considérés comme responsables s'ils se sont conformés aux instructions données par l'employeur en son nom et s'ils n'avaient pas lieu de penser que leurs actes auraient pour effet de procurer à leur employeur des bénéfices excessifs⁶.

2. La loi portant modification de la procédure pénale en matière d'enquête sur les crimes et les causes de décès, de 5718-1958⁷ codifie les dispositions relatives à la phase préliminaire de la procédure pénale. (Elle constitue la première partie d'un code de procé-

dure pénale qui sera complété et promulgué au cours des prochaines années). Sitôt que, par les déclarations d'une personne quelle qu'elle soit ou par tout autre moyen, elle a été informée qu'un crime ou délit criminel a été commis, la police est tenue d'ouvrir une enquête criminelle⁸. S'il ressort des preuves réunies au cours de l'enquête qu'il y a matière à inculpation, le procureur du district doit entamer les poursuites devant le tribunal, à moins qu'il ne juge cette procédure contraire à l'intérêt général⁹, mais toute personne lésée par la décision de ne pas poursuivre, que celle-ci soit fondée sur l'insuffisance des preuves ou sur des considérations d'intérêt général, peut introduire un recours devant le Procureur général¹⁰. Lorsque le délit imputé à l'accusé le rend passible d'une peine de dix ans de prison au moins, l'inculpé et le procureur du district ont le droit de demander l'instruction préalable de l'affaire ; quand l'instruction a été demandée, l'affaire ne peut être portée devant le tribunal que si le juge d'instruction décide que les preuves réunies par le procureur de district paraissent suffisantes, après un premier examen, pour étayer l'accusation.¹¹ Dans toute cause où le prévenu est passible de plus de trois ans de prison, le procureur est tenu de donner connaissance à l'accusé, ou à son conseil, de tous les éléments de preuve qui seront produits contre lui, soit en l'autorisant à consulter son dossier, soit en lui remettant copie de toute déposition des témoins ou preuve documentaire, soit par ces deux moyens à la fois¹² ; cette communication remplace l'instruction préalable que la loi précédemment en vigueur exigeait pour tout délit passible d'une peine de trois ans de prison au moins¹³. Pour le prévenu, le principal avantage de l'instruction préliminaire résidait dans la production devant le magistrat instructeur des preuves par lesquelles le ministère public se proposait d'étayer l'accusation lors du procès ; ce résultat est maintenant obtenu par le moyen moins coûteux et plus rapide de la communication intégrale du dossier, qui ne nécessite pas de débats en présence d'un magistrat. L'instruction ne subsiste que dans les cas de délit grave, comme il a été dit plus haut ; mais, même dans ce cas, elle n'est pas obligatoire et ce n'est plus un magistrat qui en est chargé, mais un juge du

¹ Note obligeamment communiquée par M. Haim H. Cohn, procureur général de l'Etat d'Israël, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement israélien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Entrée en vigueur le 9 janvier 1958 ; *Sefer Ha-bukim* n° 248, p. 24.

³ Article 3.

⁴ Articles 17, 18 et 19.

⁵ Article 30.

⁶ Article 39.

⁷ Adoptée par la Knesset le 27 janvier 1958 ; *Sefer Ha-bukim* n° 242, p. 54.

⁸ Articles 1 et 2.

⁹ Article 3.

¹⁰ Article 4.

¹¹ Articles 8, 12 et 15.

¹² Article 6.

¹³ Ordonnance relative à la procédure criminelle (procès après instruction) chapitre 36 des Lois de la Palestine.

tribunal de district; enfin, elle n'est pas menée en audience publique, mais dans le cabinet du juge, à moins que celui-ci n'en décide autrement¹. Le juge d'instruction peut en outre interdire la publication dans la presse de tout ou partie de la procédure qui s'est déroulée devant lui, quand bien même l'audience aurait été publique². Il doit donner à l'accusé la possibilité de présenter sa défense s'il le demande, et d'apporter des éléments de preuve à sa décharge³. Si le juge d'instruction décide que les preuves fournies par le ministère public ne suffisent pas, après un premier examen, à étayer l'accusation, le Procureur général peut, soit faire produire devant le juge d'instruction des preuves supplémentaires à l'appui de l'accusation, soit faire appel de la décision devant un tribunal de district (composé de trois juges)⁴; d'après la loi précédemment en vigueur, au contraire, le Procureur général pouvait introduire une action devant le tribunal, nonobstant la décision du magistrat instructeur concluant à l'insuffisance des preuves fournies pour justifier l'accusation. Lorsque l'instruction préalable a été demandée, le pouvoir normalement dévolu aux magistrats de renvoyer le prévenu en prison ou de le mettre en liberté provisoire sous caution jusqu'au procès est exercé par le juge d'instruction⁵.

D'autre part, la loi abroge l'ordonnance relative aux *coroners*⁶ et, en fait, abolit l'institution des *coroners*. Au cas où l'on présume qu'un décès n'est pas dû à des causes naturelles ou résulte d'un crime, ainsi que dans les cas où le décédé était détenu ou interné dans un hôpital psychiatrique ou dans un établissement pour enfants mentalement déficients, tout procureur, agent de police ou médecin praticien et toute personne intéressée peuvent demander à un magistrat d'ouvrir une enquête sur la cause du décès⁷. Le magistrat qui instruit l'affaire dispose de tous les pouvoirs antérieurement dévolus au *coroner* et peut notamment ordonner l'autopsie⁸, mais il peut en outre traduire une personne en jugement si les preuves qui lui sont apportées justifient cette mesure et à condition que toute latitude ait été auparavant donnée à cette personne de présenter sa défense et de produire des preuves à sa décharge⁹; après la mise en accusation, on ne peut demander l'ouverture d'une nouvelle instruction devant un juge du tribunal de district¹⁰. Le magistrat instructeur peut d'autre part interdire la publication dans la presse de tout élément de la procédure qui s'est déroulée devant lui, quand bien même l'audience aurait été publique¹¹.

¹ Articles 9 et 10.

² Article 18.

³ Article 11.

⁴ Article 14.

⁵ Article 16.

⁶ Chapitre 26 des Lois de la Palestine.

⁷ Article 19.

⁸ Article 26.

⁹ Article 32.

¹⁰ Article 33.

¹¹ Article 36.

3. D'après la loi relative à l'exécution des jugements rendus à l'étranger de 1918-1958¹², un jugement étranger ne peut, dans certains cas, être exécuté en Israël, notamment s'il a été obtenu par fraude ou si le défendeur n'a pas eu la possibilité de présenter ses arguments et de produire des preuves¹³.

4. Un amendement à la loi sur la nationalité, de 1912-1952¹⁴, prévoit non seulement qu'un ressortissant israélien ne résidant pas en Israël peut renoncer à la nationalité israélienne par une déclaration à cet effet, mais encore qu'un ressortissant israélien qui réside encore en Israël peut le faire, à condition qu'il se propose de quitter Israël et que le Ministre de l'intérieur constate qu'il existe raison particulière justifiant cette renonciation¹⁵. L'objet de cette loi est de permettre aux personnes qui désirent retourner dans leur pays d'origine de recouvrer la nationalité qu'elles avaient perdue en acquérant la nationalité israélienne.

5. La loi sur la protection des salaires, de 1918-1958¹⁶, dispose que les salaires doivent être payés en espèces¹⁷, au travailleur lui-même¹⁸ et sans retard¹⁹; un montant minimum mensuel (de 160 livres israéliennes, soit 90 dollars) est insaisissable et inaliénable²⁰. Un fonctionnaire du Ministère du travail est désigné comme Contrôleur des salaires; il peut enjoindre à l'employeur, à la demande d'un travailleur ou d'un syndicat ouvrier, de payer les arriérés de salaires augmentés d'une indemnité de retard; et, sous réserve du droit pour une *magistrate's court* d'annuler ou de modifier cette injonction, celle-ci est exécutoire comme s'il s'agissait d'une décision judiciaire²¹. Il ne peut être opéré de prélèvements sur les salaires, exception faite de ceux qui sont expressément autorisés par une loi; cotisations à des œuvres de bienfaisance et à des caisses de retraite, ou cotisations versées aux syndicats ouvriers par leurs membres²². Les dispositions de la loi n'ont pas pour effet de rendre caduques les stipulations de contrats privés ou de conventions collectives; au contraire, les avantages que la loi confère s'ajoutent aux droits dont les salariés jouissent en vertu de ces contrats ou conventions²³.

6. La loi sur les services d'assistance sociale, de

¹² Adoptée par la Knesset le 10 février 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 244, p. 68.

¹³ Article 6.

¹⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 184.

¹⁵ Loi portant amendement de la loi sur la nationalité, de 1918-1958, adoptée par la Knesset, le 3 mars 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 246, p. 84.

¹⁶ Adoptée par la Knesset le 11 mars 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 247, p. 86.

¹⁷ Articles 2 à 4.

¹⁸ Article 6.

¹⁹ Articles 9 à 12.

²⁰ Article 8.

²¹ Articles 17 à 22.

²² Article 25.

²³ Article 34.

5718-1958¹, confirme par la voix législative l'institution des services d'assistance sociale qui avaient été créés dans le cadre des municipalités et impose à ces dernières l'obligation d'étendre le bénéfice de leurs services à toute personne qui en raison de son âge, de son état de santé, d'une déficience mentale ou physique, ou pour toute autre raison, est devenue nécessiteuse; au cas où ce bénéfice aurait été refusé à quelqu'un par un fonctionnaire des services d'assistance sociale, la personne lésée peut interjeter appel devant le Ministre de l'assistance sociale². Un fonctionnaire des services d'assistance sociale peut intenter une action pour le recouvrement des frais d'entretien contre toute personne juridiquement tenue d'assurer l'entretien de la personne nécessiteuse ou d'y contribuer, quand bien même la personne nécessiteuse refuserait d'intenter cette action ou de prendre d'autres mesures pour le recouvrement des sommes nécessaires à son entretien; toute somme recouvrée par cette procédure doit être versée par le fonctionnaire des services d'assistance sociale à la personne nécessiteuse, ou utilisée dans son intérêt de la manière que le tribunal pourra ordonner; lorsque les services d'assistance sociale ont déjà dépensé des fonds publics pour subvenir aux besoins de la personne nécessiteuse, ils peuvent, si le tribunal les y autorise, se rembourser sur le produit de l'action qu'ils ont intentée³. Les droits indispensables d'interrogation et d'enquête sont donnés aux fonctionnaires des services d'assistance sociale pour leur permettre de s'acquitter des fonctions qui leur incombent en vertu de la loi⁴. Lorsque les services d'assistance sociale ont subvenu aux besoins d'une personne ou de ses enfants mineurs, et qu'il est ultérieurement apparu que cette personne pouvait subvenir elle-même à ses besoins, un fonctionnaire des services d'assistance sociale peut intenter une action pour le recouvrement de toute somme ainsi dépensée; la même règle s'applique au cas où la personne dont l'entretien a été assuré vient à acquérir des biens ou des revenus suffisants pour lui permettre de rembourser à l'Etat les sommes antérieurement dépensées pour elle, ou en son nom (à l'exclusion toutefois des sommes dépensées pour elle ou en son nom avant qu'elle ait atteint l'âge de 16 ans)⁵. Le fonctionnaire des services d'assistance sociale que les dispositions de la loi autorisent à intenter une action peut conclure avec toute personne débitrice un accord relatif aux versements à effectuer, les sommes à verser étant stipulées dans l'accord; l'accord est exécutoire comme le serait la décision d'un tribunal⁶.

¹ Adoptée par la Knesset le 19 mars 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 249, p. 103.

² Articles 1 et 2.

³ Article 6.

⁴ Articles 3, 4 et 5.

⁵ Articles 7 et 8.

⁶ Article 10.

7. Le droit à une pension de retraite a été étendu aux membres du Parlement⁷.

8. La procédure des actions civiles contre l'Etat a été mise au point et simplifiée par la loi portant modification de la procédure civile en matière d'actions contre l'Etat, de 5717-1958⁸, dont l'article 2 dispose qu'aux fins de la procédure judiciaire il n'est pas fait de discrimination dans les affaires civiles, entre l'Etat et les particuliers; l'article 6 prévoit qu'une décision en faveur de l'Etat est sujette à exécution comme toute autre décision judiciaire, tandis qu'en vertu de l'article 7, tout jugement rendu à l'encontre de l'Etat doit être transmis par le Ministre de la justice au Ministre des finances et exécuté par celui-ci sans délai. En ce qui concerne les dépens, l'Etat, en tant que partie à un procès, est dans la même situation et tenu des mêmes obligations qu'un simple particulier⁹.

9. D'après la loi relative à l'attribution de biens du domaine public aux autorités locales, de 5718-1958¹⁰, le Ministre de l'intérieur peut ordonner la dévolution à une autorité locale de tous biens immobiliers inscrits au cadastre au nom de personnes privées, mais servant exclusivement à des fins d'intérêt général. Toute personne lésée par un décret pris en ce sens peut intenter devant un tribunal de district une action contre l'Etat et contre l'autorité locale dont il s'agit et demander que le décret soit annulé ou modifié¹¹. Le Ministre de l'intérieur, lorsqu'il prend un décret en vertu de la loi, et le tribunal de district, s'il décide en conclusion du procès d'annuler ou de modifier le décret, peuvent fixer le montant de l'indemnité à verser par l'autorité locale à toute personne ayant des droits résultant d'un titre valable en équité sur les biens immobiliers dévolus à l'autorité locale; le montant de l'indemnité fixée par le Ministre est sujet à révision par le tribunal¹². Les fins d'intérêt général au sens de la loi sont celles des services d'enseignement, des services culturels, des services d'hygiène et des services d'assistance sociale¹³.

10. Un Conseil de l'enseignement supérieur a été institué pour diriger et coordonner les activités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique¹⁴. Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil ne peut en aucune manière restreindre ou limiter la liberté de ces établissements dans le domaine

⁷ Loi sur les pensions de retraite des membres de la Knesset de 5718-1958, adoptée par la Knesset le 27 mars 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 251, p. 116.

⁸ Adoptée par la Knesset le 27 mars 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 251, p. 118.

⁹ Article 9.

¹⁰ Adoptée par la Knesset le 5 août 1958, *Sefer Ha-bukim* n° 261, p. 187.

¹¹ Articles 8 et 11.

¹² Articles 4 et 8.

¹³ Article 1.

¹⁴ Loi sur le Conseil de l'enseignement supérieur, de 5718-1958, adoptée par la Knesset le 5 août 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 261, p. 191.

universitaire; l'indépendance académique et la liberté de conscience sont extrêmement garanties à tous ces établissements¹. Le Conseil se compose de dix-sept membres désignés par le Président de l'Etat d'Israël², le Ministre de l'éducation et de la culture en est le Président *ès* qualités; parmi les membres du Conseil, douze au moins doivent être des personnalités éminentes des sciences ou des lettres³. Le Conseil peut fixer des règles pour l'agrément des établissements d'enseignement supérieur et pour le retrait de l'agrément et il peut, conformément à ces règles, accorder ou retirer l'agrément auxdits établissements⁴. La décision prise par le Conseil d'accorder ou de retirer l'agrément est sujette à confirmation par le Conseil des Ministres; tout établissement auquel l'agrément est refusé par le Conseil, ou auquel l'agrément est retiré, peut introduire un recours devant le Conseil des Ministres, lequel peut soit décider lui-même de la question, soit la renvoyer devant le Conseil de l'enseignement supérieur, mais il ne peut décider lui-même de la question sans avoir donné à l'établissement intéressé la possibilité de se faire entendre⁵. Un établissement auquel l'agrément a été retiré peut, à l'expiration d'un délai de deux ans, présenter une nouvelle demande d'agrément⁶. Tout établissement d'enseignement supérieur qui a reçu l'agrément prévu par la loi peut décerner les titres universitaires pour lesquels il aura reçu l'approbation du Conseil de l'enseignement supérieur⁷, et il peut recevoir, par imputation sur le budget annuel de l'Etat, les subventions proposées par le Conseil⁸. La loi n'interdit ni ne limite la création et le maintien d'établissements d'enseignement ou de recherche, qu'ils demandent ou non l'agrément du Conseil dans les conditions prévues par la loi; mais les établissements qui n'ont pas obtenu cet agrément ne peuvent bénéficier de l'aide financière de l'Etat et n'ont pas qualité pour décerner les titres universitaires dont le Conseil peut, en vertu de la loi, approuver la collation; tout individu ou tout établissement qui conférerait un titre universitaire sans y être autorisé et toute personne qui prétendrait avoir reçu un de ces titres, alors que celui-ci lui aura été conféré par un établissement non autorisé à le faire, seront censés avoir commis un délit, passible d'une peine de prison d'un an ou plus⁹.

11. Il a été institué en Israël un Centre de promotion de la culture humaine¹⁰ qui a pour objet de rechercher, d'évaluer et d'utiliser les conquêtes de

la philosophie, de la science, de la recherche, de l'art et de la littérature pour le développement de la personnalité humaine; à cette fin, le Centre offre des lieux de réunions, tant nationales qu'internationales, aux hommes de science, et chercheurs, penseurs, poètes, écrivains et artistes, pour l'étude des valeurs humaines et le progrès de l'humanité et favorise la coopération, à l'échelon national et international, en vue du développement de la personnalité humaine¹¹. L'idée du Centre revient à un Hollandais, feu M. I. Van Leer, qui a pourvu, par testament, à sa création et à son entretien.

12. La loi relative à la procédure administrative (exposé des motifs), de 5719-1958¹², oblige tout fonctionnaire public qui est habilité en vertu d'une disposition législative, à prendre une décision portant atteinte à un droit privé ou imposant une obligation à une personne l'obligeant à exposer par écrit les motifs de la décision prise¹³. Cette règle ne s'applique pas au cas où la loi en vertu de laquelle la décision est prise autorise expressément le fonctionnaire à prendre la décision à sa discrétion ou sans en donner les raisons, ou encore lorsque la divulgation de ces raisons serait de nature à compromettre la sécurité de l'Etat ou ses relations extérieures, ou si la décision tendait à refuser à un candidat le poste qu'il demandait; ou lorsque l'exposé des raisons équivaldrait à mettre en jeu, sans cause licite, les droits d'une tierce personne ou à violer des secrets professionnels ou commerciaux légitimes¹⁴. Lorsqu'un fonctionnaire public refuse pour l'un des motifs énumérés ci-dessus de faire connaître les raisons de sa décision, il peut être interjeté appel devant le Ministre duquel dépend ce fonctionnaire, ou devant le Ministre chargé de la mise en œuvre de la loi en vertu de laquelle la décision a été prise¹⁵. Chaque fois que la loi en vertu de laquelle une décision est prise par un fonctionnaire public offre des moyens de droit contre cette décision, que ce soit par voie de recours administratif ou autrement, l'exposé des motifs de la décision doit contenir des indications détaillées sur les voies de recours ainsi ouvertes et sur les conditions et le délai dans lesquels il est possible de s'en prévaloir¹⁶. La non-observation d'une disposition de la loi relative à l'exposé des motifs ne suffit pas à rendre nulle la décision du fonctionnaire public, mais, dans toute procédure dans laquelle la validité de cette décision peut se trouver mise en cause, la charge de la preuve de cette validité incombe à l'Etat, chaque fois que l'une quelconque des dispositions de la loi n'aura pas été observée¹⁷. Les dispositions de la loi n'ont pas pour effet de rendre caduques, mais bien de compléter, les dispositions

¹ Articles 9 et 18.

² Article 2.

³ Articles 4 et 6.

⁴ Articles 9 et 18.

⁵ Articles 10, 11, 19 et 20.

⁶ Article 21.

⁷ Articles 22 à 25.

⁸ Article 17.

⁹ Article 26.

¹⁰ Loi relative au Centre israélien de promotion de la culture humaine, de 5719-1958, adoptée par la Knesset le 22 décembre 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 265, p. 10.

¹¹ Article 2.

¹² Adoptée par la Knesset le 15 décembre 1958; *Sefer Ha-bukim* n° 264, p. 7.

¹³ Article 2.

¹⁴ Article 3.

¹⁵ Article 4.

¹⁶ Article 5.

¹⁷ Article 6.

des autres lois qui rendent obligatoire l'exposé des motifs des décisions, par exemple les lois relatives à l'exposé des motifs des décisions judiciaires ou quasi judiciaires¹.

13. La Knesset a décidé, il y a plusieurs années, de voter un certain nombre de lois fondamentales, échelonnées dans le temps, qui, le moment venu, formeront la Constitution de l'Etat israélien. Dans l'année qui fait l'objet de la présente Note, la loi fondamentale relative à l'Assemblée législative (Knesset) a été adoptée; on en trouvera plus loin des extraits.

II. DÉCISIONS ADMINISTRATIVES

1. Le droit de grève des fonctionnaires et employés de l'Etat a été contesté et un projet de loi tendant à faire de l'incitation ou de la participation à une grève de cette nature un délit pénal a été rejeté par le Conseil des Ministres. Il a été décidé que les fonctionnaires de l'Etat qui participent à une grève ne manquent pas à leurs obligations de fonctionnaires et ne sont donc pas passibles, de ce fait, de sanctions disciplinaires².

2. La loi sur la nationalité, de 5712-1952³ n'établit pas de distinction entre enfants légitimes et illégitimes; il a été décidé qu'un enfant illégitime acquiert à la naissance la nationalité israélienne si, à ce moment, l'un ou l'autre de ses parents possédait cette nationalité⁴.

3. D'après des instructions permanentes données aux services de la police et du Parquet, il est interdit de divulguer le nom d'une personne qui a été arrêtée pour avoir commis ou qui est soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit criminel, jusqu'à ce qu'elle ait comparu devant un tribunal et ait été renvoyée en prison ou libérée sous caution; toutefois, sans faire connaître le nom de cette personne, la police peut faire savoir qu'un crime ou délit criminel a été commis, et donner des détails à ce sujet; de même, elle peut faire savoir qu'une personne soupçonnée d'avoir commis le crime ou délit a été arrêtée. Ne peuvent être divulgués les noms des témoins interrogés par la police, ni les déclarations, quelles qu'elles soient, qu'un témoin a faites à la police; cependant la police peut publier des avis dans la presse, pour demander aux témoins de se faire connaître. L'aveu d'un crime ou délit criminel ne peut faire l'objet d'une divulgation, pas plus que le fait — pour la personne arrêtée ou pour le suspect — de n'avoir pas avoué ou d'avoir refusé de faire une déclaration.

¹ Article 7.

² Avis du Procureur général au Commissaire à la fonction publique, en date du 8 février 1958.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 184.

⁴ Avis du Procureur général aux conseillers juridiques des Ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères, en date du 8 juillet 1958.

Aucune de ces interdictions ne s'applique toutefois aux faits relevés en audience publique devant un magistrat⁵.

III. DÉCISIONS JUDICIAIRES

1. DROIT DE QUITTER LE TERRITOIRE — LIBERTÉ D'APPRÉCIATION EN MATIÈRE DE DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS DE DÉPART — DROITS ACQUIS

Assyag contre Ministère de la défense nationale et autres

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Haute Cour de Justice*⁶

15 janvier 1958

D'après une disposition de la loi, l'autorisation de départ — nécessaire aux citoyens israéliens pour quitter le territoire — peut être refusée à un homme soumis à l'obligation du service militaire et qui ne l'a pas encore accompli. Le requérant a demandé l'autorisation de départ au mois d'août 1957, date à laquelle il ne pouvait encore être appelé au service militaire, car il n'avait pas encore 18 ans; sa demande a été finalement examinée au mois de septembre 1957, date à laquelle il avait atteint l'âge du service militaire et pouvait être appelé. Sur requête tendant à ce que soient exposés les motifs pour lesquels l'autorisation de départ ne devait pas être accordée,

Décision: Que le pétitionnaire avait établi son droit d'obtenir l'autorisation demandée.

Selon le juge Susman⁷: « . . . Quand la demande a été adressée aux défenseurs, ceux-ci auraient dû voir immédiatement que le requérant n'était pas d'âge à être appelé au service militaire et ils auraient dû délivrer aussitôt l'autorisation de départ. Ils disposaient d'un temps assez long, suffisant pour que le requérant puisse quitter le pays avant le jour de ses 18 ans. Cette date étant maintenant passée, la question de savoir si le requérant sera ou non autorisé à quitter le territoire relève désormais de la libre appréciation des défenseurs; nous nous sommes donc demandé si l'obligation pouvait aujourd'hui s'imposer à eux d'user de cette liberté d'appréciation en faveur du requérant. Nous en sommes venus à cette conclusion que le requérant avait établi le bien-fondé de sa demande. Avant la date de son anniversaire, au mois de septembre, il avait un droit acquis à quitter le territoire . . . or, la justice exige que les autorités traitent les citoyens de manière équitable et, lorsque l'exercice d'un droit a été refusé à un citoyen sans qu'il y ait faute de sa part, qu'elles lui restituent le bénéfice de ce droit en usant de leur liberté d'appréciation en sa faveur chaque fois qu'elles en ont la possibilité . . . »

⁵ Instructions du Procureur général à l'Inspecteur général de la police, en date du 21 novembre 1958.

⁶ Source: 12 *Piskei Din* 52.

⁷ P. 54.

2. DISCRIMINATION — RENVOI INJUSTIFIÉ — SERVICE SOCIAL AUPRÈS DES MINORITÉS

Ardo contre Maire d'Acre

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Haute Cour de Justice*¹

30 janvier 1958

La requérante, assistante sociale appartenant à la minorité arabe, avait été renvoyée en vertu d'une résolution du Conseil municipal qui l'avait employée pendant plusieurs années. Le motif donné pour son renvoi était que le travail d'assistance sociale de la municipalité auprès des membres de la minorité arabe avait diminué dans une mesure telle que l'emploi d'une assistante sociale à plein temps pour ce groupe de la population ne se justifiait plus. Sur requête d'une ordonnance tendant à inviter le maire et les conseillers à exposer les raisons pour lesquelles il n'y avait pas lieu d'annuler comme illégal le congédiement de la requérante,

Décision:

1) Que le renvoi était injustifié, puisque, d'après les preuves fournies à la Cour, le motif invoqué pour ce renvoi n'était pas véridique et avait seulement servi de prétexte pour congédier la requérante;

2) Qu'il n'y avait pas, d'après les preuves fournies à la Cour, de raison suffisante de ne pas employer les services de la requérante à un travail d'assistance sociale en dehors du groupe de population auquel elle appartient, à supposer qu'il n'y ait pas assez de travail pour elle dans cette population;

3) Que si une réduction du personnel du service municipal d'assistance sociale avait été nécessaire ou justifiée, le principe « premier engagé, dernier congédié », auquel les défendeurs ont souscrit dans une convention collective, aurait dû être respecté par eux, sans tenir compte de l'appartenance des travailleuses sociales à tel ou tel groupe de la population.

3. DROIT NATUREL — TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Sela contre Chef du Service des pensions

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Chambre des appels civils*²

21 avril 1958

Un soldat a fait appel devant le Tribunal des recours contre le rejet de sa demande d'indemnité par le Service des pensions. Il a été débouté. Sur appel à la Cour suprême,

Décision: Que l'affaire serait renvoyée au Tribunal des recours pour revision du procès.

La Cour a déclaré: « La procédure adoptée par le Tribunal dans cette affaire était de nature à entraîner

un déni de justice. Il est exact que le Tribunal n'est pas lié par les règles applicables en matière de procédure et que les règles de droit écrit elles-mêmes ne s'appliquent pas à ses débats. Nous estimons cependant que le Tribunal est tenu d'observer un certain nombre de règles fondamentales: il ne peut, par exemple, accepter comme moyens de preuve des documents tels que des certificats médicaux, sans que le soldat soit informé de leur teneur. Dans la présente affaire, après que l'appelant eut fini de parler, le chef du Service des pensions produisit le dossier médical de l'appelant, où se trouvaient des certificats médicaux qui contredisaient l'exposé des faits présenté par l'appelant. L'appelant n'a pu faire d'observation au sujet de ces certificats pour la simple raison qu'il n'en connaissait pas l'existence. La justice exige que le soldat reçoive copie de tous les certificats médicaux avant de produire lui-même ses preuves, de manière qu'il ait la possibilité de les réfuter, soit par son propre témoignage, soit en interrogeant les médecins qui ont délivré ces certificats, soit par le témoignage de tierces personnes, selon que bon lui semblera . . . »

Il a été fait droit au recours de l'appelant.

4. TRIBUNAUX PRIVÉS — POURSUITES PÉNALES — DROITS DE L'ACCUSÉ — INTERVENTION DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

Egged Co-operative Society Ltd. contre Sapir

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Chambre des appels civils*³

29 mai 1958

Le défendeur, membre de la Société coopérative appelante, avait été traduit, conformément aux statuts de ladite société, devant le tribunal privé de la société appelante, sous inculpation de plusieurs délits consistant en détournements de fonds au préjudice de la société appelante et en falsifications de documents à cette fin: d'après l'article 22 de l'Ordonnance relative aux sociétés coopératives⁴, une société coopérative « peut, par ses statuts, s'attribuer le droit d'infliger des amendes à ses membres . . . dans les conditions fixées par les statuts ». Le défendeur a obtenu du tribunal de district une injonction adressée à la société appelante et aux membres désignés pour siéger à son tribunal, de ne pas poursuivre plus avant la procédure entamée contre le défendeur. Sur appel à la Cour suprême,

Décision: La mesure prise par le tribunal a été confirmée.

Selon le juge Goitein⁵ « . . . la Société appelante soutient que la Cour doit tenir compte du fait que des centaines, voire des milliers, de sociétés coopératives israéliennes exercent depuis de nombreuses années une juridiction privée sur leurs membres: c'est

¹ Source: 12 *Piskei Din* 102.

² Source: 12 *Piskei Din* 645.

³ Source: 12 *Piskei Din* 739.

⁴ Chapitre 24 des Lois de la Palestine.

⁵ P. 750.

là une coutume que l'on ne saurait ignorer. Or, prétend-elle, la confiance mutuelle et la coopération sont choses tellement indispensables dans une société coopérative que l'on ne saurait raisonnablement attendre qu'elle laisse jouir en toute tranquillité de sa qualité de membre de la société une personne qui a trahi la confiance des autres membres de la coopérative. Les meules de la justice tournent lentement : comment donc pourrait-on conserver au sein d'une société coopérative, et pendant deux ans (comme c'est le cas ici), un homme que tous les membres de la société coopérative soupçonnent d'avoir commis les fautes les plus graves contre cette société ?

« Cet argument appelle deux réponses. Si la procédure des tribunaux ordinaires est trop lente, peut-être faudrait-il que les autorités compétentes y apportent remède, mais ce n'est pas une raison pour ouvrir la porte aux règlements de comptes privés. Si nous devons permettre à ceux qui sont victimes d'un vol ou d'un abus de confiance de se faire justice eux-mêmes, il n'y aurait pas de raison valable de ne pas le permettre aux victimes d'actes de violence ou à ceux qui ont été les témoins du meurtre d'un des leurs. Mais on ne saurait prétendre qu'une société coopérative ne peut pourvoir à sa défense sans instaurer son propre système de répression : elle peut, dans ses statuts, prévoir la suspension de tout membre qui est accusé d'un délit pénal et l'on trouve effectivement dans les statuts de la société appelante des dispositions détaillées à cette fin.

« De plus, le fait même que de nombreuses sociétés coopératives d'Israël ont créé des tribunaux privés qui exercent une juridiction sur leurs membres constitue une raison suffisante pour les tribunaux ordinaires des juridictions compétentes de veiller attentivement à ce que des organismes privés n'empiètent pas sur un terrain qui leur est interdit. Il y a deux intéressés au moins pour qui il est d'importance capitale que la juridiction criminelle soit réservée aux instances judiciaires compétentes : l'accusé et le peuple d'Israël. La loi veut que quiconque est, à tort ou à raison, accusé d'un délit pénal ait droit à toutes les garanties pour la mise en œuvre desquelles ont été adoptées les lois qui régissent le droit pénal et la procédure pénale. Dans tout pays civilisé, les droits fondamentaux de l'accusé sont sauvegardés par les dispositions du Code pénal. Ces droits, que je n'ai pas à énumérer, ne sont pas garantis, ni même mentionnés, dans les statuts de la société appelante . . .

« L'intérêt général en souffre à deux autres titres. En premier lieu, l'exercice de ce genre de juridiction privée est de nature à cacher aux yeux du public des délits graves . . . et le danger de voir s'exercer la juridiction privée précisément dans l'intention de cacher ces délits au public est d'autant plus grand que, très souvent, il s'agit de délits qui peuvent ternir la réputation de la société, de sorte qu'elle a intérêt à les soustraire aux regards du public. Il peut donc arriver que le coupable soit secrètement exclu de la société pour être aussitôt accueilli dans une autre

société, qui ne l'aurait jamais accepté comme membre si ses antécédents avaient été connus ; or, nul délinquant ne doit bénéficier d'une immunité pour la seule raison que telle ou telle société peut avoir intérêt à tenir cachés ses agissements. La deuxième question est celle des peines encourues. D'après les statuts de la société appelante, son tribunal peut imposer les amendes ou autres peines qu'il jugera bon, « indépendamment des peines qui lui sont ou peuvent lui être imposées par un tribunal ordinaire ». Il s'ensuit manifestement qu'au cas où la loi a fixé un maximum de peine pour une infraction déterminée et où le tribunal a infligé la peine maximum autorisée par la loi, un membre de la société appelante n'en court pas moins le risque d'être frappé de peines dépassant le maximum fixé par le législateur comme constituant le châtiment le plus grave et le plus sévère qui puisse être infligé pour cette infraction — et il est exposé à ce risque avant même que les organes compétents de l'Etat aient établi que l'infraction a été effectivement commise . . .

« . . . Lorsque, comme c'est le cas ici, sous le manteau des statuts d'une société coopérative sont usurpés de larges pouvoirs de juridiction qui n'appartiennent normalement qu'aux seules instances pénales compétentes de l'Etat et lorsque, comme c'est le cas ici, un organisme privé juge et punit des infractions dont le jugement et le châtiment sont affaire d'intérêt national, la Cour doit intervenir pour mettre fin à une procédure qui est contraire à l'ordre et au bien publics . . . »

5. LIBERTÉ DU COMMERCE — LICENCES D'IMPORTATION — EXERCICE DE LA LIBERTÉ D'APPRECIATION — SOUPÇONS ET RUMEURS

Orbach contre Directeur des douanes

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Haute Cour de Justice*¹

6 juin 1958

Le défendeur, qui est l'autorité compétente pour l'octroi des licences d'importation, a refusé une licence au requérant, ce dernier ayant été soupçonné, pendant la période du Mandat britannique, de délits relatifs à des affaires d'importation. Sur requête d'une ordonnance invitant le défendeur à exposer les motifs pour lesquels il ne fallait pas accorder au requérant la licence d'importation demandée,

Décision : Que le refus de la licence témoignait d'un exercice erroné de la liberté d'appréciation laissée au défendeur.

Selon le juge Agranat² : « . . . Il apparaît que ce n'est pas tant le fait que le requérant a été déclaré coupable d'un délit, il y a quatorze ans, qui a porté le défendeur à prendre la décision qu'il a prise, mais bien le fait que le défendeur s'est laissé influencé par

¹ Source : 12 *Piskei Din* 780.

² P. 782.

des comptes rendus de presse selon lesquels des dépositions avaient été faites contre le requérant, lors du procès, l'accusant d'avoir contrevenu aux conditions imposées à l'octroi des licences d'importations. Or, pour que l'autorité compétente puisse légitimement user de sa liberté d'appréciation à l'encontre d'une personne qui demande une licence, en se fondant sur le caractère répréhensible ou malhonnête des agissements passés de cette personne, il faut que les soupçons se fondent sur des pièces probantes qui soient entre les mains de l'autorité compétente elle-même. Les informations publiées dans des journaux datant de quatorze ans sur la teneur des dépositions faites par d'autres personnes contre le requérant ne constituent pas des pièces probantes et ne sont pas non plus des pièces qui soient entre les mains de l'autorité elle-même. Non seulement le défendeur n'a pas vu la transcription de la déposition dont il est question, et ne saurait, évidemment, se porter garant de l'exactitude des comptes rendus publiés dans la presse, mais encore le requérant s'est fermement défendu devant nous, sous la foi du serment, d'avoir jamais enfreint aucune condition d'une licence d'importation qui lui ait été délivrée. Dans ces conditions, il nous semble que le défendeur ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants pour fonder légalement et raisonnablement un soupçon assez fort pour justifier le refus de la licence demandée . . .

«Le défendeur a donc usé de manière erronée de la liberté d'appréciation qui lui appartient, bien que nous ayons tous été favorablement impressionnés par les déclarations franches et sans détours qu'il a faites devant nous, selon lesquelles il a agi au mieux de ce qu'il croyait être l'intérêt public.»

L'ordonnance a été confirmée.

6. SECRET DE LA VIE PRIVÉE — EMPÊCHEMENT D'UN AGENT DE POLICE DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS — DROIT DE LA POLICE D'ENTRER DANS UNE MAISON D'HABITATION PRIVÉE

El Nagib contre Procureur général

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Chambre des appels criminels*¹

12 juin 1958

L'appelant a été déclaré coupable de s'être livré à des voies de fait sur un agent de police dans l'exercice de ses fonctions — délit passible d'une peine de prison d'un mois au moins. L'agent de police s'était rendu au domicile de l'appelant pour faire une enquête sur une plainte déposée contre la sœur de l'appelant, qui vivait chez ce dernier. L'agent de police ayant invité la sœur de l'appelant à l'accompagner au commissariat de police, celle-ci s'y refusa ; sur quoi l'appelant demanda à l'agent de quitter les lieux. Au cours de l'altercation qui s'ensuivit, l'appelant frappa l'agent de police au

visage. Sur appel interjeté contre la déclaration de culpabilité,

Décision: Que le jugement déclarant l'appelant coupable de s'être livré à des voies de fait sur un agent de police dans l'exercice de ses fonctions doit être rapporté et qu'il doit lui être substitué une déclaration de culpabilité de voies de fait simples.

Selon le juge Landau²: « . . . La principale question qui se pose au sujet de cet appel est celle de savoir si l'agent de police a outrepassé ses pouvoirs en entrant dans un logement privé. La police n'a de droits particuliers, au-delà des droits de tous les citoyens, que ceux qui lui sont expressément conférés par la loi. C'est là ce qui fait la différence entre un Etat soumis à un régime de droit, tel l'Etat d'Israël, et un «Etat policier» dans lequel la police, considérée comme le bras du régime, est au-dessus des lois. Ce principe est posé à l'article 37 de l'Ordonnance relative à la police³ et s'applique, bien entendu, au droit que la police peut avoir d'entrer dans des locaux privés. Etant donné que nul ne doit entrer dans la maison d'autrui sans autorisation, et que le fait d'y entrer sans autorisation constitue une violation de la loi, délit qui expose à des poursuites en vertu de l'article 41 de l'Ordonnance de 1944 relative aux dommages civils, la police doit, en chaque occasion, justifier son entrée dans des locaux privés par une autorisation en bonne et due forme . . . Rien de ce que fait un agent de police sans cette autorisation ne saurait être considéré comme ayant été fait par lui «dans l'exercice de ses fonctions», au sens de la loi pénale qui vient d'être mentionnée. Si l'agent de police n'avait pas, dans la présente affaire, de titre légitime à entrer dans les locaux de l'appelant, il ne saurait être censé l'avoir fait «dans l'exercice de ses fonctions» et s'il a subi à ce moment des violences, ce n'est pas «dans l'exercice de ses fonctions» au sens de la loi.

«Le droit général des agents de police d'entrer dans des locaux privés est réglé par l'Ordonnance relative à la procédure pénale (arrestation et perquisition)⁴, laquelle est fondée sur la *Common Law* d'Angleterre. Le droit d'entrer dans une maison n'est, en règle générale, donné aux agents de police qu'accessoirement à un autre droit, et notamment au pouvoir de procéder à des arrestations ou à des perquisitions. Le droit de procéder à des perquisitions en vertu d'un ordre de perquisition implique le droit d'entrer dans les locaux où les perquisitions doivent être effectuées. . . L'ordonnance comporte même une disposition expresse selon laquelle l'occupant des locaux «où la visite peut être licitement faite dans l'exercice du droit d'arrestation ou de perquisition doit, sur la demande qui lui en est faite, ne pas s'opposer à l'entrée et fournir toutes les facilités raisonnables» . . .⁵

«L'instance inférieure a fondé la déclaration de cul-

² P. 852.

³ Chapitre 112 des Lois de la Palestine.

⁴ Chapitre 33 des Lois de la Palestine.

⁵ Article 27.

¹ Source : 12 *Piskei Din* 850.

pabilité de l'appelant sur le fait que l'appelant ne s'était pas opposé, et avait donc tacitement consenti, à ce que l'agent de police entre chez lui . . . Il est incontestable que, lorsqu'un agent de police entre dans une maison avec la permission de son occupant légitime, puis y accomplit un acte dans l'exercice de ses fonctions, cet acte ne saurait être vicié pour la raison que l'agent n'avait pas le droit d'entrer dans la maison. J'admets que, dans certaines circonstances, le fait de ne pas s'opposer à l'entrée de l'agent peut être considéré comme une permission tacite d'entrer. Mais d'après les preuves soumises à la Cour, l'instance inférieure n'est pas fondée dans ses conclusions. L'agent lui-même a déclaré que l'appelant lui avait dit de quitter la maison : ce n'est pas là une permission tacite, ni une absence d'objection, mais exactement le contraire . . . La permission d'entrer eût-elle même été donnée, le fait que l'appelant s'est opposé explicitement à ce que l'agent reste dans la maison après y être entré suffit à rendre illégale la présence prolongée de ce dernier dans la maison. Le fait est que l'agent, étant entré dans la maison, y est resté de manière illégale ; il n'était donc pas, au moment où il a subi des voies de fait, « dans l'exercice de ses fonctions » au sens de la loi . . . »

7. POUVOIRS DE LA POLICE — SAISIE DE BIENS PRIVÉS — MARCHANDISES VOLÉES — INTÉRÊTS PRIVÉS ET INTÉRÊT PUBLIC

Berman contre Officier de police du District nord

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Haute Cour de Justice*¹

26 juin 1958

Le requérant avait acheté de bonne foi une bicyclette à un marchand que la police soupçonnait de pratiquer la vente de marchandises volées. Il s'est avéré que la bicyclette avait effectivement été volée à son propriétaire légitime. La police a demandé et obtenu que le requérant lui remette la bicyclette ; quand le requérant a demandé qu'elle lui soit rendue, la police a refusé en alléguant qu'elle devait être produite devant le tribunal au cours du procès intenté à la personne accusée du vol. Sur requête d'une ordonnance invitant la police à exposer les motifs pour lesquels la bicyclette ne devait pas être rendue au requérant,

Décision: Que la police ne peut exiger d'être mise en possession d'un bien qui est propriété privée d'un citoyen sans une ordonnance ou injonction d'un tribunal compétent.

Selon le juge Goitein² : « . . . La saisie d'un bien appartenant à un citoyen, fût-ce à titre temporaire, exige que le pouvoir en ait été expressément conféré par le législateur ; or, le législateur a jugé bon de n'autoriser cette saisie qu'en vertu d'une ordonnance rendue par un magistrat . . . Il est vrai qu'il convient

de peser, en contrepoids des droits privés, l'intérêt public que la police représente, mais c'est le magistrat qui est chargé de la sauvegarde de l'intérêt public chaque fois que de besoin. Nous n'acceptons pas la thèse soutenue par le conseil du défendeur, selon laquelle un homme qui a volontairement remis son bien entre les mains de la police ne saurait ensuite prétendre que le fait, pour la police, d'être en possession de cet objet est illégal. La remise de l'objet peut avoir été faite sous l'impression erronée que la demande formulée par les autorités imposait une obligation ; à supposer même que le propriétaire de l'objet l'ait remis de son plein gré, il est fort possible qu'il n'ait accepté de le mettre à la disposition de la police qu'aux fins de l'enquête ; mais les recherches étant maintenant terminées et les voleurs appréhendés et identifiés, pourquoi devrait-il souffrir que la police conserve jusqu'à la fin du procès un objet qui lui appartient, et pourquoi la police serait-elle en droit de conserver cet objet sans autorisation d'un tribunal ? . . . »

L'ordonnance a été confirmée.

8. ARRÊTÉS DES AUTORITÉS LOCALES — BIENS PRIVÉS — CONFISCATION ILLÉGALE

Lubin contre Maire de Tel-Aviv

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Haute Cour de Justice*³

13 juillet 1958

Une loi autorise les autorités locales à prendre, par arrêté, des dispositions pour « l'examen, la saisie et la confiscation » de certaines denrées alimentaires. Une municipalité a pris un arrêté qui autorisait ses inspecteurs à saisir ces denrées et qui prévoyait qu'après la saisie les denrées seraient confisquées et détruites. Sur requête d'une ordonnance invitant la municipalité à exposer les motifs pour lesquels ledit arrêté ne devait pas être déclaré nul et sans effet,

Décision: Que l'arrêté est nul et ne peut être appliqué.

Selon le juge Olshan⁴ : « . . . D'après les principes fondamentaux du droit, tout acte portant atteinte à la personne ou à la propriété d'un citoyen, que l'on présente comme autorisé par la loi, doit d'abord avoir été déclaré tel par un tribunal compétent. Le principe applicable en la matière est que c'est aux tribunaux qu'il appartient d'examiner et de résoudre la question de savoir si cette atteinte est autorisée par la loi, et non pas aux autorités qui se proposent de prendre la mesure en question. Selon un autre principe élémentaire, on ne saurait d'abord porter atteinte à la personne ou aux biens d'un citoyen, pour demander ensuite aux tribunaux de confirmer que l'acte qui leur porte atteinte est conforme à la loi. Tout citoyen est libre, sa personne et ses biens sont protégés par des droits qui sont inviolables, sauf dans des condi-

¹ Source : 12 *Piskei Din* 914.

² P. 908.

³ Source : 12 *Piskei Din* 1041.

⁴ P. 1051.

tions prévues par la loi. A moins que la loi n'en dispose autrement en termes exprès — comme elle le fait par exemple en ce qui concerne l'arrestation d'une personne prise en flagrant délit, pour laquelle il n'est pas nécessaire d'avoir antérieurement obtenu le mandat d'un magistrat — l'autorisation donnée par une loi de prendre une mesure portant atteinte à la personne ou à la propriété d'un particulier suppose toujours qu'il y a eu mandat d'un tribunal compétent . . . La question est donc de savoir si, dans son interprétation exacte, la loi autorisant ces arrêtés autorise également les municipalités à se dispenser de recourir à la procédure normale des tribunaux avant toute saisie et toute confiscation de biens privés . . .

«¹ . . . Le principe selon lequel il ne peut être pris de mesure portant atteinte à la propriété privée sans mandat d'un tribunal est universellement reconnu dans tous les pays civilisés, et il va sans dire que le pouvoir législatif d'Israël ne l'ignore pas et ne saurait le méconnaître : il fait, en réalité, partie intégrante de notre Constitution non écrite. Toute loi qui a trait aux actes portant atteinte aux droits privés doit être interprétée à la lumière de ce principe et sous réserve de son application . . . Il n'en est pas moins regrettable que la loi dont il s'agit soit rédigée de manière assez nébuleuse et ne se prête pas à une interprétation aisée . . . »

Selon le juge Sussman² : « . . . La question dont nous avons à décider est celle de savoir si la municipalité est compétente pour autoriser ses inspecteurs à saisir la denrée visée, donc à en exproprier son propriétaire sans procédure judiciaire. Nous sommes tous d'accord sur ce point que le législateur ne permet ordinairement pas de porter atteinte à la personne ou à la propriété d'un citoyen sans que le tribunal l'ait d'abord entendu. D'après la Déclaration d'indépendance, l'Etat d'Israël est « fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix ». Ces mots ne seraient que des phrases creuses et le régime du droit s'effondrerait si l'on ne devait pas s'en tenir strictement à ce principe. Mais le législateur est tout puissant et il peut, s'il le veut, renoncer en termes explicites à ses principes et permettre qu'une atteinte soit portée au droit de propriété privée sans intervention du juge ni de la justice. Est-ce ce qu'il a fait dans le cas présent ? Je suis persuadé que non . . . »

« Les principes du droit créent une présomption : quiconque soutient que le législateur entendait s'en écarter doit prouver à la satisfaction du tribunal que, dans le cas particulier dont il s'agit, le législateur s'en est effectivement écarté. Le fait qu'il s'agit ici de confiscation administrative ne prouve rien : alors même que la procédure judiciaire est exclue en termes exprès, il reste toujours quelque forme de procédure administrative par laquelle le législateur garantit le droit du citoyen intéressé d'être d'abord entendu,

comme on le voit, par exemple, lorsqu'il y a confiscation de marchandises importées en contrebande, en vertu de l'Ordonnance relative aux douanes³ . . .

«⁴ . . . La confiscation que la loi considérée autorise consiste en la saisie du bien dont il s'agit, son expropriation et son attribution à la municipalité. Mais le titre de propriété de la municipalité dépend de la décision d'un tribunal constatant que la confiscation était conforme à la loi, ou du moins du droit du citoyen de demander à un tribunal si la saisie était conforme à la loi. Pour reprendre les termes employés par la Cour Suprême des Etats-Unis, « le droit de propriété appartient alors aux Etats-Unis, bien que leur titre ne soit parfait que pour la condamnation judiciaire⁵ ».

9. CONdamnATION D'UN INNOCENT — REVISION

Procureur général contre David

Cour suprême d'Israël⁶

11 septembre 1958

Le Procureur général a demandé à la Cour suprême, en vertu de l'article 9 de la loi sur les tribunaux, de 5717-1957⁷, la revision d'un procès criminel qui avait été définitivement jugé. Un tribunal de district avait déclaré David coupable du viol d'une mineure et avait ordonné son internement, conformément à la loi sur le traitement des personnes atteintes de maladies mentales, de 5715-1955⁸. David n'était pas seulement atteint de troubles mentaux, mais encore sourd et muet. Pendant l'enquête menée par la police, il avait communiqué avec les fonctionnaires de la police par l'intermédiaire de son frère, qui disait le comprendre et se faire comprendre de lui, ainsi que d'un brigadier de police spécialiste des communications avec les sourds-muets : il avait ainsi fait des aveux spontanés. Le tribunal n'avait pas accepté qu'il plaide coupable, mais avait ensuite jugé que d'autres éléments de preuve corroboraient ses aveux. Deux ans après, un autre homme, inculpé du viol d'une autre jeune fille, avouait à la police qu'il était aussi coupable du viol dont David avait été accusé ; les indications exactes et détaillées qu'il donnait sur les faits ne laissaient aucun doute sur la véracité de ses dires. Au prononcé du verdict concernant ses autres crimes, il demanda au tribunal d'inclure le viol en question dans la sentence, ce qui fut fait.

Sur requête du Procureur général, la Cour suprême a infirmé le verdict du tribunal de district, annulé la décision ordonnant l'internement de David et prescrit d'enregistrer son acquittement pur et simple.

³ Chapitre 42 des Lois de la Palestine.

⁴ P. 1082.

⁵ *Etats-Unis contre Stowell* (1890), 10 S.Ct. 245, p. 247.

⁶ Source : 12 *Piskei Din* 1341.

⁷ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 141.

⁸ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 153.

¹ P. 1059.

² P. 1079.

10. POUVOIR D'ARRESTATION — POUVOIRS ACCES-
SOIRES — EMPÊCHEMENT D'UN AGENT DE
POLICE DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS

Procureur général contre Zyad

*Cour suprême d'Israël siégeant comme Chambre
des appels criminels*¹

19 août 1958

Poursuivi pour un délit pénal, le défendeur avait été arrêté conformément à la loi. Tandis qu'il était détenu dans les locaux de la police, un agent de police lui demanda de ramasser des débris de cigarettes qui se trouvaient sur le sol et de nettoyer sa cellule. Pour cela, l'agent donna un balai au défendeur; quand il tourna le dos pour sortir, le défendeur le frappa par derrière avec ce balai. Le magistrat déclara le défendeur coupable de s'être livré à des voies de fait sur un agent de police dans l'exercice de ses fonctions; sur appel du défendeur, le tribunal de district a infirmé ce jugement et a déclaré le défendeur coupable de voies de fait simples, estimant que l'agent n'était pas «dans l'exercice de ses fonctions» au sens de la loi. Sur appel du Procureur général la question de droit,

Décision: Que la décision du tribunal de district devait être confirmée.

Selon le juge Agranat²: «... Il s'agit ici de la liberté du citoyen. La règle en la matière est que celui-ci ne peut être privé de sa liberté que dans la mesure et de la manière prévues par des dispositions de la loi. Il est vrai qu'une personne légitimement détenue est déjà privée de sa liberté pour la durée de sa détention; cependant, durant cette période, elle conserve certains droits, et notamment le droit de n'être pas contrainte par ses gardiens à faire ce qu'elle n'est pas tenue de faire en vertu de la loi; sinon, le pouvoir d'arrestation — qui est déjà suffisamment rigoureux par lui-même — pourrait devenir un moyen d'oppression et de la tyrannie de la part des gardiens à l'égard des détenus commis à leur surveillance...»

«Je reconnais qu'il est du devoir de la police de tenir la cellule dans un état satisfaisant d'hygiène et de propreté et qu'il n'est pas déraisonnable d'exiger d'un détenu qu'il nettoie sa cellule. Mais là n'est pas la question... Dans une prison ordinaire, un détenu peut être invité à nettoyer sa cellule (ou toute autre cellule) parce que la loi en dispose ainsi³, mais on ne trouve pas de disposition à cet effet dans la loi qui régit la détention dans les locaux de la police; et toute conclusion tirée par analogie avec le règlement des prisons, comme de prétendre que ce qui est permis dans le cas de détenus ordinaires l'est certainement aussi lorsqu'il s'agit de personnes détenues par la police, est irrecevable, ne serait-ce que parce qu'il

ne peut être porté atteinte à la liberté du citoyen sur la foi de simples analogies... Si la loi présente une lacune sur ce point, c'est au législateur et non aux tribunaux à y remédier...

«⁴... Je ne pense pas non plus que l'interprétation que la Cour a donnée de l'expression «dans l'exercice de ses fonctions», dans le contexte de la loi qui réprime les voies de fait sur les fonctionnaires et agents de police⁵ ôterait toute portée à la loi. On doit se souvenir qu'il ne s'agit pas de savoir si le défendeur était en droit d'agir comme il l'a fait à l'endroit de l'agent de police, ni de savoir s'il n'aurait pas dû affirmer son droit sans user de violence. Il est hors de doute — puisqu'on n'avait pas usé de violence à son égard — que le défendeur n'était nullement en droit de frapper l'agent: l'instance inférieure l'a donc à juste titre déclaré coupable de voies de fait et violences graves, en vertu de l'article 250 de l'ordonnance promulguant le Code pénal, de 1936. La seule question qui nous occupe est de savoir s'il s'agit de voies de fait et violences graves exercées sur la personne d'un agent de police «dans l'exercice de ses fonctions», c'est-à-dire si l'existence de l'élément nouveau et supplémentaire qui caractérise ce délit particulier, savoir que les violences aient été exercées sur la personne d'un agent de police tandis qu'il était «dans l'exercice de ses fonctions», a été suffisamment établie. Si cet élément a été ajouté par le législateur aux autres éléments constitutifs des délits de voies de fait simples et de voies de fait et violences graves, c'est dans l'intention d'assurer à l'agent de police, dans l'exercice de ses fonctions, une protection plus complète que celle dont jouit le citoyen ordinaire. Mais ce ne pouvait être, à mon avis, l'intention du législateur de protéger un agent de police qui a essayé de contraindre son agresseur à faire ce à quoi la loi ne lui donnait nullement le droit de le contraindre; si des violences sont commises dans ces conditions, je pense qu'il suffit, pour satisfaire au droit et à la justice, que l'agresseur soit condamné à la peine prévue par la disposition du Code pénal qui protège tout citoyen contre des voies de fait...»

L'appel a été rejeté.

IV. ACCORDS INTERNATIONAUX

Les conventions internationales ci-après qui ont trait aux droits de l'homme ont été ratifiées par Israël en 1958⁶:

1. Convention internationale du travail concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail.
2. Statuts du Centre international pour l'étude de la conservation et de la restauration des biens culturels.

¹ Source: 12 *Piskei Din* 1358.

² P. 1364.

³ Article 207 du Règlement des prisons, de 1925 (Palestine).

⁴ P. 1368.

⁵ Voir plus haut, affaire El Nagib contre Procureur général.

⁶ Voir aussi p. 320-322.

LOI FONDAMENTALE (KNESSET), 5718-1958¹

1. La Knesset est le parlement de l'Etat.

3. Lorsqu'elle est élue, la Knesset comprend cent vingt membres.

4. La Knesset est élue au suffrage universel, national, direct, égal et secret et à la représentation proportionnelle, conformément à la Loi sur les élections à la Knesset; le présent article ne peut être modifié que par les membres de la Knesset, se prononçant à la majorité.

5. Tout ressortissant israélien âgé de 18 ans au moins a le droit de participer aux élections à la Knesset à moins d'avoir été déchu de ce droit par décision judiciaire prise en vertu de la loi. La loi électorale déterminera le moment auquel une personne est censée avoir atteint l'âge de 18 ans, en vue d'exercer le droit de participer aux élections à la Knesset.

6. Tout ressortissant israélien qui, à la date de la présentation de la liste des candidats où figure son nom, est âgé de 21 ans au moins, est éligible à la Knesset à moins d'avoir été déchu de ce droit par décision judiciaire prise en vertu de la loi.

7. Ne peuvent être candidats aux élections à la Knesset :

- 1) Le Président de l'Etat;
- 2) Les deux Grands Rabbins;
- 3) Les juges (shofet) en activité;
- 4) Les juges (dayan) de tribunaux religieux en activité;
- 5) Le Contrôleur des finances publiques;

6) Le Chef d'état-major général de l'armée israélienne;

7) Les rabbins et les ministres d'autres cultes qui sont rémunérés;

8) Les hauts fonctionnaires et les officiers supérieurs qui occupent des fonctions ou ont un grade ou un rang précisés par la loi.

40. Tout membre de la Knesset peut se démettre de ses fonctions; le démissionnaire remet personnellement une lettre de démission au Président de la Knesset ou, s'il n'est pas en mesure de le faire, fait parvenir cette lettre au Président conformément à la procédure établie par le règlement; la lettre de démission est signée le jour où elle est remise ou transmise au Président.

41. Lorsqu'un membre de la Knesset présente sa démission, celle-ci prend effet quarante-huit heures après que sa lettre de démission est parvenue au Président de la Knesset, à moins que l'intéressé n'ait retiré sa démission entre-temps.

42. Lorsqu'un membre de la Knesset est élu ou nommé à un poste dont le titulaire ne peut être candidat à la Knesset, il cesse d'être membre de la Knesset dès qu'il est élu ou nommé.

43. Lorsqu'un siège de la Knesset devient vacant, il est occupé par le candidat dont le nom figurait immédiatement après le dernier des candidats élus sur la liste à laquelle appartenait le titulaire dudit siège.

44. Nonobstant les dispositions de toute autre loi, la présente loi peut être modifiée, suspendue ou soumise à des restrictions par des règlements d'exception.

45. Ni l'article 44 ni le présent article ne peuvent être modifiés si ce n'est par une majorité de quatre-vingts membres de la Knesset.

¹ Texte hébreu dans *Sefer Ha-bukim*, 244, p. 69. Traduction française établie par le Secrétariat des Nations Unies à partir de la traduction anglaise obligeamment communiquée par M. Haim H. Cohn, Procureur général d'Israël, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement d'Israël. La loi fondamentale est entrée en vigueur le 20 février 1958.

ITALIE

NOTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME EN 1958¹

I. LÉGISLATION

Le texte législatif le plus significatif et le plus important qui ait vu le jour en Italie en 1958 dans le domaine des droits de l'homme est sans aucun doute la «Loi Merlin»², qui abolit les «maisons closes» et instaure de nouvelles mesures contre l'exploitation de la prostitution d'autrui. Ses dispositions sont absolument conformes aux principes généraux dont s'inspire toute la Déclaration universelle des droits de l'homme; elles donnent en particulier effet aux principes de l'article 4 de la Déclaration et font disparaître de la vie italienne un ultime vestige de l'esclavage car il est évident que toutes les formes de réglementation de la prostitution impliquent une atteinte à la liberté individuelle de la femme.

La loi n° 75 du 20 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 55, 4 mars 1958), sur l'abolition de la réglementation relative à la prostitution et sur la répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui, est divisée en trois parties: le titre premier prescrit la fermeture des maisons de tolérance et prévoit des sanctions pénales pour quiconque incite, de quelque manière que ce soit, une personne à la prostitution ou l'exploite à cette fin (articles 1 à 7); le titre II prévoit des mesures d'assistance et de rééducation en faveur des anciennes pensionnaires des maisons de prostitution (articles 8 à 11); le titre III contient certaines dispositions finales et transitoires (articles 12 à 15). Il y a lieu de noter que toutes les dispositions de la loi relatives à la lutte contre l'exploitation de la prostitution d'autrui font état des «personnes» se livrant à la prostitution, le législateur ayant entendu viser les individus des deux sexes.

Aux termes de l'article premier, «l'exploitation de maisons de prostitution est interdite sur le territoire de l'Etat et dans les territoires administrés par les autorités italiennes». La fermeture des «maisons» et établissements assimilés existants doit intervenir dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi (article 2).

L'article 3 contient des dispositions qui remplacent les articles 531 à 536 du Code pénal³: «Sans préjudice

de l'application de l'article 240 du Code pénal⁴, sera punie d'un emprisonnement de deux à six ans et d'une amende de 100.000 à 4 millions de liras: 1) toute personne qui, après l'expiration du délai visé à l'article 2, possédera ou tiendra une maison de prostitution, quelle qu'en soit l'appellation, ou qui, de quelque manière que ce soit, contrôlera, dirigera ou gérera une maison de prostitution, ou participera à la propriété, à l'exploitation, à la direction ou à la gestion d'un tel établissement; 2) toute personne qui, possédant ou gérant une maison ou un autre local, les donnera en location pour servir de maison de prostitution; 3) toute personne qui, étant propriétaire, gérant ou directeur d'un hôtel, maison meublée, pension, débit de boissons, club, salle de bal ou de spectacle, de leurs annexes ou dépendances ou de tout autre local ouvert au public ou utilisé par le public, tolérera, dans ce local, la présence d'une ou de plusieurs personnes se livrant à la prostitution; 4) toute personne qui engagera une autre personne pour lui faire exercer la prostitution ou qui encouragera la prostitution d'autrui; 5) toute personne qui incitera une femme majeure à la prostitution ou commettra des actes de proxénétisme, soit directement dans des lieux publics ou ouverts au public, soit par la presse ou par tout autre moyen de publicité; 6) toute personne qui incitera une autre personne à se rendre dans un autre Etat ou dans un lieu différent de celui de sa résidence habituelle pour se livrer à la prostitution, ou qui usera de son influence pour faciliter le départ de cette autre personne; 7) toute personne qui se livrera à une activité dans des associations ou organisations ayant pour but, en Italie ou à l'étranger, d'embaucher en vue de la prostitution ou d'exploiter la prostitution d'autrui, ou qui favorisera ou encouragera, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, les activités ou les desseins de ces associations ou organisations; 8) toute personne qui favorisera ou exploitera de quelque manière que ce soit la prostitution d'autrui.» Les peines prévues dans chacun des cas visés à l'alinéa 3 ci-dessus entraîneront le retrait de la licence d'exploitation, et la fermeture des locaux pourra être ordonnée. Lorsque les infractions visées aux alinéas 4 et 5 ci-dessus auront été commises par un citoyen italien en territoire étranger, elles seront punissables dans la mesure

l'exploitation des prostituées, la traite des femmes et des mineures.

⁴ L'article 240 du Code pénal prévoit et régit la «confiscation des biens qui ont servi ou devaient servir à commettre le délit et des biens qui en constituent le produit ou le bénéfice.»...

¹ Note obligeamment préparée par Mlle Maria Vismara, docteur en droit, Directrice des études et publications de l'Association italienne pour les Nations Unies, rédactrice en chef de *La Comunità internazionale*, publication de ladite Association, correspondante de l'*Annuaire des droits de l'homme* désignée par le Gouvernement italien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Du nom d'Angelina Merlin, sénateur socialiste qui, dès 1953, avait pris l'initiative de la loi en question.

³ Lesdits articles du Code pénal réprimaient le fait d'inciter, d'encourager ou de contraindre à la prostitution,

où les conventions internationales le permettent.

La peine est portée au double (article 4) si l'infraction a été accompagnée de contrainte, de menace ou de dol, ou si elle a été commise aux dépens d'une personne mineure ou souffrant d'infirmité physique ou de débilité mentale; si l'auteur de l'infraction est un parent, un allié ou le tuteur de la personne intéressée ou si celle-ci avait été confiée à l'auteur de l'infraction pour qu'il en prenne soin ou en assure l'éducation, la surveillance, etc.; si l'infraction a été commise aux dépens d'une personne qui était au service de l'auteur de l'infraction, ou par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, ou encore aux dépens de plus d'une personne.

Tous les délits visés au titre premier de la loi, même s'il y a eu seulement tentative, entraînent pour les coupables l'interdiction d'occuper des fonctions publiques ou d'exercer une tutelle ou une curatelle pour une durée de deux à vingt ans (article 6).

L'article 7, particulièrement significatif en ce qui concerne le respect et la liberté individuelle, a pour objet d'abroger les dispositions existantes concernant les personnes se livrant à la prostitution sur la voie publique et à empêcher en même temps que l'Etat ne reconnaisse la prostitution sous quelque forme que ce soit. Aux termes de cet article, en effet, ni les organismes de la sécurité publique, ni les autorités sanitaires, ni les autres autorités administratives «ne devront, directement ou indirectement, immatriculer, en leur délivrant des certificats médicaux, les femmes qui se livrent ou sont soupçonnées de se livrer à la prostitution, ni les obliger à se présenter périodiquement à leurs services. Il est également interdit de délivrer à ces femmes des documents spéciaux».

Dans son titre II, la loi charge le Ministre de l'intérieur d'encourager la création de foyers spéciaux et d'assister les foyers déjà créés pour protéger, aider et rééduquer les femmes quittant les maisons de prostitution et celles qui, s'étant livrées à la prostitution, désirent «repandre une vie honnête» (article 8), ainsi que de fournir les fonds nécessaires au fonctionnement de ces foyers.

Les personnes âgées de moins de 21 ans qui tirent habituellement la totalité de leurs moyens d'existence de la prostitution seront renvoyées dans leur lieu d'origine et remises à leur famille; si elles n'ont pas de parents qui acceptent de les recevoir et offrent des garanties suffisantes de moralité, elles seront placées dans les foyers susvisés; elles pourront également s'y faire placer sur leur demande (article 10).

Au titre III, la loi crée un «corps spécial féminin qui assumera graduellement et dans certaines limites les fonctions de la police en ce qui concerne la moralité publique et la prévention de la délinquance juvénile et de la prostitution» (article 12)¹.

¹ Le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi destiné à donner effet à cet article grâce à la création d'un Corps de police féminin; le projet a déjà été approuvé par la Chambre.

Parmi les autres lois promulguées au cours de l'année considérée, certaines concernent la situation des travailleurs, leurs retraites et diverses mesures sociales; elles contribuent toutes à faire passer dans les faits les principes énoncés par la Déclaration universelle, notamment dans ses articles 22, 23, 24 et 25.

Dans le domaine des *conditions de travail*, il convient de mentionner avant tout, tant pour son importance intrinsèque que parce qu'elle constitue une innovation dans la législation italienne, la loi n° 339 du 2 avril 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 93, du 17 avril 1958) *sur la protection du travail des domestiques*². La loi a pour but d'assurer aux travailleurs domestiques, dont le nombre s'élève en Italie à plus d'un demi-million, une protection légale et économique appropriée, comparable à celle dont bénéficient les autres catégories de travailleurs. La disparité qui existait jusqu'alors entre la situation des travailleurs domestiques et celle des autres travailleurs était l'une des causes de l'impopularité croissante des emplois domestiques. Or la désaffection pour ces emplois accroît non seulement le nombre des chômeurs, mais crée également des difficultés pour les nombreuses personnes qui, dans leur vie privée, ont besoin de l'assistance des travailleurs en question³.

L'article premier définit le champ d'application de la loi, qui vise «les personnes employées à des travaux domestiques qui fournissent un travail, à temps complet ou au moins quatre heures par jour, pour le même employeur, moyennant une rémunération en espèces ou en nature. Sont considérés comme employés à des travaux domestiques personnels, les travailleurs des deux sexes qui fournissent, à quelque titre que ce soit, un travail nécessaire à la vie familiale, qu'ils soient spécialisés ou s'acquittent de tâches multiples».

La loi distingue, parmi les travailleurs en question, deux catégories: les employés (instituteurs, précepteurs, puéricultrices, infirmières, dames de compagnie, etc.) et les travailleurs manuels (cuisiniers, jardiniers, nourrices, femmes de chambre, lingères, bonnes d'enfants, bonnes à tout faire, gardiens et portiers). Sur certains points, comme la période d'essai, les congés, les diverses indemnités, etc., les dispositions varient quelque peu selon la catégorie.

Le placement peut se faire soit directement — avec obligation pour l'employeur d'aviser le bureau de placement compétent — soit par l'intermédiaire des organismes habilités à placer de la main-d'œuvre (article 2). Les documents prescrits (article 3) sont analogues à ceux qui ont été adoptés pour d'autres

² Les traductions anglaise et française de la loi ont été publiées dans la *Série législative*, 1958 — It. 2, par le Bureau international du Travail.

³ Pour la protection du travail des domestiques, les seuls textes en vigueur étaient les dispositions de caractère général figurant au titre quatrième, chapitre II, du Code civil (articles 2240 à 2246); ces dispositions, qui ne sont aucunement adaptées à l'évolution sociale actuelle, réglementent sommairement les conditions de travail dans les professions en question.

catégories de travailleurs. Pour l'emploi des mineurs, il faut le consentement de la personne qui exerce la puissance paternelle (article 4). Les articles 5 à 10 fixent les périodes d'essai, précisent les droits et les devoirs des travailleurs (diligence dans le travail et réserve touchant la vie familiale de l'employeur) et des employeurs (versement du salaire et, le cas échéant, fourniture d'une nourriture et d'un logement répondant à des conditions d'hygiène; protection de la santé du travailleur et respect de sa personne et de sa liberté morale; octroi du temps nécessaire à l'accomplissement des devoirs civiques et religieux); ces mêmes articles réglementent le repos hebdomadaire, diurne et nocturne, et la libre disposition des jours fériés et des fêtes annuelles. Il est prévu un congé de quinze jours consécutifs en cas de mariage (article 15).

Il est créé, pour la discipline du travail domestique, une Commission centrale auprès du Ministère du travail et de la prévoyance sociale ainsi qu'une Commission provinciale dans chaque province (articles 11 à 14); la première est chargée d'exprimer des avis et de formuler des propositions sur la discipline du travail domestique et la coordination des activités des commissions provinciales, ainsi que d'exprimer des avis sur les recours intentés contre les décisions de ces dernières; les commissions provinciales, dont l'activité s'exerce dans le cadre de la province, recueillent des données sur les rémunérations moyennes mensuelles, déterminent les barèmes conventionnels relatifs à la nourriture et au logement et prennent des dispositions réglementaires concernant le travail domestique dans les provinces.

En outre, la loi définit les conditions du «préavis» (article 16) en cas de cessation des rapports de travail, le versement d'une «prime d'ancienneté» en cas de licenciement ou de départ volontaire (article 17); la même prime est versée aux parents du travailleur en cas de décès de ce dernier (article 18). Le versement d'une treizième mensualité est également prévu pour les travailleurs domestiques.

La loi n° 23 du 4 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 40, 15 février 1958), qui contient des dispositions pour l'unification et la péréquation des salaires des concierges et autres travailleurs affectés au nettoyage et à la garde des immeubles urbains, mérite d'être mentionnée, notamment parce qu'elle consacre le principe de l'égalité de salaire entre l'homme et la femme à travail égal. L'article premier de la loi dispose en effet que le salaire minimum et toutes les indemnités visées par l'article «sont désormais considérés comme constituant, à toutes fins contractuelles et légales, une rémunération unique, égale pour l'homme et pour la femme».

Les dispositions législatives en vigueur au sujet de la durée du travail sont étendues, en vertu de la loi n° 138 du 14 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 65, 15 mars 1958), au personnel des véhicules automobiles publics des lignes extra-urbaines affectés au transport des voyageurs. Le temps de travail effectif de ce personnel ne peut dépasser huit heures par jour ou qua-

rante-huit heures par semaine (article 2). Le travail supplémentaire n'est autorisé qu'en cas d'exigences spéciales du service et sa durée ne peut dépasser deux heures par jour, avec un maximum de douze heures par semaine. D'autres dispositions réglementent le mode de calcul des heures de travail effectuées, la durée du repos journalier et hebdomadaire, les prestations de service extraordinaires en cas de force majeure et les sanctions prévues pour infraction aux dispositions de la loi.

D'autres dispositions visant à offrir des possibilités de travail aux diminués physiques¹ figurent dans la loi n° 308 du 13 mars 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 91, 15 avril 1958) concernant l'obligation d'employer les sourds-muets : les administrations de l'Etat (à l'exception des chemins de fer), les organismes publics et les établissements privés sont tenus d'employer, sans concours, des sourds-muets dans leur personnel auxiliaire, à concurrence de un pour 100 de l'effectif du personnel auxiliaire pour les administrations de l'Etat, de un pour 100 de l'effectif total pour les autres organismes et de 3 pour 100 pour les emplois salariés.

Pour venir en aide au travailleur contraint d'intenter une action contre son employeur (compte tenu surtout du fait qu'en pareil cas le travailleur est presque toujours en chômage et dépourvu des ressources nécessaires pour faire face aux dépenses judiciaires), le législateur a prévu des dispositions spéciales : aux termes de la loi n° 319 du 2 avril 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 91, 15 avril 1958), sont dispensés de l'impôt du timbre et de l'enregistrement ainsi que de tous frais, taxes ou droits de toute nature les actes, documents et formalités relatifs aux conflits individuels du travail et aux rapports de travail dans les administrations publiques, à condition que le litige porte sur une somme inférieure à un million de lires. Une dispense analogue est accordée pour les actes et documents relatifs à l'exécution des jugements. Pour les recours administratifs relatifs aux rapports de travail dans les administrations publiques (recours extraordinaire au Président de la République, recours au Conseil d'Etat, dépôt pour recours en réformation de décisions du Conseil d'Etat), les droits normalement exigés sont supprimés.

En ce qui concerne le régime des retraites, la loi n° 46 du 15 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 47, 24 février 1958) contient de nouvelles dispositions sur les pensions ordinaires à la charge de l'Etat, dispositions qui admettent notamment au bénéfice de la réversibilité diverses catégories qui en étaient auparavant exclues (enfants naturels légalement reconnus ou dont la paternité est judiciairement déclarée, enfants adoptifs ou légitimés, enfants non mariés même majeurs, incapables à un travail lucratif, etc.) et assouplissent certaines conditions exigées jusqu'alors pour l'obtention d'une pension (notamment en faveur de la veuve, pour ce qui est de l'âge et de la durée du mariage). La loi fixe la

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 145, loi du 14 juillet 1957 sur l'emploi des aveugles dans les services téléphoniques.

même limite d'âge (65 ans) pour la mise à la retraite des «fonctionnaires civils titulaires» des deux sexes; en ce qui concerne les «salariés titulaires», elle fixe au contraire une limite d'âge de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes¹.

Toujours dans le domaine des pensions, la loi n° 55 du 20 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 48, 25 février 1958) prévoit l'extension du régime de la réversibilité et diverses autres mesures en faveur des pensionnés de l'assurance obligatoire invalidité, vieillesse et survivants. D'une part, cette loi vise à maintenir, au moins dans une certaine mesure, la valeur réelle des pensions dont bénéficient les cotisants (majoration du coefficient de réévaluation) et, d'autre part, elle prévoit des prestations nouvelles ou plus favorables dans certains cas qui n'étaient pas envisagés par la législation précédente (survivants de pensionnés d'avant 1945, assurés anciens combattants de la dernière guerre mondiale) ou qui méritent une considération particulière (personnes bénéficiant de pensions très réduites).

D'autres lois ont été votées en matière de prévoyance et d'assistance sociales.

La loi n° 93 du 20 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 57, 6 mars 1958) prévoit l'assurance obligatoire des médecins contre les maladies et les lésions dues à l'action des rayons X et des substances radioactives (rente pour incapacité permanente; rente aux survivants et versement d'une somme globale en cas de décès; soins médicaux et chirurgicaux; fourniture d'appareils de prothèse). Toujours en ce qui concerne les effets des radiations, un décret ministériel ultérieur, en date du 14 novembre 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 285, 27 novembre 1958), a institué auprès du Ministère du travail et de la prévoyance sociale une Commission pour la protection des travailleurs exposés aux radiations ionisantes, qui a pour fonctions (article 2) «d'étudier et de formuler des propositions pour l'adoption de règles déterminant: a) les modalités d'emploi des rayons X et des substances qui émettent des radiations ionisantes ou qui produisent des émanations nocives; b) les précautions à observer pour leur utilisation; c) les mesures à adopter pour protéger efficacement la santé des travailleurs».

La loi n° 250 du 13 mars 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 83, 5 avril 1958) contient des dispositions en faveur des personnes qui se livrent à la petite pêche maritime et à la pêche dans les eaux intérieures: cette loi vise essentiellement à accorder aux travailleurs en question le bénéfice des dispositions de prévoyance et d'assistance sociales qui protègent désormais les travailleurs italiens salariés et une grande partie des travailleurs indépendants. La loi prévoit notamment les formes d'assurance ci-après: invalidité, vieillesse, survivants, tuberculose, accidents du travail et maladies professionnelles, et assurance-maladie. Pour les travailleurs

groupés en sociétés ou en coopératives, la loi prévoit également les mêmes allocations familiales que dans l'industrie.

Rappelons enfin la loi n° 179 du 4 mars 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 72, 24 mars 1958), portant création et réglementation de la Caisse nationale de prévoyance et d'assistance pour les ingénieurs et architectes, qui a pour but de mettre en œuvre un régime de pensions d'invalidité, vieillesse et survivants; la loi n° 91 du 15 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 57, 6 mars 1958), portant création de l'Organisme national de prévoyance et d'assistance pour les vétérinaires, lequel fournit à ses membres une assistance générale et spécialisée en matière médicale et sanitaire et en matière d'hospitalisation, ainsi que des indemnités en cas de décès et des versements spéciaux; et la loi n° 469 du 3 avril 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 113, 10 mai 1958) concernant l'assistance médicale et sanitaire pour les infirmités autres que les infirmités de guerre en faveur des invalides de guerre inemployables et des personnes à leur charge.

Pour son caractère antidiscriminatoire plus que pour son contenu, il y a lieu de signaler en outre la loi n° 364 du 2 avril 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 96, 21 avril 1958), qui étend aux habitants du Haut-Adige ayant combattu dans l'armée allemande le bénéfice des dispositions concernant les prestations en faveur des combattants et anciens combattants.

II. TRAITÉS ET CONVENTIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME RENDUS EXÉCUTOIRES EN ITALIE AU COURS DE L'ANNÉE 1958²

- 1) Convention sur les assurances sociales entre l'Italie et l'Espagne, conclue à Madrid le 21 juillet 1956. Ratifiée et rendue exécutoire en Italie par la loi n° 122 du 4 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 62, 12 mars 1958).
- 2) Accord entre l'Italie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrats d'assurance et de réassurance, signé à Rome le 1^{er} juin 1954. Ratifié et rendu exécutoire en Italie par la loi n° 123 du 7 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 62, 12 mars 1958).
- 3) Convention internationale sur le recouvrement des aliments à l'étranger, signée à New York le 20 juin 1958. Ratifiée et rendue exécutoire en Italie par la loi n° 338 du 23 mars 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 93, 17 avril 1958).
- 4) Convention entre la République italienne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les assurances sociales en Italie et en Irlande du Nord, conclue à Rome le 29 janvier 1957. Ratifiée et rendue exécutoire en Italie par la loi n° 355 du 13 mars 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 96, 21 avril 1958).
- 5) Conventions adoptées par la Conférence de l'Or-

¹ Les «fonctionnaires civils titulaires» ont un contrat d'emploi régulier et appartiennent aux cadres de direction, de «conception», et d'exécution; les «salariés titulaires» constituent un personnel auxiliaire (huissiers) et sont considérés comme des ouvriers.

² Voir aussi p. 320—322.

ganisation internationale du Travail : Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87), San Francisco, 17 juin 1948¹; Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (n° 98), Genève, 8 juin 1949². Ratifiées et rendues exécutoires en Italie par la loi n° 367 du 23 mars 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 97, 22 avril 1958).

- 6) Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale et Convention européenne d'assistance sociale et médicale, avec Protocoles additionnels, signés à Paris le 11 décembre 1953³. Ratifiés et rendus exécutoires en Italie par la loi n° 385 du 7 février 1958 (*Gazzetta Ufficiale* n° 98, 23 avril 1958, Supplément).

III. JURISPRUDENCE

Les deux arrêts de la Cour constitutionnelle dont il est rendu compte ici sanctionnent l'un le principe de la *liberté de réunion*, l'autre le principe de la *liberté de religion et de culte*, proclamés respectivement au premier alinéa de l'article 20 et à l'article 18 de la Déclaration universelle.

Le premier de ces arrêts se fonde sur l'article 17 de la Constitution italienne, relatif à la liberté de réunion⁴ : il est intéressant de noter comment les dispositions de cet article constituent un compromis typique entre le droit de libre réunion des citoyens et la nécessité de sauvegarder l'ordre public et donc la sécurité d'autrui. Cette nécessité est pleinement reconnue par l'alinéa 2 de l'article 29 de la Déclaration universelle, qui admet précisément des «limitations» apportées par la loi aux droits et aux libertés de l'individu «en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général...»

L'autre arrêt de la Cour s'appuie sur les articles 8 et 19 de la Constitution⁵, qui concernent la liberté de religion, et il se fonde sur la distinction entre la liberté d'exercice des cultes non catholiques en tant que pure manifestation de foi religieuse (Constitution, article 19) et l'organisation des diverses confessions dans leurs rapports avec l'Etat (article 8).

1. Cour constitutionnelle — Arrêt n° 27 du 31 mars 1958 (*Raccolta ufficiale delle sentenze e ordinanze della Corte costituzionale*, vol. V, 1958, p. 175 et suivantes)

Dans cet arrêt, la Cour se prononce sur la constitutionnalité de l'article 18 du texte unifié des lois de sûreté publique, question soulevée par deux ordon-

nances des *pretori* (juges de paix) de Sesto Calende et d'Ales, rendues dans deux instances pénales intentées contre des individus inculpés d'avoir organisé des réunions groupant une soixantaine de personnes sans en avoir avisé préalablement le *questore* (chef de la police à l'échelon de la province) conformément audit article 18⁶. Dans la première affaire, l'inconstitutionnalité avait été invoquée par la défense; dans la seconde, par le *pretore* lui-même.

Comme le fait observer la Cour, l'article 17 de la Constitution, après avoir affirmé au premier alinéa le droit qu'ont les citoyens de se réunir paisiblement et sans armes, établit une distinction entre les réunions se tenant dans un «lieu ouvert au public» (deuxième alinéa), pour lesquelles l'obligation de donner un préavis est expressément exclue, et les réunions dans un «lieu public» (troisième alinéa), pour lesquelles il prévoit l'obligation de donner préavis aux autorités, lesquelles ne peuvent du reste interdire ces réunions que «pour des raisons valables de sûreté ou de sécurité publiques».

Comme la Cour le fait observer dans son arrêt, l'article 18 du texte unifié des lois de sûreté publique prévoit l'obligation de donner un préavis tant pour les réunions dans un lieu public que pour celles qui se tiennent dans un lieu ouvert au public. Or, comme elle l'avait déjà affirmé dans son arrêt n° 9 du 19 juin 1956, la Cour déclare *non fondée* la mise en question de la constitutionnalité de l'article 18 en tant qu'il s'applique aux réunions dans un lieu public; en revanche, dans l'arrêt examiné ici, elle déclare «*inconstitutionnelles*» les dispositions de l'article 18 du texte unifié des lois de sûreté publique... pour autant qu'elles portent sur les réunions qui n'ont pas lieu dans un lieu public, au sens de l'article 17 de la Constitution».

En effet, l'obligation de donner un préavis pour les réunions dans un «lieu ouvert au public» est en contradiction flagrante avec les dispositions du deuxième alinéa de l'article 17 de la Constitution.

2. Cour constitutionnelle — Arrêt n° 59 du 18 novembre 1958 (*Raccolta ufficiale delle sentenze e ordinanze della Corte costituzionale*, vol. VI, 1958, p. 123 et suivantes)

Dans cet arrêt, la Cour se prononce sur la question de la constitutionnalité de l'article 3 de la loi n° 1159 du 24 juin 1929 et des articles 1 et 2 du décret royal n° 289 du 28 février 1930, soulevée par une ordonnance du Tribunal de Crotone⁷.

⁶ L'article 18 du texte unifié des lois de sûreté publique dispose que les personnes qui organisent une réunion dans un lieu public ou ouvert au public doivent en aviser le *questore* en temps utile.

⁷ Loi n° 1159 du 24 juin 1929, article 3 :

Les nominations des ministres de cultes autres que la religion de l'Etat doivent être notifiées au Ministère de la justice et des cultes pour approbation.

Aucun effet civil ne peut être reconnu aux actes accomplis par ces ministres du culte dans l'exercice de leur

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 491-494.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 335-337.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 363-369.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1947*, p. 198.

⁵ Voir *ibid.*, p. 197 et 198.

Le tribunal susmentionné était saisi d'une instance pénale concernant le sieur R. F., inculpé «d'infraction aux dispositions de l'article 650 du Code pénal¹ pour avoir continué à célébrer le culte pentecôtiste et à laisser ouvert au public l'oratoire de ce culte, bien que les services de la sûreté publique de Crotone lui eussent interdit de célébrer ce culte, et de laisser ouvert ledit oratoire sans avoir d'abord obtenu l'approbation et l'autorisation gouvernementales prévues pour la célébration des cultes non catholiques», cette approbation et cette autorisation étant exigées par les lois susmentionnées.

La défense invoquait l'inconstitutionnalité, soutenant que les articles 2 et 3 de la loi du 24 juin 1929 et les articles 1 et 2 du décret royal du 28 février 1930 étaient en contradiction avec les articles 8, 19 et 20 de la Constitution.

Lorsque la Cour a rendu son arrêt, les parties en présence étaient, d'une part, le Président du Conseil, représenté par l'Avocat général, et de l'autre, le sieur R. F.

Laissant de côté l'exception préliminaire, soulevée par l'Avocat général et rejetée par la Cour, nous n'envisagerons que la partie de l'arrêt qui concerne le fond de la question et qui, seule, nous intéresse ici.

La Cour déclare tout d'abord que sa décision repose «sur l'établissement d'une distinction nette — dont découle ensuite toute une série de conséquences — entre la liberté d'exercice des cultes non catholiques en tant que pure manifestation de foi religieuse et l'organisation des diverses confessions dans leurs

ministère si leur nomination n'a pas obtenu l'approbation du gouvernement.

Décret royal n° 289 du 28 février 1930

Article premier. Pour l'exercice public des cultes autorisés dans le royaume, les fidèles de chaque culte peuvent disposer d'un temple ou d'un oratoire.

L'ouverture d'un temple ou oratoire pour le culte doit faire l'objet, de la part du ministre du culte intéressé, dont la nomination doit avoir été approuvée conformément à l'article 3 de la loi, d'une demande directement adressée au Ministre de la justice et des cultes et accompagnée de documents prouvant que le temple ou oratoire est nécessaire aux besoins religieux effectifs de groupes importants de fidèles et qu'il est doté de fonds suffisants pour couvrir les dépenses d'entretien.

L'ouverture est autorisée par décret royal pris sur proposition du Ministre de la justice et des cultes en accord avec le Ministre de l'intérieur.

Article 2. Les fidèles d'un culte autorisé dans le royaume peuvent, sans autorisation préalable de l'autorité gouvernementale, tenir dans les édifices ouverts au culte conformément aux dispositions de l'article précédent des réunions publiques pour la célébration de cérémonies religieuses et l'accomplissement d'autres actes culturels, à condition que la réunion soit présidée ou autorisée par un ministre du culte dont la nomination a été dûment approuvée conformément aux dispositions de l'article 3.

Dans tous les autres cas, les dispositions du droit commun relatives aux réunions publiques sont applicables.

¹ L'article 650 du Code pénal concerne la contravention à «une mesure légalement prise par les autorités pour des raisons de justice, de sûreté publique, d'ordre public ou d'hygiène...».

rapports avec l'Etat». Cette distinction logique trouva sa confirmation juridique dans les articles 8 et 19 de la Constitution, qui diffèrent non seulement par leur contenu mais encore par leur emplacement dans le texte constitutionnel, le premier figurant dans les «Principes fondamentaux» et le second au titre des rapports civils et, plus précisément, dans la partie relative aux libertés. Dans son article 19, la Constitution reconnaît à *tout individu* «le droit de professer sa foi religieuse propre, sous quelque forme que ce soit, individuellement ou en association, de faire de la propagande en sa faveur et d'en exercer le culte dans un lieu privé ou public», sous la seule et bien compréhensible réserve que «les rites ne soient pas contraires aux bonnes mœurs». Rédigé en termes très généraux, cet article vise, comme le fait observer la Cour, toutes les manifestations du culte, y compris l'ouverture de temples et d'oratoires et la nomination des ministres du culte, en tant que condition indispensable à l'exercice public du culte.

D'autre part, dans l'article 8, les constituants ont envisagé les confessions religieuses du point de vue, totalement différent, de leur organisation selon leurs statuts propres et de la réglementation de leurs rapports juridiques avec l'Etat. Aux confessions autres que la religion catholique, l'article 8 a reconnu la liberté de s'organiser selon leurs statuts propres, pour autant que ceux-ci soient conformes à l'ordre juridique de l'Etat. Le même article dispose en outre que les rapports de ces confessions avec l'Etat sont régis par la loi sur la base d'ententes conclues avec leurs représentants respectifs. «Toutefois, l'instauration de ces rapports étant destinée à donner des effets civils aux actes des ministres du culte et à assurer aux intéressés diverses facilités elle revêt par là même un caractère facultatif et non obligatoire.»

Dans le cas où il est usé de cette faculté, «il est évident que, du fait que la confession religieuse tire certains avantages des dispositions qui en résultent, elle doit également accepter les limitations qui, dans l'intérêt de l'Etat, en constituent la contrepartie logique et qui doivent elles-mêmes être de nature à ne pas violer les droits déjà garantis par la Constitution. Il est donc parfaitement légitime et conforme à l'esprit de la Constitution que, lorsqu'il s'agit de reconnaître un effet juridique aux actes des ministres des cultes non catholiques et à l'ouverture de temples ou d'oratoires... la nomination des ministres des cultes et l'établissement de temples ou d'oratoires soient, à cet effet et à cet effet seulement, soumis à la reconnaissance et au contrôle de l'Etat suivant une procédure d'approbation et d'autorisation. Il s'ensuit aussi que tant que des lois n'auront pas été promulguées en application de l'article 8 de la Constitution, il faut considérer comme valides et non incompatibles avec la Constitution elle-même les dispositions en vigueur, comme celles qui font l'objet du pourvoi dans le cas et dans la mesure où elles réglementent les effets civils et ne portent pas atteinte au libre exercice du culte.

«Cela étant posé, toute l'argumentation de l'Avocat général s'effondre.»

Après avoir réfuté les thèses sur lesquelles l'Avocat général avait fait reposer sa défense, la Cour poursuit en ces termes : «Si, compte tenu des principes qui viennent d'être dégagés, on envisage le contenu des dispositions attaquées, il est impossible tout d'abord de prétendre que l'article 3 de la loi du 24 juin 1929 est contraire aux dispositions de la Constitution qui ont été invoquées. Les deux alinéas que comprend cet article doivent être considérés comme un tout, l'un étant fonction de l'autre, de sorte que l'obligation de notifier pour approbation au Ministre compétent les nominations des ministres des cultes non catholiques doit être considérée comme sanctionnée dans le cas et dans la mesure où la confession visée cherche à obtenir au moyen de ces nominations certains effets dans le cadre de l'ordre juridique de l'Etat ; et les dispositions du deuxième alinéa aux termes desquelles aucun effet civil ne peut être reconnu aux actes des ministres du culte dont la nomination n'a été approuvée, confirment bien l'interprétation ainsi donnée dans sa lettre comme dans son esprit, au premier alinéa. Ainsi, l'article 3 de la loi ne porte pas atteinte au libre exercice du culte (puisque'il ne vise pas la personne du ministre du culte, mais dénie seulement tout effet civil à ses actes) et il se concilie de façon logique avec les dispositions de l'article 8 qui réglementent les rapports juridiques entre l'Etat et les confessions non catholiques.

«En ce qui concerne l'article premier du décret royal du 28 février 1930, il faut considérer que, comme cet article subordonne en général à une autorisation l'ouverture d'un temple ou d'un oratoire, il vise non seulement les cas où cette autorisation serait rendue nécessaire pour l'obtention de certains avantages comme celui qui est mentionné par exemple à l'article 4 du même décret¹, mais aussi le cas où l'ouverture du temple constitue le moyen de professer de façon autonome une religion donnée, abstraction faite des rapports avec l'Etat. C'est donc seulement en ce qui concerne ce second point que l'article premier doit être déclaré inconstitutionnel².

«L'article 2 du décret doit être déclaré inconstitutionnel dans sa totalité² étant donné qu'il subordonne l'exercice de la faculté de célébrer des cérémonies religieuses et d'accomplir d'autres actes du culte dans les édifices destinés au culte à la condition que la réunion soit présidée ou autorisée par un ministre du culte dont la nomination a été approuvée par le Ministre compétent, condition sans rapport avec la question des effets civils et incompatible avec la liberté de religion pleinement garantie par l'article 19 de la Constitution.»

¹ L'article 4 est ainsi conçu : «Les ministres d'un culte autorisé dans le royaume, dont la nomination a été approuvée conformément à l'article 3 de la loi peuvent, sans aucune ingérence des autorités civiles, faire des collectes à l'intérieur et à l'entrée des édifices destinés à leur culte.»

² C'est nous qui soulignons.

3. Le droit de tout travailleur «à une rémunération équitable et satisfaisante» et le droit de tout individu, sans aucune discrimination, «à un salaire égal pour un travail égal», proclamés respectivement aux paragraphes 3 et 2 de l'article 23 de la Déclaration universelle et sanctionnés par les articles 36 et 37 de la Constitution italienne³, ont été tous deux pleinement confirmés par l'arrêt n° 2283 de la Cour de cassation en date du 26 juin 1958 (*Il Foro Italiano*, 1958, première partie, p. 1075 et suiv.), qui confirme une décision de la Cour d'appel de Naples.

Dans son arrêt, la haute juridiction souligne le bien-fondé de la décision de la Cour d'appel «qui, utilisant des accords de droit privé à seule fin d'obtenir des indications sur ce qui constitue une juste rémunération, a voulu s'en tenir strictement au critère juridique que la Cour suprême a énoncé en l'espèce à plusieurs reprises⁴, précisant que, s'il est exact que la représentation des personnes inscrites aux associations qui concluent des conventions collectives n'est pas une représentation d'intérêts, mais seulement une représentation juridique, en tant qu'elle se fonde sur un mandat, de sorte que la conclusion des conventions collectives post-corporatives doit être considérée comme liant uniquement les personnes inscrites aux associations qui sont parties à la négociation, il n'en demeure pas moins que, si les clauses de la convention collective dépassent le domaine particulier des intérêts contingents des associés et touchent le contrat économique-social de caractère général et plus élevé des rapports de travail, rapports dont le travailleur compte tirer des moyens adéquats et suffisants pour subvenir à ses besoins vitaux et à ceux des membres de sa famille qui peuvent être à sa charge, le juge peut utiliser ces clauses comme un instrument de preuve pour déterminer si la rémunération doit être considérée ou non comme suffisante».

En résolvant ce problème — poursuit la Cour de cassation — «on a considéré qu'il était surtout nécessaire de se référer aux barèmes de salaires figurant dans les conventions collectives pour garantir le droit à une rémunération minimum suffisante que l'article 36 de la Constitution reconnaît aux travailleurs, cet article exigeant évidemment aussi que les contrats individuels soient conformes à ce principe ; il s'ensuit que, lorsqu'un accord particulier se révèle, comme en l'espèce, en contradiction avec ce principe fondamental, il incombe au juge saisi de l'affaire d'ordonner que la rémunération soit complétée, compte tenu de tous les faits de la cause».

La haute juridiction réfute ensuite un autre argument du requérant, selon lequel l'article 36 de la Constitution ne garantirait une rémunération suffisante qu'au chef de famille et ne pourrait produire d'effets juridiques dans le cas de la travailleuse en

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1947*, p. 200.

⁴ Voir les arrêts de la Cour de cassation mentionnés dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 202-204, et des décisions analogues d'autres tribunaux citées dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 179 et seq.

question qui, pendant la période d'emploi en cause était une mineure vivant dans sa famille et n'avait donc pas de charges familiales.

La Cour suprême fait observer que «l'acceptation d'une pareille thèse équivaldrait en dernière analyse à enfreindre l'esprit et même la lettre de la disposition visée».

Pour conclure, la Cour suprême déclare que, lorsqu'il apparaît certain et évident que, du fait de la violation de cette disposition constitutionnelle de caractère obligatoire, «il a été porté atteinte au principe de la rémunération juste et suffisante par rapport au travail fourni, l'insuffisance reconnue de la rémunération qui méconnaît et compromet un véritable droit subjectif, ne saurait justifier à aucun titre et moins encore se fonder sur la situation familiale du travailleur; en effet, même si l'on considère le caractère juste et suffisant de la rémunération en seule fonction des besoins personnels du travailleur, il est évident que ce dernier, en tant qu'individu, c'est-à-dire en tant qu'élément indépendant du groupe familial — ce groupe pouvant même ne pas exister ou ne pas dépendre économiquement de lui — a le droit de réclamer le bénéfice des avantages économiques que la Constitution lui reconnaît également en fonction de ses besoins personnels.

«Que si, d'autre part, en invoquant le statut de la fille mineure vivant dans sa famille, on voulait

reprendre le principe d'une différence de rémunération entre la femme qui travaille et le travailleur masculin, il n'est pas inutile de rappeler que les constituants eux-mêmes, prenant ouvertement position contre la pratique des échelles de salaires différentielles, ont inscrit dans la Constitution le principe fondamental de l'article 37, selon lequel la femme qui travaille a les mêmes droits et, à travail égal, la même rémunération que le travailleur masculin.

«Et il ne semble pas qu'il puisse y avoir aucun doute quant au caractère obligatoire de cette règle car le principe qu'elle énonce constitue, en raison de la rigueur des termes utilisés, une garantie constitutionnelle qui crée un droit subjectif plein et entier en faveur de la femme qui travaille.

«En réalité, étant donné que l'application pratique de cette règle n'est pas subordonnée à l'adoption ultérieure de dispositions législatives particulières et que, vu les conditions qu'elle énonce et le fait qu'elle complète de toute évidence l'article 36 qui la précède, cette règle revêt la forme d'une disposition impérative directe destinée à exercer une influence et à agir directement sur l'équilibre économique des rapports de travail; elle peut donc être placée dans la catégorie des dispositions «intersubjectives», c'est-à-dire des dispositions visant à réglementer directement les rapports entre les sujets auxquels elles s'appliquent.»

JAPON

NOTE¹

I. LÉGISLATION

Loi modifiant la loi tendant à réprimer la prostitution (loi n° 16 du 25 mars 1958); Loi concernant les foyers d'orientation féminins (loi n° 17 du 25 mars 1958)

La loi tendant à réprimer la prostitution (loi n° 118 du 24 mai 1956)² est en vigueur depuis le 1^{er} avril 1957. Certaines de ses dispositions, et notamment les dispositions pénales, ne sont toutefois entrées en application que le 1^{er} avril 1958, en même temps que la loi modificatrice. Celle-ci crée un nouveau régime d'orientation, qui a le caractère non d'une peine mais d'une mesure de sécurité, et dont l'objet est de combattre la propension des intéressées à se prostituer de façon habituelle, et de faciliter le reclassement social des prostituées. En vertu de l'amendement, lorsqu'une délinquante adulte, condamnée aux travaux forcés ou à l'emprisonnement pour avoir commis l'une des infractions visées à l'article 5 de la loi tendant à réprimer la prostitution (racolage, etc.), est admise au bénéfice du sursis, elle peut être placée sous le régime de l'orientation, hébergée dans un foyer d'orientation féminin, et assistée de conseils qui lui permettront de se reclasser. A cet égard, il convient également de signaler l'adoption et l'entrée en vigueur de la loi concernant les foyers d'orientation féminins (loi n° 17 du 25 mars 1958), qui contient entre autres des dispositions fondamentales sur l'hébergement, les institutions et les méthodes d'orientation.

II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

1. Liberté d'expression et restrictions imposées aux journalistes dans les salles de tribunaux

L'article 215 du Code de procédure pénale (règle n° 32 de 1958 concernant la Cour suprême) dispose que : «Sauf dispositions contraires, il est interdit, en audience publique, de prendre des photographies, de procéder à des enregistrements sur bande magnétique ou d'assurer un reportage radiophonique ou autre sans l'autorisation du tribunal.» La Cour suprême a considéré, dans son arrêt du 17 février 1958, rendu à propos de cet article, que le principe selon lequel les journaux devaient publier des nouvelles vraies s'iden-

tifiait à la liberté d'expression visée à l'article 21 de la Constitution. Il allait de soi que les journalistes devaient avoir les moyens de rassembler de telles nouvelles. Mais cette liberté ne pouvait être absolue, et même s'il s'agissait de rendre compte de l'atmosphère d'un procès, il devait manifestement être mis un frein aux activités des reporters, si ces activités portaient inutilement préjudice au bon ordre de l'audience et aux intérêts légitimes de l'accusé et de toutes les personnes intervenant dans le procès. Selon les circonstances, et en particulier selon le moment ou le lieu, le fait de prendre des photographies, etc., pouvait aboutir à ce résultat fâcheux ; l'article 215 du Code de procédure criminelle, en vertu duquel on ne pouvait se livrer à des activités de ce genre que dans la mesure où le tribunal, usant de ses pouvoirs discrétionnaires, les autorisait, n'était donc pas contraire à la Constitution.

2. Droit de se rendre à l'étranger; restrictions motivées par des considérations d'intérêt public

Dans son arrêt du 10 septembre 1958, la Cour suprême a estimé que le droit de voyager à l'étranger, qui est un élément du droit de se rendre à l'étranger, garanti par le paragraphe 2 de l'article 22 de la Constitution, ne pouvait être admis sans limitation, et qu'il pouvait être restreint en tant que de raison si l'intérêt public l'exigeait. Le paragraphe 1 de l'article 13 de la loi concernant la délivrance des passeports prévoit que le Ministre des affaires étrangères peut refuser de délivrer un passeport s'il a de bonnes raisons de penser que le postulant a l'intention de se livrer à des actes matériellement et directement préjudiciables à la sûreté de l'Etat. On peut considérer cette disposition comme apportant, pour des raisons d'intérêt public, une restriction raisonnable au droit de se rendre à l'étranger, et la Cour a décidé que cette disposition était conforme à la Constitution.

III. AUTRES FAITS NOUVEAUX

1. Système d'assistance judiciaire

L'Etat n'a rien prévu en matière d'assistance judiciaire pour venir en aide aux nécessiteux exerçant des actions civiles, si ce n'est l'exonération temporaire des frais et dépens, en vertu du Code de procédure civile. Pour le reste, l'initiative a été laissée à une personne morale : l'Association d'assistance judiciaire, organisation non gouvernementale créée par la Fédération des barreaux japonais en 1952, mais l'aide assurée par cet organisme ne suffit pas à garantir aux pauvres l'exercice de leur droit d'ester en justice.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par M. Saizo Suzuki, Directeur du Service des libertés publiques au Ministère de la justice du Japon, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement du Japon. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 158.

A partir de 1958, cependant, l'assistance judiciaire aux personnes démunies s'est trouvée renforcée, dans le cadre de la politique de sécurité sociale; au budget de l'exercice 1958 (1^{er} avril 1958 au 31 mars 1959) figurait une subvention de 10 millions de yens, prélevés sur le Trésor, au profit de l'association susvisée pour son œuvre d'assistance judiciaire.

La subvention vise seulement à permettre à l'association de financer l'assistance judiciaire; pour les consultations juridiques, on doit faire appel aux services des barreaux. L'Association d'assistance judiciaire projette d'intensifier son action, en ouvrant des bureaux dans un certain nombre de localités.

Le bénéficiaire de l'assistance judiciaire accordée par les barreaux doit remplir les trois conditions suivantes: 1) être sans ressources; 2) avoir des chances d'obtenir gain de cause; 3) pouvoir prétendre à l'assistance judiciaire, compte tenu des objectifs de celle-ci. L'existence ou l'absence des ressources n'est pas déterminée uniformément d'après le revenu; l'intéressé doit plutôt se trouver dans une situation telle qu'il faille le protéger en vertu de la loi sur la protection de la vie quotidienne; ou encore il doit se trouver dans une situation matérielle suffisamment difficile pour qu'on puisse craindre que le paiement des frais et dépens compromette ses moyens d'existence.

Sur la demande de l'intéressé, un comité d'examen, composé notamment de juristes et de travailleurs sociaux, détermine s'il convient ou non d'accorder une aide.

Celle-ci couvre les frais et dépens, les honoraires des avocats et éventuellement le paiement de cautions, en d'autres termes presque toutes les dépenses qu'implique nécessairement un procès. Ces dépenses sont acquittées d'avance par l'Association d'assistance judiciaire, et doivent être en principe remboursées par l'intéressé après l'instance.

Les chiffres ci-après donnent une indication du nombre de cas étudiés par l'Association d'assistance judiciaire du 1^{er} avril au 31 décembre 1958:

Nombre de demandes d'assistance.....	457
Nombre de suites favorables.....	174
Nombre de cas pour lesquels une aide a été jugée inutile.....	146
Nombre de cas en suspens.....	137

2. *Dixième anniversaire du système des Commissaires aux libertés publiques*

Le système des Commissaires aux libertés publiques ayant été inauguré en 1948, son dixième anniversaire a été célébré en 1958.

A l'origine, le nombre des commissaires ne dépassait pas 150; mais il atteignait 6.531 à la fin de 1958. Ces commissaires sont choisis parmi les habitants des villes et des villages, dans toute l'étendue du pays; leur tâche est de protéger les droits des habitants de leurs régions respectives.

Pour assurer une liaison, et pour coordonner les activités des commissaires, on a créé dans tout le pays de nombreuses assemblées consultatives des Commissaires aux libertés publiques, ainsi qu'une Fédération de ces assemblées dans chaque «To», «Do», «Fu» ou préfecture, et une Confédération à l'échelon national. Un congrès national des Commissaires aux libertés publiques s'est tenu le 10 décembre 1958 au *Sankei Hall*, Otemachi, Tokyo, en commémoration du dixième anniversaire du système.

3. *Formes que les violations des droits de l'homme ont eu tendance à prendre.*

Le Service des libertés publiques du Ministère de la justice, les Bureaux des affaires juridiques et les Bureaux des affaires juridiques de district, qui dépendent du service précité et des commissions des libertés publiques sur l'ensemble du territoire, sont chargés d'examiner les cas de violation des droits de l'homme; il ressort des cas examinés en 1958 que cette année-là les violations des droits de l'homme ont fréquemment pris la forme de violences collectives exercées à l'occasion de conflits du travail.

LIBAN

NOTE

Le Ministère des affaires étrangères du Liban a fait connaître au Secrétariat des Nations Unies qu'il n'a aucune communication nouvelle susceptible d'intéresser l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1958*.

LIBÉRIA

LOI PORTANT MODIFICATION DU CODE PÉNAL EN VUE D'ÉRIGER EN DÉLITS LA SÉGRÉGATION ET LA DISCRIMINATION RACIALES ET PRESCRIVANT LES PEINES APPLICABLES EN LA MATIÈRE

Adoptée le 14 février 1958¹

Attendu que, la jouissance et l'exercice du droit naturel et imprescriptible qu'ont tous les hommes de vivre en pleine liberté, ont été le grand dessein et la force déterminante qui ont amené les pionniers de cette nation à venir de l'hémisphère occidental pour fonder ce pays; et qu'en conséquence ils sont venus ici, ont souffert, lutté, donné leur sang et leur vie pour trouver un foyer où ils puissent adorer Dieu sans contrainte et jouir de la liberté et des bienfaits d'une vie sans discrimination;

Attendu que, certains concessionnaires étrangers pratiquent, sous bien des formes, la ségrégation et la discrimination raciales contre le peuple libérien, sur son propre sol, en congédiant leurs employés qui épousent des Libériennes, ou des femmes d'une race différente de la leur, en refusant de renouveler leur contrat, et en favorisant la ségrégation et la discrimination raciales dans les écoles, les églises, les hôpitaux et les entreprises industrielles et commerciales; et

Attendu que, ces attitudes, pratiques et actes vont à l'encontre du but même dans lequel cette nation a été fondée et constituent pour l'honneur, la dignité et la fierté du peuple libérien, un outrage et une insulte contre lesquels tous les Libériens doivent lutter jusqu'à ce qu'ils les aient fait entièrement disparaître,

Le Sénat et la Chambre des représentants de la République du Libéria réunis en session législative ont adopté les dispositions suivantes:

Article premier. Le chapitre 9 du code pénal comprendra un nouvel article 263, rédigé comme suit:

Article 263

SÉGRÉGATION ET DISCRIMINATION RACIALES

1. Tout employeur, qu'il s'agisse d'une personne, d'un concessionnaire, d'une association, d'une société ou d'une compagnie, qui:

a) Met fin aux services d'un employé, refuse de renouveler ou de prolonger son contrat ou accomplit un acte quelconque tendant à nuire à sa situation

ou à son statut professionnel parce que cet employé a contracté mariage avec une personne d'une race différente de la sienne;

b) Refuse d'admettre dans un hôtel, un club, une pension de famille, un restaurant, un bar, un hôpital, une école, un lieu de culte ou dans toute autre institution sociale ou religieuse, des personnes de race différente de celle des propriétaires ou des gérants quand cette personne ou ces personnes sont prêtes à respecter les règles et conditions générales de l'institution;

c) Réserve aux personnes d'une race différente de celle des propriétaires ou des gérants d'un hôtel, d'un club, d'une pension de famille, d'un restaurant, d'un bar, d'un hôpital, d'une école, d'un lieu de culte ou de toute autre institution sociale ou religieuse, des installations différentes de celles qui sont prévues pour les personnes de sa propre race, alors que les intéressés sont en mesure de respecter les règles et conditions de l'institution;

d) Ne permet pas à ses employés et domestiques d'être décentement vêtus et chaussés;

e) Accomplit un acte, commet volontairement une omission ou observe une conduite qui ne sont pas expressément mentionnés dans le présent article mais que l'on peut interpréter comme un signe de supériorité, de ségrégation ou de discrimination raciales, est coupable du délit de ségrégation et de discrimination raciales.

2. Dans une action intentée en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, l'employeur sera présumé avoir agi contre son employé parce que ce dernier a contracté mariage avec une personne de race différente de la sienne.

3. Toute personne, tout concessionnaire, toute association, société ou compagnie, à l'exception des particuliers, coupable du délit de ségrégation et de discrimination raciales, sera puni d'une amende de 15.000 dollars pour la première infraction; en cas de récidive, l'amende sera de 30.000 dollars et le représentant de l'entreprise ou de l'établissement industriel ou commercial sera réputé étranger indésirable; à la troisième infraction, l'établissement industriel ou commercial de la personne, du concessionnaire, de l'association, de la société ou de la compagnie en cause sera fermé

¹ Acts passed by the Legislature of the Republic of Liberia during the session 1957-58, Imprimerie nationale, Monrovia, 1958.

et devra cesser ses activités ; l'entreprise ou l'établissement industriel ou commercial sera réputé porter atteinte à la liberté, l'honneur et la dignité du peuple libérien et, afin de garantir la sûreté de l'Etat, le droit, le privilège, l'accord ou le contrat, suivant le cas, permettant à ladite entreprise ou audit établissement industriel ou commercial d'opérer dans la République du Libéria sera annulé par décision d'une *court of equity* rendue sur réquisition du Procureur général.

4. Tout particulier reconnu coupable du délit de ségrégation et de discrimination raciales sera frappé d'une amende de 1.000 dollars pour la première infraction ; en cas de récidive, il sera frappé d'une amende de 5.000 dollars ; pour la troisième infraction, il sera, s'il est étranger, frappé d'une amende de 10.000 dollars et déclaré indésirable ; et s'il est Libérien il sera, pour la troisième infraction et les infractions suivantes, frappé d'une amende de 10.000 dollars et condamné à une année d'emprisonnement.

5. Toute personne, tout concessionnaire, toute association, société ou compagnie exerçant une activité industrielle ou commerciale quelconque au Libéria, sera tenu, dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, de déposer auprès du Ministère de la justice une déclaration par laquelle il s'engage, sous serment, à se faire une règle de ne se livrer ni souscrire directement ou indirectement à aucune des pratiques définies comme relevant de la ségrégation et de la discrimination raciales aux termes de la présente loi. Dans le cas d'étrangers, si la personne, le concessionnaire, l'association, la société ou la compagnie omet ou refuse de déposer ladite déclaration dans les délais prescrits, le gérant ou le propriétaire de l'entreprise ou de l'établissement industriel ou commercial sera réputé étranger indésirable et expulsé ; aussi longtemps que la déclaration précitée n'aura pas été déposée, le successeur dudit gérant

ou propriétaire ne recevra pas de visa pour entrer dans le pays et l'entreprise ou l'établissement industriel ou commercial ne sera pas autorisé à poursuivre ses activités dans la République du Libéria. Dans le cas de Libériens, si la personne, le concessionnaire, l'association, la société ou la compagnie omet ou refuse de déposer ladite déclaration dans les délais prescrits, ledit établissement ou ladite entreprise industrielle ou commerciale ne sera pas autorisé à poursuivre ses activités dans la République du Libéria aussi longtemps que la déclaration n'aura pas été dûment déposée.

6. De façon à assurer l'observation et l'application effectives des dispositions du présent article, tous les employeurs, qu'il s'agisse de concessionnaires, d'associations, de sociétés ou de compagnies devront faire enregistrer tous les contrats d'emploi, au bureau du *Registrar of Deeds* ; au cas où l'on constaterait qu'un contrat d'emploi comprend une ou plusieurs dispositions tendant à violer directement ou indirectement les dispositions de la présente loi, ou qu'il existe entre l'employeur et l'employé un accord verbal secret violant l'une quelconque des dispositions du présent article, ledit contrat sera réputé nul et son titulaire sera déclaré indésirable et expulsé s'il est étranger ; et frappé d'une amende de 5.000 dollars s'il est Libérien. Dans les deux cas, l'employeur sera poursuivi pour faux serment et condamné à une amende de 5.000 dollars et à une peine d'emprisonnement d'une durée de trois mois. Tout employeur qui omettra ou refusera de faire enregistrer un contrat d'emploi de ses employés comme il est prescrit dans les dispositions du présent paragraphe, sera condamné à une amende de 1.000 dollars et le contrat d'emploi pourra être annulé.

Article 2. La présente loi entrera en vigueur immédiatement, sera publiée et abrogera toutes dispositions contraires.

PROCÉDURE CRIMINELLE¹

Chapitre 1

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

...

4. *Droits du prévenu dans une procédure criminelle.* Dans une procédure criminelle le prévenu a le droit :

- a) De recevoir en temps utile copie de l'acte contenant les charges produites contre lui ;
- b) D'être confronté avec les témoins à charge ;
- c) De pouvoir recourir à une procédure obligeant les témoins à décharge à venir déposer ;
- d) D'être jugé rapidement, publiquement et im-

partialement et, sauf disposition législative contraire, d'être jugé par un jury ;

e) D'être entendu soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un conseil, soit de l'une et l'autre manière.

...

Chapitre 3

ARRESTATION

...

52. *Mandat d'amener délivré sur plainte.* S'il résulte de l'audition du plaignant et de ses témoins qu'il y a probablement lieu de croire qu'une infraction a été commise et que le prévenu l'a commise, un mandat d'amener en vue de l'arrestation du prévenu est délivré à tout fonctionnaire habilité par la loi à l'exécuter.

...

54. *Mandat d'amener ; forme.* La mandat est signé

¹ La procédure pénale constitue le titre 8 du Code des lois du Libéria de 1956 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 162, et l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 156-162), publié par *Cornell University Press*, Ithaca, New York, Etats-Unis. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

soit par le greffier de la *magistrate's court* sur ordre du *magistrate*, soit par le *justice of the peace*; le mandat indique le nom du prévenu ou, si son nom n'est pas connu, tout nom ou toute description permettant de l'identifier avec une certitude raisonnable. Le mandat désigne l'infraction dont le prévenu est accusé et mentionne le contenu de la plainte. Il ordonne que le défendeur soit arrêté et amené devant le magistrat qui a délivré le mandat ou devant tout autre *magistrate* ou *justice of the peace*.

55. *Mandat; exécution.* Le mandat sera exécuté par l'arrestation du prévenu, en tout lieu relevant de la juridiction de la République, par un *constable*, agent de police ou quelque autre fonctionnaire autorisé par la loi. Il n'est pas nécessaire qu'il soit en possession du mandat au moment de l'arrestation mais, à la demande du prévenu, il le lui montrera aussitôt que possible. Si le fonctionnaire n'est pas en possession du mandat au moment de l'arrestation, il informera le prévenu de l'infraction dont il est accusé et du fait qu'un mandat a été délivré contre lui.

57. *Arrestation avec ou sans mandat.* Les agents de police, détectives et *constables* peuvent arrêter ou faire arrêter, avec ou sans mandat, toute personne qui est prise sur le fait de commettre une infraction à la loi, ou d'apporter son aide à une telle infraction ou de s'en rendre complice, ou quiconque peut être raisonnablement soupçonné d'avoir commis une infraction.

58. *Comparution devant le «magistrate» ou le «justice».* Tout agent effectuant une arrestation en vertu d'un mandat délivré sur plainte amènera sans délai la personne arrêtée devant le *magistrate* ou le *justice of the peace* qui a délivré le mandat d'amener. Quiconque procède à une arrestation sans mandat amènera sans délai la personne arrêtée devant le *magistrate* ou le *justice of the peace* le plus proche auquel il puisse s'adresser. Lorsqu'une personne arrêtée sans mandat est amenée devant un *magistrate* ou un *justice*, un mandat est délivré sur-le-champ après prestation de serment de celui qui l'a arrêtée.

Chapitre 4

INSTRUCTION PRÉLIMINAIRE

70. *Déclaration du «magistrate» ou du «justice of the peace».* Lorsque le prévenu est accusé d'avoir commis une infraction qui échappe à la compétence du *magistrate* ou du *justice of the peace*, le *magistrate* ou le *justice of the peace* informe le prévenu de la plainte portée contre lui, de son droit de choisir un avocat et de son droit à une instruction préliminaire. Il avertit aussi le prévenu qu'il n'est pas tenu de faire une déclaration et que toute déclaration faite par lui pourra être invoquée contre lui. Il accorde au prévenu un délai et une possibilité raisonnables pour consulter un conseil et, s'il y a lieu, il le met en liberté provisoire sous caution.

71. *Instruction préliminaire.* Le prévenu n'est pas invité à présenter sa défense. Lorsque le prévenu renonce à

l'instruction préliminaire, le *magistrate* ou le *justice of the peace* ordonne sur-le-champ qu'il ait à comparaître devant la *Circuit Court*. Lorsque le prévenu ne renonce pas à l'instruction, le *magistrate* ou le *justice of the peace* entend les dépositions dans un délai raisonnable. Le prévenu peut soumettre les témoins à charge à un contre-interrogatoire . . .

[Le chapitre 5 a trait à la mise en liberté provisoire sous caution dans les procédures criminelles.]

. . .

Chapitre 9

PROCÉDURE INTENTÉE SUR «INDICTMENT» OU ENQUÊTE

160. *Délivrance du mandat.* Au reçu de l'*indictment*, le tribunal ordonne immédiatement au greffier de délivrer un mandat d'amener contre le ou les prévenus. . . .

161. *Forme du mandat.* La forme du mandat est celle prévue à l'article 54. Le mandat est signé par le greffier, précise l'infraction retenue dans l'*indictment* et ordonne que le prévenu soit arrêté et amené devant le tribunal. Le montant de la caution peut être fixé par le tribunal et indiqué sur le mandat.

162. *Exécution.* Le mandat est exécuté conformément aux dispositions de l'article 55. L'agent qui exécute le mandat amène sans retard la personne arrêtée devant le tribunal ou, en vue d'une mise en liberté provisoire sous caution lorsque le juge n'est pas accessible, devant un commissaire chargé des cautions. L'agent qui exécute le mandat restitue ce document au tribunal.

. . .

Chapitre 10

MISE EN ACCUSATION ET PRÉPARATION EN VUE DU PROCÈS

180. *Mise en accusation.* La mise en accusation a lieu devant le tribunal en séance publique et consiste dans la lecture au prévenu de l'*indictment* ou du procès-verbal d'enquête ou dans l'exposé qui lui est fait des accusations portées contre lui; il est invité à produire sa défense. Copie de l'*indictment* ou du procès-verbal d'enquête lui est remise au moment de son arrestation ou, en cas de citation à comparaître, lorsqu'il se présente. Dans tous les cas, copie de l'*indictment* ou du procès-verbal d'instruction doit lui être remise en temps utile avant qu'il soit invité à présenter sa défense.

181. *Désignation d'un avocat.* Si le prévenu se présente devant le tribunal sans avocat, le tribunal l'informe de son droit de se faire assister par un conseil. Si le tribunal a la certitude que le prévenu ne dispose pas des moyens financiers nécessaires pour prendre un avocat, il charge le *Defense Counsel* du Comté de représenter le prévenu à tous les stades de la procédure, à moins que le prévenu ne choisisse d'agir sans l'assistance d'un avocat.

182. *Défense.* Le prévenu peut plaider coupable ou

non coupable. Le tribunal peut rejeter les conclusions du prévenu s'il plaide coupable et ne doit les accepter qu'après s'être assuré qu'il a plaidé coupable volontairement et qu'il a compris la nature des accusations dirigées contre lui. Si le prévenu refuse de se défendre, le tribunal considérera et fera noter qu'il plaide non coupable.

189. *Avocat du prévenu et paiement des frais.* S'il apparaît qu'un prévenu, à la requête duquel un témoignage doit être recueilli, ne peut en assumer les frais, le tribunal peut ordonner que les frais de voyage et de subsistance de l'avocat du prévenu, occasionnés par sa présence à cette audition, soient assumés par la République. Dans ce cas, l'autorité compétente en sera avisée et elle fera effectuer la paiement en conséquence.

194. *Gratuité de la procédure dans toute instance criminelle.* Aucune des parties à une procédure criminelle devant tout tribunal de la République ne sera tenue de payer des droits pour la délivrance d'une assignation ou tout autre acte de procédure.

Chapitre 13

PROCÈS

260. *Droit à un procès devant un jury.* Le prévenu dans toute procédure criminelle, exception faite des poursuites intentées pour une infraction mineure ou pour vol simple, ou de poursuites sur enquête, a le droit d'être jugé par un jury.

261. *Présence du prévenu.* Le prévenu sera présent lors de la mise en accusation, à tous les stades de la procédure y compris la constitution du jury et la lecture du verdict et lors du prononcé de la condamnation.

268. *Prévenu présumé innocent. Le doute raisonnable entraîne l'acquittement.* Le prévenu dans une procédure criminelle est présumé innocent jusqu'à preuve contraire; lorsqu'on peut raisonnablement douter que sa culpabilité soit suffisamment prouvée, il a droit à l'acquittement.

274. *Prévenu agissant comme témoin.* Le prévenu peut témoigner pour lui-même, conformément aux règles applicables aux autres témoins, à condition, toutefois, qu'il ne puisse être contraint de témoigner ni de répondre à des questions qui pourraient entraîner son inculpation. Aucune conclusion ne sera tirée du fait que le prévenu se sera abstenu de témoigner.

Chapitre 16

JUGEMENT ET CONDAMNATION

321. *Condamnation.* Le jugement doit être rendu dans un délai qui n'excède pas des limites raisonnables.

En attendant le jugement, le tribunal peut mettre le prévenu en état d'arrestation ou modifier la caution. Avant de rendre son jugement, le tribunal donne au prévenu la possibilité de faire une déclaration pour lui-même et de présenter tous faits en vue de la réduction de sa peine.

[Le chapitre 17 a trait à la mise en liberté surveillée et le chapitre 18 aux recours.]

Chapitre 20

JUGEMENT DEVANT LES JURIDICTIONS DES «JUSTICES OF THE PEACE» ET DES «MAGISTRATES»

430. *Comparution du prévenu.* Lorsqu'un prévenu amené devant un *justice of the peace* ou *magistrate* est accusé d'avoir commis une infraction relevant de la compétence du *justice* ou du *magistrate*, le *justice* ou le *magistrate* doit immédiatement informer le prévenu de l'inculpation retenue contre lui et de son droit à l'assistance d'un avocat; il doit donner au prévenu la possibilité raisonnable de faire venir un avocat, si le prévenu le désire.

Lorsque l'affaire est appelée, la plainte déposée contre le prévenu doit lui être clairement lue et il doit être invité à présenter sa défense.

436. *Interprète.* Chaque fois qu'il est nécessaire d'entendre comme témoin une personne qui ignore la langue anglaise, le *justice* ou le *magistrate* désigne un interprète. Les dispositions des articles 561 et 760 de la loi sur la procédure civile, relatives au serment ou à la déclaration tenant lieu de serment d'un interprète sont applicables à tout interprète désigné en application du présent article.

Chapitre 22

PERQUISITION ET SAISIE

480. *Autorité compétente pour délivrer un mandat.* Un mandat de perquisition, tel que l'autorise le présent chapitre, peut être délivré par un *magistrate*, un *justice of the peace* ou le greffier d'un tribunal, soit dans le ressort juridictionnel, soit dans le comté où se trouve le bien recherché.

481. *Motifs de délivrance du mandat.* Un mandat de perquisition et de saisie d'un bien quelconque peut être délivré, aux termes du présent chapitre :

- a) lorsque ce bien a été volé ou détourné; ou
- b) que ce bien est destiné à servir ou qu'il sert ou a servi à commettre une infraction; ou
- c) à la suite de soupçons de la part d'un agent de la loi ou d'un particulier.

482. *Délivrance du mandat et contenu.* Un mandat n'est délivré qu'à la suite d'une déclaration faite sous serment devant le *magistrate*, le *justice of the peace* ou le juge et définissant les motifs de délivrance du mandat. Si le *magistrate*, le *justice of the peace* ou le juge

est convaincu que les motifs invoqués dans la demande sont réels ou que certains indices rendent probable leur réalité, il délivre un mandat désignant le bien à rechercher et nommant ou décrivant la personne qui doit être fouillée, ou le lieu qui doit faire l'objet de la perquisition. Le mandat est adressé à un agent des services civils de la République, habilité à assurer l'exécution de toute loi de la République ou à prêter la main à son exécution. Le mandat précise les motifs constituant la cause de délivrance du mandat et le nom des personnes dont les déclarations sous serment ont été recueillies à l'appui. Il ordonne à l'agent de fouiller sur-le-champ la personne visée ou de perquisitionner au lieu désigné, pour retrouver le bien spécifié. Il est précisé dans ce mandat que sa signification doit intervenir de jour, mais si les déclarants sont certains que le bien se trouve sur la personne visée ou dans le lieu qui doit faire l'objet de la perquisition, le mandat peut stipuler que la signification pourra avoir lieu à tout moment. Le mandat précise quel est le *magistrate*, le *justice of the peace* ou le juge à qui il devra être restitué.

483. *Exécution du mandat et restitution avec inventaire.* L'agent qui se saisit d'un bien en exécution du mandat, donne à la personne à laquelle ou dans les locaux de laquelle le bien est pris une copie du mandat et une décharge pour le bien saisi. Il doit ensuite procéder en hâte à la restitution du mandat en y joignant un inventaire écrit de tous biens saisis. L'inventaire est établi en présence de celui qui a demandé la délivrance du mandat et de la personne en la possession ou dans les locaux de laquelle le bien est saisi, s'ils sont présents, ou en présence d'une personne digne de foi autre que celle qui a demandé la délivrance du mandat ou que celle en la possession ou dans les locaux de laquelle le bien est saisi; l'inventaire est certifié par le fonctionnaire. Le *magistrate*, le *justice of the peace*

ou le juge délivre, sur demande, copie de l'inventaire à la personne en la possession ou dans les locaux de laquelle le bien a été pris, ainsi qu'à la personne qui a demandé la délivrance du mandat.

484. *Demande de restitution de biens et de suppression de preuve.* Celui qui a subi un préjudice du fait d'une perquisition et d'une saisie illégales peut demander au tribunal dans le ressort duquel le bien est saisi, la restitution du bien et la suppression, en tant que preuve, de tout ce qui a pu être ainsi saisi, en invoquant les motifs suivants :

- a) Le bien a été saisi illégalement sans mandat, ou
- b) Le mandat, tel qu'il est rédigé, est insuffisant, ou
- c) Le bien saisi n'est pas celui qui est décrit dans le mandat, ou
- d) Il n'y avait pas d'indices rendant probable la réalité des motifs ayant servi de fondement à la délivrance du mandat, ou
- e) Le mandat a été exécuté illégalement.

Le tribunal recueille des témoignages sur tout point de fait qui doit lui permettre de trancher cette demande. S'il est fait droit à la demande, le bien est restitué à moins qu'il ne soit légalement retenu pour d'autres raisons. La demande tendant à la suppression des preuves peut aussi être faite dans le comté où le procès doit avoir lieu. La demande est présentée avant le procès ou l'audience, à moins que cela n'ait pas été possible ou que le prévenu n'ait pas eu connaissance des motifs de la demande, mais le tribunal peut, discrétionnairement, se saisir de la demande lors du procès ou de l'audience.

...

[Le chapitre 23 a trait aux prisons et aux détenus, le chapitre 24 à l'extradition.]

...

MAROC

LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME PENDANT L'ANNÉE 1958¹

I. LÉGISLATION

Assessorat en matière criminelle

Le dahir n° 1-58-199 du 20 septembre 1958 (6 rebia I 1378) (*Bulletin officiel* n° 2397, du 3 octobre 1958) a réorganisé l'assessorat en matière criminelle. En plus de la liste des assesseurs-jurés marocains, des assesseurs-jurés étrangers, résidant depuis au moins deux ans dans le ressort des tribunaux, peuvent être appelés à siéger. Le jury de jugement comporte quatre assesseurs-jurés désignés par tirage au sort sur les listes établies ; s'il s'agit d'inculpés marocains, les assesseurs sont tous marocains ; si les accusés sont tous étrangers, deux assesseurs étrangers de cette nationalité sont appelés à siéger.

Commission d'enquête

Le dahir n° 1-58-103 du 27 mars 1958 (6 ramadan 1377) (*Bulletin officiel* n° 2372, du 11 avril 1958) a créé une Commission d'enquête, composée d'un président et de quatre membres siégeant à Rabat, chargée de prononcer des sanctions contre les personnes qui prirent une part déterminante dans la préparation, l'exécution ou la consolidation du coup de force du 20 août 1953, ou qui ont commis des actes de violence contre la population ou les résistants. Le texte de ce dahir se trouve ci-dessous.

Extradition

Le dahir n° 1-58-057 du 8 novembre 1958 (25 rebia II 1378) (*Bulletin officiel* n° 2408, du 19 décembre 1958) fixe les dispositions nouvelles concernant les conditions et la procédure d'extradition des étrangers, sauf dispositions contraires résultant des traités. Le contrôle de l'extradition est judiciaire puisque toute demande est soumise à l'examen et à la décision préalable de la chambre pénale de la Cour suprême instituée au Maroc par le dahir du 27 septembre 1957 (2 rebia I 1377)².

Nationalité

Le dahir n° 1-58-250 du 6 septembre 1958 (21 safar 1378) (*Bulletin officiel* n° 2394, du 12 septembre 1958) a promulgué un Code de la nationalité marocaine comprenant quarante-six articles. Il est applicable depuis le 1^{er} octobre 1958. Des extraits de ce dahir se trouvent ci-dessous.

A noter également que le dahir n° 1-58-315 du 27 novembre 1958 (15 jourmada I 1378) (*Bulletin*

officiel n° 2408, du 19 décembre 1958) a annulé avec effet rétroactif à compter de la date de son entrée en vigueur celui du 8 novembre 1921 (7 rebia I 1340) relatif à la nationalité marocaine, en raison de ce que ce dernier dahir n'avait jamais eu pour résultat de faire acquérir la nationalité marocaine aux personnes nées dans l'ancienne zone française du Maroc de parents étrangers dont l'un y était lui-même né.

Statut personnel

Le dahir n° 1-57-343 du 22 novembre 1957 (28 rebia II 1377) (*Bulletin officiel* n° 2378, du 23 mai 1958) a promulgué les deux premiers livres d'un « Code de statut personnel et des successions » ayant trait au mariage et à sa dissolution. Des extraits de ce dahir se trouvent ci-dessous.

Le dahir n° 1-57-379 du 18 octobre 1957 (25 jourmada I 1377) (*Bulletin officiel* n° 2387, du 25 juillet 1958) a promulgué le troisième livre, traitant de la filiation et de ses effets.

Le dahir n° 1-58-019 du 25 janvier 1958 (4 rejab 1377) (*Bulletin officiel* n° 2409, du 26 décembre 1958) porte application sur tout le territoire du Royaume des dispositions du livre IV sur la capacité et la représentation légale.

Protection de l'enfance

Le dahir n° 1-58-260 du 2 septembre (17 safar 1378) (*Bulletin officiel* n° 2395, du 19 septembre 1958) a approuvé les nouveaux statuts d'une association dite « Ligue marocaine de protection de l'enfance et d'éducation sanitaire » dont le siège est à Rabat.

Presse

Des extraits se trouvent ci-dessous du dahir n° 1-58-378 du 15 novembre 1958 (3 jourmada I 1378) (*Bulletin officiel* n° 2404 bis, du 27 novembre 1958) formant Code de la presse au Maroc.

Rassemblements publics

Des extraits se trouvent ci-dessous du dahir n° 1-58-377 du 15 novembre 1958 (3 jourmada I 1378) (*Bulletin officiel* n° 2404 bis, du 27 novembre 1958) relatif aux rassemblements publics.

Droit d'association

Le dahir n° 2-57-1465 du 5 février 1958 (15 rejab 1377) (*Bulletin officiel* n° 2372, du 11 avril 1959) reconnaît le droit syndical aux fonctionnaires et agents des administrations, offices et établissements publics.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 167.

Des extraits se trouvent ci-dessous du dahir n° 1-58-376 du 15 novembre 1958 (3 jourmada I 1378) (*Bulletin officiel* n° 2404 bis, du 27 novembre 1958) réglementant le droit d'association.

Fonction publique

Le dahir n° 1-58-008 du 24 février 1958 (4 chaabane 1377) (*Bulletin officiel* n° 2372, du 11 avril 1958) organise le statut général de la fonction publique et dispose que « Tout Marocain a droit d'accéder dans les conditions d'égalité aux emplois publics ».

Chambres de commerce et d'industrie

Le dahir n° 1-57-161 du 6 janvier 1958 (14 jourmada II 1377) (*Bulletin officiel* n° 2370, du 28 mars 1958) régit, quant aux modes d'élection et à l'éligibilité de leurs membres, leur composition, leur fonctionnement et leurs attributions, le nouveau statut des Chambres de commerce et d'industrie.

Salariés agricoles

Le dahir n° 1-57-182 du 9 avril 1958 (19 ramadan 1377) (*Bulletin officiel* n° 2377, du 16 mai 1958) a déterminé les conditions d'emploi et de rémunération des salariés agricoles¹.

Salaires minimum

Le dahir n° 1-58-074 du 13 février 1958 (28 rejab 1377) (*Bulletin officiel* n° 2367, du 7 mars 1958) a étendu à la province de Tanger et l'ancienne zone espagnole les dispositions du dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) relatif au salaire minimum des ouvriers et employés, ainsi que le dahir du 12 avril 1941 (14 rebia I 1360) relatif au régime des salaires.

Services médicaux

Le décret n° 2-56-248 du 8 février 1958 (18 rejab 1377) (*Bulletin officiel* n° 2368, du 14 mars 1958) organise le fonctionnement des services médicaux du

¹ Le texte français du dahir et une traduction anglaise ont été publiés dans la *Série législative*, 1958 — Mar. 1, par le Bureau international du Travail.

travail, en application d'un dahir précédent du 8 juillet 1957².

Caisse d'aide sociale

Le dahir n° 1-57-257 du 25 décembre 1957 (2 jourmada II 1377) (*Bulletin officiel* n° 2361, du 24 janvier 1958) a précisé les conditions de fonctionnement de la Caisse d'aide sociale créée par le dahir du 22 avril 1942 (3 rebia II 1361). La Caisse d'aide sociale sert aux salariés des allocations ou des prestations, le service de ces allocations ou prestations pouvant être laissé à la charge des affiliés. Ces allocations sont incessibles et insaisissables, sauf pour le paiement des dettes alimentaires auquel le bénéficiaire de l'allocation peut être tenu.

Accidents du travail

Le dahir n° 1-57-238 du 13 janvier 1958 (21 jourmada II 1377) (*Bulletin officiel* n° 2363, du 7 février 1958) a étendu à diverses catégories de personnels civils au service des collectivités publiques le bénéfice du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail.

II. ACCORDS INTERNATIONAUX³

1. En vue d'assurer la coopération du Maroc et de la France dans le domaine judiciaire, les deux Gouvernements ont signé une Convention d'aide mutuelle judiciaire d'exequatur des jugements et d'extradition, à Paris, le 5 octobre 1957 (*Bulletin officiel* n° 2359, du 10 octobre 1958).

2. Le dahir n° 1-57-294 du 16 décembre 1957 (23 jourmada I 1377) (*Bulletin officiel* n° 2363, du 7 février 1958) porte ratification de diverses conventions adoptées par l'Organisation internationale du Travail, notamment la Convention n° 11 concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles (1921), la Convention n° 29 concernant le travail forcé ou obligatoire (1930), la Convention n° 52 concernant les congés annuels payés (1936) et la Convention n° 98 concernant l'application du droit d'organisation et de négociation collective (1949).

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 166.

³ Voir aussi p. 320.

DAHIR N° 1-57-343 PORTANT APPLICATION DES LIVRES I ET II DU CODE DE STATUT PERSONNEL ET DES SUCCESSIONS du 22 novembre 1957 (28 rebia II 1377)¹

Article premier. Il sera procédé à la publication d'une série de livres ayant pour objet le statut personnel et dont l'ensemble constituera un code qui aura pour titre : « Code du statut personnel et des successions ».

Art. 2. Les dispositions des livres I et II annexés au présent dahir et ayant trait, le premier au mariage et le second à sa dissolution, seront applicables dans

tout le territoire de Notre Royaume, à dater du 1^{er} janvier 1958.

LIVRE PREMIER. — DU MARIAGE

Chapitre premier

DES FIANÇAILLES ET DU MARIAGE

Article premier. Le mariage est un contrat légal par lequel un homme et une femme s'unissent en vue d'une vie conjugale commune et durable.

¹ Publié dans le *Bulletin officiel* n° 2378, du 23 mai 1958, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

Il a pour but la vie dans la fidélité, la pureté et le désir de procréation par la fondation, sur des bases stables et sous la direction du mari, d'un foyer permettant aux époux de faire face à leurs obligations réciproques dans la sécurité, la paix, l'affection et le respect mutuel.

Chapitre II

DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU MARIAGE ET DES CONDITIONS REQUISES POUR SA VALIDITÉ

Art. 4. 1) Le mariage est valablement conclu par l'échange de consentement des parties, exprimé en termes consacrés ou à l'aide de toute expression admise par l'usage;

Art. 8. L'aptitude au mariage s'acquiert :

1) Pour l'homme, à 18 ans révolus;

Cependant, si de graves difficultés sont à craindre, le cas est soumis au juge en vue de l'obtention d'une dispense d'âge.

2) Pour la femme, à 15 ans révolus.

Art. 9. Le mariage avant l'âge de la majorité légale est subordonné à l'accord du wali (tuteur matrimonial); si ce dernier le refuse et si le désaccord persiste entre les parties, le juge est saisi.

Chapitre III

DE LA TUTELLE MATRIMONIALE

Art. 12. 1) La tutelle matrimoniale est organisée au profit de la femme; le wali ne peut la donner en mariage que si elle lui donne pouvoir à cette fin, sauf dans le cas de contrainte matrimoniale (djebr) mentionné ci-après.

4) Le wali, qu'il soit le père ou non, ne peut obliger la fille nubile, même vierge, à contracter mariage sans qu'elle ait donné son consentement et son autorisation préalables, à moins qu'une mauvaise conduite soit à craindre de sa part; dans ce cas, le juge a le droit de la contraindre au mariage avec un homme de condition équivalente à la sienne et apte à assurer son entretien.

Art. 15. Si le wali s'opposait abusivement au mariage de la femme placée sous sa tutelle, le juge lui ordonnerait de la marier. En cas de refus, le juge la donne lui-même en mariage moyennant une dot de parité à un homme de condition équivalente à la sienne.

Chapitre V

LES EMPÊCHEMENTS AU MARIAGE

Art. 30. 1) Si une injustice est à craindre envers les épouses, la polygamie est interdite.

2) Si la femme ne s'est pas réservé le droit d'op-

tion et que son mari contracte un nouveau mariage, elle peut saisir le juge pour apprécier le préjudice qui lui est causé par la nouvelle union.

3) L'acte de mariage concernant la seconde épouse, ne sera dressé qu'après que celle-ci aura été informée du fait que son prétendant est déjà marié.

Art. 31. La femme a le droit de demander que son mari s'engage dans l'acte de mariage à ne pas lui adjoindre une coépouse et à lui reconnaître le droit de demander la dissolution du mariage au cas où cet engagement serait violé.

Chapitre VI

EFFETS DU MARIAGE ET SANCTIONS DE SES CONDITIONS DE VALIDITÉ

Art. 33. Le mariage valable et régulier produit tous ses effets et donne naissance aux droits et devoirs réciproques des époux.

Art. 34. Les droits et devoirs réciproques entre époux sont :

- 1) La cohabitation;
- 2) Les bons rapports, le respect et l'affection mutuels ainsi que la sauvegarde des intérêts moraux et matériels de la famille;
- 3) Les droits de succession;
- 4) Les droits de la famille, tels que le rattachement aux époux des enfants nés du mariage et la création d'une parenté par alliance.

Art. 35. Les droits de l'épouse à l'égard de son mari sont :

- 1) L'entretien prévu par la loi, tels que la nourriture, l'habillement, les soins médicaux et le logement;
- 2) L'égalité de traitement avec les autres épouses, en cas de polygamie;
- 3) L'autorisation de rendre visite à ses parents et de les recevoir dans la limite des convenances;
- 4) L'entière liberté d'administrer et de disposer de ses biens sans aucun contrôle du mari, ce dernier n'ayant aucun pouvoir sur les biens de son épouse.

Art. 36. Les droits du mari à l'égard de sa femme sont :

- 1) La fidélité;
- 2) L'obéissance conformément aux convenances;
- 3) L'allaitement au sein, si possible, des enfants issus du mariage;
- 4) La charge de veiller à la marche du foyer et à son organisation;
- 5) La déférence envers les père, mère et proches parents du mari.

Chapitre VII

DES CONTESTATIONS ENTRE ÉPOUX

Art. 39. En cas de contestation au sujet de la propriété des objets mobiliers contenus dans la maison

et en l'absence de preuve certaine, il sera fait droit:

Aux dires du mari, appuyés par serment, s'il s'agit d'objets d'un usage habituel aux hommes;

Aux dires de l'épouse, après serment, pour les objets qui, habituellement, sont à l'usage des femmes.

Si la contestation porte sur des marchandises, celles-ci seront attribuées à celui des conjoints qui

aura justifié de son activité commerciale au moyen de preuves.

Les objets qui sont utilisés indistinctement par les hommes et par les femmes seront, après serment de l'un et de l'autre époux, partagés entre eux.

[Le livre deuxième du Code a trait à la répudiation et au divorce, et à leurs effets].

DAHIR N° 1-58-103 PORTANT CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE du 27 mars 1908 (6 ramadan 1377)¹

Vu le dahir n° 1-56-131 du 22 chaoual 1376 (23 mai 1957) portant création d'une Cour de justice et notamment ses considérants;

Vu le dahir n° 1-57-236 du 22 hija 1376 (20 juillet 1957) soumettant à autorisation préalable certaines opérations mobilières et immobilières;

Vu le décret n° 2-57-1319 du 7 safar 1377 (2 septembre 1957) établissant la première liste de personnes soumises aux dispositions du dahir n° 1-57-236 du 22 hija 1376 (20 juillet 1957) soumettant à autorisation préalable certaines opérations mobilières et immobilières;

Article premier. Il est créé pour l'ensemble de Notre Royaume une commission d'enquête siégeant à Rabat, dont le rôle, les prérogatives et l'organisation sont déterminés par les dispositions ci-après.

Art. 2. La commission a pour mission de prononcer les sanctions prévues à l'article 5 ci-dessous à l'encontre des personnes de nationalité marocaine qui, sciemment et délibérément, au cours de la période du 24 décembre 1950 au 16 novembre 1955, ont soit pris une part déterminante dans la préparation, l'exécution ou la consolidation du coup de force du 20 août 1953; soit commis des actes de violence contre la population ou les résistants.

Seront déferés à ladite commission:

les personnes figurant sur la liste fixée par le décret susvisé n° 2-57-1319 du 7 safar 1377 (3 septembre 1957);

ainsi que celles désignées conjointement par le président du conseil et par le ministre de l'intérieur, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent dahir.

Art. 3. La commission comprend un président et quatre membres nommés par dahir.

La commission fixe elle-même sa procédure et statue valablement en présence de trois de ses membres dont le président.

Les séances de la commission d'enquête ne sont pas publiques; aucune publicité ne doit être faite, par

quelque moyen que ce soit, sur les affaires qui lui sont soumises; le président et les membres sont tenus au secret professionnel.

La commission entend les personnes qui lui sont déferées; elle recueille tous témoignages utiles à la manifestation de la vérité; elle peut déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou donner commission rogatoire à des magistrats choisis sur une liste arrêtée en conseil de cabinet; elle peut faire appel à la force publique pour contraindre toutes personnes récalcitrantes à se présenter devant elle.

La commission peut statuer par défaut.

Art. 4. Les personnes déferées devant la commission d'enquête ont toute faculté pour présenter leur défense soit verbalement, soit par écrit. Elles peuvent se faire assister par un défenseur de nationalité marocaine ou par toute autre personne de leur choix, à condition que cette dernière soit agréée par la commission; la comparution personnelle des personnes impliquées est toujours obligatoire.

Art. 5. La commission d'enquête peut déclarer les personnes visées à l'article 2 coupables d'indignité nationale et, à ce titre, les frapper de la peine infamante de la dégradation nationale pour une durée de trois à quinze ans. Nonobstant toutes dispositions législatives, réglementaires, statutaires ou contractuelles, cette peine entraîne la privation des droits civiques et civils et notamment:

Incapacité électorale;

Interdiction de se livrer à une activité politique ou syndicale;

Exclusion de toutes les fonctions publiques;

Perte de tous grades dans l'armée;

Destitution de toute fonction dans les entreprises subventionnées par l'Etat;

Incapacité d'être juré, expert et de témoigner devant les tribunaux;

Interdiction d'enseigner;

Interdiction de diriger ou collaborer à des entreprises de presse, radio, cinéma;

Privation du droit de détention d'armes;

Interdiction d'être administrateur ou gérant de société;

¹ Publié dans le *Bulletin officiel* n° 2372, du 11 avril 1958, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

Interdiction d'être directeur d'une entreprise de banque.

La Commission peut prononcer une ou plusieurs de ces sanctions.

Elle peut également, soit à titre principal, soit à titre accessoire, prononcer la confiscation totale ou partielle des biens des personnes visées à l'article 2 ci-dessus lorsque, au cours de l'enquête, il se révèle que leur fortune a été en tout ou en partie acquise, soit par des procédés illégaux, soit par abus d'autorité ou trafic d'influence.

Art. 6. La commission peut, en tout état de la

procédure, ordonner la mise sous séquestre des biens des personnes déférées devant elle. Le séquestre en est confié au sous-secrétariat d'Etat aux finances qui est également compétent pour en effectuer la liquidation le cas échéant.

Seront fixés par décret, les conditions d'administration et de liquidation desdits biens ainsi que le taux et la destination des frais de régie à percevoir.

Art. 7. Toute personne ayant fait l'objet de sanctions mentionnées dans l'article 5 ci-dessus peut, dans un délai de quatre jours, formuler un recours auprès de Notre Majesté.

DAHIR N° 1-58-250 PORTANT CODE DE LA NATIONALITÉ MAROCAINE

du 6 septembre 1958 (21 safar 1378)¹

Chapitre premier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. *Source du droit en matière de nationalité.* Les dispositions relatives à la nationalité marocaine sont fixées par la loi et, éventuellement, par les traités ou accords internationaux ratifiés et publiés.

Les dispositions des traités ou accords internationaux ratifiés et publiés prévalent sur celles de la loi interne.

Art. 2. *Application dans le temps des dispositions relatives à la nationalité.* Les dispositions nouvelles relatives à l'attribution de la nationalité marocaine comme nationalité d'origine s'appliquent aux personnes nées avant la date de mise en vigueur de ces dispositions et qui, à cette date, n'avaient pas encore atteint leur majorité.

Cette application ne porte cependant pas atteinte à la validité des actes passés par les intéressés sur le fondement des lois antérieures, ni aux droits acquis par des tiers sur le fondement des mêmes lois.

Les conditions d'acquisition ou de perte de la nationalité marocaine sont régies par la loi en vigueur à la date des faits ou des actes propres à entraîner cette acquisition ou cette perte.

Art. 3. *Nationalité et statut personnel.* A l'exception des Marocains de confession juive qui sont soumis au statut personnel hébraïque marocain, le Code de statut personnel et successoral régissant les Marocains musulmans s'applique à tous les nationaux.

Toutefois, les prescriptions ci-après s'appliquent aux Marocains ni musulmans, ni israélites :

- 1) La polygamie leur est interdite ;
- 2) Les règles régissant l'allaitement ne leur sont pas applicables ;
- 3) Leur divorce doit être prononcé judiciairement

après une tentative de conciliation demeurée infructueuse et une enquête sur les motifs de la demande de séparation.

En cas de conflit, la loi du mari ou celle du père prévaudra.

Art. 4. *Majorité et calcul des délais.* Est majeure, au sens du présent code, toute personne ayant atteint l'âge de vingt et une années grégoriennes révolues.

Tous les délais prévus au présent code se calculent suivant le calendrier grégorien.

Art. 5. *Définition de l'expression « au Maroc ».* Au sens du présent code, l'expression « au Maroc » s'entend de tout le territoire marocain, des eaux territoriales marocaines, des navires et aéronefs de nationalité marocaine.

Chapitre II

DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

Art. 6. *Nationalité par la filiation.* Est Marocain :

- 1) L'enfant né d'un père marocain ;
- 2) L'enfant né d'une mère marocaine et d'un père inconnu.

Art. 7. *Nationalité par la naissance au Maroc.* Est Marocain :

- 1) L'enfant né au Maroc d'une mère marocaine et d'un père apatride ;
- 2) L'enfant né au Maroc de parents inconnus.

Toutefois, l'enfant né au Maroc de parents inconnus sera réputé n'avoir jamais été Marocain si, au cours de sa minorité, sa filiation est établie à l'égard d'un étranger, et s'il a, conformément à la loi nationale de cet étranger, la nationalité de celui-ci.

L'enfant nouveau-né trouvé au Maroc est présumé, jusqu'à preuve du contraire, né au Maroc.

Art. 8. *Dispositions communes.* La filiation de l'enfant n'a d'effet sur la nationalité de celui-ci que si elle est établie durant sa minorité.

La filiation doit être établie conformément aux

¹ Publié dans le *Bulletin officiel* n° 2394, du 12 septembre 1958, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

prescriptions régissant le statut personnel de l'ascendant, source du droit à la nationalité.

L'enfant qui est Marocain en vertu des articles 6 et 7 ci-dessus est réputé avoir été Marocain dès sa naissance même si l'existence des conditions requises par la loi pour l'attribution de la nationalité marocaine n'est établie que postérieurement à sa naissance.

Toutefois, l'attribution de la qualité de Marocain dès la naissance ainsi que le retrait de cette qualité en vertu des dispositions du paragraphe 2) de l'article 7 ne portent pas atteinte à la validité des actes passés par l'intéressé ni aux droits acquis par des tiers sur le fondement de la nationalité apparente antérieurement possédée par l'enfant.

Chapitre III

DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ MAROCAINE

Section 1. Acquisition par le bienfait de la loi

Art. 9. Acquisition de la nationalité marocaine par la naissance et la résidence au Maroc. Sauf opposition du Ministre de la justice, conformément aux articles 26 et 27 ci-après, acquiert la nationalité marocaine si dans les deux ans précédant sa majorité, il déclare vouloir acquérir cette nationalité :

1) Tout enfant né au Maroc d'une mère marocaine et d'un père étranger, à la condition qu'il ait, au moment de la déclaration, une résidence habituelle et régulière au Maroc ;

2) Tout enfant né au Maroc de parents étrangers qui y sont eux-mêmes nés postérieurement à la mise en vigueur du présent code.

Sauf opposition du Ministre de la justice, conformément aux articles 26 et 27 ci-après, acquiert la nationalité marocaine, si elle déclare opter pour celle-ci, toute personne née au Maroc d'un étranger lui-même né au Maroc, lorsque ce dernier se rattache à un pays dont la fraction majoritaire de la population est constituée par une communauté ayant pour langue l'arabe ou pour religion l'Islam et appartient à cette communauté.

Art. 10. Acquisition de la nationalité marocaine par le mariage. La femme étrangère qui a épousé un Marocain peut, après une résidence habituelle et régulière au Maroc du ménage depuis deux ans au moins, souscrire une déclaration adressée au Ministre de la justice en vue d'acquérir la nationalité marocaine.

Cette nationalité lui est acquise si, dans les six mois du dépôt de la déclaration, le ministre ne lui a pas signifié son opposition et prend effet à compter de la date de la conclusion de l'union. Demeurent néanmoins valables les actes passés conformément à la loi nationale antérieure de l'intéressée avant l'acquiescement exprès ou tacite du ministre.

La femme étrangère qui a épousé un Marocain antérieurement à la date de mise en vigueur du présent code, pourra acquérir la nationalité marocaine dans les mêmes conditions que celles fixées par l'alinéa

ci-dessus, lorsque le mariage qu'elle a contracté n'a été ni annulé, ni dissous au moment de la souscription de la déclaration.

Section 2. Naturalisation

Art. 11. Conditions de la naturalisation. Sous réserve des exceptions prévues à l'article 12, l'étranger qui en formule la demande ne peut être naturalisé s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1) Avoir sa résidence au Maroc au moment de la signature de l'acte de naturalisation ;
- 2) Justifier d'une résidence habituelle et régulière au Maroc pendant les cinq années précédant le dépôt de sa demande ;
- 3) Etre majeur ;
- 4) Etre sain de corps et d'esprit ;
- 5) Etre de bonne vie et mœurs et n'avoir fait l'objet ni de condamnation pour crime, ni de condamnation à une peine restrictive de liberté pour un délit infamant, non effacée dans l'un et l'autre cas par la réhabilitation ;
- 6) Justifier d'une connaissance suffisante de la langue arabe ;
- 7) Justifier de moyens d'existence suffisants.

Art. 12. Dérogations. Peut être naturalisé nonobstant la condition prévue au paragraphe 4) de l'article 11, l'étranger dont l'infirmité ou la maladie a été contractée au service ou dans l'intérêt du Maroc.

Peut être naturalisé nonobstant les conditions prévues aux paragraphes 2), 4), 6) et 7) de l'article 11, l'étranger qui a rendu des services exceptionnels au Maroc ou dont la naturalisation présente un intérêt exceptionnel pour le Maroc.

Section 3. Réintégration

Art. 15. La réintégration dans la nationalité marocaine peut être accordée par décret à toute personne qui, ayant possédé cette nationalité comme nationalité d'origine, en fait la demande.

Section 4. Effets de l'acquisition

Art. 16. Effet individuel. La personne qui a acquis la nationalité marocaine jouit à dater du jour de cette acquisition de tous les droits attachés à la qualité de Marocain, sous réserve des incapacités prévues à l'article 17 du présent code ou dans les lois spéciales.

Art. 17. Incapacités spéciales au naturalisé. L'étranger naturalisé est soumis aux incapacités suivantes pendant un délai de cinq ans :

- 1) Il ne peut être investi de fonctions publiques ou de mandats électifs pour l'exercice desquels la qualité de Marocain est nécessaire ;
- 2) Il ne peut être électeur lorsque la qualité de Marocain est exigée pour l'inscription sur les listes électorales.

Il peut être relevé en tout ou partie des incapacités prévues ci-dessus, par dahir ou par décret pris en conseil de cabinet, suivant que la naturalisation a été accordée par dahir ou par décret.

Art. 18. Effet collectif. Les enfants mineurs des personnes qui acquièrent la nationalité marocaine en vertu de l'article 9 du présent code deviennent Marocains en même temps que leur auteur.

Les enfants mineurs non mariés de la personne réintégrée, lorsqu'ils demeurent effectivement avec cette dernière, recouvrent ou acquièrent de plein droit, la nationalité marocaine.

L'acte de naturalisation peut accorder la nationalité marocaine aux enfants mineurs non mariés de l'étranger naturalisé. Les enfants mineurs qui étaient âgés de seize ans au moins, lors de leur naturalisation, ont la faculté de renoncer à la nationalité marocaine entre leur dix-huitième et leur vingt et unième année.

Chapitre IV

DE LA PERTE ET DE LA DÉCHÉANCE

Section 1. Perte

Art. 19. Cas de perte. Perd la nationalité marocaine :

1) Le Marocain majeur qui a acquis volontairement à l'étranger une nationalité étrangère et est autorisé par décret à renoncer à la nationalité marocaine ;

2) Le Marocain, même mineur, qui ayant une nationalité étrangère d'origine est autorisé par décret à renoncer à la nationalité marocaine ;

3) La femme marocaine qui, épousant un étranger, acquiert du fait de son mariage, la nationalité du mari et a été autorisée par décret, préalablement à la célébration de cette union, à renoncer à la nationalité marocaine ;

4) Le Marocain qui déclare répudier la nationalité marocaine dans le cas visé à l'article 18 du présent code ;

5) Le Marocain qui, occupant un emploi dans un service public d'un Etat étranger ou dans une armée étrangère, le conserve six mois après l'injonction qui lui aura été faite par le Gouvernement marocain de le résigner.

Art. 20. Date d'effet de la perte. La perte de la nationalité marocaine prend effet :

1) Dans les cas visés aux paragraphes 1) et 2) de l'article 19 ci-dessus, à compter de la publication du décret qui autorise l'intéressé à renoncer à la nationalité marocaine ;

2) Dans le cas visé au paragraphe 3) de l'article 19 ci-dessus, à compter de la conclusion du mariage ;

3) Dans le cas prévu au paragraphe 4) de l'article 19 ci-dessus, du jour où a pris date la déclaration souscrite valablement par l'intéressé et adressée au ministère de la justice ;

4) Dans le cas visé au paragraphe 5) de l'article 19 ci-dessus, à compter de la publication du décret

déclarant que l'intéressé a perdu la nationalité marocaine. Ce décret ne peut intervenir que six mois après l'injonction de résigner son emploi à l'étranger et à la condition qu'il ait été mis à même de présenter ses observations. Ce décret est rapporté s'il est établi que l'intéressé a été, au cours du délai accordé, dans l'impossibilité de résigner son emploi à l'étranger.

Art. 21. Effet collectif de la perte. La perte de la nationalité marocaine étend de plein droit ses effets aux enfants mineurs non mariés de l'intéressé, lorsqu'ils demeurent effectivement avec ce dernier, dans les cas prévus au paragraphes 1), 2) et 4) de l'article 19 ci-dessus.

Dans le cas prévu au paragraphe 5) de l'article 19 précité, la perte ne s'étend à ces enfants que si le décret le prévoit expressément.

Section 2. Déchéance

Art. 22. Cas de déchéance. Toute personne qui a acquis la nationalité marocaine peut en être déchue :

1° Si elle est condamnée :

soit pour attentat ou offense contre le Souverain ou les membres de la famille royale ;
soit pour un acte qualifié crime ou délit contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;
soit pour un acte qualifié crime, à une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement ;

2° Si elle s'est soustraite à ses obligations militaires ;

3° Si elle a accompli au profit d'un Etat étranger des actes incompatibles avec la qualité de Marocain ou préjudiciables aux intérêts du Maroc.

La déchéance n'est encourue que si les faits reprochés à l'intéressé et visés ci-dessus se sont produits dans un délai de dix ans à compter de la date de l'acquisition de la nationalité marocaine.

Elle ne peut être prononcée que dans le délai de cinq ans à compter desdits faits.

Art. 24. Effet collectif de la déchéance. La déchéance peut être étendue à la femme et aux enfants mineurs de l'intéressé à condition qu'ils soient d'origine étrangère et qu'ils aient conservé une nationalité étrangère.

Elle ne peut, toutefois, être étendue aux enfants mineurs non mariés si elle ne l'est également à la mère.

Chapitre V

FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Art. 25. Dépôt des demandes et déclarations. Les demandes et déclarations faites en vue d'acquiescer, de perdre ou de répudier la nationalité marocaine, ainsi que les demandes de réintégration sont adressées au Ministre de la justice. Y sont joints les titres, pièces et documents de nature :

a) à établir que la demande ou la déclaration satisfait aux conditions exigées par la loi ;

b) à permettre d'apprécier si la faveur sollicitée est justifiée au point de vue national.

Art. 26. Irrecevabilité. Rejet et opposition. Si les conditions légales ne sont pas remplies, le Ministre de la justice déclare la demande ou la déclaration irrecevable par une décision motivée qui est notifiée à l'intéressé.

Si les conditions légales sont remplies, le Ministre de la justice peut, par une décision qui est notifiée à l'intéressé, prononcer le rejet de la demande ou faire opposition à la déclaration, dans les cas où cette dernière faculté lui est reconnue.

Art. 27. Examen de la déclaration. Lorsque le Ministre de la justice est saisi d'une déclaration, il doit statuer dans les six mois à compter du jour où elle a pris date.

A défaut, le délai expiré, son silence vaut acquiescement.

La déclaration qui n'a pas fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité ou d'opposition produit effet au jour où elle a pris date.

Chapitre VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, EXCEPTIONNELLES ET D'APPLICATION

Art. 44. Mesures transitoires. Sauf opposition du Ministre de la justice, conformément aux articles 26 et 27 ci-dessus, les personnes nées avant la publication du présent code et à qui la nationalité marocaine est attribuée en vertu de l'article 7 dudit code, pourront décliner cette nationalité par une déclaration faite au Ministère de la justice au plus tard dans l'année de la mise en vigueur du présent code.

Les personnes visées au paragraphe 1) de l'article 9 et ayant plus de vingt ans à la date de l'entrée en vigueur du présent code, disposent d'un délai d'un

an à compter de cette date pour demander à acquérir la nationalité marocaine.

Art. 45. Dispositions exceptionnelles. Sauf opposition du Ministre de la justice conformément aux articles 26 et 27 ci-dessus, toute personne originaire d'un pays dont la fraction majoritaire de la population est constituée par une communauté ayant pour langue l'arabe ou pour religion l'Islam, et qui appartient à cette communauté, peut dans le délai d'un an à compter de la date de publication du présent code, déclarer opter pour la nationalité marocaine, si elle réunit les conditions ci-après :

a) Avoir son domicile et sa résidence au Maroc à la date de publication du présent code ;

b) Justifier en outre :

Soit d'une résidence habituelle au Maroc, depuis quinze ans au moins ;

Soit de l'exercice pendant dix ans au moins d'une fonction publique dans l'administration marocaine ;

Soit à la fois d'un mariage, non dissous, avec une marocaine et d'une résidence au Maroc d'au moins un an.

La nationalité marocaine acquise par le déclarant en vertu des dispositions du présent article s'étend de plein droit à ses enfants mineurs non mariés, ainsi qu'à son conjoint, dans le cas où ce dernier ne possédait pas déjà cette nationalité.

Sauf opposition du Ministre de la justice, conformément aux articles 26 et 27 ci-dessus, toute personne originaire d'une zone frontalière du Maroc, qui a fixé son domicile et sa résidence sur le territoire marocain, peut déclarer opter pour la nationalité marocaine, dans le délai d'un an à compter de la publication du décret qui fixera les limites des zones frontalières du Maroc.

Art. 46. Le présent code entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra sa publication au *Bulletin officiel*.

DAHIR N° 1-58-378 FORMANT CODE DE LA PRESSE AU MAROC

du 15 novembre 1958 (3 jourmada I 1378)¹

Chapitre premier

DE L'IMPRIMERIE ET DE LA LIBRAIRIE

Article premier. L'imprimerie et la librairie sont libres.

Art. 2. Tout écrit rendu public, à l'exception des ouvrages de ville ou bilboquets, portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur.

La distribution des imprimés qui ne porteraient pas la mention exigée à l'alinéa précédent est interdite.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende de 50.000 à 300.000 francs.

Une peine d'emprisonnement d'un à six mois pourra être prononcée si, dans les douze mois précédents, l'imprimeur ou le distributeur a été condamné pour infraction de même nature.

Chapitre II

DE LA PRESSE PÉRIODIQUE

Section 1. *Du droit de la publication, de la direction, de la propriété, de la déclaration et du dépôt*

Art. 3. Tout journal ou écrit périodique peut être publié librement après accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 du présent dahir.

¹ Publié dans le *Bulletin officiel* n° 2404 bis, du 27 novembre 1958, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

Art. 4. Tout journal ou écrit périodique aura un directeur de la publication.

Le directeur de la publication devra être majeur, domicilié au Maroc, avoir l'exercice de ses droits civils et n'avoir encouru aucune condamnation le privant de ses droits civils.

Art. 5. Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au parquet du tribunal de première instance ou à défaut du tribunal régional du lieu où se trouvent l'administration et la rédaction du journal une déclaration en triple exemplaire contenant :

- 1) Le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication ;
- 2) L'état civil, la nationalité et le domicile du directeur de la publication et des rédacteurs permanents ;
- 3) L'indication de l'imprimerie chargée de l'impression ;
- 4) Le numéro de l'inscription de l'entreprise au registre du commerce, le cas échéant ;
- 5) Le montant du capital engagé dans l'entreprise avec l'indication de l'origine des fonds ainsi investis et, s'il s'agit d'une personne morale, de la nationalité des propriétaires des titres représentatifs du capital social ;
- 6) L'indication de la ou les langues dans lesquelles sera faite la publication ;
Et pour les entreprises constituées en société :
- 7) La date de l'acte constitutif de la société et le lieu où a été faite la publication légale ;
- 8) L'état civil, la profession, la nationalité et le domicile des membres du conseil d'administration, des actionnaires ou porteurs de parts et, d'une façon générale, des dirigeants et des membres de la société ainsi que la dénomination des sociétés commerciales industrielles ou financières dont ils sont administrateurs, directeurs ou gérants.

Tout changement apporté aux conditions énumérées au présent article devra être déclaré dans les quinze jours qui le suivront au parquet qui a reçu la déclaration initiale.

Art. 6. Les déclarations seront faites par écrit et signées du directeur de la publication. Il en sera donné récépissé.

Art. 7. En cas d'infraction aux dispositions prescrites par les articles 4, 5 et 6, le propriétaire, le directeur de publication ou, à défaut, l'imprimeur seront punis d'une amende de 100.000 à 500.000 francs.

La publication du journal ou écrit périodique ne pourra se poursuivre qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites à peine, en cas de nouvelle publication irrégulière, d'une amende de 100.000 francs prononcée solidairement contre les mêmes personnes pour chaque numéro publié à partir du jour du prononcé du jugement de condam-

nation si le jugement est contradictoire, ou du troisième jour qui suivra sa notification s'il a été rendu par défaut, et ce, nonobstant appel ou opposition.

Le condamné même par défaut peut interjeter appel.

Art. 8. Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au parquet du tribunal de première instance ou à défaut à celui du tribunal régional deux exemplaires signés du directeur de la publication.

Un dépôt identique est effectué au service de l'information par le directeur de la publication. Les directeurs de la publication des journaux ou écrits périodiques publiés hors de Rabat enverront au service de l'information, sous pli recommandé, franco de port et par le premier courrier qui suivra la publication, deux exemplaires de chaque feuille de livraison.

Le défaut de chacun de ces dépôts est passible d'une peine de 6.000 francs d'amende à l'encontre des directeurs de publication.

Art. 9. Le nom du directeur de la publication est imprimé en tête de tous les exemplaires et en première page sous peine d'une amende de 2.000 à 12.000 francs à l'encontre de l'imprimeur pour chaque numéro publié en contravention à la présente disposition.

Art. 10. Sous quelque forme qu'elle soit exploitée, toute publication périodique doit faire connaître au public les noms et qualités de ceux qui en ont la direction.

Art. 11. On entend par « publication » au sens du présent dahir, tous journaux, magazines, cahiers ou feuilles d'information n'ayant pas un caractère strictement scientifique, artistique, technique ou professionnel et paraissant à intervalles réguliers et à raison d'une fois par mois au moins.

Art. 12. Tous propriétaires, associés, actionnaires, commanditaires, bailleurs de fonds ou autres participants à la vie financière des publications éditées au Maroc doivent être de nationalité marocaine.

...

Art. 18. Chaque numéro de publication doit contenir la justification de son tirage. Le tirage sera vérifié périodiquement par un représentant du service de l'information délégué à cet effet.

...

Section 2. Des rectifications et du droit de réponse

Art. 25. Le directeur de la publication est tenu d'insérer gratuitement, en tête du prochain numéro du journal ou écrit, les rectifications adressées par un dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique.

En cas d'infraction, le directeur de la publication sera puni d'une amende de 100.000 à 1.000.000 de francs.

Art. 26. Le directeur de la publication est tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans

le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 100.000 à 2.000.000 de francs et d'un emprisonnement d'un à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourra donner lieu.

Cette insertion devra être faite à la même place, et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée. Elle sera gratuite si les réponses ne dépassent pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement et sera calculé au prix des annonces judiciaires.

Section 3. *Des journaux ou écrits étrangers ou de langue étrangère*

Art. 27. Est réputé étranger au regard du présent dahir, quelle qu'en soit la langue d'expression, tout journal ou écrit périodique qui est soit créé ou publié en tout ou en partie au moyen de fonds étrangers, soit dirigé par un étranger.

Art. 28. Tout journal ou écrit périodique étranger imprimé au Maroc est soumis aux dispositions générales du présent dahir et aux dispositions particulières ci-après :

Il ne peut être créé ou publié sans qu'un décret d'autorisation ne soit au préalable intervenu sur demande écrite faite dans les formes prévues par l'article 5 et adressée au service de l'information.

Toute infraction aux dispositions de l'alinéa précédent est punie d'une amende de 50.000 à 500.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement. Ces peines sont applicables au propriétaire, au directeur et à l'imprimeur qui sont, le cas échéant, solidairement responsables de l'amende.

Il peut être procédé à la saisie administrative des exemplaires publiés sans autorisation ; en cas de condamnation le jugement peut en ordonner la confiscation et la destruction.

Art. 29. L'introduction, la circulation au Maroc de journaux ou écrits périodiques ou non, imprimés en dehors du Maroc, ainsi que la publication et la circulation des journaux ou écrits périodiques ou non, étrangers ou rédigés en tout ou partie en langue étrangère, pourront être interdites par décision du président du conseil.

Lorsqu'elles sont faites sciemment, la mise en vente, la distribution ou la reproduction des journaux ou écrits interdits sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 60.000 à 600.000 francs.

Est punie de la même peine de prison et d'une amende de 120.000 à 1.200.000 francs la publication sous un titre différent d'un journal ou d'un écrit interdit.

Il est procédé à la saisie administrative des exemplaires et des reproductions des journaux et écrits interdits, et de ceux qui ayant été interdits sont publiés sous un titre différent. En cas de condamnation, le jugement peut en ordonner la confiscation et la destruction.

Art. 30. Sont interdites la distribution, la mise en vente, l'exposition aux regards du public et la détention en vue de la distribution, de la vente, de l'exposition, dans un but de propagande, de tracts, bulletins et papillons d'origine ou d'inspiration étrangère, de nature à nuire à l'intérêt national.

Toute infraction à l'interdiction édictée par l'alinéa précédent sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 120.000 à 1.200.000 francs.

Art. 31. Les journaux ou écrits périodiques étrangers imprimés au Maroc existants à la date de publication du présent dahir, disposent d'un délai de six mois, à compter de cette même date, pour se conformer aux prescriptions qui les concernent.

Chapitre III

DE L'AFFICHAGE, DU COLPORTAGE ET DE LA VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE

Section 1. *De l'affichage*

Art. 32. Dans chaque municipalité, centre ou commune, l'autorité administrative locale (pacha ou caïd) désigne par arrêté les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique.

Il est interdit d'y placarder les affiches particulières. Les affiches des actes émanant de l'autorité seront seules imprimées sur papier blanc.

Des arrêtés des mêmes autorités pourront déterminer les emplacements dans lesquels toute apposition d'affiches privées ou toute publicité ou réclame sera interdite, nonobstant les dispositions du dahir sur les monuments historiques.

Art. 33. Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées par ordre de l'administration seront punis d'une amende de 2.000 à 24.000 francs.

Si l'infraction a été commise par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, elle est punie d'une amende de 20.000 à 200.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Section 2. *Du colportage et de la vente sur la voie publique*

Art. 34. Quiconque veut exercer la profession de colporteur, crieur ou de distributeur sur la voie publique ou en tout autre lieu public ou privé, de livres, écrits, brochures, journaux, dessins ou emblèmes, gravures, lithographies et photographies est tenu

d'en faire la déclaration à l'autorité locale du lieu de son domicile.

Cette déclaration énonce les nom, prénoms, profession, domicile, âge et lieu de naissance du déclarant.

Il en est délivré immédiatement et sans frais un récépissé sous forme de carte personnelle.

Art. 35. L'exercice et la profession de colporteur, de crieur ou de distributeur sans déclaration préalable, la fausseté de la déclaration, le défaut de présentation à toute réquisition de la carte constituent des contraventions.

Les contrevenants seront punis d'une amende de 1.000 à 12.000 francs et pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement d'un à cinq jours.

En cas de récidive, l'emprisonnement est obligatoirement prononcé.

Art. 36. Les journaux et, généralement, tous écrits ou imprimés distribués ou vendus sur la voie publique, ne peuvent être annoncés que par leur titre, sous peine pour le crieur, le distributeur ou le vendeur, d'une amende de 1.000 à 12.000 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement d'un à cinq jours.

Art. 37. Les colporteurs et distributeurs des livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies présentant un caractère délictueux sont poursuivis conformément aux dispositions ci-après.

Chapitre IV

DES CRIMES OU DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE OU PAR TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION

Section 1. Provocation aux crimes et délits

Art. 38. Sont punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par discours, cris ou menaces proférés dans les milieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus, distribués, mis en vente ou exposés dans les lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, auront directement provoqué le ou les auteurs à commettre ladite action si la provocation a été suivie d'effet.

Cette disposition sera également applicable, lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime.

Art. 39. Ceux qui, par l'un des moyens énoncés dans l'article précédent, auront directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à des destructions par substances explosives, soit à des crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet d'un à cinq ans d'emprisonnement et de 100.000 à 10.000.000 de francs d'amende.

Ceux qui, par les mêmes moyens auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat seront punis des mêmes peines.

Seront punis des mêmes peines ceux qui, par l'un des moyens énoncés par l'article 38, auront fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, ou de vol, ou d'un crime de destruction par substances explosives.

Art. 40. Toute provocation, par l'un des moyens énoncés dans l'article 38, qui aurait pour but d'inciter des militaires de terre, de mer ou de l'air ainsi que les agents de la force publique à manquer à leurs devoirs et à l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce que ceux-ci leur commandent pour l'exécution des lois et règlements sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs.

Section 2. Délits contre la chose publique

Art. 41. Est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement toute offense par l'un des moyens prévus à l'article 38 envers Notre Majesté, princes et princesses royaux.

Art. 42. La publication, la diffusion ou la reproduction par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongères attribuées à des tiers lorsque faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique ou est susceptible de la troubler est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes faits sont punis d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs lorsque la publication, la diffusion ou la reproduction faite de mauvaise foi, sera de nature à ébranler la discipline et le moral des armées.

Art. 43. Sera puni d'un mois d'emprisonnement et de 300.000 à 1.000.000 de francs d'amende quiconque par des faits faux ou calomnieux, servis à dessein dans le public, ou par des voies ou des moyens frauduleux quelconques aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou établissements tenus par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques.

Section 3. Délits contre les personnes

Art. 44. Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération des personnes ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés mais dont l'identification est rendue possible par les termes de discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés.

Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure.

Art. 45. La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 38 envers les cours, tribunaux, les armées de terre, de mer ou de l'air, les corps constitués, les administrations publiques du Maroc, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 46. Sera punie des mêmes peines la diffamation commise par les mêmes moyens à raison de leur fonction ou de leur qualité envers un ou plusieurs ministres, un fonctionnaire, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, toute personne chargée d'un service ou d'un mandat public, temporaire ou permanent, un assesseur ou un témoin à raison de sa déposition.

La diffamation contre les mêmes personnes concernant leur vie privée est punie des peines prévues à l'article 47 ci-après.

Art. 47. La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 38 est punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 50.000 à 2.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 48. L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps et personnes désignées par les articles 45 et 46 est punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 50.000 à 5.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure commise de la même manière envers les particuliers lorsqu'elle n'aura été précédée d'aucune provocation sera punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 50.000 à 5.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si l'injure n'est pas publique elle sera punie d'une peine d'amende de 2.000 à 24.000 francs.

Art. 49. La vérité du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être établie par les voies ordinaires dans le cas d'imputation contre les corps constitués, les armées de terre, de mer ou de l'air, les administrations publiques et contre les personnes énumérées en l'article 46.

La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra également être établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit.

La vérité des faits diffamatoires peut toujours être prouvée sauf :

a) Lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ;

b) Lorsque l'imputation se réfère à des faits qui remontent à plus de dix années ;

c) Lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée ou prescrite ou qui a donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation ou la revision.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, la preuve contraire est réservée. Si la preuve des faits diffamatoires est rapportée le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte.

Dans toute autre circonstance et envers toute autre personne non qualifiée, lorsque le fait imputé est l'objet de poursuites commencées à la requête du ministère public ou d'une plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

Art. 50. Toute reproduction d'une imputation qui a été jugée diffamatoire sera réputée faite de mauvaise foi sauf preuve contraire par son auteur.

Art. 51. Quiconque aura expédié par l'administration des postes et télégraphes une correspondance à découvert, contenant une diffamation soit envers des particuliers, soit envers les corps ou personnes désignés aux articles 41, 45, 46, 52 et 53 sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 10.000 à 500.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 5.000 à 50.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Section 4. Délits contre les chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers

Art. 52. L'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement, les ministres des affaires étrangères des pays étrangers sera punie d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 53. L'outrage commis publiquement envers les agents diplomatiques ou consulaires étrangers officiellement accrédités ou commissionnés auprès de Notre Majesté sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et de 100.000 à 10.000.000 de francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

Section 5. Publications interdites, immunités de la défense

Art. 54. Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique sous peine de 30.000 à 120.000 francs d'amende.

En cas d'infraction constatée, la même peine sera appliquée à la publication, par tous moyens, de photographies, de gravures, dessins, portraits, ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un crime ou délit de meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement, menaces, coups et blessures, attentat aux mœurs, arrestations illégales, séquestrations arbitraires.

Toutefois, il n'y aura pas de délit lorsque la publi-

cation aura été faite sur la demande écrite du juge chargé de l'instruction. Cette demande restera annexée au dossier de l'instruction.

Art. 55. Il est interdit de rendre compte d'aucun procès en diffamation ou injures, ainsi que des débats de procès en déclaration de paternité, en divorce et en séparation de corps. Cette interdiction ne s'applique pas aux jugements qui pourront toujours être publiés.

Dans toutes affaires civiles, les cours et tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès.

Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des cours et des tribunaux.

Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 100.000 à 3.000.000 de francs.

Art. 56. Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires en matière criminelle ou correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 100.000 à 10.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 57. Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux. Pourront néanmoins, les juges saisis de la cause et statuant sur le fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra à des dommages-intérêts. Les juges pourront aussi, dans le même cas faire des injonctions aux avocats et même les suspendre de leurs fonctions.

La durée de cette suspension ne pourra excéder un mois et trois mois en cas de récidive dans l'année.

Pourront toutefois, les faits diffamatoires étrangers à la cause, donner ouverture soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties lorsque les actions leur auront été réservées par les tribunaux et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

Art. 58. S'il y a condamnation, le jugement pourra, dans les cas prévus aux articles 39, 40, 41, 52 et 53, prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards, affiches, saisis et dans tous les cas, ordonner la saisie, la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public.

Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisis.

Section 6. *Outrages aux bonnes mœurs*

Art. 59. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 12.000 à 600.000 francs quiconque aura :

Fabriqué ou détenu en vue d'en faire commerce, distribution, location, affichage ou exposition ;

Importé ou fait importer, exporté ou fait exporter, transporté ou fait transporter sciemment aux mêmes fins ;

Affiché ou exposé ou projeté aux regards du public ; Offert, même à titre gratuit, même non publiquement, sous quelque forme que ce soit, directement ou par moyen détourné ;

Distribué ou remis, en vue de leur distribution ou par un moyen quelconque,

Tous imprimés, écrits, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, matrices ou reproductions pornographiques, emblèmes, tous objets ou images contraires aux bonnes mœurs.

Art. 60. Sera puni des mêmes peines quiconque aura fait entendre publiquement des chants, cris ou discours contraires aux bonnes mœurs.

Quiconque aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche ou aura publié une annonce ou une correspondance de ce genre, quels qu'en soient les termes.

Art. 61. Quand les délits prévus aux articles 59 et 60 ci-dessus seront commis par la voie de la presse, les directeurs ou éditeurs seront, pour le fait seul de la publication, passibles comme auteurs principaux des peines portées ci-dessus.

A leur défaut, l'auteur, et à défaut de celui-ci, les imprimeurs, distributeurs et afficheurs, seront poursuivis comme auteurs principaux.

Lorsque l'auteur n'est pas poursuivi comme auteur principal, il sera poursuivi comme complice.

Art. 62. Les peines seront portées au double si le délit a été commis envers un mineur.

Art. 63. Les peines édictées ci-dessus pourront être prononcées alors même que les divers actes qui constituent les éléments des infractions auraient été accomplis dans des pays différents.

Art. 64. Les officiers de police judiciaire pourront avant toute poursuite, saisir les écrits, imprimés (autres que les livres), dessins, gravures dont un ou plusieurs exemplaires auront été exposés au regard du public et qui, par leur caractère contraire aux bonnes mœurs, présenteraient un danger immédiat pour la moralité publique. Ils pourront de même saisir, arracher, lacérer ou recouvrir les affiches de même nature.

Le tribunal ordonnera la saisie et la destruction des objets ayant servi à commettre le délit ; il pourra, toutefois, si le caractère artistique de l'ouvrage en justifie la conservation, ordonner que tout ou partie, en sera versé aux collections ou dépôts de l'Etat.

Les écrits, imprimés, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, rouleaux ou disques, emblèmes ou autres objets ou images visés à l'article 59 ci-dessus, importés au Maroc, pourront avant toute poursuite être saisis à la frontière par les officiers de police judiciaire.

Section 7. Publications contraires à la moralité publique

Art. 65. Sans préjudice de l'application des peines prévues ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50.000 à 500.000 francs quiconque aura :

1) Proposé, donné et vendu aux mineurs de 16 ans les publications de toute nature, destinées spécialement ou non à la jeunesse, qui présentent un danger pour celle-ci, en raison soit de leur caractère licencieux ou pornographique, soit de la place qui y est faite au crime ;

2) Exposé ces publications sur la voie publique à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins, ou fait pour elles une publicité dans les mêmes lieux.

Art. 66. Indépendamment des poursuites judiciaires qui pourraient être intentées en application du présent dahir, le président du conseil ou l'autorité subdélégée par lui à cet effet et les autorités administratives locales (pacha ou caïd) peuvent, dans les limites de leur compétence territoriale, interdire l'exposition sur les voies publiques et dans tous les lieux ouverts au public, ainsi que la diffusion par quelque moyen que ce soit sur la voie publique, de toute publication contraire à la moralité publique ou nuisible à la jeunesse.

Les mêmes autorités peuvent, en outre, dans les mêmes limites, interdire les spectacles contraires aux bonnes mœurs, ou nuisibles à la jeunesse, tant sur la voie publique que dans tous les lieux ouverts au public.

Les infractions aux arrêtés pris en exécution des précédents alinéas sont punies d'une amende de 20.000 à 120.000 francs, sans préjudice de peines plus graves s'il y a lieu.

La confiscation des publications saisies sera toujours prononcée.

Chapitre V

DES POURSUITES ET DE LA RÉPRESSION

Section 1. Des personnes responsables des crimes et délits commis par la voie de la presse

Art. 67. Seront passibles comme auteurs principaux des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse dans l'ordre ci-après, savoir :

1) Les directeurs de publications ou éditeurs quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations :

2) A leur défaut, les auteurs ;

3) A défaut des auteurs, les imprimeurs ;

4) A défaut des imprimeurs, les vendeurs, les distributeurs et afficheurs.

Art. 68. Lorsque les directeurs de la publication ou les éditeurs seront en cause, les auteurs seront poursuivis comme complices.

Pourront l'être au même titre et dans tous les cas, les complices tels qu'ils sont définis par la législation pénale en vigueur. Cette disposition ne pourra s'appliquer aux imprimeurs pour faits d'impression.

Toutefois, les imprimeurs pourront être poursuivis comme complices si l'irresponsabilité pénale du directeur de la publication était prononcée par les tribunaux. En ce cas, les poursuites sont engagées dans les trois mois du délit ou, au plus tard, dans les trois mois de la constatation judiciaire de l'irresponsabilité du directeur.

Art. 69. Les propriétaires des journaux ou écrits périodiques sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les personnes désignées dans les articles 67 et 68 ci-dessus.

Section 2. Compétence et procédure

Art. 75. . . .

En cas de condamnation prononcée en application des articles 38, 39 et 40 ainsi que de l'article 42 du présent dahir, la suspension du journal ou du périodique pourra être prononcée par la même décision de justice, pour une durée qui n'excédera pas trois mois. Cette suspension sera sans effet sur les contrats de travail qui liaient l'exploitant, lequel reste tenu de toutes les obligations contractuelles ou légales en résultant.

Art. 76. Tout journal ou écrit périodique qui aura encouru dans la personne de son directeur de la publication et de celle de l'auteur de l'article incriminé, une condamnation à l'amende et à des réparations civiles, sera tenu dans un délai de quinze jours à partir de la condamnation, et nonobstant appel, opposition ou recours en cassation, de consigner à titre de cautionnement le montant des réparations civiles et des amendes. A défaut de consignation dans ce délai, la publication cessera.

Section 3. De la répression préventive

Art. 77. Le Ministre de l'intérieur pourra ordonner la saisie administrative de tout numéro d'un journal ou écrit périodique dont la publication sera de nature à troubler l'ordre public.

DAHIR N° 1-58-377 RELATIF AUX RASSEMBLEMENTS PUBLICS

du 15 novembre 1958 (3 joumada I 1378)¹*Livre premier*

DES RÉUNIONS PUBLIQUES

Titre premier

Article premier. Les réunions publiques sont libres.

Est réputée réunion publique toute assemblée temporaire mais concertée, ouverte au public, dans laquelle sont examinées des questions portées à un ordre du jour déterminé à l'avance.

Art. 2. Les réunions publiques peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous réserve toutefois des prescriptions suivantes.

Art. 3. Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le jour, l'heure et le lieu de la réunion. Cette déclaration spécifiera l'objet de la réunion. Elle sera signée par deux personnes domiciliées dans la localité où la réunion devra avoir lieu, et indiquera les noms, qualités, adresses des signataires.

Elle sera remise à l'autorité administrative locale (pacha ou caïd).

Il sera délivré récépissé constatant le jour et l'heure de la déclaration, récépissé destiné à être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité.

Si les déclarants ne peuvent l'obtenir, la déclaration est adressée à l'autorité compétente par lettre recommandée.

La réunion ne devra avoir lieu qu'après un délai de vingt-quatre heures suivant la délivrance du récépissé ou quarante-huit heures après l'envoi de la lettre recommandée.

Les réunions des associations et groupements légalement constitués ayant un objet spécifiquement culturel, artistique ou sportif ainsi que les réunions des associations et des œuvres d'assistance ou de bienfaisance, sont dispensées de la déclaration préalable prévue au premier alinéa du présent article.

Art. 4. Les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique ni se prolonger au-delà de l'heure fixée par l'autorité compétente pour la fermeture des lieux publics.

Art. 5. Chaque réunion doit avoir un bureau composé d'un président et de deux assesseurs au moins.

Art. 6. Le bureau est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lois, d'interdire tout discours contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou contenant provocation à un crime ou à un délit; aucune discussion étrangère à l'objet de la réunion ne devra être tolérée.

Art. 7. Un fonctionnaire de l'ordre administratif

dûment mandaté pourra assister à la séance sans que quiconque puisse s'y opposer.

Il aura le droit d'en prononcer la dissolution, s'il en est requis par le bureau, ou s'il se produit des collisions ou des voies de fait.

Livre II

DES MANIFESTATIONS SUR LA VOIE PUBLIQUE

Art. 11. Sont soumis à déclaration préalable tous cortèges, défilés, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique.

Toutefois, sont dispensées de cette déclaration les sorties sur la voie publique conformes aux usages locaux.

Art. 12. La déclaration est remise à l'autorité administrative locale (pacha ou caïd) trois jours francs au moins et quinze jours francs au plus avant la date de la manifestation. Cette autorité délivre immédiatement récépissé de la déclaration. Si les déclarants ne peuvent l'obtenir, la déclaration est adressée à l'autorité compétente par lettre recommandée.

La déclaration fait connaître les noms, prénoms, nationalité et domicile des organisateurs; elle est signée par trois d'entre eux qui font élection de domicile dans la localité où la manifestation doit avoir lieu. Elle indique le but de celle-ci, le lieu, la date et l'heure du rassemblement des groupements invités à y prendre part, et l'itinéraire projeté.

Art. 13. Si l'autorité administrative locale estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit par notification adressée aux signataires de la déclaration, au domicile élu.

Art. 14. Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 12.000 à 100.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

1) Ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la manifestation projetée, ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration prescrite à l'article 12, soit après l'interdiction de la manifestation, auront adressé, par un moyen quelconque, une convocation à y prendre part;

2) Ceux qui auront participé à l'organisation d'une manifestation non déclarée ou qui aura été interdite.

Livre III

DES ATTOUPEMENTS

Art. 17. Tout attroupement armé, formé sur la voie publique, est interdit. Est également interdit, sur la voie publique, tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique.

¹ Publié dans le *Bulletin officiel* 2404 bis, du 27 novembre 1958, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

DAHIR N° 1-58-376 RÉGLEMENTANT LE DROIT D'ASSOCIATION

du 15 novembre 1958 (3 joumada I 1378)¹

Titre premier

DES ASSOCIATIONS EN GÉNÉRAL

Article premier. L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes physiques mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices.

Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

Art. 2. Les associations de personnes peuvent se former librement sans autorisation ni déclaration préalables, sous réserve des dispositions de l'article 5.

Art. 3. Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à la forme monarchique de l'Etat, est nulle et de nul effet.

Art. 4. Tout membre d'une association qui n'est pas formée pour un temps déterminé peut s'en retirer en tout temps, après paiement de ses cotisations échues et de l'année courante nonobstant toute clause contraire.

Art. 5. Toute association qui voudra jouir de la capacité prévue à l'article 6 devra faire l'objet d'une déclaration préalable au siège de l'autorité administrative locale (caïd ou pacha) et au procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de la circonscription judiciaire ou à défaut au parquet près le tribunal régional. Cette déclaration fera connaître en même temps :

Le nom et l'objet de l'association ;

Les noms, prénoms, nationalités, âges, dates et lieux de naissance, professions et domiciles des fondateurs et spécialement de ceux qui doivent représenter l'association comme président, directeur, administrateur, sous quelque qualification que ce soit. Les fondateurs et dirigeants des associations ne doivent avoir encouru aucune condamnation pour crime ou délits infamants ;

Le siège de l'association ;

Le nombre et le siège de ses succursales, filiales, ou établissements détachés, par elle créés, fonctionnant sous sa direction ou en relations constantes avec elle et dans un but d'action commune.

Les statuts et la liste des membres chargés de la direction ou de l'administration de l'association seront joints à la déclaration visée au premier alinéa du

présent article. Un exemplaire de chacune de ces pièces sera déposé au parquet et cinq au siège de l'autorité administrative locale qui en transmettra trois à la présidence du conseil (secrétariat général du Gouvernement).

La déclaration et les pièces y annexées devront être signées et certifiées conformes par l'auteur de la déclaration. Elles seront assujetties au timbre de dimension, à l'exception de deux exemplaires.

Tout changement survenu dans l'administration ou la direction ainsi que toute modification apportée aux statuts, toute création de succursales, filiales, établissements détachés doivent dans les quinze jours, faire l'objet d'une déclaration dans les mêmes formes que ci-dessus. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils ont été déclarés.

Dans le cas où aucun changement dans le personnel de direction n'est intervenu, les intéressés doivent en faire la déclaration à l'époque prévue statutairement pour ledit renouvellement.

Il sera, de toute déclaration ou dépôt donné récépissé.

Art. 6. Toute association régulièrement déclarée peut, sans autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions publiques :

- 1) Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées : celles-ci ne pouvant être supérieures à 24.000 francs ;
- 2) Les locaux et le matériel destinés à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;
- 3) Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

Art. 7. En cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution de l'association est prononcée par le tribunal de première instance ou à défaut par le tribunal régional soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public.

Celui-ci peut assigner à trois jours francs et le tribunal, sous les sanctions prévues à l'article 8, ordonner, par provision et nonobstant toute voie de recours, la fermeture des locaux et l'interdiction de toute réunion des membres de l'association.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, la dissolution peut être prononcée à la requête de tout intéressé ou du ministère public.

Art. 8. Sont punis d'une amende de 12.000 à 100.000 francs et en cas de récidive d'une amende double ceux qui après avoir formé une association, ont effectué les opérations prévues à l'article 6 sans avoir observé les formalités imposées par l'article 5.

¹ Publié dans le *Bulletin officiel* n° 2404 bis, du 27 novembre 1958, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères du Maroc.

Sont punis d'une amende de 50.000 à 2.000.000 de francs et d'un emprisonnement de six jours à un an ou de l'une de ces deux peines seulement les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après un jugement de dissolution.

Sont punis des mêmes peines les personnes qui auront favorisé la réunion des membres d'une association dissoute.

Titre III

DES UNIONS OU FÉDÉRATIONS D'ASSOCIATIONS

Art. 14. Les associations déclarées peuvent se constituer en unions ou fédérations.

Ces unions ou fédérations doivent faire l'objet d'une déclaration présentée dans les formes prévues à l'article 5 ci-dessus qui comprend en outre le titre, l'objet et le siège des associations qui les composent.

L'adhésion de nouvelles associations ou d'unions ou fédérations doit être déclarée dans les mêmes formes.

Les unions ou fédérations sont soumises au même régime que les associations déclarées.

Titre IV

DES PARTIS POLITIQUES ET ASSOCIATIONS A CARACTÈRE POLITIQUE

Art. 15. Sont soumises aux dispositions du présent dahir les associations constituant des partis politiques ou poursuivant, sous quelque forme que ce soit, une activité politique.

Est réputée activité politique, au sens du présent dahir, toute activité tendant, directement ou indirectement, à faire prévaloir la doctrine de l'association dans la conduite et la gestion des affaires publiques et à en faire assurer l'application par ses représentants.

Art. 16. Les partis politiques et les associations à caractère politique sont régis, en outre, par les dispositions particulières ci-après.

Art. 17. Les partis politiques et associations à caractère politique ne peuvent être légalement formés que si n'encourant pas la nullité édictée à l'article 3 et ayant fait la déclaration prévue à l'article 5, ils remplissent en outre les conditions suivantes :

1) Etre constitués uniquement par les nationaux marocains et ouverts à tous Nos sujets, sans aucune discrimination suivant la race, la confession ou la région d'origine ;

2) Etre constitués et fonctionner exclusivement avec des fonds d'origine nationale ;

3) Avoir des statuts donnant vocation à tous les membres de participer effectivement à la direction de l'association ;

4) Ne pas être ouverts aux militaires en activité, aux magistrats, aux fonctionnaires d'autorité, aux

fonctionnaires de la police, aux agents des forces auxiliaires, aux gardiens de prisons, aux officiers et gardes forestiers et aux agents du service actif de la douane ;

5) Ne pas être ouverts aux personnes frappées d'indignité nationale ou de toute autre sanction pour agissements de caractère antinational.

Art. 18. Les partis politiques et les associations à caractère politique ne peuvent recevoir de façon directe ou indirecte de subventions de l'Etat, de municipalités ou d'autres collectivités publiques, des offices et établissements publics.

Art. 19. En cas d'infraction aux dispositions des articles 3, 5 et 17 ci-dessus, la dissolution est prononcée dans les conditions prévues à l'article 7 du présent dahir.

Tout parti politique ou toute association à caractère politique peut, en cas d'infraction à l'article 3, être suspendu par décret pendant une durée de quinze jours au plus. Si à l'expiration de ce délai, des poursuites n'ont pas été engagées, en vue de la dissolution de l'association devant le tribunal compétent, la suspension est levée de plein droit et l'association peut, sans aucune formalité, recommencer à fonctionner.

Toutefois, en période d'élections, ladite suspension ne peut intervenir que par dahir pris en conseil des ministres.

Le tribunal compétent saisi statuera dans les trente jours.

Toute infraction au dahir ou au décret de suspension est punie des peines prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 8.

Art. 20. Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 7 et 8, sont punies d'une amende de 12.000 à 100.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende double, les personnes qui, en violation des dispositions des paragraphes 1), 4), et 5), de l'article 17, ont adhéré à un parti politique ou à une association à caractère politique, ou ont sciemment accepté l'adhésion de personnes ne remplissant pas les conditions prévues aux mêmes paragraphes.

Sont punies des mêmes peines les personnes qui ont versé et accepté des subventions en violation des prescriptions de l'article 18.

Est puni d'une peine d'un à cinq ans de prison et d'une amende de 1 million à 5 millions de francs qui-conque a reçu des fonds d'un pays étranger en vue de la constitution ou du fonctionnement d'un parti politique ou d'une association à caractère politique.

Titre V

DES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

Art. 21. Sont réputées associations étrangères au sens du présent titre, quelle que soit la forme sous laquelle ils peuvent éventuellement se dissimuler, les groupements présentant les caractéristiques d'une association qui ont leur siège à l'étranger ou qui

ayant leur siège au Maroc, sont dirigés en fait par des étrangers ou bien ont, soit des administrateurs étrangers, soit la moitié des membres étrangers.

Art. 22. En vue d'assurer l'application de l'article précédent, les gouverneurs peuvent, à toute époque, inviter les dirigeants de tout groupement fonctionnant dans leur province ou préfecture, à leur fournir par écrit, dans le délai d'un mois, tous renseignements de nature à déterminer le siège auquel ils se rattachent, leur objet réel, la nationalité de leurs membres, de leurs administrateurs et de leurs dirigeants effectifs.

Ceux qui ne se conforment pas à cette injonction ou font des déclarations mensongères sont punis des peines prévues à l'article 8 (alinéa 2).

Art. 23. Aucune association étrangère ne peut se former ni exercer son activité au Maroc si elle n'en fait la déclaration préalable dans les conditions fixées par l'article 5.

Art. 24. Dans un délai de trois mois à partir de la date figurant sur le dernier récépissé, le Gouvernement peut s'opposer à la constitution d'une association étrangère, ainsi qu'à toute modification aux statuts, à tout changement dans le personnel de direction ou d'administration, à toute création de succursales, filiales, établissements détachés d'une association étrangère existante.

Art. 25. Toute association étrangère ne peut effectuer les opérations autorisées par l'article 6 qu'à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article 24.

Art. 26. Les unions ou fédérations d'associations étrangères sont soumises aux dispositions de l'article 14 et doivent en outre être autorisées par décret.

Art. 27. Lorsqu'une association étrangère tombe sous le coup des dispositions de l'article 3 ou en cas d'infraction aux dispositions de l'article 23, la dissolution de l'association est prononcée dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe premier.

Elle peut, pour des considérations d'ordre public, être dissoute par décret.

Art. 28. Les associations étrangères sont soumises

à toutes les dispositions du présent dahir qui ne sont pas contraires à celles du présent titre.

Titre VI

DES GROUPES DE COMBAT ET DES MILICES PRIVÉES

Art. 29. Seront dissous, par décret, toutes les associations ou groupements de faits :

- 1) Qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ;
- 2) Ou qui présenteraient, par leur forme et leur organisation militaire, ou paramilitaire, le caractère de groupes de combat ou de milices privées ;
- 3) Ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou de s'emparer du pouvoir par la violence ou d'attenter à la forme monarchique de l'Etat.

Titre VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Art. 35. Si par des discours, exhortations, invocations en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiches, publications, distribution, exposition d'écrits quelconques ou par projection il a été fait sciemment, dans des réunions tenues par une association quelque provocation à des crimes ou délits, le ou les dirigeants de l'association reconnus responsables seront passibles d'une amende de 12.000 à 100.000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient prévues par dahir contre les individus personnellement coupables de ces provocations. En aucun cas, ces derniers ne pourront être punis de peines moindres que celles infligées aux dirigeants reconnus responsables.

Art. 36. Toute association se livrant à une activité autre que celle prévue par ses statuts peut être dissoute dans les conditions prévues à l'article 7.

Les dirigeants de l'association seront punis d'une amende de 12.000 à 100.000 francs.

MEXIQUE

LES DROITS DE L'HOMME AU MEXIQUE EN 1958¹

I. INTRODUCTION

Pas plus que les années précédentes, il n'a été apporté en 1958 de modification aux dispositions constitutionnelles relatives aux droits énumérés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces droits sont non seulement prévus, mais on pourrait dire que leur portée se trouve élargie par les garanties que la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique reconnaît à tout individu, sans distinction de race, de sexe, de nationalité ou de religion.

Il va sans dire que les lois, décrets et accords internationaux promulgués et ratifiés en 1958, ainsi que les arrêts rendus par la Cour suprême de justice, qui ont trait de quelque façon que ce soit aux droits de l'homme, s'inspirent de l'esprit de la Déclaration universelle, comme en témoignent les citations qui en sont faites ci-après.

La politique du gouvernement précédent, visant à établir entre le patronat et la classe ouvrière des relations harmonieuses fondées sur une justice sociale avancée, s'est accentuée sous le présent régime, le promoteur de cette politique au Secrétariat au travail n'étant autre que l'actuel Président de la République.

Deux principaux résultats ont été obtenus, à savoir que les conventions collectives doivent faire l'objet de négociations directes entre les ouvriers, représentés par les syndicats, et les employeurs, lesdites conventions recevant ultérieurement force de loi ; et que les conflits entre ces deux éléments de la production doivent être résolus dans la plupart des cas par des négociations permettant d'aboutir à des solutions satisfaisantes pour les parties, l'Etat n'intervenant qu'en qualité de conciliateur.

II. LÉGISLATION

On trouvera ci-après un aperçu des dispositions légales nouvelles et des amendements aux dispositions anciennes qui, entrés en vigueur en 1958, ont trait à la Déclaration universelle et contribuent au développement des droits de l'homme :

1. Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (publié au Journal officiel du 23 juin)

L'article III relatif aux fonctions de l'Agence, dispose que celle-ci a pour attributions . . . : « 4. de développer les échanges et les moyens de formation de

savants et de spécialistes dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ce qui correspond aux dernières phrases des paragraphes 1 et 2 de l'article 26 de la Déclaration universelle. Il est également prévu que, dans l'exercice de ses fonctions, l'Agence ne subordonne pas l'aide qu'elle accorde à ses membres à des conditions politiques, économiques, militaires ou autres conditions incompatibles avec les dispositions du statut. Ceci est conforme au paragraphe 2 de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

2. Décrets instituant le régime de la sécurité sociale obligatoire dans les Etats de Nayarit, San Luis Potosí et Zacatecas et dans les territoires de Basse Californie et de Quintana Roo (Journal officiel du 29 juillet) ; et de Tamaulipas (Journal officiel du 29 juillet)

L'article premier, en rapport avec l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, rend obligatoires les assurances en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle, de maladie non professionnelle, de maternité, d'invalidité, de vieillesse, de chômage et de décès ; l'article II harmonise ce système d'assurances avec les dispositions de la loi relative à la sécurité sociale et de ses règlements d'application.

3. Décret d'extension de la Convention collective de travail en vigueur dans les industries du sucre et de l'alcool et les industries assimilées (Journal officiel du 24 novembre)

L'article 22 dudit décret accorde chaque année aux travailleurs, en plus du repos hebdomadaire visé à l'article 19, plusieurs journées déterminées de congé payé et prévoit que, s'ils travaillent aux dates en question, il leur sera versé un salaire double, indépendamment de celui auquel ils ont droit pour lesdits jours chômés ou le jour de repos hebdomadaire ; l'article 24 leur accorde en outre une période annuelle de congés payés, qui est de douze jours pour la première année de service, et de dix-huit pour les suivantes.

L'article 33 stipule que, conformément aux termes du paragraphe VII de l'article 123 de la Constitution², à travail égal doit correspondre un salaire égal, sans égard au sexe ou à la nationalité.

L'article 35 accorde aux travailleurs, outre les soins médicaux et les autres frais de traitement et l'indemnité prévue à l'article 295 de la loi fédérale sur le travail, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, le droit de percevoir pour toute la

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'Annuaire des droits de l'homme pour 1946, p. 333.

durée de leur incapacité l'intégralité de leur salaire, et, lorsque l'accident du travail ou la maladie professionnelle entraîne la mort ou une incapacité permanente totale ou partielle, une indemnité calculée d'après le salaire journalier, les gratifications, prestations et toutes autres sommes perçues par le travailleur en rémunération de son travail.

L'article 36 prévoit que les services médicaux visés aux articles 52 et 53 seront assurés par les employeurs jusqu'à la guérison complète des travailleurs et des personnes à leur charge.

Les articles 55 et 56 prévoient une assurance maternité pour les épouses des travailleurs.

L'article 56 oblige les employeurs à fournir gratuitement à leur personnel des logements convenables et salubres; l'article 60 les oblige à assurer l'éclairage électrique de leurs centres de réunion, locaux syndicaux, écoles, etc.; l'article 61, à mettre à leur disposition des terrains de sports convenablement entretenus; l'article 62, des locaux syndicaux en bon état; l'article 64 oblige les industriels à maintenir des écoles primaires, et l'article 66 les oblige à contribuer aux études techniques, industrielles ou pratiques que peuvent effectuer leurs travailleurs ou leurs enfants réunissant certaines conditions, dans des centres spéciaux au Mexique ou à l'étranger.

Toutes les dispositions énumérées ci-dessus sont en pleine harmonie avec les articles 25 et 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

4. *Loi concernant les Secrétariats et Départements d'Etat* (publiée au *Journal officiel* du 24 décembre)

L'article 2 dispose qu'il incombe au Secrétariat à l'intérieur, entre autres attributions, de veiller à ce que les autorités respectent les dispositions constitutionnelles, notamment en ce qui concerne les libertés individuelles, et de prendre à cet effet les mesures administratives nécessaires; de veiller à ce que les publications, imprimés, émissions de radio et de télévision et films cinématographiques ne s'écartent pas du respect de la vie privée, de la tranquillité et de la morale publiques, ainsi que de la dignité de la personne humaine, ne portent pas atteinte au droit de tiers, n'incitent pas à commettre des infractions ou ne troublent pas l'ordre public.

L'article 13 dispose qu'il incombe au Secrétariat à l'éducation, entre autres attributions, d'organiser, de contrôler et de développer dans les écoles publiques, assimilées ou reconnues par l'Etat, l'enseignement pré-scolaire, primaire, secondaire et normal, que ce soit dans les collectivités urbaines ou semi-urbaines ou dans les campagnes, ainsi que l'enseignement dispensé par les écoles visées à l'article 123 de la Constitution¹, l'enseignement technique, industriel, commercial et celui des arts et métiers, y compris l'éducation des adultes, l'enseignement agricole (avec la coopération du Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage

et du Département des affaires agricoles), l'enseignement supérieur et professionnel, ainsi que l'éducation physique et la préparation militaire assurée par les écoles. Il lui appartient également de favoriser la création d'instituts de recherche scientifique et technique, de laboratoires, observatoires, planétariums et autres centres nécessaires au progrès de l'instruction publique à tous ses niveaux, d'octroyer des bourses permettant aux élèves travailleurs de nationalité mexicaine d'effectuer des recherches ou de suivre des cycles d'étude à l'étranger; de promouvoir et de prendre en charge à l'égard des autres autorités les mesures d'intérêt général au bénéfice des noyaux de population qui conservent leur mode de vie traditionnel ou autochtone, etc.

L'article 14 confie au Secrétariat à la santé et à l'assistance publique, entre autres attributions, le soin d'organiser l'assistance publique dans le district et les territoires fédéraux, de dispenser l'assistance médicale et sociale aux mères et aux enfants et de contrôler à cet égard les activités des institutions publiques et privées; d'assurer la prévention sociale dans le cas des enfants de moins de six ans, pupilles de l'Etat sur lesquels il exercera la tutelle; d'étudier, d'adapter et de mettre en œuvre les mesures nécessaires, afin de lutter contre les maladies transmissibles et les fléaux sociaux préjudiciables à la santé, contre l'alcoolisme, les toxicomanies et autres vices sociaux et contre la mendicité; de mettre en pratique les mesures tendant à protéger la santé et la vie des travailleurs des villes et des campagnes, à assurer l'hygiène industrielle, l'observance et l'application des dispositions de l'article 123 de la loi fédérale sur le travail et de ses règlements d'application, ainsi que l'étude et l'adoption de mesures de sécurité et d'hygiène industrielles pour la protection des travailleurs.

Comme on peut s'en rendre compte, ces dispositions sont en tous points conformes aux articles 25 et 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

III. JURISPRUDENCE DE LA COUR SUPRÊME DE JUSTICE — PRINCIPAUX ARRÊTS AYANT TRAIT À LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME, D'APRÈS LE RAPPORT PRÉSENTÉ À CETTE HAUTE INSTANCE PAR SON PRÉSIDENT À LA FIN DE L'ANNÉE 1958

1. *Loi relative aux voies de communications en général — Constitutionnalité du chapitre relatif à l'exploitation des routes*

On ne saurait soutenir que le chapitre en question restreigne la liberté du travail; il ressort en effet de l'article 152 de la loi susvisée qu'elle n'a nullement pour effet d'empêcher les intéressés d'assurer le service, ni d'opposer des difficultés insurmontables à l'obtention des permis ou concessions exigés; l'objet de la loi est uniquement de déterminer les conditions

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1946*, p. 333-334.

nécessaires pour que le service de transport sur les routes fédérales, qui constitue un service public, soit assuré dans les conditions d'efficacité et de sécurité voulues ; de plus, les routes nationales ont le caractère de biens d'usage commun et appartiennent en conséquence au domaine public, de sorte que les particuliers ne peuvent s'en servir librement que dans les conditions établies par la loi, en l'espèce celles de l'article 152 de la loi relative aux voies de communication en général, qui n'a pas pour objet de limiter la liberté du travail ni celle de la circulation sur le territoire national, mais de définir des règles pour que ce service public soit assuré d'une manière conforme à l'intérêt social. (Recours en revision 7163/956 ; demandeur : Alfredo Franco Cagiga.)

2. *Privilege reconnu aux créances des travailleurs en cas de faillite ou de liquidation judiciaire — Constitutionnalité de l'article 97 de la loi fédérale sur le travail*

L'article 123 de la Constitution politique fédérale¹ accorde une priorité absolue aux créances des travailleurs, pour leur dernière année de service, en cas de liquidation judiciaire ou de faillite de leur employeur, ce qui signifie que les travailleurs n'ont pas à concourir avec les créanciers de la masse et que, pour recouvrer leur dû, il leur suffit de s'adresser aux autorités du travail dont les décisions ne sont pas subordonnées à celles du juge de la faillite lors de la répartition ; leurs créances ne peuvent non plus s'ajouter à celles des créanciers de la masse. De plus, les créances relatives aux salaires et indemnités connexes ayant, en vertu de la loi, le caractère de créances alimentaires, leur exigibilité est immédiate, de sorte que la décision qui en fixe le montant doit être exécutée promptement et avec diligence, comme étant d'intérêt public. Ainsi, la résolution du conseil de conciliation et d'arbitrage qui prévoit la saisie immédiate des biens nécessaires au remboursement des créances du travail, avant toutes autres, n'est qu'une simple conséquence du privilège reconnu à ces créances, conformément au paragraphe XXIII de l'article 123 de la Constitution. En conséquence, l'article 97 de la loi fédérale sur le travail est conforme aux dispositions constitutionnelles invoquées. (Recours en revision 6846 et 7273 de 1957 ; demandeur : la société en faillite «Eje de Ingenieros FNI».)

3. *Acte d'appel insuffisamment motivé — Pouvoirs de la juridiction d'appel*

La juridiction d'appel viole les garanties reconnues à l'accusé lorsqu'elle s'abstient d'examiner un jugement quant au fond, pour la seule raison que l'accusé ou son défenseur n'ont pas fait état de moyens précis et argument pris de ce que, si la loi l'oblige à suppléer à l'insuffisance des moyens invoqués, il ne peut y avoir insuffisance que par rapport à ce qui existe, et qu'en l'absence totale de conclusions, il lui est impossible de suppléer à leur insuffisance.

En effet, si, dans un sens rigoureusement logique ou mathématique, l'argument précité est irréfutable, dans le domaine pénal il s'oppose à l'esprit même de la loi et des principes qui régissent le droit positif mexicain, car il ne fait pas de doute que la pire insuffisance, touchant les moyens invoqués par l'accusé ou par son défenseur, est leur absence totale. En conséquence, et attendu que le condamné a manifesté expressément qu'il objectait à la sentence rendue en première instance, le juge de l'appel doit examiner si le droit a été ou non respecté, et, après avoir étudié la sentence quant au fond, il peut la confirmer ou la modifier selon l'opinion qu'il aura formée. (24 juin 1958, arrêt rendu à l'unanimité.)

4. *Droit de pétition — Obligation pour les autorités de respecter ce droit*

L'article 8 de la Constitution générale de la République² consacre le droit de pétition. En conséquence, si le plaignant a invoqué ce droit, en demandant à bénéficier du sursis, l'autorité responsable, en ne donnant aucune suite à cette requête, a violé les garanties constitutionnelles. Le recours doit donc être admis afin de réparer le préjudice causé. (Recours direct 1249/57 ; demandeur : Aurelio Poblano Cebada.)

5. *Condamnation avec sursis — Pouvoir du juge de refuser le bénéfice du sursis dans les cas de vagabondage et de mauvaise vie*

Le fait que l'appelant a été condamné pour vagabondage et mauvaise vie suffit à établir qu'il est de mauvaise conduite et ne dispose pas de moyens honnêtes d'existence. En conséquence le juge qui, usant du pouvoir qui lui est reconnu par la loi, refuse le bénéfice du sursis, bien que la peine d'emprisonnement soit inférieure à deux ans, applique justement les règles en matière de sursis, et sa décision, étant fondée et motivée, ne viole pas les articles 14 et 16 de la Constitution³. Il n'y a donc pas lieu de donner suite au recours. (Recours direct 6376/57, demandeur : Fernando Pizaña Arredondo.)

6. *Droit à être entendu*

Porte atteinte aux garanties constitutionnelles, l'arrêt qui, sans que l'appelant ait été entendu, déclare irrecevable l'appel interjeté contre la sentence rendue en première instance, pour le seul motif qu'aucun moyen précis n'a été invoqué. (Recours direct 6476/57, demandeur : Casimiro Santoyo.)

7. *Témoignages d'experts — Pouvoir d'appréciation du juge*

Le juge qui ne prend pas en considération les témoignages d'experts en faveur de l'accusé, du fait qu'il les considère comme contredisant manifestement les faits figurant au dossier, ne viole aucune garantie individuelle, si sa décision est dûment et logiquement

¹ Voir l'Annuaire des droits de l'homme pour 1946, p. 334.

² Voir *ibid.*, p. 323.

³ Voir *ibid.*, p. 324.

motivée. En effet, un organe juridictionnel n'est pas tenu par les décisions des experts ; au contraire il lui incombe, en vertu de la loi, d'apprécier leurs conclusions en fonction des autres éléments qui lui sont soumis et de les considérer comme de simples avis techniques, auxquels seul il peut conférer autorité. (Recours direct 6961/57, demandeur : Andrés Barragán Ruiz.)

8. *Droit de pétition — Article 8 de la Constitution*¹

Il ne suffit pas pour l'autorité responsable d'alléguer qu'une demande est à l'étude : pour satisfaire aux obligations qu'impose la Constitution, elle doit porter ce fait à la connaissance de l'intéressé. (Recours en revision 4283/957, demandeur : Miguel Lopez Avila.)

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1946*, p. 323.

MONACO

NOTE¹

I. LOIS

Cinq lois nouvelles sont venues compléter la législation existante, dans le domaine des droits économiques et sociaux des travailleurs salariés et indépendants :

1. *Loi n° 636 du 11 janvier 1958 (Journal de Monaco n° 5234, du 27 janvier 1958)*, relative à la déclaration, la réparation et l'assurance des accidents du travail.

Cette loi modifie et recodifie la législation monégasque en la matière, constituée par la loi fondamentale n° 141 du 24 décembre 1930 et ses amendements des 16 mai 1946, 6 août 1947, 21 décembre 1950, 12 mai 1951 et 11 avril 1956.

Cette législation repose sur le principe de la réparation forfaitaire du préjudice résultant d'accidents du travail subis par les employés et ouvriers salariés ; elle se rattache à la théorie du risque, substituée à celle de la faute.

Le nouveau texte consacre la règle, déjà adoptée par la jurisprudence, qui étend le bénéfice de la protection légale aux cas d'accidents survenus aux travailleurs salariés alors qu'ils se rendent de leur résidence ou du lieu où ils prennent habituellement leurs repas au lieu du travail, et vice versa.

En outre, la nouvelle loi augmente les taux des indemnités.

En cas d'incapacité temporaire, l'indemnité journalière, antérieurement fixée à 50 pour 100 du salaire journalier, est désormais fixée à 66,66 pour 100 à partir du 29^e jour après celui de l'accident.

En cas d'incapacité permanente, l'indemnité est représentée par une rente égale :

a) Pour la partie du taux d'incapacité ne dépassant pas 50 pour 100, à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire annuel ;

b) Pour la partie excédant 50 pour 100, à la réduction, augmentée de moitié, que l'accident aura fait subir au même salaire.

Dans le cas où l'incapacité permanente est totale, le montant de la rente, calculé comme il vient d'être dit, est majoré d'une somme qui sera fixée par arrêté ministériel, après consultation de la Commission spéciale des accidents du travail.

¹ Note obligeamment communiquée par M. Louis Aureglia, docteur en droit, Conseiller national à Monte-Carlo, correspondant de *L'Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de Monaco.

Lorsque l'accident est suivi de mort, la loi donne droit :

a) A une rente viagère égale à 30 pour 100 du salaire annuel, au profit du conjoint survivant, non divorcé ni séparé de corps, à condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident ;

b) A une rente au profit des enfants légitimes, naturels ou adoptifs, de 15 pour 100 s'il n'y a qu'un enfant, de 25 pour 100 s'il y en a deux, de 35 pour 100 s'il y en a trois et ainsi de suite, la rente étant majorée de 10 pour 100 par enfant de moins de 16 ans.

Si les enfants sont orphelins de père et de mère au moment de l'accident ou dans les trois années qui le suivent, la rente est portée à 20 pour 100 pour chacun d'eux.

En aucun cas, l'ensemble des rentes allouées ne peut dépasser 85 pour 100 du salaire annuel. En cas de dépassement, il s'opère une réduction proportionnelle.

2. *Loi n° 637 du 11 janvier 1958 (Journal de Monaco n° 5234, du 27 janvier 1958)*, créant et organisant la médecine du travail.

Cette loi, inspirée des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tend à protéger l'ouvrier contre les risques auxquels les conditions mêmes du travail exposent sa santé et à défendre la personnalité du travailleur contre la mécanisation.

Un Office de la médecine du travail est créé à cette fin. Son rôle est essentiellement préventif. Examen médical approfondi du salarié, avant la délivrance du permis de travail, examens périodiques, surveillance de l'hygiène générale de l'entreprise et de la sécurité, telles sont les directives.

L'administration et le fonctionnement de l'Office sont assurés par un comité présidé par le Conseiller de gouvernement pour l'intérieur.

Le contrôle technique médical est exercé par le Commissaire général à la santé.

3. *Loi n° 639 du 11 janvier 1958 (Journal de Monaco n° 5234, du 27 janvier 1958)*, modifiant le statut des délégués du personnel auprès des entreprises.

Cette loi a pour but de protéger la situation personnelle dans l'entreprise des délégués du personnel, désignés par leurs pairs conformément à la loi n° 459 du 19 juillet 1947.

Elle édicte les règles suivantes :

«Article unique. Les dispositions de l'article 16 de la loi n° 459 du 19 juillet 1947 sont modifiées comme suit :

«Art. 16. Tout licenciement d'un délégué du personnel titulaire ou suppléant devra être soumis à l'assentiment d'une commission ainsi composée : a) L'Inspecteur du travail, président ; b) Deux représentants du syndicat patronal représentatif de la profession de l'employeur ; c) Deux représentants du syndicat ouvrier représentatif de la profession du délégué du personnel qui devront remplir les conditions d'éligibilité prévues à l'article 7.

«Toutefois, en cas de faute grave, le chef d'entreprise a la faculté de prononcer la mise à pied immédiate de l'intéressé en attendant la décision de la commission.

«Les décisions de la commission ne préjudicient pas au recours que les parties pourront introduire auprès des juridictions compétentes».

«Les dispositions du présent article sont étendues aux candidats aux élections des délégués du personnel quinze jours avant la date de celles-ci.»

4. Loi n° 643 du 17 janvier 1958 (*Journal de Monaco* n° 5234, du 27 janvier 1958), déterminant les conditions de travail et de rémunération des jours fériés légaux.

Sont jours fériés légaux, outre les dimanches ou jours de remplacement, les 19 novembre (Fête du Prince régnant), 1^{er} janvier, lundi de Pâques, 1^{er} mai (Fête du travail), 15 août (Assomption), 1^{er} novembre (Toussaint) et 25 décembre (Noël). Ces journées doivent être chômées et rémunérées.

Des conventions collectives peuvent prévoir des jours chômés différents.

Dans les établissements et services tenus à un travail ininterrompu, les salariés occupés les jours fériés légaux ont droit, en plus du salaire, à une indemnité égale ou à un repos compensateur rémunéré.

Le chef d'établissement, après consultation du personnel, a la faculté de faire récupérer les heures perdues des jours fériés légaux. La rémunération des journées de remplacement se fera sur la base du 1/25^e du salaire mensuel, pour le personnel payé au mois, sur la base du salaire horaire majoré des taux prévus pour les heures supplémentaires, pour le personnel payé à l'heure.

5. Loi n° 644 du 17 janvier 1958 (*Journal de Monaco* n° 5234, du 27 janvier 1958), sur la retraite des travailleurs indépendants.

Cette loi, entièrement novatrice, étend à tous les travailleurs indépendants le système de retraites que la loi n° 455 du 27 juin 1947 avait institué au profit des seuls travailleurs salariés.

Elle marque le passage de la «retraite de classe» à la «retraite nationale».

Artisans, commerçants, industriels, membres des

professions libérales, sont les bénéficiaires du nouveau régime de retraites.

Le droit à la retraite a pour contre-partie l'obligation de cotiser.

Le droit à la pension s'ouvre à l'âge de 65 ans.

Les années d'activité professionnelle accomplies antérieurement à la loi donnent droit à une retraite «uniforme», s'il est justifié de 180 mois de travail, dont 60 accomplis après l'âge de 50 ans, ou de 25 années d'activité.

La retraite est «proportionnelle» pour l'avenir et se détermine en fonction des cotisations versées par l'intéressé.

II. ORDONNANCES SOUVERAINES

Une ordonnance souveraine n° 1792 du 7 mai 1958 (*Journal de Monaco* n° 5249, du 12 mai 1958) porte création d'un «recours contentieux administratif».

Voici le texte de cette ordonnance, qui intéresse la protection des administrés contre l'arbitraire administratif :

«Article premier. Les ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et les décisions ou mesures prises en matière administrative peuvent, hors le cas d'atteinte aux droits et libertés reconnus par le titre II de la Constitution¹, qui relève de la compétence du Tribunal suprême, être déferées au Prince, à fin d'annulation pour violation de la loi ou excès de pouvoir, par toute personne justifiant d'un intérêt direct et personnel.

«Art. 2. Le recours doit être formé à peine de déchéance dans les deux mois à compter du jour où a lieu le fait sur lequel il est fondé ou à partir du jour où ce fait a pu être connu de l'intéressé.

«Art. 3. Il ne suspend pas l'exécution des actes contre lesquels il est dirigé.

«Art. 4. Il est introduit par une requête signée du requérant ou d'un avocat-défenseur et contenant l'exposé des faits et des moyens, les conclusions et l'énonciation des pièces à l'appui.

«Cette requête et trois copies sont déposées au Greffe général ; récépissé en est immédiatement délivré.

«Dans les deux jours qui suivent, le Greffe transmet, sous pli recommandé avec demande d'un accusé de réception, deux copies au Ministre d'Etat.

«Art. 5. Celui-ci dans les deux mois de la réception de la copie, y répond par un mémoire déposé au Greffe général où, sur avis de ce dépôt, il sera loisible au requérant de s'en faire délivrer copie.

«Art. 6. Dès que le délai fixé par l'article précédent est expiré, le Greffier en chef le constate par un récépissé joint aux pièces ; il constate de même, le cas échéant, le défaut de production d'un mémoire ; dans

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1946*, p. 338.

les 24 heures, il communique le dossier au Procureur général lequel, dans les quinze jours suivants, en fait retour, accompagné de ses conclusions, au Greffier en chef qui l'adresse incontinent au Président du Tribunal suprême.

«Art. 7. Ce haut magistrat désigne un membre dudit tribunal pour exposer l'affaire et lui transmet à cet effet le dossier.

«Après avoir entendu ledit exposé, la Haute Juridiction examine le recours uniquement sur pièces et présente rapport au Prince dans les deux mois de la réception du dossier par le Président.

«Art. 8. Le Prince statue par ordonnance.

«En cas de rejet, le requérant ne peut plus se pourvoir contre la même décision, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

«En cas d'admission, la décision déferée est annulée ainsi que, autant qu'il est possible, les actes ou mesures qui en ont été la suite.

«Art. 9. Toutes les pièces nécessaires à la constitution du dossier sont dispensées de timbre et enregistrées gratis.

«Art. 10. Notre Tribunal de première instance est et demeure compétent pour statuer, en matière administrative, sur tous litiges autres que ceux dont la connaissance appartient au Tribunal suprême, tant en vertu de l'article 14 de la Constitution du 5 janvier 1911¹, que des dispositions de la présente ordonnance.

«Art. 11. Notre Secrétaire d'Etat, Notre Directeur des services judiciaires et Notre Ministre d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la

promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.»

Il y a lieu de signaler que cette ordonnance souveraine a été l'objet de critiques au sein du Conseil national, assemblée législative monégasque. Au cours d'un débat public (séance du 9 juin 1958. Voir compte rendu sténographique publié en supplément au *Journal de Monaco*), il a été principalement objecté :

1. Que l'institution d'un recours administratif ne pouvait relever d'une simple ordonnance princière, mais devait revêtir la forme législative (accord du Prince et du Conseil national);

2. Que l'ordonnance crée en réalité un simple recours gracieux, alors qu'il s'agissait d'instituer un véritable recours contentieux devant un tribunal administratif indépendant;

3. Que le recours organisé, lequel ne comporte ni débat oral et contradictoire ni publicité, est irrationnel et inefficace : le Prince devient à la fois juge et partie, tous les actes de l'exécutif se ramenant à sa personne dans le système de gouvernement pratiqué à Monaco;

4. Que, du point de vue des garanties dues aux administrés, cette ordonnance marque une sensible régression par rapport aux textes en vigueur, ceux-ci ayant depuis longtemps assuré la séparation de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire.

Les questions soulevées par l'ordonnance du 7 mai 1958 se rattachent à un ensemble de réformes constitutionnelles et administratives dans un sens libéral, dont le principe avait été admis par le Prince régnant, mais qui n'a pas été mis en œuvre.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1946*, p. 338.

NICARAGUA

DÉCRET N° 291 SUR LA LIBERTÉ DE PENSÉE

du 18 janvier 1958¹

Art. premier. Le décret-loi n° 209 du 19 octobre 1956, approuvé par le Pouvoir exécutif et publié dans le n° 242 de *La Gaceta*, du 25 octobre 1956², est abrogé par le présent décret.

Art. 2. Ce décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans le journal officiel, *La Gaceta*.

¹ Texte espagnol dans *La Gaceta*, année LXII, n° 25, du 30 janvier 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 174.

LOI CONCERNANT LES INTERPRÉTATIONS ET LES RECTIFICATIONS

Décret n° 378 du 10 décembre 1958¹

Article premier. Toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui subit un préjudice du fait d'une accusation portée dans des publications reproduisant des paroles ou des écrits ou qui est visée par une telle accusation, a le droit de se défendre pour réfuter les allégations dont elle fait l'objet ou démentir les faits qui lui sont imputés. Ce même droit peut, le cas échéant, être exercé, une fois seulement par l'un quelconque des parents jusqu'au quatrième degré ou des alliés jusqu'au deuxième degré, en cas d'empêchement ou de décès de l'intéressé.

Le texte de la rectification ou de l'interprétation ne peut contenir d'injures ou d'expressions portant atteinte à la dignité du journaliste, ni d'attaques dirigées contre des tiers étrangers à l'allusion journalistique qui a provoqué ladite interprétation ou rectification.

Article 2. Les propriétaires et les directeurs, co-directeurs ou vice-directeurs des entreprises d'information de quelque type que ce soit sont obligés de reproduire gratuitement les interprétations, rectifications ou réfutations qui leur sont envoyées au sujet de tout texte publié que la personne visée ou impliquée désire interpréter, rectifier ou réfuter, conformément aux dispositions de la présente loi.

Dans le cas d'organes d'information non quotidiens, l'insertion doit paraître dans le prochain numéro publié, l'intéressé devant en pareil cas présenter sa réponse trois jours au moins avant la date de publication.

Article 3. Les textes de défense, interprétation, rectification ou réfutation, visés à l'article précédent doivent être, dans les quarante-huit heures qui suivront leur présentation, soit reproduits intégralement

dans un même numéro, soit diffusés intégralement dans une même édition de l'organe en cause et cela, sans que soient intercalés des commentaires ou appréciations; ils doivent porter les titres donnés par l'intéressé; ils doivent être présentés à la même place que l'information qui les a provoqués, sous la même forme et en mêmes caractères qu'elle dans le cas d'un écrit, et dans les mêmes conditions s'il s'agit d'une information radiodiffusée. Les interprétations, rectifications ou réfutations ne peuvent dépasser de deux fois la longueur de l'article ou du passage qui les a motivées. Si les titres proposés ne sont pas acceptables, le journal peut les faire précéder de l'expression «Interprétation de», «Rectification de», ou «Réfutation de», suivie du nom de l'intéressé.

Quand un texte vise plusieurs personnes, les réponses de chacune d'entre elles doivent être publiées ou diffusées, dans l'ordre de leur présentation, dans la même édition ou émission ou dans des éditions ou émissions successives; si toutefois les intéressés interprètent, rectifient ou réfutent, dans les mêmes termes, le même fait ou une imputation collective, il suffit d'insérer ou de diffuser une seule réponse en la faisant suivre d'une note ou explication précisant que les autres intéressés ont exprimé le même sentiment, exception faite des cas où les preuves à décharge doivent être plus nettement spécifiées.

Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte au droit de présenter, séparément, les commentaires ou observations jugés pertinents.

Articles 4. Les dispositions des articles précédents s'appliquent également aux commentaires et observations présentés au sujet d'interprétations, de rectifications ou de réfutations si, en portant de nouvelles accusations contre la personne déjà visée, ces commentaires et observations lui font du tort ou l'incriminent.

Article 5. Les propriétaires de stations de radio-diffusion ou leurs représentants légaux doivent exiger

¹ Publiée dans *La Gaceta*, année LXII, n° 290, du 17 décembre 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

que le texte des journaux parlés, actualités, discours, entrevues, tables rondes ou commentaires soit fidèlement transmis. Dans le cas d'improvisation radiodiffusée sur des questions qui peuvent porter atteinte à l'honneur ou à la réputation des individus ou lorsqu'une émission contient des imputations ou accusations graves, les interventions radiodiffusées devront être enregistrées. Les textes et enregistrements sont conservés pendant deux mois dans les archives de la station de radiodiffusion ou des journaux parlés. Pareilles conditions ne sont pas exigées pour les commentaires brefs et les interventions normales des speakers.

Article 6. Pour exercer le droit de défense visé dans la présente loi, l'intéressé doit présenter au Préfet de la circonscription, deux exemplaires dactylographiés du texte de son interprétation, rectification ou réfutation en y joignant la publication qui l'a provoquée ou la preuve qu'elle a été faite afin que le fonctionnaire susnommé inscrive au bas de l'original que celui-ci est conforme à la copie — qu'il conserve —, signe les deux exemplaires et y appose son sceau. Lorsque cette condition a été remplie, l'intéressé confie l'original à un secrétaire de la Préfecture ou à un notaire, pour qu'il soit remis au directeur, codirecteur, vice-directeur ou propriétaire de l'entreprise d'information ou, en leur absence, à toute personne dépendant de ladite entreprise qui se trouve dans l'enceinte de la maison d'éditions ou du studio. Au cas où l'on ne trouve personne à qui remettre l'écrit ou lorsque les personnes présentes refusent de le recevoir, ledit écrit est affiché en un endroit visible des locaux susmentionnés, portant indication du jour, de l'heure et de la date à laquelle il a été remis, avec les explications pertinentes. Aussitôt après le secrétaire ou le notaire adresse au Préfet une communication dans laquelle il rend compte de sa démarche en précisant l'heure et la date à laquelle il l'a faite.

Article 7. Le droit visé à l'article précédent doit être exercé dans les dix jours qui suivent la publication ou l'émission incriminée ou le moment auquel ont disparu les raisons (ignorance de la publication ou de l'émission, maladie grave, absence ou autres motifs analogues) qui empêchaient l'intéressé de l'exercer. Deux mois après la date de la publication ou de l'émission, l'intéressé perd son droit qu'il ait pu ou non en user. De même, le droit de réponse, interprétation, rectification ou réfutation visé par la présente loi ne peut pas être exercé lorsque l'intéressé a fait précédemment usage d'un autre moyen de publicité pour diffuser son interprétation, sa rectification ou sa défense.

Article 8. Si l'entreprise d'information estime que le texte qui lui a été remis est trop long, ne concerne pas uniquement la publication qu'il vise à interpréter, rectifier ou réfuter, ou enfreint les dispositions de la présente loi, elle en informe par écrit et dans les vingt-quatre heures qui suivent la réception dudit texte, le Préfet qui l'a signé et celui-ci prend les dispositions qu'il juge appropriées dans les circonstances données. Si sa décision est favorable à l'entreprise, il fait savoir

à l'intéressé que, dans le délai général prévu à l'article 7 de la présente loi, il doit présenter un nouveau texte conforme aux dispositions pertinentes; dans le cas contraire, il ordonne la publication.

Article 9. Lorsque l'interprétation, rectification ou réfutation n'est pas publiée dans le délai requis ou lorsqu'elle est publiée dans des conditions qui ne correspondent pas aux exigences légales, l'intéressé peut se présenter à nouveau devant le Préfet, lequel, après avoir entendu les parties, procède conformément aux articles 551 et suivants du règlement de police en vigueur. Si l'entreprise est coupable, le Préfet lui inflige une amende de 250 à 1.500 córdobas et assure le recouvrement de cette amende qui est versée au bureau local d'assistance et de prévoyance sociales désigné par l'intéressé.

Article 10. Si malgré l'amende, et dans un délai de trois jours après qu'elle a été notifiée, l'interprétation, rectification, réfutation ou défense n'est pas publiée, le coupable est puni d'une nouvelle amende deux fois plus élevée que la première, sur laquelle on prélève une somme destinée à permettre à l'intéressé de payer pour que sa rectification soit publiée dans tout autre journal ou retransmise par toute autre station de radiodiffusion. Si la publication ou émission incriminée n'est pas quotidienne, la nouvelle amende ne peut être imposée que si le texte de la défense n'est pas inséré dans le prochain numéro ou programme.

Article 11. Il peut être appelé des décisions du Préfet devant le Ministre de l'Intérieur, dans les quarante-huit heures qui suivent leur notification. Pour que son appel soit recevable, le requérant doit, dans un délai de vingt-quatre heures, verser le montant de l'amende au compte spécial du Ministère de l'Intérieur à la Banque nationale du Nicaragua.

Si le Ministre rend une décision favorable à l'entreprise, il ordonne que l'on restitue à celle-ci le cautionnement mentionné au paragraphe ci-dessus; dans le cas contraire, il donne à la Banque des instructions pour que la somme, versée au compte spécial par le requérant, soit mise à la disposition du Bureau local d'assistance et de prévoyance sociales.

Article 12. Sont solidairement passibles des amendes visées dans la présente loi, les directeur, codirecteur, gérant, éditeur, administrateur et locataire de l'entreprise d'information. Le propriétaire l'est aussi, accessoirement, lorsque les personnes susvisées ne sont pas solvables. L'amende ne peut en aucun cas être commuée en arrestation ou autre peine de nature corporelle.

Article 13. Si la publication vise une personne physique ou morale non expressément nommée, mais dont l'identification est possible par les allusions qui y sont faites ou d'autres raisons, l'intéressé ou, le cas échéant, ses parents, ont le droit d'interpréter, de rectifier ou de réfuter ladite publication conformément à l'article premier.

Article 14. Aux fins de la présente loi, l'expression

«entreprise d'information» s'entend des entreprises qui s'occupent de l'impression de publications en général, ainsi que de transmissions par radio, télévision, haut-parleurs ou autres moyens analogues.

Article 15. Le Préfet qui a compétence pour connaître les affaires visées dans la présente loi est celui de la circonscription où se trouve le siège de l'entreprise typographique, de la station de radiodiffusion ou du moyen d'information qui a publié le texte qu'il s'agit d'interpréter, rectifier ou réfuter.

Article 16. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à toutes les publications ou reproductions, permanentes et occasionnelles, quelle que soit la

forme sous laquelle elles sont présentées, qu'elles soient ou non signées par leurs auteurs et de quelque lieu qu'elles proviennent.

Article 17. Les décisions prises en application de la présente loi ne peuvent avoir pour effet de limiter ou de restreindre la liberté d'expression et de diffusion de la pensée garantie par la Constitution politique, sous réserve des responsabilités résultant des délits et abus commis dans l'exercice de cette liberté, sous la forme et dans les cas prévus par la loi.

Article 18. La présente loi entrera en vigueur le jour qui suivra sa publication dans *La Gaceta*, journal officiel.

NORVÈGE

NOTE¹

1. DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES ET LOIS

Aucune disposition constitutionnelle n'a été adoptée en Norvège en 1958.

Parmi les lois, on peut citer les suivantes :

1. Loi du 11 avril 1958 (n° 2) modifiant la loi du 22 avril 1927 relative à la *garde des mineurs*. En vertu de la nouvelle loi, la garde du mineur est confiée au père et à la mère conjointement, s'ils ont ensemble la puissance paternelle. Si l'un des parents est décédé, disparu ou incapable de gérer ses propres affaires, l'autre a seul la garde. Il en est de même si l'un des parents n'a pas la puissance paternelle. Si les parents ont conjointement le droit de garde de l'enfant et s'ils sont en désaccord sur une décision à prendre, c'est l'autorité compétente qui tranche la question. L'un des deux parents peut déléguer à l'autre le droit d'exercer seul la garde. Ce droit peut être limité à des questions particulières et il est révocable à tout moment. Les dispositions légales antérieures étaient fondées sur le principe que la garde d'un mineur ne pouvait appartenir qu'à une seule personne. La filiation légitime ou illégitime de l'enfant déterminait celui des parents qui devait avoir la garde. En règle générale, la garde des enfants légitimes appartenait au père et la garde des enfants naturels appartenait à la mère. Le nouveau texte est entré en vigueur le 1^{er} août 1958. Il a été publié au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 134 et 135.

2. Loi du 5 décembre 1958 (n° 1) relative aux *invalides* remplaçant l'ancienne loi du 19 juin 1936 sur les invalides. Contrairement au texte précédent, la nouvelle loi définit le terme « invalide ». On entend par « invalide » toute personne dont la santé se trouve diminuée de façon permanente et sensible en raison de défauts congénitaux ou maladies ayant causé des troubles fonctionnels des organes essentiels ou de l'appareil moteur. Cette loi a étendu davantage la protection accordée aux invalides. Les invalides âgés de 7 à 20 ans qui ne peuvent recevoir l'instruction dans les écoles primaires ordinaires ont droit à recevoir l'instruction dans des écoles spéciales pour invalides et à y être pensionnaires s'il est nécessaire. Les invalides âgés de 15 à 20 ans qui n'ont pas atteint le niveau de l'école primaire ont droit, suivant décision prise par le Ministère dans chaque cas particulier, à recevoir l'instruction à domicile ou à bénéficier du transport

nécessaire pour aller à l'école et en revenir. Outre l'enseignement primaire, les invalides ont droit à recevoir une formation professionnelle et à poursuivre leurs études. Les invalides qui ne peuvent recevoir une formation professionnelle dans les conditions habituelles et qui sont jugés aptes à la suite d'un examen médical et professionnel ont droit à recevoir cette formation dans une institution agréée par les autorités et à y être pensionnaires s'il est nécessaire. Les invalides qui reçoivent l'instruction et la formation dans les conditions habituelles peuvent bénéficier d'une subvention suivant des dispositions arrêtées de façon détaillée. La disposition antérieure prévoyant que les invalides ont droit à la prothèse nécessaire et appropriée est complétée par une disposition prévoyant le droit à un fauteuil roulant ainsi qu'à d'autres appareils. Les invalides qui ne peuvent recevoir chez eux les soins infirmiers nécessaires peuvent obtenir d'être placés dans une maison de santé. Les invalides ont droit au transport gratuit pour se rendre dans les écoles et institutions visées par la loi ou les règlements d'application et pour en revenir. Les dépenses qu'entraîne la protection des invalides sont à la charge des pouvoirs publics et sont couvertes pour partie par la municipalité du domicile et pour partie par l'Etat, à moins qu'elles ne le soient par un régime légal d'assurances. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1959 et a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 642 à 645.

3. Loi du 12 décembre 1958 (n° 10) sur l'*assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles*. La Norvège a eu une série de différentes lois relatives à l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, par exemple la loi du 10 décembre 1920 sur l'assurance contre les accidents du travail des pêcheurs et les lois du 24 juin 1931 concernant l'une l'assurance des gens de mer en cas d'accident et l'autre l'assurance-accident des ouvriers de l'industrie. La nouvelle loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1960, codifie la plupart des lois en vigueur en la matière ; d'autre part, elle assujettit à l'assurance obligatoire de nouvelles catégories de personnes. Le droit de souscrire une assurance facultative est considérablement élargi. En vertu de la nouvelle loi, sont normalement assujetties à l'assurance obligatoire, en premier lieu, toutes les personnes occupées en Norvège au service d'un tiers en échange d'un salaire ou d'une rémunération payée en tout ou en partie en espèces. Le contrat de travail doit être d'une nature telle qu'il ait une durée d'au moins six jours et le revenu annuel du travail doit dépasser un minimum fixé à un niveau

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent de la Norvège auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

très bas. Sont également assujetties à l'assurance obligatoire les personnes qui sont occupées à l'étranger au service d'un tiers, à bord d'un navire norvégien, participent à une campagne de chasse à la baleine, travaillent dans une station norvégienne de chasse à la baleine, etc., ou font partie du personnel navigant ou des services à terre dans une compagnie civile norvégienne de navigation aérienne, les marins qui rejoignent ou quittent un navire norvégien pour prendre ou cesser leurs fonctions à bord, les pêcheurs et les chasseurs de baleines ainsi que les élèves et étudiants des écoles ou établissements de l'Etat, des communes ou des départements et de certaines écoles privées. Les personnes exerçant une profession indépendante qui ne sont pas assujetties à l'assurance obligatoire peuvent souscrire une assurance facultative. De même, les écoles et établissements d'enseignement non publics peuvent souscrire une telle assurance pour leurs élèves. La loi prévoit que des prestations sont dues en cas d'accidents du travail ou de maladies professionnelles subis ou contractées pendant que l'assuré est occupé sur les lieux de travail et dans les limites de la durée du travail. Des dispositions spéciales sont arrêtées pour les groupes de personnes auxquels cette clause restrictive n'est pas applicable. L'assuré bénéficie notamment d'une aide financière qui s'ajoute à l'aide fournie au titre de la loi sur l'assurance-maladie et d'une pension d'invalidité si la capacité de travail est réduite de plus de 15 pour 100. En cas de décès de l'assuré, la loi contient des dispositions concernant la pension de veuve et la pension pour enfants. Les prestations sont financées uniquement au moyen des primes versées. Pour les employés ordinaires, la prime est à la charge de l'employeur; pour les autres, la prime est à la charge de la partie expressément indiquée par la loi. Cette loi a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 680 à 700¹.

4. En 1958, des augmentations ont été apportées aux montants des secours en argent accordés par un certain nombre de lois relatives à l'assurance qui ont été indiquées précédemment dans l'*Annuaire*, par exemple par la loi du 6 juillet 1957 relative aux pensions de vieillesse. Toutefois, les lois qui ont modifié ces montants ne présentent guère d'intérêt en ce qui concerne les questions de principe.

5. Loi du 28 novembre 1958 (n° 1) concernant des modifications à la loi du 7 décembre 1956 sur la *protection des salariés*. La nouvelle loi réduit la durée normale du travail hebdomadaire de 48 à 45 heures. En même temps, la limite de la durée du travail journalier est portée de 8 à 9 heures. Cela rend possible la semaine de travail de cinq jours. L'institution de la semaine de cinq jours suppose toutefois un accord entre les parties, étant donné que la durée du travail est en général répartie sur six jours de la semaine. Sont exceptés de l'application des dispositions de la loi

générale sur la protection des salariés, notamment, l'agriculture, les transports, la chasse à la baleine et la pêche. La nouvelle loi est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1959 et a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 611 à 615².

6. Loi du 19 décembre 1958 (n° 3) relative aux *conditions de travail des salariés dans l'agriculture*. Cette loi remplace la loi antérieure sur la protection des salariés agricoles (loi du 3 décembre 1948). Elle contient des dispositions détaillées concernant les mesures de protection contre les accidents, le salaire, la durée du travail, les heures supplémentaires et le paiement des heures supplémentaires. La durée du travail ne doit pas en général dépasser 8 heures par jour et 48 heures par semaine. La loi contient également des dispositions relatives au licenciement et au préavis de licenciement. Après deux ans d'emploi, le salarié âgé de plus de 20 ans qui est licencié sans motif valable peut réclamer une indemnité. Des dispositions spéciales sont prévues pour le licenciement du salarié qui s'est fait porter malade. Les inspecteurs du travail de l'Etat sont chargés de veiller à l'exécution de la loi. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1959. Elle a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 725 à 738.

7. Loi du 4 juillet 1958 (n° 12) modifiant la *loi sur les marins* du 17 juillet 1953. Cette loi élargit notamment le droit pour les marins d'être rapatriés gratuitement lorsqu'ils quittent leur emploi après une longue durée de service. Pour y avoir droit, il fallait précédemment que le marin fût demeuré au service de l'armateur sans interruption pendant 24 mois; ce délai est désormais réduit à 18 mois. Le marin est tenu de continuer à servir pendant trois mois au plus s'il est prévu que durant cette période le navire fera escale dans un port d'où le rapatriement sera beaucoup moins coûteux ou plus facile. La disposition relative au droit des marins qui quittent leur emploi au rapatriement gratuit n'est applicable qu'aux marins domiciliés en Norvège. La Couronne peut étendre l'application de ce droit à d'autres marins mais, quand il s'agit de marins étrangers, seulement en cas d'accord de réciprocité présumé. Les dispositions de la loi nouvelle qui tendent à placer tous les marins sur un pied d'égalité sans égard à leur domicile ou leur nationalité présentent un intérêt particulier. Si un marin décède en cours d'emploi et laisse une épouse ou des enfants âgés de moins de 18 ans, l'armateur est tenu de leur verser un mois de salaire à compter de la date du décès. Précédemment, cette disposition n'était valable que dans le cas du marin citoyen norvégien ou domicilié en Norvège, mais son application est désormais étendue à tous les marins à bord de navires norvégiens. De même ont été étendues les dispositions concernant le paiement du voyage et des frais de subsistance jusqu'au lieu de résidence en cas de maladie ou de naufrage, les dispositions concernant le droit au verse-

¹ Des traductions de cette loi en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1958 — Nor. 3.

² Des traductions de cette loi en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1958 — Nor. 2.

ment du salaire (jusqu'à concurrence de deux mois) en cas de chômage résultant d'un naufrage et les dispositions concernant l'indemnité pour effets personnels se trouvant à bord en cas de naufrage, d'incendie ou d'autre sinistre. La loi est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1958. Elle a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 381 à 387.

8. Loi du 18 juillet 1958 (n° 2) relative aux *conflits dans les services publics*. Cette loi contient des dispositions concernant les négociations relatives aux salaires entre l'Etat et ses fonctionnaires civils et autres agents, et concernant l'arbitrage, la médiation, la grève, etc. Ces rapports étaient précédemment régis, en partie, par la loi du 15 février 1918 relative aux fonctionnaires et, en partie, par la loi du 6 juillet 1933 relative au droit de négociation des agents de l'Etat. Cependant la nouvelle loi contient plusieurs dispositions nouvelles ayant une grande importance de principe et en vertu desquelles les fonctionnaires se trouvent placés, en matière de fixation des salaires et de conditions de travail, dans une situation essentiellement analogue à celle du secteur privé. Aux termes de la nouvelle loi, les fonctionnaires peuvent réclamer, par l'intermédiaire de leurs associations, des négociations avec l'Etat concernant l'établissement d'un barème des traitements, les conditions de rémunération et de travail qui n'ont pas déjà fait l'objet d'une convention, les conflits relatifs à l'interprétation d'une telle convention, etc. C'est à la Couronne (au gouvernement) qu'il appartient, avec le consentement du Storting, de conclure au nom de l'Etat une convention relative aux traitements. Si les parties ne parviennent pas à un accord par voie de négociations, elles peuvent demander conjointement l'arbitrage du médiateur de l'Etat. Si la procédure d'arbitrage ne donne pas de résultat, le médiateur de l'Etat peut demander que les propositions de médiation soient soumises au vote des membres des associations de fonctionnaires. Les parties peuvent également convenir de régler le conflit en le portant devant le Conseil national des salaires. Ce Conseil, qui a été institué par une loi du 19 décembre 1952, est un organisme d'arbitrage et ses conclusions sont obligatoires pour les deux parties. En fait, rien n'empêche le Storting d'ordonner par une loi spéciale, quel que soit le vœu des parties, que le Conseil national des salaires soit saisi de l'affaire. Si la médiation n'aboutit pas à un résultat dans un certain délai et si le Conseil national des salaires n'est pas saisi de l'affaire, les membres des associations de fonctionnaires intéressées peuvent démissionner après le préavis d'usage et, le cas échéant, déclencher une grève. Au cas où cette démission risquerait de léser d'importants intérêts de la collectivité, la Couronne peut requérir des fonctionnaires qu'ils continuent leur service pendant une nouvelle période de trois mois. Si le conflit porte sur l'institution d'un barème des traitements destiné à remplacer l'ancien barème, la durée de validité de l'ancienne convention doit, de plus, avoir expiré. Les fonctionnaires de l'Etat sont censés ne pas avoir le droit de grève. Les gestes de

solidarité sont interdits. Ce qui précède ne s'applique pas aux conflits relatifs à la validité d'une convention sur le barème des traitements ni concernant l'interprétation d'une telle convention. Sauf si les parties conviennent de soumettre l'affaire à l'arbitrage privé, ces conflits doivent être soumis au Tribunal du travail. Ce Tribunal est un tribunal spécial qui a été institué par une loi du 5 mai 1927. La loi du 18 juillet 1958 (n° 2) a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 397 à 406.

9. Loi du 12 décembre 1958 (n° 7) relative aux *prisons*. Cette loi remplace la loi du 12 décembre 1903 relative aux prisons et aux travaux forcés. Cette loi prévoit un traitement différencié des détenus. Ainsi, la répartition des condamnés entre les diverses prisons et établissements doit se faire en tenant compte de l'âge de l'intéressé, de son casier judiciaire, de son caractère et de ses aptitudes. Sur ce point, la loi codifie les règles concernant l'enquête personnelle. Dès que possible après l'arrestation d'un individu, une enquête doit être faite sur ses relations personnelles et sociales. La nouvelle loi permet la création d'établissements ne comportant pas de dispositions spéciales de sécurité (établissements ouverts). Le condamné qui paraît apte à être détenu dans des conditions de plus grande liberté peut être placé dans un établissement ouvert si l'on estime que cette mesure est de nature à favoriser son adaptation à la vie en société. Les dispositions relatives à la mise en probation ont également été partiellement modifiées. En principe, désormais, l'individu qui a été condamné à une peine de prison peut être mis en probation s'il a purgé les deux tiers de sa peine, s'élevant à quatre mois au moins, y compris éventuellement la durée de la détention préventive. L'individu qui a été condamné à une peine d'emprisonnement de trois ans ou plus peut être mis en probation quand il a purgé la moitié de sa peine, si cette mesure semble particulièrement justifiée. Pour le reste, on peut citer les dispositions suivantes de la loi. Les détenus doivent être affectés à un travail approprié qu'ils sont tenus d'exécuter. Ils ont droit à recevoir une rémunération pour ce travail selon des dispositions détaillées. Les détenus, pour raisons de santé, peuvent recevoir une faible somme à titre de salaire journalier. Les détenus doivent avoir les moyens d'étudier, de lire et de se livrer à d'autres occupations en dehors des heures de travail. Si on le juge utile, une formation et une instruction peuvent leur être données. Ils doivent recevoir le contrôle médical nécessaire. Le détenu malade peut être envoyé à l'hôpital s'il ne peut recevoir le traitement approprié dans l'établissement. Les détenus ont le droit de recevoir des visites de leurs plus proches parents et des autres personnes avec lesquelles il est important pour eux d'avoir des rapports. Les visites peuvent être refusées s'il existe un motif particulier de croire qu'elles risquent d'avoir un effet nuisible. Des règles analogues sont applicables à la correspondance. Conformément à des dispositions détaillées, les détenus peuvent bénéficier d'un bref congé. La

privation de la liberté peut être suspendue si l'état de santé du détenu le justifie ou si d'autres motifs graves l'exigent. La loi est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1959. Elle a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 666 à 678.

10. La loi du 12 décembre 1958 (n° 8) a apporté des modifications d'ordre secondaire à la loi du 1^{er} juin 1928 relative au *traitement éducatif des jeunes délinquants*. Il est prévu que l'élève inapte au traitement dans une section ouverte peut recevoir un traitement dans une section fermée. L'élève qui présente des déficiences mentales marquées peut être envoyé dans un établissement où il sera placé sous bonne garde. La durée de détention normale dans les maisons de redressement est de deux ans, avec faculté de mise en probation au bout d'un an et demi. En raison du désir d'un traitement plus individuel, la mise en probation peut maintenant être accordée un an avant l'expiration du délai de deux ans. En revanche, la durée de la détention peut être prolongée d'un an au maximum au-delà du délai de deux ans si le but du traitement ne semble pas avoir été atteint ou en raison d'autres motifs graves. A sa sortie de l'établissement, l'élève est toujours mis en probation. Le délai de la probation est réduit de trois à deux ans. La nouvelle loi est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1959 et elle a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, pages 678 à 680.

11. La loi du 12 décembre 1958 (n° 1) a un peu étendu les *dispositions pénales concernant l'esclavage et la*

traite des esclaves figurant dans la loi pénale civile générale du 22 mai 1902. Ces modifications n'ont été provoquées par aucune nécessité pratique en Norvège, mais ont résulté de la signature, le 7 septembre 1956, de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage en date du 25 septembre 1926¹. La loi a été publiée au *Répertoire des lois norvégien* (deuxième partie), 1958, page 659.

II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

Les autorités norvégiennes n'ont connaissance d'aucune décision judiciaire en 1958 qui présente un intérêt spécial en ce qui concerne les droits de l'homme.

III. ACCORDS INTERNATIONAUX²

En 1958, la Norvège a signé les accords internationaux suivants qui intéressent les droits de l'homme :

1. Convention du 1^{er} mars 1954 relative à la procédure civile. Cette convention a été ratifiée par la Norvège le 25 avril 1958 et est entrée en vigueur à son égard le 21 juillet 1958.
2. Convention du 25 juillet 1957 entre la Grande-Bretagne et la Norvège relative à la sécurité sociale. Cette convention a été ratifiée par la Norvège le 7 février 1958 et est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1958.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 301-304.

² Voir aussi p. 320-321.

NOUVELLE-ZÉLANDE

NOTE¹

I. LÉGISLATION

1. *Loi de 1958 modifiant la loi sur l'assistance à l'enfance*

Modifie la loi de 1925 sur l'assistance à l'enfance en y ajoutant des dispositions relatives à l'immatriculation, à l'agrément et à la surveillance des centres de protection de l'enfance. Sont considérés comme centres de protection de l'enfance les établissements dans lesquels trois enfants au moins, n'ayant pas atteint l'âge de 7 ans, reçoivent des soins, pendant tout ou partie de la journée, au cours d'une période inférieure à huit jours consécutifs, que ce soit contre paiement ou gratuitement.

Cette loi a pour effet de placer les jardins d'enfants, crèches et autres institutions privées similaires sous la surveillance de la Division de la protection de l'enfance du Ministère de l'éducation.

2. *Loi de 1958 modifiant la loi sur la diffamation*

Stipule que la loi de 1954 sur la diffamation obligera la Couronne.

3. *Loi de 1958 modifiant la loi sur les causes de divorce et d'annulation du mariage*

Apporte à la loi de 1928 sur les causes de divorce et d'annulation du mariage les modifications suivantes :

Elle augmente le nombre des cas dans lesquels sont reconnus les jugements de divorce ou de nullité rendus par des tribunaux étrangers.

Elle accorde à toute personne impliquée dans une instance le droit de demander que les débats aient lieu en chambre du conseil, c'est-à-dire à huis clos. Auparavant, le demandeur et le défendeur étaient seuls habilités à présenter cette demande. Désormais, le tribunal peut, à la requête de l'un quelconque des participants au procès ou de son propre chef, décider que les débats se dérouleront en chambre du conseil, s'il estime que l'intérêt des bonnes mœurs l'exige.

La loi limite, en outre, les indications sur la procédure de divorce qui peuvent être publiées dans la presse. Peuvent être divulgués, le nom, l'adresse et la profession des parties et des témoins, les motifs invoqués, un bref exposé des chefs d'accusation, de défense et de contre-accusation qui ont fait l'objet de dépositions, les conclusions sur les points de droit, le résumé du juge et les conclusions du jury (lorsqu'il y a lieu) ainsi que la décision rendue par le tribunal et les ob-

servations qui l'accompagnent. Toutefois, s'il le juge bon, le tribunal peut autoriser la publication d'autres éléments du procès.

Ces dispositions restrictives ne s'appliquent pas aux revues de caractères technique, destinées aux hommes de loi, aux médecins, aux psychologues ou aux travailleurs sociaux. La loi ne porte pas atteinte au pouvoir que possède le tribunal d'interdire la publication, par quelque moyen que ce soit, de tout ou partie d'un rapport ou compte rendu relatif à l'audition des témoins ou à toute autre phase de la procédure.

4. *Loi de 1958 modifiant la loi sur les procès entre époux et entre parents et enfants*

Cette loi limite les indications qui peuvent être publiées sur un procès entre parents, une fois la cause entendue et le jugement rendu. Ces restrictions sont analogues à celles qu'impose la loi de 1958 modifiant la loi sur les causes de divorce et d'annulation du mariage. Comme cette loi, le nouveau texte fait une exception pour les périodiques techniques destinés à un public spécialisé.

La loi de 1939 sur les procès entre parents considère déjà comme un délit la publication par la presse, avant que la cause ait été entendue et jugée par le *Magistrate*, de toute indication relative à une action en séparation, à une action alimentaire introduite par un époux contre l'autre en vertu de la loi de 1910 sur les indigents, ou relative à une action alimentaire intentée en faveur d'enfants.

5. *Loi de 1958 sur les allocations familiales (accession à la propriété du logement)*

Prévoit que l'allocation hebdomadaire de 15 shillings que la loi de 1938 sur la sécurité sociale accorde pour chaque enfant peut, à certaines conditions, être capitalisée et versée au bénéficiaire pour lui permettre de se procurer un logement. Le fonds en faveur duquel une avance est faite est grevé du montant de cette avance jusqu'à ce que celle-ci soit remboursée ou réputée remboursée.

6. *Loi de 1958 relative aux Conventions de Genève*

Cette loi contient les dispositions législatives nécessaires pour permettre au Gouvernement néo-zélandais de ratifier et de mettre en vigueur les quatre conventions de Genève de 1949 destinées à protéger les victimes de guerre².

¹ Obligeamment communiquée par le Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 344-356.

7. *Loi de 1958 modifiant la loi sur la santé publique*

Permet de prendre des règlements fondés sur la loi de 1956 sur la santé publique et prévoit un système d'enregistrement, d'agrément et de surveillance pour les maisons de retraite. La loi vise à placer sous la surveillance du Département de la santé publique les maisons de retraite privées et les maisons de repos privées pour vieillards.

8. *Loi de 1958 modifiant la loi sur la sécurité sociale*

Augmente le montant de certaines prestations de sécurité sociale et édicte un certain nombre d'autres dispositions.

Ces dispositions permettent le paiement anticipé, pendant une période ne dépassant pas cinquante-deux semaines, d'une allocation familiale pour le premier enfant d'un mariage ou un enfant qui a commencé sa première année d'enseignement postprimaire; prévoient que, pour le calcul de l'allocation en espèces versée aux personnes âgées de 65 ans, il n'est pas tenu compte d'un revenu n'excédant pas 52 livres par an; confèrent enfin à la Commission de la sécurité sociale le pouvoir de consentir des avances de 200 livres au maximum à des personnes bénéficiant d'allocations de vieillesse ou autres pour leur permettre d'effectuer des réparations et des travaux d'entretien indispensables dans leurs maisons.

9. *Loi de 1958 modifiant la loi sur les pensions de guerre*

Augmente le montant de certaines pensions et d'allocations de guerre. Elle élève également la limite du revenu qu'un pensionné peut tirer d'autres sources dans les cas où il est tenu compte de ce revenu et de celui du conjoint pour fixer le montant d'une pension et où l'un des deux conjoints au moins est âgé de plus de 65 ans.

La loi prévoit qu'un conseil des pensions de guerre peut refuser une pension ou accorder une pension réduite s'il estime que le requérant s'est privé d'un bien ou d'un revenu pour pouvoir prétendre à une pension ou toucher une pension plus élevée.

10. *Loi de 1958 modifiant la loi sur la réparation des accidents du travail*

Englobe dans les frais de médecin ou de chirurgien qu'un employeur doit payer pour son employé les frais de premiers secours, d'hospitalisation et de physiothérapie. La loi prévoit également que, pour fixer le montant d'une indemnité, il n'est tenu aucun compte des sommes qui peuvent revenir à un travailleur en vertu d'une police d'assurance sur la vie ou contre les accidents contractée par son employeur.

II. RÈGLEMENTS

1. *Règlement de 1958 sur l'assurance-responsabilité civile des employeurs*

Ce règlement institue un nouveau barème des primes d'assurance-responsabilité civile des employeurs,

qui remplace celui qui figurait dans l'annexe II du règlement de 1957 sur l'assurance-responsabilité civile des employeurs.

2. *Règlement de 1958 sur la santé publique (infirmes et personnes délaissées)*

Ce règlement fixe la procédure d'hospitalisation des vieillards, infirmes ou personnes délaissées qui vivent dans des conditions insalubres ou qui ne reçoivent pas les soins ou l'attention voulus. Il remplace un règlement de 1921.

3. *Règlement de 1958 sur les établissements pénitentiaires (appels)*

Ce règlement dispose que le détenu qui fait appel d'une condamnation ou d'une ordonnance doit être traité comme s'il était en détention préventive, à moins qu'il ne soit détenu pour un autre motif. Il est libre de ne pas demander à bénéficier de ce traitement spécial, auquel cas il continue à subir sa peine. En revanche, s'il est mis au régime spécial de la détention préventive, sa peine est suspendue.

4. *Règlement de 1958 sur les mariages par procuration*

Ce règlement organise la procédure applicable à la célébration des mariages par procuration qu'autorise la loi de 1955 sur le mariage. La célébration d'un mariage par procuration est interdite à moins que l'on ne remette au ministre officiant ou à l'officier de l'état civil une pièce contenant le consentement de la partie absente, la désignation d'un représentant et une déclaration de la partie absente indiquant qu'à sa connaissance il n'existe pas d'empêchement au mariage.

5. *Règlement de 1958 sur la sécurité sociale (prestations en espèces)*

Ce règlement apporte au règlement de 1939 sur la sécurité sociale les modifications nécessaires pour donner effet au titre III de la loi de 1958 modifiant la loi sur la sécurité sociale.

6. *Ordonnance n° 1 (1958) modifiant l'ordonnance de 1957 sur les indemnités pour accidents du travail*

Cette ordonnance modifie l'ordonnance de 1957 sur les indemnités pour accidents du travail en englobant dans les frais médicaux remboursables l'indemnité kilométrique réclamée par un médecin qui a soigné un travailleur blessé hors de son cabinet ou de son domicile et au-delà des limites communales. Une autre modification précise le montant maximum qui peut être payé à un travailleur pour frais de radio-diagnostic et fixe un maximum spécial au remboursement des frais médicaux afférents à des soins donnés à des travailleurs hospitalisés.

III. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

1. *Convention (n° 104) concernant l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Genève, le 21 juin 1955*¹

Pas de signature nécessaire. Instrument de ratification déposé le 28 juin 1956. Cet instrument a étendu l'application de la convention à l'archipel Cook (y compris Niue) et aux îles Tokelau. Une déclaration enregistrée le 25 mars 1958 a étendu l'application de la Convention au Territoire sous tutelle du Samoa occidental. Convention entrée en vigueur le 7 juin

1958 pour la Nouvelle-Zélande, l'archipel Cook (y compris Niue), les îles Tokelau et le Territoire sous tutelle du Samoa occidental.

2. *Convention sur la nationalité de la femme mariée, conclue à New York le 20 février 1957*²

Signée au nom de la Nouvelle-Zélande le 7 juillet 1958. Instrument de ratification déposé le 17 décembre 1958. Entrée en vigueur pour la Nouvelle-Zélande, l'archipel Cook (y compris Niue), les îles Tokelau et le Territoire sous tutelle du Samoa occidental, le 17 mars 1959.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 331-333.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 309-310.

PAKISTAN

NOTE¹

La Constitution du Pakistan, qui est entrée en vigueur le 23 mars 1956, a été abrogée par la proclamation du Président en date du 7 octobre 1958. Cependant, le Président a promulgué le décret de 1958 sur le maintien en vigueur des lois, en vertu duquel les textes de loi autres que l'ancienne Constitu-

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent du Pakistan auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

tion, les ordonnances, etc., qui étaient applicables avant la proclamation demeurent en vigueur. Le décret stipule également que le Gouvernement du pays, qui sera désormais dénommé le Pakistan, et non plus la République islamique du Pakistan, sera gouverné, dans toute la mesure du possible, conformément aux dispositions de l'ancienne Constitution. La promulgation de ce décret assure l'ordre légal qui est la garantie première des droits de l'homme.

DÉCRET PRÉSIDENTIEL N° 1 DE 1958, DU 10 OCTOBRE 1958, FAISANT SUITE A LA PROCLAMATION

(DÉCRET DE 1958 SUR LE MAINTIEN EN VIGUEUR DES LOIS)¹

En vertu de la proclamation du 7 octobre 1958² et de tous les pouvoirs qui lui sont conférés à cet effet, le Président décide de prendre et de promulguer le présent décret :

1. 1) Le présent décret pourra être dénommé « Le Décret de 1958 sur le maintien en vigueur des lois ».

2) Il entrera en vigueur immédiatement et sera réputé avoir pris effet en même temps que la proclamation du 7 octobre 1958, ci-après dénommée « la Proclamation ».

3) Il s'applique à l'ensemble du Pakistan.

2. 1) Nonobstant l'abrogation, par la proclamation, de la Constitution du 23 mars 1956, ci-après dénommée « l'ancienne Constitution », et sous réserve de tout décret présidentiel ou de tout règlement pris par le magistrat principal chargé de l'application de la loi martiale, la République, désormais dénommée « le Pakistan », sera gouvernée autant que possible conformément à l'ancienne Constitution.

2) Sous réserve des dispositions ci-dessus, tous les tribunaux qui existaient à la date de la proclamation sont maintenus et, sous réserve en outre des dispositions du présent décret, ils conservent leurs pouvoirs et leur compétence.

¹ Publié dans *The Gazette of Pakistan Extraordinary* du 10 octobre 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² La proclamation du 7 octobre 1958 a eu notamment pour effet d'abroger la Constitution du 23 mars 1956 (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 186-193), de dissoudre l'Assemblée nationale et les assemblées provinciales et de supprimer tous les partis politiques.

3) Le droit formulé par la Cour suprême s'impose au respect de tous les tribunaux du Pakistan.

4) La Cour suprême et les tribunaux supérieurs ont le pouvoir de rendre des ordonnances d'*habeas corpus*, de *mandamus*, de *prohibition*, de *quo warranto* et de *certiorari*.

5) Aucune ordonnance ne sera rendue contre le magistrat principal chargé de l'application de la loi martiale, contre son adjoint ou contre une personne exerçant des pouvoirs ou une compétence sous l'autorité de l'un ou de l'autre.

...

4. 1) Nonobstant l'abrogation de l'ancienne Constitution et sous réserve de tout décret présidentiel ou de tout règlement pris par le magistrat principal chargé de l'application de la loi martiale, toutes les lois autres que l'ancienne Constitution et tous les arrêtés, les ordres en conseil, les décrets autres que les décrets pris par le Président en vertu de l'ancienne Constitution, les décrets pris par le Président en vertu de l'ancienne Constitution qui figurent dans l'annexe au présent décret, les ordonnances, règlements, notifications et autres instruments juridiques qui, à la date de la proclamation, étaient en vigueur sur tout ou partie du territoire pakistanais ou avaient un effet extra-territorial resteront en vigueur dans toutes leurs dispositions applicables et sous réserve des adaptations nécessaires que le Président pourra juger bon d'y apporter, jusqu'à ce qu'ils aient été abrogés ou modifiés par l'autorité compétente.

...

6. Quiconque était, à la date de la proclamation, au service du Pakistan au sens du paragraphe 1 de

l'article 218 de l'ancienne Constitution et quiconque exerçait, à la date de la proclamation, les fonctions de gouverneur, de juge de la Cour suprême ou d'un tribunal supérieur, de contrôleur ou de vérificateur général des comptes, de procureur général ou d'avocat général, restera au service du Pakistan ou continuera d'exercer lesdites fonctions dans les mêmes con-

ditions, et conservera les privilèges dont il pouvait jouir.

7. Toute disposition légale prévoyant le renvoi à un comité consultatif des affaires concernant les mandats de détention est sans effet.

. . .

PANAMA

LOI N° 60 PORTANT RÉFORME DE CERTAINS ARTICLES DE LA LOI N° 67 DU 11 NOVEMBRE 1947

(18 décembre 1958)¹

Article premier. Le Code du travail est modifié conformément aux articles suivants :

Article 2. L'article 164 est rédigé comme suit :

« *Article 164.* Le repos hebdomadaire obligatoire doit être donné de préférence le dimanche. Toutefois, il peut être stipulé, en faveur des travailleurs, une période de vingt-quatre heures consécutives de repos un jour différent, en remplacement du repos dominical, conformément à l'article suivant.

« Lorsque un jour de fête nationale tombe un dimanche, il est accordé aux travailleurs un jour de compensation le lundi suivant.

« Lorsqu'un jour de fête nationale tombe un autre jour de la semaine et coïncide avec le jour de repos d'un travailleur, celui-ci aura le droit de prendre un autre jour de compensation durant la même semaine. »

Article 3. L'article 166 est rédigé comme suit :

« *Article 166.* Le travail exécuté le dimanche sera payé avec une majoration de 50 pour 100 du salaire

de la journée ordinaire de travail, soit le salaire normal plus la moitié du salaire journalier.

« Le travail exécuté un jour de fête nationale ou de deuil national décrété par l'organe exécutif ainsi qu'il est prévu à l'article 169, sera payé avec une majoration de 150 pour 100 du salaire de la journée ordinaire de travail, soit le salaire normal plus une fois et demie le salaire journalier.

« *Remarque:* Il est entendu que la majoration de 150 pour 100 mentionnée ci-dessus comprend la rémunération de la journée de repos, conformément aux dispositions de l'article 167. »

Article 4. La présente loi complète l'article 164 et modifie l'article 166 de la loi n° 67 du 11 novembre 1947 ; elle abroge le décret n° 139 du 10 mai 1949 et entrera en vigueur dès sa promulgation.

Article 5. L'article 167 est rédigé comme suit :

« *Article 167.* Le repos des jours de fête nationale et de deuil national décrétés par l'organe exécutif ainsi qu'il est prévu à l'article 169 sera rémunéré comme s'il s'agissait d'une journée ordinaire de travail. »

¹ Texte dans *Gaceta Oficial* n° 13733, du 12 janvier 1959.
Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

PAYS-BAS

CONSTITUTION DU ROYAUME DES PAYS-BAS

telle qu'elle a été promulguée par Décret royal du 11 septembre 1956

(*Staatsblad* n° 472)¹

Chapitre I

DU ROYAUME ET DE SES HABITANTS

Art. 1. Le territoire du Royaume des Pays-Bas comprend les Pays-Bas, Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

Art. 2. Sauf disposition contraire du texte même de la Constitution, celle-ci n'a force obligatoire que pour le Royaume en Europe.

Toute mention du Royaume dans les articles suivants ne doit s'entendre que du Royaume en Europe.

Les institutions politiques de la Nouvelle-Guinée néerlandaise sont réglées par la loi.

Art. 4. Tous ceux qui se trouvent sur le territoire du Royaume ont un droit égal à la protection de leur personne et de leurs biens.

La loi règle l'admission et l'expulsion des étrangers, ainsi que les conditions générales auxquelles des traités d'extradition pourront être conclus avec les puissances étrangères.

Art. 5. Toutes les fonctions publiques sont accessibles à tous les Néerlandais.

Nul étranger ne peut être nommé à une fonction publique, si ce n'est conformément à la loi.

Art. 6. La loi dispose qui est Néerlandais et qui est résident.

La naturalisation a lieu par la loi ou en vertu de la loi.

Les effets de la naturalisation à l'égard de l'épouse et des enfants mineurs du naturalisé sont réglés par la loi.

Art. 7. Nul n'a besoin d'une autorisation préalable pour publier, par la voie de la presse, ses idées ou ses opinions, sauf à en répondre conformément à la loi.

¹ Ce décret royal a promulgué le texte de la Constitution tel qu'il résulte des amendements apportés à la Constitution par les lois du Royaume du 23 août 1956 (*Staatsblad* nos 435 à 438) et par les lois du 23 août 1956 (*Staatsblad* nos 439 à 445). Traduction du Secrétariat des Nations Unies

Les dispositions reproduites ici sont essentiellement le texte amendé des articles de la Constitution qui ont été reproduits dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 190 à 195, ou commentés dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 239 et 240. Le chapitre XIV de la Constitution, dont les articles 208 à 211 figuraient dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 194 et 195, a été abrogé.

Art. 8. Chacun a le droit d'adresser des pétitions au pouvoir compétent, à condition de le faire par écrit.

Toute pétition doit être signée par le pétitionnaire. Une signature ne peut être donnée pour autrui qu'en vertu d'une procuration écrite, annexée à la pétition.

Les organisations légalement constituées peuvent adresser des pétitions à l'autorité compétente, mais uniquement sur des questions relevant de leur domaine d'activité particulier.

Art. 9. Le droit d'association et de réunion est garanti aux résidents.

La loi règle et limite l'exercice de ces droits dans l'intérêt de l'ordre public.

Chapitre II

DU ROI

Section 6. Des pouvoirs du Roi

Art. 60. Les accords avec les puissances étrangères et avec les organisations jouissant du statut juridique international sont conclus par le Roi ou, avec son autorisation et, pour autant que l'accord le requiert, ratifiés par le Roi.

Les accords sont communiqués aux Etats généraux dès que faire se peut ; ils ne sont ratifiés et n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par les Etats généraux.

Il n'appartient pas au pouvoir judiciaire d'apprécier la constitutionnalité des accords internationaux.

Art. 61. L'approbation est donnée expressément ou tacitement.

L'approbation expresse est donnée aux termes d'une loi.

Art. 63. Si le développement de l'ordre juridique international l'exige, il peut être dérogé, dans un accord, aux dispositions de la Constitution. Dans ce cas, l'approbation ne peut être donnée qu'expressément ; les Chambres des Etats généraux ne peuvent adopter un projet de loi à cet effet qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Art. 66. Les dispositions légales en vigueur dans le Royaume ne seront pas appliquées au cas où leur application serait incompatible avec des dispositions, obli-

gatoires pour tous, contenues dans des accords conclus soit avant, soit après l'entrée en vigueur desdites dispositions légales.

Art. 67. Sous réserve, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 63, des compétences législatives, administratives et judiciaires peuvent être déléguées, aux termes ou en vertu d'un accord, à des organisations jouissant du statut juridique international.

Les articles 65 et 66 sont applicables par analogie aux décisions des organisations jouissant du statut juridique international.

Chapitre III

DES ETATS GÉNÉRAUX

Section 1. De la composition des Etats généraux

Art. 88. Les Etats généraux représentent le peuple néerlandais dans son ensemble.

Art. 89. Les Etats généraux sont divisés en une Première et une Seconde Chambre.

Art. 90. Les membres de la Seconde Chambre sont élus directement par les habitants, tant Néerlandais que reconnus par la loi comme sujets néerlandais, ayant atteint l'âge qui sera fixé par la loi et qui ne pourra être inférieur à 23 ans. Chaque électeur ne dispose que d'une voix.

La loi détermine dans quelle mesure l'exercice du droit de vote est suspendu pour les militaires pendant le temps où ils se trouvent sous les drapeaux.

Sont exclus de l'exercice du droit de vote : ceux qui ont été privés de ce droit par une condamnation judiciaire définitive, ceux qui ont été légalement privés de leur liberté, ceux qui, en vertu d'une décision judiciaire définitive, ont perdu, pour cause d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit, la disposition ou l'administration de leurs biens, ceux qui ont été déchus de la puissance paternelle ou de la tutelle à l'égard d'un ou plusieurs de leurs enfants. La loi retire le droit de vote à titre temporaire ou définitif à tout individu ayant fait l'objet d'une condamnation définitive à une peine privative de liberté de plus d'un an ou prononcée pour cause de mendicité ou de vagabondage ou ayant fait l'objet de plus de deux condamnations définitives pour ivresse publique, prononcées dans un délai qui sera fixé par la loi.

Section 2. De la Seconde Chambre des Etats généraux

Art. 94. Pour être membre de la Seconde Chambre, il faut remplir les conditions suivantes : être Néerlandais ou reconnu par la loi comme sujet néerlandais, avoir 30 ans révolus, ne pas être déchu de l'éligibilité, ni exclu de l'exercice du droit de vote en vertu des règles énoncées au troisième alinéa de l'article 90, exception faite de la privation judiciaire de liberté et de la condamnation à une peine privative de liberté pour une autre cause que la mendicité, le vagabondage ou l'ivresse publique.

Section 3. De la Première Chambre des Etats généraux

Art. 100. Pour être membre de la Première Chambre, il faut satisfaire aux mêmes conditions que pour être éligible à la Seconde Chambre.

Chapitre IV

DES ETATS PROVINCIAUX ET DES ADMINISTRATIONS COMMUNALES

Section 1. De la composition des Etats provinciaux

Art. 137. Les membres des Etats provinciaux sont élus au suffrage direct pour une durée que la loi fixera, par les habitants de la province, tant Néerlandais que reconnus par la loi comme sujets néerlandais, ayant atteint l'âge qui sera fixé par la loi et qui ne pourra être inférieur à 23 ans . . .

Section 3. Des administrations communales

Art. 152. A la tête de la commune se trouve un conseil dont les membres sont élus directement, pour un nombre d'années déterminé, par les habitants de la commune, tant Néerlandais que reconnus par la loi comme sujets néerlandais, ayant atteint l'âge que la loi fixera et qui ne pourra être inférieur à 23 ans . . .

Chapitre VII

DE LA JUSTICE

Section 1. Dispositions générales

Art. 165. L'expropriation ne peut avoir lieu qu'après qu'une loi a déclaré qu'elle était d'utilité publique et moyennant une indemnité préalablement versée ou garantie, conformément aux dispositions de la loi.

La loi détermine les cas dans lesquels cette déclaration préalable d'utilité publique n'est pas requise.

Le versement ou la garantie préalable de l'indemnité n'est pas nécessaire lorsqu'une guerre, un danger de guerre, une insurrection, un incendie ou une inondation exige une prise de possession immédiate.

Le présent article n'est pas applicable en matière d'usage de la terre d'autrui pour la réparation des digues (*aardbaling*), là où ce droit existait en 1886.

Art. 166. Si l'intérêt public exige qu'une propriété soit détruite par l'autorité publique ou rendue définitivement ou temporairement inutilisable, cette mesure sera prise moyennant indemnité, sauf disposition contraire de la loi.

L'usage des propriétés pour la préparation et la réalisation des inondations militaires en cas de nécessité résultant d'une guerre ou d'un danger de guerre, est réglé par la loi.

Art. 167. Tous les litiges sur la propriété et les droits qui en dérivent, les créances et autres droits civils, sont exclusivement du ressort de l'autorité judiciaire.

Art. 168. La loi peut déléguer la solution de litiges autres que ceux visés à l'article 167, soit aux tribunaux ordinaires, soit à un collège investi de la juridiction administrative. Elle règle la procédure et les effets des décisions.

Art. 169. Les tribunaux établis par la loi sont seuls à exercer le pouvoir judiciaire. La loi peut disposer que les litiges spécifiés par elle, parmi ceux qui sont visés à l'article 167, seront jugés avec la participation de personnes n'appartenant pas à l'ordre judiciaire.

Art. 170. Nul ne peut contre son gré être distrait du juge que la loi lui assigne.

La loi règle la manière de trancher les conflits de juridiction entre les pouvoirs administratif et judiciaire.

Art. 171. Hormis les cas déterminés par la loi, nul ne peut être arrêté que sur ordonnance du juge, indiquant les motifs de l'arrestation. Cette ordonnance doit être notifiée à la personne contre laquelle elle est délivrée, soit au moment de l'arrestation, soit le plus tôt possible après l'arrestation.

La loi détermine la forme de cette ordonnance et le délai dans lequel toutes les personnes arrêtées doivent être entendues.

Art. 172. Il n'est permis de pénétrer dans un domicile contre le gré de son occupant que dans les cas prévus par la loi, en vertu d'un mandat spécial ou général émanant d'une autorité désignée par la loi.

La loi règle les formes auxquelles est soumis l'exercice de ce pouvoir.

Art. 173. Le secret des lettres confiées à la poste ou à tout autre service public de transport est inviolable, sauf sur mandat du juge dans les cas spécifiés par la loi.

Art. 174. La confiscation générale des biens d'un coupable ne saurait être prononcée à titre de peine pour quelque infraction que ce soit.

Art. 175. Tous les jugements doivent exposer les motifs sur lesquels ils sont fondés et, en matière pénale, les dispositions légales sur lesquelles repose la condamnation.

Les jugements sont prononcés en audience publique.

Sauf les exceptions déterminées par la loi, les audiences sont publiques.

Le juge peut s'écarter de cette règle dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Pour certains actes punissables que la loi déterminera, il peut être également dérogé aux dispositions des premier et deuxième alinéas.

Chapitre VIII

DU CULTE

Art. 181. Chacun professe ses opinions religieuses en toute liberté, sous réserve que la société et ses membres soient protégés contre les infractions à la loi pénale.

Art. 182. Une protection égale est accordée à toutes les confessions religieuses du Royaume.

Art. 183. Les adeptes des divers cultes jouissent tous des mêmes droits civils et politiques, et le même accès leur est ouvert aux dignités, fonctions et emplois.

Art. 184. L'exercice public de tous les cultes est permis à l'intérieur des édifices et lieux fermés, sous réserve des mesures nécessaires pour assurer la tranquillité et l'ordre publics.

Sous la même réserve, l'exercice public du culte est autorisé hors des édifices et lieux fermés, partout où les lois et règlements actuels le permettent.

...

Art. 186. Le Roi veille à ce que toutes les confessions religieuses se conforment aux lois de l'Etat.

Art. 187. L'intervention du Gouvernement n'est exigée, ni pour la correspondance avec les chefs des diverses églises, ni pour la publication des instructions ecclésiastiques, sous réserve des compétences que lui confère la loi.

Chapitre IX

DES FINANCES

Art. 188. Aucun impôt ne peut être levé au profit du Trésor du Royaume qu'en vertu d'une loi.

Cette disposition est également applicable aux taxes perçues pour l'usage d'ouvrages et installations publics, pour autant que la réglementation de ces taxes n'est pas réservée au Roi.

...

Chapitre X

DE LA DÉFENSE

Art. 194. Tous les Néerlandais qui sont aptes à le faire doivent contribuer à maintenir l'indépendance du Royaume et à défendre son territoire.

Cette obligation peut également être imposée aux résidents qui ne sont pas Néerlandais.

Art. 195. La défense des intérêts de l'Etat est assurée par des forces armées composées d'engagés volontaires et de conscrits.

La loi règle les modalités du service militaire obligatoire. Elle règle également les obligations qui peuvent être imposées, pour la défense du pays, à ceux qui n'appartiennent pas aux forces armées.

Art. 196. La loi fixera les conditions auxquelles l'exemption du service militaire peut être accordée pour de sérieuses objections de conscience.

...

Art. 201. Toutes les dépenses relatives aux armées du Royaume sont à la charge du Trésor public.

Le logement et l'entretien des militaires, les transports et fournitures de toute nature requis pour les troupes et les ouvrages de défense du Royaume, ne peuvent être mis à la charge, soit d'un ou de plusieurs habitants, soit d'une ou de plusieurs communes, que conformément à des règles générales qui seront établies par la loi et moyennant indemnité.

Les exceptions à ces règles générales en cas de guerre, de danger de guerre ou d'autres circonstances extraordinaires, sont déterminées par la loi.

Il appartient au Roi de décider s'il y a danger de guerre au sens où cette expression s'entend dans les lois de l'Etat.

Art. 202. Pour le maintien de la sûreté extérieure ou intérieure, toute fraction du territoire du Royaume peut être déclarée, par le Roi ou au nom du Roi, en état de guerre ou en état de siège. La loi détermine les modalités de cette déclaration et les cas où elle peut être faite et elle en règle les effets.

Il peut être décidé dans cette réglementation que les attributions constitutionnelles de l'autorité civile concernant l'ordre public et la police passeront en totalité ou en partie à l'autorité militaire, et que les autorités civiles seront subordonnées aux autorités militaires.

Il peut en outre, à cette occasion, être dérogé aux articles 7, 9, 172 et 173 de la Constitution.

En cas de guerre, il peut aussi être dérogé au premier alinéa de l'article 170.

Art. 203. Pour le maintien de la sûreté extérieure ou intérieure il peut, dans des circonstances extraordinaires, être décidé par le Roi ou en son nom, pour toute fraction du territoire du Royaume, que les attributions constitutionnelles d'organes de l'autorité civile concernant l'ordre public et la police passeront en totalité ou en partie à d'autres organes de l'autorité civile. La loi détermine les modalités de cette décision et les cas où elle peut intervenir et elle en règle les effets.

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 202 sont applicables en l'espèce.

...

Chapitre XII

DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Art. 208. L'enseignement est l'objet de la sollicitude constante du Gouvernement.

L'enseignement est libre, sous réserve de la surveillance de l'autorité et sous réserve aussi, en ce qui

concerne l'enseignement de formation générale, tant primaire que moyen, de l'examen de l'aptitude et de la moralité du personnel enseignant, le tout devant être réglé par la loi.

L'enseignement public est réglé par la loi, dans le respect des sentiments religieux de chacun.

Dans chaque commune sera dispensé par les soins de l'autorité, dans un nombre d'écoles suffisant, un enseignement primaire public donnant une formation générale satisfaisante. Toutefois des dérogations à ce principe pourront être accordées aux termes de règlements pris en vertu de la loi, à condition que la possibilité de recevoir l'enseignement public soit assurée.

La qualité de l'enseignement dont les frais sont supportés en totalité ou en partie par le Trésor public, devra répondre aux conditions fixées par la loi, compte tenu, en ce qui concerne l'enseignement privé, de la liberté d'orientation.

Pour l'enseignement primaire de formation générale, ces conditions seront réglées de telle sorte que la qualité de l'enseignement privé dont les frais sont supportés en totalité ou en partie par le Trésor public, et celle de l'enseignement public, soient pareillement garanties de manière appropriée. Cette réglementation respectera, en particulier, la liberté de l'enseignement privé pour ce qui est du choix des moyens d'enseignement et de la nomination du personnel enseignant.

Les frais de l'enseignement privé dispensant une instruction primaire de formation générale et satisfaisant aux conditions fixées par la loi, seront à la charge du Trésor public dans la même mesure que ceux de l'enseignement public. La loi fixera les conditions de l'octroi de subventions du Trésor public à l'enseignement privé dispensant une instruction moyenne de formation générale et à l'enseignement supérieur préparatoire privé.

Le Roi fera présenter tous les ans aux Etats généraux un rapport sur la situation de l'enseignement.

Art. 209. L'assistance publique est l'objet de la sollicitude constante du Gouvernement, et elle est réglée par la loi. Le Roi fera présenter tous les ans aux Etats généraux un rapport détaillé des mesures prises en cette matière.

...

EMPLOI DES FEMMES MARIÉES DANS L'ENSEIGNEMENT¹

La loi du 4 août 1958 (*Staatsblad* 1958, n° 387), modifiant la loi de 1920 sur l'enseignement primaire, a mis fin à l'interdiction générale de maintenir à leur poste, dans les établissements d'enseignement primaire publics, les membres féminins du personnel enseignant qui contractent mariage. Cependant, vu le caractère constitutionnel des autres dispositions en vigueur

relatives au statut des fonctionnaires des collectivités locales (en l'occurrence, des municipalités), celles-ci peuvent toujours, en raison de l'autonomie dont elles jouissent, définir le statut de leurs fonctionnaires, et notamment du personnel enseignant féminin des écoles primaires municipales, de façon à conserver la faculté de révoquer les femmes fonctionnaires, y compris celles qui appartiennent au personnel enseignant, en cas de mariage.

Cette loi a également levé l'interdiction de maintenir à leur poste, dans les établissements primaires

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Gouvernement des Pays-Bas. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

privés entretenus en partie ou totalement par des fonds publics, les membres féminins du personnel enseignant qui contractent mariage. Cependant, les organismes privés dont ces établissements dépendent peuvent ne pas faire usage du droit qui leur est donné de les maintenir à leur poste.

L'interdiction de maintenir à leur poste les membres féminins du personnel enseignant après leur mariage, auparavant en vigueur dans les collèges classiques et

modernes et dans les établissements secondaires de jeunes filles relevant de l'Etat, a également été levée. Les femmes membres du personnel enseignant des collèges classiques et modernes et des établissements secondaires de jeunes filles relevant de collectivités locales (municipalités) et d'organismes privés sont dans une situation identique à celle de leurs collègues des établissements primaires relevant de ces mêmes collectivités ou d'organismes privés: elles peuvent être révoquées lorsqu'elles contractent mariage.

PHILIPPINES

NOTE¹

A. LÉGISLATION

Droit de bénéficier du progrès scientifique

a) La loi de la République n° 2067, adoptée le 13 juin 1958, a pour but « d'intégrer, de coordonner et d'intensifier la recherche et le progrès scientifique et technologique et d'encourager l'invention ». Les dispositions pertinentes de cette loi sont les suivantes :

« Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article XIV de la Constitution, la politique de l'Etat est de promouvoir la recherche et le développement scientifique et technologique, d'encourager l'invention et d'utiliser les connaissances scientifiques comme instruments efficaces du progrès national. (Chapitre 2.)

« Dans la mise en œuvre de cette politique, le Gouvernement, conformément aux dispositions de la présente loi :

« 1) Stimulera et orientera la recherche scientifique, technique et technologique de manière à répondre aux besoins essentiels et immédiats de la population ;

« 2) Procédera à l'inventaire des ressources scientifiques, techniques et technologiques du pays et élaborera un programme complet pour le développement de ces ressources et leur utilisation maximum en vue de résoudre les problèmes du pays ;

« 3) Renforcera le système d'enseignement du pays, de façon à assurer constamment la formation de savants et de techniciens compétents ;

« 4) Stimulera l'initiative privée et individuelle dans le domaine de la recherche scientifique, fondement du progrès des sciences ;

« 5) Favorisera et encouragera la diffusion des résultats de la recherche scientifique et technologique et leur application générale ;

« 6) Encouragera et aidera le secteur national et le secteur étranger à participer activement à l'assistance financière, technique et autre visant à développer les activités scientifiques et techniques ;

« 7) Favorisera la coordination et la coopération dans le domaine de la recherche en vue d'assurer la concentration des efforts, de réduire les doubles emplois et de permettre ainsi de réaliser le maximum de progrès ;

« 8) Assurera l'établissement de normes, déterminera les mesures à prendre pour contrôler la qualité

et fournira les moyens de documentation nécessaires ;

« 9) Encouragera l'étude des sciences pures et fondamentales. » (Chapitre 3.)

En vue de la mise en œuvre des dispositions du chapitre 3, la loi prévoit la création d'un Conseil national pour l'avancement des sciences, ainsi que d'un Institut national des sciences et de la technologie et d'une Commission de l'énergie atomique des Philippines, qui seront placés sous l'autorité du Conseil.

B. DÉCISIONS JUDICIAIRES

1. *Droit d'être entendu par un tribunal impartial*

a) Ministère public *c.* Magbanua, 54 O.G. (15) 4500. *Exposé des faits*: Le requérant, Virgilio Masiga, était inculpé d'homicide. Lorsque l'affaire est venue devant le tribunal, le requérant a demandé que le tribunal s'en dessaisisse pour la raison qu'il n'avait pas été procédé à une enquête préliminaire. Le tribunal a rejeté sa demande, et l'affaire a été jugée. Le tribunal de première instance a reconnu le requérant coupable du crime dont il était accusé et l'a condamné. Le requérant a interjeté appel.

Décision: Un droit fondamental, le droit à une enquête préliminaire, qui fait partie des garanties juridiques, a été violé. L'enquête préliminaire à laquelle le fonctionnaire judiciaire par intérim a procédé n'était pas légalement valable et les renseignements rectifiés sur la base desquels le requérant a été jugé n'avaient aucune valeur juridique. Par conséquent, le tribunal, en rejetant la demande du requérant, qui était présentée dans les délais fixés et qui tendait à ce que le tribunal se dessaisisse de l'affaire et à ce qu'il soit procédé à une nouvelle enquête préliminaire, a commis une erreur réparable. L'enquête préliminaire, effectuée par le tribunal ou par un fonctionnaire judiciaire compétent dans les cas prévus par la loi, fait partie des garanties juridiques. La violation du droit à une telle enquête constitue une erreur réparable.

b) Lunor *c.* Luna, 54 O.G. (38) 8649. *Exposé des faits*: Les requérants demandaient au tribunal d'ordonner aux défendeurs de les réintégrer dans leurs emplois de gardien et de commis-greffier respectivement, postes qui avaient été supprimés lorsque les défendeurs avaient approuvé le budget pour l'exercice financier 1952/53. Le tribunal de première instance a refusé de rendre une telle ordonnance et les requérants ont interjeté appel.

Décision: Avant que leur requête soit rejetée, les demandeurs avaient au moins le droit d'être entendus et devaient avoir une possibilité raisonnable de prou-

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Secrétaire des affaires étrangères des Philippines. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

ver qu'ils étaient capables de remplir leur emploi et qu'ils n'avaient rien fait pour perdre la confiance du Conseil municipal. Il est généralement admis que le pouvoir de créer implique le pouvoir de supprimer. Cependant, de par la nature même des choses, le pouvoir de supprimer, d'abolir et de réorganiser n'est pas absolu et ne peut être exercé sans limitations, par pur caprice et arbitrairement. Il est admis que lorsqu'un poste est créé par la loi, l'organe législatif peut, à moins que la Constitution ne l'interdise, exercer un contrôle sur ce poste, modifier les conditions d'emploi ou supprimer le poste lorsqu'à son avis cette mesure paraît nécessaire ou opportune et qu'elle sert l'intérêt public; que ce pouvoir peut être exercé à tout moment et même lorsque le poste est occupé par un titulaire dûment élu ou nommé, car ni la législature ni le peuple n'est dans l'obligation de maintenir un poste devenu inutile au seul profit de son titulaire; et que ni les conditions d'emploi ni le règlement de la fonction publique n'interdit la suppression *bona fide* d'un poste. Néanmoins, il est admis que ce pouvoir doit, dans ce cas, être exercé de bonne foi. Lorsque la suppression de poste constitue un abus de pouvoir et qu'elle est dictée par de mesquines considérations personnelles ou partisans ou par d'autres considérations malveillantes, les tribunaux, qui doivent être les derniers remparts de la constitutionnalité, doivent venir au secours de la partie lésée et «frapper sévèrement». Le principe de la bonne foi a été, dans le cas présent, reconnu et appliqué par le tribunal.

2. *Droit pour tout individu d'être présumé innocent tant qu'il n'est pas reconnu coupable*

a) Ministère public *c.* Zaballero, 54 O.G. (28) 6904. *Exposé des faits:* L'intéressé était, avec quatre autres personnes, accusé d'homicide. Après un procès en bonne et due forme, l'accusé a été reconnu coupable et condamné. Il a interjeté appel du jugement, contestant la validité du motif du tribunal de première instance selon lequel son refus de témoigner et son silence étaient une preuve éloquent de sa culpabilité.

Décision: Le requérant est dans son droit et sa thèse est formellement confirmée par la loi. Le paragraphe c) de la section 1 de l'article 111 du Code de procédure stipule: «Section 1. *Droits du défendeur devant le tribunal.* Dans toute instance pénale, le défendeur a le droit: c) de témoigner en sa propre faveur. Toutefois, lorsqu'un défendeur demande à faire déposition, il peut être interrogé par la partie adverse comme tout autre témoin. Le fait que le demandeur omet ou refuse de faire une déposition ne peut en aucune manière lui porter préjudice ou être retenu contre lui.» En d'autres termes, ce principe juridique prévoit qu'un accusé ne peut être obligé de présenter des explications au tribunal ou de nier les faits qui lui sont reprochés. Le droit de garder le silence est un droit qui lui est reconnu par la loi. En règle générale, aucune conclusion défavorable ne doit être tirée de l'exercice de ce droit. Le silence ne saurait être interprété comme un aveu de culpabilité ni même comme une présomption de culpabilité.

3. *Protection contre le danger d'être jugé deux fois pour la même infraction*

a) Ministère public *c.* Flores, G.R. n° L-11022, décision du 28 avril 1958. *Exposé des faits:* Le défendeur était accusé de diffamation. Après que l'accusation eut fourni ses preuves, la défense a demandé au tribunal de prononcer la relaxe. Le tribunal a alors acquitté l'accusé pour le motif que, bien qu'il ait prononcé les paroles diffamatoires qui lui étaient reprochées, il n'avait pu être établi que l'instance avait été introduite sur la plainte de la partie diffamée. L'accusation soutenait qu'il n'est pas indispensable, pour instituer des poursuites, qu'il y ait plainte de la partie diffamée si les propos diffamatoires tenus par l'accusé impliquent l'existence d'une infraction qui peut donner lieu d'office à des poursuites ou celle d'un vice ou d'un défaut qui ne constitue pas une infraction mais qui tend à déshonorer la partie diffamée.

Décision: Bien que l'appel repose sur des considérations valables, il n'est pas recevable parce qu'il expose le défendeur à être condamné deux fois pour la même infraction, en violation des dispositions de la Constitution.

b) Ministère public *c.* Cabarles, G.R. n° L-10702, décision du 29 janvier 1958. *Exposé des faits:* Le prévenu était propriétaire d'un karabau non marqué qui, ayant détruit des plantations, avait été mis en fourrière. Le prévenu, ayant refusé de payer les frais de fourrière en violation d'une ordonnance en vigueur, avait été cité devant la justice de paix de Leon, province d'Iloilo. Le prévenu a plaidé non coupable. Après le réquisitoire du Ministère public, le défendeur a déposé des conclusions tendant au rejet de la demande pour insuffisance de preuves, arguant que l'ordonnance municipale visait la non-surveillance du bétail et non le refus de payer les frais de fourrière. Le tribunal a accepté ces conclusions et a prononcé la relaxe. Le Ministère public a fait appel de cette décision devant le tribunal de première instance, qui a confirmé le jugement. L'affaire a alors été portée devant la Cour suprême.

Décision: La relaxe prononcée par le juge équivaut à l'acquiescement du prévenu après réquisitoire du Ministère public, au cours d'un procès en bonne et due forme, devant un tribunal compétent et jugeant sur pièces valables. Le Ministère public ne peut pas faire appel de la décision du tribunal sans violer les dispositions de la Constitution interdisant les doubles poursuites. Il s'agit donc ici d'un acquiescement prononcé après examen de l'affaire au fond, et qui ne peut faire l'objet d'un appel. Après la comparution du prévenu, le plaidoyer de non-culpabilité et la présentation des preuves par le Ministère public, stade de la procédure auquel le prévenu peut soit présenter des preuves réfutant l'accusation, soit simplement laisser le tribunal juger sur la base des preuves produites par le Ministère public, le jugement de relaxe constitue un jugement sur le fond et équivaut à un acquiescement qui ne peut faire l'objet d'un appel. L'appel est rejeté.

4. Réparation pour violation d'un droit

a) *Buenavista c. Ste. Domingo*, 54 O.G. (37) 8439. *Exposé des faits*: Les plaignants avaient intenté une action en dommages et intérêts contre les défendeurs pour les avoir cités comme prévenus dans une affaire pénale devant le juge de paix. Les défendeurs soutenaient que l'instance avait été introduite après que l'enquête à laquelle il avait été procédé les eut convaincus que les éléments essentiels de l'infraction étaient réunis. La juridiction inférieure débouta les demandeurs, la preuve n'ayant pas été faite que les défendeurs avaient agi abusivement.

Décision: Si les tribunaux doivent examiner avec bienveillance et sympathie le cas des malheureux qui sont victimes de poursuites injustifiées et abusives, la justice et le bien public exigent que toute personne ait le droit de s'adresser librement aux tribunaux pour obtenir la réparation des torts qui lui sont causés et la reconnaissance de ses droits, sans craindre d'être ensuite poursuivie en dommages et intérêts lorsque, par suite du manque de preuves, en raison de considérations juridiques particulières ou du fait d'une interprétation différente des lois pertinentes, elle est déboutée et les défendeurs acquittés. Pour bénéficier d'une indemnité et des autres droits reconnus par la loi, la victime doit faire la preuve que les poursuites ont été intentées dans le dessein de lui nuire, de l'humilier ou de jeter sur elle la honte et l'opprobre. S'il en était autrement, tout accusé dont le Ministère public n'aurait pu établir la culpabilité et qui aurait été acquitté pourrait introduire une action civile en dommages et intérêts.

b) *Diaz c. Amante*, G.R.N. L-9228, décision du 26 décembre 1958. *Exposé des faits*: Les demandeurs avaient déposé une requête tendant à ce que le tribunal ordonne au défendeur de les réintégrer dans leur emploi d'agents de police. Le tribunal, après avoir entendu les parties, a rendu un jugement ordonnant au défendeur de réintégrer les demandeurs dans leur emploi et de leur verser le montant des traitements qui leur étaient dus du 16 août 1951 jusqu'à la date de leur réintégration, ainsi qu'une somme de 5.000 pesos à titre de dommages et intérêts et 2.000 pesos pour le préjudice moral qui leur avait été causé. Le défendeur a été en outre condamné aux dépens. Le défendeur a interjeté appel.

Décision: Le défendeur doit verser aux demandeurs les arriérés de traitement. Le tribunal a eu raison de juger qu'en licenciant les demandeurs le défendeur a agi, sinon de mauvaise foi, du moins avec une légèreté coupable, étant donné les événements qui s'étaient déroulés peu de temps auparavant dans sa province et les actes qu'il avait commis dans l'exercice de ses fonctions officielles et qui constituaient des abus d'autorité dont le tribunal a fait état dans son jugement. Quant aux dommages accordés aux demandeurs ils sont justifiés, ne serait-ce que pour éviter les abus que sont tentés de commettre certains fonctionnaires lorsqu'ils sont investis de certains pouvoirs, au mépris des règlements de la fonction publique, qui consti-

tuent la seule garantie de la sécurité de l'emploi assurée par la Constitution.

5. Droit pour un travailleur de s'affilier à un syndicat

Compagnie Maritime c. United Seamen's Union of the Philippines, G.R. n° L-9923, décision du 20 juin 1958. *Exposé des faits*: Les défendeurs avaient introduit une instance contre le requérant, pour que celui-ci les réintègre dans leur emploi et leur verse les arriérés de salaire qui leur étaient dus. La juridiction inférieure a jugé que le licenciement des défendeurs avait été provoqué par leur refus de quitter la *United Seamen's Union* pour s'affilier à la *General Maritime Stevedores Union*. La compagnie s'était donc rendue coupable de discrimination en matière d'embauche et d'emploi, contrairement aux dispositions de la loi de la République n° 875.

Décision: En tant qu'employés de longue date, les défendeurs n'auraient pas dû, sous le seul prétexte d'une réduction temporaire de personnel due à la mise en cale sèche d'un navire, se voir refuser tout emploi d'une manière permanente lorsque le navire reprenait ses activités normales. En fait, la compagnie a pour habitude de réembaucher le personnel débarqué lorsque le navire revient de la cale sèche. Ce qui est grave dans cette affaire, c'est que la compagnie ait refusé de se conformer à cette pratique parce que les défendeurs n'avaient pas voulu suivre le conseil qui leur était donné de s'affilier à la *General Maritime Stevedores Union* et de quitter la *United Seamen's Union*. Les clauses de l'*Industrial Peace Act* sont parfaitement claires : l'employeur agit d'une façon inéquitable lorsqu'il « fait preuve de discrimination en matière d'embauche et d'emploi . . . pour encourager ou décourager l'affiliation des travailleurs à un syndicat quelconque » (section 4, paragraphe a, loi de la République n° 875), sauf lorsque le chantier n'admet pas de travailleurs non syndiqués, ce qui n'a pas été démontré dans la présente affaire. Pour ces raisons, la compagnie doit réintégrer les défendeurs dans leur emploi et leur payer leurs arriérés de salaire.

6. Droit pour un travailleur de recevoir un salaire équitable

a) *Price Stabilization Corporation c. PRISCO Workers' Union*, G.R. n° L-9288, décision du 29 décembre 1958. *Exposé des faits*: Les défendeurs avaient intenté une action contre les requérants en vue d'obtenir le paiement des heures de travail supplémentaires effectuées le dimanche et d'autres jours fériés. Les requérants ont soutenu que les défendeurs n'avaient pas droit au paiement de ces heures conformément aux dispositions de l'*Executive Order* n° 350, Recueil de 1950, et de la section 566 du Code administratif révisé.

Décision: Les requérants n'ont pas tenu compte du fait que, même si les employés de la PRISCO étaient soumis aux règlements régissant la fonction publique, ils auraient droit au paiement des heures supplémentaires effectuées le dimanche et les autres jours fériés si une disposition législative spéciale prévoyait le

paiement des heures supplémentaires. Or la *Eight Hour Labor Law* (Com. Act. n° 444) comporte une disposition de ce genre. C'est ainsi que la section 2 de cette loi dispose ce qui suit : «La présente loi s'applique à toutes les personnes occupant un emploi quelconque, soit dans l'administration, soit dans l'industrie privée.» Il n'est pas douteux que les employés de la PRISCO occupent un emploi au sens défini par ladite loi, étant donné le caractère et les activités de cette société.

b) *Madrigal Shipping Company, Inc. c. Ogilvie*, G.R. n° L-8431, décision du 30 octobre 1958. *Exposé des faits*: Les défendeurs ont été embauchés par le requérant pour constituer l'équipage d'un navire qu'ils devaient ramener du Japon. Aux termes du contrat d'embauche, les défendeurs ont été transportés en avion au Japon où ils ont pris effectivement possession du navire et l'ont mis à la voile. Mais lorsque le navire a atteint Hong-kong, les défendeurs ont été licenciés et remplacés par un équipage chinois. Ils ont intenté une action en vue du paiement des salaires et des indemnités de subsistance qui leur étaient dus.

Décision: Les défendeurs ont été embauchés par le requérant pour constituer l'équipage de son navire pendant un certain voyage ou une certaine période de temps, avec la condition expresse que «le contrat vient à expiration à l'arrivée du navire dans le port de Manille». L'article 606 du Code de commerce stipule : «Lorsque le contrat d'embauche conclu avec l'agence maritime n'est valable que pour un certain voyage ou une certaine période de temps, l'équipage ne peut être débarqué qu'à l'expiration du contrat, sauf dans le cas d'insubordination, de vol, d'ivresse habituelle, de dommage causé au navire ou à sa cargaison à la suite d'un acte de malveillance ou de négligence manifeste ou établie.» Comme les défendeurs n'ont été débarqués pour aucune des raisons mentionnées dans l'article précité, ils sont fondés à recevoir les sommes qu'ils réclament au requérant.

c) *Monteadora c. Cebu Portland Cement Co.*, CA G.R. n° 18131-R, décision du 17 février 1958. *Exposé des faits*: Les plaignants étaient employés par la CEPOC, entreprise appartenant à l'Etat. Ils soutenaient qu'étant au service du défendeur, ils avaient travaillé plus de huit heures par jour et effectué des heures supplémentaires le dimanche et d'autres jours fériés, mais n'avaient pas reçu le paiement des heures supplémentaires et du sursalaire correspondants, ainsi qu'il est prévu par la loi. Ils soutenaient également que le salaire journalier versé par leur employeur était inférieur au salaire minimum prévu par la loi et que, par conséquent, conformément à la loi sur le salaire minimum, ils avaient droit à la différence correspondante. Le défendeur soutenait que la loi sur la journée de huit heures n'était pas applicable aux entreprises de l'Etat et que le complément de salaire réclamé par les plaignants correspondait à des services rendus avant la date où la loi sur le salaire minimum avait été appliquée aux fonctionnaires. La juridiction inférieure

avait rejeté la demande et les plaignants avaient interjeté appel.

Décision: Le fait qu'un employé omet de réclamer le paiement des heures supplémentaires et du sursalaire chaque fois qu'il reçoit sa paie ne porte pas préjudice à ses droits. La loi sur la journée de huit heures est applicable en l'occurrence car la CEPOC n'est pas investie des pouvoirs souverains du gouvernement et n'est, aux yeux de la loi, qu'une simple société privée.

7. *Protection des employés contre le chômage*

a) *Bautista c. Ong*, 54 O.G. (23) 6075. *Exposé des faits*: La requérante avait été engagée par le défendeur le 23 décembre 1950, en qualité de gardienne. Le 20 septembre 1953, la requérante, étant enceinte, avait pris un congé de maternité. Elle avait repris son travail peu après son accouchement. Le 21 novembre 1954, étant à nouveau enceinte, la requérante avait pris un nouveau congé de maternité. En reprenant son travail, elle avait demandé à recevoir les prestations de maternité prévues par la section 7 de la loi de la République n° 679. Le défendeur avait refusé de lui verser ces prestations. Elle avait alors intenté une action devant le tribunal de première instance. Après avoir entendu les parties, le tribunal avait ordonné au défendeur de réintégrer la requérante dans son emploi et de lui verser les arriérés de salaire dus depuis le mois de décembre 1954, à raison de 120 pesos par mois. Le défendeur avait fait appel de cette décision.

Décision: La loi de la République n° 1052 ne donne pas à l'employeur le pouvoir absolu de licencier un employé pour n'importe quelle cause ou n'importe quel motif. Il est vrai que l'employeur a le droit d'employer qui bon lui semble, sans indiquer ses motifs. Il a aussi le droit de fixer les conditions qui régiront les rapports contractuels entre lui et son employé. Mais une fois que les rapports entre le travail et le capital ont été établis, l'employé dispose d'un certain nombre de droits car ces rapports n'ont plus seulement un caractère contractuel mais touchent à l'intérêt public. Aux termes de l'alinéa a) de la section 14 de la loi de la République n° 679, «Il est interdit à un employeur de licencier une employée enceinte dans le but de la priver des avantages que lui assure le paragraphe 7 de la présente loi, ou de licencier cette employée pendant son congé de maternité.»

b) *Tolentino c. Bachrach Motor Co., Inc.*, 54 O.G. (33) 7754. *Exposé des faits*: Le plaignant demandait au tribunal de rendre une ordonnance enjoignant au défendeur de le réintégrer dans son emploi et de lui verser le montant des salaires qui lui étaient dus à la date de son licenciement, du salaire correspondant aux congés accumulés et du salaire pour la période comprise entre la date de son licenciement et la date de sa réintégration. A l'appui de sa requête, le plaignant soutenait qu'il avait été licencié sans raison valable. Le défendeur alléguait, avec preuves à l'appui, que le plaignant avait été licencié pour avoir volon-

tairement et délibérément abandonné son travail, s'être rendu coupable à plusieurs reprises d'actes d'insubordination et avoir refusé d'obéir aux ordres légitimes de son chef.

Décision: Aux termes de l'article 13 de l'*Industrial Peace Act* (Rep. Act n° 875), le représentant des employés peut entamer des négociations collectives avec l'employeur. Ces négociations portent notamment sur les dispositions relatives au licenciement des employés. Cela étant, l'accord conclu, s'il n'y a pas eu erreur, fraude, violence, intimidation ou exercice d'influence indue, doit être considéré comme définitif. La raison et la loi confirment ce point de vue. Quelle utilité peut avoir en effet un syndicat si les engagements pris ne s'appliquent pas à ses membres? Le nouveau Code civil, qui fait autorité en la matière, stipule qu'un accord a sur les parties les effets et l'autorité de la chose jugée (Art. 2037 du Code civil). L'accord conclu entre la *Rural Transit Employees Association* et le défendeur était décisif et concluant quant au droit du demandeur d'être réintégré dans son emploi et de recevoir les arriérés de salaire qui lui étaient dus depuis la date de son licenciement.

8. Droit à la sécurité d'occupation

Primero c. Court of Agrarian Relations, 54 O.G. (20) 5506. *Exposé des faits:* Le requérant, propriétaire d'une rizière, avait demandé au Tribunal foncier de rendre une ordonnance enjoignant au défendeur, locataire des lieux, de les libérer afin qu'ils puissent être remis à un preneur. Le défendeur soutenait qu'en vertu des dispositions de l'article 49 de la loi de la République n° 1199, un locataire ne pouvait être évincé de ses terres que pour l'une des causes énu-

mérées à l'article 50 de cette loi. Le requérant soutenait que les dispositions de la loi étaient inconstitutionnelles.

Décision: Les dispositions de la loi considérées comme inconstitutionnelles ne portent pas atteinte au droit du propriétaire de disposer de son bien ou de l'aliéner et ne lui interdisent pas d'exercer ce droit. Elles prévoient seulement qu'en cas de cession ou de location à bail, les liens établis par le bail entre le propriétaire et le locataire doivent être respectés dans l'intérêt du locataire et afin d'empêcher qu'il ne soit injustement dépossédé par le cessionnaire ou l'acheteur du terrain. En d'autres termes, la loi en question a pour but de permettre au locataire de jouir paisiblement de sa terre et de la cultiver, et de le protéger contre une éviction injustifiée. La loi de la République n° 1199 remédie évidemment à une lacune de la législation et a été promulguée en application des principes de justice sociale énoncés dans la Constitution et dans l'exercice, pour le bien commun, des pouvoirs de police de l'Etat. Il s'agit là d'une loi touchant à des questions d'intérêt public qui relèvent du domaine des pouvoirs législatifs généraux de l'Etat et qui mettent en jeu les droits et le bien-être de toute la communauté qu'elle intéresse. La loi de la République n° 1199, comme les lois agraires précédemment votées par l'organe législatif, a été adoptée par le Congrès en conformité du mandat donné à l'Etat par la Constitution, aux termes duquel «l'Etat doit promouvoir la justice sociale afin d'assurer le bien-être et la sécurité économique du peuple» (Art. II, paragraphe 5, de la Constitution) et «l'Etat doit régler les rapports entre propriétaires et locataires fonciers . . . » (Art. XIV, paragraphe, 6, de la Constitution).

POLOGNE

NOTE¹

I. DISPOSITIONS LÉGALES TOUCHANT LES DROITS DE L'HOMME PROMULGUÉES EN 1958

1. Loi du 13 décembre 1957 relative aux pensions des militaires en service régulier ou prolongé et de leurs familles (*Dziennik Ustaw*, n° 2, texte 6).
2. Notification du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, en date du 18 avril 1958, portant promulgation du texte codifié du décret du 25 juin 1954 relatif au régime général des pensions en faveur des travailleurs et de leurs familles (*Dziennik Ustaw*, n° 23, texte 97)².
3. Notification du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, en date du 18 avril 1958, portant promulgation du texte intégral du décret du 14 août 1954 relatif aux prestations versées aux mutilés de guerre et aux personnes à leur charge (*Dziennik Ustaw*, n° 23, texte 98).
4. Notification du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, en date du 18 avril 1958, portant promulgation du texte codifié de la loi du 28 mai 1957 relative aux pensions des mineurs et de leurs familles (*Dziennik Ustaw*, n° 23, texte 99).
5. Notification du Ministre des communications, en date du 28 août 1958, portant promulgation du texte codifié du décret du 19 janvier 1957 relatif aux pensions des employés des chemins de fer et de leurs familles (*Dziennik Ustaw*, n° 55, texte 273).
6. Loi du 2 juillet 1918 sur la formation professionnelle, l'initiation à un métier déterminé et les conditions d'emploi des adolescents dans les entreprises, ainsi que sur les stages préliminaires (*Dziennik Ustaw*, n° 45, texte 226)³.
7. Ordonnance du Conseil des Ministres, en date du 28 septembre 1958, énumérant les catégories de travaux interdits aux mineurs (*Dziennik Ustaw*, n° 64, texte 312).
8. Ordonnance du Ministre de la santé, en date du 18 juillet 1958, relative aux principes régissant l'activité des pouponnières et aux conditions régissant l'utilisation de leurs services (*Dziennik Ustaw*, n° 48, texte 238).
9. Ordonnance du Ministre de la santé, en date du 17 septembre 1958, relative aux principes régissant

les prestations fournies par les établissements de santé publique à certains officiers et sous-officiers de l'armée de terre libérés après une prolongation de leur service (*Dziennik Ustaw*, n° 59, texte 297).

10. Ordonnance du Ministre des finances et du Commissaire du gouvernement au rapatriement, en date du 16 janvier 1958, relative aux principes et à la procédure régissant l'octroi de prêts aux rapatriés (*Monitor Polski*, n° 7, textes 40 et 252).

II. DÉCISIONS TOUCHANT LES DROITS DE L'HOMME RENDUES PAR LA COUR SUPRÊME EN 1958

1. Arrêt de la Cour suprême, du 20 janvier 1958 (2 CR. 36/58), concernant la stabilisation de l'emploi des mutilés de guerre.

Selon l'arrêt, il n'est pas nécessaire qu'un mutilé, pour bénéficier du privilège indiqué à l'article 28, paragraphe 3, du décret du 14 août 1954 relatif aux prestations versées aux mutilés de guerre, ait révélé son incapacité lors de son engagement; l'article en question dispose qu'un mutilé ne peut être licencié par son employeur que pour des raisons graves et moyennant le consentement préalable du conseil populaire; cette protection s'étend à tous les mutilés, que le document les affectant à un emploi dans l'entreprise considérée ait mentionné ou non leur incapacité et même s'ils ont été engagés en vertu d'un contrat conclu avec l'entreprise, sans aucune décision du présidium du conseil populaire (*Panstwo i Prawo*, 1958, n° 11, page 872).

2. Arrêt du 7 mai 1958 (2 CR. 700/57).

Jugé par la Cour suprême qu'il ne peut être mis fin à l'engagement d'une femme enceinte ayant donné sa démission que s'il est établi qu'elle renonce délibérément aux droits que la loi lui accorde pour la protéger contre toute dénonciation de son contrat de travail à un moment quelconque de la grossesse (*Orzecznictwo Sądów Polskich i Komisji Arbitrazowych*, 1958, texte 308).

3. Arrêt du 10 avril 1958 (3 CR. 894/57).

Jugé par la Cour suprême que tout contrat de travail conclu en contravention des règlements relatifs aux heures de travail et mettant en danger la vie et la santé de l'employé, en ne laissant par exemple à ce dernier aucune possibilité de se reposer, constitue une violation des règlements relatifs à la protection de la vie et de la santé des travailleurs et engage la responsabilité de l'employeur (*Orzecznictwo Sądów Polskich i Komisji Arbitrazowych*, 2/59, texte 40).

¹ Note obligeamment communiquée par la Mission permanente de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² La traduction de ce texte a paru dans la *Série législative*, 1958 — Pol. 1, du Bureau international du Travail.

³ La traduction de ce texte a paru dans la *Série législative*, 1958 — Pol. 2, du Bureau international du Travail.

4. Arrêt du 28 mars 1948 (4 CR. 910/57).

Jugé par la Cour suprême qu'une entreprise n'a pas besoin de violer une disposition légale déterminée pour manquer à ses obligations touchant la protection de la vie et de la santé des travailleurs; il suffit qu'il soit établi que l'entreprise méconnaît les obligations que lui imposent les principes généraux établis par

la pratique universelle (arrêt non encore publié).

5. Décision du 17 octobre 1958, rendue par sept juges de la Cour suprême (1 CO 18/55): une personne dont la filiation a été reconnue a le droit d'intenter une action pour établir que celui qui l'a reconnue n'est pas son père; la faculté d'intenter cette action n'est limitée par aucun délai (décision non encore publiée).

PORTUGAL

DISPOSITIONS PRISES AU PORTUGAL EN 1958 DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME¹

Dans le domaine de la législation du travail et de la sécurité sociale les textes suivants ont été publiés au cours de l'année 1958 :

Loi n° 2091, qui édite une réforme des tribunaux du travail.

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Loi n° 2092, qui établit, entre les institutions de la sécurité sociale, les «maisons du peuple» et leurs fédérations, les bases d'une coopération en matière de politique du logement.

Décret-loi n° 41595, aux termes duquel le régime assurance-maladie normal des caisses de prévoyance syndicales et des caisses de retraite couvre désormais l'hospitalisation pour les interventions de chirurgie générale.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

NOTE

Outre la Constitution provisoire et d'autres textes dont on trouvera plus loin des extraits, les textes législatifs indiqués dans les paragraphes qui suivent ont été promulgués dans la République arabe unie en 1958.

Partis politiques

Décret-loi n° 2 de 1958, en date du 12 mars 1958 (*Journal officiel* n° 1 bis, du 13 mars 1958), contenant les dispositions suivantes :

« *Art. premier.* Les partis politiques et les organisations politiques existant actuellement dans la Province syrienne seront dissous et la constitution de nouveaux partis politiques ou de nouvelles organisations politiques sera interdite.

« *Art. 2.* Les membres de partis politiques dissous et d'organisations politiques dissoutes ne devront en aucune manière exercer une activité politique.

« Lesdites personnes ne devront recevoir aucune assistance qui les aiderait à exercer une activité politique.

« *Art. 3.* Les fonds des partis politiques dissous et des organisations politiques dissoutes seront transférés à l'Union nationale. »

*Législation sociale*¹

Loi n° 46 de 1958, en date du 24 mai 1958 (*Journal officiel* n° 13, du 5 juin 1958), concernant la réglementation du travail dans les mines et les carrières dans la province égyptienne de la République arabe unie.

Loi n° 98 de 1958, en date du 17 juillet 1958 (*Journal officiel* n° 20 bis A, du 29 juillet 1958), sur la contrat individuel de travail dans la province égyptienne.

Loi n° 202 de 1958, en date du 8 décembre 1958 (*Journal officiel* n° 40 bis A, du 11 décembre 1958), sur l'assurance des travailleurs et les indemnités dues aux travailleurs dans la République arabe unie.

¹ Renseignements obligeamment fournis par M. Adel El Tahry, Substitut au Conseil d'Etat, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la République arabe unie.

CONSTITUTION PROVISOIRE

du 5 mars 1958¹

Chapitre premier

LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

Article premier. La République arabe unie est un Etat démocratique, indépendant et souverain. Sa population fait partie de la nation arabe.

Article 2. La qualité de ressortissant de la République arabe unie est définie par la loi. Est ressortissant de la République arabe unie toute personne qui est de nationalité syrienne ou égyptienne, ou qui a droit à l'une ou l'autre de ces nationalités aux termes des lois et règlements en vigueur en Syrie ou en Egypte à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Chapitre II

BASES FONDAMENTALES DE LA SOCIÉTÉ

Article 3. La solidarité sociale est à la base de la société.

¹ Texte publié au *Journal officiel* n° 1, du 13 mars 1958, et obligeamment fourni par M. Adel El Tahry, Substitut au Conseil d'Etat, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la République arabe unie. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Article 4. L'économie nationale sera organisée suivant des plans qui tiennent compte des principes de justice sociale et qui visent à accroître la production et à élever le niveau de vie.

Article 5. La propriété privée est inviolable et sa fonction sociale est régie par la loi. Elle ne peut être expropriée que dans l'intérêt public et moyennant une juste compensation, conformément à la loi.

Article 6. La justice sociale est à la base des charges fiscales.

Chapitre III

DROITS ET DEVOIRS PUBLICS

Article 7. Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, sans distinction de race, d'origine, de langue, de religion ou de croyance.

Article 8. Les délits et les peines doivent être prévus par la loi. Les peines ne seront infligées que pour des infractions commises après la promulgation de la loi qui les prévoit.

Article 9. L'extradition des réfugiés politiques est interdite.

Article 10. Les libertés publiques sont garanties dans les limites de la loi.

Article 11. La défense de la patrie est un devoir sacré et le service militaire est un honneur pour tous les citoyens. La conscription est obligatoire conformément à la loi.

Chapitre IV

SYSTÈME DE GOUVERNEMENT

Section II. *Le pouvoir législatif*

Article 15. Pour être membre de l'Assemblée nationale, il faut être âgé de 30 ans au moins, selon le calendrier grégorien.

Article 27. Les impôts ne peuvent être établis, modifiés ou supprimés que par la loi. Nul ne sera exempté du paiement de ces impôts sauf dans les cas stipulés par la loi. Nul ne sera tenu de verser d'autres impôts ou droits si ce n'est dans les limites de la loi.

Section IV. *Le pouvoir judiciaire*

Article 59. Les juges sont indépendants. La seule autorité dont ils relèvent, dans l'exercice de leurs fonctions, est la loi. Aucune autre autorité ne peut intervenir dans les procès ou les affaires de justice.

Article 60. Les juges sont inamovibles, conformément à la loi.

Article 62. Les audiences seront publiques, sauf si le tribunal décide le huis clos dans l'intérêt de l'ordre public ou des bonnes mœurs.

Chapitre V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 66. Les lois ne prendront effet qu'au moment de leur promulgation et n'auront pas effet rétroactif. Toutefois, sauf en matière criminelle, une loi pourra en disposer autrement, avec l'approbation de la majorité des membres de l'Assemblée nationale.

Chapitre VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS DÉFINITIVES

Article 68. Les lois, décrets et règlements en vigueur dans chacune des deux provinces d'Égypte et de Syrie à la date où la présente Constitution prendra effet resteront en vigueur dans la province pour laquelle ils ont été édictés. Toutefois, ces lois, décrets et règlements pourront être abrogés ou modifiés selon la procédure établie dans la présente Constitution.

Article 69. La mise en vigueur de la présente Constitution ne peut porter atteinte aux clauses des traités et accords internationaux conclus entre la Syrie ou l'Égypte et des pays étrangers. Lesdits traités et accords seront toujours valides pour la province qui les a conclus, conformément aux principes du droit international.

Article 72. Les citoyens formeront une Union nationale afin de réaliser les objectifs nationaux et de conjuguer tous les efforts pour édifier la nation sur une base politique, sociale et économique saine. Le mode de formation de cette Union sera déterminé par décret du Président de la République.

Article 73. La présente Constitution provisoire demeurera en vigueur jusqu'à ce que le peuple ait approuvé la Constitution définitive de la République arabe unie.

DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE PROMULGUANT LA LOI N° 43 DE 1958, DU 24 MAI 1958, PORTANT MODIFICATION DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE PROMULGUÉ DANS LA PROVINCE ÉGYPTEIENNE PAR LA LOI N° 150 DE 1950¹

Article premier. Le premier paragraphe de l'article 91 du Code d'instruction criminelle est remplacé par le texte suivant :

¹ Texte obligeamment fourni par M. Adel El Tahry, Substitut au Conseil d'Etat, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la République arabe unie. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

«La perquisition domiciliaire est un acte d'instruction. On ne peut y recourir que si l'individu dans le domicile duquel on veut la perquisition est prévenu d'être auteur ou complice d'un crime ou d'un délit grave, ou s'il y a lieu de croire qu'il est en possession d'objets relatifs audit crime ou délit.»

Article 2. La présente loi sera publiée au *Journal officiel* et sera applicable dans la Province égyptienne.

LOI SUR LA NATIONALITÉ

promulguée par le décret législatif n° 82 de 1958¹

Article premier. La présente loi confère la nationalité de la République arabe unie à quiconque possédait, au 22 février 1958 : a) Soit la nationalité syrienne en vertu du décret législatif susmentionné n° 21 du 4 février 1953 ; b) Soit la nationalité égyptienne en vertu de la loi n° 391 de 1956.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui ont été antérieurement déchues de la nationalité syrienne ou égyptienne.

Article 2. Ont la nationalité de la République arabe unie :

1. L'enfant né d'un père ayant cette nationalité ;
2. L'enfant né dans la République arabe unie d'une mère ayant la nationalité de ladite République et d'un père de nationalité inconnue ou apatride ;
3. L'enfant né dans la République arabe unie d'une mère ayant la nationalité de ladite République et dont la filiation paternelle n'est pas légalement établie ;
4. L'enfant né dans la République arabe unie de père et mère inconnus.

Tout enfant trouvé sur le territoire de ladite République est présumé né sur ce territoire, jusqu'à preuve du contraire.

Les dispositions du présent article s'appliquent même aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 3. Peut être considéré comme ressortissant de la République arabe unie, par arrêté du Ministre de l'intérieur, l'enfant né à l'étranger d'une mère ayant la nationalité de ladite République et d'un père inconnu ou d'un père de nationalité inconnue ou apatride, si, dans l'année qui suit sa majorité, il a opté pour la nationalité de la République arabe unie, pourvu qu'il ait résidé habituellement dans la République arabe unie pendant au moins cinq ans consécutifs avant sa majorité.

Article 4. La nationalité de la République arabe unie peut être accordée, par arrêté du Ministre de l'intérieur, à tout étranger né dans la République, pourvu :

1. Qu'il ait demandé la nationalité de la République dans l'année qui suit sa majorité ;
2. Qu'il ait sa résidence habituelle dans la République au moment où il atteint sa majorité ;
3. Qu'il soit sain d'esprit et ne soit pas atteint d'une infirmité qui le mette à la charge de la société ;

4. Qu'il soit de bonne vie et mœurs et qu'il n'ait pas été reconnu coupable d'une infraction pénale ou condamné à une peine restrictive de liberté pour une infraction entraînant la perte des droits civiques, sauf réhabilitation ;

5. Qu'il connaisse la langue arabe.

Article 5. La nationalité de la République arabe unie peut être accordée, par arrêté du Ministre de l'intérieur, à tout étranger, pourvu :

1. Qu'il ait atteint sa majorité ;
2. Qu'il soit sain d'esprit, et ne soit pas atteint d'une infirmité qui le mette à la charge de la société ;
3. Qu'il ait résidé habituellement dans la République arabe unie pendant au moins dix années consécutives antérieurement à la demande de naturalisation ;
4. Qu'il soit de bonne vie et mœurs et qu'il n'ait pas été reconnu coupable d'une infraction pénale ou condamné à une peine restrictive de liberté pour une infraction entraînant la perte des droits civiques, sauf réhabilitation ;

5. Qu'il possède des moyens d'existence licites ;

6. Qu'il connaisse la langue arabe.

Article 6. La nationalité de la République arabe unie peut être accordée, par arrêté du Ministre de l'intérieur, à tout étranger remplissant les conditions énoncées à l'article précédent s'il a été autorisé par la Ministre de l'intérieur à établir son domicile dans la République arabe unie en vue de sa naturalisation et s'il y a effectivement résidé pendant cinq ans consécutifs après l'octroi de cette autorisation. Ladite autorisation cesse d'avoir effet si l'étranger ne demande pas sa naturalisation dans les trois mois qui suivent l'expiration de cette période.

Si le titulaire d'une telle autorisation décède avant que la nationalité de la République arabe unie lui ait été accordée, son épouse et ses enfants mineurs au moment de la délivrance de l'autorisation bénéficieront de celle-ci ainsi que de la période de résidence du défunt.

Article 7. Est considéré comme «citoyen émigré» quiconque, appartenant à la nation arabe, ne réside pas dans un Etat arabe et ne possède la nationalité d'aucun Etat arabe.

Un certificat attestant sa qualité de citoyen émigré peut, par arrêté du Ministre de l'intérieur, être délivré à l'intéressé sur demande présentée par lui et renvoyée pour avis au «Comité des citoyens émigrés», dont la composition fera l'objet d'un décret du Président de la République.

Le Ministre de l'intérieur peut, après consultation du «Comité des citoyens émigrés», retirer ce certificat si les agissements de son titulaire paraissent

¹ Texte publié au *Journal officiel* n° 17, du 3 juillet 1958, et obligeamment fourni par M. Adel El Tahry, Substitut au Conseil d'Etat, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la République arabe unie. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

présenter le moindre danger pour la sécurité publique ou les intérêts économiques ou sociaux.

Article 9. Les titulaires de certificats de citoyens émigrés auront les droits suivants :

a) Le droit d'entrer dans la République arabe unie sans avoir à obtenir un visa à cet effet ;

b) Le droit de résider dans l'une ou l'autre des deux provinces de la République arabe unie ;

c) Les droits dont jouissent les citoyens de la République arabe unie, tels qu'ils seront définis par un décret du Président de la République et dans les limites qui y seront spécifiées ;

d) Le droit d'exercer une profession libérale ou de se livrer à une activité commerciale ou industrielle conformément aux lois de la République, s'il s'agit d'un « citoyen émigré » qui a résidé dans la République pendant une année au moins et qui a présenté au « Comité des citoyens émigrés » une requête que celui-ci a approuvée.

Article 10. La nationalité de la République arabe unie peut être accordée, par arrêté du Ministre de l'intérieur :

1. A toute personne née dans la République arabe unie d'un père étranger lui-même né dans ce territoire, si ledit étranger est de la même race que la majorité de la population d'un pays de langue arabe ou d'un pays de religion islamique ;

2. A toute personne née dans la République arabe unie d'un père d'origine syrienne ou égyptienne qui ne possède pas d'autre nationalité, à condition qu'elle demande la nationalité de la République arabe unie après avoir établi sa résidence habituelle dans ce pays ;

3. A toute personne d'origine syrienne ou égyptienne qui demande la nationalité de la République arabe unie cinq ans après avoir établi sa résidence habituelle dans ce pays, à condition qu'elle ne possède pas d'autre nationalité au moment de la demande.

Article 11. La nationalité de la République arabe unie peut être accordée, par décret du Président de la République :

1. A tout titulaire d'un certificat de citoyen émigré qui demande la nationalité de la République arabe unie ;

2. A tout étranger qui a rendu des services signalés à la cause du nationalisme arabe ou à la nation arabe ;

3. Aux chefs des communautés religieuses.

Article 12. L'acquisition par un étranger de la nationalité de la République arabe unie ne confère pas de plein droit cette nationalité à son épouse, à moins que celle-ci ne déclare son intention de l'acquiescer et n'adresse une notification à cet effet au Ministre de l'intérieur et à condition qu'elle ait cohabité avec son mari pendant une période de deux ans à compter de la date de la notification.

Le Ministre de l'intérieur peut néanmoins, par arrêté motivé pris avant l'expiration de ladite période de deux ans, priver l'épouse du droit d'acquiescer la nationalité de la République arabe unie.

Les enfants mineurs du naturalisé posséderont la nationalité de la République arabe unie à moins qu'ils ne résident habituellement à l'étranger et que, en vertu de la législation du pays où ils résident, ils ne conservent la nationalité d'origine de leur père. Les enfants dont la nationalité a été déterminée conformément aux dispositions qui précèdent pourront, dans l'année qui suit leur majorité, opter pour leur nationalité d'origine.

Article 13. La femme étrangère qui épouse un ressortissant de la République arabe unie n'acquiesce la nationalité de ladite République que si elle notifie au Ministre de l'intérieur son intention d'acquiescer cette nationalité et si elle a cohabité avec son mari pendant une période de deux ans à compter de la date de la notification.

Le Ministre de l'intérieur peut néanmoins, par arrêté motivé pris avant l'expiration de la période indiquée au paragraphe précédent, priver l'épouse du droit d'acquiescer la nationalité de la République arabe unie.

Article 14. L'épouse étrangère qui acquiesce la nationalité de la République arabe unie conformément aux dispositions des deux paragraphes qui précèdent ne perd pas cette nationalité en cas de dissolution du mariage, à moins qu'elle n'épouse un étranger et n'acquiesce la nationalité de celui-ci en application des lois régissant ladite nationalité ou qu'elle ne reprenne sa nationalité étrangère.

La disposition qui précède s'applique à toute étrangère qui a déjà acquis la nationalité égyptienne en vertu des articles 8 et 9 du décret du Président de la République promulguant la loi susmentionnée n° 391 de 1956.

Article 15. L'épouse qui possédait antérieurement la nationalité de la République arabe unie, ou qui est d'origine syrienne ou égyptienne, est réintégrée dans cette nationalité dès que son mari étranger acquiesce la nationalité de la République arabe unie. Elle recouvre également cette nationalité dès qu'elle épouse un ressortissant de la République arabe unie.

Article 16. L'étranger qui acquiesce la nationalité de la République arabe unie en vertu des dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 10, 12 et 13 de la présente loi ou qui a acquis soit la nationalité syrienne en vertu des dispositions du décret législatif susmentionné n° 21 du 21 février 1953, soit la nationalité égyptienne en vertu des dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 8 et 9 de la loi n° 391 de 1956, ne pourra jouir des droits dont bénéficient les citoyens de la République arabe unie ou exercer leurs droits politiques que cinq ans après la date de sa naturalisation.

De plus, il ne pourra être élu ou nommé membre d'une assemblée représentative que dix ans après cette date.

Sont exemptés du délai de cinq ans prévu au premier paragraphe du présent article les membres des communautés religieuses non musulmanes qui seront désignées par décret du Président de la République, en ce qui concerne l'exercice de leur droit de participer aux élections aux conseils de communauté (*méglis milli*) et d'en faire partie.

Quiconque s'est enrôlé dans les forces armées arabes et a combattu dans leurs rangs peut, par arrêté du Ministre de l'intérieur, être exempté des deux délais ci-dessus prévus.

Article 17. Aucun ressortissant de la République arabe unie ne peut acquérir une nationalité étrangère sans y avoir été préalablement autorisé par arrêté du Ministre de l'intérieur.

Quiconque acquiert une nationalité étrangère sans avoir obtenu cette autorisation préalable continuera d'être considéré comme ressortissant de la République arabe unie à tous égards et dans tous les cas, à moins que le Ministre de l'intérieur ne le déclare déchu de la nationalité de la République arabe unie en vertu des dispositions de l'article 22.

Article 18. L'épouse d'un ressortissant de la République arabe unie qui, étant dûment autorisé à le faire, acquiert une nationalité étrangère, perd la nationalité de la République arabe unie si elle prend la nationalité de son mari en vertu des lois régissant la nouvelle nationalité, à moins que, dans l'année qui suit l'acquisition de la nationalité étrangère par son mari, elle ne déclare son intention de conserver la nationalité de la République arabe unie.

Les enfants mineurs perdent la nationalité de la République arabe unie si, par suite du changement de nationalité de leur père et en vertu des lois régissant sa nouvelle nationalité, ils acquièrent la nationalité de leur père.

Les enfants dont la nationalité a été déterminée en vertu des dispositions qui précèdent peuvent, dans l'année qui suit leur majorité, opter pour leur nationalité d'origine.

Article 19. La femme ayant la nationalité de la République arabe unie qui épouse un étranger conserve ladite nationalité à moins qu'elle ne déclare, lors de la célébration du mariage ou pendant la durée du mariage, son intention d'acquérir la nationalité de son mari conformément à la loi nationale de celui-ci.

Si le mariage entre une femme ayant la nationalité de la République arabe unie et un étranger n'est pas reconnu par les lois en vigueur dans la République arabe unie mais est valable conformément à la loi nationale du mari, la femme demeure ressortissante de la République arabe unie et est réputée n'avoir jamais acquis la nationalité de son mari.

Article 20. La femme qui avait la nationalité de la République arabe unie et qui a perdu cette nationalité en vertu des deux articles précédents peut, à la dissolution de son mariage, recouvrer la nationalité de la République arabe unie, sur sa demande et avec l'approbation du Ministre de l'intérieur.

Article 21. Dans les cinq ans qui suivent la naturalisation, la nationalité de la République arabe unie peut être retirée à tout naturalisé, par arrêté motivé du Ministre de l'intérieur, dans l'un des cas suivants :

a) Si l'intéressé a été reconnu coupable, dans la République arabe unie, d'une infraction pénale ou s'il a été condamné à une peine restrictive de liberté pour une infraction entraînant la perte des droits civiques ;

b) Si un tribunal l'a reconnu coupable d'une infraction contre la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ;

c) S'il a cessé de résider dans la République arabe unie pendant deux années consécutives sans excuse reconnue valable par le Président de la République.

Toutefois, la nationalité de la République arabe unie peut, à tout moment, être retirée à l'individu qui l'a acquise à la suite de déclarations mensongères ou par fraude.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toute personne qui a obtenu la nationalité syrienne ou égyptienne en vertu de lois antérieures.

Article 22. Peut être déchu de sa nationalité, par arrêté motivé du Ministre de l'intérieur, tout ressortissant de la République arabe unie se trouvant dans l'un des cas suivants :

a) S'il a acquis une nationalité étrangère en contrevention des dispositions de l'article 17 ;

b) S'il a accepté de se mettre au service d'une armée étrangère sans l'autorisation préalable du Ministre de la guerre ;

c) S'il s'est livré à des agissements au profit d'un Etat ou d'un gouvernement étranger qui est en état de guerre avec la République arabe unie ou avec lequel les relations diplomatiques ont été rompues ;

d) S'il a accepté un poste hors de la République arabe unie au service d'un gouvernement étranger ou d'une organisation étrangère ou internationale et s'il a conservé ce poste bien que le Gouvernement de la République arabe unie lui ait donné l'ordre de le quitter ;

e) Si sa résidence habituelle est à l'étranger et s'il est affilié à une organisation étrangère dont l'objectif est de chercher à saper l'ordre social ou économique de l'Etat par quelque moyen que ce soit ;

f) S'il a fait l'objet d'une condamnation définitive pour infraction à la loi qui impose à tous les intéressés l'obligation d'obtenir l'autorisation de travailler pour une organisation internationale ;

g) S'il a, à quelque moment que ce soit, manifesté des sympathies sionistes ;

h) S'il a été condamné pour une infraction qui, d'après le jugement, fait naître des doutes sur son loyalisme envers le pays ou implique une trahison.

Article 23. Peut être déchu de la nationalité de la République arabe unie, par arrêté du Ministre de l'intérieur, pour des raisons que celui-ci juge suffisamment graves, tout ressortissant de la République

arabe unie qui quitte le territoire de la République sans esprit de retour, s'il demeure à l'étranger pendant plus de six mois après avoir été mis en demeure de retourner dans le pays, et si, dans les trois mois qui suivent la date de la mise en demeure, il manque d'y répondre ou donne, dans sa réponse, des raisons peu satisfaisantes. Si l'intéressé refuse d'accepter la mise en demeure ou si son lieu de résidence est inconnu, la publication au *Journal officiel* d'un avis approprié sera considérée comme tenant lieu de mise en demeure.

En ce qui concerne les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ont quitté la Province syrienne pour une destination hors de la République arabe unie, le délai de six mois commence à courir le lendemain de l'entrée en vigueur de ladite loi.

Article 24. Le retrait de la nationalité dans les cas prévus à l'article 21 entraîne la perte de cette nationalité pour la personne naturalisée.

Les effets dudit retrait peuvent, par arrêté du Ministre de l'intérieur, être étendus à toute personne qui a acquis cette nationalité par suite de la naturalisation de la personne susmentionnée.

La déchéance de la nationalité dans les cas prévus à l'article 22 entraîne la perte de la nationalité pour la seule personne frappée de déchéance.

La déchéance de la nationalité dans les cas prévus à l'article 23 entraîne également la perte de la nationalité pour l'épouse et les enfants mineurs de l'intéressé qui ont quitté le pays avec lui.

Article 25. La nationalité de la République arabe unie peut être rendue, par arrêté du Ministre de l'intérieur, à toute personne à qui elle a été retirée ou qui en a été déchue en vertu des articles 21, 22 et 24.

Le Ministre peut également rendre la nationalité de la République arabe unie à toute personne à qui elle a été retirée ou qui en a été privée ou déchue en vertu des lois sur la nationalité en vigueur, avant le 22 février 1958, dans la Province syrienne ou la Province égyptienne.

Article 26. Sauf dispositions contraires, l'acquisition, le retrait, la déchéance ou le recouvrement de

la nationalité de la République arabe unie n'ont pas d'effet rétroactif.

...

Article 30. Les dispositions des traités ou accords internationaux relatifs à la nationalité conclus entre la République arabe unie et des Etats étrangers, ainsi que celles des accords conclus entre la République égyptienne ou la République syrienne et des Etats étrangers, demeurent en vigueur même si elles sont contraires aux dispositions de la présente loi, chaque accord étant applicable dans la région qui y est visée.

Article 31. Aux fins de la présente loi :

a) Le terme «majorité» désigne l'âge de 21 ans (calculé d'après le calendrier grégorien);

b) L'expression «personne d'origine syrienne ou égyptienne» désigne toute personne syrienne ou égyptienne qui, ayant un ascendant né dans la République arabe unie, n'a pu obtenir la reconnaissance de sa nationalité égyptienne ou syrienne avant le 22 février 1958 du fait qu'elle-même, son père ou son conjoint ne remplissait pas les conditions de résidence requises ou qu'elle n'avait pas été en mesure d'apporter la preuve que lesdites conditions étaient remplies;

c) L'expression «nation arabe» désigne les peuples des territoires qui sont situés entre l'océan Atlantique et le golfe Arabe (Persique) et dont la langue principale est l'arabe.

Article 32. Aux fins des conditions requises par la présente loi et par les lois sur la nationalité mentionnées à l'article premier, la résidence dans l'une des deux Provinces syrienne ou égyptienne complète la résidence dans l'autre Province.

Article 33. Toutes les décisions rendues en matière de nationalité sont prises en dernier ressort et ont force obligatoire; elles sont publiées au *Journal officiel*.

...

Article 37. Le décret législatif susmentionné n° 21 et le décret du Président de la République promulguant la loi n° 391 de 1956 sont abrogés.

Article 38. La présente loi sera publiée au *Journal officiel* et entrera en vigueur dans les deux Provinces de la République trente jours après la date de sa publication. Le Ministre de l'intérieur prendra les arrêtés nécessaires pour sa mise en application.

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

LES DROITS DE L'HOMME EN CORÉE EN 1958¹

I. NOTE LIMINAIRE

Le présent résumé concerne uniquement l'activité législative du Gouvernement pour l'année 1958; il est à noter que le peuple et le Gouvernement coréens ont également déployé une grande activité dans d'autres domaines en vue de protéger les droits de l'homme et la justice.

II. PROMULGATION DE LA LOI SUR LES MINEURS

La loi n° 489 sur les mineurs, promulguée le 24 juillet 1958, a remplacé le décret coréen sur les mineurs. La loi sur les mineurs a pour objet la protection et le redressement des mineurs de caractère antisocial, par l'adoption, principalement, des mesures suivantes :

1. Lorsqu'un mineur (c'est-à-dire une personne âgée de moins de 20 ans) enfreint une loi ou un décret criminel, sa cause doit être déférée à la Chambre des mineurs du tribunal de district, ou à une division de la Chambre des mineurs et des mesures de protection doivent lui être appliquées. Le juge de la Chambre des mineurs peut confier la garde du mineur délinquant à une institution ou à un particulier, par exemple à un centre de redressement ou à un tuteur, de manière à permettre l'application des mesures de protection susceptibles de corriger le caractère antisocial du mineur.

2. Le mineur déféré par le directeur d'un bureau de la police à la Chambre des mineurs en raison de sa tendance à commettre des délits doit également faire l'objet de ces mesures de protection.

3. Le mineur qui a commis un crime ou délit pour lequel les lois pénales prévoient la peine de mort ou l'emprisonnement à vie ne peut être condamné qu'à une peine d'emprisonnement ou de travaux forcés à temps.

On trouvera ci-après des extraits de la loi sur les mineurs :

Art. premier (Objet)

La présente loi a pour objet d'aider les mineurs à se développer normalement en adoptant à l'égard des mineurs délinquants de caractère antisocial des mesures de protection et des mesures spéciales différentes de celles prises à l'encontre des criminels ordinaires.

¹ Note obligeamment communiquée par le Ministre des affaires étrangères de la République de Corée. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Art. 3 (La juridiction compétente et son fonctionnement)

2) Les affaires relatives à la protection des mineurs sont déferées à la Chambre des mineurs d'un tribunal de district (dénommée ci-après la Chambre des mineurs).

3) Dans ces affaires, la cause est entendue et le jugement est prononcé par un juge de la Chambre des mineurs siégeant seul.

Art. 4 (Objet des mesures de protection)

Les mineurs entrant dans l'une des catégories ci-après doivent faire l'objet d'une procédure de protection devant la Chambre des mineurs :

1. Les mineurs renvoyés devant la Chambre des mineurs par un juge ou un procureur ;

2. Les mineurs âgés de plus de 12 ans et de moins de 14 ans qui ont été renvoyés devant la Chambre des mineurs par le directeur d'un bureau de la police ou par un commissaire de police pour avoir enfreint une disposition pénale.

3. Les mineurs âgés de plus de 12 ans qui ont été renvoyés devant la Chambre des mineurs par le directeur d'un bureau de la police parce qu'ils montrent une tendance à commettre des délits due à des circonstances familiales ou à leur caractère.

Art. 12 (Mandat de comparution et mandat d'amener)

1) Lorsqu'il l'estime nécessaire à l'instruction de l'affaire, le juge de la Chambre des mineurs peut décerner au mineur suspect ou à son tuteur un mandat leur enjoignant de comparaître devant le tribunal à une date déterminée.

Art. 13 (Mandat d'amener spécial)

Lorsqu'il estime que la protection du mineur nécessite l'adoption d'une mesure d'urgence, le juge de la Chambre des mineurs décerne un mandat d'amener spécial sans décerner au préalable le mandat de comparution prévu à l'article précédent.

Art. 16 (Désignation d'un défenseur)

1) Le mineur intéressé ou son tuteur peut désigner un défenseur avec l'approbation du juge de la Chambre des mineurs.

2) Si c'est le tuteur du mineur ou un homme de loi qui doit être désigné comme défenseur, l'approbation prévue au paragraphe précédent n'est pas nécessaire.

Art. 17 (Mesures provisoires)

1) Lorsqu'il l'estime nécessaire à l'instruction de l'affaire, le juge de la Chambre des mineurs peut, par ordonnance, prendre l'une des mesures suivantes en ce qui concerne le soin et la garde du mineur intéressé :

1. Confier le mineur à la garde de son tuteur ou du directeur de son école ;
2. Confier le mineur à la garde d'un hôpital ;
3. Confier le mineur à la garde d'un centre de redressement ;
4. Confier le mineur à la garde de quelque autre institution ou d'un particulier jugé apte à assurer le soin et la garde de l'intéressé.

2) Lorsqu'une affaire mettant en cause un mineur ainsi que l'intéressé lui-même sont déferés à la Chambre des mineurs, l'intéressé doit être soumis dans les vingt-quatre heures à l'une des mesures énumérées au paragraphe précédent.

3) La durée de la garde prévue au paragraphe 1) 3 ne peut excéder un mois. Cette période peut être renouvelée en cas de besoin, mais elle ne peut l'être qu'une fois, par une ordonnance du juge.

4) Les mesures énumérées au paragraphe 1) peuvent être révoquées ou révisées à tout moment par une ordonnance du juge.

Art. 23 (Méthode de jugement)

1) Le procès doit être conduit dans un esprit de bienveillance envers le mineur, lequel doit être traité avec douceur.

2) L'audience n'est pas publique ; toutefois le juge peut, lorsqu'il l'estime nécessaire, autoriser certaines personnes à être présentes.

Art. 24 (Déclarations d'opinion)

1) Le mineur, son tuteur et son défenseur peuvent faire connaître leur opinion sur le procès intenté au mineur.

2) Lorsqu'une déclaration doit être faite en vertu du paragraphe précédent, le juge peut, s'il l'estime nécessaire, ordonner au mineur intéressé de quitter la salle d'audience.

Art. 30 (Ordonnance relative aux mesures de protection)

Lorsqu'à la suite du procès, le juge de la Chambre des mineurs estime que l'adoption d'une mesure de protection est nécessaire, il peut, par ordonnance, prendre l'une des mesures suivantes :

1. Confier le mineur au soin et à la garde de son tuteur ou d'une autre personne appropriée ;
2. Confier le mineur au soin et à la garde d'un temple, d'une église ou d'une autre organisation charitable appropriée ;
3. Faire admettre le mineur dans un hôpital ou un sanatorium, selon le cas ;
4. Placer le mineur dans un établissement d'éducation surveillée ;

5. Envoyer le mineur dans un centre de redressement.

Art. 39 (Appel)

1) Si une ordonnance relative à des mesures de protection est considérée comme contraire à une loi ou à un décret en la matière, le tuteur, le défenseur ou le représentant juridique du mineur peut interjeter appel devant la Cour d'appel compétente.

3) L'appel doit être interjeté dans un délai de sept jours.

Art. 43 (Pourvoi en cassation)

1) Si l'appel est rejeté, l'appelant peut se pourvoir en cassation devant la Cour suprême, à condition toutefois que l'arrêt de rejet soit considéré comme contraire aux dispositions des lois et décrets en la matière.

2) La disposition du paragraphe 3 de l'article 39 est applicable *mutatis mutandis* au pourvoi en cassation formé en vertu du paragraphe précédent.

Art. 45 (Renvoi de l'affaire par le procureur)

Lorsqu'il y a lieu, à la suite de l'instruction d'une affaire mettant en cause un mineur, de le soupçonner d'avoir commis une infraction punissable d'une peine inférieure à une amende, ou s'il existe des raisons de soumettre le mineur à des mesures de protection, le procureur renvoie l'affaire à la Chambre des mineurs compétente.

Art. 46 (Renvoi par le juge)

Lorsque le procès d'un mineur permet d'établir l'existence d'une infraction punissable d'une peine inférieure à une amende ou de raisons justifiant l'adoption de mesures de protection à l'égard du mineur, le juge renvoie l'affaire à la Chambre des mineurs compétente.

Art. 49 (Mandats de dépôt)

1) Sauf en cas de nécessité absolue, il ne peut être décerné de mandat de dépôt à l'encontre de mineurs.

2) Au cas où des mineurs seraient détenus, ils doivent être séparés des autres suspects ou prévenus, sauf circonstances exceptionnelles.

Art. 51 (Procès distinct)

Même s'ils sont mis en cause en même temps que des adultes, les mineurs font l'objet d'un procès distinct, à moins d'impossibilité.

Art. 52 (Principes de jugement)

1) Les affaires pénales mettant en cause un mineur doivent être jugées dans un esprit de bienveillance envers le mineur, lequel doit être traité avec douceur.

2) Lors du jugement des affaires mettant en cause un mineur, il importe d'examiner avec une attention particulière l'état physique et mental du mineur, son caractère, son passé, sa situation familiale et toutes les autres circonstances le concernant.

Art. 53 (Mitigation des peines de mort et d'emprisonnement à vie)

Lorsqu'un crime punissable de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement à vie est commis par un mineur de moins de 16 ans, celui-ci est condamné à quinze ans de travaux forcés.

Art. 54 (Condamnation à une peine de durée indéterminée)

1) Si un mineur commet une infraction punissable, aux termes du Code pénal, d'une peine de travaux forcés ou d'emprisonnement dont le maximum est supérieur à deux ans, la condamnation prononcée à son encontre doit préciser les durées maximum et minimum de la peine, dans les limites des dispositions du Code pénal.

Dans ce cas, les durées maximum et minimum ne peuvent pas dépasser dix et cinq ans, respectivement.

2) S'il est décidé de suspendre l'exécution ou le prononcé du jugement, les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas.

Art. 55. (Interdiction de convertir une peine d'amende en une peine de détention)

La peine de détention prévue à l'article 70 du Code pénal ne peut être prononcée à l'encontre de délinquants mineurs.

Art. 56. (Exécution des peines de travaux forcés ou d'emprisonnement)

Les mineurs condamnés à une peine de travaux forcés ou d'emprisonnement doivent être détenus dans des prisons ou des quartiers qui leur sont spécialement destinés.

Toutefois, le mineur qui atteint l'âge de 25 ans tandis qu'il purge une peine de travaux forcés peut être transféré dans une prison ordinaire.

Art. 58 (Libération conditionnelle)

Le mineur condamné à une peine de travaux forcés peut être mis en liberté provisoire s'il a accompli :

1. Cinq ans de sa peine, dans le cas d'une peine de travaux forcés à perpétuité ;
2. Trois ans de sa peine, dans le cas d'une peine de quinze ans de travaux forcés ;
3. Un tiers de la durée minimum de sa peine, dans le cas d'une peine de durée indéterminée.

Art. 59 (Fin du délai d'épreuve)

Si, après avoir accompli une partie de sa peine, un mineur bénéficie d'une mesure de libération conditionnelle, il est réputé avoir entièrement exécuté sa peine lorsqu'une période de durée égale à la fraction accomplie s'est écoulée sans que la libération conditionnelle ait été révoquée.

Art. 60. (Application des lois ou décrets relatifs au statut)

Pour l'application des lois sur le statut, le mineur qui a purgé sa peine ou a bénéficié d'une remise de peine est considéré comme n'ayant pas été condamné.

Art. 61 (Interdiction de la publicité)

Il est interdit de faire paraître dans la presse ou d'autres publications ou de divulguer au cours d'émissions radiophoniques le nom de l'intéressé, son âge, sa profession, son signalement, sa photographie ou tous autres détails permettant d'identifier le mineur qui fait l'objet d'une procédure d'instruction ou de jugement en vertu de la présente loi.

III. PROMULGATION DE LA LOI SUR LES CENTRES DE REDRESSEMENT POUR MINEURS

La loi n° 493 sur les centres de redressement pour mineurs, promulguée le 8 août 1958, a remplacé l'ordonnance coréenne du même nom.

Cette loi contient les dispositions applicables aux mineurs que les tribunaux renvoient dans des centres de redressement à titre de mesure de protection et a pour but de les guider grâce à l'enseignement et à l'orientation professionnelle.

Cette nouvelle loi met l'accent sur l'éducation corrective, qui permet aux pensionnaires du centre d'acquérir une instruction comme des écoliers ordinaires. Cette loi se caractérise aussi par ses dispositions concernant la mise en liberté et la mise en liberté provisoire ; le Directeur d'un centre de redressement peut accorder la liberté ou la liberté provisoire aux pensionnaires du centre avec l'approbation du Ministre de la justice.

On trouvera ci-après des extraits de cette loi :

Art. premier (Rôle du centre de redressement)

Le centre de redressement a pour rôle de dispenser une éducation corrective aux mineurs qui y sont envoyés dans un but de protection par la Chambre des mineurs.

Art. 2 (Administration)

Le centre de redressement relève de l'administration du Ministre de la justice.

Art. 3 (Education corrective)

1) Le centre de redressement dispense une éducation corrective sous forme d'orientation professionnelle et de soins médicaux ainsi qu'en donnant aux mineurs une instruction de base et en les préparant à leur rôle de citoyens dans des conditions de stricte discipline.

2) Les cours d'enseignement primaire ou moyen peuvent être donnés dans les centres de redressement autorisés par décret présidentiel.

3) Dans les cas envisagés au paragraphe précédent, les programmes, le choix des cours et les conditions

d'admission (en ce qui concerne l'enseignement moyen seulement) doivent être conformes aux dispositions de la loi sur l'enseignement; les titres requis des instituteurs du centre de redressement sont fixés par les dispositions de la loi sur les instituteurs.

4) Le Ministre de l'éducation peut, s'il l'estime nécessaire, présenter des recommandations au Ministre de la justice sur des questions relatives à la loi sur l'enseignement.

5) Les élèves qui ont terminé les cours prévus aux trois paragraphes précédents sont considérés comme ayant les mêmes titres que ceux qui ont terminé les cours correspondants prévus par la loi sur l'enseignement.

Art. 12 (Mise en liberté et mise en liberté provisoire)

1) Lorsqu'il estime que les objectifs visés par le placement du mineur en centre de redressement ont été atteints, le Directeur du centre libère l'intéressé, avec l'approbation du Ministre de la justice.

2) Si le mineur placé en centre de redressement et soumis à une éducation corrective se conduit de façon satisfaisante, le Directeur du centre peut le libérer, avec l'approbation du Ministre de la justice, à titre de mesure provisoire, en précisant les conditions à observer ainsi que la durée du délai d'épreuve, qui doit être inférieure à un an.

3) Lorsqu'un mineur mis en liberté provisoire enfreint les conditions prévues, le Directeur peut, avec l'approbation du Ministre de la justice, révoquer la mise en liberté provisoire et reprendre le mineur dans le centre de redressement.

4) Lorsque le délai d'épreuve s'est écoulé sans que la mise en liberté provisoire soit révoquée, le mineur cesse d'être soumis à la mesure de protection dont il a fait l'objet.

IV. PROMULGATION DE LA LOI D'INDEMNISATION PÉNALE

La loi d'indemnisation pénale (n° 494) a été promulguée le 13 août 1958 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1959.

Cette loi a pour objet la réparation du préjudice subi par les personnes détenues qui ont été acquittées à la suite d'un procès ordinaire, d'un nouveau procès ou d'une procédure d'appel extraordinaire en matière pénale conformément au Code de procédure criminelle.

Cette loi, qui remplace l'ordonnance criminelle coréenne, complète le paragraphe 2 de l'article 24 de la Constitution¹. L'ancienne ordonnance était loin de suffire à assurer la protection des droits civils du point de vue du montant de l'indemnité et de la procédure d'indemnisation pour le préjudice subi à la suite d'erreurs commises par les organes judiciaires en matière pénale.

On trouvera ci-après des extraits de cette loi concernant les droits de l'homme :

Art. premier (Conditions ouvrant droit à l'indemnisation)

1) L'accusé qui a été détenu et qui est ensuite acquitté au cours d'un procès ordinaire, d'un nouveau procès ou d'une procédure d'appel extraordinaire en matière pénale conformément au Code de procédure criminelle, a le droit de réclamer une indemnité à l'Etat pour le préjudice que lui a causé la détention, conformément aux dispositions de la présente loi.

2) Lorsqu'un accusé qui est acquitté en appel . . . lors du nouveau procès ou de la procédure d'appel extraordinaire a été détenu ou a exécuté la peine de travaux forcés prononcée contre lui à l'origine, il peut réclamer une indemnité pour le préjudice subi du fait de la détention ou de l'exécution de ladite peine.

3) La détention prévue par les dispositions du paragraphe 3 de l'article 470 du Code de procédure criminelle et la détention préventive prévue au paragraphe 3 de l'article 475 du même Code sont, aux fins de l'application des paragraphes précédents, considérées comme équivalent à la détention ou à l'exécution de la peine.

Art. 4 (Montant de l'indemnité)

1) L'indemnité due pour la détention est calculée au taux de 500 à 1.000 hwan par jour de détention.

2) Il est tenu compte, pour le calcul du montant de l'indemnité conformément au paragraphe précédent, de la nature et de la durée de la détention, du préjudice matériel et du manque à gagner, du préjudice moral, des dommages corporels, de l'intention ou de la faute de la police, du ministère public, du tribunal ou d'autres organes connexes, et de toutes autres circonstances pertinentes.

4) L'indemnité due pour le paiement d'une amende ou d'une amende mineure est calculée en ajoutant au montant de l'amende un intérêt annuel de 5 pour 100.

5) Les dispositions du paragraphe 1) sont applicables *mutatis mutandis* à la détention subie dans une maison de correction.

6) La réparation du dommage subi du fait d'une mesure de confiscation consiste dans la restitution des articles confisqués; toutefois, s'il en a déjà été disposé, il est versé au propriétaire une somme égale au prix des articles à la date du jugement accordant l'indemnité; . . .

Art. 5 (Autres demandes d'indemnisation)

1) La présente loi ne s'oppose pas à ce que les personnes ayant droit à une indemnité en vertu des dispositions de ladite loi réclament l'indemnisation d'un préjudice subi en vertu des dispositions d'une autre loi.

Art. 6 (Tribunal compétent)

La demande d'indemnité est portée devant le tribunal qui a prononcé l'acquiescement.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 101.

Art. 7 (Délai pendant lequel l'indemnité peut être demandée)

La demande d'indemnité doit être faite dans l'année qui suit la date à laquelle le jugement d'acquiescement est devenu définitif.

Art. 19 (Appel)

1) La décision déclarant la demande d'indemnité recevable n'est pas susceptible d'appel.

2) L'appel de la décision rejetant la demande d'indemnité doit être interjeté sans délai.

LOI SUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

Promulguée le 18 juillet 1952 (n° 247)¹

Chapitre premier

DROIT DE VOTE ET ÉLIGIBILITÉ

Art. premier. Est électeur tout citoyen âgé de 21 ans révolus.

Art. 2. Est éligible tout citoyen qui vit dans le pays depuis trois années et est âgé de 40 ans révolus.

Art. 3. L'âge des électeurs est calculé à la date de la confirmation officielle des listes électorales, et celui des personnes éligibles à la date de l'élection.

Art. 4. N'est ni électeur ni éligible quiconque appartient à l'une des catégories ci-après :

¹ Une traduction anglaise de la loi figure dans l'Appendice à *Selected Laws and Regulations pertaining to the National Assembly, Republic of Korea (Revised)*, du 31 décembre 1958, publié par le secrétariat de la Chambre des représentants de la République de Corée. Le même appendice comporte le texte anglais du décret d'application de la loi sur l'élection du Président et du Vice-Président, promulgué le 18 juillet 1952 en tant que décret présidentiel n° 659. La loi et le décret présidentiel sont tous deux entrés en vigueur le jour de leur promulgation. Traduction française du Secrétariat des Nations Unies.

1) Quiconque a été déclaré incapable ou partiellement incapable ;

2) Quiconque a été déclaré en faillite et n'est pas encore réhabilité ;

3) Quiconque a été condamné à une peine de détention ou à une peine plus grave et est en train de purger sa peine, ou toute personne dont le sursis n'a pas encore été confirmé ;

4) Quiconque a fait l'objet d'une décision d'un tribunal ordonnant la suspension de ses droits civils.

Art. 5. Quiconque a été condamné à une peine de détention ou à une peine plus grave ne sera éligible que lorsque trois années se seront écoulées depuis le jour de l'expiration de la peine.

Art. 6. Le personnel militaire, à moins qu'il ne soit relevé du service actif, n'est pas éligible.

[D'autres dispositions de la loi concernent notamment les campagnes électorales et le caractère secret du scrutin.]

LOI SUR L'ÉLECTION DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Promulguée par la loi n° 470 du 25 janvier 1958 et amendée par la loi n° 475 du 11 mars 1958¹

Chapitre premier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. premier (Objet)

La présente loi a pour objet de garantir l'établissement d'un régime démocratique grâce à l'élection impartiale, exprimant la libre volonté du peuple, des membres de la Chambre des représentants (ci-après dénommés les membres de la Chambre).

Art. 2. (Qualité d'électeur)

Aux fins de la présente loi, est électeur quiconque a le droit de vote et est inscrit sur les listes électorales.

¹ Traduction française établie par le Secrétariat des Nations Unies à partir de la traduction anglaise empruntée au recueil intitulé *Selected Laws and Regulations pertaining*

to the National Assembly, Republic of Korea (Revised) que le secrétariat de la Chambre des représentants de la République de Corée a publié le 31 décembre 1958. Cette loi et son amendement sont entrés en vigueur à la date de leur promulgation ; la loi abroge la loi n° 121 sur l'élection des membres de l'Assemblée nationale (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 84).

La Chambre des représentants est l'une des deux chambres qui composent l'Assemblée de la République de Corée, l'autre étant la Chambre des conseillers (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 101). La loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, promulguée par la loi n° 469 du 25 janvier 1958 et amendée par la loi n° 476 du 11 mars 1958 régit séparément l'élection des membres de cette Chambre ; ladite loi et son amendement sont entrés en vigueur à la date de leur promulgation. Le recueil susmentionné, publié par le secrétariat de la Chambre des représentants, renferme également une traduction en anglais de cette dernière loi électorale. Si l'on excepte les différences indiquées dans les notes concernant les articles 11, 49 2), 51 1) et 3), 64 4) et 66 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des repré-

Chapitre II

DROIT DE VOTE ET ÉLIGIBILITÉ

Art. 10 (*Droit de vote*)

Quiconque est âgé au moins de 21 ans révolus a le droit de vote.

Art. 11 (*Éligibilité*)

Quiconque est âgé au moins de 25 ans révolus est éligible¹.

Art. 12 (*Calcul de l'âge*)

L'âge des électeurs est calculé à la date de l'homologation des listes électorales prévues à l'article 23; celui des candidats est calculé à la date des élections.

Art. 13 (*Incapacités électorales*)

N'a pas le droit de vote quiconque :

- 1) A été déclaré incapable ou quasi incapable ;
- 2) A été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave et purge cette peine ; ou est sous le coup d'une condamnation, encore que la nature de la peine qui doit lui être infligée n'ait pas encore été fixée ;
- 3) A été condamné à une amende pour violation de la loi électorale, s'il ne s'est pas écoulé un an depuis que cette condamnation a été prononcée ; ou a été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé deux ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise ; ou
- 4) A été frappé d'une incapacité temporaire par une décision judiciaire.

sentants, et si l'on remplace, le cas échéant, l'expression Chambre des représentants par l'expression Chambre des conseillers, la traduction anglaise des articles 1 et 2, 10 à 14, 33 à 35 1), 39 1) et 2), 40 à 42, 44 à 48, 54 à 66, 71 et 72, 74, 102 1), 110, 149 et 157 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, sous sa forme amendée, est identique pour l'essentiel à la traduction anglaise des articles 1 et 2, 10 à 14, 43 à 45 1), 49 1) et 2), 50 à 52, 54 à 58, 64 à 76, 81 et 82, 84, 112 1), 120, 159 et 167 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des représentants, sous sa forme amendée.

Il est prévu, dans un certain nombre d'articles du chapitre VII (Campagnes électorales) de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des représentants, qu'un décret présidentiel réglera diverses questions. Le décret présidentiel n° 1336 portant application de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des représentants a été dûment promulgué le 25 janvier 1958. Une réglementation correspondante de certaines questions visées au chapitre VII (Campagnes électorales) de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers a fait l'objet du décret présidentiel n° 1335 portant application de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, qui a été promulgué le 25 janvier 1958.

Le recueil susmentionné, publié par le secrétariat de la Chambre des représentants, renferme également la traduction anglaise de ces deux décrets présidentiels.

¹ Dans l'article 11 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, l'âge prévu est de 35 ans au lieu de 25 ans.

Art. 14 (*Inéligibilité*)

Est inéligible quiconque :

- 1) Rentre dans la première ou la quatrième des catégories visées à l'article précédent ;
- 2) A été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé deux ans depuis que la peine a été accomplie ou suspendue ;
- 3) A été condamné à une amende pour violation de la loi électorale, s'il ne s'est pas écoulé deux ans depuis que cette condamnation a été prononcée ; ou a été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé trois ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise.

Chapitre VII

CAMPAGNES ÉLECTORALES

Art. 43 (*Définition*)

1) Aux fins de la présente loi, on entend par campagnes électorales toutes les initiatives prises en vue de se faire élire, de faire élire d'autres personnes ou de les empêcher d'être élues.

2) Quiconque ne fait qu'exprimer son opinion à propos des élections n'est pas considéré comme participant à une campagne électorale.

Art. 44 (*Période des campagnes électorales*)

Les campagnes électorales se déroulent entre la clôture de la liste des candidats et la veille des élections.

Art. 45 (*Interdiction de faire campagne*)

1) Seuls les candidats, leurs agents électoraux principaux et les agents électoraux visés par la présente loi peuvent faire campagne pour les élections.

Art. 49 (*Agents électoraux principaux et agents électoraux*)

1) Tout candidat désigne parmi les électeurs qualifiés de la circonscription électorale intéressée la personne qui, en qualité d'agent électoral principal, dirigera sa campagne . . .

2) Le candidat ou son agent électoral principal peut désigner un agent électoral pour chaque groupe de 1.500 citoyens de la circonscription électorale intéressée².

Art. 50 (*Interdiction aux étudiants et aux mineurs de faire campagne*)

1) Nul ne profitera, dans la conduite d'une campagne électorale, de l'autorité qu'il peut avoir sur

² Au paragraphe 2 de l'article 39 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, qui correspond au présent paragraphe, on lit « 5.000 citoyens » au lieu de « 1.500 citoyens ».

des élèves ou des étudiants des écoles primaires ou secondaires, ou sur des mineurs.

2) Aucun élève, étudiant ou mineur ne peut être agent électoral.

Art. 51 (Affiches)

1) Les affiches destinées aux campagnes électorales sont préparées et apposées par les soins de la commission électorale de la circonscription électorale intéressée, à raison d'une affiche par cinquante citoyens¹.

2) Les questions relatives aux dimensions, à la rédaction, aux citations, aux emplacements et autres éléments des affiches visées au paragraphe précédent seront réglées par un décret présidentiel.

3) Les affiches destinées à annoncer les réunions électorales visées à l'article 64 sont préparées par la commission électorale de la circonscription électorale intéressée et publiées sur la demande du candidat².

4) Le nombre d'affiches pouvant être publiées conformément au paragraphe précédent est fixé à cinquante pour chaque réunion électorale; leurs dimensions seront déterminées par un décret présidentiel.

Art. 52 (Manuscrits des affiches)

1) Le manuscrit d'une affiche visée au paragraphe 1 de l'article précédent ne peut être accepté que s'il a été soumis dans les trois jours qui suivent la date de clôture de l'inscription des candidats. Un manuscrit, une fois soumis, ne peut être ni retiré ni modifié.

2) Si la victoire est assurée au candidat sans qu'il soit nécessaire de procéder au vote, aucune affiche ne sera préparée ni apposée.

...

Art. 54 (Imprimés de petit format)

1) Tout candidat peut faire imprimer des circulaires indiquant son nom et son signe distinctif et les faire distribuer par ses agents électoraux ou leurs auxiliaires jusqu'au jour des élections.

2) Les dimensions des imprimés visés au paragraphe précédent seront fixées par un décret présidentiel.

Art. 55 (Tracts de propagande)

1) Tout candidat peut faire distribuer, deux fois dans chaque foyer, outre les circulaires visées à l'article précédent, des tracts de propagande exposant ses antécédents ou ses opinions politiques ou formu-

lant des vœux, etc., et les faire brièvement commenter par ses agents électoraux ou leurs auxiliaires.

2) Les tracts de propagande visés au paragraphe précédent peuvent être expédiés une fois en franchise postale.

3) Les questions relatives aux dimensions des tracts de propagande visés aux deux paragraphes précédents et à la franchise postale seront réglées par un décret présidentiel.

Art. 56 (Autres moyens de propagande)

1) Les candidats ou les personnes qui participent à une campagne électorale peuvent faire faire et installer des panneaux, bannières et autres signes distinctifs aux fins de ladite campagne.

2) Les questions relatives aux dimensions et au nombre des articles de propagande visés au paragraphe précédent seront réglées par un décret présidentiel.

Art. 57 (Interdiction d'utiliser des imprimés et des affiches en violation de la présente loi)

1) Nul ne peut, pour faire campagne pendant la période des campagnes électorales, préparer, apposer ou distribuer des imprimés, affiches ou autres articles de propagande, autres que ceux prévus par la présente loi.

2) Si la commission électorale de la circonscription électorale intéressée constate que de tels imprimés, affiches ou autres articles de propagande sont utilisés en violation des dispositions du paragraphe précédent, elle ordonnera immédiatement la suspension de leur utilisation ou leur retrait et prendra toutes mesures nécessaires à cet effet.

3) La commission électorale de la circonscription électorale intéressée précisera le nombre d'imprimés, affiches et autres articles de propagande qui peuvent être utilisés pour les campagnes électorales en vertu des dispositions de la présente loi.

Art. 58 (Interdiction d'utiliser des moyens d'expression échappant à la loi)

Nul ne peut, pendant la période des campagnes électorales, distribuer, représenter ou afficher des ouvrages, pièces de théâtre, films, annonces ou autres moyens d'expression analogues, qui tendent à appuyer ou à recommander des candidats, des partis politiques ou des organisations politiques ou à les combattre.

...

Art. 64 (Réunions électorales)

1) Les candidats, les agents électoraux principaux et les agents électoraux peuvent organiser en toute liberté des réunions en vue d'exposer des opinions politiques individuelles ou réunions électorales.

2) Les réunions électorales visées au paragraphe précédent s'entendent des conférences, colloques, réunions contradictoires, etc., dont le lieu et la date sont

¹ Au paragraphe 1 de l'article 41 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, on lit «500 citoyens» au lieu de «50 citoyens».

² Le paragraphe 3 de l'article 41 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers renvoie à l'article 54 de la même loi, les articles portant des numéros différents. Il y est fait mention non pas de la commission électorale de la circonscription électorale mais de la commission électorale de la circonscription de dépouillement du scrutin, qui, dans cette loi, est différente de la première.

fixés à l'avance de façon que le public puisse y venir en nombre.

3) Quiconque désire organiser une réunion électorale prévue au paragraphe précédent doit en aviser la commission électorale de la circonscription électorale intéressée trois heures avant l'ouverture de la réunion, conformément à un décret présidentiel.

4) Si deux ou plusieurs personnes désirent organiser au même endroit des réunions prévues au paragraphe précédent, la commission électorale de la circonscription électorale établira un ordre de priorité correspondant à l'ordre dans lequel les organisateurs l'ont avertie de leurs intentions, sous réserve que les heures indiquées pour chaque réunion soient fixées en toute impartialité¹.

Art. 65. (Nombre de réunions électorales)

Le nombre total des réunions électorales prévues à l'article précédent ne peut dépasser le double du nombre de sections de vote existant dans la circonscription électorale intéressée.

Art. 66 (Utilisation des installations publiques)

1) Les écoles et autres installations publiques auxquelles s'applique la réserve contenue au paragraphe 1 de l'article 67 peuvent être utilisées comme lieu de rassemblement pour des réunions électorales communes ou particulières, dans les conditions fixées par un décret présidentiel².

2) Les directeurs des écoles ou gérants des autres installations publiques autoriseront l'utilisation de leurs locaux s'ils sont saisis d'une demande à cet effet.

Art. 67 (Interdiction de prononcer des discours dans certains lieux)

Nul ne peut exposer ses opinions politiques ni prononcer de discours aux fins d'une campagne électorale en un lieu qui rentre dans l'une des catégories ci-après :

1) Bâtiments et installations gérés par le Gouvernement central, des organismes publics locaux ou des entreprises nationalisées, ou leur appartenant, étant entendu que les écoles, salles de réunion, théâtres, parcs, stades, marchés et autres bâtiments ou installations pourront, par décret présidentiel, être exclus du champ d'application de l'interdiction ;

2) Gares de chemin de fer, aéroports, gares maritimes et gares routières ;

3) Hôpitaux, centres sanitaires, bibliothèques, instituts de recherches, laboratoires, et autres établissements de recherches médicales ou culturelles.

¹ Au paragraphe 4 de l'article 54 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers, il est fait mention non pas de la commission électorale de la circonscription électorale mais de la commission électorale de la circonscription de dépouillement du scrutin.

² L'article 56 de la loi sur l'élection des membres de la Chambre des conseillers renvoie à l'article 57 de la même loi, les articles portant des numéros différents.

Art. 68 (Restrictions concernant l'emploi de haut-parleurs, automobiles, etc.)

1) Il est interdit d'utiliser des haut-parleurs, magnétophones, etc., aux fins d'une campagne électorale, sauf pour des réunions électorales communes ou particulières.

2) Chaque candidat ne peut utiliser plus d'un haut-parleur et de deux automobiles.

3) Pendant la période des campagnes électorales, le haut-parleur et les automobiles visés au paragraphe précédent devront porter un signe distinctif conformément aux dispositions d'un décret présidentiel et les automobiles pourront être utilisées et circuler librement.

Art. 69 (Interdiction de radiodiffuser des informations fausses)

Les exploitants de services de radiodiffusion ne compromettront pas l'impartialité des élections en diffusant des informations fausses ou déformées au sujet des candidats ou des élections.

Art. 70 (Impartialité des émissions concernant les antécédents des candidats)

1) Les directeurs de stations de radiodiffusion peuvent diffuser le nom et un aperçu des antécédents des candidats, conformément aux dispositions d'un décret présidentiel.

2) Le nombre et la teneur des émissions visées au paragraphe précédent seront déterminés avec impartialité pour tous les candidats.

Art. 71 (Interdiction d'utiliser la radiodiffusion)

Nul ne peut utiliser les services de radiodiffusion aux fins d'une campagne électorale, si ce n'est conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 72 (Restrictions concernant l'emploi illicite de journaux, revues, etc.)

1) Nul ne peut, en vue de faire élire certains candidats ou de les empêcher d'être élus, inciter les personnes chargées de l'administration ou de la publication de journaux (y compris les agences de presse), revues ou autres périodiques à faire paraître des informations ou des commentaires au sujet des élections en offrant, promettant ou proposant aux directeurs ou rédacteurs de l'argent, des cadeaux, des divertissements ou d'autres avantages.

2) Les personnes chargées de l'administration ou de la publication de journaux, revues ou autres périodiques ne feront paraître, au sujet des élections, ni informations ni commentaires faisant mention de certains candidats, si on leur a offert, promis ou proposé les avantages visés au paragraphe précédent.

3) Les dispositions relatives aux restrictions apportées aux campagnes électorales en vertu des deux paragraphes précédents ne sont pas destinées à entra-

ver la liberté de publier des informations et des commentaires dans les journaux et les revues.

4) Nul ne peut assurer la distribution de journaux, revues, etc., par des méthodes autres que les méthodes ordinaires.

Art. 73 (Interdiction de publier de fausses nouvelles)

Les personnes chargées de l'administration ou de la publication de journaux, revues ou autres périodiques ne publieront pas de fausses nouvelles en vue de faire élire certains candidats ou de les empêcher d'être élus.

Art. 74 (Annonces dans les journaux)

Les candidats ne peuvent faire paraître qu'une seule fois des annonces dans les journaux au sujet des élections, conformément aux normes établies par un décret présidentiel.

Art. 75 (Annonces publiées dans les journaux par les partis politiques)

1) Les partis et organisations politiques ne peuvent faire paraître qu'une seule fois, dans l'intérêt des candidats qui leur sont affiliés, des annonces dans les journaux au sujet des élections, conformément aux dispositions d'un décret présidentiel; il est entendu toutefois que les annonces concernant le programme, la politique ou la tendance générale du parti ou de l'organisation intéressée sont exclues du champ d'application de la disposition qui précède.

2) Si un candidat est affilié à deux ou plusieurs organisations, seule une des organisations mentionnées dans la demande d'inscription du candidat peut faire paraître les annonces prévues au paragraphe précédent.

3) Quiconque désire faire paraître une annonce conformément au paragraphe précédent doit en aviser la commission électorale centrale.

Art. 76 (Interdiction de faire des tournées électorales au domicile des électeurs)

1) Nul ne peut, aux fins d'une campagne électorale, faire une tournée au domicile des électeurs.

2) Nul ne peut faire une tournée au domicile des électeurs pour leur annoncer une réunion électorale.

Art. 81 (Interdiction de manifester)

Nul ne peut, aux fins d'une campagne électorale, prendre part à un défilé sur la voie publique en répétant à haute voix le nom d'un candidat.

Art. 82 (Interdiction de tenir des réunions électorales pendant la nuit)

Nul ne peut organiser de réunions électorales sur la voie publique entre 22 heures et 6 heures.

Art. 84 (Interdiction de répandre de fausses indications)

Nul ne peut, en vue d'exercer une influence sur les élections, donner ou répandre de fausses indications au sujet de la personnalité d'un candidat, de sa condition ou de ses antécédents, ou au sujet de partis ou organisations politiques auxquels ledit candidat est affilié.

...

Chapitre IX

JOUR DES ÉLECTIONS — OPÉRATIONS ÉLECTORALES

...

Art. 112 (Procédure de vote)

1) Chaque électeur devra se rendre dans un isoloir où il pourra, dans le secret absolu, apposer un signe distinctif sur son bulletin de vote pour désigner le candidat de son choix; il déposera ensuite son bulletin de vote dans l'urne en présence des membres de la commission électorale de la section de vote.

...

Art. 120 (Garantie du secret du scrutin)

1) Le secret du scrutin est garanti.

2) Les électeurs ne sont tenus d'indiquer à personne le nom du candidat pour lequel ils ont voté; ni les autorités ni les représentants d'aucun organisme public ne peuvent demander ou exiger de le savoir.

...

Chapitre XIV

DISPOSITIONS PÉNALES

...

Art. 159 (Délict de viol du secret du vote)

1) Quiconque viole le secret du vote, ou demande à un électeur de lui indiquer le nom du candidat pour lequel il se propose de voter ou pour lequel il a voté, est passible d'une peine de travaux forcés ou d'emprisonnement ne dépassant pas deux ans.

2) Si un membre ou un employé d'une commission électorale, un agent de police ou tout autre fonctionnaire se rend coupable du délit visé au paragraphe précédent, il sera passible d'une peine de travaux forcés ou d'emprisonnement de cinq ans au plus.

...

Art. 167 (Délict de publication de fausses informations)

Quiconque, par le moyen de discours, journaux, revues, affiches, tracts de propagande ou tout autre moyen, publie ou fait publier une fausse information au sujet de la personnalité, de l'activité ou des antécédents d'un candidat, en vue de se faire élire, de faire élire une autre personne ou de l'empêcher d'être élue, est passible d'une peine de travaux forcés ou d'emprisonnement ne dépassant pas trois ans ou d'une amende de 300.000 hwan au plus.

...

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

NOTE¹

1. La loi n° 4840 du 17 février 1958 indiquait les conditions auxquelles les condamnés à une peine privative de liberté qui ont pris des habitudes de travail et dont la conduite a été irréprochable peuvent bénéficier de la liberté sur décision du pouvoir exécutif.

Le texte de la loi est le suivant :

« *Article premier.* Tout condamné à une peine privative de liberté, de quelque nature qu'elle soit, qui aura pris des habitudes de travail et dont la conduite aura été irréprochable pourra être mis en liberté si le pouvoir exécutif en donne l'autorisation, à condition d'avoir accompli trois mois de prison si la peine est inférieure à six mois, ou d'avoir accompli le quart de la peine, mais jamais moins de trois mois, si la peine est supérieure à six mois.

« *Article 2.* Il sera en outre exigé pour la libération conditionnelle qu'une personne de bonne réputation s'engage à assumer la mission de conseiller le condamné pendant la période de libération conditionnelle, à lui faire obtenir ou à lui procurer les moyens de travailler, à surveiller sa conduite et à informer le procureur du tribunal du lieu de sa résidence de toute faute ou inconduite du libéré, ainsi que de tout changement de résidence qui n'aurait pas été dûment autorisé.

« *Note:* Il pourra être accordé une exemption des décisions du présent article dans le cas de condamnés qui, pour des motifs valables, sont dans l'impossibilité de trouver une personne pouvant se charger des susdites obligations.

« *Article 3.* La libération conditionnelle pourra être révoquée par le pouvoir exécutif en cas d'inconduite habituelle et publique du bénéficiaire ou en cas de violation des conditions auxquelles a été accor-

dée la libération conditionnelle ou de celles que prévoient les règlements.

« *Note:* Ladite révocation s'opérera de plein droit au cas où l'intéressé commettrait un nouveau délit.

« *Article 4.* S'il n'y a pas eu révocation avant l'expiration de la peine, la libération conditionnelle se transforme en mise en liberté définitive. S'il y a eu révocation pour une cause autre qu'un nouveau délit, la période de libération conditionnelle compte pour l'exécution de la peine. Si la révocation a été motivée par un délit, le condamné accomplira la durée de la peine non subie, non compris la période de libération conditionnelle, ainsi que la peine correspondant au nouveau délit.

« *Article 5.* La présente loi ne modifie aucunement les attributions conférées par la Constitution au Président de la République en matière de grâce.

« *Article 6.* Les pièces relatives à la procédure de la libération conditionnelle seront dispensées de tout impôt, droit ou taxe.

« *Article 7.* Le Secrétariat d'Etat à la justice veillera à faire respecter les dispositions de la présente loi et les règlements que le pouvoir exécutif édictera en vue de son application complète. »

2. La loi n° 4865 du 28 février 1958 sur l'assistance aux enfants des prisonniers dispose que :

« *Article unique.* L'article premier de la loi n° 4107, en date du 15 avril 1955, est modifié de la façon suivante :

« *Article premier.* Quand un détenu subit une peine qui prive ses enfants de leurs moyens de subsistance, l'Etat accordera la somme de 5 pesos de la République Dominicaine par mois et par enfant, jusqu'au dixième.

« Ledit secours se prolongera pendant un mois à compter du jour de la mise en liberté, de la libération conditionnelle ou de la grâce accordées auxdits détenus. »

¹ Renseignements obligeamment communiqués par S.E. M^{me} Minerva Bernardino Cappa, représentante suppléante de la République Dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, correspondante de l'*Annuaire des droits de l'homme* désignée par le Gouvernement dominicain. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM

NOTE¹

Tribunaux pour enfants

La loi n° 11/58 du 3 juillet 1958 porte création et organisation des tribunaux pour enfants. L'article premier et l'article 14 de la loi sont ainsi conçus :

« *Article premier.* L'organisation et le fonctionnement des tribunaux pour enfants sont réglementés par les dispositions de la présente loi.

« Des tribunaux pour enfants seront créés par décrets partout où il sera jugé nécessaire.

« A défaut de tribunal pour enfants, le tribunal de juridiction ordinaire est compétent pour juger les mineurs délinquants, conformément aux dispositions de la présente loi.

« . . .

« *Art. 14.* Chaque affaire concernant les mineurs délinquants sera jugée séparément et en dehors de la présence de tous les autres prévenus.

« Seuls seront admis aux débats les témoins, les proches parents du mineur, le défenseur, les représentants des établissements ou institutions s'occupant des enfants, et toute autre personne dont l'audition sera jugée nécessaire.

« Est interdite la publication du compte rendu des débats devant le tribunal pour enfants par le livre, la presse, l'illustration, la radio, le cinéma ou par tout autre moyen. Il est de même interdit de publier tout portrait du délinquant mineur. L'infraction est passible d'une amende de \$50 à \$500. En cas de récidive,

la peine sera de sept jours à deux ans d'emprisonnement, en plus de l'amende.

Le jugement du tribunal pour enfants est rendu en audience publique. Il peut être publié, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué, même en initiales. L'infraction est punie d'une amende de \$300 à \$2.000. »

Congé annuel et travail de nuit

Le décret n° 294-LD du 6 juin 1958, fixant les modalités d'application des articles 172 et 208 du Code du travail promulgué par l'ordonnance n° 15 du 8 juillet 1952², stipule : 1) à l'égard des travailleurs de moins de 16 ans a) l'interdiction du travail de nuit même en cas de travaux urgents, et b) l'interdiction de reporter aux années suivantes tout ou partie du congé annuel payé ; et 2) à l'égard des autres travailleurs a) l'obligation de bénéficier chaque année d'au moins six jours du congé payé acquis, et b) la limitation à trois ans de la période au cours de laquelle la fraction restante de congé payé peut être reportée.

L'arrêté n° 116-BLD/LD/ND du 5 novembre 1958, complétant l'arrêté n° 23-LDTN-LD-ND du 24 février 1955, ajoute aux dispositions de ce dernier arrêté fixant les modalités de congé annuel dans les entreprises privées, une clause interdisant de prélever sur ce congé les périodes de suspension de travail ci-dessous énumérées : les jours fériés officiels ou coutumiers ; les interruptions de travail autorisées pour cause de maladie ; les interruptions de travail dues à un accident du travail ; les périodes de repos des femmes en couches ; les interruptions de travail dues à une cause indépendante de la volonté du salarié ; les périodes de service militaire ; les périodes de délai-congé lorsque le contrat est résilié par la volonté de l'employeur.

¹ Textes et renseignements obligeamment communiqués par le Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères de la République du Viet-Nam. Le Secrétariat d'Etat a informé le Secrétariat des Nations Unies que, dans le courant de l'année 1958, il n'est pas intervenu au Viet-Nam de changements d'ordre constitutionnel ou de décisions judiciaires susceptibles d'être insérés dans l'*Annuaire des droits de l'homme*.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 308.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

L'ÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME EN 1958¹

APERÇU DE LA LÉGISLATION, DES DÉCISIONS JUDICIAIRES ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

1. Protection de la dignité humaine
2. Principe de l'égalité de traitement
 - a) Egalité de tous devant la loi
 - b) Egalité des sexes
3. Protection des droits de la personne
 - a) Privation arbitraire de la liberté
 - b) Droit à l'intégrité physique
 - c) Protection de la vie privée, de la famille, de l'honneur et de la réputation de l'individu
 - d) Liberté de conscience et de religion
4. Garanties d'une procédure judiciaire équitable
 - a) Procédure en droit civil et administratif
 - b) Procédure en droit pénal
5. Droit à une nationalité, liberté de mouvement et droit d'asile

- a) Nationalité
- b) Liberté de mouvement
- c) Droit d'asile, extradition
6. Protection de la propriété et des biens
 - a) Propriété privée en général
 - b) Propriété immobilière
 - c) Autres biens
 - d) Biens se trouvant à l'étranger
7. Activité politique et liberté d'association
 - a) Liberté d'expression, droit de pétition
 - b) Liberté de réunion et d'association
8. Suffrage et droit de libre détermination
9. Droit de choisir et d'exercer librement sa profession
10. Protection du droit au travail
11. Assistance et prévoyance sociales
12. Droit à l'instruction et à l'éducation
13. Protection des droits d'auteur et des droits de propriété industrielle

AVANT-PROPOS

Au cours de l'année 1958 qui fait l'objet de ce rapport, un certain nombre de mesures législatives et de décisions judiciaires ont été prises pour la protection des droits de l'homme et la garantie de la liberté du citoyen face à l'autorité publique. L'interprétation par la Cour constitutionnelle fédérale (15 janvier 1958, *BVerfGE* 7/198) du champ d'activité des droits fondamentaux constitutionnels doit retenir particulièrement l'attention (voir aussi Cour fédérale de justice,

20 mai 1958, *DöV* 58/701). Alors que les droits fondamentaux étaient auparavant considérés uniquement comme des garanties accordées au citoyen dans ses rapports avec l'Etat et ne pouvaient donc pas être appliqués aux relations des citoyens entre eux, la Cour constitutionnelle a estimé que, en plus de leur fonction de défense, ils incarnent un ordre objectif de valeurs dans tous les domaines du droit, en tant que normes constitutionnelles fondamentales. La portée des droits fondamentaux s'exprime indirectement au moyen des prescriptions du droit civil, en particu-

¹ Note rédigée par le Dr. Klaus J. Unverzagt, Conseiller du Gouvernement, et obligamment communiquée par le Bureau de l'Observateur permanent de la République fédérale d'Allemagne auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

ABRÉVIATIONS

- BGBI* *Bundesgesetzblatt* (Bulletin fédéral des lois — avec indication de la partie et de la page);
- GVBl* *Gesetz- und Verordnungsblätter (der Länder)* (Bulletin des lois et ordonnances — des «Länder») (B = Brême, Bay = Bavière, Bln = Berlin, BW = Bade-Wurtemberg, H = Hambourg, Hess = Hesse, N = Basse-Saxe, NW = Rhénanie du Nord-Westphalie, RP = Rhénanie-Palatinat, S = Sarre, SchH = Schleswig-Holstein);
- GG* *Grundgesetz* (Loi fondamentale);
- BGHZ* *Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in Zivilsachen* (Arrêts de la Cour fédérale de justice en matière civile);
- BGHSt* *Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in Strafsachen* (Arrêts de la Cour fédérale de justice en matière pénale);

BVerfGE *Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichtes* (Arrêts de la Cour constitutionnelle fédérale);

BVerwGE *Entscheidungen des Bundesverwaltungsgerichtes* (Arrêts de la Cour administrative fédérale);

ESVGH *Verwaltungsrechtsprechung in Deutschland*, (La jurisprudence administrative en Allemagne, revue publiée par le Dr G. Ziegler);

DöV *Die öffentliche Verwaltung* (L'administration publique);

DVB *Deutsches Verwaltungsblatt* (Bulletin administratif allemand);

NJW *Neue Juristische Wochenschrift* (Nouvelle revue hebdomadaire du droit).

Dans les citations, le chiffre précédant le trait (/) indique l'année ou le numéro du volume; le chiffre qui suit le trait indique la page. Les citations tirées du *BGBI* portent les chiffres I ou II et indiquent respectivement la 1^{re} ou la 2^e partie. Lorsque rien d'autre n'est mentionné, il s'agit de l'année 1958; il en est de même en ce qui concerne le bulletin des lois des «Länder».

lier des clauses générales, et un juge, en méconnaissant l'influence des droits fondamentaux sur le droit civil, peut, en fait, les enfreindre.

D'autre part, il existe une décision de la Cour constitutionnelle fédérale (10 juillet 1958, *NJW* 58/1388) concernant les conditions d'une limitation constitutionnelle des droits fondamentaux. Selon l'article 19 de la Loi fondamentale, un droit fondamental peut être restreint, dans une certaine mesure, dans les cas permis par la Loi fondamentale, pour autant qu'il existe une loi et que cette loi spécifie le droit fondamental en cause et précise l'article qui le vise. Cependant, à l'occasion de l'examen d'un décret, la Cour constitutionnelle a jugé qu'il ne suffit pas que ces conditions soient remplies si la faculté de restreindre le droit fondamental est entièrement laissée à la discrétion de l'autorité administrative, car cette imprecision constitue une violation des principes constitutionnels.

Il faut enfin indiquer ici que le Gouvernement fédéral a renouvelé pour trois ans la déclaration sur les pouvoirs de la Commission européenne des droits de l'homme, conformément à l'article 25 de la Convention des droits de l'homme (12 août 1958, *BGBI* II/334).

Tout en assurant les libertés du citoyen, l'Etat doit aussi réaliser un ordre social, selon la pensée de l'article 20 de la Loi fondamentale, ce qui nécessite une certaine politique dirigiste et des interventions peu compatibles avec le système libéral.

1. PROTECTION DE LA DIGNITÉ HUMAINE

Dans un cas jugé par la Cour d'appel de Stuttgart (21 octobre 1958, *NJW* 58/2120), un patient avait exigé que son médecin lui remette des radiographies, en invoquant les droits de la personne. Après avoir constaté que le médecin était devenu propriétaire des radiographies selon le droit civil, en l'absence d'un arrangement spécial entre lui et son patient, la Cour a conclu que le refus du médecin ne représentait pas une atteinte aux droits de la personne et à la dignité humaine, étant donné que les radiographies avaient été faites avec l'accord du patient et que ce dernier devait s'attendre à ce que le médecin les garde, conformément à l'usage existant ; de plus, seul un médecin peut utiliser des radiographies d'une façon compétente.

Par contre, la Cour d'appel de Munich (7 août 1958, *NJW* 59/388) a jugé qu'un acteur dont la voix avait été remplacée par celle d'un autre au moyen d'un procédé de post-synchronisation, dans un rôle cinématographique, avait été lésé dans ses droits de la personne.

Dans une décision fondamentale (20 mai 1958, *DöV* 58/701), la Cour fédérale de justice a conclu que celui qui enregistre sur magnétophone une conversation à l'insu de l'interlocuteur porte atteinte aux droits de la personne garantis par les articles 1 et 2 de la Loi

fondamentale. Ce n'est que dans des cas exceptionnels (légitime défense, intérêt majeur, etc.) que de telles pratiques sont justifiables. Cependant, en raison de l'importance de la protection des droits de la personne, la Cour considère que l'obtention d'un instrument de preuve pour des raisons uniquement privées ne suffit pas en général à justifier un enregistrement secret ; il faut aussi tenir compte de l'usage qui est fait de l'enregistrement, s'il est destiné à l'interlocuteur, à un certain cercle de personnes ou au grand public, pour déterminer jusqu'à quel point il y a eu intervention dans le domaine des droits de la personne.

Le Tribunal de première instance (Landgericht) de Düsseldorf (31 octobre 1958, *NJW* 59/629) a rangé aussi parmi les droits de la personne l'inviolabilité du domicile. Il appartient au seul occupant du logement de décider si un tiers peut pénétrer dans sa demeure ou la photographier, même si ce tiers peut justifier d'un intérêt légitime à cet égard.

La Cour d'appel de Stuttgart (19 décembre 1958, *NJW* 59/643) avait à se prononcer sur les limites entre les droits de la presse et les droits de la personne : il a été décidé que, tout au moins en ce qui concerne le «Land» Bade-Wurtemberg, la presse n'a le droit d'empiéter sur les droits de la personne que dans le cadre de ses fonctions d'information et de critique concernant les affaires d'intérêt public, et non dans le but de distraire seulement le lecteur. Seule la considération des intérêts en jeu dans le cas particulier peut déterminer si la presse a le droit de publier les noms de personnes mêlées à des événements fâcheux. Si un agent de la force publique a provoqué un incident grave en faisant usage de ses armes, son nom ne devrait être livré à la presse que s'il peut être soupçonné de s'être écarté de son devoir et si ses supérieurs n'ont pas enquêté sur les circonstances de l'incident ; mais si l'instruction pénale a été ouverte par le ministère public, le nom de l'agent incriminé ne peut être divulgué qu'à titre exceptionnel. Le même tribunal a déclaré que, selon la loi, seules les photographies de personnes mêlées à la vie publique peuvent être publiées librement. Les photographies de personnes qui n'entrent pas dans cette catégorie ne peuvent être publiées que lorsque ces personnes ont attiré sur elles l'attention du public par des faits dignes d'intérêt et lorsque le reportage illustré de ces faits est objectif. Le critère de l'objectivité du reportage réside alors dans le fait que les raisons qui militent en faveur de sa publication paraissent plus importantes que les motifs que la personne intéressée pourrait y opposer. Ces motifs n'existent généralement pas lorsqu'il s'agit de réalisations positives ou d'une participation neutre. Par contre, s'il s'agit d'actes répréhensibles, il faudra se demander si, dans le cas d'un méfait grave, l'intéressé n'a pas déjà porté lui-même atteinte à sa réputation. Cependant, si une action pénale est pendante, le principe qui interdit de publier des photos de l'affaire pour la distraction des lecteurs reste en vigueur.

2. PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

a) *Égalité de tous devant la loi*

Garantir le principe d'égalité (article 3 III de la Loi fondamentale) est un devoir pour les agents du pouvoir exécutif, même dans l'exercice de fonctions administratives. La Cour administrative supérieure de Münster ajoute cependant que ce droit ne peut être invoqué dans une procédure administrative, mais seulement devant des tribunaux civils, dans une action en dommages-intérêts (14 mai 1958, *ESVGH* 11/305). La Cour fédérale de justice a exprimé le même avis (10 décembre 1958, *BGHZ* 29/76) en déclarant expressément que le principe d'égalité lie aussi les pouvoirs publics lorsque ceux-ci se servent des formes du droit privé dans l'accomplissement de leur tâche.

Dans le cas d'un grossiste qui s'était estimé lésé lors d'une commande faite par les pouvoirs publics, et qui invoquait une atteinte au principe d'égalité, la Cour administrative fédérale (6 juin 1958, *BVerwGE* 7/89) a estimé que le principe d'égalité ne protège pas seulement contre l'inégalité, mais permet aussi, dans certains cas, des revendications positives. Cependant, seuls des égaux ayant droit à un traitement égal, tous les grossistes d'une même branche ne peuvent pas prétendre être traités de la même façon lors d'une commande officielle d'une certaine importance, car des facteurs tels que puissance de capital et de production, confiance, créent des différences laissant une certaine marge à une appréciation équitable de la part des autorités.

Selon la loi sur le lait et les matières grasses, le lait pasteurisé — au contraire du lait concentré — est soumis à une taxe de compensation. La Cour administrative fédérale (17 janvier 1958, *BVerwGE* 6/129) a déclaré que cela ne représentait pas une infraction au principe d'égalité, car les deux sortes de lait ont en général un usage différent. En outre, le principe d'égalité ne doit pas restreindre la vaste marge de discrétion que la constitution accorde au législateur ; ce n'est que lorsqu'il y a abus de ce pouvoir discrétionnaire que le principe d'égalité est violé, par exemple par une disposition législative sans fondement raisonnable. La Cour constitutionnelle fédérale a reconnu (3 décembre 1958, *BVerfGE* 9/3) que le législateur avait légitimement usé de son pouvoir discrétionnaire en décidant que, conformément à la loi fiscale sur le revenu, le coût du logement dans sa propre maison doit être compté comme revenu (mais non l'usage d'autres biens économiques). Du point de vue de l'équité de l'imposition, le besoin de se loger est un besoin général. Cette loi ne s'applique pas à l'habitation dans une voiture ou un bateau, le législateur ayant fait dans ce cas un usage légitime de son pouvoir discrétionnaire. La Cour administrative fédérale (3 juin 1958, *NJW* 58/1601) a jugé que la différence entre les montants de dédommagement accordés par mois d'internement et d'emprisonnement, fixés respectivement par la loi relative au dédommagement des anciens prisonniers de guerre allemands et par la loi

fédérale relative au dédommagement des victimes du régime national-socialiste, n'enfreint pas le principe d'égalité, étant donné que des raisons différentes sont à la base de chacune de ces lois et que les circonstances n'étaient pas semblables. Selon le même tribunal (21 novembre 1958, *BVerwGE* 7/325), il n'y a pas atteinte au principe d'égalité si l'autorité militaire compétente se laisse guider par des considérations objectives en appelant sous les drapeaux une partie seulement des jeunes gens d'une même année déclarés bons pour le service.

La Cour constitutionnelle fédérale (24 juin 1958, *BVerfGE* 8/51) est d'avis qu'une loi dont le texte tend à éviter une inégalité de traitement et délimite de façon abstraite et générale son champ d'action, mais dont les conséquences pratiques se manifestent par une inégalité flagrante imputable à sa structure juridique même, est contraire en fait au principe d'égalité ; c'est donc la substance d'une loi qui est déterminante et non sa forme. Cette décision concernait une disposition légale qui garantissait des avantages fiscaux aux personnes ayant fait des dons à des partis politiques ; or, en fait, pour des raisons d'ordre sociologique, les partis bourgeois se trouvaient favorisés au détriment du parti social-démocrate.

La Cour constitutionnelle fédérale s'est aussi prononcée sur la compétence des tribunaux qui constatent une inégalité dans le texte d'une loi : il s'agissait, dans le cas particulier, d'une loi sur les traitements des fonctionnaires, laquelle dérogeait manifestement, dans son but et dans son fond, au principe de l'égalité et désavantageait un certain groupe de fonctionnaires. La Cour a décidé que cette loi ne pouvait pas être corrigée par une interprétation complémentaire, fixant les traitements de ce groupe au même niveau que ceux d'une catégorie similaire de fonctionnaires. Le juge n'a pas le droit d'interpréter une loi dans un sens contraire à sa lettre. La Cour constitutionnelle ne peut qu'annuler la disposition en question, ou constater qu'il est anticonstitutionnel de ne pas tenir compte de certains groupes (*BVerfGE* 8/28, 11.6.1958).

Les dispositions de la constitution bavaroise concernant l'immunité ne contredisent pas le principe d'égalité (Tribunal constitutionnel de Bavière, 24 octobre 1958, *DöV* 59/182) : en effet, bien qu'il soit possible que le droit constitutionnel soit invalidé s'il déroge à des normes supérieures et bien qu'il existe une hiérarchie entre les différents textes constitutionnels, impliquant la soumission de la norme inférieure à la norme supérieure, on peut cependant justifier dans les conditions actuelles l'existence de règles d'immunité, et il n'y a pas dans ce cas atteinte au principe d'égalité. Selon le décret relatif à la publicité pour les médicaments, il est défendu de faire de la publicité pour des médicaments dans des revues familiales, alors qu'il est permis d'en faire dans des journaux et des prospectus ; il n'y a pas ici dérogation au principe d'égalité, l'inégalité découlant de la situation de fait ; en effet, dans les journaux et les prospectus, il est clair qu'il s'agit de publicité, alors que ce

n'est pas toujours le cas pour les revues familiales (Cour d'appel suprême de Bavière, 27 novembre 1958, *DöV* 59/146). Selon la loi sur la fermeture des magasins, toute activité commerciale est interdite dans les locaux de vente d'un négoce pendant les heures de fermeture des magasins (en général du lundi au vendredi entre 18 h. 30 et 7 heures, samedi avant 7 heures et après 14 heures. La Cour d'appel de Hamm (29 juillet 1958, *NJW* 58/1695) estime que le législateur n'a pas dérogé au principe d'égalité en ne soumettant pas le commerce ambulancier exactement aux mêmes restrictions que le commerce fixe, car le principe d'égalité défend de traiter des égaux de façon différente, mais non de traiter différemment des éléments essentiellement inégaux. Dans le cas particulier, les différences sont causées par les frais de location de l'emplacement destiné à l'exposition de la marchandise des commerçants ambulants.

Selon la Cour constitutionnelle fédérale (16 décembre 1958, *BVerfGE* 9/20), il n'y a pas violation du principe d'égalité si les autorités compétentes, en examinant si un chômeur a droit à l'assistance de chômage, assimilent le revenu et la fortune de la compagne vivant avec lui dans une communauté similaire au mariage au revenu et à la fortune de l'épouse.

b) *Egalité des sexes*

Selon la loi sur le mariage, un homme n'a pas le droit de se marier avant d'avoir atteint sa vingt et unième année, une femme sa seizième année, des exceptions étant possibles dans les deux cas ; l'homme cependant doit avoir dépassé 18 ans et ne doit plus se trouver sous la puissance paternelle ou sous tutelle. Ceci ne représente pas une violation du principe d'égalité, alors même que les raisons du législateur n'ont rien à voir ici avec les différences biologiques naturelles ; cette disposition se justifie par le fait que, dans la vie courante, les époux doivent contracter toutes sortes d'actes juridiques qui exigent que l'homme soit déclaré majeur (Cour d'appel de Düsseldorf, 8 mars 1958, *NJW* 58/714). De difficiles questions d'interprétation se sont posées du fait que le législateur n'avait pas fixé de nouvelles mesures valables après que les dispositions contraires au principe de l'égalité de l'homme et de la femme aient cessé d'avoir force légale (conformément à l'article 117 de la Loi fondamentale, ces dispositions ont cessé d'avoir effet le 1^{er} avril 1953).

Alors que, selon l'ancienne jurisprudence, seul le père assurait la représentation légale des enfants légitimes, la Cour fédérale de justice a décidé d'attribuer désormais ce pouvoir au père et à la mère. En cas de procédure de contestation de légitimité, c'est donc la mère qui représente l'enfant après le divorce, jusqu'à ce que le tribunal de tutelle ait pris d'autres mesures.

Selon une loi bavaroise, une femme fonctionnaire ne reçoit pas d'allocation d'assistance en cas de maladie de son mari, alors qu'un fonctionnaire dont la femme est malade y a droit. La Cour constitutionnelle de

Bavière (4 décembre 1958, *ESVGH* 11/396) estime que le législateur a dépassé les limites du pouvoir discrétionnaire, car il n'existe pas dans ce cas de raison péremptoire justifiant un traitement inégal, et il n'est même pas prévu d'assistance au cas où le mari n'est pas en mesure de subvenir lui-même aux frais de sa maladie. Le Tribunal social du «Land» Schleswig (30 juin 1958, *NJW* 58/1848) a exprimé des doutes quant à la conformité au principe d'égalité des dispositions contenues dans le Code des assurances sociales du Reich et dans la loi relative aux assurances pour les employés, qui exigent que l'épouse ait contribué pour la plus grande part à l'entretien de la famille pour que, à sa mort, le veuf ait droit aux prestations de l'assurance. Les doutes du tribunal reposent sur le fait que, dans le cas contraire, il n'y a pas de disposition restrictive similaire ; le tribunal a décidé de soumettre la question à la Cour constitutionnelle fédérale. Ayant à juger d'un cas similaire, la Cour sociale fédérale (16 décembre 1958, *NJW* 59/741) en est arrivée à la conclusion que, même si cette disposition devait être annulée pour cause d'inconstitutionnalité, le veuf n'aurait droit à une rente que s'il avait été entretenu en fait, ou avait eu le droit d'être entretenu, par sa femme défunte. Cette conclusion de la Cour était basée sur des principes généraux du droit civil. Une autre disposition du Code des assurances sociales du Reich prévoit que le salaire local sur lequel est fondé le montant des prestations d'accident est fixé séparément pour les hommes et pour les femmes. De l'avis du Tribunal social fédéral (21 octobre 1958, *NJW* 59/740), cette disposition législative ne déroge pas à l'article 3 de la Loi fondamentale, car il s'agit de salaires inégaux attribués avec équité et sans discrimination. La loi fédérale d'assistance n'accorde de même au veuf le droit à une pension que si sa femme l'avait entretenu et s'il se trouve dans le besoin ; cette restriction ne joue pas dans le cas d'une veuve.

Conformément à la loi relative à l'impôt sur le revenu, du 26 juillet 1957, fondée sur le décret de la Cour constitutionnelle fédérale du 17 janvier 1957 relatif à l'inadmissibilité de l'imposition commune des époux, jusqu'alors usuelle, les époux sont imposés séparément, pour la période fiscale 1949-1957, selon leur propre revenu, dans la classe fiscale I, en principe réservée aux célibataires ; la Cour fédérale des comptes (8 août 1958, *NJW* 58/1943 et 19 septembre 1958, *NJW* 59/71) ne considère pas que le principe de l'égalité soit violé, car selon le droit fiscal les époux sont considérés comme des célibataires ; d'autre part, la loi leur laisse la possibilité de demander à être imposés dans la classe II (gens mariés). L'imposition séparée présente des avantages du point de vue de la progressivité de l'impôt, mais il faut reconnaître que les époux qui ont des sources de revenu séparées sont désavantagés. La décision de la Cour constitutionnelle fédérale a donc placé le législateur devant la tâche difficile de prendre en considération tout à la fois les principes de l'égalité, de l'équité de l'imposition et de la protection de la famille.

3. PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE

a) *Privation arbitraire de la liberté*

Un décret du 25 août 1958 (*BGBI* I/647) régit l'exécution des arrêts militaires du point de vue du logement, de l'occupation, du traitement, de l'octroi de vivres, tabac, etc., ainsi que les privations de sortie sanctionnant les infractions au règlement. Un autre décret du 25 août 1958 (*BGBI* I/645) régit les modalités du complément d'éducation à donner aux recrues, que le juge peut exiger de leur supérieur conformément à la loi relative aux tribunaux de mineurs, et concerne en particulier les limitations de sortie et autres restrictions individuelles. Par la loi du 4 juillet 1958 (*BGBI* II/203), la République fédérale d'Allemagne a ratifié la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage du 7 septembre 1956¹. La loi berlinoise (*BlnGVBl* 58/521) sur le placement en établissement des aliénés et des toxicomanes prévoit le contrôle judiciaire de la décision en cas d'internement forcé. Un règlement analogue est édicté en Schleswig-Holstein par la loi du 26 août 1958 (*SchHGVB* 58/271).

Conformément à l'article 104 de la Loi fondamentale, seul le juge a le droit de décider d'une privation de liberté, quels qu'en soient les modalités et les motifs. C'est le juge aussi qui doit désigner l'établissement dans lequel doit être hospitalisée, contre son gré, une personne qui semble tomber sous le coup de la loi relative à la protection contre les maladies contagieuses ; il doit cependant laisser à l'autorité administrative le choix entre plusieurs établissements (Cour d'appel supérieure de Bavière, 8 juillet 1958, *DöV* 58/747). La Cour d'appel de Francfort a jugé (27 février 1958, *NJW* 58/874) que selon la loi relative à la privation de liberté du «Land» de Hesse, le détenteur de la puissance paternelle, de même que le tuteur ou le curateur qualifié par les dispositions du Code civil, n'ont pas besoin d'un mandat judiciaire pour placer l'enfant ou le pupille dans un établissement, ce pouvoir découlant du seul droit d'éducation.

Le paragraphe 6 du règlement relatif à la circulation routière prévoit qu'une personne ayant enfreint le règlement peut être forcée à participer à un cours d'instruction sur la circulation. De l'avis de la Cour administrative fédérale, cette mesure n'est pas contraire à l'article 2, paragraphe 2, de la Loi fondamentale, qui déclare inviolable la liberté de la personne, car cette norme constitutionnelle concerne uniquement la liberté physique, qui n'est pas touchée par l'obligation de participer à un cours.

b) *Droit à l'intégrité physique*

Une loi a été promulguée en Basse-Saxe (10 juin 1958, *NGVB* 58/135) relative à l'usage de la force par les fonctionnaires de l'administration judiciaire. Cette loi permet l'emploi de la force physique et

d'autres moyens de coercition physique adéquats, ainsi que l'usage des armes, lorsqu'il est impossible d'agir autrement. La Parlement fédéral (Bundestag) a voté (21 décembre 1958, *BGBI* I/950) une loi destinée à amender et à compléter la loi sur les produits alimentaires ; elle contient des dispositions très sévères quant à la pureté et à l'interdiction de falsification des produits alimentaires ; elle prohibe notamment la fabrication et la vente de produits qui contiennent des matières artificielles et elle interdit de traiter des animaux avec de telles matières ou avec des rayons, avant ou après l'abattoir, afin d'assurer la conservation de la viande ; divers procédés et produits d'addition sont admis cependant dans certains cas. La loi sur les produits alimentaires importés formule les mêmes exigences.

La Cour d'appel de Celle (26 février 1958, *NJW* 58/1407) a déclaré légitime et conforme à la Loi fondamentale la loi sur la vaccination, qui prévoit la vaccination obligatoire contre la variole. La Cour fédérale de justice (9 décembre 1958, *NJW* 59/811) a pris position sur la question de savoir si un médecin a le devoir d'expliquer à un patient les risques éventuels d'une opération ou d'un traitement ; c'est là une question importante, car, selon le droit allemand, l'intervention représente une lésion corporelle, et n'est justifiée qu'avec l'accord de l'intéressé. De l'avis de la Cour, le médecin n'est pas tenu d'avertir son patient si le danger est peu probable et si son avertissement n'influencera certainement pas le patient dans sa décision de se soumettre au traitement prévu. Le même tribunal avait à décider de la validité de l'accord d'un mineur à une atteinte à son intégrité physique : l'assentiment du mineur est valable s'il est capable d'apprécier, en raison de sa maturité morale et intellectuelle, la portée de l'intervention. En tous les cas, les droits de la puissance paternelle ne peuvent être invoqués pour s'opposer à l'intervention si, pour des raisons particulières, il n'est pas possible de demander l'autorisation des parents.

La Cour disciplinaire fédérale (8 mars 1958, *DVB* 58/761) devait décider si le droit à l'intégrité physique peut être opposé à un ordre militaire lorsque cet ordre exige une action dangereuse pour l'individu. Dans le cas particulier, un soldat avait reçu l'ordre d'effectuer un exercice qui consistait à déplacer des câbles dans une région minée. La Cour a déclaré qu'un ordre qui représente un danger pour la vie d'un subordonné, disproportionné avec le but de l'exercice, est illicite et non obligatoire. La Cour fédérale de justice a établi qu'un maître d'école professionnelle n'a pas le droit d'employer des moyens de correction corporels contre ses élèves âgés de 14 à 17 ans. Il est certes possible en principe de transférer au maître le droit de correction que détiennent les parents ; mais cela signifie que le maître est chargé de toute l'éducation de l'enfant et que la correction a lieu en dehors du cadre de l'enseignement. De toute façon, une punition qui tend à augmenter la gamme des moyens de correction à l'école est inadmissible.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 301-304.

La Cour administrative de Bade-Wurtemberg (14 janvier 1958, *ESVGH* 10/993) considère qu'un dérangement continu du repos nocturne après 22 heures peut représenter un danger pour la santé, qui est un bien protégé par la loi. De plus, la mise en péril de la santé de l'individu est aussi un danger pour la communauté et justifie l'intervention de la police.

c) *Protection de la vie privée, de la famille, de l'honneur et de la réputation de l'individu*

Aux termes de l'article 6 de la Loi fondamentale, le législateur accorde à l'enfant illégitime, en ce qui concerne son développement physique et moral ainsi que sa position dans la société, les mêmes possibilités que celles qui sont données à l'enfant légitime. De l'avis de la Cour constitutionnelle fédérale (23 octobre 1958, *BVerfGE* 8/210), cet article représente un mandat obligatoire imposé au législateur et ce dernier violerait la constitution s'il n'y donnait pas suite dans un délai raisonnable; enfin, cet article constitue aussi un jugement de valeur, qui lie les tribunaux et l'administration dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire. Les paragraphes 640 et suivants du Code de procédure civile permettent d'introduire une procédure judiciaire, dans les cas énumérés, en vue de déterminer le statut familial d'une personne. Conformément à la jurisprudence de la Cour fédérale de justice, le paragraphe 644 du Code de procédure civile, qui exclut l'action en détermination du statut d'enfant illégitime, doit être interprété — en accord avec le principe énoncé plus haut et pour des raisons historiques — comme valable seulement lorsque cette procédure est introduite dans le but d'établir la paternité.

Selon le droit allemand, on ne peut introduire des poursuites pour injures faites à un groupe de personnes que si ce groupe est suffisamment définissable quant aux membres qui le composent. S'écartant de la jurisprudence antérieure qui posait des conditions très strictes à la définition d'un groupe ayant fait l'objet d'injures, la Cour fédérale de justice (28 février 1958, *BGHSt* 11/207) a décidé que les personnes persécutées par le régime national-socialiste en tant que juifs, et qui vivent actuellement en Allemagne, forment un groupe de personnes définissable.

Dans une autre décision (29 mai 1958, *BGHZ* 27/338), la Cour fédérale de justice a déclaré que le Parquet doit s'exprimer très prudemment lorsqu'il donne des renseignements à la presse sur une instruction pénale en cours; ce n'est du reste pas tellement le texte même du communiqué de presse que l'impression qu'il peut produire sur un public peu critique qui compte. Afin de protéger l'honneur des personnes en cause, il faut éviter de faire paraître plus compromettant l'objet de l'instruction qu'il ne l'est en réalité. A l'exception de deux cas qui font l'objet d'un règlement spécial (paragraphe 847 du Code civil), le droit civil allemand n'accorde pas de dédommagements pour atteinte à des biens immatériels. Dans une décision fondamentale, la Cour fédérale de justice (14 février 1958, *BGHZ* 26/349) a estimé — étant donné

que les articles 1 et 2 de la Loi fondamentale considèrent comme un droit fondamental le droit au libre développement de la personne — que l'on est fondé à accorder, par analogie avec le paragraphe 847 du Code Civil, une juste restitution en espèce à la personne qui a été lésée — quoique non pécuniairement — par la publication non autorisée de sa photographie. Le caractère sacré de la dignité humaine et le droit au libre épanouissement de la personnalité doivent aussi être respectés dans la pratique du droit civil.

d) *Liberté de conscience et de religion*

Selon la loi sur le service militaire, les ministres du culte en exercice des différentes confessions sont exemptés de toutes obligations militaires. La Cour administrative fédérale (23 mai 1958, *DöV* 58/660) a décidé que les Témoins de Jéhovah représentent bien une communauté religieuse au sens de la loi, mais que la fonction de « pionnier » exercée par le plaignant dans le cas particulier qui lui était soumis n'était pas une activité ecclésiastique à plein temps au sens de la loi et n'entraînait donc pas en principe l'exemption du service militaire: il manque, en effet, à ceux qui exercent cette fonction la longue préparation et les examens finaux qui sont exigés des ministres du culte des grandes confessions, ainsi que le caractère irrévocable de la profession, car la fonction de « pionnier » peut être abandonnée à n'importe quel moment. Le même tribunal (3 octobre 1958, *DöV* 59/261) a établi que le droit de refuser d'accomplir son service militaire découle directement de la loi et que, par conséquent, la décision de la Commission de contrôle n'a qu'une valeur déclaratoire. La décision de l'objecteur de conscience doit reposer sur une sérieuse conviction morale et représenter pour lui une telle obligation intérieure que le fait d'aller à l'encontre de cette conviction détruirait ou mettrait en danger sa personnalité morale. De simples arguments basés sur le bon sens ou la raison ne donnent pas le droit de refuser d'accomplir son service militaire. D'autre part, il n'est pas nécessaire que l'objecteur de conscience soit prêt à défendre sa décision ou à souffrir pour elle pour en prouver le caractère sérieux et obligatoire.

4. GARANTIES D'UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE ÉQUITABLE

a) *Procédure en droit civil et administratif*

Une loi modifiant la procédure instituée par la loi sur le Tribunal social (*BGBI* I/409) a été édictée le 25 juin 1958; elle supprime en particulier la procédure d'appel dans les cas énumérés, si bien que la seule voie de droit possible réside dans une instance de constatation des faits et de révision. D'autre part, afin d'accélérer la procédure et d'empêcher le recours abusif au tribunal, les décisions avant dire droit sont désormais considérées comme inadmissibles et, d'ailleurs, manifestement dénuées de fondement. Par la loi du 18 décembre 1958 (*BGBI* II/576), le Parlement fédéral a ratifié la Convention relative à la procédure civile, adoptée à la Haye le 1^{er} mars 1954, qui règle

les questions de notification et de commission rogatoire; cette ratification a été complétée par la loi d'exécution du 18 février 1958 (*BGBI* I/939). Dans le Bade-Wurtemberg, la justice administrative a été réorganisée par la loi du 12 mai 1958 (*BWGVBl* 58/131). Dans le même «Land», les organes de première instance, jusqu'alors compétents pour recevoir les objections des contribuables en matière fiscale, ont été remplacés par de vrais tribunaux (loi du 30 avril 1958, *BWGVBl* 58/170). Dans la Sarre, la loi du 17 juillet 1958 (*SGVBl* 58/735) a institué une Cour constitutionnelle et en a défini l'organisation et la procédure. A Berlin, le législateur a réglementé la procédure formelle devant les autorités administratives (loi du 2 octobre 1958, *BlnGVBl* 58/951); l'indépendance des juges a été consolidée par la loi sur les juges régionaux (*Landesrichter*) du 19 juin 1958 (*BlnGVBl* 58/551).

Conformément à l'article 19 de la Loi fondamentale, «quiconque est lésé dans ses droits par les pouvoirs publics peut avoir recours à la justice». La loi sur le service militaire exclut l'appel contre des jugements rendus en cette matière par des tribunaux administratifs et ne prévoit la révision qu'en cas de fautes graves de procédure, ou lorsque la révision est expressément autorisée. Le recours pour déni de justice est également exclu. De l'avis de la Cour administrative fédérale (23 mai 1958, *DöV* 58/660), la Loi fondamentale n'est pas violée par ces dispositions, car les auteurs de la constitution ont délégué au législateur ordinaire l'organisation des voies légales. La Cour constitutionnelle fédérale est parvenue à la même conclusion (10 juin 1958, *DöV* 58/944); elle a considéré comme valable la disposition de la loi sur la Cour administrative fédérale, qui fait de cette dernière la seule instance compétente pour les conflits qui peuvent surgir. Il n'est même pas nécessaire qu'il y ait un tribunal pour chaque sorte de conflit, mais seulement que toute personne lésée dans ses droits puisse s'adresser à un tribunal. Il suffit pour qu'une affaire soit jugée de façon définitive, que la procédure administrative se déroule devant une instance qui donne à chacun la garantie qu'elle s'en tient à la loi (Ministères ou autorités fédérales suprêmes). La Cour administrative fédérale n'est donc pas devenue, du fait de cette loi, un tribunal d'exception, car elle n'a pas été créée en dérogation d'une législation existante et pour certains cas concrets, mais au contraire elle possède une compétence générale. Une disposition législative ne représente un abus de pouvoir que si on ne peut lui trouver des raisons objectives et plausibles. La Cour de justice du «Land» de Hesse défend la même opinion (7 novembre 1958, *DöV* 58/946).

Les tribunaux ont eu à s'occuper à plusieurs reprises de la question de l'étendue du droit d'être entendu. La Cour constitutionnelle fédérale (23 janvier 1958, *BVerfGE* 7/239) a déclaré que les tribunaux ne doivent se prononcer que sur la base de pièces de procédure et de documents sur lesquels la partie adverse a pu donner son avis, soit grâce à un délai fixé, soit du fait que le tribunal a laissé s'écouler un certain

temps entre la communication des documents à la partie adverse et sa propre décision. De même, le tribunal ne pourra se prononcer sur un élément de preuve que lorsque les intéressés auront pu exprimer leur opinion à ce sujet (*BVerfGE* 17 octobre 1958, *NJW* 59/29). Le Code de procédure civile ne prévoit pas l'audition de la partie adverse avant l'introduction d'une requête en réintégration, mais la Cour constitutionnelle fédérale le considère nécessaire (28 octobre 1958, *NJW* 58/3011); l'admission de la réintégration ne représente en soi qu'une décision procédurale intermédiaire; cependant elle prive la partie adverse de la force probante du jugement. La Cour administrative fédérale (7 février 1958, *ESVGH* 10/771) a estimé que le droit d'être entendu est violé non seulement quand une des parties n'a pas pu se faire entendre, mais aussi quand il ne lui a pas été donné l'occasion de prendre connaissance des faits et des éléments de preuves essentiels pour la décision du tribunal et d'exprimer son opinion à leur égard. Pour la Cour fédérale de justice, la même chose est valable en droit civil (28 avril 1958, *BGHZ* 27/163); en cas de changement d'avocat au cours d'un procès, par exemple, on doit accorder au nouvel avocat toutes les facilités pour étudier les pièces du procès. Sur la question très disputée de savoir s'il existe un droit d'être entendu dans une procédure purement administrative se déroulant devant des autorités administratives, le Tribunal administratif supérieur de Münster (18 juin 1958, *ESVGH* 11/419) s'est prononcé en accordant à tout le moins ce droit lorsqu'il s'agit de la privation ou de la restriction de droits ou d'une décision à prendre en présence d'opinions divergentes. La Cour administrative fédérale (26 septembre 1958, *BVerwGE* 7/230) a décidé qu'il n'est pas nécessaire, pour que le droit d'être entendu soit respecté, que les parties exposent oralement leur position juridique; par contre, ce droit est violé si la forme prévue par le règlement en vue de permettre aux parties d'exprimer leurs vues sur la procédure écrite n'a pas été respectée.

La Cour de justice fédérale, ayant à débattre la question de la composition réglementaire d'un tribunal, a reconnu qu'un Sénat n'est pas composé correctement si le Vice-Président, remplissant les fonctions du Président, exerce un contrôle intégral sur l'ensemble des affaires relevant de la compétence du Sénat, les répartit entre les membres du Sénat, fixe les séances, mais ne peut assumer en fait la présidence que dans un cinquième des cas, en raison de ses obligations d'administration judiciaire (12 novembre 1958, *BGHZ* 28/338). Le Tribunal fédéral du travail (31 janvier 1958, *NJW* 58/924) est d'avis qu'un Tribunal du travail d'un «Land» n'est pas composé d'une façon réglementaire lorsqu'un des juges quitte la salle au cours de débats continus, même pour peu de temps. L'absence temporaire d'un juge assesseur pendant les débats exclut sa participation au prononcé du jugement; cette absence représente un motif de révision absolu, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si ce manquement a influencé la décision du tribunal. Un

point de vue analogue, et également sévère, a été adopté par la Cour administrative fédérale (9 juillet 1958, *DöV* 59/396) : un tribunal n'est pas composé d'une façon réglementaire quand un auxiliaire scientifique, employé par ce tribunal, a pris part à la délibération précédant directement le prononcé du jugement. La Cour constitutionnelle bavaroise (19 avril 1958, *ESVGH* 11/1) a décidé, compte tenu des conséquences de la guerre et des tâches considérablement accrues qui en résultent pour les tribunaux sociaux, qu'on ne peut condamner comme arbitraire la pratique permise par le législateur bavarois qui consiste à remettre des dossiers arriérés à des juges temporaires dont la magistrature est limitée à deux ans. La Cour fédérale de justice (30 mai 1958, *NJW* 58/1398) a décidé qu'une procédure de révision, après deux instances de constatation des faits, ne peut s'appuyer sur l'argument qu'en première instance, le tribunal n'était pas composé d'une façon réglementaire ; la deuxième instance de constatation des faits aurait pu néanmoins se prononcer sur le fond ; une procédure de révision ne peut s'appuyer sur un défaut de première instance que si l'arrêt sanctionnant l'appel est aussi vicié par le même défaut.

Le Tribunal administratif supérieur de Coblenche (26 mars 1958, *NJW* 59/906) est d'avis que des remarques non objectives, notées en marge de documents écrits, représentent une raison suffisante pour récuser un juge pour cause de suspicion légitime.

En droit administratif allemand, l'instruction sur les voies de recours est une condition indispensable pour que le délai d'introduction de la plainte fixé dans chaque cas par l'acte administratif, puisse commencer à courir. Quand un tribunal non compétent a été indiqué comme voie de recours, le délai d'introduction de la plainte ne court pas (Cour administrative fédérale, 20 juin 1958, *ESVGH* 11/237). D'autre part, il n'y a pas péremption du droit d'intenter l'action si le délai prévu a été dépassé par suite d'avis erronés donnés sur les voies de recours, à moins que le défaut de diligence de l'intéressé ait donné l'impression aux autorités qu'il ne voulait plus faire valoir son droit et qu'elles aient pris par conséquent des mesures telles qu'on puisse présumer qu'elles ne donneront plus suite à la revendication (Tribunal administratif supérieur de Hambourg, 31 janvier 1958, *DöV* 58/306).

b) Procédure en droit pénal

Selon le droit allemand, certaines atteintes à l'ordre juridique, de caractère non criminel, sont sanctionnées par des amendes imposées par les autorités administratives. On a attaqué le caractère légal de ces amendes en disant qu'elles ne se distinguent pas, quant au montant, des amendes aux criminels bien qu'elles ne soient pas imposées par le pouvoir judiciaire. La Cour constitutionnelle fédérale estime, par contre, que cette loi évite au citoyen d'avoir à subir des peines criminelles pour des bagatelles. La procédure de fixation des amendes n'est pas une procédure criminelle :

le Parquet n'y participe pas, il n'y a pas d'obligation de poursuites, on y applique le principe d'opportunité et il est impossible de changer l'amende en peine de détention ; de plus, on peut faire appel, dans chaque cas, devant un tribunal ordinaire (14 octobre 1958, *DöV* 59/67). En vertu d'une disposition du Code pénal (paragraphe 90 a), il est interdit de fonder ou de promouvoir une association dont le but serait dirigé contre l'ordre constitutionnel ou contre les principes de l'entente entre les peuples ; cependant, lorsqu'il s'agit d'un parti politique en territoire fédéral, il faut d'abord que la Cour administrative fédérale ait constaté que le parti est anticonstitutionnel pour qu'il puisse être poursuivi. La Cour fédérale de justice (30 janvier 1958, *BGHSt* 11/233) ne voit là qu'une simple disposition de procédure, et non une atteinte au principe «*nulla poena sine lege*» (article 103 II de la Loi fondamentale). Le caractère punissable de l'acte préexiste, mais ce dernier ne peut être poursuivi que si l'anticonstitutionnalité en a été définitivement constatée. La Cour constitutionnelle fédérale ne fait qu'établir le caractère anticonstitutionnel qui existait déjà auparavant, le délit consistant dans l'activité contraire à la constitution.

La Cour constitutionnelle bavaroise (20 février 1958, *ESVGH* 10/652) estime que l'article 104 de la constitution bavaroise, qui défend qu'une personne soit punie plusieurs fois en raison du même acte, ne constitue pas seulement un empêchement de procédure mais concède aussi un droit constitutionnel subjectif. Ce principe est aussi valable dans les procès contre les fonctionnaires devant des tribunaux disciplinaires. Le fait que les autorités administratives obligent une personne qui a enfreint le règlement de la circulation à assister à un cours d'instruction sur la circulation, en plus des pénalités ordinaires prévues, n'est pas en contradiction avec l'article 103 III de la Loi fondamentale («*Nul ne peut, en vertu des lois pénales générales, être puni plusieurs fois en raison du même acte*») car la participation à un cours d'instruction n'est pas une peine, mais une mesure préventive (Cour administrative fédérale, 22 mai 1958, *DöV* 58/632). En application de la Convention sur le règlement de questions issues de la guerre et de l'occupation (*BGBI* II/1955/405), la République fédérale a reconnu les sentences pénales rendues par les trois Alliés occidentaux contre des ressortissants allemands et a renoncé à punir elle-même les actes déjà jugés, conformément au principe selon lequel il n'est pas permis de punir plusieurs fois en raison du même acte. La Cour fédérale de justice (9 septembre 1958, *BGHSt* 12/36) a déclaré que celui qui a été puni par le jugement définitif d'un tribunal d'occupation pour crime de guerre et qui a échappé à la détention avant que le traité de transfert n'entre en vigueur, peut être poursuivi pour le même crime par un tribunal allemand. Le Tribunal supérieur de Braunschweig (27 mars 1958) a conclu qu'une ordonnance pénale conforme à la situation de fait et de droit empêche le Parquet d'engager ensuite la procédure pénale formelle qui aurait

paru nécessaire après constatation que la poursuite serait d'intérêt public.

La Cour fédérale de justice a eu à connaître à plusieurs reprises de la question de la composition réglementaire d'un tribunal; un arrêt du 14 janvier 1958 (*NJW* 58/557) décide que lorsqu'un juré a été empêché pendant une partie de la session de la cour d'assises, le juré suppléant ne peut être convoqué que pour la durée de l'absence du premier et non pour toute la session. En vertu d'un autre arrêt (15 avril 1958, *NJW* 58/838), le président d'un tribunal régional (*Landgericht*) doit fixer au début de l'année la composition de la cour d'assises, de telle façon que la désignation des juges devant siéger pour une affaire donnée ne dépende pas de la discrétion du président de la cour d'assises ou de la chambre correctionnelle. Lorsqu'une chambre correctionnelle auxiliaire est créée à titre provisoire au cours de l'année afin de décharger la chambre correctionnelle ordinaire, sa présidence peut aussi être assurée par un conseiller près le tribunal régional, à la place d'un directeur; il s'agit là en effet d'une mesure provisoire, et le fait de nommer un directeur conformément aux dispositions légales ne représenterait qu'une formalité vide de sens si, le directeur étant nommé formellement, il se faisait représenter d'une façon continue, sans compter qu'une telle pratique est de toute façon illicite (11 novembre 1958, *BGHSt* 12/104). En vertu de la loi sur l'organisation judiciaire, les échevins et les jurés sont élus d'après une liste établie par les représentants de la commune. Dans le cas particulier, dont la Cour était saisie, les différents partis politiques d'une commune avaient présenté une liste, approuvée par le conseil municipal et soumise au tribunal: la Cour fédérale de justice (2 décembre 1958, *BGHSt* 12/197) considère cette procédure comme licite puisque la loi ne prévoit pas de forme spéciale pour la présentation de la liste et que les partis politiques sont un élément de soutien de l'Etat. Le même arrêt admet que le fonctionnaire administratif, nommé président du comité électoral par le gouvernement du «Land», se fasse remplacer, encore que la loi ne se prononce pas sur ce point; il en est de même pour les autres membres du comité. Bien qu'il existe une disposition obligatoire en vertu de laquelle les juges membres de la cour d'assises doivent être désignés avant le début de l'exercice, le président du tribunal régional peut et doit effectuer un changement au cours de l'exercice si une nomination illicite a eu lieu au début de l'année, sinon la cour d'assises serait empêchée de siéger. La Cour constitutionnelle fédérale a constaté (arrêt du 13 février 1958, *BVerfGE* 7/275) que le principe du droit d'être entendu exige qu'on remette à l'accusé qui a formulé une demande en révision, et ceci avant que soit prise la décision sur l'admissibilité de la révision, une contre-déclaration du Parquet contenant éventuellement de nouveaux faits et des éléments de preuve importants pour le jugement sur la recevabilité de la révision. De même, le tribunal doit laisser s'écouler un délai raisonnable avant de prononcer une sen-

tence dans un procès criminel, si le réclamant s'est expressément réservé le droit d'exposer les motifs de sa plainte, à moins qu'un délai ne lui ait été imposé (22 juillet 1958, *NJW* 58/1436).

Dans la procédure disciplinaire pour irrévérence envers le tribunal, le prévenu a aussi le «droit d'être entendu». Le Tribunal d'appel de Brême (13 novembre 1958, *NJW* 59/61) ajoute que l'intéressé ne peut pas être puni sans avoir été auparavant averti que le juge considère son comportement comme inconvenant et qu'il doit s'attendre à une pénalité.

Quand le tribunal, ou un de ses juges, possède les connaissances nécessaires à l'appréciation des circonstances de fait, il peut rejeter une demande de preuve y relative; il n'est pas nécessaire que cette connaissance des faits ait été acquise au cours des débats publics et en la présence des participants au procès; cependant le «droit d'être entendu» exige que ces derniers soient avertis que le tribunal a l'intention de juger sur la base de sa propre connaissance des faits, et qu'ils aient la possibilité de prendre position à cet égard (Cour fédérale de justice, 10 juillet 1958, *BGHSt* 12/18).

En principe, selon le droit allemand, nul ne peut être puni d'un méfait que s'il est prouvé sans conteste possible, qu'il en est effectivement l'auteur. La Cour fédérale de justice (4 décembre 1958, *NJW* 59/896) a déclaré qu'une «condamnation à choix» n'est licite que si le choix peut être fait entre deux actes possibles imputables à l'accusé, et que l'incertitude ne repose que sur le fait que l'autre possibilité ne peut pas être exclue. Par conséquent, une «condamnation à choix» est inadmissible si le juge, après avoir exclu mentalement l'une des deux possibilités, n'est pas convaincu qu'il soit possible de prouver l'autre. Celui qui commet un méfait dans un état d'irresponsabilité qu'il a lui-même provoqué, n'est pas puni, en droit allemand, pour cet acte même, mais pour le fait de s'être mis dans cet état. De l'avis du Tribunal supérieur d'Oldenbourg (20 décembre 1958, *NJW* 59/832) en présence de plusieurs méfaits imputables à un auteur irresponsable, la détermination «à choix» doit avoir lieu dans les mêmes conditions que pour un auteur responsable.

Le droit pénal allemand n'exige en général pas de déclaration du prévenu sur son acte; cependant, si le président du tribunal essaie en termes particulièrement vifs de le forcer à faire une description de son acte, le prévenu peut acquérir l'impression, justifiée de son point de vue, qu'il ne sera pas jugé équitablement, et il a le droit de récuser le juge pour cause de suspicion légitime (Cour fédérale de justice, 9 janvier 1958, *NJW* 59/55).

La Cour constitutionnelle fédérale (16 décembre 1958, *NJW* 59/571) a examiné la question de savoir si la Cour doit tenir compte de la demande du prévenu d'être défendu par un avocat de son choix, quand le prévenu a droit à un avocat d'office: ce dernier devant

être choisi parmi les avocats admis dans la juridiction du tribunal, il n'y a pas atteint à un droit fondamental si le tribunal désigne un autre avocat que celui que souhaiterait le prévenu.

Des malfaiteurs ayant commis un acte répréhensible en état d'irresponsabilité ou de responsabilité limitée n'encourent pas une peine criminelle, mais ils peuvent être internés dans une maison de santé pour des raisons de sécurité collective. La Cour fédérale de justice (29 avril 1958, *NJW* 58/1050) est d'avis que lorsque l'internement d'un prévenu, décidé lors d'une procédure d'internement préventif, est levé par suite d'une demande de révision de ce dernier, et lorsque, après transition de la procédure d'internement préventif à la procédure criminelle, le prévenu est accusé d'avoir commis un crime ou un délit en état de responsabilité limitée, il n'est plus possible de prononcer une peine contre lui, car il ne saurait y avoir *reformatio in pejus*. Néanmoins, rien n'empêche le juge d'ordonner l'internement du prévenu, bien que dans des cas semblables la loi ne prévoit l'internement qu'en sus de la peine.

5. DROIT A UNE NATIONALITÉ, LIBERTÉ DE MOUVEMENT ET DROIT D'ASILE

a) Nationalité

La Cour administrative fédérale (13 février 1958, *ESVGH* 10/801) considère, dans un arrêt fondamental, la décision de conférer la nationalité allemande comme acte administratif attaquant et rejette ainsi l'opinion selon laquelle il s'agirait d'un acte d'autorité non plaicible. La Cour ajoute que les limites du pouvoir discrétionnaire des autorités sont très étendues, mais qu'elles tombent cependant sous le contrôle du tribunal administratif.

En vertu de l'article 116 II de la Loi fondamentale, les anciens ressortissants allemands auxquels la nationalité allemande a été retirée pour des raisons politiques, raciales ou religieuses seront réintégrés dans leur nationalité première s'ils ont élu domicile en Allemagne après le 8 mai 1945. La Cour constitutionnelle fédérale (10 juillet 1958, *BVerfGE* 8/81) a décidé que cette disposition est aussi valable pour ceux qui auront repris leur domicile en Allemagne après l'entrée en vigueur de la Loi fondamentale. En effet, étant donné que cette loi est une loi de réparation, elle ne doit pas être interprétée d'une façon restrictive. La Cour fédérale de justice partage cette opinion (11 juin 1958, *BGHZ* 27/375) et ajoute, dans le même ordre d'idées, que rien n'empêche une ressortissante allemande, qui a épousé un étranger avant son retour en Allemagne et qui a par conséquent perdu la nationalité allemande conformément au paragraphe 17 de la loi (du Reich) relative à la nationalité, de réintégrer sa nationalité allemande si elle la possédait encore au moment du mariage. Conformément à l'article 116 I de la Loi fondamentale, toute personne qui a été accueillie sur le territoire allemand, tel qu'il était constitué au 31 décembre 1937, est con-

siderée comme ressortissant allemand, même si elle ne possède pas la nationalité allemande aux termes de la loi relative à la nationalité. Le Tribunal administratif supérieur de Münster (25 avril 1958, *DöV* 58/954) a décidé que la répudiation de la nationalité allemande acquise par naturalisation collective au temps du Troisième Reich n'entraîne pas la perte du statut légal de ressortissants allemands au sens de l'article 116 I de la Loi fondamentale, cela pour éviter que l'intéressé reste sans protection. Une libération de ce statut légal n'est possible que si les autorités administratives compétentes ont délivré un certificat de libération. Le même tribunal (5 septembre 1958, *DöV* 58/955) a conclu que la nationalité allemande acquise avant le 26 février 1955 (date de l'entrée en vigueur de la Première loi réglementant les questions de nationalité, qui règle positivement ces cas pour l'avenir) ne peut être répudiée que par déclaration expresse devant un organisme officiel ; il n'est pas suffisant, de l'avis du tribunal, que l'intéressé ait montré, par une attitude concluante, son manque d'intérêt pour la nationalité allemande, par exemple par son appartenance à l'armée polonaise du général Anders ou au «Resettlement Corps» polonais.

Conformément à la loi allemande sur la naturalisation, le demandeur doit prouver — notamment — qu'il dispose des moyens nécessaires pour assurer son existence. La Cour administrative fédérale (27 février 1958, *BVerwGE* 6/207) a décidé qu'un étranger apatride doit aussi satisfaire à cette exigence de la loi sur la nationalité, malgré la position privilégiée que lui accorde la loi relative au statut des étrangers apatrides du 25 avril 1951, car il s'agit là d'une disposition législative obligatoire qui n'est pas soumise à un pouvoir discrétionnaire.

La Cour d'appel supérieure de Bavière (4 novembre 1958, *DöV* 59/32) est d'avis que la question de la nationalité doit être examinée en cas de procédure judiciaire entraînant la détention en vue du refoulement, quand bien même cette question a déjà dû être examinée par les autorités administratives qui ont prononcé l'interdiction de séjour. Le même tribunal considère qu'un Allemand ne possédant pas la nationalité allemande au sens de l'article 116 I de la Loi fondamentale n'est pas un expulsé s'il a de nouveau quitté l'Allemagne avant l'entrée en vigueur de la Loi fondamentale. Enfin, quiconque émigre après avoir acquis la nationalité allemande en qualité d'expulsé ne peut pas, à son retour, réintégrer le statut légal qu'il a perdu.

b) Liberté de mouvement

La Cour administrative fédérale s'est prononcée comme suit sur l'interprétation de la loi relative au statut des étrangers apatrides du 25 avril 1951 (20 mars 1958, *BVerwGE* 6/273) : un étranger apatride bénéficiera du statut accordé par cette loi, même s'il revient de l'étranger après avoir émigré avant l'entrée en vigueur de la loi ; il n'est pas nécessaire, à cet effet,

qu'il ait rompu tout engagement envers le pays d'émigration ; seul le retour au domicile habituel est exigé.

c) *Droit d'asile, extradition*

La Cour administrative fédérale (25 novembre 1958, *NJW* 59/451) a déclaré que les réfugiés étrangers résidant légalement sur le territoire de la République fédérale ont le droit de faire reconnaître leur statut d'étrangers apatrides, même s'ils ont déjà été reconnus comme réfugiés étrangers dans un autre pays. La seule pièce de légitimation nationale leur assure les avantages du statut d'étranger apatride, étant donné qu'aucun pays n'est lié par la décision d'un autre pays. Toujours de l'avis du même tribunal (30 septembre 1958, *DöV* 59/112), l'établissement de séjour et l'élection de domicile d'un étranger entré illégalement en territoire allemand peuvent être légalisés ultérieurement, par exemple lors de l'attribution de l'autorisation de séjour. L'exécution immédiate d'une interdiction de séjour prononcée contre un étranger apatride ou un réfugié étranger est inadmissible, excepté dans les cas de détention en vue du refoulement et dans les cas énoncés à l'article 33 II de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

6. PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES BIENS

a) *Propriété privée en général*

L'article 14 III de la Loi fondamentale prévoit que tout différend concernant une affaire d'expropriation peut être porté devant les tribunaux ordinaires. La Cour constitutionnelle fédérale (28 octobre 1958, *BVerfGE* 8/240) a décidé que cette disposition n'est pas altérée par une loi sur l'expropriation qui donne la priorité sur la voie judiciaire à une décision administrative, car ce procédé n'exclut pas définitivement le recours aux tribunaux. De même, afin d'éviter l'emploi abusif de ce moyen de recours, il est permis d'exiger de l'ancien propriétaire qu'il saisisse les tribunaux dans un délai donné après la fixation de l'indemnité d'expropriation. Dans un arrêt fondamental du 20 juin 1956 (*BVerfGE* 4/6), la Cour administrative fédérale avait reconnu, en compensation de dommages causés par des réquisitions effectuées par l'autorité occupante, un droit à indemnité pour « sacrifice » consenti. Cette jurisprudence a été abandonnée depuis lors et, dans un arrêt du 28 mai 1958 (*BVerfGE* 8/4), une revendication d'indemnité pour « sacrifice » consenti a été rejetée. En effet, il ne s'est pas formé de droit coutumier en la matière après la guerre, la période de temps n'étant pas assez longue, et d'ailleurs le développement de la législation et de la pratique s'est fait en sens tout à fait contraire avant la deuxième guerre mondiale. D'autre part, une revendication pour « sacrifice » consenti ne saurait être reconnue pour cette raison déjà qu'il n'y a pas eu, en l'affaire, intervention des autorités allemandes elles-mêmes. Seul le législateur pourrait donc se prononcer dans ce domaine.

Dans un arrêt du 17 janvier 1958 (*BVerfGE* 6/129), où elle prend position sur la loi sur le lait et les matières grasses, la Cour administrative fédérale donne des précisions au sujet des conditions dans lesquelles il peut y avoir expropriation : aux termes de cette loi, le lait pasteurisé est soumis à une taxe de compensation, ce qui n'est pas le cas pour le lait condensé et le lait ordinaire. Cette taxe de compensation ne porte pas atteinte à la garantie de la propriété et ne pourrait être considérée comme un acte d'expropriation que si elle était assez considérable pour grever le produit au point que sa vente atteigne la limite déficitaire, ou alors il s'agirait d'une mesure touchant particulièrement ce produit et violant ainsi le principe d'égalité.

b) *Propriété immobilière*

Conformément à une disposition de la loi relative à l'acquisition de terrains à bâtir, les autorités peuvent, contre indemnisation équitable du propriétaire, attribuer à toute personne qui a élevé un édifice sur un terrain ne lui appartenant pas la propriété de ce terrain — en particulier lorsque la construction de cet édifice s'explique par les nécessités de la guerre. De l'avis de la Cour fédérale de justice (10 mars 1958, *BGHZ* 27/35), cette disposition législative est compatible avec la garantie constitutionnelle de la propriété, car elle sert les intérêts de la communauté en conservant des logements qui devraient être détruits s'il fallait appliquer le règlement de droit civil qui exige que le terrain soit rendu à son propriétaire libre de toute construction. De plus, cette loi aide à clarifier des situations juridiques embrouillées, en particulier lorsqu'il s'agit de revendications de terrains suivant l'ancienne loi du Reich sur les prestations, qui sont souvent éteintes ou abolies. La question se pose depuis longtemps de savoir si les remboursements de parcelles de terrain à bâtir nécessaires pour l'agrandissement des localités sont des expropriations ; la Cour fédérale de justice estime (3 mars 1958, *BGHZ* 27/15) que le fait, dans une procédure de remembrement de parcelles, d'indemniser le propriétaire foncier en espèces au lieu de terrain, n'est en fait une expropriation que dans le cas où le propriétaire aurait insisté sur une indemnisation en terrain.

Selon la loi sur la construction du « Land » de Hesse, les autorités peuvent en certaines circonstances exiger la reconstruction de bâtiments détruits. La Cour administrative fédérale (30 octobre 1958, *DVBl* 59/100) considère cette obligation de construire comme un élément légitime du droit de propriété ne justifiant pas une indemnisation ; néanmoins, de semblables dispositions ne comprenant pas d'indemnisation ne sont légitimes que si elles limitent les droits de propriété lorsqu'ils se trouvent en conflit avec des valeurs supérieures ou égales ; dans le cas de ladite disposition, cette condition est remplie, vu l'importance de la pénurie de logements. Il peut arriver cependant que l'obligation de construire représente une charge que le propriétaire n'est pas capable d'assumer et qui serait par conséquent assimilable à une expropriation ; il est donc nécessaire de faire faire un devis pour pouvoir

juger équitablement de l'opportunité d'une telle décision. La Cour constitutionnelle bavaroise (5 mars 1958, *DöV* 58/822) estime qu'un règlement qui interdit tout matériel publicitaire ailleurs qu'au lieu de production ne lèse pas les droits de propriété; il n'y a d'expropriation que s'il y a, en premier lieu, violation du principe d'égalité, et, de plus, il faut encore prouver que la mesure en question est telle qu'il ne reste plus au plaignant qu'une propriété formelle; ce n'était pas le cas en l'espèce, puisqu'il ne s'agissait que d'interdire la location de surfaces murales à des firmes.

Les tribunaux ont fréquemment à connaître de la question de la base d'évaluation de l'indemnité d'expropriation et du choix de la date de référence y relative. La Cour fédérale de justice (10 février 1958, *DöV* 58/315) a estimé qu'une disposition législative fixant la valeur des terrains non bâtis selon les cours en vigueur au 1^{er} janvier 1935 n'est pas conforme aux principes d'expropriation de l'article 14 III de la Loi fondamentale; cette disposition ne peut pas non plus se fonder sur la réglementation relative au blocage des prix puisque, quand il s'agit de la fixation d'une indemnité d'expropriation, l'administration qui fixe les prix ne donne qu'un avis consultatif et non décisif. Dans un autre arrêt (24 février 1958, *NJW* 58/794), la Cour fédérale de justice a conclu que c'est le dernier jour des débats relatifs à l'établissement des faits qui est le jour repère, en cas d'erreur dans la fixation d'une indemnité d'expropriation en temps d'instabilité des prix. Lorsqu'un procès d'expropriation s'étend sur une longue période, la valeur du terrain doit être déterminée, en principe, selon sa nature (terre vaine, terre labourable, terrain à bâtir) au moment où, en raison des plans municipaux, il a été exclu définitivement de toute possibilité de valorisation ultérieure (Cour fédérale de justice, 25 septembre 1958, *NJW* 59/148). Enfin, de l'avis du même tribunal (10 février 1958, *ESVGH* 10/573), le juge a le droit de calculer la «valeur de rendement» d'un édifice fictif lorsqu'il détermine la valeur d'un terrain sur lequel se trouvent des ruines.

c) *Autres biens*

Une indemnité dans le sens de la loi sur l'expropriation peut être aussi envisagée en cas de contrats de location ou de fermage conclus pour un temps indéterminé — contrats que l'on peut résilier à tout moment — car il n'y aurait pas eu résiliation si les relations personnelles entre les parties avaient été normales et si le montant du bail avait été raisonnable (Cour fédérale de justice, 20 janvier 1958, *BGHZ* 26/248). Est considéré comme propriété dans le sens de l'expropriation tout ce qui, acquis légalement, a une valeur pécuniaire sur la base d'une appréciation économique. Selon un autre arrêt de la Cour fédérale de justice (10 novembre 1958, *BGHZ* 28/310), une commune doit verser une indemnité équitable, aux termes de la loi sur l'expropriation, au propriétaire d'un véhicule réquisitionné pour remplir une prestation d'intérêt public, lorsque ce véhicule a été endom-

magé dans des circonstances particulièrement dangereuses; il s'agit là en effet d'un «sacrifice» spécial dépassant la prestation normale d'usure du véhicule et d'heures de travail. La même Cour considère la situation suivante comme exigeant réparation: la police du bâtiment ayant permis au riverain d'un chemin public d'y déposer du matériel et des machines pour la durée de la construction de sa maison, une entreprise voisine s'est trouvée lésée et a droit à une indemnité pour intervention analogue à l'expropriation (24 avril 1958, *ESVGH* 10/836).

d) *Biens se trouvant à l'étranger*

Par loi du 9 juin 1958 (*BGBI* II/129), le Parlement fédéral a ratifié le traité du 16 juin 1957 entre la République fédérale d'Allemagne et la République autrichienne relatif au règlement des affaires pendantes entre les deux pays en ce qui concerne les biens de leurs nationaux. Aux termes de ce traité, les personnes physiques allemandes se voient restituer leurs biens, leurs droits et leurs intérêts confisqués, jusqu'à concurrence de 260.000 schillings. D'autre part, ce traité règle les relations entre les débiteurs allemands et les créanciers autrichiens. Le traité, publié le 30 juin 1958 (*BGBI* II/225), est entré en vigueur le 16 juillet 1958.

7. ACTIVITÉ POLITIQUE ET LIBERTÉ D'ASSOCIATION

a) *Liberté d'expression, droit de pétition*

Dans le «Land» de Hesse, une loi portant amendement de la loi sur la liberté et les droits de la presse du 25 octobre 1958 (*HGVBl* 58/152) règle le droit de réponse, les cas de saisie et l'obligation d'indemnisation pour saisies injustifiées.

La Cour constitutionnelle fédérale a formulé un avis sur la liberté d'expression et le droit de pétition dans ses décisions concernant les lois relatives aux consultations populaires sur l'armement atomique de l'armée, prévues par quelques «Länder» allemands. Ces deux droits fondamentaux ne garantissent pas au citoyen le droit d'exiger que l'Etat, ou une société de droit public incorporée à l'Etat, lui donne la possibilité d'exprimer son opinion en réponse à une consultation officielle, et, ce faisant, d'en saisir le Parlement (23 juin 1958, *BVerfGE* 8/42). La Cour affirme par ailleurs (30 juillet 1958, *DKBl* 58/610) que la liberté de former l'opinion publique est comprise dans la garantie fondamentale de la liberté d'expression. Mais l'opinion publique et la formation de la volonté politique du peuple ne peuvent pas être identifiées avec l'opinion ou la volonté d'un organe officiel de l'Etat.

Dans un arrêt du 15 janvier 1958 (*BVerfGE* 7/198), la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré que le droit fondamental de liberté d'expression ne porte pas seulement sur l'expression même de l'opinion, mais aussi sur l'effet produit sur les esprits par l'opinion exprimée. Cependant, dans l'interprétation des dispositions de la constitution il faut tenir compte de l'importance particulière, pour l'Etat démocratique, du droit fondamental à la liberté d'expression. Ainsi, une

provocation au boycottage n'est pas nécessairement contraire à la loi et peut se justifier dans certaines circonstances, en invoquant le droit à la liberté d'expression. De l'avis du même tribunal (15 janvier 1958, *BVerfGE* 7/230), les droits fondamentaux de liberté d'expression et d'inviolabilité du domicile n'autorisent pas le détenteur d'un appartement locatif d'y exprimer ses opinions politiques d'une façon qui compromette la bonne entente entre les habitants de la maison. La Cour administrative fédérale (20 juin 1958, *BVerwGE* 7/125) estime que le fait de porter les couleurs de la confrérie estudiantine à laquelle il appartient ne représente pas, en général, une expression d'opinion de la part de l'étudiant, dans le sens de l'article 5 de la Loi fondamentale, article qui protège non seulement la liberté d'opinion mais aussi sa manifestation ; le port des couleurs n'est en principe qu'une coutume estudiantine et non l'expression d'une opinion.

Le Tribunal administratif supérieur de Münster (18 novembre 1958, *DöV* 59/388) estime que la liberté d'activité artistique garantie aux termes de l'article 5 III de la Loi fondamentale est restreinte par le fait que la publication et la diffusion des œuvres d'art sont contrôlées. Mais comme on ne peut pas séparer les notions d'activité artistique et d'expression d'opinion, la publication d'un écrit représentant une œuvre d'art est soumise aux restrictions de la loi sur les écrits nuisibles à la jeunesse, conformément à l'article 5 II de la Loi fondamentale.

La Cour constitutionnelle bavaroise (28 novembre 1958, *ESVGH* 11/404) a déclaré qu'une décision rendue sur pétition n'est pas un acte administratif puisqu'il ne s'agit pas du règlement d'un cas particulier. D'autre part, l'autorité qui reçoit la pétition peut charger une instance subordonnée de s'occuper de l'affaire et de prendre la décision, pour autant que cette instance soit compétente. Le droit de pétition implique bien le droit à une décision sur la pétition, mais le pétitionnaire ne peut pas lui-même déterminer la compétence.

b) Liberté de réunion et d'association

Publiée le 2 mai 1958 (*BGBI* II/113), la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (Convention n° 87 de l'Organisation internationale du Travail) est entrée en vigueur à la même date dans la République fédérale.

Après la dissolution du parti communiste décrétée par la Cour constitutionnelle fédérale (17 septembre 1957), des membres du parti dissous ont été présentés par des groupes d'électeurs comme candidats aux élections communales dans de nombreuses localités. La Cour constitutionnelle fédérale a eu à se prononcer sur la question de savoir si ces groupes d'électeurs étaient assimilables à des organisations de substitution du parti communiste. Selon la Cour, une organisation de substitution n'est pas nécessairement un parti au sens propre du mot. Ces organisations seraient illégales si leurs candidats aux élections étaient exclu-

sivement, ou en grande partie, des adhérents du parti communiste allemand (16 mai 1958).

Dans un arrêt fondamental (31 octobre 1958, *NJW* 59/336), le Tribunal fédéral du travail a décidé que lorsqu'il existe une convention de conciliation entre les parties à un accord tarifaire, il est interdit de préparer les mesures de combat prévues par le droit du travail avant que les négociations de conciliation ne soient terminées ; un syndicat n'a donc pas le droit de provoquer une grève, sous peine de dommages-intérêts ; en pareil cas, le droit de coalition garanti à l'article 9 III de la Loi fondamentale n'est pas violé, pas plus que le droit de grève. Il ne fait aucun doute pour ce tribunal que les grèves syndicales socialement justifiées sont légitimes, et que l'ouvrier qui y participe agit par conséquent légalement. Le droit de grève peut cependant être limité contractuellement, ce qui a pour conséquence d'obliger les parties à agir conformément aux termes du contrat.

8. SUFFRAGE ET DROIT DE LIBRE DÉTERMINATION

Il a été procédé à l'amendement et à la modification des lois relatives aux élections régionales des «Länder» de Basse-Saxe (12 juillet 1958, *NGVBl* 58/159), Rhénanie-Palatinat (26 novembre 1958, *RPGVBl* 58/201) et Berlin (28 mars 1958, *BlngVBl* 58/305). Le législateur berlinois a de plus édicté une loi sur le contrôle des élections à la Chambre des députés et aux assemblées de représentants des districts (16 octobre 1958, *BlngVBl* 58/1021) ; cette loi confie le contrôle des élections à un organe permanent composé du président du Tribunal administratif supérieur de Berlin, de deux juges dudit tribunal et de deux députés.

La Cour constitutionnelle fédérale a prononcé un jugement remarquable sur la fonction des partis dans l'Etat et le soutien que leur accorde le législateur (24 juin 1958, *BVerfGE* 8/51) : les élections sont une nécessité publique, ce qui confère constitutionnellement aux partis un rôle décisif ; il est donc permis à l'Etat d'employer des moyens financiers non seulement pour le déroulement des élections mêmes, mais aussi pour aider les partis politiques qui participent aux élections. Cependant, ce n'est pas la tâche du législateur de compenser les différences entre les partis politiques dues aux inégalités de leur structure sociologique, et il n'a pas le droit non plus, sauf pour des raisons impérieuses, de prendre des mesures qui accentueraient encore des inégalités existantes entre les partis en compétition. Le régime de l'égalité, qui domine l'exercice des droits politiques dans un régime de démocratie libre, n'est pas compatible avec une loi qui, par des dispositions accordant des avantages fiscaux pour les dons faits à des partis politiques, créerait une inégalité dans l'influence que les citoyens peuvent, selon le montant de leurs revenus, exercer sur la formation de la volonté politique. De l'avis de la Cour constitutionnelle fédérale (30 juillet 1958, *DVBl* 58/610), les lois relatives aux consultations populaires sur l'armement atomique

de l'armée des «Länder» de Hambourg et Brême accordent au peuple une participation illicite à la formation de la volonté de l'Etat. Alors que la formation de l'opinion publique dans le cadre social et politique, ainsi que la préparation de la volonté politique du peuple, se font involontairement et, à travers tous les champs de compétence constitutionnels, avec la participation de toutes les forces actives — en fonction de leur poids et de leur influence réels — la part du peuple dans la formation de la volonté de l'Etat doit être limitée en régime démocratique. Le droit fédéral exclut la possibilité d'instructions données par le peuple d'un «Land» aux membres de son gouvernement siégeant au «Bundesrat» (Gouvernement fédéral), même si ces instructions ne sont pas obligatoires juridiquement. La Cour constitutionnelle bavarroise (13 février 1958, *ESVGH* 10/644) estime qu'un scrutin populaire répété à intervalles fixes doit nécessairement figurer parmi les principes régissant les élections communales, puisque le peuple est le détenteur de la puissance de l'Etat. Il n'est pas nécessaire que les élections communales coïncident avec les élections au Parlement; le législateur doit garantir le droit du peuple à décider de temps à autre si ses députés jouissent encore de sa confiance, mais d'autre part il faut assurer la stabilité du corps des élus pour lui permettre de mener à bien sa tâche. Les dispositions électorales du «Land» de Bade-Wurtemberg prévoient qu'aucune commune du canton ne peut élire plus de 40 pour 100 des membres de la Diète du cercle; la Cour administrative fédérale (17 janvier 1958, *GVBl* 58/616) a déclaré que ces dispositions entraînent certes un déplacement de l'équilibre des voix et touchent ainsi au principe de l'égalité du droit de vote, mais qu'elles sont toutefois en accord avec la jurisprudence de la Cour constitutionnelle fédérale (voir arrêt du 23 janvier 1957, *BVerfGE* 6/84, 90, 91); en effet, un tel règlement est nécessaire dans un domaine où il faut éviter de troubler l'Etat et il exprime la prise de conscience par la communauté, de ses droits civiques; tout autre règlement risquerait d'aboutir à la constitution d'une majorité formée par un seul canton. Le Tribunal administratif supérieur de Münster (17 décembre 1958, *DöV* 59/457) a jugé que le droit de contester les résultats d'élections communales peut être accordé même à celui qui a participé à des irrégularités pendant le scrutin. Le tribunal ajoute qu'il ne peut y avoir d'élections libres sans secret du vote. Un électeur peut éventuellement renoncer au secret avant et après le scrutin, mais pas pendant son déroulement, car il exercerait alors une pression psychologique sur tous les autres citoyens qui, s'ils veulent maintenir le secret du vote, pourraient être soupçonnés de vouloir voter différemment. Au cours d'une enquête sur les conséquences d'une infraction électorale, le tribunal administratif n'a en aucun cas le droit de demander aux électeurs comment ils ont voté. De plus, il est établi qu'une violation du secret électoral ne peut invalider des élections que lorsque l'expérience en la matière, et les circonstances particulières, permettent de con-

clure que cette violation a vraisemblablement influencé les résultats du scrutin.

9. DROIT DE CHOISIR ET D'EXERCER LIBREMENT SA PROFESSION

La plupart des lois des «Länder» relatives à la profession de pharmacien exigent, comme conditions à l'octroi d'une concession, une base économique sûre et l'assurance que l'existence de la nouvelle pharmacie ne lésera pas les intérêts des pharmacies voisines. Dans un arrêt fondamental concernant l'ensemble des droits régissant le libre choix et le libre exercice de la profession (11 juin 1958, *BVerfGE* 7/377), la Cour constitutionnelle fédérale a posé des principes généraux d'interprétation de ce droit fondamental: l'article 12 de la Loi fondamentale garantit à l'individu le libre exercice de tout métier ou profession, même s'il s'agit d'activités qui, sur les plans juridique ou traditionnel, ne sont pas déterminées; cette disposition s'applique aux professions indépendantes comme aux professions dépendantes. Le législateur est libre de réglementer le choix aussi bien que l'exercice de la profession, mais il est soumis dans ce domaine à des limitations plus ou moins rigoureuses: le pouvoir de réglementation est d'autant plus libre qu'il concerne l'exercice de la profession, et d'autant plus restreint qu'il en concerne le choix. Il est toutefois admis qu'en réglementant l'exercice de la profession, on empiète sur le domaine du libre choix. Le droit fondamental à la liberté du choix de la profession est un droit de l'individu, alors que le pouvoir de réglementation du législateur a pour objet la sauvegarde des intérêts de la collectivité. L'existence de ce conflit d'intérêts exige différents degrés de réglementation, et l'on ne doit adopter des règlements plus rigoureux que si les dispositions moins rigoureuses se révèlent insuffisantes. L'exercice d'une profession peut être limité si le législateur le juge raisonnable et si cela représente une charge admissible pour les intéressés. Le législateur n'a le droit d'intervenir dans le libre choix de la profession — mais toujours en choisissant les mesures les moins rigoureuses — que lorsque cela s'avère absolument nécessaire dans l'intérêt de la collectivité. Parmi les conditions réglementant l'accès à une profession, et que la Cour considère comme des interventions dans le libre choix de la profession, on distinguera entre les conditions subjectives, qui se basent sur le rapport entre les exigences et le but de l'activité professionnelle, et les conditions objectives, qui ne sont justifiées que pour sauvegarder des biens collectifs importants en cas de danger réel ou très probable. Sur ces bases, la Cour a conclu à la constitutionnalité des lois concernant l'ouverture d'officines de pharmacie, pour autant qu'elles ne contiennent pas de restrictions objectives. Le même tribunal a décidé (17 décembre 1958, *BVerfGE* 9/63) que les principes énoncés dans l'arrêt sur les pharmacies ne sont pas applicables automatiquement à la période d'économie dirigée d'après guerre. La rationnement des biens de consommation n'était alors possible que sous la forme d'inter-

diction du droit de disposer de certains biens, ces mesures étant nécessaires pour assurer l'alimentation de la population. Il était donc admissible de ne libérer que certains contingents de céréales destinés aux minoteries, l'intention étant de faire disparaître progressivement le rationnement tout en évitant le chaos.

La Cour d'appel de Stuttgart (16 octobre 1958, *NJW* 59/246) considère comme nulle, dans le sens de l'article 12 de la Loi fondamentale, une disposition contractuelle par laquelle une communauté religieuse détentrice des droits sur un cimetière concède à une entreprise de pompes funèbres le droit exclusif de passage motorisé dans le cimetière. Le Code de procédure civile prévoit qu'une autorisation est nécessaire pour toute personne qui, n'ayant pas le titre d'avocat, veut exercer une activité de mandataire en justice. La Cour administrative fédérale (4 décembre 1958, *BVerwGE* 7/344) estime que la nécessité d'un examen pour l'assistance en justice est contraire à l'article 12 de la Loi fondamentale, alors que la disposition concernant les mandataires en justice (*Prozessagenten*) est conforme à la constitution puisque, d'après l'argument de la Cour constitutionnelle fédérale dans son arrêt sur les pharmacies, on peut réglementer l'accès à une profession pour autant que les dispositions soient proportionnées au but recherché; c'est le cas dans la disposition du Code de procédure civile relative aux mandataires en justice, l'administration de la justice devant être strictement réglementée. Le monopole du barreau se fonde à bon droit sur la formation préparatoire et la juridiction de la profession.

Le paragraphe 9 de la loi sur le transport des voyageurs exige que le conducteur d'un fiacre fasse la preuve de la sécurité et des qualités de son véhicule pour obtenir l'autorisation de l'exploiter. La Cour administrative fédérale a reconnu la constitutionnalité de cette disposition, ainsi que du paragraphe 30 de la même loi, qui pose des exigences de domicile pour l'octroi d'une autorisation dans le cadre de ladite loi; en effet, cette condition est de nature subjective et peut être remplie sans difficulté par la personne qui veut exercer le métier en question (11 janvier 1958, *BVerwGE* 6/108). Des difficultés financières ou autres à s'installer dans la localité ne changent rien à la situation juridique, car il y a des raisons objectives pour favoriser un résident de la commune. D'autre part, le paragraphe 9 II de la loi sur le transport des voyageurs n'autorise de circuler en fiacre dans une localité que si les moyens de transport n'y sont pas satisfaisants; la Cour administrative de Cassel considère que cette disposition ne contredit pas l'article 12 de la Loi fondamentale, car elle a pour but d'assurer la sécurité de la circulation, qui pourrait être compromise par les fiacres (1^{er} octobre 1958, *GVBl* 59/183); par contre, le Tribunal administratif de Brême a émis des doutes sur la constitutionnalité de cette disposition et l'a soumise à l'examen de la Cour constitutionnelle fédérale (2 décembre 1958, *DVBl* 59/180).

La loi sur le lait et les matières grasses prévoit une autorisation spéciale pour la vente du lait, le vendeur

étant tenu notamment d'en écouler une quantité minimale; cette disposition, de l'avis de la Cour constitutionnelle fédérale (17 décembre 1958, *BVerfGE* 9/39), n'est pas compatible avec le principe du libre choix de la profession; il est vrai que la santé publique doit être protégée par l'Etat, mais la probabilité et la gravité des dangers que représente la vente libre du lait ne sont pas assez importantes pour justifier une atteinte au droit de libre choix, ces dangers pouvant être facilement évités par un contrôle approprié.

La Cour administrative fédérale estime (24 octobre 1958, *BVerwGE* 7/287) que l'immatriculation ne peut pas être refusée à un étudiant sous prétexte qu'il reconnaît pratiquer le duel; cette atteinte au libre choix de la profession ne pourrait être admise que si elle protège un intérêt collectif supérieur et représente une condition subjective proportionnée à son but. Comme le duel d'étudiants n'est ni punissable, ni contraire aux bonnes mœurs, il n'existe pas de raison plausible de discrimination. Il est vrai que le rôle de l'université ne se limite pas à l'enseignement; l'université dispense en effet une éducation générale d'ordre idéologique (*weltanschaulich*); mais cela ne lui confère pas le pouvoir de violer des droits fondamentaux, car la réprobation par l'université de l'attitude des sociétés d'étudiants se situe sur un plan spécifiquement idéologique et ne touche pas à ses activités de recherche et d'enseignement. Aux termes du paragraphe 42/1 du Code pénal, on peut interdire, dans l'intérêt de la collectivité, l'exercice de la profession pour cinq ans à quiconque a commis des crimes ou délits dans son activité professionnelle; la Cour fédérale de justice (8 juillet 1958, *NJW* 58/1404) estime que lorsqu'une personne a commis des actes illégaux dans une branche seulement de son activité professionnelle, le juge peut lui interdire l'exercice de l'ensemble de sa profession si cela s'avère nécessaire dans l'intérêt public.

La culture et la vente du houblon sont soumises à une réglementation détaillée afin d'assurer la qualité de ce produit. Selon le paragraphe 11 II de la loi sur le houblon, ce dernier doit être préparé sous contrôle officiel avant le marquage. Une ordonnance bavaroise prévoit que seules les installations appartenant à la commune doivent être utilisées pour cette opération; la Cour administrative fédérale (21 janvier 1958, *DVBl* 58/510) y voit une atteinte à l'article 12 de la Loi fondamentale, la liberté professionnelle d'autres intéressés pouvant être ainsi limitée. L'ordonnance sur les médicaments du 22 octobre 1901 énumère les produits qui ne doivent être vendus que dans les pharmacies. La Cour administrative fédérale (17 juillet 1958, *DöV* 58/789), jugement dans le cas d'un droguiste, avait estimé que cette ordonnance est conforme à la constitution puisque, conformément à l'arrêt sur les pharmacies, une grande liberté est laissée au législateur quant à la limitation de l'exercice de la profession et quant à la promulgation de règlements raisonnables. Malgré la fabrication industrielle des médicaments, il est juste et prudent de confier leur

vente à des professionnels responsables et soigneusement préparés, dans le sens de l'ordonnance sur les médicaments. La Cour administrative supérieure de Münster (21 février 1958, *DöV* 59/158) a déclaré que le règlement qui oblige le candidat au barreau à exercer sa profession en tant que profession principale est compatible avec la Loi fondamentale, car la profession demande que la candidat s'y consacre entièrement. La Cour administrative fédérale (17 janvier 1958, *BVerwGE* 6/119) estime que l'ordonnance sur la fixation des prix du 16 novembre 1940 n'enfreint pas l'article 12 de la Loi fondamentale car le choix de la profession n'en est pas influencé. L'ordonnance sur l'obligation de renseigner prévoit que chaque commerçant ou industriel est tenu de donner des renseignements sur sa situation économique, et en particulier sur les prix, les stocks, la production et la capacité de production de son entreprise; de l'avis de la Cour administrative fédérale (19 décembre 1958, *BVerwGE* 8/78), cette disposition est compatible avec l'article 12 de la Loi fondamentale, étant donné que sans cette obligation de renseigner, les mesures économiques nécessaires dans un Etat moderne ne pourraient être exécutées.

10. PROTECTION DU DROIT AU TRAVAIL

Conformément à la loi sur la protection de la mère du 24 janvier 1952, il est interdit de licencier une femme enceinte, à moins que les autorités ne permettent une exception dans un cas particulier. La Cour administrative fédérale (29 octobre 1958, *BVerwGE* 7/294) estime qu'on peut avoir recours aux voies de droit administratives si cette autorisation est refusée. La question du «cas particulier» est entièrement soumise au contrôle de la juridiction administrative; il n'y a cependant pas obligatoirement «cas particulier» lorsqu'on se trouve en présence de «raisons graves» dans le sens des dispositions de congédiement du droit civil, mais seulement en cas de circonstances extraordinaires où les intérêts, prioritaires selon la loi, de la femme enceinte doivent s'effacer devant les intérêts de l'employeur. De l'avis de la Cour sociale fédérale (17 juillet 1958, *NJW* 58/846), un automobiliste accidenté en se rendant à son travail pour avoir manqué aux règlements de la circulation, a droit aux prestations d'assurance sociale si son acte était motivé par le seul souci de se rendre à son travail.

11. ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES

Le législateur est intervenu dans les domaines les plus divers pour réaliser la justice sociale, dont l'idée est énoncée dans la constitution. On mentionnera ici le décret, pris en application de la quatrième partie de la loi générale sur les suites de la guerre du 3 janvier 1958 (*BGBI* I/9), qui met à la disposition des sinistrés des subventions alimentaires, des bourses, des subventions pour l'achat d'objets mobiliers et des prêts pour leur permettre de se refaire une existence. La loi établissant l'égalité des charges a été changée et améliorée en faveur des sinistrés de guerre et des réfu-

giés (cf. *BGBI* I/208, 217, 514, 565, 574). Dans le domaine du droit du travail, un quatrième décret relatif à l'exécution de la loi sur le placement des travailleurs et sur l'assurance-chômage, du 18 avril 1958 (*BGBI* I/304), prévoit dans certaines conditions une obligation de contribution à l'assurance-chômage pour les frontaliers. Le cinquième décret relatif à ladite loi, du 22 mai 1958 (*BGBI* I/377), améliore le statut des ressortissants étrangers et des apatrides en les assimilant dans certains cas à des ressortissants allemands. Le 21 décembre 1958 a été promulguée la première loi relative à l'ajustement des rentes des assurances de rentes légales, à l'occasion de la modification des bases générales d'appréciation pour l'année 1958 (*BGBI* I/956), qui a entraîné une hausse générale des taux des rentes, en relation avec la hausse générale des revenus. Cette hausse des rentes, destinée à ajuster le niveau de vie des rentiers et des personnes exerçant une activité professionnelle, était déjà prévue en principe dans toutes les lois sur les rentes sociales, mais elle doit, dans chaque cas, faire l'objet d'une loi spéciale. La loi fédérale relative à l'indemnisation des victimes du régime national-socialiste garantit aux personnes résidant dans le pays des dédommagements pour les droits dont elles auraient bénéficié en vertu de la loi fédérale de prévoyance, si le régime national-socialiste n'avait pas pris envers elles des mesures discriminatoires. La loi du 25 juin 1958 (*BGBI* II/168) prévoit un règlement semblable pour les victimes du régime nazi demeurant à l'étranger. Le 25 juin 1958, la République fédérale d'Allemagne et la République yougoslave signaient un accord sur le règlement de certaines revendications en matière d'assurances sociales (*BGBI* II/168). Aux termes de cet accord, les droits et droits expectatifs des ressortissants d'un des Etats contractants vis-à-vis des organismes d'assurances vieillesse, invalidité, décès, accident et maladie professionnelle, de l'autre Etat, sont réglés par un paiement forfaitaire de l'Etat, si bien que les intéressés doivent désormais invoquer leurs droits devant les organismes d'assurances de leur propre Etat. La loi relative à ce traité est entrée en vigueur le 29 novembre 1958 (*BGBI* II/753). Le Parlement fédéral (Bundestag) a ratifié en date du 24 décembre 1958 le deuxième avenant à la convention générale entre la République fédérale et la France en matière de sécurité sociale, ainsi que le cinquième avenant, qui prévoit d'étendre à Berlin les dispositions de la convention générale (*BGBI* II/755).

Le Tribunal administratif supérieur de Münster (1^{er} juillet 1958, *NJW* 58/2036) estime que toute personne, revendiquant l'aide de l'assistance publique, qui refuse l'aide offerte par le Bureau du travail pour lui procurer éventuellement un travail rémunéré, n'est pas dans le besoin et n'a donc pas droit à une allocation d'assistance. La Cour administrative de Bavière (11 mars 1958, *ESVGH* 10/751) a conclu de son côté que les autorités n'ont pas le droit d'interrompre complètement leurs allocations à une personne pour refus d'accepter un travail qu'elles lui ont assigné;

même dans ce cas, l'indigent a de toute façon droit au minimum vital.

La Cour sociale fédérale (11 septembre 1958, *NJW* 58/1846) est d'avis qu'il y a lieu de reconsidérer le montant de la rente-accident versée à un invalide chez qui on a pu constater une accoutumance ou une adaptation à sa lésion, même si le rapport médical reste inchangé.

Le Tribunal administratif de Münster (20 juin 1958, *DöV* 59/317) estime que la désignation de «réfugié» n'est pas applicable à celui qui est retourné de son plein gré dans la région qu'il avait quittée. Cette question n'étant pas réglée dans la loi relative aux réfugiés allemands, le tribunal l'a tranchée par analogie à la Convention relative au statut des réfugiés apatrides du 28 juillet 1951, qui prévoit expressément que la protection cesse en cas de retour volontaire au pays d'origine.

La loi fédérale relative au dédommagement des anciens prisonniers de guerre allemands assure des avantages économiques aux anciens prisonniers de guerre et aux catégories de personnes qui leur sont assimilables. Les tribunaux d'appel ont eu à connaître à plusieurs reprises de la délimitation des catégories de personnes qui bénéficient de cette loi. Ainsi, la Cour administrative fédérale (5 mars 1958, *DVBl* 58/586) estime qu'on ne peut pas attribuer les avantages de cette loi aux civils allemands qui ont été retenus dans les régions de Prusse Orientale sous administration soviétique et employés à divers travaux par les autorités occupantes ; en effet, le but de ces mesures était d'assurer un minimum d'ordre dans la région, et non d'empêcher ces personnes d'exercer une activité militaire ; il ne s'agissait donc pas de mesures militaires, mais de mesures dues aux destructions et à l'arrêt de la vie publique, conséquences de la guerre. Le même tribunal (5 mars 1958, *BVerwGE* 6/232) a rejeté les revendications de personnes touchées par «l'arrêt automatique», qui n'avait pas pour but d'assurer la sécurité des forces alliées, mais d'aider à une réorganisation démocratique de l'Allemagne en permettant un contrôle politique. La Cour a cependant reconnu les droits des prisonniers de guerre qui ont été détenus sur territoire allemand seulement par les Alliés (5 mars 1958, *DVBl* 58/585). Le Tribunal administratif de Bebenhausen (24 janvier 1958, *NJW* 58/841) a décidé que l'engagement forcé dans la légion étrangère française n'a pas mis fin à la captivité, si bien qu'on accorde aussi une indemnisation pour le temps passé à la légion.

Conformément à la loi sur le secours aux détenus, les personnes qui ont été détenues en zone d'occupation soviétique pour des raisons politiques, non justifiables du point de vue de la liberté démocratique, ont droit à une indemnisation. Le Tribunal administratif supérieur de Münster (1^{er} juillet 1958, *DöV* 59/76) a décidé que quiconque a été condamné pour des raisons criminelles ne peut revendiquer une telle indemnisation, même si sa peine n'est pas reconnue dans les principes constitutionnels de la République fédérale.

12. DROIT A L'INSTRUCTION ET A L'ÉDUCATION

Par ordonnance du 19 décembre 1958 (*NWGVBl* 58/383), la gratuité de l'enseignement a été introduite en Rhénanie du Nord-Westphalie. La Rhénanie-Palatinat a promulgué une loi sur les écoles supérieures publiques, qui règle les questions de construction, de frais d'entretien et d'exploitation des écoles (25 novembre 1958, *RPGVBl* 58/197) ; les deux sortes d'écoles prévues en principe par la loi, à savoir les établissements d'Etat et les écoles communales, sont pourvues d'un conseil des parents avec droit de consultation. Le même «Land» a promulgué une loi sur les écoles privées (21 décembre 1957, *RPGVBl* 58/15), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1958 ; cette loi exige une autorisation officielle pour les écoles dites «de remplacement», qui remplissent les mêmes fonctions que les écoles publiques. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour toutes les autres écoles dites «de formation complémentaire», dont la seule obligation est d'annoncer leur ouverture aux autorités. Il arrive aussi que des écoles privées reçoivent dans certaines conditions des subsides de l'Etat. La loi relative à l'administration des écoles du 3 juin 1958 (*NWGVBl* 58/241) définit les différentes sortes d'écoles, les organismes scolaires, l'administration et la direction ainsi que d'autres questions semblables. En Bavière, la loi du 14 juin 1958 (*BayGVBl* 58/134) règle les conditions de formation des maîtres des écoles primaires. La loi du 25 juillet 1958 (*BGVBl* 58/75) introduit la gratuité de l'enseignement dans toutes les écoles publiques du «Land» de Brême. Enfin, dans plusieurs autres «Länder» ont été communiqués des ordonnances et des règlements d'amendement ou de modification des lois scolaires existantes. Un accord culturel entre la République fédérale d'Allemagne et la Turquie, (*BGBI* II/336) et entré en vigueur le 9 juin 1958, prévoit des échanges d'étudiants, l'encouragement des études et la reconnaissance réciproque des diplômes nationaux.

La Cour administrative fédérale (5 décembre 1958, *BVerwGE* 7/378) a décidé que les droits des parents garantis par la constitution ne sont pas limités par les dispositions de la loi sur le service militaire. Chaque droit fondamental compte nécessairement des limites immanentes. Il n'est pas anticonstitutionnel de la part du législateur de faire usage de son pouvoir de réglementation du service militaire dans un domaine qui touche aux droits des parents. En vertu de la loi sur les écrits nuisibles à la jeunesse, la propagande en faveur du naturisme est interdite parmi les mineurs ; une excuse absolutoire est prévue à titre personnel pour les parents qui auraient contrevenu à ladite loi. La Cour constitutionnelle fédérale (10 mars 1958, *BVerfGE* 7/320) a déclaré que, selon l'article 6. II de la Loi fondamentale, «les soins et l'éducation des enfants constituent le droit naturel et l'obligation primordiale des parents». Bien que l'Etat ait un certain droit de contrôle dans ce domaine, le législateur ne peut pas restreindre à sa guise ce droit des parents ; il peut seulement prendre des mesures générales lors-

que les mesures individuelles s'avèrent insuffisantes. Dans le cas de la propagande en faveur du naturisme, on n'a pas constaté qu'elle représentât un abus du droit paternel ni que les écrits qui s'y rapportent soient en général nuisibles à la jeunesse. Il est donc inadmissible d'accorder simplement une excuse absolue pour une activité qui devrait être exemptée de peine en général, pour autant qu'elle est exercée par les parents.

Le Tribunal administratif supérieur de Münster (22 septembre 1958, *DVB/5972*) a déclaré que la décision du conseil de classe sur la promotion des élèves n'est pas une question d'appréciation, mais un jugement qui peut être révisé juridiquement; les tribunaux sont compétents pour réviser ce jugement, bien qu'il subsiste une large marge d'appréciation non contrôlable. Lorsqu'un élève n'a pas été promu dans la classe supérieure, on peut vérifier si la procédure réglementaire a été suivie et si les principes essentiels, comme celui de l'égalité, ont été respectés. Quant à l'appréciation pédagogique et scientifique, elle ne peut être contrôlée que du point de vue des faits et des motifs. Le Tribunal administratif de Bebenhausen (17 juillet 1958, *ESVGH 11/147*) a eu à connaître de la même question et a estimé que l'attribution de notes à un candidat est un procédé qui échappe essentiellement à l'appréciation des tribunaux; dans la détermination des notes d'examen il faut laisser par conséquent une large marge d'appréciation au jury d'examen. Le Tribunal administratif de Hesse (14 octobre 1958, *DVB/ 59/144*) a jugé qu'une disposition provisoire qui permet à un élève qui n'a pas été promu de participer aux cours de la classe suivante n'est admissible que s'il y a des raisons de penser que la décision concernant la promotion était basée sur des considérations fausses et manquant d'objectivité. Dans ce cas, l'intérêt de l'élève passe avant toute autre considération, et cela malgré le risque qu'il pourrait représenter pour les progrès des autres élèves.

L'article 56 de la constitution du «Land» de Hesse prévoit, pour les personnes ayant droit à l'enseignement, un droit de participation aux décisions sur cet enseignement. Un règlement législatif plus précis dans ce sens n'a pas encore été publié. Le Ministère compétent a publié des programmes d'enseignement pour les écoles du «Land» sans avoir pris l'avis des intéressés. La Cour suprême du «Land» de Hesse (18 février 1958, *DöV 58/462*) a estimé que le droit de participation aux décisions est un droit assimilable à un droit fondamental, public et subjectif. Ce droit ne se limite pas à l'organisation de l'enseignement dans les différentes écoles, mais comprend aussi la participation aux directives des administrations centrales. Le droit de participation aux décisions consiste au minimum dans l'audition des intéressés.

Le Tribunal administratif supérieur de Münster (24 avril 1958, *DöV 59/228*) estime que la question de savoir si un enfant n'est pas capable de suivre la filière normale de l'école primaire pour raison de faiblesse mentale, et doit être par conséquent inscrit

dans une école spéciale, est entièrement sujette à révision judiciaire. D'autre part, le tribunal confirme expressément la validité du paragraphe 6 de la loi du Reich sur l'instruction publique obligatoire qui institue l'instruction obligatoire dans des écoles d'arrière pour les enfants qui ne peuvent pas suivre l'enseignement normal à cause de défauts physiques ou mentaux, afin de permettre à ces derniers de se développer le plus favorablement possible et aussi d'éviter qu'ils n'entravent les progrès des autres élèves.

La Cour administrative fédérale (29 décembre 1958, *DöV 59/230*) a confirmé cette opinion et a jugé cette disposition législative compatible avec la Loi fondamentale. Le droit de l'Etat en ce qui concerne l'éducation scolaire des enfants est égal à celui des parents. Le droit, en principe exclusif, des parents de déterminer quelle sorte d'école leurs enfants fréquenteront ne peut être invoqué si, de ce fait les progrès scolaires des condisciples risquent d'être compromis. Ce principe vaut aussi bien pour les écoles obligatoires que pour les écoles non obligatoires. Le même tribunal (24 mars 1958, *DVB/ 58/512*) a décidé que les élèves n'ont pas le droit de réclamer l'institution d'écoles spéciales, car ce serait intervenir dans les pouvoirs organisationnels de l'Etat, qui n'agit qu'en fonction des besoins de la collectivité.

13. PROTECTION DES DROITS D'AUTEUR ET DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le Gouvernement a étendu à de nombreuses expositions et foires la protection de la loi du 18 mars 1904 sur les modèles, marques de fabrique et inventions (*BGB/ 1/56*). Le 23 mai 1958 est entré en vigueur l'accord du 18 mai 1954 entre la République fédérale et le Brésil sur le rétablissement des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur, mis en cause durant la deuxième guerre mondiale (*BGB/ II/201*).

De l'avis de la Cour d'appel de Munich (13 mars 1958, *NJW 58/1000*), celui qui a violé un droit de brevet ou de modèle déposé, même innocemment, est responsable envers la personne lésée des frais que cette dernière a encourus en s'adressant, pour défendre ses droits, à un conseil en matière de brevets, même si aucune action n'est engagée, par exemple lorsque le contrevenant promet de s'abstenir à l'avenir.

Le paragraphe 19 de la loi sur les auteurs d'ouvrages littéraires permet la reproduction d'une œuvre lorsque les passages détachés d'un écrit, d'un discours ou d'une conférence sont cités, après leur publication, dans un travail littéraire indépendant. La Cour fédérale de justice (17 octobre 1958, *NJW 59/336*) a décidé que l'on peut résoudre la question de savoir si une citation dépasse un tel cadre en examinant l'étendue des passages cités, non pas sur la base d'une évaluation purement arithmétique, mais en comparant ces passages avec la dimension de l'ouvrage dont ils sont extraits. Indépendamment de l'importance des

passages cités, du point de vue des droits d'auteur, on peut se demander si la valeur commerciale de l'ouvrage n'a pas été diminuée par la nature et l'étendue de ces citations. De l'avis de la Cour fédérale de justice (30 mai 1958, *BGHZ* 27/351), en examinant si une œuvre d'art possède un minimum de valeur esthétique,

on ne doit pas tenir compte (puisque la protection artistique ne peut s'appliquer qu'à une œuvre originale) des éléments de forme qui sont repris de modèles connus, à moins que la combinaison de ces éléments ne représente justement une réussite artistique originale.

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE¹

RÉSULTATS DE L'EXÉCUTION DU PLAN D'ÉTAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE EN 1958

COMMUNICATION DE LA DIRECTION DE STATISTIQUE
DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE

(EXTRAITS)

L'amélioration du bien-être matériel du peuple et l'élévation de son niveau culturel en 1958 ressort des données ci-après.

L'arrêté que le Comité central du parti communiste de Biélorussie et le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie ont pris le 20 novembre 1957 sur le «Développement de la construction d'habitations dans la RSS de Biélorussie» est appliqué avec succès dans la République.

Les objectifs fixés dans cet arrêté pour 1958 ont été dépassés en ce qui concerne tant la construction par l'Etat que la construction individuelle. Les organisations publiques et les coopératives ont bâti et mis en service une surface habitable totale de plus de 950.000 mètres carrés. La population a construit à ses frais et avec l'aide de prêts de l'Etat plus de 700.000 mètres carrés dans les villes, bourgs, stations de machines et de tracteurs, stations de réparation de tracteurs, sovkhozes et centres d'exploitation forestière. En outre, les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels des régions rurales ont construit plus de 28.000 maisons au cours de l'année écoulée.

Le plan annuel d'investissements dans la construction d'habitations financé dans le cadre du plan d'Etat a été exécuté à 101 pour 100 dans l'ensemble de la République.

Au cours de l'année considérée, les investissements de l'Etat dans la construction destinée à l'enseignement, à la culture et à la santé publique ainsi que dans la construction communautaire ont augmenté.

Le nombre moyen d'ouvriers et d'employés dans l'économie nationale de la RSS de Biélorussie en 1958 a dépassé 1.480.000.

Dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, les sovkhozes, les transports et communications, le nombre des travailleurs s'est accru en un an de plus de 55.000. Dans les écoles, les établissements d'enseignement, les instituts de recherche scientifique,

les établissements culturels et hospitaliers, le commerce et le logement communautaire, l'augmentation a été de 20.000 personnes.

En 1958, environ 22.000 jeunes ouvriers qualifiés ont terminé leurs études dans les institutions et écoles relevant du système de réserve des travailleurs et ont reçu un emploi dans l'industrie, le bâtiment, les transports et l'agriculture.

Grâce aux cours de formation pratique (individuelle ou par équipes) et théorique, plus de 170.000 ouvriers et employés se sont perfectionnés ou ont appris de nouveaux métiers pendant l'année.

En 1958, la vente de denrées alimentaires dans les magasins d'Etat et les coopératives s'est accrue par rapport à 1957 dans les proportions suivantes: viande, charcuterie et autres produits de viande: 20 pour 100; graisses animales: 22 pour 100; lait et produits laitiers: 19 pour 100; sucre: 21 pour 100; confiserie: 5 pour 100.

La vente de nombreux articles manufacturés s'est accrue: tissus de laine (31 pour 100), articles de confection (14 pour 100), articles en tricot (22 pour 100), chaussures en cuir (18 pour 100), meubles (20 pour 100), machines à coudre (12 pour 100), réfrigérateurs (68 pour 100), appareils de télévision (160 pour 100).

En 1958, de nouveaux progrès ont été accomplis dans les domaines de la culture et de la santé publique. Pendant l'année scolaire 1958/59 le nombre des élèves des écoles d'enseignement général, y compris les écoles pour la jeunesse ouvrière et rurale et les écoles pour adultes, a augmenté de plus de 11.000 par rapport à l'année scolaire précédente. Le nombre des établissements secondaires a augmenté.

Les établissements d'enseignement supérieur et les établissements d'enseignement secondaire spécialisés ont accueilli plus de 111.000 élèves (y compris les élèves inscrits au cours par correspondance). Parmi les étudiants de l'enseignement supérieur inscrits au cours du jour, 52 pour 100 étaient des jeunes gens qui avaient accompli un stage de travail pratique après la fin de leurs études secondaires.

¹ Textes obligeamment communiqués par le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique de Biélorussie. Traductions du Secrétariat des Nations Unies.

Quarante mille deux cents élèves de l'enseignement supérieur et des établissements d'enseignement secondaire spécialisés, soit 13 pour 100 de plus qu'en 1957, ont poursuivi leurs études tout en continuant à participer à la production.

Plus de 26.000 jeunes spécialistes ont été diplômés en 1958 des établissements d'enseignement supérieur et des écoles secondaires spécialisées de la RSS de Biélorussie. En outre, près de 8.000 ingénieurs et techniciens ont reçu un emploi dans l'industrie, le bâtiment, les transports et les communications, soit 41 pour 100 de plus qu'en 1957.

Le nombre des travailleurs scientifiques s'est accru de 9 pour 100 par rapport à l'année précédente.

La fréquentation des théâtres et des cinémas a augmenté. Par rapport à 1957, le nombre des entrées s'est élevé de 12 pour 100 pour les cinémas et de 13 pour 100 pour les théâtres.

Le réseau d'établissements hospitaliers, de crèches et de jardins d'enfants s'est étendu. Le nombre des lits dans les hôpitaux s'est accru de 6 pour 100 et celui des places dans les crèches permanentes de 11 pour 100. En 1958, le nombre des enfants qui ont passé des vacances dans les camps de pionniers et dans les centres récréatifs a été de 6 pour 100 supérieur à celui de 1957.

(*Sovetskaya Beloroussiya* du 23 janvier 1959, n° 19/8417.)

LOI SUR LE BUDGET D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE POUR 1958

du 29 janvier 1958

(EXTRAITS)

Le Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Biélorussie décide :

Article premier. Le projet de budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1958, présenté par le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie, est approuvé dans le texte modifié sur l'avis de la Commission du budget du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie, le montant des prévisions de recettes et des prévisions de dépenses se balançant par un total de 9.938.087.000 roubles.

Article 2. Les recettes inscrites au budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1958, provenant des entreprises et organisations d'Etat et des coopératives, sont fixées à un montant total de 8.554.256.000 roubles.

Article 3. Les dépenses inscrites au budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1958 pour le financement de

l'économie nationale sont fixées à 5.392.275.000 roubles auxquels s'ajoutent 3.070.023.000 roubles prélevés sur les ressources propres des entreprises et des organisations économiques, soit au total 8.462.298.000 roubles.

Article 4. Dans le budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1958, les crédits affectés aux services sociaux et culturels — écoles d'enseignement général, écoles techniques, établissements d'enseignement supérieur, instituts de recherche scientifique, bibliothèques, clubs, théâtres, presse, et autres services éducatifs et culturels : hôpitaux, crèches, sanatoriums et autres établissements de santé publique et de culture physique ; pensions et allocations — sont fixés à un montant total de 3.914.459.000 roubles . . .

(Septième session du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie (quatrième législature) 28-29 janvier 1958, compte rendu sténographique, Minsk, 1958.)

DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE — ABOLITION DE LA PRIVATION DES DROITS ÉLECTORAUX PAR LES TRIBUNAUX

du 27 décembre 1958

Conformément à la loi de l'URSS du 25 décembre 1958 intitulée « Abolition de la privation des droits électoraux par les tribunaux », le Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie décrète :

1. La privation des droits électoraux par les tribunaux en tant que peine criminelle est abolie.

Quiconque a été condamné par les tribunaux de la RSS de Biélorussie à la privation de ses droits électoraux cesse de subir cette peine.

2. Le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie sera saisi d'une proposition tendant à modifier en conséquence l'article 110 de la Constitution de la RSS de Biélorussie.

(*Recueil des lois, des décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie*, n° 12, décembre 1958.)

DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE — MODIFICATION DES ARTICLES 2, 14 ET 21 DU RÈGLEMENT RELATIF AUX ÉLECTIONS AUX SOVIETS DES DÉPUTÉS DES TRAVAILLEURS DANS LES RÉGIONS, DISTRICTS, VILLES, BOURGS ET VILLAGES DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE

du 29 décembre 1958

Conformément au décret du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie en date du 27 décembre 1958 intitulée «Abolition de la privation des droits électoraux par les tribunaux», il y a lieu de modifier comme suit les articles 2, 14 et 21 du règlement relatif aux élections aux soviets des députés des travailleurs dans les régions, districts, villes, bourgs et villages de la RSS de Biélorussie :

Article 2. Aux termes de l'article 110 de la Constitution de la RSS de Biélorussie, les élections des députés se font au suffrage universel ; tous les citoyens de la RSS de Biélorussie âgés de 18 ans révolus, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur sexe, de leur religion, de leur degré d'instruction, des conditions de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part

aux élections des députés et d'être élus aux soviets des députés des travailleurs, à l'exception des personnes déclarées aliénées dans les formes légales.

Article 14. Les personnes déclarées aliénées dans les formes légales ne sont pas inscrites sur les listes électorales.

Article 21. Les demandes concernant les erreurs commises dans la liste électorale (omissions, radiations, altérations des nom, prénom ou patronyme) sont adressées au Comité exécutif du Soviet des députés des travailleurs ayant publié ladite liste, qui est tenu d'examiner chaque demande dans un délai n'excédant pas trois jours.

(*Recueil des lois, des décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie*, n° 12, décembre 1958.)

DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE — MODIFICATION DES ARTICLES 2, 15 ET 22 DU RÈGLEMENT RELATIF AUX ÉLECTIONS AU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE

du 29 décembre 1958

Conformément au décret du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie en date du 27 décembre 1958 intitulé «Abolition de la privation des droits électoraux par les tribunaux», il y a lieu de modifier comme suit les articles 2, 15 et 22 du règlement relatif aux élections au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie :

Article 2. Aux termes de l'article 110 de la Constitution de la RSS de Biélorussie, les élections des députés se font au suffrage universel ; tout les citoyens de la RSS de Biélorussie âgés de 18 ans révolus, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur sexe, de leur religion, de leur degré d'instruction, des conditions de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés au Soviet suprême de la

RSS de Biélorussie, à l'exception des personnes déclarées aliénées dans les formes légales.

Article 15. Les personnes déclarées aliénées dans les formes légales ne sont pas inscrites sur les listes électorales.

Articles 22. Les demandes concernant des erreurs commises dans la liste électorale (omissions, radiations, altérations des nom, prénom ou patronyme) sont adressées au Comité exécutif du Soviet des députés des travailleurs ayant publié ladite liste, qui est tenu d'examiner chaque demande dans un délai n'excédant pas trois jours.

(*Recueil des lois, des décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie*, n° 12, décembre 1958.)

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE¹

RAPPORT DE LA DIRECTION DE STATISTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE SUR LES RÉSULTATS DE L'EXÉCUTION DU PLAN D'ÉTAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DE LA RSS D'UKRAINE EN 1958

(EXTRAITS)

En 1958, dans la RSS d'Ukraine, une série de mesures importantes ont été prises en vue d'accroître encore le bien-être matériel du peuple soviétique et d'élever son niveau culturel.

En 1958, la population a reçu aux frais de l'Etat des pensions de la sécurité sociale, des allocations aux mères qui élèvent seules leurs enfants et aux mères des familles nombreuses, ainsi que des allocations et prestations au titre des assurances sociales des ouvriers et employés, pour un montant supérieur à 15 milliards de roubles. Comme les années précédentes, la population a bénéficié de soins médicaux gratuits, de séjours gratuits ou à prix réduits dans les sanatoriums et les maisons de repos, de l'enseignement et de la formation professionnelle gratuits et de plusieurs autres prestations et avantages. En outre, tous les ouvriers et employés ont eu un congé payé d'au moins deux semaines, le congé étant plus long dans certaines professions.

En 1958, l'effectif moyen des ouvriers et employés du secteur économique de la RSS d'Ukraine s'élevait à plus de 9,3 millions de personnes.

Dans l'industrie, le bâtiment, les sovkhozes et les transports, l'effectif total des ouvriers, ingénieurs, techniciens et autres spécialistes a augmenté de près de 300.000 personnes par rapport à 1957.

L'effectif des travailleurs employés dans les écoles, les établissements d'enseignement, les instituts de recherche scientifique, les établissements culturels, les institutions médicales, les centres de cure et de tourisme, a augmenté de près de 90.000 personnes; le nombre de travailleurs employés dans le commerce et les services municipaux s'est également accru.

Au cours de l'année écoulée, de nouveaux progrès ont été accomplis dans le domaine de la culture socialiste.

En 1958, près de 9 millions de personnes faisaient des études dans la République. Le nombre d'élèves des établissements d'enseignement général, y compris les écoles pour la jeunesse ouvrière et rurale et les écoles pour adultes, a augmenté de 71.000 au cours

de l'année scolaire 1958-59 par rapport à l'année précédente. Plus de 200 établissements d'enseignement secondaire ont été ouverts pour le début de l'année scolaire en cours. En 1958/59, 78 pour 100 des élèves des écoles primaires, des écoles septennales et des écoles secondaires des organismes de l'instruction publique ont fait partie du premier groupe des classes alternées.

Le réseau du Ministère de l'éducation compte 5.600 écoles secondaires ayant des classes de travaux pratiques.

Près de 723.000 étudiants étaient inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement secondaire spécialisé (y compris les cours par correspondance).

En 1958, plus de 655.000 personnes ont fréquenté sans quitter leur emploi les établissements d'enseignement supérieur, ou d'enseignement secondaire spécialisé, les établissements d'enseignement général pour la jeunesse ouvrière et rurale et les écoles pour adultes; plus de 294.000 d'entre elles étaient inscrites dans les établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement secondaire spécialisé.

Plus de 167.000 jeunes spécialistes sont sortis en 1958 des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement secondaire spécialisé, contre 149.000 en 1957. Plus de 69.000 ingénieurs et techniciens spécialisés dans l'industrie, le bâtiment, les transports et les communications ont achevé leur formation en 1958, soit 28 pour 100 de plus qu'en 1957.

En outre, 140.000 jeunes ouvriers qualifiés ont terminé leurs études en 1958 dans les écoles relevant du système des réserves de travailleurs. Ils ont tous reçu un emploi dans l'industrie, le bâtiment, les transports ou l'agriculture.

Environ 1,5 million d'ouvriers et d'employés ont élevé leur niveau professionnel ou appris un nouveau métier grâce à l'apprentissage individuel ou par équipe et à des cours.

En 1958, de nouveaux établissements d'enseignement supérieur ont été créés: l'Institut polytechnique ukrainien de cours par correspondance à Kharkov et l'Institut des mines et de la métallurgie à Vorochilovsk, dans la région de Lougansk.

¹ Textes obligeamment communiqués par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Traductions du Secrétariat des Nations Unies.

En 1958, l'effectif total des travailleurs scientifiques de la République a augmenté de 7 pour 100 par rapport à l'année précédente, atteignant 36.500 personnes, dont 15.000 possèdent le diplôme de docteur ou de licencié en sciences ; le nombre des travailleurs scientifiques s'est accru dans les domaines de la technique, de la physique, des mathématiques et de la chimie.

L'essor du cinéma s'est poursuivi. Vers la fin de 1958, le nombre d'installations de projection dépassait 12.000, soit 12 pour 100 de plus qu'en 1957. Le nombre d'entrées a été supérieur à 635 millions en 1958, soit environ 9 pour 100 de plus qu'en 1957.

Le tirage des livres publiés pendant l'année écoulée a été de 108 millions d'exemplaires ; le tirage des journaux, revues et autres périodiques s'est également accru.

En 1958, le réseau d'institutions médicales et d'établissements sanitaires et prophylactiques a continué à s'étendre et les soins médicaux se sont encore améliorés.

Le nombre des lits dans les hôpitaux a augmenté de près de 17.000 par rapport à 1957, celui des places dans les crèches permanentes de 8.000 et celui des lits dans les sanatoriums et maisons de repos de plus de 2.000.

Par rapport à l'année précédente, un plus grand nombre d'enfants et d'adolescents ont séjourné dans des camps de pionniers, à la campagne ou en ville, dans des centres d'excursions et de tourisme, ou ont été en colonies de vacances avec des jardins d'enfants, maisons d'enfants et crèches.

La construction d'habitations s'est considérablement développée en 1958.

Exécutant la tâche que leur ont assignée le parti et le gouvernement — remédier en dix ou douze ans à l'insuffisance d'habitations — les entreprises de construction soviétiques et les grandes masses de travailleurs de la RSS d'Ukraine sont allées bien au-delà du programme de construction prévu pour 1958. Elles ont dépassé l'objectif fixé pour 1958, qui était de construire et de mettre en service, aux frais de l'Etat et de la population aidée par des prêts de l'Etat, des habitations représentant au total une surface de 9,7 millions de mètres carrés dans les villes, les agglomérations urbaines, les stations de machines et de tracteurs, les stations de réparation de tracteurs, les sovkhozes et les centres d'exploitation forestière. Des maisons d'habitation représentant au total une surface de plus de 11 millions de mètres carrés, sans compter les maisons construites par les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels des régions rurales, ont été effectivement mises en service.

En outre, les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels des régions rurales ont bâti 158.000 maisons d'habitation pendant l'année écoulée.

L'année écoulée a également été marquée par un accroissement des investissements dans la construction d'établissements éducatifs et culturels, de centres de santé et d'édifices publics. En 1958, un plus grand nombre d'écoles d'enseignement général, d'hôpitaux, de jardins d'enfants et de crèches a été mis en service.

(*Pravda Oukraïny*, n° 17/5129, 21 janvier 1959).

LOI SUR LE BUDGET D'ÉTAT DE LA RSS D'UKRAINE POUR 1958

(EXTRAITS)

Article 3. Dans le budget d'Etat de la RSS d'Ukraine pour 1958, des crédits d'un montant global de 24.190.046.000 roubles sont affectés aux services sociaux et culturels¹.

Les crédits affectés aux différents services sociaux et culturels se répartissent comme suit :

a) *Au titre de l'instruction et de la culture :* pour les écoles primaires, les écoles septennales et les écoles secondaires d'enseignement général, les écoles techniques et les autres établissements d'enseignement secondaire spécialisé ; pour les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche scientifique ; pour les écoles d'apprentissage des en-

treprises industrielle, les cours et les autres moyens de formation destinés à élever l'aptitude professionnelle des ouvriers, techniciens et ingénieurs ; pour les bibliothèques, les palais et maisons de la culture, les clubs, les théâtres, la presse et les autres services éducatifs et culturels : une somme globale de 10.991.415.000 roubles ;

b) *Au titre de la santé publique et de la culture physique :* pour les hôpitaux et dispensaires, les crèches, les sanatoriums et autres établissements d'assistance médicale ; pour les sports et la culture physique : une somme globale de 6.346.355.000 roubles ;

c) *Au titre de la sécurité sociale et des assurances sociales :* pour les pensions et allocations ; pour l'entretien des foyers d'invalides et pour d'autres services : une somme globale de 6.852.276.000 roubles.

¹ Le budget de la RSS d'Ukraine pour 1958 a été établi à 58.661.552.000 roubles. Les crédits affectés aux services sociaux et culturels, d'un montant de 24.190.046.000 roubles, représentent donc 41,2 pour 100 des dépenses inscrites au budget de la RSS d'Ukraine pour 1958.

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 1, 31 janvier 1958, loi n° 9, pages 23-24.)

ARRÊTÉS DU GOUVERNEMENT DE LA RSS D'UKRAINE PRÉVOYANT LE PASSAGE A LA JOURNÉE DE TRAVAIL RÉDUITE, EN 1958, DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DE PLUSIEURS BRANCHES DE L'INDUSTRIE

Un témoignage éclatant de l'exercice effectif, par les citoyens de la RSS d'Ukraine, du droit au repos inscrit à l'article 99 de la Constitution de la RSS d'Ukraine est le passage à la journée de travail réduite, sans diminution de salaire, des ouvriers et employés de plusieurs branches de l'industrie de la RSS d'Ukraine qui s'est poursuivi en 1958 conformément à la décision du vingtième Congrès du parti communiste.

1. Le Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine et le Comité central du parti communiste d'Ukraine ont prévu par l'arrêté n° 509 du 29 avril 1958 le passage, en 1958, à la journée de travail de sept heures et de six heures et l'ajustement des salaires des ouvriers et employés de plusieurs branches de l'industrie lourde.

(*Recueil des lois de la RSS d'Ukraine*, 1958, n° 4, page 70.)

2. Le Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine et le Comité central du parti communiste d'Ukraine ont prévu par l'arrêté n° 698 du 26 mai 1958 le passage à la journée de travail réduite et l'ajustement des salaires des travailleurs des entreprises et des chantiers de l'industrie du charbon et des schistes.

(*Recueil des lois de la RSS d'Ukraine*, 1958, n° 6, page 104.)

3. Le Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine et le Comité central du parti communiste d'Ukraine ont prévu par l'arrêté n° 817 du 24 juin 1958 le passage à la journée de travail de sept heures des travailleurs des stations électriques, du réseau de distribution d'électricité et de vapeur pour le chauffage ainsi que

des entreprises de réparation de l'équipement des stations électriques et du réseau.

(*Recueil des lois de la RSS d'Ukraine*, 1958, n° 6, page 108.)

4. Le Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine et le Comité central du parti communiste d'Ukraine ont prévu par les arrêtés n° 1334 du 16 septembre 1958, n° 1322 du 20 septembre 1958, n° 1329 du 20 septembre 1958 et n° 1330 du 20 septembre 1958 le passage à la journée de travail de sept heures et l'ajustement des salaires des travailleurs employés dans les fabriques d'articles et de constructions en béton armé et en béton, ainsi que le passage à la journée de travail de sept heures et de six heures et l'ajustement des salaires des travailleurs employés dans les industries sidérurgique et chimique ainsi que dans les fabriques d'ozokérite, de graphite et de sel.

(*Recueil des lois de la RSS d'Ukraine*, 1958, n° 9, pages 168, 169, 170 et 171.)

5. Le Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine et le Comité central du parti communiste de la RSS d'Ukraine ont assuré par l'arrêté n° 1357 du 16 septembre 1959 le passage à la journée de travail de sept heures et l'ajustement des salaires des travailleurs employés dans les usines de ciment et les fabriques d'articles en asbeste et en ciment, et ils ont prévu par l'arrêté n° 1335 du 20 septembre 1958 le passage, en 1958 et en 1959, à la journée de travail de sept heures et de six heures des travailleurs de l'industrie des métaux non ferreux.

(*Recueil des lois de la RSS d'Ukraine*, 1958, pages 182 et 183.)

DÉCRETS ET LOIS COMPLÉTANT ET MODIFIANT LA CONSTITUTION DE LA RSS D'UKRAINE AINSI QUE LA LÉGISLATION EN VIGUEUR, ADOPTÉS PAR LE SOVIET SUPRÊME DE LA RSS D'UKRAINE EN 1958

Le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a modifié le Code du travail de la RSS d'Ukraine.

Une note n° 1, ainsi conçue, a été ajoutée à l'article 47 :

«Les ouvriers et les employés ne peuvent être congédiés des entreprises, institutions et organisations sur l'initiative de la direction sans l'assentiment du comité de fabrique ou d'usine ou du comité local.»

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 9, 30 septembre 1958, page 238. Décret n° 99 du 24 septembre 1954.)

Le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a également modifié comme suit certains articles du

titre XVI du Code du travail de la RSS d'Ukraine, intitulé «Mode d'examen des différends du travail» :

«168. Les différends du travail sont examinés par :

- «a) Les commissions des différends du travail ;
- «b) Les comités syndicaux de fabrique ou d'usine et les comités syndicaux locaux ;
- «c) Les tribunaux du peuple.

«169. Les commissions des différends du travail créées dans les entreprises, les institutions et les organisations sont composées d'un nombre égal de représentants permanents du comité syndical de la fabrique ou de l'usine ou du comité syndical local,

d'une part, et de la direction de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation, d'autre part.

«Le nombre des représentants de chaque partie est fixé par accord entre les parties.

«Les représentants du syndicat à la commission des différends du travail sont désignés par le comité syndical de la fabrique ou de l'usine ou le comité syndical local (ou par le comité d'atelier s'il s'agit d'une commission d'atelier) parmi les membres du comité syndical; les représentants de la direction sont désignés par le directeur de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation (atelier).

«169¹. Les commissions des différends du travail constituent l'organisme connaissant obligatoirement en première instance de tous les différends du travail s'élevant dans des entreprises, des institutions et des organisations entre les ouvriers et les employés, d'une part, et la direction, d'autre part, et notamment des différends relatifs aux objets suivants :

- «a) L'application des normes de rendement prescrites et les taux de rémunération s'y rapportant, ainsi que les conditions de travail destinées à assurer l'accomplissement de ces normes;
- «b) Le congédiement ou le transfert à un autre emploi;
- «c) Le paiement relatif aux arrêts du travail et au travail défectueux;
- «d) Le paiement relatif au travail accompli à différents échelons de la hiérarchie professionnelle;
- «e) Le paiement du travail aux pièces non terminé;
- «f) Le paiement pour les périodes de mise à pied;
- «g) Le paiement des heures supplémentaires;
- «h) Le droit aux primes payables en vertu du système de rémunération et le montant de ces primes;
- «i) Le paiement en cas de non-accomplissement des normes de rendement prescrites;
- «j) Le taux de rémunération pendant les périodes d'essai;
- «k) La compensation en espèces pour les congés non utilisés;
- «l) La fourniture de vêtements de travail et de repas spéciaux ou, le cas échéant, le paiement compensatoire en espèces;
- «m) L'allocation de départ.

«Les commissions constituent également l'organisme connaissant obligatoirement des autres différends relatifs à l'application de la législation du travail, des conventions collectives, des contrats de travail et de la réglementation intérieure du travail.

«169⁴. Les décisions de la commission des différends du travail ne peuvent être prises qu'avec l'accord des parties; elles ont force obligatoire et ne requièrent aucune confirmation.

«171. Si, à la commission, les parties ne parvien-

nent pas à un accord au cours de l'examen d'un différend du travail, le travailleur intéressé aura le droit, dans les dix jours à compter de la date où il aura reçu l'extrait du procès-verbal de la séance, de demander au comité syndical de la fabrique ou de l'usine ou au comité syndical local de régler le différend.

«Le travailleur intéressé pourra, dans le même délai, former un recours contre la décision de la commission des différends du travail auprès du comité syndical de la fabrique ou de l'usine ou du comité syndical local.

«Au cas où le travailleur n'accepterait pas la décision rendue sur un différend du travail par une commission composée de l'organisateur syndical et du directeur de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation, ou au cas où aucun accord n'aurait été réalisé entre les parties à la commission, il pourra, dans le même délai, demander au tribunal du peuple de régler le différend.

«172¹. Si un travailleur n'accepte pas la décision prise sur un différend du travail par un comité syndical de fabrique ou d'usine ou un comité syndical local, il pourra, dans les dix jours à compter de la date où il aura reçu avis de la décision du comité syndical de fabrique ou d'usine ou du comité syndical local, demander au tribunal du peuple d'examiner le différend.

«La direction d'une entreprise, d'une institution ou d'une organisation pourra, dans le même délai, demander au tribunal du peuple de régler un différend du travail, si elle estime que la décision prise sur ce différend par le comité syndical de fabrique ou d'usine ou le comité syndical local est contraire à la législation en vigueur.

«173. Les décisions des commissions des différends du travail et des comités syndicaux de fabrique ou d'usine et des comités syndicaux locaux seront exécutées dans les dix jours par la direction de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation, si ces décisions ne fixent pas d'autre délai.

«173¹. Si la direction d'une entreprise, d'une institution ou d'une organisation n'exécute pas dans le délai indiqué à l'article 173 la décision prise par une commission des différends du travail ou par le comité syndical de fabrique ou d'usine ou le comité syndical local sur le fond d'un différend du travail, le comité syndical de fabrique ou d'usine ou le comité syndical local délivrera au travailleur intéressé un document ayant valeur de titre exécutoire.

«173³. Les huissiers judiciaires auront pouvoir, en se fondant sur le document établi par le comité syndical de fabrique ou d'usine ou le comité syndical local, document qui leur aura été présenté dans les trois mois, d'exécuter les décisions prises par les commissions des différends du travail ou par les comités syndicaux de fabrique ou d'usine ou les comités syndicaux locaux.

«173⁴. Si la direction de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation est en demeure d'exécuter la décision de la commission des différends du travail ou du comité syndical de fabrique ou d'usine ou du comité syndical local visant à la réintégration d'un travailleur qui a été congédié ou transféré à un autre emploi sans motif valable, le comité syndical de fabrique ou d'usine ou le comité syndical local donnera l'ordre de payer à ce travailleur son salaire pour toute période de chômage forcé, s'il a été congédié sans motif valable, ou toute différence de salaire à son préjudice, s'il a été transféré sans motif valable à un autre emploi. Dans ce cas, le salaire ou la différence de salaire sera dû pour la période écoulée entre la date à laquelle a été prise la décision relative au différend du travail et la date de l'exécution de cette décision.»

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 9, 30 septembre 1958, pages 240 à 244. Décret n° 99 du 24 septembre 1958.)

Par un décret du 25 septembre 1948, le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a ratifié la Convention sur la nationalité de la femme mariée¹ signée par le représentant de la RSS d'Ukraine le 15 octobre 1957.

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 9, 30 septembre 1958, page 242. Décret n° 102.)

Par un décret du 31 octobre 1958, le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a ratifié la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'exclavage², signée le 7 octobre 1956.

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 11, 6 novembre 1958, page 319. Décret n° 114.)

Le Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a adopté le 30 décembre 1958 une loi modifiant comme suit l'article 101 de la Constitution de la RSS d'Ukraine :

«Article 101. Les citoyens de la RSS d'Ukraine ont droit à l'instruction.

«Ce droit est assuré par l'instruction de huit ans générale et obligatoire, par le développement intensif de l'enseignement secondaire général polytechnique, de l'enseignement professionnel et technique, de l'enseignement secondaire spécialisé et de l'enseignement supérieur, l'instruction s'accordant avec les réalités de la vie et de la production, par le plus large développement possible des cours du soir et des cours par correspondance, par la gratuité de toutes les catégories d'enseignement, par le système des bourses d'Etat, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique

pour les travailleurs dans les usines, les sovkhozes et les kolkhozes.»

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 15, 31 décembre 1958. Loi n° 138, page 488.)

A la suite de l'adoption de la loi relative à l'abrogation de la privation des droits électoraux par un tribunal, le Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a également modifié l'article 115 de la Constitution de la RSS d'Ukraine en supprimant le membre de phrase ou il est dit que les personnes condamnées par un tribunal à la privation des droits électoraux ne peuvent prendre part aux élections des députés.

L'article 115 de la Constitution de la RSS d'Ukraine est actuellement rédigé comme suit :

«Article 115. Les élections des députés se font au suffrage universel : tous les citoyens de la RSS d'Ukraine ayant atteint l'âge de 18 ans, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur sexe, de leur religion, de leur degré d'instruction, du délai de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des personnes dûment reconnues comme étant aliénées.

«Peut être élu député du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine, tout citoyen de la RSS d'Ukraine âgé de 21 ans révolus, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle il appartient, de son sexe, de sa religion, de son degré d'instruction, du délai de résidence, de son origine sociale, de sa situation matérielle et de son activité passée.»

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 15, 31 décembre 1958. Loi n° 138, pages 488-489.)

En vue de développer encore la démocratie soviétique et d'encourager davantage les grandes masses de travailleurs à prendre part aux activités pratiques des Soviets, le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a, en outre, par un décret du 27 décembre 1958, modifié et complété partiellement les dispositions relatives aux élections aux Soviets locaux de députés des travailleurs de la RSS d'Ukraine en établissant de nouvelles normes électorales pour les élections aux Soviets locaux de députés des travailleurs : les Soviets de région compteront dorénavant de 100 à 300 députés alors que le nombre minimum était antérieurement fixé à 70 ; pour les Soviets de district, les chiffres correspondants seront de 40 à 80, au lieu de 35 à 60 ; pour les Soviets de localité rurale, de 20 à 50 au lieu de 15 à 35 et, pour les Soviets de ville, de 50 à 500 au lieu de 35 à 700. Pour les villes de Kiev et de Kharkov, les normes électorales demeurent inchangées.

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 1, 8 janvier 1959, pages 46 à 49. Décret n° 2 du 27 décembre 1958.)

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 309-310.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 301-304.

FÉDÉRATION DE RHODÉSIE ET DU NYASSALAND

NOTE¹

I. APPLICATION DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME SUR LE TERRITOIRE DE LA COLONIE DE LA RHODÉSIE DU SUD, 1954-1958

1. En octobre 1953, la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland a été créée² et la Colonie de la Rhodésie du Sud est devenue l'un des Territoires de la Fédération. Entre 1954 et 1958, le Gouvernement fédéral et les trois gouvernements territoriaux se sont graduellement familiarisés avec la nouvelle organisation gouvernementale, notamment avec la séparation des pouvoirs législatifs, et ont adopté la législation nécessaire à la bonne gestion des affaires publiques.

2. Dans le domaine des droits de l'homme sur lesquels porte la Déclaration universelle, le seul texte de loi qu'ait voté le Parlement de la Colonie de la Rhodésie du Sud a été la loi de 1954 sur le contrôle de la circulation des personnes entre les Territoires (*Inter-Territorial Movement of Persons (Control) Act, 1954*). Ce texte, qui a été adopté par chacune des législatures territoriales, découlait dans une certaine mesure de l'adoption par la législature fédérale d'une nouvelle loi régissant l'immigration et l'expulsion pour l'ensemble de la Fédération. La législation votée à l'échelon territorial permettait simplement de continuer à exercer sur la circulation des personnes entre les trois Territoires un contrôle qui existait déjà avant la création de la Fédération. Elle était principalement inspirée par des considérations de sécurité et visait à donner effet à un accord amiable entre les Territoires aux termes duquel les individus déclarés coupables de certaines infractions devaient rester dans leur Territoire d'origine et être réadaptés sur place.

3. Hormis cette législation, il n'y a guère de faits nouveaux ou de progrès à signaler au cours de la période considérée en ce qui concerne les droits de l'homme et les mesures destinées à protéger la liberté individuelle dans la Colonie. La population aborigène constitue de loin le groupe ethnique le plus important de la Colonie. Dans ce groupe, on ne compte qu'environ 30 pour 100 de personnes sachant lire et écrire. La grande majorité de ces autochtones vivent encore à la manière des personnes non civilisées et sont régis par leurs institutions et leur droit coutumiers. Ce mode de vie de la population et son économie limitent

l'application de la doctrine des droits de l'homme pour des questions telles que : a) la situation des femmes autochtones en matière de mariage, la femme autochtone étant, en vertu du droit coutumier indigène, considérée comme placée sous une tutelle perpétuelle ; b) le droit à la propriété, la propriété des biens tribaux ayant un caractère communautaire ; c) le suffrage universel des adultes.

En outre, dans l'intérêt des autochtones eux-mêmes, on a jugé nécessaire d'obliger légalement les autochtones du sexe masculin à posséder des pièces d'identité et à en être porteurs.

4. Il y a moins de soixante-dix ans que la civilisation occidentale a été introduite dans la Colonie et, malgré les progrès énormes réalisés dans ce court laps de temps en matière de services de santé, d'établissements scolaires et d'enseignement agricole pour les autochtones, le Gouvernement de la Colonie, pour des raisons strictement économiques, n'a pas été en mesure d'accorder à la population des avantages tels que : a) la protection contre le chômage ; b) la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'infirmité, de veuvage, de vieillesse et d'autres situations empêchant l'intéressé de gagner sa vie ; c) l'éducation gratuite pour tous.

Il existe toutefois des textes aux termes desquels les employeurs sont dûment tenus de verser aux travailleurs des indemnités selon des principes reconnus, et le versement de pensions de vieillesse est également prévu dans certaines limites. Les collectivités africaines traditionnelles ont aussi certaines formes de sécurité sociale dont le fonctionnement est très efficace.

5. Sous ces réserves, on peut dire dans l'ensemble que les critères fixés par la Déclaration universelle dans le domaine des droits de l'homme sont d'ores et déjà respectés dans la Colonie et, en ce qui concerne l'étude spéciale de l'article 9 [faite actuellement par la Commission des droits de l'homme de l'ONU], on ne saurait trop insister sur le fait que nul ne peut être arbitrairement, arrêté, détenu ni exilé.

II. LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES FABRIQUES ET ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS (RHODÉSIE DU SUD)

L'application de la loi n° 20 de 1948 sur les fabriques et établissements industriels, modifiée par la loi n° 30 de 1957, est placée sous la direction de l'inspecteur-chef des fabriques du Département du travail de la Rhodésie du Sud, assisté de quatorze inspecteurs ayant les connaissances techniques requises. Cette loi

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Ministère des affaires extérieures de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 250-253.

prévoit notamment l'inscription et le contrôle des fabriques, la réglementation des conditions de travail dans les fabriques, le contrôle de l'utilisation des machines ainsi que des accidents dans les travaux de construction et des mesures en rapport avec les questions précédentes, et en particulier l'hygiène, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public en général.

Quiconque contrevient aux dispositions de la loi sur les fabriques et établissements industriels ainsi modifiée ou à ses règlements d'application ayant force de loi se rend coupable d'infraction et est passible d'une amende, variant selon la nature de l'infraction et n'excédant pas 300 livres, ou d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans, ou de ces deux peines à la fois.

LOI ÉLECTORALE DE 1958

N° 6 de 1958¹

3. Dans la présente loi, à moins d'incompatibilité avec le contexte :

L'expression « protégé britannique » désigne toute personne faisant partie d'une catégorie de personnes que, par un ordre en Conseil pris en application de la loi du Royaume-Uni de 1948 sur la nationalité britannique, relativement à la Rhodésie du Nord ou au Nyassaland, Sa Majesté a déclarées protégées britanniques en raison de leurs liens avec la Rhodésie du Nord ou le Nyassaland ;

Le terme « chef » s'entend :

- a) De tout Africain nommé chef en Rhodésie du Sud par le Gouverneur de la Rhodésie du Sud ;
- b) De tout Africain qui est reconnu comme chef au

Nyassaland par le Gouverneur du Nyassaland ou dont la qualité de sous-chef au Nyassaland est certifiée par un commissaire de province ;

c) Du Chef supérieur des Barotse ;

d) De tout Africain qui est reconnu chef dans le Protectorat du Barotseland par le Gouverneur de la Rhodésie du Nord ou dont la qualité de Président d'un Kuta de district, de Président d'un Sikalo Kuta, de juge de district, de membre du Saa Sikalo ou de conseiller de district (autre qu'un conseiller départemental) dans ce Protectorat est certifiée par le commissaire résident du Protectorat du Barotseland ;

e) De tout Africain qui est reconnu comme chef supérieur ou chef par le Gouverneur de la Rhodésie du Nord dans toute partie de la Rhodésie du Nord autre que le Protectorat du Barotseland ;

¹ La présente loi fédérale a été imprimée sous forme de publication distincte sous la responsabilité de l'imprimeur du Gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. L'intitulé complet de la loi précise qu'elle a trait « à l'élection des membres élus, des membres africains élus et du membre européen spécialement élu ; aux conditions d'éligibilité et aux causes d'inéligibilité de ces membres ; aux cas dans lesquels les sièges de ces membres à l'Assemblée fédérale deviendront vacants ; à l'inscription sur les listes électorales ; aux conditions d'octroi et aux causes de déchéance du droit d'être inscrit sur les listes électorales ou de participer à l'élection de ces membres ; à l'organisation de ces élections ; à la délimitation des circonscriptions électorales en vue de l'élection de ces membres à l'Assemblée fédérale et à la répartition des sièges à l'Assemblée fédérale entre ces circonscriptions ; à la définition des délits électoraux et à l'application des sanctions y relatives, notamment la déchéance, pour toute personne impliquée dans un délit de cette nature, du droit à l'éligibilité ; au contentieux électoral ; à l'octroi à certaines personnes de la qualité d'électeur au sens que donne à ce terme la loi de 1957 sur la citoyenneté de la Rhodésie et du Nyassaland et la nationalité britannique ; ainsi qu'à diverses autres questions connexes ». Le Ministère des affaires extérieures de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland a déclaré que : « Antérieurement à la promulgation de cette loi, les questions relatives à l'élection des membres ordinaires de l'Assemblée fédérale étaient régies en Rhodésie du Sud et en Rhodésie du Nord par les lois électorales en vigueur dans ces Territoires, modifiées aux fins des élections fédérales, et au Nyassaland par des règlements pris par le Gouverneur général de la Fédération en accord avec le Gouverneur du Nyassaland. Les dispositions de ces lois n'étaient pas identiques et il était, de toute évidence, souhaitable d'uniformiser la législation en cette matière (tel est le résultat de la présente loi électorale). »

L'expression « membre africain élu » désigne tout membre africain élu visé à l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 9 de la Constitution² ;

L'expression « membre élu » désigne tout membre élu de l'Assemblée fédérale visé à l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 9 de la Constitution ;

Le terme « élection » s'entend de l'élection d'un membre élu ou d'un membre africain élu ou du membre européen spécialement élu ;

L'expression « circonscription électorale générale » signifie toute circonscription électorale destinée à l'élection d'un membre élu, instituée par proclamation du Gouverneur général conformément à l'article dix ;

L'expression « registre général » désigne le registre où sont inscrits les électeurs généraux dans une circonscription électorale générale ;

L'expression « électeur général » désigne toute personne dont le nom est inscrit sur un registre général ;

L'expression « les territoires de Sa Majesté » com-

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 227.

prend le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Inde, le Pakistan, Ceylan, le Ghana et la Fédération de Malaisie, tout territoire administré par le gouvernement de l'un des pays mentionnés ci-dessus en vertu d'un mandat de la Société des Nations ou dans le cadre du régime de tutelle de l'Organisation des Nations Unies; toute colonie britannique; tout territoire placé sous la protection de Sa Majesté ou qui relève actuellement de sa juridiction;

...

Le terme «membre» désigne un membre élu ou un membre africain élu ou le membre européen spécialement élu;

...

On entend par «niveau exigé»:

- a) En ce qui concerne l'enseignement primaire, le niveau d'instruction que possède généralement un élève qui a effectué un cycle complet d'études primaires dans une école publique ou dans toute autre école de la Fédération reconnue par arrêté ministériel;
- b) En ce qui concerne une période déterminée d'enseignement secondaire, le niveau d'instruction que possède généralement un élève qui a effectué un cycle complet d'études secondaires dans une école publique pendant ladite période;
- c) Tout niveau d'instruction que le *Educational Qualifications Board* estime pour le moins équivalent au niveau indiqué à l'alinéa a) ou b) de la présente définition;

...

L'expression «emploi public» s'entend de tout poste au service de la Couronne ou auquel une personne a été nommée par elle au nom de la Fédération, autre que celui de juge à la Cour suprême fédérale, et comprend également les fonctions de membre d'un Conseil ou d'une Commission nommé par le Gouverneur général ou un Ministre du Gouvernement fédéral;

...

L'expression «circonscription électorale spéciale» désigne toute circonscription électorale indiquée à l'alinéa 2) ou 3) de l'article sept, destinée à l'élection d'un membre africain élu ou du membre européen spécialement élu, ou toute circonscription électorale destinée à l'élection d'un membre africain élu, instituée par proclamation du Gouverneur général conformément à l'article dix;

L'expression «registre spécial» désigne le registre où sont inscrits les électeurs spéciaux dans une sous-circonscription électorale;

L'expression «électeur spécial» désigne toute personne dont le nom est inscrit sur un registre spécial;

...

Partie II

CONDITIONS REQUISES POUR PARTICIPER AU VOTE ET INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

...

Electorat: conditions et incapacités

15. 1) Quiconque:

- a) Est citoyen de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland ou protégé britannique;
- b) A 21 ans révolus;
- c) Remplit ou est réputé remplir les conditions requises de résidence;
- d) Remplit les conditions exigées en ce qui concerne l'instruction et possède ou est réputé posséder le revenu nécessaire;
- e) A fait la déclaration [d'allégeance] prévue à l'annexe; et
- f) Ne se voit pas retirer le droit de vote aux termes de la présente loi;

a droit à être inscrit sur les listes électorales en qualité d'électeur général ou d'électeur spécial selon les cas.

2) Nonobstant les dispositions des paragraphes a), b), c), d) ou e) de l'alinéa 1), mais sous réserve des dispositions du paragraphe f) de cet alinéa, toute personne visée aux alinéas 5, 6 ou 7 de l'article treize¹ a droit à être inscrite sur les listes électorales en qualité d'électeur général.

3) Nul n'a droit à être inscrit en qualité d'électeur général dans plus d'une circonscription électorale générale, ni en qualité d'électeur spécial dans plus d'une sous-circonscription électorale, et quiconque est déjà inscrit en qualité d'électeur général n'a pas le droit de l'être en qualité d'électeur spécial.

4) Quiconque n'est pas inscrit sur le registre électoral existant n'a pas le droit de voter à une élection.

5) Quiconque remplit les conditions requises pour être inscrit en qualité d'électeur général ne peut l'être en qualité d'électeur spécial.

6) Tout électeur spécial qui viendrait à remplir les conditions requises pour être électeur général a droit à être inscrit en qualité d'électeur général.

7) Si, en raison des dispositions du paragraphe 2) de l'article 9 de la Constitution, il n'y a dans un Territoire aucun membre africain élu et si, en outre, dans le cas de la Rhodésie du Sud, il n'y a aucun membre européen spécialement élu, nul n'a droit à être inscrit en qualité d'électeur spécial dans ce Territoire, toute demande d'inscription sur les listes électorales en qualité d'électeur spécial sera rejetée et l'on ne pourra invoquer à l'occasion de ce rejet les dispositions de l'article trente-sept.

16. 1) Quiconque demande à être inscrit sur les

¹ Ces alinéas garantissent le droit de vote de certaines personnes habilitées à voter en vertu de la législation précédemment en vigueur.

listes électorales doit, pour remplir les conditions de résidence :

a) Résider dans une circonscription électorale générale ou une sous-circonscription électorale, selon le cas, à la date de sa demande d'inscription et y avoir résidé pendant une période continue de trois mois précédant immédiatement cette date ; et

b) Avoir résidé dans la Fédération à un moment quelconque pendant une période continue de deux années.

2) Aux fins du paragraphe 1), toute personne qui présente une demande d'inscription est réputée résider ou avoir résidé dans la Fédération ou dans sa circonscription électorale générale ou sa sous-circonscription électorale lorsqu'elle est ou a été absente à titre temporaire.

3) Nul ne sera considéré comme résidant dans une circonscription électorale générale ou une sous-circonscription électorale à la date de sa demande d'inscription sur les listes électorales si, à cette date, il n'y réside qu'en vertu d'une autorisation de résidence temporaire.

4) Pour déterminer, aux fins des alinéas a) ou b) du paragraphe 1), si une personne a résidé pendant la période prescrite, on considérera comme résidence normale à cet effet toute période pendant laquelle l'intéressé aura résidé dans la Fédération ou dans une circonscription électorale générale ou une sous-circonscription électorale en vertu d'une autorisation de résidence temporaire.

17. 1) Sous réserve des dispositions des articles vingt et trente-deux¹, quiconque demande à être inscrit sur les listes électorales en qualité d'électeur général doit, pour remplir les conditions requises eu égard au revenu et à l'instruction, avoir une connaissance suffisante de la langue anglaise et pouvoir de sa propre main remplir et signer la demande prescrite conformément aux dispositions de la présente loi et en outre :

a) Avoir réellement perçu un revenu, un traitement ou un salaire d'au moins 720 livres durant chacune des deux années qui ont précédé immédiatement la date de sa demande d'inscription, ou posséder à cette date des biens immobiliers situés dans la Fédération et d'une valeur d'au moins 1.500 livres ; ou

b) i) Avoir réellement perçu un revenu, un traitement ou un salaire d'au moins 480 livres durant chacune des deux années qui ont précédé immédiatement la date de sa demande d'inscription ou posséder à cette date des biens immobiliers situés dans la Fédération et d'une valeur d'au moins 1.000 livres ; et

ii) Avoir fait des études primaires du niveau exigé ; ou

c) i) Avoir réellement perçu un revenu, un traitement ou un salaire d'au moins 300 livres durant

chacune des deux années qui ont précédé immédiatement la date de sa demande d'inscription ou posséder à cette date des biens immobiliers situés dans la Fédération et d'une valeur d'au moins 500 livres ; et

ii) Avoir fait au moins quatre années d'études secondaires du niveau exigé.

2) Aux fins du présent article et de l'article dix-huit, le terme « propriétaire » de biens immobiliers s'entend :

a) S'agissant de biens immobiliers sis en Rhodésie du Sud : i) de toute personne au nom de laquelle lesdits biens sont enregistrés au *Deeds Office* (Bureau des actes) ou au *Native Lands Office* (Bureau des terres indigènes) ; ou ii) de tout détenteur desdits biens en vertu d'un bail enregistré au *Deeds Office* (Bureau des actes) ou au *Native Lands Office* (Bureau des terres indigènes) et dont la durée restant à courir à la date de la demande d'inscription n'est pas inférieure à dix années (ci-après dénommé au présent article bail enregistré) ;

b) S'agissant de biens immobiliers sis en Rhodésie du Nord ou au Nyassaland : i) de tout détenteur desdits biens en toute propriété en vertu d'un acte ou titre enregistré conformément à une loi territoriale régissant l'enregistrement des actes dans le Territoire où lesdits biens sont situés ; ou ii) de tout détenteur desdits biens en vertu d'un bail enregistré conformément à une loi territoriale régissant l'enregistrement des baux ou actes dans le Territoire où lesdits biens sont situés, et dont la durée restant à courir à la date de la demande d'inscription n'est pas inférieure à dix années (ci-après dénommé au présent article bail enregistré) :

Etant entendu que :

i) Quiconque est possesseur ou détenteur de biens immobiliers en qualité de mandataire n'est pas réputé propriétaire desdits biens ;

ii) S'agissant de biens immobiliers sis en Rhodésie du Nord ou au Nyassaland et hypothéqués, le débiteur hypothécaire est réputé propriétaire ou détenteur desdits biens.

3) Aux fins de l'alinéa 1), les biens immobiliers sont réputés avoir pour valeur :

a) En ce qui concerne un propriétaire, au sens du sous-paragraphe i) du paragraphe a) de l'alinéa 2), de biens immobiliers sis en Rhodésie du Sud, et le détenteur en toute propriété de biens immobiliers sis en Rhodésie du Nord ou au Nyassaland, le prix auquel lesdits biens libres de toute charge auraient pu éventuellement être vendus sur le marché par consentement mutuel entre le vendeur et l'acheteur à la date à laquelle le propriétaire ou le détenteur selon les cas a déposé sa demande d'inscription sur les listes électorales ;

b) En ce qui concerne le détenteur en vertu d'un bail enregistré de biens immobiliers sis en Rhodésie du Sud, le prix auquel lesdits biens auraient pu éventuellement être vendus libres de toute charge sur le

¹ L'article 32 a trait à la procédure d'inscription sur les listes électorales.

marché par consentement mutuel entre le vendeur et l'acheteur à la date à laquelle le détenteur a déposé sa demande d'inscription sur les listes électorales, ou une somme représentant un centième de ce montant par année restant à courir sur le bail à cette dernière date, si cette somme est inférieure à la première ;

c) En ce qui concerne le détenteur en vertu d'un bail enregistré de biens immobiliers sis en Rhodésie du Nord ou au Nyassaland, le prix auquel lesdits biens auraient pu éventuellement être vendus en toute propriété et libres de toute charge sur le marché par consentement mutuel entre le vendeur et l'acheteur à la date à laquelle le détenteur a demandé son inscription sur les listes électorales, ou une somme représentant un centième de ce montant par année restant à courir sur le bail à cette dernière date, si cette somme est inférieure à la première.

4) Si deux ou plusieurs personnes sont copropriétaires ou codétenteurs de biens immobiliers, la valeur des biens déterminée conformément à l'alinéa 3) sera répartie entre lesdites personnes en proportion de leurs intérêts respectifs.

18. Sous réserve des dispositions des articles vingt et trente-deux¹, quiconque demande à être inscrit sur les listes électorales en qualité d'électeur spécial doit, pour remplir les conditions requises eu égard au revenu et à l'instruction, avoir une connaissance suffisante de la langue anglaise et pouvoir, de sa propre main, remplir et signer la demande prescrite conformément aux dispositions de la présente loi et en outre :

a) Avoir réellement perçu un revenu, un traitement ou un salaire d'au moins 150 livres durant chacune des deux années qui ont précédé immédiatement la date de sa demande d'inscription, ou posséder à cette date des biens immobiliers situés dans la Fédération et d'une valeur d'au moins 500 livres ; ou

b) i) Avoir réellement perçu un revenu, un traitement ou un salaire d'au moins 120 livres durant chacune des deux années qui ont précédé immédiatement la date de sa demande d'inscription ; et ii) avoir fait au moins deux années d'études secondaires du niveau exigé.

19. 1) Pour le calcul dudit revenu, traitement ou salaire aux fins des articles dix-sept et dix-huit, il est permis de comprendre la valeur de la nourriture et du logement ou toute somme reçue en leur lieu et place.

2) Pour le calcul du revenu provenant de l'exercice d'un métier, d'une activité commerciale, d'une entreprise, d'une profession ou occupation, il ne sera tenu compte que des bénéfices nets réalisés.

[L'article 20 stipule que les conditions prescrites eu égard au revenu pourront être modifiées en fonction des variations du pouvoir d'achat de la monnaie.]

¹ L'article 32 a trait à la procédure d'inscription sur les listes électorales.

21. 1) Toute femme mariée, autre qu'une femme mariée sous un régime autorisant la polygamie, qui ne remplit pas de son propre chef les conditions de revenu requises ou dont le revenu est inférieur à celui de son mari, est censée remplir les mêmes conditions de revenu que son mari.

2) Si un homme marié sous un régime autorisant la polygamie n'a qu'une femme, cette dernière est censée remplir les mêmes conditions de revenu que son mari si elle ne remplit pas de son propre chef les conditions de revenu requises ou si son revenu est inférieur à celui de son mari.

3) Lorsqu'un homme marié sous un régime autorisant la polygamie a plus d'une femme, celle à laquelle il est marié depuis le plus longtemps est censée remplir les mêmes conditions de revenu que son mari si elle ne remplit pas de son propre chef les conditions de revenu requises ou si son revenu est inférieur à celui de son mari.

22. 1) Est réputé remplir les conditions de revenu prévues au paragraphe a) de l'alinéa 1) de l'article dix-sept, quiconque :

a) Est titulaire d'un diplôme de théologie décerné par une université ; ou

b) A suivi à plein temps des cours de théologie pendant au moins cinq années dans une école de théologie ou un séminaire ; ou

c) A suivi à plein temps des cours de théologie pendant au moins deux années dans une école de théologie ou un séminaire et a ensuite exercé les fonctions de ministre du culte, si la durée de ses études et de ses fonctions n'est pas inférieure, au total, à cinq années ;

et a été ordonné ou nommé ministre du culte et n'a aucune profession, aucun métier ou aucune occupation autre que celle de ministre du culte et ne reçoit aucune autre rémunération que celle provenant directement de son ministère.

2) Un chef est réputé remplir les conditions de revenu prévues au paragraphe a) de l'alinéa 1) de l'article dix-sept.

23. 1) Quiconque demande son inscription sur les listes électorales n'est considéré comme ayant une connaissance suffisante de la langue anglaise que s'il peut parler, lire, écrire et comprendre l'anglais.

2) Quiconque a une connaissance suffisante de la langue anglaise mais ne peut parler, lire ou écrire l'anglais uniquement en raison de quelque incapacité physique, est censé avoir une connaissance suffisante de la langue anglaise.

[L'article 24 traite de la composition et des attributions du *Educational Qualifications Board*.]

25. Ne peut être inscrit sur les listes électorales, quiconque :

a) Est reconnu dément ou déclaré en état d'aliénation mentale en vertu d'une loi en vigueur sur le Territoire de la Fédération ou dans une partie de ce Territoire ;

b) N'a pas fait l'objet d'une mesure de grâce: i) s'il a été condamné à la peine capitale; ou ii) s'il purge ou a purgé, dans les cinq ans qui ont précédé immédiatement la date à laquelle il a présenté sa demande d'inscription, une peine d'emprisonnement de six mois ou plus sans substitution d'amende (quelle que soit la qualification de cette peine) imposée dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté; ou iii) s'il a été condamné au cours des cinq années susdites à une peine de prison pour laquelle il a obtenu un sursis;

c) Est privé du droit de demander son inscription sur les listes électorales ou de voter à une élection en vertu d'une déclaration faite en application des pouvoirs conférés par la présente loi¹;

d) Se trouve, de son propre fait, dans une situation d'allégeance, de soumission ou d'adhésion à l'égard d'une Puissance ou d'un Etat étrangers.

...

Partie III

RÉGLEMENTATION DES ÉLECTIONS

...

Candidatures

...

59. 1) Sous réserve des dispositions du présent article, quiconque a résidé dans la Fédération pendant une période quelconque de cinq ans antérieurement à la date de dépôt de sa candidature et est inscrit sur les listes électorales en qualité d'électeur général est éligible en qualité de membre élu.

2) Sous réserve des dispositions du présent article, quiconque a résidé dans la Fédération pendant une période quelconque de cinq ans antérieurement à la date de dépôt de sa candidature, est Européen et est inscrit sur les listes électorales en qualité d'électeur général ou d'électeur spécial, est éligible en qualité de membre européen spécialement élu.

3) Sous réserve des dispositions du présent article, quiconque a résidé dans la Fédération pendant une période quelconque de cinq ans antérieurement à la date de dépôt de sa candidature, est Africain et est inscrit sur les listes électorales en qualité d'électeur général ou d'électeur spécial, est éligible en qualité de membre africain élu.

4) Est inéligible, quiconque :

a) Est reconnu dément ou a été déclaré en état d'aliénation mentale en vertu d'une loi en vigueur sur le Territoire de la Fédération ou dans une partie de ce Territoire;

b) N'a pas fait l'objet d'une mesure de grâce : i) s'il a été condamné à la peine capitale; ou ii) s'il purge ou a purgé, dans les cinq ans qui ont immédiatement précédé la date à laquelle il est désigné comme candidat, une peine d'emprisonnement de six mois ou

plus sans substitution d'amende (quelle que soit la qualification de cette peine) imposée dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté; ou iii) s'il a été condamné au cours des cinq années susdites à une peine de prison pour laquelle il a obtenu un sursis;

c) Est privé du droit de demander son inscription sur les listes électorales ou de voter à une élection en vertu d'une déclaration faite en application des pouvoirs conférés par la présente loi²;

d) Se trouve, de son propre fait, dans une situation d'allégeance, de soumission ou d'adhésion à l'égard d'une Puissance ou d'un Etat étrangers;

e) Est déclaré inéligible en vertu de toute disposition relative aux infractions en matière électorale figurant dans la présente loi ou de toute déclaration faite en application des pouvoirs conférés par la présente loi²;

f) A été mis ou déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire en vertu d'une loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté et n'a pas été réhabilité ou relevé de ses déchéances;

g) A, dans les douze mois qui ont précédé immédiatement la date de sa candidature, bénéficié d'une prestation quelconque versée au titre de l'assistance sociale et provenant de deniers publics quelle qu'en soit la source, dans la Fédération ou en dehors, autre qu'une pension ou allocation en argent de caractère analogue, y compris une pension-vieillesse, versée par la Couronne;

h) Occupe, à un titre quelconque, un poste rémunéré où il est au service de la Couronne ou a été nommé par elle au nom de la Fédération ou de toute autre manière.

Aux fins du présent paragraphe, n'est pas réputé occuper un poste rémunéré où il est au service de la Couronne ou a été nommé par elle, quiconque : i) reçoit une rémunération ou une indemnité en qualité de Ministre du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement de la Rhodésie du Sud ou en qualité de président ou de vice-président du *African Affairs Board*; ii) reçoit une rémunération ou une indemnité en qualité de membre non fonctionnaire du Conseil exécutif de la Rhodésie du Nord ou de membre nommé du Conseil exécutif du Nyassaland; iii) reçoit de la Couronne une pension ou autre allocation en argent de caractère analogue, y compris une pension-vieillesse; iv) est officier des forces de Sa Majesté, retraité ou en demi-solde; v) est officier, sous-officier ou homme de troupe des forces armées de la Fédération mais n'est pas exclusivement au service de la Fédération; vi) est officier, sous-officier ou homme de troupe, de forces de police organisées dans la Fédération, mais n'est pas exclusivement au service de la Couronne; ou vii) occupe un poste où il est au service de la Couronne ou auquel il a été nommé par elle, ou assume des

¹ Il s'agit de la déclaration qui peut être faite aux termes de l'article 118 3) ou de l'article 130.

² Il s'agit de la déclaration qui peut être faite aux termes de l'article 118 3) ou de l'article 130.

fonctions quelles qu'elles soient au nom de la Couronne, s'il s'agit d'un poste ou de fonctions qui ne comportent pour toute rémunération que le versement d'indemnités de voyage et de subsistance ou le remboursement des débours.

[Les articles 71, 91, 97, 101 et 168, qui figurent dans diverses parties de la loi, ont trait au caractère secret du vote.]

Partie IV

VACANCE DES SIÈGES

103. Le siège d'un membre à l'Assemblée fédérale devient vacant :

- a) Lors de la dissolution de l'Assemblée fédérale ;
- b) Si ce membre démissionne de son siège par notification écrite de sa main, adressée au Président de l'Assemblée fédérale ;
- c) S'il s'absente de vingt et une séances consécutives de l'Assemblée fédérale et si, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la dernière de ces séances, le Président de l'Assemblée fédérale n'a pas excusé cette absence par écrit et de sa propre main ;
- d) S'il devient membre de la législature d'un Territoire ; ou
- e) Si certaines circonstances viennent à se produire qui, s'il n'était pas membre de l'Assemblée fédérale, le rendraient inéligible aux termes de l'article 59.

Partie VI

ACTES DE CORRUPTION ET PRATIQUES ILLÉGALES ET AUTRES DÉLITS EN MATIÈRE ÉLECTORALE

Actes de corruption

118. . . .

3) Quiconque est déclaré coupable, par une Haute Cour, d'actes de corruption quels qu'ils soient peut, indépendamment de toute autre peine, et pour une durée n'excédant pas cinq années à compter de la date de sa condamnation, être déchu par la Haute Cour du droit :

- a) D'être élu membre ; ou
- b) D'être inscrit sur les listes électorales ou de participer à une élection ; . . .

Pratiques illégales

125. 1) Toutes affiches, tous placards, écriteaux, brochures, circulaires ou autres écrits imprimés relatifs à une élection doivent porter au recto le nom et l'adresse de l'imprimeur et de l'éditeur.

2) Quiconque imprime, édite ou affiche, ou fait imprimer, éditer ou afficher l'un des écrits imprimés mentionnés ci-dessus sans que ledit écrit porte au recto le nom et l'adresse de l'imprimeur et de l'éditeur,

se rend coupable de pratique illégale sauf à prouver que cette omission résulte d'une simple inadvertance.

3) Le propriétaire et l'éditeur de tout journal doivent faire imprimer le mot « publicité » en tête de chaque article ou paragraphe de leur journal qui a trait à des écrits électoraux et dont l'insertion est ou doit être faite à titre onéreux, ou pour laquelle une récompense ou indemnité est ou doit être accordée ou promise.

Au présent alinéa, l'expression « écrits électoraux » s'entend de tous écrits qui sont manifestement destinés ou de nature à influencer sur les résultats d'une élection et tout compte rendu du discours d'un candidat si ledit compte rendu est ou doit être inséré à titre onéreux.

5) Aucun candidat ne peut publier ou distribuer aucun écrit (qu'il s'agisse d'affiches, de placards, d'écriteaux, de brochures, de circulaires ou de tracts) qui contiendrait un facsimilé ou une imitation d'un bulletin de vote et qui influencerait ou tenterait d'influencer le vote d'un électeur, s'il n'a au préalable obtenu d'un directeur de scrutin de la circonscription électorale ou de la sous-circonscription électorale un certificat en double exemplaire par lequel ce dernier reconnaît que l'écrit en question ne contient aucune mention de nature à induire un électeur en erreur au préjudice de ses droits.

6) Nul ne peut imprimer aucun des écrits visés à l'alinéa 5) si l'original ou la copie du certificat prévu audit alinéa ne lui a été remis.

130. Si la présente loi ne prévoit expressément aucune peine pour une pratique illégale, quiconque s'est rendu coupable d'une pratique illégale est passible d'une amende n'excédant pas 200 livres ou, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans, ou de la même peine d'emprisonnement sans substitution d'amende, ou de l'une et l'autre peine, et peut en outre, lorsque la condamnation est prononcée par une Haute Cour et si la présente loi ne prévoit expressément aucune incapacité pour aucune catégorie de personnes déterminée, être privé, pour une durée n'excédant pas cinq années à compter de la date de sa condamnation, du droit :

- a) D'être élu membre ; ou
- b) D'être inscrit sur les listes électorales ou de participer à une élection ; . . .

Autres conséquences résultant d'actes de corruption et de pratiques illégales et exemptions possibles

. . .

134. Toute personne qui se sera rendue coupable d'un acte de corruption ou d'une pratique illégale lors d'une élection sera privée du droit de voter à cette élection et, si elle vote, son vote sera déclaré nul.

. . .

ROUMANIE

NOTE¹

I. LÉGISLATION

A. DROIT AU TRAVAIL

Décret n° 256 du 2 juin 1958 relatif au carnet de travail

Conformément aux dispositions de ce décret, le carnet de travail est le document officiel qui, seul, apporte la preuve d'une activité professionnelle en vue d'établir les droits qui découlent de cette activité, y compris le droit à la pension. Le carnet de travail est délivré à tous ceux qui travaillent dans le cadre des organisations socialistes ainsi qu'aux salariés du secteur privé et aux gens de maison (*Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine*, n° 25, en date du 5 juin 1958).

B. ASSISTANCE MÉDICALE ET ASSURANCES SOCIALES

Décret n° 246 du 29 mai 1958 réglementant l'octroi de l'assistance médicale et des médicaments

Le décret prévoit que l'assistance médicale, les médicaments et tout le matériel sanitaire nécessaire aux soins prophylactiques sont fournis gratuitement à toute la population.

Ce texte définit également les catégories de malades pour lesquels l'assistance médicale, les médicaments et tout le matériel sanitaire nécessaire pendant le séjour du malade à l'hôpital ou dans les sanatoriums balnéaires sont gratuits.

On accorde aussi gratuitement les médicaments et le matériel sanitaire pour les trousseaux médicales destinées : 1) aux centres sanitaires, crèches, garderies ; 2) aux services de consultation des unités sanitaires (poli-cliniques — dispensaires) se déplaçant au domicile du malade ; 3) aux services sanitaires scolaires ; 4) aux postes de premiers secours.

Dans les unités de production, quelles qu'elles soient, les médicaments et le matériel sanitaire nécessaire en cas d'urgence sont accordés gratuitement (*ibid.*, n° 24, en date du 2 juin 1958).

Le décret prévoit que les prestations de la sécurité sociale sont accordées aux membres de toutes les coopératives d'artisans et invalides, aux apprentis de ces coopératives et aux artisans non coopérateurs inscrits individuellement. Elle a en vue d'assurer la subsistance des bénéficiaires en cas de vieillesse, de

maladie, d'incapacité temporaire de travail ou de maternité, de leur assurer les soins curatifs et les mesures prophylactiques dans les unités sanitaires et les sanatoriums, de mettre à leur disposition des maisons de repos, d'organiser des camps de vacances pour écoliers et apprentis ainsi que des caisses de secours mutuel, de veiller à ce que soient prises et appliquées les mesures nécessaires à la sécurité du travail, et de prendre toutes autres mesures pour contribuer à l'amélioration permanente des conditions de travail et à l'élévation du bien-être matériel des assurés.

Les assurés ont droit à une pension, et reçoivent une assistance en cas d'incapacité temporaire de travail par suite de maladie ou d'accident. Les mères ont droit à des prestations de maternité. L'aide accordée conformément au décret s'étend aux domaines de la prévention des maladies, du rétablissement et de l'amélioration de la santé et de l'assistance médicale. Les médicaments et le matériel sanitaire sont fournis gratuitement pendant le séjour à l'hôpital. Les assurés et les membres de leur famille bénéficient d'une assistance médicale à domicile. Le décret prévoit enfin une contribution aux frais funéraires en cas de décès du soutien de famille.

C. ENSEIGNEMENT ET CULTURE

1. *Décision n° 905 du Conseil des ministres, du 1^{er} juillet 1958, portant institution du règlement concernant les travaux pratiques des étudiants dans les unités de production*

Ce règlement déclare que les travaux pratiques dans les unités de production mettent l'étudiant en contact direct avec la profession à laquelle il se prépare. Au cours de ces stages, les étudiants doivent s'habituer au travail, se familiariser avec les machines et l'outillage des entreprises et avec l'organisation et le déroulement du processus de production et comprendre comment s'appliquent, dans ce processus, les connaissances qu'ils ont acquises en suivant les cours. Le règlement précise que les travaux pratiques dans les unités de production font partie intégrante de l'enseignement.

2. *Décret n° 333 du 25 juillet 1958 modifiant le décret n° 294/1954 sur l'organisation et le fonctionnement du Fonds des arts plastiques de la République populaire roumaine*

Conformément à l'article 2, modifié, de ce décret, le Fonds des arts plastiques de la République populaire roumaine a pour but d'assurer les conditions

¹ Renseignements obligeamment communiqués, en français, par le Représentant permanent de la République populaire roumaine auprès des Nations Unies.

nécessaires au travail créateur, d'améliorer les conditions matérielles de vie des membres de l'Union des arts plastiques et d'aider les membres du Fonds des arts plastiques à organiser leur travail. Conformément à l'article 3, modifié, parmi d'autres activités le Fonds des arts plastiques accorde des prêts et des allocations dites «de création», organise et finance les déplacements des artistes aux fins de documentation, organise des «maisons de création» et des bibliothèques, accorde des allocations ou pensions aux membres âgés ou invalides, assure l'assistance médicale et le séjour dans les stations balnéo-climatiques, etc.

3. *Décision n° 1035 du Conseil des ministres, du 22 juillet 1958, concernant l'extension de l'enseignement élémentaire obligatoire de sept ans aux localités rurales qui possèdent des écoles élémentaires de sept ans*

La décision prévoit que, à partir de l'année scolaire 1958/59, l'enseignement élémentaire de sept ans deviendra également obligatoire dans les localités rurales — communes et villages — qui possèdent des écoles élémentaires de sept ans.

D. AUTRES MESURES SOCIALES

Décret n° 320 du 17 juillet 1958, portant institution des «conseils judiciaires» dans les entreprises et institutions

Les «conseils judiciaires» institués par ce décret ont pour fonction d'examiner et de sanctionner certains actes antisociaux commis par les salariés des unités socialistes, tels que les manifestations de nature à affaiblir le respect de la discipline, qualifiées contraventions, le vol du bien public, les négligences ou les abus commis dans le travail et préjudiciables au bien public, la destruction ou la dégradation par négligence du bien public, de même que les vols commis pour la première fois par des ouvriers ou des fonctionnaires, si la valeur du dommage causé ne dépasse pas la somme de 200 lei. Les «conseils judiciaires» jugent et sanctionnent également les insultes et les coups sans atteinte à l'intégrité corporelle.

Les sanctions que le «conseil judiciaire» peut appliquer sont de nature disciplinaire (blâme avec avertissement, rétrogradation pour trois mois, licenciement, amendes de 50 à 300 lei).

Ainsi, certains faits qui, jusqu'à la mise en vigueur du décret, constituaient des infractions pénales ne sont plus jugés et sanctionnés par les tribunaux.

II. COMMUNIQUÉ DE LA DIRECTION CENTRALE DES STATISTIQUES CONCERNANT L'EXÉCUTION DU PLAN D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE POUR L'ANNÉE 1958

Chapitre VI

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS

En 1958, le nombre total des salariés du secteur socialiste de l'économie nationale a été de 2.900.000,

le nombre des travailleurs dépassant 2 millions.

Le salaire a augmenté de 6,7 pour 100 en 1958 par rapport à 1957.

Selon les données qui résultent de l'examen des budgets des familles de salariés et des exploitations paysannes, en 1958 la consommation des familles d'ouvriers a augmenté, par rapport à 1957: de 9,1 pour 100 pour la viande, 7,1 pour 100 pour le lait, 18,1 pour 100 pour les œufs, 4,9 pour 100 pour le sucre; en ce qui concerne les entreprises de travailleurs agricoles, l'augmentation a été de 13 pour 100 pour la viande et les graisses, 18,4 pour 100 pour la farine de blé et de seigle, 11,3 pour 100 pour les œufs, 5 pour 100 pour le lait, 23,2 pour 100 pour le sucre.

En raison du renforcement économique des entreprises agricoles collectives, de l'amélioration de leur organisation et de l'accroissement des revenus en espèces et en nature des collectivistes, la consommation de ces derniers a été en 1958 plus grande que celle des paysans travaillant individuellement (22 pour 100 pour la viande et les graisses, 36,3 pour 100 pour la farine de blé et de seigle, 43,7 pour 100 pour le sucre, 40,3 pour 100 pour les fromages, 4,9 pour 100 pour les œufs).

Les sommes versées dans les caisses d'épargne par la population ont augmenté de 34 pour 100 par rapport à 1957, et le nombre des dépôts a été de 30 pour 100 supérieur.

En 1958, les dépenses sociales et culturelles financées par le budget d'Etat ont été de 11,2 milliards de lei (+ 3,9 pour 100 par rapport à 1957) et ont représenté 25 pour 100 du montant total des dépenses budgétaires. On a dépensé pour l'enseignement 2,8 milliards de lei (+ 2,3 pour 100), pour la protection de la santé, la culture physique, le sport et la prévoyance sociale 3,4 milliards de lei (+ 14,3 pour 100), pour les allocations familiales 1,5 milliard de lei (+ 4,2 pour 100) et pour la culture 0,9 milliard de lei (+ 7,4 pour 100).

En 1958, les travailleurs sont entrés en possession de plus de 13.500 appartements représentant une surface construite de 950.000 mètres carrés environ.

Pendant l'année scolaire 1958/59, plus de 2.200.000 élèves et étudiants ont suivi les cours du jour des écoles et des facultés, soit 8 pour 100 de plus que durant l'année scolaire 1957/58.

Le nombre de spectateurs des théâtres, cinémas, salles de concerts et cirques a été d'environ 131 millions, soit 2,4 pour 100 de plus qu'en 1957.

En 1958, on a produit 29 films artistiques de long et de court métrage, on a édité 2.544 livres et brochures, dont le tirage total atteint presque 30 millions d'exemplaires. Plus de 260 bibliothèques ont été créées dans les villages, ce qui a porté à près de 1.300 leur nombre pour le pays tout entier.

Dans les hôpitaux, le nombre total des lits était de plus de 94.000 à la fin de l'année, chiffre qui représente l'objectif du plan.

Le nombre des circonscriptions médicales et sanitaires a augmenté de plus de 200 unités, c'est-à-dire de 7,5 pour 100 par rapport à 1957 et le nombre des maternités a augmenté de 53 pour 100, atteignant un total de 1.621.

Au cours de l'année, plus de 500.000 personnes ont bénéficié de cures balnéaires ou de repos.

Par suite de l'amélioration des conditions de vie et des mesures sanitaires qui ont été prises, la mortalité infantile a été inférieure à 7 pour 100 en 1958, ce pourcentage étant le plus bas qui ait été atteint jusqu'à présent en Roumanie.

Au cours du mois de mai 1958, la population de la République populaire roumaine a dépassé 18 millions d'habitants.

Les résultats obtenus par les travailleurs en 1958 sont les prémices de nouveaux succès à venir dans la voie de l'édification du socialisme dans la République populaire roumaine, voie tracée par le Comité central du Parti ouvrier roumain au cours de sa séance plénière de novembre 1958.

III. ACCORDS INTERNATIONAUX APPROUVÉS OU RATIFIÉS AU COURS DE L'ANNÉE 1958¹

1. Par décret n° 213/1957 du 18 janvier 1958 ont été ratifiées les conventions ci-dessous adoptées par l'Organisation internationale du Travail :

Convention n° 29 de 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire ;

Convention n° 87 de 1948 concernant la liberté syndicale et la défense du droit syndical ;

Convention n° 89 concernant le travail de nuit des femmes dans l'industrie (révisée en 1948) ;

Convention n° 100 de 1951 concernant l'égalité de rémunération de la main-d'œuvre masculine et de la main-d'œuvre féminine pour un travail égal.

2. Par décision n° 57 du Conseil des ministres, du 27 janvier 1958, a été approuvé l'accord entre le

Gouvernement de la République populaire roumaine et le Gouvernement de la République démocratique allemande concernant la coopération dans le domaine de la politique de prévoyance sociale.

3. Par décret n° 168 du 10 avril 1958 a été ratifiée la convention entre le Gouvernement de la République populaire roumaine et le Gouvernement de la République populaire hongroise, concernant la coopération dans le domaine de la santé publique.

4. Par décision n° 1062 du Conseil des ministres, du 26 juillet 1958, a été approuvée la convention entre le Gouvernement de la République populaire roumaine et le Gouvernement de la République tchécoslovaque concernant la coopération dans le domaine de la protection de la santé.

5. Par décret n° 334 du 26 juillet 1958 a été ratifié le traité entre la République populaire roumaine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant l'octroi de l'assistance judiciaire en matière civile, familiale et pénale.

6. Par décret n° 352 du 5 août 1958 a été ratifiée la convention n° 98 adoptée en 1949 par l'Organisation internationale du Travail, concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective.

7. Par décision n° 1543 du Conseil des ministres, du 11 novembre 1958, a été approuvé l'accord entre le Gouvernement de la République populaire roumaine et le Gouvernement de la République démocratique allemande concernant la coopération culturelle et scientifique.

8. Par décision n° 1680 du Conseil des ministres, du 11 décembre 1958, a été approuvé l'accord entre le Gouvernement de la République populaire roumaine et le Gouvernement de la République tchécoslovaque concernant la coopération culturelle.

9. Par décret n° 496 du 12 décembre 1958 a été ratifié le traité entre la République populaire roumaine et la République démocratique allemande concernant l'assistance judiciaire en matière civile, familiale et pénale.

¹ Voir aussi p. 321.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

NOTE¹

1. Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Le *First Offenders Act*, 1958, entré en vigueur le 7 août 1958, restreint le pouvoir des *Magistrates' Courts* d'infliger des peines d'emprisonnement aux délinquants primaires, et les oblige à motiver les sentences d'emprisonnement frappant ces délinquants.

Touchant les règlements pris en vertu des *Civil Authorities (Special Powers) Acts*, la situation, en Irlande du Nord, reste celle qui était décrite dans l'*Annuaire* pour 1957². Quoi qu'il en soit, il n'a pas été fait usage en 1958 des pouvoirs permettant de consigner à leur domicile, à certaines heures, les habitants d'une zone donnée.

2. Articles 10 et 12 de la Déclaration universelle

Le *National Service (Miscellaneous) Amendment Regulations*, 1958, dispose que les demandes de sursis pour cause de difficultés exceptionnelles présentées en vertu des *National Service Acts* doivent être examinées en séance publique par les comités militaires et l'arbitre institués à cet effet, à moins que le président du comité ou l'arbitre n'en décide autrement, pour des raisons de sécurité publique ou parce que l'on peut s'attendre à des révélations de caractère intime, personnel, ou financier. Les *Regulations* permettent en outre de se faire représenter par un conseil devant les comités susvisés.

Le *Tribunals and Inquiries Act*, 1958, a reçu la sanction royale le 1^{er} août 1958. Bien que toutes ses dispositions ne soient pas entrées en vigueur en 1958, il est préférable de les examiner ensemble. L'article 3 de la loi est entré en vigueur le 1^{er} janvier et les articles 8, 9 et 12, le 1^{er} avril 1959. L'article 7 n'est pas encore appliqué. Les autres dispositions sont entrées en vigueur dès la date de la sanction royale.

La loi de 1958 est complexe, et bon nombre de ses dispositions sont détaillées. Toutes ont le même objectif général, qui est d'assurer une administration efficace de la justice dans les catégories de tribunaux visés, conformément à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La loi s'inspire des recommandations formulées par

¹ Note obligamment communiquée par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme* pour 1957, p. 237.

le Comité constitué sous la présidence de sir Oliver Franks, qui a présenté son rapport en juillet 1957. Ce dernier document et la loi elle-même ne traitent pas des juridictions ordinaires, mais de la mise en place et du fonctionnement des tribunaux établis en vertu de lois par des ministres de la Couronne pour les besoins de leur administration.

Les articles 1 et 2 de la loi régissent la création et la procédure d'un Conseil des tribunaux, qui aura à s'occuper tant de la constitution que du fonctionnement des tribunaux. Il est prévu que le Lord Chancelier et le Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse feront rapport sur les travaux du Conseil, et sur ceux de son comité pour l'Ecosse, et en saisiront le Parlement chaque année.

L'article 3 contient des dispositions détaillées sur la nomination et la révocation des membres des tribunaux qui seront plus particulièrement du ressort du Lord Chancelier en Angleterre et des chefs du pouvoir judiciaire en Ecosse et en Irlande du Nord. L'article 4 habilite le Conseil des tribunaux à présenter des recommandations dans ce domaine.

L'article 5 a plus particulièrement pour objet de limiter, pour les ministres, le pouvoir de révoquer des membres des tribunaux sans l'agrément du chef du pouvoir judiciaire de la partie du Royaume-Uni où se trouvent les tribunaux en question.

L'article 6 dispose que certains membres des tribunaux devront avoir une formation juridique; l'article 7 porte spécialement sur la nomination et les titres requis des commissaires généraux de l'impôt sur le revenu.

L'article 8 prévoit que le Conseil devra être consulté lorsque sera mis au point le règlement procédural des tribunaux directement soumis à son contrôle.

L'article 9 prévoit le droit d'interjeter appel des décisions de la plupart des tribunaux devant la *High Court of Justice*, pour des raisons de droit, et le droit de demander aux tribunaux en question de commenter leurs décisions à l'intention de la Cour. Ces droits existaient d'ores et déjà pour de nombreux tribunaux. L'article 9 contient certaines dispositions de procédure, et des dispositions régissant les appels formés et les commentaires présentés devant la *Court of Session* en Ecosse ou la *High Court* en Irlande du Nord, au sujet de décisions émanant des tribunaux de leur ressort.

L'article 10 habilite le Lord Chancelier et le Secré-

taire d'Etat pour l'Ecosse à étendre certaines dispositions de la loi à divers tribunaux qui ne s'y trouvent pas visés.

L'article 11 abroge toute disposition de toute loi précédemment en vigueur, et qui tendait à limiter les pouvoirs de contrôle exercés par les Cours supérieures sur les tribunaux. Le paragraphe 3 prévoit cependant deux exceptions, et maintient d'autre part les délais jusqu'auxquels lesdits pouvoirs de contrôle peuvent avoir été restreints.

L'article 12 concerne la procédure de certains tribunaux, et dispose que leurs décisions, et celles qui sont prises par certains ministres après enquête, devront être motivées oralement ou par écrit, sauf dans des cas particuliers.

L'article 13 écarte les restrictions qui limitaient antérieurement le droit d'interjeter appel des décisions de la *Scottish Court of Session* devant la Chambre des lords pour certaines questions intéressant les tribunaux.

Les quatre autres articles ne contiennent pas de dispositions de fond mais traitent de questions de forme et de procédure.

3. Article 21 de la Déclaration universelle

Le *Life Peerages Act, 1958*, qui est entré en vigueur le 30 avril 1958, prévoit la création de pairies à vie habilitant leurs titulaires, femmes comprises, à siéger à la Chambre des lords et à y participer aux scrutins. Antérieurement, même les femmes personnellement titulaires de pairies ne pouvaient appartenir à la Chambre des lords.

4. Article 22 de la Déclaration universelle

Au début de 1958, il y a eu augmentation générale des prestations et contributions aussi bien du régime d'assurance nationale que du régime d'assurance contre les accidents du travail et maladies professionnelles. La contribution au titre du Service national de santé a été également augmentée (*National Insurance (No. 2) Act, 1957: National Health Service Contributions Act, 1957*). Des lois applicables en Irlande du Nord ont pareillement élargi le domaine d'application de la sécurité sociale dans cette partie du Royaume-Uni.

Le 5 juillet 1958, environ 425.000 assurés récents ont rempli les conditions requises pour bénéficier de retraite (dont 118.000 femmes au titre de l'assurance de leur mari). Il s'agit de personnes assurées pour la vieillesse, en vertu du *National Insurance Act, 1946*, à partir du 5 juillet 1948, et qui n'avaient droit à pension que dix ans après le début du régime d'assurance nationale.

En octobre 1958, le Gouvernement a présenté des propositions visant à instaurer un régime de pensions lié au gain. Les contributions (4,25 pour 100 des gains allant de 9 à 15 livres par semaine) seront réparties également entre l'employeur et l'employé, et permettront, le moment venu, de compléter la pension de

retraite, suivant un barème établi d'après le montant des contributions. Ce système qui complète le régime actuel de contributions et de prestations uniformes toujours en vigueur constituée, par rapport à lui, une dérogation. L'un des traits particuliers du nouveau système, qui vise à encourager le développement des régimes professionnels de retraite, est que l'employé peut s'assurer par contrat auprès d'institutions autres que les institutions d'Etat, à condition que ces institutions donnent toutes garanties sur le plan financier et qu'elles soient en mesure de verser des pensions au moins égales à celles que prévoit le barème progressif du régime général. D'autre part, des dispositions seront prises pour qu'en cas de changement d'emploi, le travailleur conserve ses droits à pension. Ces propositions forment la base du *National Insurance Act, 1959*, qui doit entrer en vigueur au début de 1961.

Au cours de l'année, divers accords internationaux relatifs à la sécurité sociale ont fait l'objet de négociations ou sont entrés en vigueur.

L'accord avec la Norvège, se rapportant à toutes les prestations des régimes d'assurance nationale, d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et des allocations familiales, et celles du régime norvégien correspondant, est entré en vigueur le 1^{er} avril. L'accord prévoit également la réciprocité pour ce qui est des services de santé. (*The Family Allowances, National Insurance and Industrial Injuries (Norway) Order, 1958.*)

Des accords généraux du même ordre, conclus avec la Belgique et avec la Yougoslavie, sont entrés en vigueur les 1^{er} avril et 1^{er} septembre respectivement. (*The Family Allowances, National Insurance and Industrial Injuries (Belgium) Order, 1958*, et *The Family Allowances, National Insurance and Industrial Injuries (Yugoslavia) Order, 1958.*)

Un accord analogue entre l'Irlande du Nord et l'Italie est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1958. (*National Insurance and Industrial Injuries (Reciprocal Agreement with Italy Order (Northern Ireland) 1958.*)

Le 1^{er} avril, un accord révisé avec l'Australie a remplacé l'accord précédent. Indépendamment des diverses extensions et simplifications qu'il prévoit, l'accord révisé fait bénéficier des prestations australiennes les personnes résidant au Royaume-Uni et non plus seulement les personnes qui y sont assurées. (*The Family Allowances, National Insurance (Australia) Order, 1958.*)

Un accord complémentaire avec Malte, qui a pris effet le 21 avril, modifie les dispositions de l'accord existant relatif à la possibilité d'assurer certaines catégories de travailleurs. (*The National Insurance and Industrial Injuries (Malta) Order, 1958.*)

Au cours de l'année, des négociations ont été entamées avec la Finlande et la Turquie, et d'autres poursuivies avec l'Autriche et le Danemark, en vue de parvenir à des accords. En raison des changements

apportés à la législation de la République fédérale d'Allemagne, les deux accords qui avaient été signés avec ce pays le 18 décembre 1956 n'ont pas été ratifiés. Des négociations se poursuivent en vue d'arriver à de nouveaux accords.

Le 7 juillet, une nouvelle liste des maladies professionnelles donnant droit à indemnisation, en vertu de la loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, a remplacé la liste appliquée depuis 1948, à laquelle cinq maladies professionnelles avaient été ajoutées ultérieurement. Les définitions de certaines maladies et professions ont été modifiées pour être adaptées à la terminologie scientifique moderne. (*National Insurance (Industrial Injuries) (Prescribed Diseases) Amendment Regulations, 1958.*)

5. *Article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme*

L'article 7 du *Slaughterhouses Act, 1958*, modifie l'article 151 (1) du *Factories Act, 1937*, et étend le champ d'application de ce dernier pour y inclure tous les abattoirs et équarisseurs, y compris les hangars ou enclos où l'on enferme les animaux (lorsqu'ils se trouvent au même endroit ou constituent une annexe), à l'exception des hangars et enclos se trouvant sur des marchés, champs de foire, ou propriétés agricoles. C'est à présent aux *Factories' Inspectorate* qu'il incombe de faire respecter les dispositions du *Factories Act*,

concernant l'hygiène, la sécurité et la protection de tous les employés des abattoirs et équarisseurs.

Le *Building (Safety, Health and Welfare) (Amendment) Regulations, 1958*, a été élaboré en vertu de l'article 60 du *Factories Act, 1937*, et porte sur les appareils de levage auxquels était consacrée la troisième partie des *Building (Safety, Health and Welfare) Regulations, 1948*. Ce règlement modifie les spécifications exigées pour les grues-tourelles, y compris les grues-tourelles montées sur rails, et impose de nouvelles règles concernant la stabilité et l'utilisation des appareils de levage, la transmission de signaux auditifs et visuels pour assurer la sécurité de leur chargement, et les conditions relatives aux limites de sécurité, pour les chargements des grues à rayon d'action variable.

Le *Work in Compressed Air Special Regulations, 1958*, a été adopté en application des articles 46 et 60 du *Factories Act, 1937*, et impose certaines règles propres à assurer l'hygiène, la sécurité et la protection des personnes employées à des travaux de construction sous air comprimé.

6. *Article 25 de la Déclaration universelle*

Le *National Insurance (No. 2) Act, 1957*, tend à augmenter la prestation uniforme de chômage ainsi que les prestations de maternité et celles qui sont versées aux veuves et aux orphelins.

SAINT-MARIN

LOI ÉLECTORALE

LOI N° 36 DU 23 DÉCEMBRE 1958¹

Chapitre premier

CONDITIONS ÉLECTORALES

Article premier. Tous les citoyens de Saint-Marin, y compris les citoyens naturalisés, ont le droit de vote, s'ils ne sont frappés d'incapacité en vertu des dispositions de l'article 2.

Article 2. Sont exclues des fonctions électorales :

- a) Les personnes frappées d'incapacité légale ou mentalement déficientes ;
- b) Les personnes définitivement ou temporairement privées de leur capacité juridique par jugement d'un tribunal ou condamnées à des sanctions pénales pour faits et délits de corruption électorale ;
- c) Les personnes définitivement ou temporairement privées de leurs droits politiques par jugement d'un tribunal.

...

Chapitre V

LES CONSEILLERS

Article 18. Outre les conditions générales requises pour être électeur qui figurent à l'article premier et à l'article 2, tout candidat aux élections doit :

- a) Savoir lire et écrire ;
- b) Avoir atteint l'âge de 25 ans révolus le jour des élections ;
- c) Ne pas exercer de fonction ecclésiastique ;

¹ Texte publié dans le *Bollettino Ufficiale*, 1958, n° 5 du 27 décembre 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. La loi prévoit des dispositions spéciales concernant le vote des citoyens qui résident hors de Saint-Marin.

d) Etre domicilié dans la République ;

e) Etre du sexe masculin.

Article 19. Ne peuvent exercer la charge de conseiller :

- a) Ceux qui remplissent des fonctions diplomatiques ou consulaires, même honoraires, au service d'Etats étrangers ;
- b) Ceux qui appartiennent à la gendarmerie ou au corps des gardiens de la paix.

Article 20. Un père et un fils ne peuvent être conseillers en même temps.

S'ils sont élus simultanément, l'élection de celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix est valide.

...

Chapitre VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

...

Article 59. L'entrée en vigueur de l'extension du droit de vote aux femmes sera confirmée ultérieurement par une disposition législative qui interviendra avant le 30 avril 1959².

Chapitre VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 62. La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

² Une loi du 29 avril 1959 (*Bollettino Ufficiale*, n° 3, du 25 août 1959) a confirmé l'extension du droit de vote aux femmes et a stipulé que ce droit prendrait effet le 1^{er} janvier 1960.

SOUDAN

ARRÊTÉ CONSTITUTIONNEL N° 3

du 17 novembre 1958¹

1. L'application de la Constitution provisoire du Soudan est suspendue.

2. Le Parlement soudanais actuel, établi par la Constitution provisoire, est dissous.

3. Tous les partis politiques existants sont dissous et la formation de tout nouveau parti politique est illicite.

4. Toutes les lois en vigueur avant l'abolition de la Constitution provisoire continueront à produire leurs effets jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou modifiées par toute autorité compétente.

¹ Publié dans *Special Legislative Supplement to the Republic of the Sudan Gazette*, n° 927, en date du 6 décembre 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

LOI SUR LA DÉFENSE DU SOUDAN, 1958

(Loi n° 38 de 1958)¹

4. 1) Quiconque commet un acte hostile au gouvernement se rend coupable d'une infraction.

Commentaire: Sont considérés comme actes hostiles :

a) Tout acte visant à susciter l'opposition au gouvernement ou à discréditer le gouvernement et notamment :

i) L'organisation de réunions ou de défilés à cette fin ou la participation à de tels réunions ou défilés ;

ii) La production, la publication ou la diffusion à la même fin de bulletins d'information, circulaires ou documents analogues ;

iii) L'émission à la même fin de programmes radio-phoniques ou de parties de programmes ;

b) Tout acte visant à former des partis politiques.

c) La réception, le versement ou le transfert, à toutes fins politiques, d'espèces, de titres ou d'objets de valeur.

d) Tout acte visant à saboter ou à bouleverser le système ou la stabilité économiques du Soudan, ou à porter atteinte à sa capacité de production, ou à provoquer des pertes financières ou économiques dans le but de causer des dommages à une partie quelconque de la collectivité ou d'exercer une pression illicite sur le gouvernement.

e) Tout acte visant à renverser ou à bouleverser l'ordre social fondamental du Soudan ou à faire naître de l'hostilité entre différents groupes sociaux, raciaux ou économiques au Soudan.

¹ Publiée dans *Special Legislative Supplement to the Republic of the Sudan Gazette*, n° 927, en date du 10 décembre 1958, *Supplement No. 1: General Legislations*. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

RÈGLEMENT (GÉNÉRAL) SUR LA DÉFENSE DU SOUDAN, 1958

(1958 L.R.O. n° 28)¹

1. Le présent règlement est intitulé Règlement (général) sur la défense du Soudan, 1958 ; il entrera en vigueur le 18 novembre 1958.

2. Toute personne est tenue, dans la mesure de ses moyens et de ses connaissances, de fournir toutes

les informations demandées par les autorités compétentes ou en leur nom, s'agissant d'informations que les autorités ou la personne faisant la demande estiment nécessaires ou utiles au maintien de la sécurité publique.

3. Toute personne invitée à fournir des informations en vertu de tout règlement ou arrêté édicté en application de l'Ordonnance sur la défense du Soudan doit s'abstenir de faire ; sciemment ou de manière irréfléchie, une déclaration contenant de faux renseignements sur un point pertinent.

¹ Publié dans *Special Legislative Supplement to the Republic of the Sudan Gazette*, n° 927, en date du 10 décembre 1958. *Supplement No. 1: General Legislations*. Rectificatif dans *Special Legislative Supplement to the Republic of the Sudan Gazette*, n° 928, en date du 31 décembre 1958. *Supplement No. 1: General Legislations*. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

4. Nul ne peut envoyer du Soudan ou introduire au Soudan de lettre ou autre document analogue autrement que par la voie postale.

Aux fins du présent règlement, l'expression «lettre ou autre document analogue» doit s'entendre de toute lettre, document, écrit ou autre objet destiné à transmettre des informations à toute personne autre que celle qui détient en sa possession ladite lettre ou autre document analogue.

Il est entendu toutefois que la présente disposition ne s'applique pas aux lettres ou documents qui concernent exclusivement l'exploitation de navires, trains ou autres moyens de transport ou la propriété ou la cession du chargement de ces navires, trains ou autres moyens de transport et qui, conformément aux pratiques courantes, ou aux coutumes locales en matière de navigation, de transport ferroviaire ou de commerce sont transportés par lesdits navires, trains ou autres moyens de transport.

Il est également entendu que partout où la censure est exercée en vertu du présent règlement, le censeur peut, s'il juge à propos de le faire, autoriser l'expédition hors du Soudan ou la réception au Soudan, par d'autres voies que la voie postale, de toute lettre ou autre document analogue qui pourrait lui être soumis, lorsqu'il s'agit d'une lettre ou d'un document destiné à une localité avec laquelle le Soudan n'entretient pas de services postaux réguliers ou en provenance d'une telle localité.

5. L'autorité compétente peut, par arrêté, enjoindre à toute personne qui se trouve dans la région indiquée dans l'arrêté et qui n'est pas en possession d'une autorisation écrite délivrée par ladite autorité de ne pas circuler à l'extérieur aux heures fixées par l'arrêté.

9. Lorsque l'autorité compétente ou toute personne dûment autorisée par elle a des raisons de penser qu'un individu s'apprête à quitter le Soudan en vue de commettre un acte qui risque d'être préjudiciable à la sécurité du pays, elle peut empêcher cet individu de quitter le Soudan.

En pareil cas le Ministre de l'intérieur doit en être avisé; il peut, s'il juge à propos de le faire, interdire par arrêté à cet individu de quitter ultérieurement le Soudan tant que l'arrêté demeure en vigueur.

10. 1) Quiconque organise ou dirige un défilé ou une réunion dans un lieu public ou y participe se rend coupable d'une infraction au présent règlement.

2) Aux fins des articles 115 à 126 du Code pénal et des articles 93 à 98 du Code de procédure criminelle, tout défilé ou réunion de ce genre sera considéré comme un rassemblement illicite.

11. 1) Les syndicats et les associations professionnelles indiqués et définis au présent article sont suspendus et doivent cesser toute activité.

2) Le présent article s'applique aux syndicats et associations professionnelles ci-après: a) syndicats; b) fédérations syndicales.

12. Le Ministre de l'intérieur peut, s'il juge nécessaire de le faire dans l'intérêt de la sécurité publique, instituer la censure et édicter tous arrêtés et règlements qui pourraient être nécessaires à cet effet et aux fins d'assurer qu'aucun journal, périodique, livre, circulaire ou autre publication imprimée qui pourraient être désignés par lesdits arrêtés ou règlements n'est imprimé ou publié sans l'autorisation du censeur et sans l'approbation préalable par celui-ci de tout ou partie de son contenu.

13. Nul ne peut, verbalement, par écrit ou par l'intermédiaire de journaux, périodiques, livres, circulaires ou autres publications imprimées ou par tout autre moyen:

a) Répandre de fausses rumeurs ou faire de fausses déclarations, ou

b) Répandre des rumeurs ou faire des déclarations qui ont pour but ou qui risquent: i) de susciter des sentiments hostiles au gouvernement, ou ii) de nuire aux mouvements, à l'administration ou à la discipline des forces armées ou des forces de police du Soudan, ou iii) de saper la confiance du public dans la monnaie soudanaise, ou iv) de compromettre le succès de toute mesure financière prise par le gouvernement, ou v) de porter atteinte aux relations que le gouvernement entretient avec des puissances étrangères.

14. Si le Ministre de l'intérieur est fondé à croire qu'un journal, périodique, livre, circulaire ou autre publication imprimée, ou un film ou un disque renferme ou reproduit des récits ou des déclarations qu'il estime préjudiciables à la sécurité publique, il peut en interdire l'importation; s'il s'agit d'un journal ou d'un périodique, il peut également interdire l'entrée de tout numéro subséquent; tout envoi de ce genre expédié au Soudan ou parvenu à destination en contravention d'une telle interdiction peut être saisi ou détruit.

15. Le Ministre de l'intérieur peut, après avoir procédé à des consultations avec le Ministre des communications, désigner une ou plusieurs personnes pour la censure des objets de correspondance; toute personne ainsi désignée peut examiner toute lettre, document ou autre envoi expédié par les services des postes ou des télégraphes, et elle peut soit saisir et confisquer ladite lettre ou ledit document ou envoi si elle estime que la sécurité publique est ou risque d'être menacée par la transmission de tout ou partie de son contenu, soit rendre cette partie illisible.

26. L'autorité compétente ou toute personne dûment autorisée par elle, de même que tout officier ou agent de la police ordinaire ou de la police spéciale, peut, s'il existe des raisons de croire qu'une maison ou un bâtiment, terrain, véhicule, navire, aéronef ou autre local ou tout objet s'y trouvant sont ou ont été construits, utilisés ou conservés à des fins ou d'une manière contraires à la sécurité publique ou bien qu'une infraction au présent règlement y est ou y a été commise, pénétrer à n'importe quelle heure du

jour ou de la nuit, le cas échéant en recourant à la force, dans ladite maison ou dans ledit bâtiment, terrain, véhicule, navire, aéronef ou autre local afin de les examiner et inspecter en tout ou en partie et d'y effectuer une perquisition et peut saisir tout objet s'y trouvant qui, à son avis, est utilisé ou destiné à être utilisé aux fins susmentionnées, ou est utilisé ou conservé en contravention du présent règlement ; un magistrat de première classe pourra ordonner que l'objet de la saisie soit détruit ou qu'il en soit disposé autrement.

27. Lorsqu'un magistrat de première classe reçoit un rapport de police ou toute autre information qui lui donne la conviction qu'une maison ou un terrain, bâtiment ou autre local est utilisé à des fins ou d'une manière contraires à la sécurité publique, il peut, par une décision, en ordonner la fermeture ou en interdire l'utilisation sauf dans les conditions ou dans les limites spécifiées dans la décision ; si le propriétaire ou l'occupant des locaux ou toute autre personne contrevient ou manque de se conformer, en tout ou en partie, aux dispositions de ladite décision ou aux conditions et limitations qui y sont spécifiées, le magistrat peut faire prendre les mesures nécessaires pour faire respecter sa décision.

28. Tout officier, ou tout soldat, marin ou aviateur en faction, en patrouille ou accomplissant toute autre fonction analogue, de même que tout officier ou agent

de la police ordinaire ou de la police spéciale, peut arrêter tout véhicule circulant sur la voie publique ; s'il a des raisons de croire que ce véhicule est utilisé à des fins ou d'une manière contraires à la sécurité publique, il peut le fouiller et le saisir ainsi que tout objet s'y trouvant qui, à son avis, est utilisé ou destiné à être utilisé aux fins susmentionnées.

29. Toute personne est tenue, si elle est invitée à le faire par un officier ou par un soldat, marin ou aviateur en faction, en patrouille ou accomplissant toute autre fonction analogue, ou par un officier ou un agent de la police ordinaire ou de la police spéciale, ou par toute autre personne dûment autorisée à cet effet par l'autorité compétente, de s'arrêter et de répondre, dans la mesure de ses moyens et de ses connaissances, aux questions qui peuvent raisonnablement lui être posées.

. . .

34. 1) Tout agent de police, tout membre des forces armées du Soudan agissant dans l'exercice de ses fonctions de même que toute autre personne autorisée par l'autorité compétente peut arrêter sans mandat tout individu au sujet duquel il existe des raisons valables de croire qu'il a commis une infraction au présent règlement.

2) Tout individu arrêté dans de telles conditions sera amené aussitôt que possible devant le magistrat compétent pour connaître de l'infraction.

SUÈDE

NOTE¹

I. LÉGISLATION

1. Le Parlement a adopté, le 17 octobre 1958, une loi relative au droit pour les femmes d'exercer des ministères dans l'Eglise établie de Suède. Aux termes de cette loi, les femmes peuvent au même titre que les hommes être ministres du culte dans l'Eglise d'Etat de Suède; en conséquence, lorsque le Gouvernement nomme des ministres du culte, il doit tenir compte exclusivement des mérites et de la compétence des candidats.

2. Le 25 avril 1958, le Parlement a adopté une loi sur le traitement des personnes arrêtées, appréhendées, etc. Le but principal de cette loi est d'améliorer sensiblement l'aménagement des locaux de détention et les conditions qui y règnent, c'est ainsi que certaines normes minimum ont été prescrites et que le contrôle de l'observation de ces normes a été renforcé.

3. Le nouveau Code des successions, que le Parlement a adopté en 1958, doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1959. La majeure partie de la législation relative aux successions, aux testaments, aux pactes sur succession fictive ainsi qu'à l'administration et au partage des biens successoraux a été reprise sans changement important dans ce nouveau code. Quelques modifications ont été toutefois apportées sur certains points. C'est ainsi que les règles relatives au droit de succession des personnes ayant avec le défunt un lien de parenté résultant de l'adoption ont été modifiées. Le but recherché, en cette matière, est de renforcer le lien juridique qui unit l'enfant à la personne qui l'a adopté et à sa famille adoptive et de relâcher ses liens de filiation avec ses parents naturels. En vertu des nouvelles dispositions, l'adoption confèrera à l'enfant adoptif et à ses descendants le droit d'hériter de ses parents adoptifs — et à ceux-ci le droit d'hériter de l'enfant adoptif et de ses descendants — dans les mêmes conditions que s'il s'était agit d'un enfant légitime. Du fait de l'égalité entre l'adopté et l'enfant du parent adoptif, plusieurs autres dispositions du droit successoral, qui définissent les droits des descendants du *de cuius* et fixent la part qui revient à chacun d'eux dans la succession, deviennent également applicables aux enfants adoptifs. Le nouveau code stipule qu'en matière de succession, l'adoption entraîne, sauf dans un petit nombre de cas, la rupture des liens entre l'enfant adoptif et sa famille naturelle.

Il est prévu que certaines modifications du Code

de la famille entreranno en vigueur en même temps que le Code des successions. Ainsi, par exemple, on a amendé certaines dispositions relatives à l'adoption dans le même esprit que les règles sur les successions mentionnées plus haut. C'est en vertu du principe nouveau selon lequel l'adoption a pour effet de rompre les liens unissant l'enfant adoptif à ses parents naturels qu'il a été décidé que l'adoption mettrait fin à l'obligation alimentaire à laquelle l'enfant adoptif et ses parents naturels sont réciproquement tenus aux termes des anciennes dispositions. En outre, la révocation n'aura plus comme précédemment pour conséquence de rétablir automatiquement les rapports juridiques entre l'enfant et ses parents naturels. C'est au tribunal qui prononce le jugement de révocation qu'il appartiendra de déterminer dans quelle mesure ces rapports sont rétablis.

En dehors de cette refonte des règles relatives à l'adoption, il convient de mentionner les modifications suivantes du Code de la famille. A l'avenir, le tribunal pourra étendre aux cas de mortinatalité ou d'avortement l'obligation, incombant au père d'un enfant illégitime, de verser des aliments à la mère pendant la période précédant et suivant immédiatement la naissance. Cette obligation — qui, dans les cas d'avortement, existe indépendamment du fait que l'opération est licite ou illicite — peut, si le tribunal l'estime opportun, être imposée à un homme qui a eu avec la mère des relations sexuelles à l'époque présumée de la conception de l'enfant, sauf si d'autres indices rendent sa paternité improbable.

II. ACCORDS INTERNATIONAUX²

1. Le 10 février 1958, la Suède a signé l'accord de La Haye du 23 novembre 1957 concernant les marins réfugiés.

2. Le 30 avril 1958, elle a ratifié la convention européenne du 29 avril 1957 pour le règlement pacifique des différends.

3. Le 30 avril 1958, elle a ratifié l'accord du 12 juillet 1957 entre la Suède, le Danemark, la Finlande et la Norvège, concernant la suppression du contrôle des passeports aux frontières internordiques.

4. Le 31 octobre 1958, elle a signé à Lisbonne la convention internationale de Paris pour la protection de la propriété industrielle en date du 20 mars 1883, telle qu'elle a été révisée à Bruxelles, Washington, La Haye et Londres.

¹ Note obligeamment communiquée par le Représentant permanent de la Suède auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir aussi p. 320-321.

5. Le 31 octobre 1958, elle a signé à Lisbonne l'arrangement de Madrid concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, en date du 14 avril 1891, tel qu'il a été révisé à Washington, La Haye et Londres.

6. Le 29 novembre 1958, elle a notifié au Gouvernement néerlandais sa dénonciation de la convention relative au règlement des conflits de lois et de juridictions en matière de mariage, signée à La Haye, le

12 juin 1902. La dénonciation prendra effet le 1^{er} juin 1959.

7. Le 29 novembre 1958, elle a notifié au Gouvernement néerlandais sa dénonciation de la convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902. La dénonciation prendra effet le 1^{er} juin 1959.

8. Le 23 décembre 1958, elle a signé la convention du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

SUISSE

NOTE¹

I. CONFÉDÉRATION

A. LÉGISLATION

Responsabilité des autorités fédérales

On trouvera ci-dessous des extraits de la loi fédérale sur la responsabilité du 14 mars 1958 (*Recueil officiel*, 1958, page 1483) et de l'ordonnance d'exécution (*ibid.*, page 1492).

Le cinéma

Le paragraphe premier de l'article 27 *ter* ajouté à la Constitution fédérale par l'arrêté fédéral du 3 octobre 1958 (*ibid.*, page 798) dispose :

«1. La Confédération a le droit de légiférer sous la forme de lois ou d'arrêtés de portée générale :

«a) Pour encourager la production cinématographique suisse et les activités culturelles déployées dans le domaine du cinéma ;

«b) Pour réglementer l'importation et la distribution des films, ainsi que l'ouverture et la transformation d'entreprises de projection de films ; à cet effet, elle peut au besoin, dans l'intérêt général de la culture ou de l'Etat, déroger au principe de la liberté du commerce et de l'industrie.»

Logement

Un arrêté fédéral du 31 janvier 1958 (*ibid.*, page 433) précise par quels moyens la Confédération doit encourager la construction de logements nouveaux dont les loyers soient abordables aux familles à revenus modestes.

Conservation des monuments historiques

Un arrêté fédéral du 14 mars 1958 (*ibid.*, page 393) et une ordonnance du 26 août 1958 (*ibid.*, page 619) concernent l'encouragement donné par les autorités fédérales à la conservation des monuments historiques.

B. ACCORDS INTERNATIONAUX

Par arrêté fédéral du 18 juin 1958 (*ibid.*, page 505), l'Assemblée fédérale a approuvé la convention (n° 105) concernant l'abolition du travail forcé, adoptée par la Conférence internationale du Travail le 25 juin 1957².

¹ La présente note est fondée sur des textes obligamment communiqués par l'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 311.

Par arrêté fédéral du 1^{er} octobre 1958 (*ibid.*, page 1059), l'Assemblée fédérale a approuvé la convention relative aux assurances sociales signée par la Suisse et le Royaume des Pays-Bas le 28 mars 1958.

II. CANTONS

Droits politiques de la femme

Le décret du 19 mai 1958, modifiant la Constitution vaudoise du 1^{er} mars 1885, en vue de conférer les droits politiques aux femmes, a modifié ladite constitution comme il suit :

«Article 23. Sont citoyens actifs tous les Suisses, hommes et femmes, âgés de 20 ans révolus, établis ou en séjour dans le canton depuis trois mois et n'exerçant pas leurs droits politiques dans quelque autre Etat de la Confédération. Sont réservés les cas d'exclusion statué à l'article suivant.

«Article 24. Ne sont pas citoyens actifs les interdits et ceux qui sont privés de leurs droits civiques en vertu d'un jugement fondé sur la loi pénale.

«Article 25 bis. Pour les votations et élections régies par la constitution et les lois fédérales, les assemblées des communes sont composées des citoyens qui ont le droit de vote en matière fédérale.

«Article 32. Les époux, les parents et les alliés en ligne directe, et, dans la ligne collatérale, les parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ne peuvent siéger en même temps, l'un au Conseil d'Etat, l'autre au Tribunal cantonal.»

Conditions de travail

Une loi fédérale du 28 septembre 1958 permettait aux cantons d'étendre le champ d'application des conventions collectives³. Usant de l'autorisation donnée par ladite loi, le canton de Vaud a adopté en 1958 deux arrêtés : celui du 18 avril s'applique aux techniciens-dentistes et celui du 19 septembre au personnel des maisons de couture et de confection.

Santé, sécurité sociale et enseignement

Parmi les autres textes législatifs cantonaux adoptés en 1958, on peut mentionner le décret du 13 mai, concernant la vaccination contre la poliomyélite dans le canton d'Argovie, la loi sur l'assurance-maladie adoptée dans le canton de Neuchâtel, le 25 mars, et l'ordonnance du 11 avril du canton de Berne, qui a trait à l'enseignement de l'économie domestique.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 226.

LOI FÉDÉRALE SUR LA RESPONSABILITÉ DE LA CONFÉDÉRATION, DES MEMBRES DE SES AUTORITÉS ET DE SES FONCTIONNAIRES (LOI SUR LA RESPONSABILITÉ)

du 14 mars 1958¹

Chapitre I

CHAMP D'APPLICATION

Article premier. 1) Les dispositions de la présente loi s'appliquent à toutes les personnes investies d'une fonction publique de la Confédération, savoir :

- a) Les membres du Conseil national et du Conseil des Etats ;
- b) Les membres du Conseil fédéral et le chancelier de la Confédération ;
- c) Les membres et les suppléants du Tribunal fédéral et du Tribunal fédéral des assurances ;
- d) Les membres et les suppléants des autorités et commissions fédérales indépendantes des tribunaux fédéraux et de l'administration fédérale ;
- e) Les fonctionnaires et les autres agents de la Confédération ;
- f) Toutes les autres personnes, dans la mesure où elles sont chargées directement de tâches de droit public par la Confédération.

2) Sont exceptées les personnes appartenant à l'armée, pour ce qui concerne leur situation militaire et leurs devoirs de service.

Art. 2. 1) Les dispositions concernant les fonctionnaires sont applicables à toutes les personnes mentionnées à l'article premier, en tant que la présente loi ne contient pas de dispositions spéciales.

2) Les membres du Conseil national, du Conseil des Etats et du Conseil fédéral ne peuvent être poursuivis pour les opinions qu'ils émettent au sein de l'Assemblée fédérale ou de ses commissions.

3) Sont réservées, pour le surplus, les dispositions de la loi du 26 mars 1934 sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération.

Chapitre II

LA RESPONSABILITÉ DÉCOULANT D'UN DOMMAGE

Art. 3. 1) La Confédération répond du dommage causé sans droit à un tiers par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, sans égard à la faute du fonctionnaire.

2) Lorsque la responsabilité pour des faits déterminés est prévue dans des actes législatifs spéciaux, la responsabilité de la Confédération est régie par ces dispositions.

3) Le lésé n'a aucune action envers le fonctionnaire fautif.

4) Lorsqu'un tiers réclame des dommages-intérêts à la Confédération, celle-ci en informe immédiatement le fonctionnaire contre lequel elle pourrait exercer un droit de recours.

Art. 4. Lorsque la partie lésée a consenti à la lésion ou lorsque des faits dont elle est responsable ont contribué à créer ou à augmenter le dommage, le juge peut réduire les dommages-intérêts ou même n'en point allouer.

Art. 5. 1) En cas de mort d'homme, les dommages-intérêts comprennent les frais, notamment ceux d'inhumation. Si la mort n'est pas survenue immédiatement, ils comprennent en particulier les frais de traitement, ainsi que le préjudice dérivant de l'incapacité de travail. Lorsque, par suite de la mort, d'autres personnes ont été privées de leur soutien, il y a également lieu de les indemniser de cette perte.

2) En cas de lésions corporelles, la partie qui en est victime a droit au remboursement des frais et aux dommages-intérêts qui résultent de son incapacité de travail totale ou partielle, ainsi que de l'atteinte portée à son avenir économique.

3) S'il n'est pas possible, lors du jugement, de déterminer avec une certitude suffisante les suites des lésions corporelles, le juge a le droit de réserver une révision du jugement pendant un délai de deux ans au plus à compter du jour où il a été prononcé.

Art. 6. 1) Si le fonctionnaire a commis une faute, le juge peut, en tenant compte de circonstances particulières, allouer à la victime de lésions corporelles ou, en cas de mort d'homme, à la famille une indemnité équitable à titre de réparation morale.

2) Celui qui subit une atteinte dans ses intérêts personnels peut réclamer des dommages-intérêts et, en outre, une indemnité à titre de réparation morale, lorsqu'elle est justifiée par la gravité particulière du préjudice subi et de la faute du fonctionnaire.

Art. 7. Lorsque la Confédération répare le dommage, elle a contre le fonctionnaire qui l'a causé intentionnellement ou par une négligence grave une action récursoire même après la résiliation des rapports de service.

Art. 8. Le fonctionnaire répond envers la Confédération du dommage qu'il lui cause directement en violant ses devoirs de service intentionnellement ou par négligence grave.

Art. 9. 1) Pour le surplus, les dispositions du code des obligations sur la formation des obligations résultant d'actes illicites sont applicables par analogie

¹ Texte publié dans le *Recueil officiel*, 1958, p. 1483, et obligamment communiqué par l'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies.

aux réclamations de la Confédération résultant des articles 7 et 8.

2) Lorsque plusieurs fonctionnaires ont causé ensemble un dommage, ils ne répondent envers la Confédération, contrairement à l'article 50 du code des obligations, que proportionnellement à leurs fautes.

Art. 10. 1) Le Tribunal fédéral statue en instance unique au sens des articles 110 et suivants de la loi d'organisation judiciaire sur les réclamations de la Confédération qui sont contestées ou sur celles qui sont dirigées contre elle.

2) La Confédération peut être actionnée devant le Tribunal fédéral si le service compétent a laissé s'écouler trois mois à compter du jour de la réclamation sans la contester ou sans prendre position.

Art. 11. 1) Dans la mesure où la Confédération agit comme sujet du droit privé, sa responsabilité est régie par les dispositions de ce droit.

2) Dans ces cas, le lésé n'a pas non plus d'action contre le fonctionnaire fautif.

3) L'action récursoire de la Confédération est régie par les articles 7 et 9.

Art. 12. La légalité de décisions, d'arrêtés et de

jugements ayant force de chose jugée ne peut pas être revue dans une procédure en responsabilité.

[Le chapitre III (art. 13-16) a trait à la responsabilité pénale et le chapitre IV (art. 17-18) à la responsabilité disciplinaire. Le chapitre V (art. 19) concerne la responsabilité des organisations spéciales chargées d'accomplir des tâches pour la Confédération et de leur personnel.]

Chapitre VI

PRESCRIPTION ET PÉREMPTION

Art. 20. 1) La responsabilité de la Confédération (art. 3 s.) s'éteint si le lésé n'introduit pas sa demande de dommages-intérêts ou d'indemnité à titre de réparation morale dans l'année à compter du jour où il a eu connaissance du dommage, et en tout cas dans les dix ans à compter de l'acte dommageable du fonctionnaire.

2) La demande doit être adressée au Département des finances et des douanes.

3) Si la Confédération conteste la demande ou si elle ne prend pas position dans les trois mois, le lésé doit introduire action dans un nouveau délai de six mois, sous peine de péremption (art. 10).

...

ORDONNANCE D'EXÉCUTION DE LA LOI SUR LA RESPONSABILITÉ

du 30 décembre 1958¹

I. LA RESPONSABILITÉ DÉCOULANT D'UN DOMMAGE

Article premier. 1) Les demandes de dommages-intérêts ou d'indemnité à titre de réparation morale, formées contre la Confédération en vertu de la loi sur la responsabilité, seront adressées au Département fédéral des finances et des douanes par écrit, avec indication des motifs et en deux exemplaires au moins.

2) Si les demandes ne sont pas de son ressort, le Département des finances et des douanes les transmet aux organes qui sont compétents pour les admettre ou les contester.

3) Tout organe est tenu de transmettre sans délai les demandes qui ne sont pas de son ressort à l'organe compétent pour en connaître.

[L'article 2 fixe les organes qui sont compétents pour se prononcer sur les demandes, à titre définitif.]

Art. 3. 1) Les organes compétents doivent se prononcer sur la demande par écrit et dans le délai de trois mois à compter du jour où elle a été présentée. S'ils n'admettent que partiellement la demande, ils doivent préciser exactement dans quelle mesure.

2) Le requérant dont la demande est repoussée en tout ou en partie sera informé que le délai pour intenter action devant le Tribunal fédéral est, sous peine de péremption, de six mois dès la réception de l'avis concernant l'attitude prise à l'égard de la demande (art. 20, 3^e al., de la loi).

...

III. DISPOSITIONS FINALES

Art. 8. 1) La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1959.

...

¹ Texte publié dans le *Recueil officiel*, 1958, p. 1492, et obligamment communiqué par l'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies.

TCHÉCOSLOVAQUIE

NOTE¹

1. *Loi du 17 octobre 1958 (Recueil des lois, n° 70/1958) sur les obligations des entreprises et des comités nationaux à l'égard des travailleurs*

Cette loi montre que le droit au travail, garanti aux citoyens par la Constitution du 9 mai 1948², s'exerce effectivement et ne demeure pas une simple affirmation théorique. L'article premier de la loi dispose que le niveau atteint par les forces de production permet de réglementer le recrutement de la main-d'œuvre pour l'économie nationale de telle sorte que l'initiative des travailleurs, la responsabilité des entreprises et le rôle de direction des Comités nationaux s'exercent dans leur pleine mesure. Le recrutement du nombre voulu de travailleurs est, au premier chef, du ressort des entreprises, tandis que les Comités nationaux veillent à ce que tous les citoyens puissent effectivement exercer leur droit au travail. Les organes exécutifs des Comités nationaux d'arrondissement créent des services gratuits d'orientation professionnelle, et les Comités font aux entreprises des recommandations touchant le recrutement des travailleurs, compte tenu des aptitudes de ceux-ci et des besoins de l'économie nationale. Les entreprises ne peuvent, sans motif grave, refuser d'employer un travailleur qui leur est recommandé par un Comité national et satisfait aux conditions requises pour occuper l'emploi vacant. Aux termes de la loi, les entreprises sont tenues de notifier toute vacance à l'organe exécutif du Comité national d'arrondissement, et de recruter les travailleurs avec l'accord de cet organe. Les organes exécutifs des Comités nationaux d'arrondissement contrôlent également les conditions d'emploi de la main-d'œuvre et veillent notamment à ce que les entreprises s'acquittent des obligations qui leur incombent à l'égard des travailleurs, observent intégralement les clauses des contrats de travail, et respectent les prescriptions relatives aux conditions d'emploi.

2. *Loi du 12 décembre 1958 (Recueil des lois, n° 89/1958), relative à la formation professionnelle des apprentis (loi sur l'apprentissage)*

L'Etat veille avec beaucoup de soin à la formation professionnelle des apprentis. La loi tend à ce que cette formation soit organisée et assurée de façon à faire des apprentis, dans l'intérêt de la société socia-

liste, des travailleurs possédant une conscience de classe, une maturité politique et une compétence technique qui leur permettent d'être pleinement au courant des techniques les plus modernes et des méthodes de travail les plus avancées.

L'apprentissage est institué en vertu d'un contrat dont les clauses principales sont stipulées à l'article 3 de la loi. La loi souligne la responsabilité des entreprises quant à la formation des apprentis, et les obligations de ceux-ci : ainsi, l'entreprise est tenue d'assurer la formation générale et technique de l'apprenti conformément aux dispositions des plans et programmes d'apprentissage, de veiller à sa formation extra-scolaire et de lui verser une rémunération suffisante conformément au barème des salaires. De son côté, l'apprenti est tenu de travailler avec persévérance et assiduité de manière à acquérir les connaissances et la compétence nécessaires à l'exercice de la profession qu'il apprend, et à se familiariser dûment avec les techniques modernes et les méthodes de travail les plus avancées.

La loi fixe les conditions dans lesquelles le contrat d'apprentissage peut être modifié. Elle procède cependant du principe que ces modifications ne doivent intervenir qu'exceptionnellement et lorsqu'elles sont pleinement justifiées, afin que la bonne marche de la formation ne soit pas compromise. La loi précise également dans quelles conditions il peut être mis fin au contrat avant l'expiration de la période de formation fixée par celui-ci. Elle dispose également que l'employeur, aussi bien que l'apprenti, peut dénoncer le contrat. La loi énumère les motifs de résiliation du contrat d'apprentissage. Elle garantit aux apprentis un emploi à la fin de leur période de formation en disposant que l'entreprise qui a conclu un contrat avec un apprenti est tenue de lui donner un emploi répondant à ses aptitudes et de lui permettre de développer celles-ci au contact des autres travailleurs.

Les apprentis sont formés dans des centres professionnels.

3. *Loi du 17 avril 1958 (Recueil des lois, n° 22/1958), sur les monuments culturels*

L'Etat veille à ce que les monuments culturels soient sauvegardés, convenablement gérés, utilisés de façon à servir l'intérêt de la collectivité, et rendus accessibles à la population, de sorte qu'ils jouent un rôle important dans la vie culturelle et économique de la société socialiste. Tous les monuments culturels sont donc sous la protection de l'Etat et chaque citoyen est tenu d'aider à leur préservation.

¹ Note obligeamment communiquée par la Mission permanente de la Tchécoslovaquie auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 246.

La loi exige des propriétaires, administrateurs et détenteurs de monuments qu'ils veillent à l'entretien de ceux-ci et fassent tout ce qui est nécessaire à leur conservation, conformément aux instructions de l'organe exécutif du Comité national régional. Si le propriétaire ou l'administrateur d'un monument ne s'acquitte pas de ces obligations, l'organe exécutif du Comité national régional peut décider de prendre, aux frais du propriétaire, les mesures nécessaires à la conservation du monument.

Afin de rendre les monuments culturels accessibles au public, la loi exige du propriétaire qu'il permette à des personnes dûment autorisées d'examiner le monument et, si celui-ci présente un intérêt public, qu'il en autorise la visite gratuite, pendant une période de temps raisonnable, non seulement à des fins scientifiques mais aussi à des fins d'exposition.

4. *Loi du 17 octobre 1958 (Recueil des lois, n° 71/1958) sur l'obligation pour un salarié de réparer les dommages causés par un manquement à ses devoirs pendant le travail*

On se préoccupe actuellement beaucoup en Tchécoslovaquie d'enseigner aux travailleurs à se comporter comme il convient à l'égard des biens de la collectivité et de créer des conditions de nature à mettre ces biens à l'abri de tout dommage éventuel. C'est au même objet que répond la loi relative à la responsabilité des travailleurs pour dommages causés

à l'entreprise du fait d'un manquement à leurs obligations pendant le travail.

La loi régit uniquement la responsabilité des travailleurs pour dommages causés du fait d'une négligence de leur part dans l'accomplissement de leur travail. La loi part du principe qu'une légère négligence peut suffire à causer de sérieux dommages. Mais on ne saurait exiger du travailleur qu'il répare pleinement le dommage, car il en résulterait une charge beaucoup trop lourde pour lui-même et sa famille. Le salaire étant, en principe, l'unique moyen d'existence du travailleur et de sa famille, la loi interdit le recouvrement de la totalité du dommage. Le travailleur qui, par sa négligence, cause un dommage n'en est en principe responsable que dans une mesure limitée. La loi dispose que le montant de la réparation ne peut excéder une somme représentant trois fois le salaire mensuel moyen du travailleur. Lorsque les circonstances le justifient, la réparation peut être inférieure au dommage effectif et peut même être inférieure à trois mois de salaire. Le montant de la réparation doit être fixé compte tenu des facteurs suivants : façon dont, en général, le travailleur s'acquitte de son travail et respecte la discipline, ainsi qu'attitude de l'intéressé à l'égard des biens de la collectivité ; gravité de la faute ; importance, sur le plan social, du dommage causé ; situation personnelle du travailleur et en particulier montant du salaire qu'il touche. Le travailleur n'est jamais tenu à réparation du fait d'un manque à gagner.

THAÏLANDE

LES DROITS DE L'HOMME EN 1958¹

Des événements historiques ont placé au pouvoir le Parti révolutionnaire qui a annoncé qu'il prenait la direction des affaires de l'Etat par une proclamation en date du 20 octobre 2501 E.B. (1958); la première conséquence de cette prise de pouvoir a été l'abrogation de la Constitution 2475 E.B. et de ses amendements 2495 E.B.².

A la suite de ces événements, une constitution provisoire élaborée par l'Assemblée constituante a été promulguée. On a limité les activités purement politiques conformément à l'esprit de la Révolution qui s'est efforcée d'empêcher toute ingérence politique excessive pouvant compromettre le développement continu et régulier du pays.

Les réformes entreprises par le nouveau gouvernement, en collaboration avec le Parti révolutionnaire, visent plus particulièrement la vie politique de la nation. Il semble que la Révolution n'ait guère eu de répercussions sur les droits de l'homme. En fait, le nouveau gouvernement a réaffirmé solennellement l'adhésion de la Thaïlande à la Déclaration universelle des droits de l'homme et il a formellement promis de continuer à assurer le respect et la protection des droits de l'homme.

C'est dans cet esprit que le jour même où il a pris le pouvoir, le Parti révolutionnaire a déclaré dans sa proclamation n° 4 du 20 octobre qu'il entendait «respecter les droits de l'homme tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration des droits de l'homme et qu'il s'abstiendrait de toute action qui pourrait être considérée comme une violation de ces droits, à moins que l'intérêt de la sécurité nationale ne l'exige».

Il convient d'appeler tout spécialement l'attention sur l'article 20 de la constitution provisoire, ainsi conçu : «Lorsque aucune disposition particulière de la présente Constitution n'est applicable, il y aura lieu de se fonder sur la coutume constitutionnelle thaïlandaise.»

«S'il y a contestation au sujet d'une décision relative à une matière relevant de l'Assemblée nationale ou si le Conseil des ministres renvoie une question à l'Assemblée nationale pour suite à donner, l'Assemblée nationale tranche la question.»

En vertu de cet article, il semble évident que toutes les autres dispositions détaillées de l'ancienne consti-

tution (dont plusieurs concernent les droits de l'homme) qui ont été mentionnées dans l'*Annuaire des droits de l'homme* continueront à s'appliquer dans les cas intéressant la protection des droits de l'homme. A moins d'avoir été expressément modifiées, les dispositions du Code civil, du Code du commerce, du Code de procédure civile, du Code d'instruction criminelle, du Code pénal, etc., restent également en vigueur, compte tenu de l'interprétation qui en a été donnée depuis longtemps. En 1958, le Parti révolutionnaire a édicté des dispositions législatives ou des amendements aux lois existantes au moyen de «proclamations» ayant force obligatoire.

En vue de la réalisation du programme d'action de la Révolution, des proclamations ont abrogé certaines lois telles que la loi sur les partis politiques (2498 E.B.) et la loi sur le travail (2499 E.B.). On a cependant pris soin d'adopter, dans le cadre de la politique nationale, des dispositions remplaçant celles qui étaient favorables au bien-être public. Les exemples suivants sont caractéristiques de la politique du Parti :

i) Afin d'éviter la centralisation des pouvoirs et d'obtenir la collaboration constante des citoyens, on a immédiatement créé, par la proclamation n° 11 du 22 octobre, une Assemblée constituante composée de fonctionnaires compétents chargés d'élaborer des règlements en matière fiscale et administrative dans le domaine de l'enseignement et dans d'autres domaines ;

ii) La proclamation n° 19 du 31 octobre (2501) a abrogé la loi sur le travail et l'a remplacée par de nouvelles dispositions essentielles au bien-être du travailleur (voir ci-après) ;

iii) Afin d'améliorer le sort des indigents, on a promulgué la proclamation n° 18 du 29 octobre relative aux soins que les pauvres peuvent recevoir dans les hôpitaux de la ville de Bangkok. La proclamation n° 37 du 9 décembre, qui complète la précédente, contient d'heureuses dispositions en vue de l'élimination de l'habitude de fumer l'opium.

Enfin, l'une des innovations les plus importantes de la législation provisoire a été la promulgation de la proclamation n° 21 du 2 novembre ayant pour objet de mettre fin aux activités répréhensibles des personnes qui gagnent leur vie par des moyens illícites ou en importunant les honnêtes gens. Il a été mis au point une procédure spéciale permettant d'arrêter ces personnes aux fins d'enquête ; toutefois, leur détention ne peut être prolongée au-delà de trente jours sans une décision de la Commission spéciale qui est habilitée à placer les sujets incorri-

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Ministère des affaires étrangères de Thaïlande. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 335-338.

gibles dans des établissements de redressement où ils reçoivent une formation professionnelle.

En outre, il y a lieu de signaler qu'en 1958 :

a) Le Gouvernement n'a signé ni ratifié aucun traité international intéressant les principes relatifs aux droits de l'homme ;

b) Les tribunaux ont rendu des jugements au sujet des droits de l'homme, dont le suivant mérite d'être cité :

Un Chinois vivant en Thaïlande s'était engagé par contrat à acheter des terres appartenant à un sujet thaïlandais, mais le transfert juridique de propriété

n'était pas encore intervenu. Par la suite, le propriétaire vendit les terres en question à une tierce personne, soutenant que le contrat qu'il avait passé avec le Chinois n'était pas valide, celui-ci n'ayant pas sollicité l'autorisation de l'autorité compétente requise par la loi thaïlandaise en ce qui concerne l'acquisition par des étrangers de terres situées en Thaïlande. La Cour suprême a cependant décidé que le ressortissant chinois n'avait pas perdu le droit qu'il tenait de son contrat et qu'il était encore fondé à solliciter l'autorisation d'enregistrer les biens en son nom. Ce jugement semble protéger de façon satisfaisante les droits des étrangers (Cour suprême, n° 23, du 30 janvier 2501).

PROCLAMATION N° 19 DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

en date du 31 octobre, E.B. 2501¹

Considérant que la loi sur le travail, E.B. 2499, contient des dispositions dont on s'est servi pour provoquer des dissensions entre employeurs et employés, ruiner l'entente et l'esprit de conciliation qui régnaient entre eux et inciter les travailleurs à adopter une ligne de conduite fort regrettable inspirée de la stratégie communiste dont l'objectif ultime est la désintégration totale de l'industrie et du commerce nationaux, le Parti révolutionnaire a jugé bon d'abroger cette loi et, par la même occasion, de la remplacer par des mesures destinées à défendre les intérêts et le bien-être des travailleurs.

En conséquence, le Chef du Parti révolutionnaire proclame par la présente les dispositions suivantes :

1. La loi sur le travail E.B. 2499 est abrogée et les fédérations ouvrières ainsi que les syndicats sont dissous en conséquence.

2. Le Ministère de l'intérieur est chargé de fixer les horaires de travail et les vacances des employés, les conditions d'emploi des femmes et des enfants, le mode de règlement des salaires et les services sociaux.

3. En cas d'accident survenu en cours d'emploi, qui entraîne une blessure, une incapacité de travail ou le décès de la victime, ou en cas de maladie provoquée par les conditions ou la nature de l'emploi, que son issue soit fatale ou non, l'employeur est considéré comme responsable et doit verser une indemnité appropriée, que la maladie ou le décès survienne pendant la période où la loi sur le travail, E.B. 2499, était en vigueur ou le jour de la publication de la présente proclamation ou postérieurement à cette publication.

Le Ministre de l'intérieur est chargé de déterminer les maladies qui sont provoquées par la nature ou

les conditions de l'emploi, ainsi que les modalités de paiement de l'indemnité.

4. En cas de différend entre l'employeur et l'employé au sujet de l'emploi, du salaire ou de la cessation de l'emploi, les autorités compétentes nommées par le Ministère de l'intérieur sont habilitées à régler le différend ; elles porteront leur décision à la connaissance des parties aussitôt que possible. Les parties ont le droit de faire appel de la décision devant le Directeur général du Département de la protection sociale, dans les quinze jours qui suivent la date de la réception de la décision. Le Directeur général du Département de la protection sociale se prononce sur l'appel et fait connaître sa décision aux parties aussitôt que possible. La décision du Directeur général du Département de la protection sociale n'est susceptible d'aucun recours.

5. Quiconque, avant la publication de la présente proclamation, recevait de son employeur une indemnité conformément aux dispositions de la loi sur le travail E.B. 2499, continuera à toucher cette indemnité.

6. Le Directeur général du Département de la protection sociale et les autorités compétentes nommées par le Ministère de l'intérieur sont autorisés à pénétrer sur les lieux de travail pendant les heures ouvrables aux fins d'inspection et d'enquête, à interroger toutes personnes et à exiger la communication des preuves ou documents utiles. Quiconque résistera sera arrêté afin d'être interrogé sous l'inculpation d'obstruction au déroulement de l'opération ou de résistance aux ordres des autorités compétentes, selon le cas.

7. Les employeurs qui ne suivront pas les instructions du Ministère de l'intérieur mentionnées au paragraphe 2 recevront du Directeur général du Département de la protection sociale ou des autorités compétentes nommées par le Ministère de l'intérieur l'ordre d'exécuter lesdites instructions dans le délai fixé par les autorités compétentes. Les contrevenants seront

¹ Texte anglais obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

arrêtés afin d'être interrogés sous l'inculpation de résistance aux ordres des autorités compétentes.

8. Le Directeur général du Département de la protection sociale est habilité à nommer des liquidateurs des fédérations ouvrières et des syndicats qui sont dissous en vertu du paragraphe 1.

Une fois les liquidateurs nommés, les dispositions du Code civil et commercial relatives à la liquidation des associations ordinaires s'appliqueront avec les ajustements appropriés.

La présente proclamation prend effet immédiatement.

TUNISIE

NOTE¹

I. LÉGISLATION

Protection des travailleurs agricoles

Les travailleurs de l'agriculture bénéficient d'un statut protecteur. Des mesures ont été prévues pour réglementer le travail et garantir sa juste rémunération. Des indemnités de licenciement ont été instituées.

Texte: Décret du 30 avril 1956 fixant les conditions générales de rémunération et d'emploi des ouvriers agricoles.

Protection du salaire

Des mesures ont été prévues pour protéger le salarié: paiement en monnaie, périodicité du salaire, obligation pour l'employeur de tenir une feuille de paie et de délivrer des bulletins de paie, contrôle de l'inspection du travail. Le salaire en raison de son caractère alimentaire ne peut être saisi par les créanciers que dans une faible proportion.

Textes: Décret du 7 février 1940 réglementant le paiement des salaires des ouvriers et employés, modifié et complété par les décrets des 15 mai 1941, 28 mai 1942, 29 juin 1944 et 15 août 1946.

Décret du 20 juillet 1950 relatif à la saisie-arrêt et à la cession des sommes dues au titre de la rémunération d'un travail effectué pour le compte d'un employeur et des sommes dues aux entrepreneurs ou adjudicataires de travaux, modifié par les décrets des 13 novembre 1952 et 4 juin 1953.

Décret du 27 janvier 1955 instituant un privilège spécial des salaires.

Décret du 25 février 1954 réglementant le paiement des salaires dans l'agriculture.

Loi n° 58-46 du 2 avril 1958 portant ratification de la convention internationale du travail n° 95 concernant la protection du salaire.

Droit au repos

Les travailleurs ont droit à un congé payé à raison d'un jour ouvrable par mois de travail, soit quinze jours par an dont douze jours ouvrables. Les travailleurs âgés de moins de 18 ans ont droit à un congé de trente jours par an dont vingt-quatre jours ouvrables. Ceux qui sont âgés de plus de 18 ans et moins de 21 ans ont droit à un jour et demi par mois de travail soit vingt-deux jours dont dix-huit jours ouvrables. Le

travailleur qui a une naissance à son foyer a droit à un congé supplémentaire payé de trois jours.

Tous les travailleurs ont droit à un repos de vingt-quatre heures par semaine.

Textes: Décret du 9 mars 1944 instituant les congés payés dans l'agriculture, modifié par le décret du 25 février 1954.

Décret du 25 juillet 1946 portant refonte de la législation sur les congés payés dans le commerce, l'industrie et les professions libérales, modifié et complété par le décret du 19 juillet 1948.

Décret du 27 mai 1948 accordant au chef de famille salarié un congé supplémentaire à l'occasion de chaque naissance à son foyer.

Décret du 20 janvier 1949 instituant un supplément de congé en faveur des jeunes travailleurs du commerce, de l'industrie et des professions libérales, modifié par le décret du 4 juin 1951.

Décret du 20 avril 1921 sur le repos hebdomadaire, modifié par les décrets du 27 septembre 1939 et du 3 août 1950.

Protection de la santé. Droit à l'assistance médicale

Le décret du 20 septembre 1955 relatif à la médecine du travail, modifié par la loi du 9 janvier 1959, a fait obligation aux chefs d'entreprise occupant cinquante salariés au moins de créer un service médical chargé de surveiller la santé des travailleurs sur les lieux du travail et de vérifier leur aptitude au travail qui leur est demandé.

Le décret du 6 avril 1950 relatif à l'hygiène et à la sécurité et à l'emploi des femmes et des enfants dans les établissements du commerce, de l'industrie et des professions libérales a prescrit des mesures pour assurer l'hygiène et la sécurité dans le travail et pour contrôler l'accès des enfants au travail de manière à ne pas compromettre leur santé. Il a interdit l'emploi des enfants et des femmes pendant la nuit et fait obligation au chef d'établissement de veiller au respect des bonnes mœurs et de la morale.

La loi n° 58-67 du 26 juin 1958, portant organisation des consultations externes et des soins ambulatoires dans les formations hospitalières et sanitaires de Tunisie, a réservé ces services aux malades indigents, sans distinction de nationalité. Cette même loi a institué une carte de soins gratuits, attribuée au chef de famille et valable pour toutes les personnes à sa charge.

¹ Renseignements obligeamment communiqués par le Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères de la Tunisie.

*Sécurité sociale**1. Accidents du travail et maladies professionnelles*

Les travailleurs salariés dans tous les domaines de l'activité économique, à l'exception des gens de maison, bénéficient d'une indemnisation en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles survenus au cours ou à l'occasion du travail (accidents de trajet).

La victime touche une indemnité égale à la moitié du salaire journalier perçu avant l'accident, jusqu'à consolidation de la blessure. Elle a droit ensuite à une rente en cas d'incapacité permanente. Celle-ci est égale au salaire annuel perçu antérieurement affecté d'un coefficient correspondant à la moitié du pourcentage d'invalidité permanente, lorsque celui-ci ne dépasse pas 50 pour 100.

Si ce pourcentage dépasse 50 pour 100, la portion dépassant ce chiffre est appliqué directement au salaire annuel. Le salaire est divisé en tranches et celles-ci sont prises en considération dans une proportion décroissante au fur et à mesure qu'elles s'élèvent. En cas de décès de l'accidenté la veuve et les orphelins perçoivent des pensions.

2. Allocations familiales

Le droit aux allocations familiales est reconnu à tous les salariés de l'industrie, du commerce, des professions libérales, des syndicats et des associations.

Les salariés de l'Etat, des collectivités publiques et des entreprises concessionnaires de services publics bénéficient du même droit.

Des allocations sont servies pour tous les enfants à charge jusqu'à 14 ans et selon certaines conditions jusqu'à 21 ans. Elles sont égales à 15 pour cent du salaire sans pouvoir dépasser un certain plafond. Elles continuent d'être servies même en cas de cessation du travail du salarié qui leur sert de base : ainsi en cas d'accident du travail, de maladie ou de décès du salarié les allocations sont financées par des cotisations des employeurs.

Les caisses de compensation des allocations familiales ont été unifiées en une Caisse centrale des prestations sociales, mesure qui constitue un premier pas vers l'extension des prestations sociales en vue de l'établissement d'un système complet de sécurité sociale.

Textes: Loi du 11 décembre 1957 relative au régime de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Décret du 8 juin 1944 portant institution en Tunisie d'un régime d'allocations familiales, modifié par les décrets des 12 octobre 1944, 9 juillet 1945, 10 avril 1947, 18 septembre 1947, 29 juillet 1948, 9 février 1950, 15 novembre 1951, 18 février 1954 et 15 septembre 1955 et par la loi n° 59/5 du 13 janvier 1959.

Loi du 22 novembre 1958 unifiant la gestion du régime des allocations familiales en Tunisie.

Protection de l'enfance. Tutelle de l'enfant abandonné et réglementation de l'adoption

Jusqu'en 1958, aucune disposition législative n'avait institué une tutelle publique de l'enfant trouvé ou abandonné par ses parents. D'autre part, il n'existait aucune réglementation de l'adoption. Dans la pratique, l'adoption était chose courante, mais elle se faisait sans règle et pouvait donner lieu à de graves abus.

La loi n° 58-27 du 4 mars 1958, relative à la tutelle publique, la tutelle officieuse et à l'adoption, a comblé cette importante lacune en réglementant la tutelle publique, la tutelle officieuse ainsi que l'adoption et en définissant les droits et obligations respectifs de l'adoptant et de l'adopté.

II. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

Le décret du 11 juin 1957 porte ratification et publication de la convention internationale du travail n° 87 concernant la liberté syndicale.

La loi n° 58-46 du 2 avril 1958 porte ratification de la convention internationale du travail n° 95 concernant la protection du salaire.

La loi n° 58-39 du 2 avril 1958 porte ratification de la convention internationale du travail n° 106 relative au repos hebdomadaire dans le commerce et les bureaux.

Un décret du 27 avril 1957 porte ratification et publication des conventions internationales du travail n°s 4, 11, 12, 14, 17, 26, 45, 52, 81, 89 et 98.

La loi du 23 décembre 1958 porte ratification des conventions internationales du travail n°s 6, 18, 62, 99 et 105.

NOTE SUR LE CODE DU STATUT PERSONNEL

Ce code, promulgué par décret du 13 août 1956¹, s'applique à tous les nationaux tunisiens, quelle que soit leur confession, en vertu de la loi n° 57-40 du

27 septembre 1957 (2 rabi I 1377) portant suppression du Tribunal rabbinique², laquelle a abrogé les articles 3, 4 et 5 du décret du 13 août 1956.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 238.

² *Journal officiel* n° 19 du 27 septembre 1957.

DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 1956 (3 RABIA II 1376), MODIFIANT ET COMPLÉTANT LE DÉCRET DU 9 FÉVRIER 1956 (26 DJOUMADA II 1375) SUR L'IMPRIMERIE, LA LIBRAIRIE ET LA PRESSE¹

Article premier. L'article 10 du décret susvisé du 9 février 1956 (26 djoumada II 1375) est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 10. Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis, soit au Parquet, soit à la justice de paix et à la justice cantonale dans les villes où il n'y a pas de tribunaux de première instance, deux exemplaires signés du directeur de la publication.

Un dépôt en six exemplaires sera effectué au même moment par le directeur de la publication au Secrétariat d'Etat à l'information dans les conditions et formes prévues par l'article 3 ci-dessus.

Un dépôt en quatre exemplaires sera également effectué au même moment par le directeur de la publication à la Direction de la Sécurité Nationale, dans les conditions et formes prévues par l'article 3 ci-dessus.

Chacun de ces dépôts sera effectué sous peine de 12.000 francs d'amende contre le directeur de la publication.

¹ Publié dans le *Journal officiel* n° 90 du 9 novembre 1956. Des extraits du décret du 9 février 1956 sur l'imprimerie, la librairie et la presse ont été publiés dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 242.

Art. 2. Il est ajouté à l'article 14 du décret susvisé du 9 février 1956 (26 djoumada II 1375), un troisième alinéa ainsi conçu :

Tout distributeur de journaux ou écrits périodiques ou non publiés en dehors du Royaume, doit effectuer avant la mise en vente, un dépôt en six exemplaires au Secrétariat d'Etat à l'information dans les conditions et formes prévues à l'article 3 ci-dessus, sous peine de saisie administrative des journaux ou écrits incriminés et éventuellement de leur interdiction, sans préjudice des peines prévues par l'alinéa 4 de l'article 10 ci-dessus.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions du décret susvisé du 9 février 1956 (26 djoumada II 1375), l'impression, la circulation, la distribution et la mise en vente de tout journal ou écrit périodique ou non publié en Tunisie et contrôlé par des non-Tunisiens peuvent être interdites par arrêté de Notre Ministre de l'intérieur, lorsqu'il porte une atteinte grave à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Toute infraction aux dispositions de l'alinéa précédent sera punie des peines prévues à l'alinéa 2 de l'article 14 du décret susvisé du 9 février 1956 (26 djoumada II 1375).

...

LOI N° 58-118 RELATIVE A L'ENSEIGNEMENT

du 4 novembre 1958 (21 rabia II 1378)¹

Titre premier

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article premier. L'éducation et l'instruction ont pour buts essentiels :

1) De permettre à tous les enfants des deux sexes, sans distinction d'ordre racial, religieux ou social, le développement de leur personnalité et de leurs aptitudes naturelles ;

2) De contribuer au développement des progrès de la science et d'assurer en même temps à tous, le bénéfice de ces progrès ;

3) De favoriser le développement et l'épanouissement de la culture nationale ;

4) De préparer les enfants à leur rôle de citoyens et d'hommes, et de former les cadres nécessaires aux développements de l'activité nationale dans ses divers aspects.

¹ Extraits obligeamment communiqués par la Mission permanente de la Tunisie auprès des Nations Unies.

Art. 2. L'accès à l'éducation et à l'instruction est ouvert à tous les enfants à partir de l'âge de 6 ans.

Art. 3. En vue d'assurer à tous les enfants des conditions et des chances égales devant l'instruction et l'éducation, l'enseignement sera dispensé gratuitement à tous les degrés.

Il sera accordé en outre, dans un esprit également respectueux des croyances religieuses ou des convictions philosophiques ou politiques, toute l'aide possible aux élèves et étudiants qui se distingueront par leurs aptitudes et leur travail et dont les familles ne disposeront pas de ressources suffisantes.

...

Art. 6. L'organisation de l'enseignement peut être complétée dans tous les cas où l'Etat en reconnaît le besoin, par une éducation ou un perfectionnement culturels ou professionnels assurés, soit par des établissements spéciaux, soit par des institutions ou œuvres péri-scolaires ou post-scolaires.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES¹

ÉLÉVATION DU NIVEAU DE VIE ET DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE SOVIÉTIQUE — RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 1958

Extraits du rapport de la Direction centrale de statistique du Conseil des ministres de l'URSS sur les résultats de l'exécution du plan d'Etat pour le développement de l'économie nationale de l'URSS en 1958²

En 1958, on a pris un certain nombre de mesures importantes en vue d'élever encore le niveau de vie et le niveau culturel du peuple soviétique. Le revenu national de l'URSS en 1958 a dépassé de 9 pour 100 celui de 1957. Cet accroissement a permis d'augmenter les revenus des ouvriers, des employés et des paysans et d'assurer le développement ultérieur de la production socialiste.

En exécution d'une décision du vingtième congrès du Parti, le passage à la journée de travail réduite s'est poursuivi pour les ouvriers et les employés de l'industrie. En 1958, cette opération a été achevée pour les ouvriers et employés des charbonnages, de la sidérurgie et de la majorité des cimenteries et des entreprises fabriquant des articles en béton armé et en béton. Elle se poursuit pour les ouvriers et employés de l'industrie des métaux non ferreux, de l'industrie mécanique, de l'industrie chimique, des industries du pétrole et du gaz et d'une série d'entreprises d'autres branches d'industrie. Dans tous ces secteurs, la réduction de la journée de travail s'accompagne d'une remise en ordre des salaires et traitements versés aux ouvriers et employés. Le passage à la journée de travail réduite n'entraîne pas une réduction de la rémunération.

Comme les années précédentes, la population a bénéficié, aux frais de l'Etat, d'allocations et indemnités au titre des assurances sociales pour les ouvriers et employés, de pensions de sécurité sociale, d'allocations aux mères sans soutien et mères de famille nombreuse, de bourses d'études, de soins médicaux gratuits, de séjours gratuits ou à prix réduit dans les sanatoriums et maisons de repos, de l'enseignement ou de cours de perfectionnement gratuits ainsi que d'autres prestations et avantages. En outre, tous les ouvriers et employés ont bénéficié d'au moins deux semaines de congé payé, ou même davantage dans certaines professions. En exécution de la loi sur les pensions nationales, les sommes affectées par

l'Etat au paiement des pensions ont beaucoup augmenté. En 1958, les versements ont atteint 64 milliards de roubles.

En 1958, la valeur des prestations et avantages ainsi accordés à la population s'est élevée à plus de 215 milliards de roubles, contre 202 milliards en 1957.

Par suite de l'accroissement qu'ont accusé la rémunération nominale des ouvriers et employés, les revenus en espèces et en nature des travailleurs des kolkhozes et les prestations et avantages accordés par l'Etat, le revenu réel de la population s'est accru en 1958 de 5 pour 100 par travailleur.

Les achats de denrées alimentaires et d'autres articles dans les magasins d'Etat et les coopératives ont fortement augmenté.

Les ventes de certaines marchandises dans les magasins d'Etat et les coopératives ont progressé dans les proportions suivantes :

*Ventes de 1958
en pourcentage des
ventes de 1957*

Viande, charcuterie et préparations de viande	112
Préparations de poisson	108
Beurre	112
Lait et produits laitiers	116
Fromages	104
Oeufs	118
Sucre	110
Confiserie	104
Fruits	111
Lainages	111
Soieries	104
Tissus de lin	115
Vêtements et linge	108
Bonneterie	112
Bas et chaussettes	108
Chaussures en cuir	111
Meubles	125
Savon	110
Machines à coudre	120
Réfrigérateurs	116
Machines à laver	140
Motocycles	120
Récepteurs de TSF	103
Récepteurs de télévision	150
Voitures particulières	135

De nouveaux progrès ont également été enregistrés pendant l'année dans le domaine de la culture socialiste.

¹ Les textes reproduits ci-dessous ont été obligeamment fournis par la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès des Nations Unies. Traductions du Secrétariat des Nations Unies.

² Publié dans *Izvestia Sovetov deputatov troudiachebikh* S.S.R., du 16 janvier 1959.

En 1958, plus de 50 millions de personnes au total faisaient des études en URSS. Les établissements d'enseignement général, y compris les écoles réservées à la jeunesse ouvrière et paysanne et les cours d'adultes, ont compté au cours de l'année scolaire 1958/59, 880.000 élèves de plus que l'année précédente. Au cours de la même période, on a ouvert plus de 1.100 nouvelles écoles secondaires. Un million six cent mille élèves ont achevé leurs études secondaires en 1958 et reçu leur certificat de fin d'études.

Le nombre des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et des écoles secondaires spéciales (y compris les cours par correspondance) a dépassé quatre millions. Quarante-cinq pour cent des étudiants admis en automne 1958 à suivre les cours du jour dans les établissements d'enseignement supérieur avaient accompli un stage de travail pratique à la fin de leurs études secondaires.

Sans quitter leur emploi, plus de 3.600.000 personnes ont suivi les cours des établissements d'enseignement supérieur et des écoles secondaires spéciales ainsi que des établissements d'enseignement général destinés à la jeunesse ouvrière et paysanne et des écoles pour adultes ; sur ce nombre, l'effectif des étudiants et élèves dans les établissements d'enseignement supérieur et les écoles secondaires spéciales dépassait 1.700.000 personnes.

Au cours de l'année, 840.000 jeunes spécialistes sont sortis des établissements d'enseignement supérieur et des écoles secondaires spéciales, contre 770.000 en 1957. Là-dessus, on comptait plus de 350.000 ingénieurs et techniciens de l'industrie, de la construction, des transports et des télécommunications, soit 23 pour 100 de plus qu'en 1957.

Durant l'année, il a été créé dix nouveaux établissements d'enseignement supérieur, dont cinq dans les régions orientales du pays. De nouveaux instituts de recherche scientifique ont aussi été mis sur pied dans ces régions.

En 1958, le nombre des spécialistes formés dans les établissements d'enseignement supérieur et dans les écoles secondaires spéciales et occupés dans l'économie nationale a augmenté de 10 pour 100 ; à la fin de 1958, ils étaient près de 7.500.000. En 1958, le nombre total des travailleurs scientifiques dans le pays a dépassé 280.000, soit un accroissement de près de 9 pour 100 par rapport à 1957, toutefois, l'accroissement a été de 12 pour 100 pour les travailleurs des sciences techniques, physico-mathématiques et chimiques.

L'industrie cinématographique a continué de se développer. Au cours de l'année écoulée, il est sorti 131 nouveaux longs métrages, dont 108 films artistiques, 23 documentaires et films de vulgarisation scientifique et 630 courts métrages (sans compter les actualités).

A la fin de 1958, on comptait 77.000 salles de cinéma, soit 7.000 de plus que l'année précédente. Le nombre des entrées au cinéma durant l'année a dépassé 3,3 milliards, soit environ 300 millions de plus qu'en 1957.

Le tirage total des livres publiés au cours de l'année a atteint 1,1 milliard d'exemplaires ; le tirage des journaux, revues et autres périodiques s'est également accru.

En 1958, les services médicaux dont bénéficie la population se sont encore améliorés et développés. Le réseau des hôpitaux, des maternités, des dispensaires, des crèches et des jardins d'enfants s'est étendu. Le réseau d'établissements prophylactiques, de consultations pour femmes et pour enfants, de sanatoriums et d'autres services de santé s'est élargi. Par rapport à 1957, le nombre des lits d'hôpital a augmenté de plus de 90.000, celui des places dans les crèches permanentes de près de 110.000, et celui des lits dans les sanatoriums de presque 8.000. Le nombre des médecins s'est accru de 16.000.

Au cours de l'été de 1958, plus de six millions et demi d'enfants et adolescents ont séjourné dans des camps de pionniers, des sanatoriums pour enfants et des centres d'excursion et de tourisme, ou ont été en colonie de vacances avec leurs jardins d'enfants, foyers pour enfants ou crèches.

En 1958, la construction de logements a considérablement augmenté. La surface habitable des maisons achevées en 1958 (non compris les habitations construites par les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels ruraux) s'est élevée au total à près de 68 millions de mètres carrés, soit 7 millions de mètres carrés de plus que ne le prévoyait le plan.

En outre, pendant l'année écoulée, les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels ruraux ont construit plus de 700.000 maisons d'habitation.

Les investissements dans la construction d'établissements d'enseignement, d'édifices destinés à abriter des services culturels ou sanitaires et d'édifices communaux, se sont considérablement accrues en 1958. Le nombre des établissements d'enseignement général, des hôpitaux, des jardins d'enfants et des crèches mis en service a augmenté.

Durant l'année, les travaux d'urbanisme et d'aménagement des agglomérations et centres ruraux se sont poursuivis ; le réseau d'installations et entreprises communales (adduction d'eau, égouts, bains publics, buanderies) a été étendu et de nouvelles installations ont été aménagées ; les services de tramways, de trolleybus et d'autobus ont été étendus ; le nombre d'habitations dotées du chauffage central et du gaz a augmenté.

LOI SUR UNE MEILLEURE ADAPTATION DE L'ÉCOLE A LA VIE ET SUR LE DÉVELOPPEMENT ULTÉRIEUR DU SYSTÈME D'INSTRUCTION PUBLIQUE EN URSS

Adoptée par le Soviet suprême de l'URSS le 24 décembre 1958¹

(EXTRAITS)

Une véritable révolution culturelle s'est accomplie en URSS . . . Grâce à l'application constante de la politique léniniste des nationalités, tous les peuples de l'Union soviétique reçoivent un enseignement dans leur langue maternelle; l'accès à l'instruction et à la culture est largement ouvert à tous; l'enseignement septennal est universel; l'instruction secondaire, technique et supérieur s'est fortement développée; la science, la littérature et les arts font des progrès sans précédent.

L'un des principaux défauts de l'ancien régime était le fossé qui existait entre le travail manuel et le travail intellectuel. Pendant des siècles, la culture a été le fruit défendu pour des millions d'êtres humains. L'ordre ancien avait organisé l'école de telle façon qu'elle était en fait inaccessible aux grandes masses laborieuses.

Dans la société socialiste, où disparaissent progressivement les différences essentielles entre le travail manuel et le travail intellectuel, dont l'unification s'établit, la production matérielle comme l'activité intellectuelle des masses laborieuses progressent, sous tous les rapports, à pas de géant, et une perspective illimitée s'ouvre pour l'épanouissement complet de la personnalité. En régime socialiste, tout l'acquis de la culture mondiale devient l'apanage du peuple.

Au fur et à mesure de l'édification du communisme et de l'accroissement des forces productives et de la richesse publique, la journée de travail se réduira et les travailleurs auront plus de loisirs, qu'ils pourront utiliser pour élargir leur horizon et satisfaire les aspirations de l'esprit . . .

Les perspectives du développement technique et économique de l'Union soviétique exigent des qualités sans cesse accrues de tous les travailleurs de notre société, et il est maintenant indispensable que ceux-ci possèdent des connaissances variées.

L'Etat socialiste organise l'école de manière qu'elle serve le peuple, dispense le savoir aux travailleurs et contribue à développer tous les talents du peuple . . .

Dans le développement de l'Union soviétique, le prochain plan septennal sera encore marqué par un essor de la culture socialiste, un accroissement de la richesse intellectuelle de la société soviétique et une prise de conscience accrue des travailleurs — artisans du communisme. C'est pourquoi la question de l'édu-

cation communiste des travailleurs, et notamment de la jeune génération, revêt dans les conditions actuelles une importance extrême et devient le centre des préoccupations des organismes d'Etat et des organisations publiques . . .

Il faut réorganiser l'instruction publique, de façon que l'enseignement secondaire, technique et supérieur joue un rôle plus actif dans toute l'activité constructive du peuple soviétique.

L'école secondaire soviétique doit former des individus cultivés, possédant de bonnes connaissances scientifiques de base et aptes en même temps à accomplir un travail manuel méthodique; elle doit inculquer à la jeunesse le désir de servir la société et de participer activement à la création des biens indispensables à la collectivité. Il faut étendre considérablement l'enseignement secondaire, surtout en développant largement le réseau des écoles destinées à la jeunesse qui travaille pour l'économie nationale. C'est là l'une des principales conditions qui permettront de continuer à élever le niveau culturel et technique des travailleurs, accroître la productivité et édifier le communisme.

Dans tous les secteurs de l'économie nationale, le progrès technique exige que les ouvriers, dans leur grande masse, soient de plus en plus qualifiés. C'est pourquoi il importe beaucoup de développer l'instruction professionnelle et technique des jeunes et d'améliorer la formation des cadres ouvriers . . .

L'enseignement supérieur soviétique doit préparer des individus aux connaissances variées, possédant à fond leurs disciplines scientifiques et techniques. Il faut s'attacher tout particulièrement à améliorer encore la formation des spécialistes de l'industrie, de l'agriculture et de la construction. La production moderne, fondée sur les découvertes les plus récentes de la science et de la technique, exige des diplômés des établissements d'enseignement supérieur et des écoles secondaires spéciales des connaissances théoriques étendues et une bonne formation pratique.

Dans les conditions actuelles, la formation de spécialistes dans les établissements d'enseignement supérieur et les écoles secondaires spéciales au moyen de cours par correspondance et de cours du soir revêt une importance particulière; ces cours doivent être organisés de façon que les personnes exerçant une activité utile à la société puissent, si elles le désirent, en dehors des heures de travail recevoir une formation supérieure ou secondaire spéciale, ou accroître leurs qualifications.

¹ Publiée dans *Vedomosti Verkhovnogo Sovieta Sojuzna sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1959, n° 1 (933), p. 5.

... Le développement progressif des forces productives dans le processus d'édification de la société communiste, l'amélioration des rapports sociaux en régime socialiste et le nouvel essor de la démocratie soviétique créent des conditions favorables à la solution des nouveaux problèmes que posent à l'école l'éducation et la formation communistes de la jeunesse.

Le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques décide :

Chapitre I

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Article premier. La tâche principale de l'école soviétique est de préparer les élèves à la vie et à un travail utile à la société, d'élever encore le niveau de l'instruction générale et polytechnique, de former des individus cultivés, ayant de bonnes connaissances scientifiques de base, d'inculquer à la jeunesse un profond respect pour les principes de la société socialiste et de l'élever dans l'esprit du communisme.

Le principe directeur de l'instruction et de l'éducation à l'école secondaire doit être un rapport étroit entre l'enseignement et le travail, la pratique de l'édification du communisme.

Article 2. En URSS, la scolarité universelle et obligatoire sera portée de sept à huit ans.

L'école de huit ans est une école secondaire incomplète d'enseignement polytechnique et général, qui doit donner aux élèves des connaissances de base solides, générales et polytechniques, leur inculquer l'amour du travail, les préparer à exercer une activité utile à la société, et assurer leur éducation morale, physique et esthétique . . .

Article 4. Les catégories fondamentales d'établissements d'enseignement secondaire complet seront les suivantes :

a) Ecoles pour la jeunesse ouvrière et paysanne : écoles secondaires d'enseignement général du soir (cours alternés), où ceux qui ont terminé l'école de huit ans et travaillent dans l'une des branches de l'économie nationale reçoivent une formation secondaire et améliorent leurs qualifications professionnelles. La durée de l'enseignement dans ces écoles sera de trois ans.

En vue d'accorder les facilités nécessaires aux étudiants des écoles secondaires d'enseignement général du soir (cours alternés), le Conseil des ministres de l'URSS instituera pour ceux qui poursuivent leurs études avec succès sans quitter leur travail la journée ou la semaine de travail réduite ;

b) Ecoles secondaires d'enseignement général et polytechnique à l'intention des travailleurs, dispensant une formation industrielle, où ceux qui ont terminé l'école de huit ans reçoivent pendant trois ans une formation secondaire et professionnelle à un travail dans l'une des branches de l'économie ou de la culture nationale . . .

c) Ecoles techniques et autres établissements d'enseignement secondaire spéciaux, où ceux qui ont terminé l'école de huit ans reçoivent une formation secondaire générale et spéciale.

Article 5. Afin de renforcer le rôle de la société et d'aider les familles à élever leurs enfants, le réseau des internats et des écoles et groupes à journée de travail prolongée sera élargi. Les internats seront organisés sur le modèle des écoles de huit ans ou des écoles secondaires d'enseignement général et polytechnique à l'intention des travailleurs dispensant une formation industrielle.

Chapitre II

INSTRUCTION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Article 12. Les perspectives du développement technique et économique de l'Union soviétique exigent des qualifications professionnelles de plus en plus élevées des cadres ouvriers de toutes les branches de l'économie nationale. Dans ces conditions, il importe tout particulièrement de développer largement l'instruction professionnelle et technique de la jeunesse . . .

Article 13. Des établissements urbains et ruraux d'enseignement professionnel et technique seront créés pour assurer la formation professionnelle et technique des jeunes gens qui prennent un emploi dans l'industrie après avoir terminé l'école de huit ans . . .

Article 14. Les écoles de préparation industrielle, les écoles artisanales, les écoles des chemins de fer, des mines et du bâtiment et les établissements chargés de familiariser les réserves de main-d'œuvre avec la mécanisation de l'agriculture, les écoles professionnelles et techniques, les écoles d'apprentissage industriel et les autres établissements d'enseignement professionnel relevant des conseils de l'économie nationale et des ministères deviendront des écoles professionnelles et techniques du jour et du soir, soit urbaines avec un programme d'enseignement de un à trois ans, soit rurales avec un programme d'enseignement de un à deux ans . . .

Chapitre III

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL

Article 21. Dans la production industrielle et agricole, ainsi que dans les établissements culturels et éducatifs et les services de la santé publique, une place importante revient aux techniciens, directement responsables de la production, et aux autres travailleurs qui ont reçu une formation secondaire spéciale.

Les méthodes de production actuelles, fondées sur les découvertes les plus récentes de la science et de la technique, exigent des diplômés des établissements d'enseignement technique une excellente formation théorique et de bonnes connaissances pratiques.

Il faut donc perfectionner encore le système d'enseignement secondaire spécial et améliorer la forma-

tion des spécialistes de qualification moyenne, en reliant étroitement l'enseignement à un travail utile à la société et en développant considérablement les cours du soir et l'enseignement par correspondance.

Article 22. Pour suivre les cours des écoles secondaires spéciales, les futurs spécialistes devront avoir terminé l'école de huit ans, et, dans le cas de certaines spécialités, ils devront posséder une formation secondaire complète . . .

Article 23. Les élèves des écoles secondaires spéciales recevront, outre un enseignement général du niveau secondaire, la formation théorique et pratique indispensable dans leur spécialité; quant aux élèves des écoles secondaires spéciales techniques et agricoles, ils acquerront également une qualification correspondant à une catégorie dans l'une des professions correspondantes . . .

Chapitre IV

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Article 27. L'édification du communisme exige que l'enseignement supérieur corresponde plus étroitement à la vie, à la production et que le niveau de formation théorique des spécialistes soit relevé en fonction des réalisations les plus récentes de la science et de la technique . . .

Article 28. Pour être admis dans un établissement d'enseignement supérieur, le futur spécialiste devra avoir achevé ses études secondaires tout en accomplissant un travail utile à la société . . .

Article 29. Il conviendra d'améliorer et d'étendre le plus possible les cours du soir et les cours par correspondance, en renforçant les établissements d'enseignement supérieur spécialisés dans ce genre de cours, en développant les cours du soir et les cours par correspondance des établissements d'enseignement supérieur ordinaires et en organisant des cours du soir et des cours par correspondance pour la formation de spécialistes auprès des grandes entreprises industrielles et agricoles.

Article 30. Dans la formation des ingénieurs, les études et le travail productif seront combinés de telle façon que ce travail permette aux étudiants de mieux posséder leur spécialité et d'étudier systématiquement la technologie de la fabrication. Dans la majorité des établissements d'enseignement supérieur technique, la manière la plus rationnelle de combiner les études et le travail productif est d'appliquer le système des cours du soir ou des cours par correspondance pour les deux premières années.

Pour certaines spécialités, où les étudiants doivent d'abord étudier une série de disciplines théoriques complexes tout en consacrant beaucoup de temps aux travaux de laboratoire, il est opportun que pendant les deux ou trois premières années l'enseignement ne soit pas lié à un travail productif. Il faut ensuite prévoir pour les étudiants un an de travail pratique à un poste dans une usine, un laboratoire ou un bureau d'études . . .

Article 31. La formation des spécialistes agricoles aura lieu dans des instituts créés auprès des grandes fermes d'Etat et possédant d'importantes exploitations modèles où les travaux agricoles seront effectués par les étudiants . . .

Article 32. Il conviendra de développer encore l'enseignement universitaire, et notamment d'augmenter sensiblement le nombre des diplômés spécialisés dans les nouvelles branches des mathématiques, de la biologie, de la physique et de la chimie, d'intensifier la préparation théorique et pratique des étudiants et de faire participer beaucoup plus activement les universités à la solution des principaux problèmes que posent les sciences naturelles et sociales. L'admission aux universités et la manière dont les études et le travail y seront combinés devront permettre aux étudiants, tout en poursuivant leurs études, de s'entraîner à travailler dans leur spécialité, et à ceux qui se destinent aux sciences sociales (économie, philosophie, droit, etc.), d'acquérir en outre une certaine expérience d'un travail utile à la société.

Article 35. Pour la formation secondaire et supérieure des musiciens, peintres, acteurs de théâtre et autres artistes, le système des études effectuées sans interrompre le travail productif recevra une plus large application, de manière à donner aux masses ouvrières la possibilité de bénéficier de cette formation et à découvrir dans le peuple des individus doués.

Article 36. . . . Dans la formation des spécialistes de niveau universitaire, on veillera soigneusement à inculquer aux étudiants une méthode scientifique d'acquisition des connaissances, un esprit créateur dans l'assimilation des sciences, la conscience de leurs responsabilités et l'indépendance dans le travail . . .

Article 41. Le Conseil des ministres de l'URSS et les Conseils des ministres des Républiques de l'Union élaboreront et appliqueront, conformément à la présente loi, des mesures propres à développer l'instruction supérieure dans le pays, et ils prévoiront :

a) La réorganisation du réseau des établissements d'enseignement supérieur dans le pays, en vue d'augmenter leur nombre dans les nouvelles régions industrielles, d'établir une correspondance plus étroite entre ces établissements et l'industrie et d'amalgamer les établissements du même type;

b) Le développement et le renforcement des ressources matérielles et techniques des établissements d'enseignement supérieur, l'équipement des laboratoires des universités et des établissements supérieurs d'enseignement technique en machines électroniques, accélérateurs et autres appareils très récents;

c) L'octroi d'avantages supplémentaires aux élèves des classes supérieures des établissements d'enseignement supérieur et des instituts techniques qui poursuivent leurs études tout en continuant à participer à la production;

d) Le renforcement des ressources matérielles et techniques des cours du soir et des cours par correspondance de l'enseignement supérieur et secondaire

spécial, en vue d'assurer un large usage du cinéma, de la radio, de la télévision et des autres moyens modernes scientifiques et techniques.

...

Les Conseils des ministres des Républiques de l'Union soumettront à l'examen des Soviets suprêmes de ces républiques, conformément à la présente loi, des propositions tendant à mieux adapter l'école à la vie, à réaliser l'instruction universelle et obligatoire

de huit ans et à développer encore dans les républiques l'enseignement secondaire général, professionnel et technique, l'enseignement secondaire spécial et l'enseignement supérieur.

De l'avis du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'adaptation de l'école à la vie créera les conditions indispensables à une meilleure éducation de la jeune génération, qui est appelée à vivre et à travailler en régime communiste. . .

LOI PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 121 DE LA CONSTITUTION (LOI FONDAMENTALE) DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

du 25 décembre 1958¹

Etant donné l'institution de l'enseignement universel et obligatoire de huit ans et l'application de mesures tendant à mieux adapter l'école à la vie et à développer encore le système de l'instruction publique dans le pays, le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques décide de modifier en conséquence l'article 121 de la Constitution de l'URSS, qui sera ainsi conçu :

« Article 121. Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction. Ce droit est assuré par l'instruction de

huit ans générale et obligatoire, par un large développement de l'enseignement polytechnique secondaire général, de l'enseignement professionnel et technique, de l'enseignement secondaire spécial et supérieur, sur la base de l'adaptation de cet enseignement à la vie et au travail productif, par le développement général des cours du soir et des cours par correspondance, par la gratuité de toutes les formes d'enseignement, par le système des bourses d'Etat, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, et par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhozes et les kolkhozes. »

¹ Publiée dans *Vedomosti Verkhovnogo sovjeta Sojuzza sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1959, n° 1 (933), p. 17.

DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE L'URSS PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT RELATIF AUX DROITS DES CONSEILS SYNDICAUX DE FABRIQUE, D'USINE OU LOCAUX

du 15 juillet 1958¹

Compte tenu du rôle plus grand que jouent les syndicats dans l'Etat et dans la vie économique, le Soviet suprême, soucieux d'accorder plus de droits aux conseils syndicaux de fabrique, d'usine ou locaux et d'étendre leurs attributions pour ce qui est de l'amélioration des conditions de travail et du niveau de vie des ouvriers et employés, approuve le règlement relatif aux droits des conseils syndicaux de fabrique, d'usine ou locaux, présenté par le Conseil central de la Confédération des syndicats.

[Conformément au règlement, le conseil syndical de fabrique, d'usine ou local assure la représentation des ouvriers et employés de l'entreprise, établissement ou organisation, pour tout ce qui concerne leur travail, leurs conditions de vie et leur développement culturel et jouit à cet effet des droits d'une personne morale. Les conseils syndicaux de fabrique, d'usine ou locaux ont les attributions suivantes : ils participent à l'élaboration des plans de production et des plans d'investissement, ainsi que des projets de construction ou de réparation des logements et

des locaux à usage culturel et récréatif ; ils concluent des conventions collectives au nom des ouvriers et employés, et contrôlent l'exécution des mesures qui y sont prévues ; ils dirigent les conférences sur la production et les conférences techniques ; ils assurent le contrôle de l'exécution, par l'administration, de la législation du travail et des règles et normes de sécurité et d'hygiène professionnelles ; ils contrôlent l'application des inventions, perfectionnements techniques et propositions de rationalisation ; ils examinent les plaintes formulées par les ouvriers et employés contre les décisions des commissions des différends du travail ; ils assurent l'application du régime d'assurance sociale d'Etat ; ils contrôlent l'exécution des plans de construction de logements et de locaux à usage culturel ou récréatif ; ils organisent les activités tendant au développement de la culture intellectuelle, de l'éducation, de la santé, de la culture physique et des sports. L'administration ne peut ni licencier les ouvriers et employés ni exiger l'exécution de travaux supplémentaires sans l'accord du conseil syndical de fabrique, d'usine ou local.

Les traductions de ce règlement en anglais et en français ont été publiées dans la *Série législative* du Bureau international du Travail, 1958 — U.R.S.S. 3.2]

¹ Publié dans *Vedomosti Verkhovnogo sovjeta Sojuzza sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1958, n° 15 (910), p. 282.

² Résumé obligamment communiqué par la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès des Nations Unies. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

PRINCIPES DE LA LÉGISLATION SUR L'ORGANISATION JUDICIAIRE DE L'URSS ET DES RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉES ET AUTONOMES

Approuvés par le Soviet suprême de l'URSS le 25 décembre 1958¹

(EXTRAITS)

Article 2. — *Les buts de la justice*

La justice, en URSS, vise à protéger de toute atteinte :

b) Les droits politiques, le droit au travail et au logement et les autres droits et intérêts personnels et matériels des citoyens de l'URSS, garantis par la Constitution de l'URSS et par les constitutions des républiques fédérées et autonomes.

Article 5. — *Egalité des citoyens devant la loi et devant le tribunal*

La justice, en URSS, est rendue sur la base de l'égalité des citoyens devant la loi et devant le tribunal, indépendamment de leur situation sociale ou matérielle, de leur fonction, de leur appartenance nationale ou raciale ou de leur confession.

Article 7. — *Caractère électif de tous les tribunaux*

Conformément aux articles 105 à 109 de la Constitution de l'URSS, tous les tribunaux, en URSS, sont élus.

Article 8. — *Examen collégial des affaires dans tous les tribunaux*

Dans les tribunaux, les affaires sont examinées collégalement.

Tous les tribunaux de première instance sont composés d'un juge et de deux assesseurs populaires . . .

Article 9. — *Indépendance des juges, qui n'obéissent qu'à la loi*

Lorsqu'ils rendent la justice, les juges et assesseurs populaires sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi.

Article 10. — *Langue dans laquelle est menée la procédure judiciaire*

Conformément à l'article 110 de la Constitution de l'URSS, la procédure judiciaire, en URSS, se fait dans la langue de la république fédérée ou autonome ou de la région autonome et, dans les cas prévus par les constitutions des républiques fédérées et autonomes, dans la langue de l'arrondissement national ou de la majorité de la population du rayon, toute possibilité étant assurée aux personnes ne possédant pas cette langue de prendre entièrement connaissance du

dossier par l'intermédiaire d'un interprète et d'user du droit de s'exprimer devant le tribunal dans leur langue maternelle.

Article 11. — *Examen public des affaires devant tous les tribunaux*

Conformément à l'article 111 de la Constitution de l'URSS, les débats devant tous les tribunaux de l'URSS et des républiques fédérées sont publics, sauf exception prévue par la loi.

Article 12. — *Garantie à l'accusé du droit de défense*

Conformément à l'article 111 de la Constitution de l'URSS, le droit de défense est assuré à l'accusé.

Article 19. — *Mode d'élection des tribunaux populaires de rayon (urbains)*

Les juges populaires des tribunaux populaires de rayon (urbains) sont élus pour cinq ans au scrutin secret par les citoyens du rayon (de la ville) au suffrage universel, direct, sur la base de l'égalité du vote.

Les assesseurs populaires des tribunaux populaires de rayon (urbains) sont élus pour deux ans à des assemblées générales d'ouvriers, d'employés et de paysans tenues sur le lieu du travail ou du domicile, ou à des assemblées générales de militaires, organisées au sein des unités.

Les modalités des élections des juges et assesseurs populaires sont fixées par la législation des républiques fédérées².

Article 29. — *Eligibilité aux fonctions de juge ou d'assesseur populaire*

Peut être élu juge ou assesseur populaire tout citoyen de l'URSS possédant le droit de vote et ayant 25 ans révolus au jour de l'élection.

Article 30. — *Egalité des droits des assesseurs populaires et des juges dans l'exercice de la justice*

Dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, les assesseurs populaires jouissent de tous les droits d'un juge.

² La loi stipule également que les tribunaux de région, de territoire, de ville et les tribunaux de région autonome et d'arrondissement national sont élus pour cinq ans par le soviet des députés des travailleurs compétent, et que la Cour suprême de l'URSS et les cours suprêmes des républiques fédérées et autonomes sont élues pour cinq ans par le Soviet suprême de l'URSS et par les soviets suprêmes des républiques fédérées et autonomes respectivement.

¹ Publiés dans *Pedomosti Verkhovnoy ssovetskoy Soyuznyy sotsialisticheskoy respubliky*, n° 1 (933), p. 12.

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ PÉNALE A RAISON DE CRIMES D'ÉTAT

Adoptée par le Soviet suprême de l'URSS le 25 décembre 1958¹

(EXTRAITS)

Article 8. — *Propagande de guerre*

La propagande de guerre, sous quelque forme que ce soit, est punie d'une peine privative de liberté de trois à huit ans.

¹ Publiée dans *Vedomosti Verkhovnogo sovjeta Soyouza sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1959, n° 1 (933), p. 8.

Article 11. — *Violation de l'égalité de droits des nationalités ou des races*

La propagande ou l'agitation qui visent à susciter l'hostilité ou la discorde entre nationalités ou races, ainsi que la restriction directe ou indirecte des droits des citoyens, ou l'attribution à des citoyens d'avantages directs ou indirects, en raison de leur race ou de leur nationalité, sont punies d'une peine privative de liberté de six mois à trois ans, ou d'une assignation à résidence pour une durée de deux à cinq ans.

LOI PORTANT ABOLITION DE LA PRIVATION DES DROITS ÉLECTORAUX PAR LES TRIBUNAUX

du 25 décembre 1958¹

Jugeant inutile de maintenir la privation des droits électoraux comme peine criminelle, le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques décide :

Article 1. La privation des droits électoraux par les tribunaux en tant que peine criminelle est abolie.

Quiconque a été condamné par les tribunaux à la privation de ses droits électoraux cesse de subir cette peine.

Article 2. L'article 135 de la Constitution de l'URSS est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 135. Les élections des députés se font au

suffrage universel ; tous les citoyens de l'URSS âgés de 18 ans révolus, indépendamment de la race et de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur sexe, de leur religion, de leur degré d'instruction, des conditions de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés, à l'exception des personnes reconnues aliénées dans les conditions prévues par la loi.

« Tout citoyen de l'URSS âgé de 23 ans révolus peut être élu député au Soviet suprême de l'URSS, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle il appartient, de son sexe, de sa religion, de son degré d'instruction, des conditions de résidence, de son origine sociale, de sa situation matérielle et de son activité passée. »

¹ Publiée dans *Vedomosti Verkhovnogo sovjeta Soyouza sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1959, n° 1 (933), p. 7.

PRINCIPES DE LA LÉGISLATION PÉNALE DE L'URSS
ET DES RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉESApprouvés par le Soviet suprême de l'URSS le 25 décembre 1958¹

(EXTRAITS)

Article 1. — *Buts de la législation pénale soviétique*

La législation pénale de l'URSS et des républiques fédérées a pour objet de préserver des atteintes délictueuses . . . la personne et les droits des citoyens.

A cet effet, la législation pénale de l'URSS et des républiques fédérées détermine quels actes socialement dangereux sont délictueux et fixe les peines applicables aux personnes ayant commis des délits.

¹ Publiés dans *Vedomosti Verkhovnogo sovjeta Soyouza sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1959, n° 1 (933), p. 6.

Article 3. — *Principes de responsabilité pénale*

N'est pénalement responsable et punissable que la personne coupable d'avoir commis un délit, c'est-à-dire la personne qui a commis intentionnellement ou par imprudence un acte socialement dangereux visé par la loi pénale.

Un châtement pénal ne peut être infligé que par jugement d'un tribunal.

Article 6. — *Action de la loi pénale dans le temps*

Le caractère délictueux et la punissabilité d'un acte

sont déterminés par la loi en vigueur au moment où il a été commis.

Une loi écartant la punissabilité d'un acte ou atténuant la peine a un effet rétroactif, c'est-à-dire s'étend également aux actes commis avant sa promulgation.

Une loi instituant la punissabilité d'un acte ou augmentant la peine n'a pas d'effet rétroactif.

Article 7. — *Notion de délit*

Est considéré comme délit l'acte socialement dangereux (par action ou omission) visé par la loi pénale, portant atteinte . . . à la personne ou aux droits politiques, aux droits du travail, de propriété et aux autres droits des citoyens.

Article 10. — *Responsabilité des mineurs*

Sont pénalement responsables les mineurs qui ont 16 ans révolus au moment de commettre un délit¹.

Les mineurs de 14² à 16 ans qui ont commis un délit ne sont pénalement responsables que pour meurtre, blessures volontaires ayant occasionné un dérèglement de la santé, viol, attaque à main armée, vol, banditisme, destruction ou détérioration volontaire de biens d'Etat, de biens publics ou privés ayant eu des conséquences graves, ainsi que pour des actes commis intentionnellement qui peuvent provoquer le déraillement d'un train.

Si le tribunal estime qu'un mineur de moins de 18 ans coupable d'un délit ne présentant pas un grand danger social peut s'amender sans subir un châtiment pénal, il peut lui infliger des mesures de contrainte de caractère éducatif qui ne constituent pas un châtiment pénal.

La nature des mesures de contrainte de caractère éducatif et leurs modalités d'application sont fixées par la législation des républiques fédérées.

Article 20. — *Buts de la peine*

La peine n'est pas seulement un châtiment pour le délit commis; elle vise aussi à amender les condamnés et à les rééduquer dans un esprit d'honnêteté à l'égard du travail, de stricte obéissance aux lois et de respect pour les règles de collectivité socialiste, ainsi qu'à prévenir tout nouveau délit de la part du condamné ou d'autres personnes.

La peine n'a pas pour but d'infliger des souffrances physiques ou de porter atteinte à la dignité humaine.

Article 35. — *Fixation de la peine dans le cas de plusieurs délits*

Si une personne est reconnue coupable d'avoir commis deux ou plusieurs délits prévus par différents

articles de la législation pénale, et si elle n'a encore été condamnée pour aucun d'eux, le tribunal, après avoir fixé une peine séparément pour chaque délit, détermine finalement la peine pour l'ensemble des délits en prononçant soit la confusion, soit le cumul total ou partiel des peines dans les limites établies par l'article de loi prévoyant la peine la plus forte³.

Article 44. — *Libération conditionnelle et remplacement de la peine par une peine plus légère*

Si le condamné à la privation de liberté, à des travaux correctifs, à l'assignation à résidence, à l'interdiction de séjour ou à l'envoi en bataillon disciplinaire⁴, par sa conduite exemplaire et son comportement honorable au travail, a prouvé qu'il s'est amendé, le tribunal peut, lorsque ce condamné aura purgé effectivement la moitié au moins de sa peine, décider sa libération conditionnelle ou le remplacement de la peine restant à purger par une peine plus légère. En outre, le condamné peut être exempté des peines complémentaires telles qu'assignation à résidence, interdiction de séjour, interdiction d'exercer certaines fonctions ou une certaine activité.

La libération conditionnelle et le remplacement de la peine restant à purger par une peine plus légère peuvent être appliqués, lorsque la législation des républiques fédérées le prévoit, aux personnes condamnées pour des crimes d'Etat particulièrement graves et d'autres délits graves, après qu'elles auront purgé effectivement les deux tiers au moins de leur peine.

Article 45. — *Remise de peine et remplacement de la peine par une peine plus légère dans le cas des personnes ayant commis un délit avant l'âge de 18 ans*

Si une personne condamnée à la privation de liberté ou à des travaux correctifs pour un délit commis avant 18 ans a prouvé, par sa conduite exemplaire ou son comportement honorable au travail ou à l'apprentissage, qu'elle s'est amendée, le tribunal pourra la faire bénéficier, après qu'elle aura effectivement purgé un tiers au moins de la durée de sa peine :

- 1) D'une remise conditionnelle de peine, lorsque, au moment de la remise de peine, le condamné a atteint l'âge de 18 ans, ou
- 2) D'une remise de peine, lorsque, au moment de la remise de peine, le condamné n'a pas atteint 18 ans, ou
- 3) D'un remplacement de la peine par une peine plus légère.

³ Il convient de relever que la loi en vigueur a ramené de vingt-cinq à dix ans la durée maximale de la privation de liberté, et ne prévoit un maximum de quinze ans que pour les délits particulièrement graves. En outre, la loi stipule expressément que «une personne qui n'avait pas 18 ans révolus lorsque le délit a été commis ne peut être condamnée à une peine privative de liberté de plus de dix ans» (article 23).

⁴ L'envoi en bataillon disciplinaire n'est applicable, en tant que peine criminelle, qu'aux militaires d'active.

¹ Selon la législation précédemment en vigueur, l'âge minimum de la responsabilité pénale était de 14 ans.

² Selon la législation précédemment en vigueur, la responsabilité pouvait commencer à 12 ans.

PRINCIPES DE PROCÉDURE PÉNALE DE L'URSS ET DES RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉES

Approuvés par le Soviet suprême de l'URSS le 25 décembre 1958¹

(EXTRAITS)

Article 2. — *Les buts de la procédure pénale*

La procédure pénale soviétique vise à découvrir rapidement et complètement les délits, à dévoiler les coupables et à garantir une application exacte de la loi, afin que tout individu qui a commis un délit subisse une juste peine et qu'aucun innocent ne soit poursuivi et condamné.

La procédure pénale doit contribuer à renforcer la légalité socialiste, à prévenir et à éliminer le crime, à éduquer les citoyens dans un esprit de stricte obéissance aux lois soviétiques et de respect pour les règles de la collectivité socialiste.

Article 4. — *Inadmissibilité de l'inculpation autrement que sur les bases et dans les formes fixées par la loi*

Nul ne peut être inculqué autrement que sur les bases et dans les formes fixées par la loi.

Article 6. — *Intangibilité de la personne*

Nul ne peut être arrêté autrement que sur décision du tribunal ou avec l'approbation du procureur.

Le procureur est tenu de faire libérer immédiatement tout individu illégalement privé de liberté ou détenu au-delà du délai prévu par la loi ou par un jugement du tribunal.

Article 7. — *Exercice de la justice par le seul tribunal*

La justice, en matière pénale, n'est exercée que par les tribunaux. Nul ne peut être reconnu coupable d'un délit et subir un châtiment pénal autrement que par un jugement des tribunaux.

Article 8. — *Exercice de la justice sur la base de l'égalité des citoyens devant la loi et le tribunal*

La justice, en matière pénale, est rendue sur la base de l'égalité de tous les citoyens devant la loi et le tribunal, indépendamment de leur situation sociale ou matérielle, de leur fonction, de leur appartenance nationale ou raciale ou de leur confession.

Article 9. — *Participation des assesseurs populaires et collégialité dans l'examen des affaires*

Les affaires pénales sont, devant tous les tribunaux, examinées par des juges et des assesseurs populaires élus dans les formes fixées par la loi.

Tous les tribunaux qui connaissent des affaires pénales en première instance sont composés d'un juge et de deux assesseurs populaires.

A l'audience, les assesseurs populaires ont les mêmes droits que le président pour statuer sur toutes les questions que soulèvent l'examen de l'affaire et le prononcé du jugement.

En cassation, les affaires sont examinées par des tribunaux composés de trois membres; lorsqu'elles donnent lieu à contrôle judiciaire, le tribunal comprend au moins trois membres.

Article 10. — *Indépendance des juges, qui n'obéissent qu'à la loi*

Lorsqu'ils rendent la justice en matière pénale, les juges et les assesseurs populaires sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi. Ils jugent les affaires pénales en se fondant sur la loi, selon leur conscience de la justice socialiste et sans subir aucune influence extérieure.

Article 11. — *Langue dans laquelle est menée la procédure*

La procédure pénale se fait dans la langue de la république fédérée ou fédérale ou de la région autonome et, dans les cas prévus par les constitutions des républiques fédérées ou autonomes, dans la langue de l'arrondissement national ou de la majorité de la population locale.

Le droit de faire des déclarations, de témoigner, de s'adresser oralement au tribunal et de déposer des requêtes dans leur langue maternelle, et de disposer des services d'un interprète dans les conditions fixées par la loi, est garanti aux personnes qui participent à l'affaire mais ne parlent pas la langue dans laquelle se fait la procédure.

Les pièces de l'instruction et les documents d'audience sont, dans les conditions prévues par la loi, communiqués à l'inculqué après avoir été traduits dans sa langue maternelle ou dans une autre langue qu'il connaît.

Article 12. — *Publicité des débats judiciaires*

Les débats sont publics devant tous les tribunaux, à l'exclusion des cas où cela compromettrait la conservation d'un secret d'Etat.

Cependant, les débats à huis clos sont autorisés par décision motivée du tribunal dans les affaires concernant des délits commis par des mineurs de moins de 16 ans, dans les affaires de mœurs, ainsi que dans d'autres cas, lorsqu'il s'agit de protéger de la publicité la vie privée des personnes qui participent à l'affaire.

Dans tous les cas, les jugements des tribunaux sont prononcés publiquement.

¹ Publiés dans *Vedomosti Verkhovnogo soveta Soyuza sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*, 1959, n° 1 (1953), p. 12.

Article 13. — Garantie à l'inculpé du droit à la défense

L'accusé a droit à la défense.

Le juge d'instruction, le procureur et le tribunal sont tenus d'assurer à l'accusé la possibilité de se défendre par les procédés et moyens prévus par la loi contre l'inculpation qui lui est notifiée, et de garantir la sauvegarde de ses droits personnels et matériels.

Article 14. — Examen détaillé, complet et objectif des circonstances de l'affaire

Le tribunal, le procureur, l'agent instructeur et la personne qui effectue l'enquête sont tenus de prendre toutes les mesures prévues par la loi pour examiner en détail, complètement et objectivement les faits de la cause et de mettre en évidence les circonstances de nature à incriminer ou à disculper l'inculpé, ainsi que les circonstances aggravantes ou atténuantes.

Le tribunal, le procureur, l'agent instructeur et la personne qui effectue l'enquête n'ont pas le droit de rejeter la charge de la preuve sur l'inculpé.

Il est interdit d'obtenir des dépositions du prévenu par la violence, les menaces et autres moyens illégaux.

Article 20. — Surveillance de la procédure pénale par le procureur

En matière de procédure pénale, le Procureur général de l'URSS, directement et par l'intermédiaire des procureurs qui lui sont subordonnés, exerce une surveillance sur la stricte exécution des lois de l'URSS et des républiques fédérées et autonomes. Le procureur est tenu, à tous les stades de la procédure pénale, de prendre en temps opportun les mesures prévues par la loi pour éviter toute transgression de la loi, quel qu'en soit l'auteur.

En matière pénale, le procureur exerce ses pouvoirs indépendamment de tout organe ou fonctionnaire; il n'obéit qu'à la loi et se conforme aux indications du Procureur général de l'URSS.

Les décisions du procureur, prises conformément à la loi, doivent être obligatoirement exécutées par tous les services, entreprises, organisations, fonctionnaires et citoyens.

Article 21. — Droits de l'inculpé

L'inculpé a le droit de savoir de quoi il est inculpé et de donner des explications sur l'inculpation qui lui est notifiée; de fournir des preuves, de présenter des requêtes; de prendre connaissance, à l'achèvement de l'instruction préalable, de tous les éléments du dossier; d'avoir un défenseur; de participer aux débats judiciaires devant le tribunal de première instance; d'exercer des récusations, de se pourvoir contre les actes et les décisions de l'agent instructeur, du procureur et du tribunal.

Le prévenu a le droit d'avoir le dernier mot.

Article 22. — Participation du défenseur à la procédure pénale

Le défenseur est autorisé à prendre part à l'affaire à partir du moment où la clôture est notifiée à l'in-

culpé et où tout le dossier de l'instruction préalable de l'affaire lui est communiqué pour qu'il en prenne connaissance.

Dans les affaires des délits commis par des mineurs, ainsi que des personnes qui, en raison de leurs déficiences physiques ou mentales, ne peuvent exercer elles-mêmes leur droit à la défense, le défenseur est admis à prendre part à l'affaire à partir du moment de la notification de l'inculpation.

Sont admis en qualité de défenseur: les avocats, les représentants des syndicats et autres organisations sociales et les autres personnes à qui ce droit est dévolu par la législation des républiques fédérées.

Le défenseur peut être commis d'office dans les cas fixés par la législation des républiques fédérées.

Article 27. — Obligation d'expliquer leurs droits aux parties et d'en assurer l'exercice

Le tribunal, le procureur, l'agent instructeur et la personne qui effectue l'enquête sont tenus d'expliquer leurs droits aux personnes qui prennent part à l'affaire et de leur assurer la possibilité de les exercer.

Article 31. — Contrôle de l'exécution des lois lors de l'enquête et de l'instruction préalable

Le contrôle de l'exécution des lois lors de l'enquête et de l'instruction préalable est effectué par le procureur, conformément au Règlement sur le contrôle du procureur en URSS.

Les indications du procureur sont communiquées par écrit et sont obligatoires pour l'agent instructeur et pour la personne qui effectue l'enquête.

Article 38. — Egalité des droits des participants aux débats

L'accusateur, le prévenu, le défenseur, la victime ainsi que la partie civile, la personne civilement responsable et leurs représentants aux débats judiciaires jouissent des mêmes droits pour présenter des preuves, prendre part à l'examen des preuves et déposer des requêtes.

Article 44. — Droit de recours en cassation et d'opposition contre les jugements

Le prévenu, son défenseur et son représentant légal, ainsi que la victime, ont le droit de se pourvoir en cassation contre les jugements du tribunal.

Le procureur est tenu de se pourvoir en cassation contre tout jugement illégal ou mal fondé.

Article 46. — Inadmissibilité, en cassation, d'une aggravation de la peine infligée au condamné ou de l'application à ce dernier d'une loi concernant un délit plus grave

En cassation, le tribunal peut alléger la peine prononcée par le tribunal de première instance ou appliquer une loi concernant un délit moins grave, mais il n'a pas le droit d'aggraver la peine, ni d'appliquer une loi concernant un délit plus grave.

UNION SUD-AFRICAINE

NOTE¹

1. La loi de 1958 modifiant la loi sur la procédure pénale (loi n° 9 de 1958, sanctionnée le 14 février 1958) a apporté à l'article 109 de la loi de 1955 sur la procédure pénale² le changement ci-après : au paragraphe 2 (deuxième phrase) dudit article, les mots «ou un acte de sédition» ont été remplacés par «un acte de sédition, un vol qualifié ou toute infraction qui constitue une violation de domicile à des fins délictueuses, soit au regard de la *common law*, soit au regard de la loi».

2. La loi de 1958 modifiant la loi sur les tribunaux criminels spéciaux (loi n° 18 de 1958, sanctionnée le 12 juillet 1958) a apporté à l'article 112 de la loi de 1955 sur la procédure pénale³, amendée par la loi de

1956 modifiant la loi générale⁴, le changement ci-après qui a pris effet au 1^{er} juillet 1958 : au premier paragraphe dudit article, les mots «si l'accusé était jugé par un jury, la justice risquerait de n'être pas rendue» ont été remplacés par les mots «dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, la cause doit être jugée par un tribunal criminel spécial».

3. La loi de 1958 modifiant la loi électorale (loi n° 30 de 1958, sanctionnée le 11 septembre 1958) a notamment apporté à la loi de 1946 unifiant les dispositions électorales — telle qu'elle avait déjà été amendée — le changement ci-après : à l'article 3⁵, l'âge que doit avoir atteint tout Blanc, ressortissant de l'Union et ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité visés dans ladite loi, pour avoir le droit d'être inscrit comme électeur aux élections des membres de l'Assemblée (*House of Assembly*) et des conseils provinciaux a été ramené de 21 à 18 ans.

¹ Les textes législatifs dont il est question dans la présente note figurent dans les *Statutes of the Union of South Africa 1958*, publiés par les soins du Gouvernement de l'Union. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 259.

³ Voir *ibid.*, p. 259-260.

⁴ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 262.

⁵ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 461.

VENEZUELA

DÉCRET N° 234, DU 23 MAI 1958, PROMULGUANT LA LOI ÉLECTORALE¹

Chapitre premier

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Article premier. La présente loi régit les opérations électorales qui sont organisées dans la République au suffrage universel, direct et secret.

Article 2. Les élections du Président de la République, des députés au Congrès national, des députés aux assemblées législatives des Etats et des membres des conseils municipaux ont lieu conformément à la présente loi.

L'élection des sénateurs que la Constitution confie aux assemblées législatives des Etats aura lieu conformément à la présente loi afin d'assurer l'uniformité du prochain Congrès national.

Article 3. Ont le droit et le devoir de se faire inscrire sur les listes électorales et de voter, tous les Vénézuéliens, hommes et femmes, majeurs de 18 ans, qui n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive et sans recours à la mort civile ou à une peine portant déchéance des droits politiques.

Paragraphe unique. Les membres des forces armées nationales n'exercent pas le droit de suffrage pendant la durée de leur service actif.

Article 4. Est mis en vigueur le principe de la représentation proportionnelle des minorités.

Chapitre II

DES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Article 8. Les conditions d'éligibilité aux fonctions de Président de la République, de sénateur ou de député au Congrès sont celles prescrites par la Constitution nationale.

Article 9. Les conditions d'éligibilité aux fonctions de député aux assemblées législatives des Etats ou de membre des conseils municipaux sont celles prescrites respectivement par les constitutions des Etats ou les lois organiques sur les autorités municipales.

Article 10. Ne peuvent être candidats aux fonctions de sénateur ou de député au Congrès national :

1) Le Président de la République ou celui qui en remplit l'office ;

2) Quiconque, lors de la présentation de sa candidature, occupe ou exerce les fonctions de ministre

du Pouvoir exécutif, de secrétaire du Président de la République, de membre des Cours fédérale ou de cassation, de procureur général de la Nation, de contrôleur général ou contrôleur général adjoint de la Nation, de gouverneur ou de secrétaire général du gouvernement ;

3) Quiconque, lors de la présentation de sa candidature, occupe ou exerce les fonctions de directeur ou d'administrateur d'une institution autonome ;

4) Quiconque, lors de la présentation de sa candidature, exerce toutes autres fonctions publiques rétribuées, sauf si elles ont un caractère accidentel électoral, académique ou si elles concernent l'enseignement ou l'assistance.

...

Chapitre IV

DES ORGANES ÉLECTORAUX

...

Section 6 — Des bureaux de vote

...

Article 45. Chaque bureau de vote a les attributions suivantes :

...

9. Veiller particulièrement au secret du vote et assurer le maintien de l'ordre dans le lieu de vote ;

...

Chapitre VI

DES ÉLECTIONS

...

Section 2 — Candidature à la Présidence de la République

...

Article 69. Peuvent présenter des candidats à la Présidence de la République les organisations ou partis politiques constitués dans sept (7) circonscriptions électorales au moins.

Peuvent aussi faire cette présentation des groupes d'électeurs majeurs de vingt et un ans (21) sachant lire et écrire et qui sont dûment inscrits dans sept (7) circonscriptions au moins, à condition, toutefois, de compter chacun deux cents (200) électeurs au moins.

Paragraphe unique. Sont considérés comme organisations ou partis politiques légalement constitués, tous ceux qui ont cette qualité conformément à la loi pertinente ou qui l'ont eu antérieurement conformément aux règles légales en vigueur au moment de leur constitution.

...

¹ Texte espagnol dans *Gaceta Oficial*, année LXXXVI, n° 562, *Extraordinario*, 24 mai 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Section 3. — *De la présentation des candidats aux fonctions de sénateur et de député au Congrès national, de député aux Assemblées législatives des Etats et de membres des conseils municipaux*

Article 73. Peuvent présenter des candidats aux fonctions de député et de sénateur au Congrès national et de député aux assemblées législatives dans les Etats, les organisations ou partis politiques constitués ou cinq (5) citoyens majeurs de vingt et un (21) ans, sachant lire et écrire et représentant cent (100) électeurs au moins inscrits dans la circonscription correspondante et remplissant ces mêmes conditions.

Section 5. — *Du scrutin*

Article 98. Le jour de vote, les spectacles publics ne sont pas autorisés et les débits de boissons alcooliques demeurent fermés.

Chapitre X

DE LA PROPAGANDE ÉLECTORALE

Article 123. Les organisations politiques dûment constituées de même que les citoyens peuvent se livrer à toute espèce de propagande électorale orale ou écrite, par la voie de la presse, de la radio, de la télévision, et au moyen d'affiches, d'avis, d'imprimés de tout genre, ainsi qu'en recourant, d'une façon générale, à tout moyen licite destiné à inciter les électeurs à se faire inscrire sur les listes électorales ou à accomplir leur devoir électoral ou à voter en faveur de certains candidats.

Article 124. Est interdite la propagande anonyme et celle qui vise à provoquer l'abstention électorale ou qui attente à la dignité humaine ou au respect de la loi.

Article 125. Les propriétaires et directeurs d'imprimeries, de journaux, de stations de radiodiffusion, de salles de cinéma et de tous autres organes ou entreprises de publicité ne sont pas responsables de la propagande électorale qui s'effectue sous la signature et la responsabilité des organisations ou des citoyens intéressés.

Article 126. La propagande au moyen de haut-parleurs placés sur des véhicules en circulation dans les rues ou les voies de passage peut s'effectuer dans les conditions d'égalité pour tous les participants aux opérations électorales, fixées par le Conseil électoral suprême et doit se limiter à inciter les citoyens à accomplir leur devoir électoral, à la lecture des listes des candidats présentés et des points essentiels de leur programme, à l'invitation d'assister à des manifestations de propagande électorale ou à quelque autre avis de ce genre.

Article 127. Il est interdit d'apposer des affiches, dessins ou autres moyens de propagande analogues sur les édifices et monuments publics, les lieux de culte, les arbres des jardins publics urbains, de même que sur les maisons et édifices privés contre le gré

de leurs occupants. Font exception les convocations, affiches ou listes d'électeurs inscrits, que les organes électoraux feront apposer en vertu de la disposition de la présente loi à l'effet d'assurer une participation plus complète aux opérations électorales.

Paragraphe 1. Nul ne peut s'opposer à ce que des affiches ou des banderoles de propagande soient placées dans les lieux publics lorsqu'elles ne gênent pas la circulation des personnes et des véhicules et qu'elles ne font pas obstacle au droit légitime d'autrui d'user de moyens de ce genre.

Paragraphe 2. Les juntas électorales municipales et les juntas électorales de district dans les chefs-lieux de district ou de département s'efforceront en outre de fixer les emplacements et de faire apposer les affiches qui sont destinées à la propagande de divers participants aux opérations électorales, de telle façon que nul ne jouisse d'un traitement privilégié.

Paragraphe 3. Chaque junta électorale municipale est compétente pour régler rapidement et suivant une procédure sommaire les conflits qui peuvent surgir entre les divers organisations ou groupes en vertu de l'exercice des droits visés au présent article. L'appel de leurs décisions peut être porté devant la junta électorale de district.

Article 128. Les organisateurs des réunions publiques de propagande électorale et des manifestations et défilés en aviseront les autorités civiles de la localité quarante-huit (48) heures au moins à l'avance. Les autorités civiles ne peuvent interdire ces manifestations que pour des motifs fondés sur l'ordre public, l'intérêt de la liberté de la circulation ou d'autres droits des citoyens au cas où la manifestation risque d'y porter atteinte; les autorités civiles indiqueront d'une façon générale les lieux et emplacements destinés à cet effet afin que les groupes et organisations participant aux opérations électorales puissent en jouir dans des conditions d'égalité, dans l'ordre où ils en ont fait la demande, étant entendu, toutefois, que l'exercice de ce droit par une ou plusieurs personnes n'implique pas son refus à d'autres.

Paragraphe 1. En cas de refus de la part des autorités locales, un recours peut être formé devant le Gouverneur de l'Etat, du territoire ou du district fédéral. Les organes électoraux doivent transmettre aux autorités d'office ou à la demande d'une partie, la reconsidération des mesures prises en violation du présent article et dans tous les autres cas d'entrave à l'exercice des droits visés au présent chapitre. En l'absence de réponse, un recours peut être formé devant le Conseil électoral suprême l'invitant à déposer une plainte devant le Ministre de l'intérieur.

Paragraphe 2. Pour les réunions tenues dans des locaux qui sont utilisés comme sièges d'organisations et de groupes politiques, aucune notification ni autorisation n'est nécessaire.

Article 129. Toute propagande électorale cessera trente (30) heures avant l'heure d'ouverture du scrutin. N'est pas autorisée la remise individuelle

d'insignes et de listes de candidats à une distance de moins de cent (100) mètres des lieux de vote.

A l'intérieur des locaux où fonctionnent des organes électoraux, ne doit être apposé ni conservé aucune espèce de propagande non plus qu'aucune affiche, aucun portrait ni matériel de ce genre concernant les candidats.

Article 130. Les publications, émissions radio-phoniques et autres moyens officiels de culture et de propagande ne pourront servir à aucune espèce de propagande électorale sauf celle que font les organes électoraux en vue d'obtenir la plus grande participation au scrutin et de mieux informer les citoyens sans favoriser aucun candidat ou groupe déterminé.

Chapitre II

DES INFRACTIONS ET DES PEINES

Article 142. Ceux qui, le jour réservé au scrutin, organisent des spectacles, des réunions ou des manifestations publiques, distribuent des boissons alcooliques ou se livrent à des actes susceptibles d'entraver le déroulement normal du scrutin, seront punis d'une amende de 100 à 300 bolivars ou d'un emprisonnement équivalent.

Article 143. Ceux qui contraignent d'une manière quelconque les travailleurs ou fonctionnaires sous leurs ordres à s'affilier à une organisation politique déterminée ou à voter ou ne pas voter pour une certaine liste ou un certain candidat seront punis d'une amende de 500 à 2.500 bolivars ou d'un emprisonnement équivalent. Si le coupable est un fonctionnaire public, il encourt en outre la peine de la destitution de son emploi et il ne pourra être nommé à aucune autre fonction publique pendant six mois à compter de la date de la condamnation.

Article 144. Ceux qui participent à des actes interdits aux termes de l'article 142 seront punis d'une amende de 25 à 100 bolivars ou d'un emprisonnement équivalent.

Article 145. Ceux qui endommagent ou détruisent indûment du matériel de propagande électorale seront punis d'une amende de 50 à 150 bolivars ou d'un emprisonnement équivalent.

Article 155. Pendant la période d'inscription et pendant les deux mois qui suivent le jour du scrutin, les citoyens tenus de s'inscrire et de voter doivent présenter leur carte électorale dans les cas suivants :

1) Pour exercer ou continuer à exercer un emploi public ;

2) Pour conclure en leur nom propre ou pour le compte de tiers des contrats de toute espèce avec la Nation, les Etats, les municipalités, les instituts autonomes et autres entités publiques sauf s'il s'agit de crédits à de petits agriculteurs ou de remise de terres à ceux-ci ;

3) Pour prêter leurs services à l'exécution de travaux publics ou pour exercer toute activité rétribuée dans des instituts autonomes et autres entités publiques ou au service d'entrepreneurs de travaux ou de services publics sauf le cas où ces services sont prêtés en qualité d'ouvriers ;

4) Pour se faire immatriculer dans les universités et recevoir des diplômes académiques ou des titres professionnels ;

5) Pour obtenir des marques de fabrique, de commerce ou d'agriculture, des brevets d'invention ou des autorisations municipales ou de police.

Paragraphe 1. Ne sont pas soumis aux sanctions prévues au présent article, les mineurs de moins de 21 ans ou, les majeurs de plus de 65 ans ni ceux qui n'ont pu se faire inscrire sur le registre électoral par suite d'un empêchement pleinement justifié devant le juge de la localité.

Le juge examine les justifications produites, procède d'office à une enquête sur leur valeur et rend sa décision dans les huit jours qui suivent la date de la demande.

Paragraphe 2. A partir du jour du scrutin, la carte électorale doit, en outre, contenir aux fins du présent article la mention que l'électeur a voté.

Article 156. Durant les trente (30) jours qui suivent l'expiration du délai d'inscription et pendant un délai égal après le scrutin, le Vénézuélien majeur de 21 ans et de moins de 65 ans qui ne présente pas sa carte électorale ou la preuve qu'il a voté ne peut sortir du territoire national.

Sont exempts de l'interdiction prévue au présent article les ouvriers qui doivent sortir du pays en exécution de contrats de travail ainsi que ceux qui justifient de l'impossibilité de s'être fait inscrire ou d'avoir voté. Ces vérifications doivent être faites devant un juge de la localité. Sont, de même, exclus de l'interdiction, ceux qui doivent se déplacer d'urgence pour raisons de santé, auquel cas la vérification a lieu devant l'autorité qui délivre le permis de sortie.

Article 157. Les électeurs qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas voté encourrent en outre une amende de cinq pour cent (5%) de l'impôt sur le revenu qu'ils ont dû payer au cours de l'exercice précédent.

Article 158. La sanction prévue au présent chapitre ne s'applique pas à quiconque fait la preuve devant le juge qu'il appartient à l'une des catégories suivantes :

1) Les majeurs de plus de 65 ans ou les mineurs de moins de 21 ans ;

2) Ceux qui ont été présentés comme candidats dans les formes prévues dans une circonscription électorale distincte de celle où ils devaient voter ;

3) Ceux qui, pendant le scrutin, se trouvaient à une distance de plus de soixante (60) kilomètres du

lieu où ils devaient voter pour l'un des motifs suivants :

- a) Changement de résidence depuis l'expiration de la période d'inscription ;
 - b) Exercice d'obligations inhérentes à une fonction publique ;
 - c) Autres motifs graves laissés à l'appréciation du juge ;
- 4) Ceux qui n'ont pu participer au vote par suite d'une maladie qui les en a empêchés ou d'un autre cas de force majeure ;

5) Ceux qui ont achevé leur service militaire après la clôture de l'inscription sur les listes électorales.

. . .

DISPOSITIONS FINALES

. . .

Article 165. Sont déclarés sans effet le Statut électoral du 18 avril 1951¹ et les inscriptions et cartes électorales du recensement précédent ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi.

. . .

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 461.

YUGOSLAVIE

LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME EN YUGOSLAVIE DE 1956 A 1958¹

I. 1956

A. RELATIONS DU TRAVAIL

1. *Règlement concernant l'Inspection fédérale du travail* (7 février 1956; *Službeni list FNRJ*, n° 6/56)

L'Inspection fédérale du travail est un organe fédéral autonome qui a pour fonctions principales de veiller à l'exécution des dispositions fédérales et des mesures prises par des organes fédéraux touchant la réglementation des relations ouvrières et des conditions de travail, de contrôler l'activité des organes d'inspection des Républiques et de publier des rapports annuels et d'autres documents.

L'Inspection fédérale du travail utilise les services d'inspecteurs et d'experts. L'inspecteur principal relève du Conseil du gouvernement fédéral, qui l'a nommé, et dirige les travaux de l'Inspection fédérale du travail.

2. *Règlement modifiant et complétant le règlement concernant la sécurité matérielle et autres droits des ouvriers et employés temporairement en chômage* (4 janvier 1956; *Službeni list FNRJ*, n° 1/56)

Les entreprises industrielles et commerciales, institutions, organismes d'Etat, coopératives, employeurs et organisations coopératives et sociales sont tous tenus, sous peine de sanctions administratives et pénales, de notifier au bureau de placement compétent tous les préavis de licenciement et toutes les vacances. Toute personne temporairement en chômage a droit à la sécurité matérielle pour autant qu'avant l'expiration du délai de préavis, elle ait travaillé pendant douze mois de façon ininterrompue ou pendant dix-huit mois non consécutifs au cours d'une période de deux ans.

3. *Directive générale modifiant et complétant la directive générale sur l'exécution du règlement concernant la sécurité matérielle et autres droits des ouvriers et employés temporairement en chômage* (25 janvier 1956; *Službeni list FNRJ*, n° 5/56)

Toute personne se trouvant en chômage et répondant aux conditions requises pour l'octroi de presta-

tions au titre de la sécurité matérielle a droit à l'assurance-chômage pour autant qu'elle en ait fait la demande dans les délais prévus, jusqu'au moment où elle trouve un nouvel emploi. Ce nouvel emploi ne doit pas nécessairement correspondre en tous points aux capacités et à la formation professionnelles de l'intéressé, mais il doit convenir à ses aptitudes physiques et à son état de santé.

4. *Règlement concernant la rémunération des ouvriers et employés des entreprises industrielles et commerciales* (9 mars 1956; *Službeni list FNRJ*, n° 11/56)

La rémunération des ouvriers et employés des entreprises industrielles et commerciales est fixée sur la base des barèmes qui figurent dans les règlements sur l'échelle des salaires. Elle dépend du rendement des travailleurs et des résultats obtenus par l'entreprise.

Les entreprises sont tenues d'affecter une partie des fonds réservés aux salaires, après paiement de ceux-ci, à des primes versées aux travailleurs occupant les postes dont dépend le succès de l'entreprise et à des primes destinées à récompenser l'accomplissement de diverses tâches visant à obtenir une meilleure organisation du travail, à réaliser des économies (par exemple dans l'utilisation des matériaux), à accroître la productivité et à améliorer la qualité du travail. Le droit à la prime et le montant de celle-ci sont fixés sur la base des tâches accomplies et des normes d'évaluation des résultats obtenus, qui sont elles-mêmes déterminées d'avance. Le montant de la prime n'est pas limité par celui du salaire.

Les entreprises peuvent utiliser ce qui subsiste des fonds réservés aux salaires après déduction de la part consacrée au paiement des primes pour porter le montant des salaires au-delà du niveau prescrit.

Si un travailleur estime qu'une erreur a été commise dans le calcul de son salaire, il peut demander à l'organe responsable de refaire ce calcul. Si le montant alors obtenu ne lui donne toujours pas satisfaction, il peut porter plainte devant le comité directeur de l'entreprise. La décision de ce comité peut être contestée devant les tribunaux ordinaires.

Les règlements sur l'échelle des salaires sont adoptés d'un commun accord par l'entreprise, le Comité populaire municipal et l'organisation syndicale.

5. *Décision concernant l'interdiction du travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie et la construction* (26 avril 1956; *Službeni list FNRJ*, n° 19/56)

Le travail de nuit des femmes est interdit, quel que soit leur âge, dans les entreprises de l'industrie

¹ Renseignements obligeamment communiqués par M. Albert Vajs, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Belgrade, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de Yougoslavie. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

Les textes originaux des dispositions législatives figurent dans la *Službeni list FNRJ* (Journal officiel de la République populaire fédérative de Yougoslavie) en versions identiques serbo-croate, slovène et macédonienne.

et de la construction. Il ne peut être dérogé à cette interdiction que dans les cas suivants : 1) interruption du travail due à un cas de force majeure imprévisible et qui n'est pas de caractère permanent ; 2) nécessité de préserver d'une destruction éventuelle des matières premières ou autres produits susceptibles de se détériorer rapidement ; 3) nécessité de recourir au travail de nuit lorsque l'intérêt général l'exige, en cas d'urgence. Dans les deux premiers cas, la décision de suspendre provisoirement l'interdiction du travail de nuit est prise par le comité directeur de l'entreprise, qui doit en aviser l'Inspection du travail intéressée ; dans le troisième cas, la décision est prise par le Conseil du gouvernement fédéral ou par l'organisme habilité à cet effet, après consultation du Conseil central de la Fédération des syndicats et de la Chambre économique fédérale compétente.

Le travail de nuit des femmes en état de grossesse ou des mères allaitantes ne peut être autorisé en aucun cas.

B. SÉCURITÉ SOCIALE

Règlement concernant les fonds d'assistance mutuelle (26 mars 1956 ; *Službeni list FNRJ*, n° 15/56)

Les fonds d'assistance mutuelle existant en dehors de l'organisation générale de la sécurité sociale offrent une assistance matérielle à leurs membres en cas de maladie, d'invalidité, de vieillesse et de décès.

Les organisations sociales, les associations professionnelles et autres, les coopératives et les chambres économiques peuvent créer des fonds d'assistance mutuelle si leurs statuts prévoient l'assistance matérielle mutuelle de leurs membres. Le fonds d'assistance mutuelle est géré par le comité directeur élu par les membres réunis en assemblée. Un représentant permanent de l'administration de la sécurité sociale du district fait partie du comité directeur du fonds. La participation au fonds est facultative.

Les ressources du fonds d'assistance mutuelle consistent en cotisations régulières des membres, subventions, dons et autres revenus provisoires prévus par les statuts. Le fonds doit posséder une réserve pour faire face à ses obligations vis-à-vis de ses membres en cas d'urgence.

C. ENSEIGNEMENT

Loi concernant les écoles administratives (27 juin 1956 ; *Službeni list FNRJ*, n° 29/56)

Des écoles administratives ont été créées en vue de la formation et du perfectionnement professionnel des cadres administratifs des organes et institutions du gouvernement. Elles servent également à compléter la formation et à assurer le progrès des fonctionnaires au moyen de programmes d'instruction, de cours, de cycles d'étude et d'autres formes d'enseignement.

La période normale de formation est de deux ans. Le programme d'enseignement comprend les notions fondamentales du droit et de l'économie politique, l'organisation et le fonctionnement pratique de l'ad-

ministration publique, de l'administration locale et des services publics. La formation théorique s'accompagne de travaux pratiques.

Les candidats sont choisis par voie de concours. Les candidats doivent en principe posséder un diplôme de l'enseignement secondaire. Les candidats n'ayant pas terminé leurs études secondaires sont admis sur un pied d'égalité s'ils ont acquis, pendant un nombre déterminé d'années, une expérience pratique du travail administratif dans des organes et institutions de l'Etat ou dans des organisations économiques et sociales, ou bien s'ils ont exercé des fonctions politiques ou administratives dans les comités populaires.

Les étudiants des écoles administratives peuvent recevoir des bourses d'étude. Lorsqu'un étudiant poursuit ses études à la demande de l'institution ou de l'organisation qui l'emploie, il a droit à un congé payé pendant la durée de ses études.

D. SANTÉ PUBLIQUE

1. *Règlement concernant l'Institut fédéral de culture physique* (9 mars 1956 ; *Službeni list FNRJ*, n° 11/56)

L'Institut fédéral de culture physique a son siège à Belgrade ; il a pour tâche d'examiner la situation de la culture physique et d'étudier les mesures propres à son développement. Il s'intéresse particulièrement à l'étude des effets de la culture physique sur la productivité et sur la santé des travailleurs, ainsi qu'à la recherche et à l'adoption de méthodes modernes de culture physique dans le pays.

2. *Décision concernant la fixation des cotisations à verser par des ressortissants étrangers au programme facultatif d'assurance-maladie collective* (6 avril 1956 ; *Službeni list FNRJ*, n° 23/56)

Les ressortissants étrangers employés par des organisations et institutions internationales et par les services diplomatiques et consulaires étrangers devront verser une cotisation mensuelle de 3.000 dinars par personne au titre de l'assurance-maladie si leur organisation, institution ou service diplomatique ou consulaire demande l'assurance de tout son personnel.

Le paiement de cette cotisation donne à la personne assurée et aux membres de sa famille le droit à la protection contre les maladies prévue par la loi sur l'assurance-maladie des ouvriers et employés.

II. 1957¹

1. *Loi concernant les droits et obligations, l'élection et le rappel des députés populaires fédéraux* (9 décembre 1957 ; *Službeni list FNRJ*, n° 51/57)

Le chapitre II de cette loi contient les principales dispositions relatives à l'élection et au rappel des

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 270-276. Voir aussi les traductions anglaise et française publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1957—Youg. 1, du décret du 6 décembre 1957 portant promulgation de la loi sur l'assurance-retraite (*Službeni list FNRJ*, 11 décembre 1957, n° 51, texte n° 629 ; rectificatifs : *ibid.*, 18 décembre 1957, n° 52, p. 1027 ; 15 janvier 1958, n° 2, p. 31 ; et 5 mars 1958, n° 9, p. 173).

députés populaires. Le chapitre VIII contient des dispositions détaillées sur le rappel des députés (par les organes participant à l'élection): proposition de rappel, contenu de la proposition, examen de la proposition, annonce et procédure de vote, dépouillement du scrutin. Le chapitre IX a trait à la protection du droit de vote, aux objections et aux pétitions, ainsi qu'aux sanctions pénales.

2. *Code de procédure civile* (8 décembre 1956; *Službeni list FNRJ*, n° 4/57)

Le Code de procédure civile établit les règles de procédure des tribunaux ordinaires, économiques et militaires pour les litiges relatifs aux biens et aux relations familiales et professionnelles ainsi qu'aux autres matières relevant du droit civil.

La première partie du code contient des dispositions générales concernant la compétence des tribunaux, la récusation des juges, les parties au litige, leurs avocats et fondés de pouvoir, les pièces produites par les parties, les dates et délais des citations, le greffe, les décisions rendues, la communication et l'examen des pièces, les frais de procédure et l'assistance juridique.

La partie qui n'a pas qualité pour comparaître en personne est représentée par son représentant légal, qui est désigné par la loi ou par les autorités compétentes de l'Etat et, s'il s'agit d'une personne juridique, conformément aux statuts qui la gouvernent. Dans les cas prévus par la loi, le tribunal peut nommer d'office un représentant temporaire. La partie capable de comparaître peut agir par l'intermédiaire de son avocat.

La deuxième partie du code contient les dispositions relatives à la procédure des tribunaux de première instance et aux voies de recours.

Le procès principal est public. Le tribunal ne peut déroger à cette règle, durant tout ou partie du procès, que si la nécessité de protéger le secret officiel, commercial ou personnel ou bien le souci de maintenir l'ordre public ou la morale publique l'exigent. La décision de déroger à la publicité du procès doit être motivée et rendue publiquement.

Les recours ordinaires comprennent l'appel de la décision rendue et la réformation. Il peut être fait appel d'un jugement pour décision erronée ou incomplète portant sur un point de fait ou pour application erronée d'une disposition de droit matériel. En principe, le tribunal de deuxième instance statue sur l'appel sans procès. Un jugement rendu en deuxième instance par la Cour suprême d'une république populaire ou de la province autonome de Voïvodine peut être contesté par une action en réformation, sauf si les conclusions portant sur des points de droit reposent exclusivement sur le droit d'une république populaire. L'action en réformation est portée devant la Cour suprême fédérale et/ou devant la Cour suprême d'une république populaire ou de la province autonome de Voïvodine. Une action en réformation ne peut intro-

duire de nouveaux faits ou proposer la production de nouveaux éléments de preuve que s'ils ont trait à une violation matérielle des règles de procédure civile.

Les recours extraordinaires prévus sont la réouverture du procès et le pourvoi dans l'intérêt de la loi. Quand les conditions prévues par la loi sont remplies, la réouverture du procès peut être obtenue sur requête de la partie intéressée. La requête doit être présentée au tribunal qui a rendu la décision en première instance et ce, dans un délai de 30 jours à compter du moment où la partie intéressée a appris l'existence de l'un des motifs spécifiés par la loi. Le pourvoi dans l'intérêt de la loi doit être formé six mois au plus tard après que le jugement a pris effet; en cas de violation d'un traité international, ce délai est porté à deux ans. La décision est rendue par la Cour suprême fédérale, les Cours suprêmes des républiques populaires ou la Cour suprême de la province autonome de Voïvodine.

La troisième partie du code contient des dispositions relatives à la procédure à suivre dans les procès en matière matrimoniale, dans les contestations touchant les relations du travail, les entraves à la possession ou la délivrance d'ordres de paiement et dans les litiges soumis au tribunal d'arbitrage.

Ces diverses procédures sont régies par les dispositions applicables aux instances civiles ordinaires sauf quand elles font l'objet, du fait de leur caractère particulier, de dispositions distinctes.

En matière matrimoniale, la procédure n'est pas publique. En général, les parties sont convoquées avant l'audience principale et l'on s'efforce de les réconcilier. Le jugement déclarant un mariage inexistant ou nul, ou prononçant le divorce, décide de la garde, de l'éducation et de l'entretien des enfants.

Les litiges qui ont trait aux relations du travail sont considérés comme urgents et les délais de prescription sont donc plus courts que dans les procès ordinaires.

La quatrième partie du code contient des dispositions spéciales sur la juridiction et la procédure des tribunaux économiques.

3. *Loi concernant l'organisation du travail scientifique* (10 juillet 1957; *Službeni list FNRJ*, n° 34/57)

Les institutions scientifiques et les académies des sciences ont pour mission d'organiser et d'encourager le travail scientifique, de développer la pensée scientifique et d'assurer les conditions nécessaires à la création scientifique. Les institutions scientifiques sont des institutions indépendantes administrées selon les principes de la gestion sociale. La liberté de pensée et de création scientifiques est garantie et les résultats des recherches sont accessibles au public.

4. *Loi concernant les fonctionnaires publics* (11 décembre 1957; *Službeni list FNRJ*, n° 53/57)

La loi concernant les fonctionnaires publics abroge la loi précédente de 1946 et constitue désormais la

loi fondamentale applicable à tous les fonctionnaires. D'après cette loi, la nomination et l'avancement des fonctionnaires à des rangs et postes déterminés dépendent de leur compétence personnelle, de leurs connaissances professionnelles, de la qualité de leur travail et de leur ancienneté. En principe, les fonctionnaires sont nommés par voie de concours organisés par des commissions.

La loi assure au fonctionnaire la plus grande protection possible contre le licenciement en définissant de façon précise les cas dans lesquels aucun préavis de licenciement ne peut être donné (par exemple, absence pour maladie, grossesse ou allaitement). La durée du préavis dépend du rang du fonctionnaire et de son ancienneté; elle varie entre un et six mois mais n'est que de quinze jours dans le cas des fonctionnaires bénévoles. Les fonctionnaires et autres citoyens ayant un intérêt juridique touchant un service public déterminé peuvent faire appel de tout acte juridique qui viole leurs droits ou leur intérêt juridique.

III. 1958

A. LIBERTÉ D'ASSOCIATION

1. *Loi concernant les associations économiques* (23 décembre 1957; *Službeni list FNRJ*, n° 1/58)

Des organisations économiques peuvent être formées en vue d'exercer en commun diverses activités économiques, d'accroître la production et la vente de produits ou de fournir des services. L'association économique prend la forme de chambres économiques, d'associations professionnelles, d'associations coopératives ou de groupements d'organisations économiques.

Les chambres économiques ont pour tâche d'encourager les organisations économiques à adopter de saines pratiques et à faire preuve d'un sens des responsabilités à l'égard de la collectivité sociale, et plus spécialement de promouvoir la productivité du travail, l'application des méthodes modernes, la rationalisation, la coopération et la spécialisation, de favoriser l'échange des produits et le développement des marchés, d'augmenter la variété et la qualité des marchandises, d'entreprendre en commun des études et des travaux de recherche, ainsi que de former et d'améliorer les cadres économiques. Les chambres économiques sont des organisations autonomes.

2. *Règlement concernant les coopératives agricoles* (28 avril 1958; *Službeni list FNRJ*, n° 18/58)

Les coopératives agricoles s'occupent de la production agricole, y compris son organisation et son amélioration. La production peut être organisée par la coopérative agricole sur des terres louées à ses membres ou à d'autres personnes, ou bien sur des terres constituant une propriété sociale, pour autant que la production coopérative soit assurée par les membres eux-mêmes et que la coopérative soit dirigée par les membres qui y travaillent (coopératives paysannes

de travail). Une coopérative agricole peut également entreprendre des activités économiques autres que celles qui sont énumérées ci-dessus si elle obtient l'accord du syndicat compétent des coopératives agricoles et la permission du comité populaire municipal du territoire où se trouve le siège de la coopérative.

La coopérative agricole représente une forme d'association facultative. Chaque ouvrier ou employé qui passe un contrat de travail avec une coopérative agricole a le droit d'en devenir membre, son admission étant décidée par le conseil de gestion de la coopérative. La qualité de membre prend fin avec le décès, la retraite ou l'expulsion de la coopérative. Nul ne peut être obligé, pour quelque raison que ce soit, à demeurer membre d'une coopérative contre son gré.

Pour créer une coopérative agricole, il faut que dix producteurs agricoles au moins, ayant atteint l'âge adulte, conviennent d'établir une coopérative, qu'ils tiennent une réunion inaugurale, rédigent les statuts, élisent un directeur provisoire et enregistrent la coopérative. Une résolution sur la création de la coopérative est adoptée à la réunion inaugurale en vertu d'une autorisation accordée par le comité populaire municipal. La coopérative agricole est fondée et obtient la personnalité juridique le jour où elle est enregistrée au tribunal économique du comté.

La propriété coopérative est propriété sociale et la coopérative ne peut en aucun cas en être dessaisie. Cette propriété comprend tous les articles produits par la coopérative, de même que les articles et les droits acquis par la coopérative au moment de sa fondation ou durant sa période d'activité, qui sont considérés comme les ressources des organisations économiques.

B. RELATIONS DU TRAVAIL

Instructions concernant les conventions collectives et le travail des conseils sociaux d'arbitrage (16 septembre 1958; *Službeni list FNRJ*, n° 38/58)

Les conventions collectives écrites sont conclues entre les conseils des syndicats ouvriers de district ou les organismes habilités par eux et les chambres économiques de district. Toute convention collective doit contenir les clauses spécialement prévues dans les instructions. La convention signée doit être soumise pour approbation et enregistrement à l'organe administratif du comité populaire municipal chargé des relations ouvrières et professionnelles. Si cet organe estime que la convention collective n'est pas rédigée conformément aux dispositions en vigueur, il doit demander aux parties contractantes de respecter ces dispositions. La convention collective prend effet dès qu'elle a été signée par les deux parties et approuvée et enregistrée par l'organe municipal compétent. Une convention collective ne peut être modifiée et complétée que dans les conditions et selon les modalités spécifiées par les instructions.

Les différends auxquels peuvent donner lieu les

conventions collectives doivent être réglées par un conseil spécial d'arbitrage composé de trois membres et de trois suppléants.

C. SÉCURITÉ SOCIALE

Loi concernant l'assurance-invalidité (28 novembre 1958 ; *Službeni list FNRJ*, n° 49/58)

L'assurance-invalidité, en tant qu'élément de la sécurité sociale, repose sur le principe de la mutualité et sur celui de la gestion du service et des fonds par les assurés eux-mêmes. L'assurance-invalidité est obligatoire.

L'assurance-invalidité donne à ses membres les droits suivants : droit à la rééducation en vue d'une autre profession (rééducation professionnelle) et appui matériel ; droit à un emploi correspondant à la capacité de travail subsistante et droit à une rémunération monétaire ; droit à une pension d'invalidité et droit à des indemnités de traitement et de soins médicaux, en cas de besoin ; droit à une rente d'invalidité et à une assurance-maladie. Ces droits sont garantis dans les cas d'invalidité et les cas d'incapacité physique découlant de maladies ou blessures subies en dehors du travail, d'accidents de travail ou de maladies professionnelles ; ils sont fonction du degré d'invalidité et du degré de capacité de travail subsistante, de l'âge de la personne assurée, de sa contribution à la société et d'autres considérations sociales.

Les droits que confère l'assurance-invalidité ne peuvent être éteints. Ils ne peuvent être modifiés par contrat ni transmis par succession ou autrement. Toutefois, les sommes auxquelles le bénéficiaire a droit en vertu de l'assurance-invalidité et qui ne lui ont pas été payées du fait de son décès peuvent être versées à ses héritiers.

Les personnes suivantes sont assurées contre toutes les formes d'invalidité, quelle qu'en soit la cause : les personnes qui, en territoire yougoslave, occupent un emploi à plein temps dans les conditions prescrites pour leur métier ou profession, à l'exception des personnes qui ont un emploi temporaire ; les députés populaires touchant un traitement mensuel régulier et les conseillers des comités populaires exerçant des fonctions permanentes et recevant régulièrement une rémunération mensuelle ; les personnes élues exerçant des fonctions permanentes et touchant un traitement régulier dans les organisations sociales et coopératives, les associations professionnelles, les chambres économiques ou les syndicats, pour autant qu'il s'agisse de leur seule ou principale occupation ; les membres des coopératives artisanales (coopératives de production, de transformation ou de services) ; enfin, les membres des coopératives de pêche maritime et fluviale dont l'activité économique dans ces coopératives constitue la seule ou la principale occupation.

Les personnes titulaires d'un emploi à temps partiel sont assurées contre toutes les formes d'invalidité

si elles rentrent dans l'une des catégories suivantes : les invalides du travail, invalides de guerre et invalides civils ; les personnes bénéficiant d'un horaire de travail limité, qu'il s'agisse de personnes soumises à un traitement médical, de mères allaitantes ou de personnes autorisées à suivre des cours en vertu des dispositions en vigueur ; enfin, les personnes travaillant pour les mouvements de jeunesse, si l'invalidité est imputable à cette activité.

Les ressortissants étrangers employés en territoire yougoslave sont assurés, sauf si la loi ou un traité international en disposent autrement. Toutefois, les ressortissants étrangers employés dans des organisations ou institutions internationales, les agents diplomatiques ou consulaires étrangers et les ressortissants étrangers qui sont au service personnel d'étrangers jouissant de l'immunité diplomatique ne sont assurés que si les traités internationaux le prévoient. Certaines catégories de personnes ne sont assurées que contre l'invalidité due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. Ce sont les personnes dont l'horaire de travail est plus court que l'horaire de travail normal prescrit pour leur métier ou leur profession, les personnes ayant un emploi temporaire, les apprentis et les élèves des écoles professionnelles recevant une formation pratique ; les élèves des écoles professionnelles et les étudiants de l'enseignement technique, des facultés ou des académies des beaux-arts lorsqu'ils exécutent des travaux pratiques obligatoires dans les classes ou les ateliers ou qu'ils se livrent à des travaux pratiques dans des organisations ou institutions économiques ; enfin, les personnes fournissant un travail bénévole.

Les personnes qui ne remplissent pas les conditions énumérées ci-dessus ne sont assurées que contre l'invalidité résultant d'un accident survenu en territoire yougoslave alors qu'elles participaient à de grands travaux d'utilité publique ou à des travaux de sauvetage ou de défense contre une catastrophe naturelle ou encore qu'elles exerçaient des fonctions publiques ou des activités civiles à la demande d'organismes d'Etat. Les mêmes conditions d'assurance s'appliquent aux invalides militaires du temps de guerre ou du temps de paix qui, envoyés dans des centres de rééducation professionnelle, sont victimes d'un accident alors qu'ils se livrent à des travaux pratiques ou à des exercices pendant la période de rééducation.

Les motifs qui ouvrent droit à l'assurance-invalidité sont les suivants : invalidité, incapacité physique à 30 pour 100 au moins et risque immédiat d'incapacité dans un lieu de travail déterminé.

Les conditions dans lesquelles on bénéficie de l'assurance-invalidité varient selon que l'invalidité et l'incapacité physique sont causées par une maladie ou blessure subie en dehors de l'exercice de la profession ou par un accident du travail ou une maladie professionnelle.

Les prestations d'assurance-invalidité varient selon que l'assuré y a droit à tel ou tel titre. Tantôt il reçoit

une pension d'invalidité, tantôt une rente d'invalidité; dans certains cas, il a droit à la rééducation professionnelle et à une aide matérielle, dans d'autres, à un emploi et à une rémunération.

D. EDUCATION

1. *Loi générale concernant les écoles* (28 juin 1958; *Službeni list FNRJ*, n° 28/58)

La loi générale concernant les écoles énonce les principes généraux d'éducation, décrit les types d'écoles et autres établissements d'enseignement ou de formation et explique le fonctionnement des écoles ainsi que leur statut et leur organisation.

Les écoles et autres établissements d'enseignement organisés d'après le principe de l'autonomie sociale de gestion sont institués par la collectivité sociale, par l'intermédiaire d'organismes d'Etat et d'organisations économiques et sociales, en vue de créer certaines conditions d'éducation et de formation professionnelle favorisant le développement intégral de la société socialiste et de la personnalité humaine.

Pour atteindre les objectifs de l'éducation et de la formation professionnelle (notamment pour former et instruire la jeune génération, permettre aux élèves de se faire une conception scientifique du monde, les familiariser avec l'histoire et les hauts faits du peuple yougoslave et de l'humanité en général, former leur caractère et développer leur sens des responsabilités sociales ainsi que leur désir de participer activement aux affaires de la collectivité), les écoles et autres institutions d'éducation et de formation professionnelle doivent travailler de concert avec la famille, les groupes économiques, les syndicats et les organisations sociales de la jeunesse ou autres, ainsi qu'avec les associations, institutions et services professionnels.

L'instruction repose sur des principes uniformes sur tout le territoire yougoslave; elle est gratuite et dispensée, suivant des plans et programmes d'enseignement, dans les diverses langues de la Yougoslavie. Les minorités ethniques reçoivent l'instruction dans leur propre langue. Les certificats délivrés par les établissements d'enseignement ont force de documents officiels.

Tous les citoyens ont les mêmes droits en matière d'éducation et de formation professionnelle, quels que soient leur origine ethnique, leur sexe, leur origine sociale et leur religion. La fréquentation des écoles primaires est obligatoire pour tous les enfants âgés de 7 à 15 ans. La durée de l'enseignement obligatoire est de huit ans. L'admission aux lycées, aux écoles techniques et écoles techniques supérieures, aux facultés universitaires, aux écoles supérieures et aux académies des beaux-arts se fait par concours.

L'éducation et la formation professionnelle constituent un système uniforme qui comprend les institutions préscolaires, les écoles primaires, les lycées, les écoles techniques et écoles techniques supérieures, les facultés universitaires, les écoles supérieures et académies des beaux-arts, ainsi que les établissements

d'éducation des adultes et les institutions de perfectionnement professionnel.

Les écoles professionnelles et les écoles professionnelles supérieures, utilisées également pour l'éducation des adultes et le perfectionnement professionnel, sont les suivantes: écoles pour ouvriers qualifiés, écoles pour ouvriers spécialisés, écoles techniques et écoles professionnelles d'économie politique et d'administration publique, écoles des beaux-arts et facultés universitaires.

D'après les dispositions de la loi qui ont trait au fonctionnement des écoles et au rôle des élèves et des maîtres, les activités internes et les méthodes de travail des écoles et autres institutions d'enseignement et de formation professionnelle doivent être entièrement organisées de manière à contribuer à la réalisation des objectifs de l'éducation et de la formation. Les élèves ont, selon leur âge, le droit et le devoir d'y contribuer, dans leurs écoles. Dans les dernières classes de l'école primaire ainsi que dans les écoles professionnelles et les lycées, les élèves forment leurs propres associations, où ils discutent les questions se rapportant à la vie et aux travaux de l'école. Par leur activité à l'école et à l'extérieur, les maîtres participent activement à l'éducation et à la formation de la jeunesse ainsi qu'à la diffusion des connaissances et de la culture. Les droits et les devoirs des maîtres en tant que fonctionnaires publics sont définis par la législation fédérale.

La loi régit également le statut, l'organisation et la direction des écoles et des autres établissements d'enseignement. L'école est gérée conjointement par le personnel enseignant et par les citoyens; elle relève directement du conseil d'administration de l'école, du conseil des professeurs et du directeur. Les élèves d'un certain âge participent également à l'administration de l'école par l'intermédiaire de leurs représentants.

Le Conseil yougoslave de l'enseignement est un organe indépendant créé pour régler les questions générales relatives à l'éducation et à la formation professionnelle et pour jeter les bases des plans et programmes d'enseignement.

2. *Décision concernant le Conseil de l'éducation des minorités ethniques* (6 juillet 1958; *Službeni list FNRJ*, n° 23/58)

Le Conseil de l'éducation des minorités ethniques est un organe technique du Secrétariat du Conseil du gouvernement fédéral pour l'éducation et la culture, qui a pour tâche d'examiner les questions scolaires des minorités ethniques en général ainsi que d'autres questions importantes relatives à l'enseignement de ces minorités, d'étudier et d'observer les conditions de travail dans les écoles et autres établissements d'enseignement réservés aux minorités ethniques, et de faire rapport sur ces questions au Secrétariat du Conseil du gouvernement fédéral pour l'éducation et la culture. Le Conseil doit également présenter des propositions tendant à améliorer le système scolaire

et éducatif des minorités ethniques et à coordonner l'action entreprise dans ce domaine par les organes compétents.

E. REPOS ET LOISIRS

Loi concernant la création et le fonctionnement de centres de repos (28 juin 1958; *Službeni list FNRJ*, n° 26/58)

Des centres de repos (maisons de repos, centres de vacances d'été et camps de touristes) offrant la pension à des catégories déterminées de personnes peuvent être créés par les syndicats ouvriers et par les organisations sociales dont l'un des objectifs fondamentaux est d'organiser le repos de leurs membres; par les organisations économiques, à l'intention de leur personnel; par les comités populaires, en faveur des enfants, des jeunes gens et autres personnes intéressant particulièrement la collectivité sociale; enfin, par les établissements d'enseignement, en faveur de l'enfance et de la jeunesse. Chaque centre de repos doit avoir des statuts régissant son organisation et son fonctionnement; ces statuts sont rédigés par le fondateur, qui doit aussi assurer au centre les ressources nécessaires à ses activités. Les centres de repos sont exemptés d'une série de contributions et taxes obligatoires. L'organisation économique fondatrice peut subventionner un centre de repos en vue d'y réduire les frais de séjour.

F. SANTÉ PUBLIQUE

Arrêté concernant la limitation du trafic des isotopes radioactifs (25 octobre 1958; *Službeni list FNRJ*, n° 44/58)

Afin de sauvegarder les intérêts de la défense nationale, d'assurer l'exécution des engagements internationaux relatifs à l'énergie nucléaire, de contrôler l'exportation et l'importation des matières premières radioactives et de protéger la vie, la santé et les biens des citoyens contre les effets nuisibles des radiations des isotopes radioactifs, le trafic et le traitement des isotopes ont été soumis à des conditions spéciales.

Ainsi, le trafic et l'utilisation des isotopes ne sont permis qu'aux institutions et organisations économiques agréées par la Commission fédérale de l'énergie nucléaire. Les isotopes doivent être traités de façon à protéger les vies humaines et les biens contre les radiations ionisantes.

G. PROPRIÉTÉ ET NATIONALISATION

Loi concernant la nationalisation des immeubles en location et des terrains à bâtir (28 décembre 1959; *Službeni list FNRJ*, n° 52/58)

La loi prévoit la nationalisation des immeubles d'habitation en location appartenant à des citoyens yougoslaves, de tous les immeubles d'habitation (ou

appartements formant des parties distinctes de bâtiments) appartenant à des personnes juridiques de droit privé ou à des organisations sociales, des locaux à usage commercial appartenant à ces personnes, s'ils ne sont pas utilisés à leurs fins légitimes, des appartements (s'il y en a plus de deux) appartenant à un même citoyen yougoslave et des locaux à usage commercial se trouvant dans les immeubles d'habitation appartenant à des citoyens yougoslaves. Les terrains à bâtir situés dans les villes et agglomérations urbaines sont également nationalisés et convertis en propriété sociale.

En cas de nationalisation d'un immeuble, d'une partie distincte d'un immeuble ou d'un terrain à bâtir, l'ancien propriétaire a droit à une indemnité et le propriétaire qui n'est pas une personne juridique conserve la propriété d'un appartement. L'indemnité versée en cas de nationalisation d'un immeuble ou d'une partie distincte d'un immeuble, y compris le terrain, s'élève à 10 pour 100 du loyer payé pour cet immeuble ou partie d'immeuble au moment de l'entrée en vigueur de la loi, pour une période de cinquante ans. En cas de nationalisation d'un terrain inutilisé, l'ancien propriétaire a droit, pendant cinquante ans, à une indemnité fixée par le barème des indemnités pour expropriation de terrains à bâtir. Lorsqu'un terrain nationalisé était utilisé par l'ancien propriétaire à des fins agricoles et qu'il représentait la seule ou principale source de ses revenus, le montant de l'indemnité prévue doit être versé dans les trois mois qui suivent le transfert de possession au profit de la municipalité ou d'un autre bénéficiaire.

Les immeubles d'habitation de deux appartements ou de trois petits appartements ou de deux appartements au maximum constituant des parties distinctes de l'immeuble, et les locaux à destination commerciale servant à l'usage personnel des travailleurs d'autres entreprises privées sont exemptés de la nationalisation et demeurent propriété des citoyens yougoslaves. Les propriétaires d'immeubles, de parties distinctes d'immeubles et de terrains qui ne sont pas sujets à nationalisation peuvent en disposer librement et les léguer.

Les dispositions de la loi ne s'appliquent ni aux immeubles et parties distinctes d'immeubles qui appartiennent à des Etats étrangers ou à des organisations internationales et sont utilisés pour les besoins des services diplomatiques et consulaires étrangers ou desdites organisations, ni aux immeubles et locaux qui sont utilisés par les communautés religieuses pour les cérémonies du culte ou servent d'habitation aux membres du clergé. Les dispositions de la loi ne sont pas applicables aux immeubles ou parties d'immeubles appartenant à des coopératives d'habitation.

DEUXIÈME PARTIE

**TERRITOIRES SOUS TUTELLE
ET TERRITOIRES NON AUTONOMES**

A. Territoires sous tutelle

AUSTRALIE

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

NOTE¹

Ordonnance de 1957 sur le pouvoir judiciaire

Cette ordonnance, entrée en vigueur le 2 décembre 1957, a abrogé les ordonnances antérieures relatives à l'organisation judiciaire et a créé un tribunal de district, un tribunal central et une cour d'appel.

Le tribunal de district est composé de juges nommés par l'Administrateur. Celui-ci peut à tout moment révoquer une nomination (article 13).

Le tribunal central se compose de juges nommés

¹ Note obligeamment communiquée par M. H. F. E. Whitlam, ancien *Crown Solicitor*, Canberra, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement australien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

par l'Administrateur. Les juges au tribunal central demeureront en fonctions jusqu'à l'âge de 65 ans, sous réserve de la faculté, pour l'Administrateur, de les destituer pour cause d'inconduite ou d'incapacité avérée. Tant qu'un juge demeure en fonctions, son traitement ne peut être réduit (article 21).

La Cour d'appel se compose d'un juge unique. Nul ne peut être nommé juge à la Cour d'appel s'il n'est pas ou n'a pas été juge à la Cour supérieure du Commonwealth ou à la Cour suprême d'un Etat ou d'un territoire du Commonwealth. Ce juge peut être destitué par l'Administrateur pour cause d'inconduite ou d'incapacité avérée. Tant que le juge demeure en fonctions, son traitement ne peut être réduit (article 28).

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE

NOTE¹

Ordonnance de 1957 sur la sécurité du travail (dispositions provisoires) (Papua et Nouvelle-Guinée)

Aux termes de l'article 7 de l'ordonnance, nul ne peut être employé à des travaux de nature dangereuse ou présentant des risques à moins que l'intéressé ne soit physiquement ou mentalement en mesure d'accomplir lesdits travaux et que l'employeur n'ait :

1) Dûment informé au préalable le travailleur des risques qu'il court et des précautions qu'il est tenu de prendre pour réduire ces risques au minimum ;

2) Donné au travailleur les instructions voulues pour lui permettre d'exécuter son travail sans danger, et de se servir des chaudières, des récipients contenant des corps sous pression, des machines, des appareils électriques, des pièces, des accessoires, des outils ou des substances explosives ou dangereuses utilisés dans son travail ;

3) Procuré au travailleur les vêtements et le matériel protecteurs prescrits par la loi ou nécessaires à l'accomplissement sûr de sa tâche et à sa sécurité personnelle ;

¹ Note obligeamment communiquée par M. H. F. E. Whitlam, ancien *Crown Solicitor*, Canberra, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement australien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

4) Pris les autres mesures voulues pour que le travailleur soit dûment garanti et protégé tant qu'il demeure affecté au travail dont s'agit, y compris toutes les mesures de précaution qui sont nécessaires pour réduire autant que faire se peut les risques de mort accidentelle ou de blessure, celles qui doivent être normalement prises eu égard aux risques dont s'agit, celles qui sont prescrites par la loi, ou celles qu'un inspecteur du travail ou un médecin peut enjoindre de prendre dans un cas donné.

Aux termes de l'article 8, l'employeur est tenu d'installer, d'entretenir, et de faire fonctionner de manière à assurer convenablement la sauvegarde et la protection des travailleurs contre les blessures, les chaudières, les récipients contenant des corps sous pression, les machines, les courroies de transmission, les appareils électriques, les pièces de machine, les accessoires et les outils qui sont ou seront utilisés en un lieu ou local où les intéressés travaillent, ou en un lieu ou local où les travailleurs ou les personnes à leur charge sont placés par l'employeur, ou en son nom, ou qu'ils utilisent ; l'employeur est en outre tenu à cet égard de se conformer sans retard à toute instruction raisonnable qu'un inspecteur du travail ou un médecin peut lui donner quant aux normes de protection des travailleurs et des personnes à leur charge.

Ordonnance de 1958 portant modification de l'ordonnance modifiant le Code pénal (Nouvelle-Guinée)

Cette ordonnance abroge les articles 6, 9 et 10 de l'ordonnance de 1923-1939 modifiant le Code pénal de la Nouvelle-Guinée.

Aux termes de l'article 6, lorsque des poursuites étaient engagées, en application du Code pénal, du chef de rapports sexuels illicites avec une jeune fille n'ayant pas atteint un âge déterminé ou d'un attentat à la pudeur commis contre une telle jeune fille, l'auteur de l'infraction pouvait, si ladite personne était une autochtone, se disculper en établissant que la jeune fille était pubère.

Aux termes de l'article 9, toute Européenne consentant à avoir des rapports sexuels avec un autochtone (autre que son mari) se rendait coupable d'une infraction *indictable* (c'est-à-dire devant être déferée à une juridiction comprenant un jury).

Aux termes de l'article 10, tout autochtone ayant ou essayant d'avoir des rapports sexuels avec une Européenne consentante (autre que sa femme) se rendait coupable d'une infraction *indictable*.

Ordonnance de 1958 sur l'emploi des autochtones (Papua et Nouvelle-Guinée)

Quand elle entrera en vigueur, cette ordonnance remplacera les dispositions sur l'emploi des travailleurs autochtones qui figurent dans l'ordonnance de 1950-1956 sur la main-d'œuvre autochtone.

L'ordonnance comprend 167 articles et réglemente en détail la situation de la main-d'œuvre autochtone. Elle a pour objet de rendre plus strictes les dispositions relatives à la sauvegarde du bien-être des travailleurs autochtones et d'améliorer la protection médicale, en ce qui concerne notamment la fourniture de médicaments et de pansements, la constitution, aux frais de l'employeur, d'un personnel médical suffisant et l'aménagement d'hôpitaux.

Ordonnance de 1958 sur les accidents du travail (Papua et Nouvelle-Guinée)

Le paragraphe 1 de l'article 8 de l'ordonnance dispose que si un travailleur, quel que soit son emploi, est victime d'un accident imputable à l'exercice de ses fonctions ou survenu pendant l'exercice de ses fonctions, l'employeur est tenu, sous réserve des dispositions de l'ordonnance, de lui verser l'indemnité prévue par celle-ci.

Si un travailleur est victime d'un accident lorsqu'il se rend au lieu de son travail ou en revient, l'employeur est tenu, sous réserve des dispositions de l'ordonnance, de lui verser une indemnité comme si l'accident était imputable à l'exercice des fonctions de l'intéressé ou était survenu pendant l'exercice de ses fonctions (paragraphe 1 de l'article 9).

Lorsqu'un travailleur a) est frappé d'incapacité par la maladie, b) qu'il lui est enjoint de suspendre son

travail habituel en raison d'une maladie, ou c) qu'il décède par suite d'une maladie et que ladite maladie est imputable à un travail quelconque accompli par lui au cours des douze mois qui précèdent immédiatement la date de l'incapacité ou de la suspension, ou imputable au fait que l'employeur ou les employeurs ne se sont pas conformés, à un moment quelconque de ladite période, aux dispositions légales touchant les responsabilités de l'employeur à l'égard du travailleur, le travailleur ou les personnes qui sont à sa charge ont droit à indemnisation dans les conditions fixées par l'ordonnance, comme si la maladie ou la suspension était un accident imputable à l'exercice des fonctions de l'intéressé ou survenu au cours de l'exercice de ses fonctions (paragraphe 1 de l'article 12).

Le montant de l'indemnité due au travailleur varie suivant son salaire. Le paragraphe 1 de l'article 7 dispose que lorsqu'une indemnité est prévue au profit d'un travailleur, le montant en est fixé :

a) A 27 pour 100 du salaire, lorsque le travailleur gagne moins de 400 livres par an ;

b) A 60 pour 100 du salaire, lorsque la rémunération du travailleur est comprise entre 400 livres et 668 livres par an.

Ordonnance de 1958 sur les transactions avec les autochtones (Papua et Nouvelle-Guinée)

L'ordonnance condense en un tout les dispositions de l'ordonnance de la Nouvelle-Guinée sur la protection des contrats passés avec des autochtones et celles de l'ordonnance du Papua sur les transactions avec les autochtones.

D'une manière générale, l'ordonnance s'applique aux contrats autres que des contrats de travail passés avec des autochtones.

Le paragraphe 1 de l'article 6 dispose que sous réserve de certaines exceptions, un contrat est nul et ne peut être invoqué contre un autochtone s'il n'est pas rédigé par écrit, s'il ne mentionne pas de façon complète les nom et prénoms et l'adresse de chaque partie ainsi que les obligations à la charge de chacune des parties et s'il n'a pas été approuvé par un fonctionnaire habilité à cet effet.

Au sens de l'ordonnance, les mots « contrat d'emploi » désignent tout contrat relatif à l'exécution d'une tâche déterminée par un autochtone, exception faite des contrats établissant entre les parties des relations de maître à domestique. Aux termes de l'article 9, lorsqu'un tribunal estime qu'il y a lieu, dans l'intérêt d'un autochtone partie à un contrat d'emploi, de résilier ou de modifier d'une manière quelconque ledit contrat, ou lorsqu'il estime que le contrat ou la manière dont il est exécuté est en quoi que ce soit injuste, peu équitable ou malhonnête à l'égard de l'autochtone, il peut rendre telle ordonnance qu'il

juge équitable pour résilier le contrat ou le modifier, ou pour régler les droits des parties.

L'Administrateur peut interdire, soit catégoriquement soit sous réserve de certaines conditions, que des marchandises ou produits soient remis en paiement aux autochtones au lieu et place d'argent ou que des marchandises ou produits leur soient vendus à crédit (paragraphe 1 de l'article 11).

Le Directeur des affaires autochtones peut, aux conditions qu'il juge appropriées, soustraire un

autochtone à l'application de tout ou partie de l'ordonnance (paragraphe 1 de l'article 12).

Modification du règlement de la Nouvelle-Guinée sur les lieux de divertissement publics

Cette modification consiste en une abrogation de l'article 6c) du règlement, qui exigeait que les Européens et les autochtones occupent des places séparées dans les lieux de divertissement publics, sauf dans les cas particuliers où l'Administrateur accordait une dispense.

BELGIQUE

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU RUANDA-URUNDI

NOTE¹

Les décrets suivants, résumés dans la section consacrée au Congo belge², sont applicables au Ruanda-Urundi :

Décret du 6 juin 1958 modifiant l'article 42 du Code pénal relatif au sursis ;

Décret du 10 juin 1958 modifiant les décrets coordonnés sur le contrat de travail ;

Ordonnance législative du 4 octobre 1958 relative à

la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif du travail ;

Décret du 15 avril 1958 sur les associations mutualistes ;

Décret du 19 mai 1958 organisant la compensation des allocations familiales des travailleurs ;

Décret du 10 juin 1958, modifiant le décret du 8 décembre 1954, généralisant les allocations familiales pour les employés non indigènes ;

Décret du 25 novembre 1958 sur la collation des grades académiques.

Les accords internationaux mentionnés dans la section qui traite du Congo belge ont été également rendus applicables au Ruanda-Urundi.

¹ Note rédigée sur la base de renseignements obligamment communiqués par M. Edmond Lesoir, Secrétaire général d'honneur de l'Institut international des sciences administratives, Bruxelles, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement belge.

² Voir p. 294.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE

Voir page 45.

FRANCE

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

NOTE¹

L'évolution au Cameroun est comparable à celle du Togo². Le nouveau statut, promulgué en avril 1957³, comporte une large autonomie interne. Ses dispositions sont approuvées par le Conseil de tutelle réuni en mars 1958, lequel suggère que «l'autorité administrante détermine, en plein accord avec le Gouvernement camerounais, un calendrier raisonnable qui conduira le Cameroun à sa sortie de tutelle».

En octobre, la France transmet au Conseil de tutelle le vœu émis par l'Assemblée législative tendant à la reconnaissance de la pleine indépendance et à la levée de la tutelle à la date du 1^{er} janvier 1960.

¹ Note obligeamment préparée par M. E. Dufour, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Paris, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement français. Voir également le dernier alinéa dans la note relative au Territoire sous tutelle du Togo sous administration française.

² Voir p. 285.

³ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 281.

Un nouveau statut est promulgué par ordonnance du 30 décembre 1958⁴. Il est comparable à celui du Togo. Le Haut-Commissaire peut seulement demander une nouvelle lecture des textes émanant de l'assemblée ou du conseil. Si ces textes sont maintenus et qu'ils paraissent contraires au statut, à la légalité, ou aux accords internationaux, le Gouvernement français peut en prononcer l'annulation par décret. En raison de la situation intérieure troublée, le Haut-Commissaire peut en outre assumer la responsabilité du maintien de l'ordre en cas de troubles graves.

Par souci d'apaisement, une loi très étendue d'amnistie était d'ailleurs intervenue le 17 février 1958⁵, cette loi couvrant notamment les faits survenus au cours des événements de mai 1955.

⁴ Ordonnance 58-1375, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 12113. Voir ci-dessous.

⁵ Loi 58-148, *Journal officiel*, février 1958, p. 164.

ORDONNANCE N° 58-1375 DU 30 DÉCEMBRE 1958 PORTANT STATUT DU CAMEROUN¹

Titre premier

DE L'ÉTAT DU CAMEROUN

Art. premier. L'organisation de l'Etat du Cameroun et ses rapports avec la République française sont définis, jusqu'à son indépendance et la levée de la tutelle, par le présent statut.

Art. 2. Les ressortissants camerounais possèdent la nationalité camerounaise dont les conditions d'attribution sont fixées par la loi camerounaise.

Ils jouissent dans l'ensemble de la République française des droits et libertés garantis aux citoyens français.

Les citoyens français jouissent par réciprocité au Cameroun des droits attachés à la qualité de citoyen camerounais.

Leur statut personnel continue à être régi par la loi française.

Les citoyens camerounais demeurent exempts d'obligations militaires à l'égard de la République

française mais peuvent toutefois entrer dans les forces armées de la République française par voie d'engagement volontaire.

Titre II

DES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES

Art. 4. La gestion des affaires camerounaises est assurée par l'Assemblée législative et le Gouvernement camerounais ayant à sa tête un Premier Ministre.

Art. 5. Les lois et règlements camerounais doivent respecter les traités et accords internationaux, les principes et libertés fondamentales inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies ainsi que les dispositions du présent statut.

Section 1

DU POUVOIR LÉGISLATIF

Art. 6. Le pouvoir législatif appartient à l'Assemblée législative élue pour cinq ans au suffrage universel, direct et secret, et siégeant dans la capitale de l'Etat du Cameroun.

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 307, du 31 décembre 1958. L'ordonnance est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1959.

Titre III**DES COMPÉTENCES EXERCÉES
PAR LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Art. 24. Le Gouvernement de la République française est représenté au Cameroun par un Haut-Commissaire, dépositaire des pouvoirs de la République française. Il est assisté d'un Haut-Commissaire adjoint.

Titre IV**DE LA TUTELLE INTERNATIONALE**

Art. 26. En raison des obligations assumées par le Gouvernement de la République française, le Haut-Commissaire est tenu informé par le Premier Ministre du fonctionnement des institutions camerounaises.

Les lois, règlements et actes administratifs camerounais lui sont communiqués avant promulgation, publication ou mise en application.

Dans un délai de dix jours francs, il peut en demander une nouvelle lecture ou un nouvel examen, qui ne pourront être refusés.

Après nouvelle délibération ou nouvel examen, le Haut-Commissaire peut, dans les mêmes délais s'il estime ces textes contraires aux dispositions du présent statut, aux traités et accords internationaux ou, d'une manière générale, à la légalité, saisir le Gouvernement de la République française qui, après avis du Conseil d'Etat, peut par décret annuler l'acte soumis au recours dans un délai de trois mois. Ce délai est suspensif.

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

NOTE¹

Malgré la mise en application en 1956 d'un nouveau statut comportant une véritable autonomie interne, l'Assemblée générale des Nations Unies avait rejeté à l'automne 1957 la proposition française de levée de la tutelle. De nouvelles étapes vers l'indépendance ont été réalisées au cours de l'année 1958.

Un nouveau statut a été promulgué par le décret du 22 février 1958². Les institutions de la République du Togo comportaient une chambre des députés, élue, un Premier Ministre responsable devant elle assisté d'un gouvernement. Le Togo recevait une compétence législative étendue, la France conservant seulement la réglementation relative aux relations extérieures, à la monnaie et aux changes, et à la défense. Le Haut-Commissaire de la République française participait aux délibérations du gouvernement et ne le présidait que pour l'examen des « affaires intéressant à la fois les compétences togolaises et les services français ou les programmes d'emploi des aides financières ». Le maintien de la tutelle ne se manifestait plus cependant que par l'exercice d'un droit de veto que le Haut-Commissaire devait exercer dans un délai de dix jours francs, sur les textes relevant des pouvoirs des autorités togolaises.

Ce nouveau statut est entré en vigueur en mars 1958, parallèlement à la signature de conventions franco-togolaises concernant le transfert des compétences d'ordre interne.

Aux élections du 27 avril, destinées à désigner une Assemblée législative, substituée à l'Assemblée territoriale en fonction avant l'application du statut

d'autonomie, l'opposition conduite par M. S. Olympio enlève la majorité. Le nouveau gouvernement a depuis lors demandé à la France de parachever l'évolution vers l'indépendance, ce que le Gouvernement français a accepté le 2 octobre. Un nouveau statut a été soumis à la Chambre togolaise en octobre; il a été adopté en même temps que le principe de l'indépendance.

Le 14 novembre 1958, l'Assemblée générale des Nations Unies a accepté sur la proposition de la France de lever la tutelle à compter du 1^{er} janvier 1960, à l'occasion de la proclamation d'indépendance.

Le dernier statut provisoire du Togo sous tutelle a été promulgué par l'ordonnance du 30 décembre 1958³. Il complète l'établissement d'un régime parlementaire dans le fonctionnement duquel le représentant de la France n'intervient plus que pour désigner le Premier Ministre. Un droit de veto sur les lois togolaises subsiste aussi longtemps que durera la tutelle, exercé par le Ministre français de la France d'outre-mer, et sur les décisions du Gouvernement par le Haut-Commissaire. A la demande du Togo, la France conserve la seule responsabilité de la diplomatie, de la monnaie et de la défense.

* * *

Ainsi s'achèvera l'œuvre législative de la France dans ces deux pays⁴ confiés à son administration par la volonté des nations. En conduisant ces nouveaux Etats à l'indépendance, la France a accompli la mission qui lui était impartie. Il lui reste à poursuivre, sur les plans de l'amitié et de la coopération, l'assistance que ces Etats pourraient encore lui demander.

¹ Note obligamment préparée par M. E. Dufour, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Paris, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement français.

² Décret 58-187, *Journal officiel*, février 1958, p. 2270. Voir ci-dessous.

³ Ordonnance 58-1376, *Journal officiel*, décembre 1958, p. 12115. Voir ci-dessous.

⁴ Territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo sous administration française.

DÉCRET N° 58-187 DU 22 FÉVRIER 1958 MODIFIANT LE DÉCRET DU 24 AOÛT 1956 PORTANT STATUT DU TOGO¹

Art. premier. Les dispositions du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo² sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Titre premier

DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

Art. premier. Le Togo est une République fondée sur le respect des traités et des conventions internationales et des principes inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans le préambule de la Constitution de la République française.

Ses rapports avec la République française sont définis par le présent statut dans une communauté d'esprit et d'intérêts.

Titre II

DES INSTITUTIONS

Art. 2. La gestion des affaires togolaises est assurée par une assemblée législative, dénommée «Chambre des députés», élue au suffrage universel direct et par un gouvernement togolais ayant à sa tête un Premier Ministre.

...

Titre III

DU HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Art. 18. La République française délègue au Togo un Haut-Commissaire.

...

Titre V

DE LA CITOYENNETÉ

Art. 31. Les ressortissants du Togo sont citoyens togolais.

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 46, du 23 février 1958.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 277-278.

Art. 32. Les citoyens togolais jouissent des droits et libertés garantis aux citoyens français, ont accès à toutes les fonctions et sont électeurs et éligibles dans l'ensemble de la République française, dans les mêmes conditions que les citoyens français.

Ils demeurent exempts d'obligations militaires, mais peuvent toutefois entrer dans les forces armées de la République française par voie d'engagement volontaire.

Art. 33. Les citoyens français jouissent réciproquement au Togo de tous les droits et libertés attachés à la qualité de citoyen togolais. Leur statut personnel continue à être régi par la loi française.

...

Titre VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 40. Tant que le Togo restera placé sous le régime international, une tutelle provisoire d'opportunité s'exercera sur les pouvoirs des autorités togolaises afin de permettre à l'administration française d'assumer toutes les obligations résultant pour elle du chapitre XII de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle.

Art. 41. Cette tutelle provisoire d'opportunité s'exercera au moyen d'un droit de veto du Ministre de la France d'outre-mer sur les lois togolaises et d'un droit de veto du Haut-Commissaire sur les décisions du Conseil des ministres et des ministres. Le droit de veto ne pourra être utilisé que dans un délai de dix jours francs, à compter soit du vote de la loi soit de la publication de la décision. Les dispositions de l'article 15 sont suspendues pendant la durée de la tutelle provisoire d'opportunité.

...

ORDONNANCE N° 58-1376 DU 30 DÉCEMBRE 1958 PORTANT STATUT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE¹

Titre I

DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

Art. premier. Le Togo est un Etat démocratique qui sera proclamé, sur sa demande, République indépendante et souveraine au terme du régime international de tutelle.

Ses rapports avec la République française sont définis par le présent statut et par des conventions.

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République française*, 90^e année, n° 307, du 31 décembre 1958, et dans le *Journal officiel de la République du Togo*, 4^e année, n° 82 (bis), du 4 janvier 1959.

Les conséquences résultant du maintien provisoire du régime international de tutelle sont spécifiées aux articles ci-dessous 32 et 33.

Titre II

DES INSTITUTIONS

Section I. — *De la Chambre des députés*

Art. 2. Le pouvoir législatif appartient à la Chambre des députés, qui vote la loi.

Art. 3. Les députés sont élus au suffrage universel direct pour une durée de six ans.

...

Section III. — *De la Justice*

...
Art. 21. Les juges sont indépendants et soumis à la seule autorité de la loi dans l'exercice de leurs fonctions.

Les magistrats du siège sont inamovibles.

*Titre III*DU HAUT-COMMISSAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

...
Art. 23. La République française est représentée au Togo par un Haut-Commissaire.

Titre IV

DE LA NATIONALITÉ ET DE LA CITOYENNETÉ

Art. 26. Les ressortissants du Togo possèdent la nationalité togolaise.

Art. 27. La nationalité togolaise est définie par la loi.

Art. 28. Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Titre VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

...
Art. 32. Tant que le Togo restera placé sous le régime international de tutelle, la France assurera ses responsabilités d'autorité administrante, aux termes du chapitre XII de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946, par l'exercice d'un droit de veto.

Art. 33. Ce droit de veto sera exercé par le Ministre de la France d'outre-mer sur les lois togolaises et par le Haut-Commissaire sur les décisions du Conseil des ministres et des ministres.

Il ne pourra être utilisé que dans un délai de dix jours francs à compter, soit du vote de la loi, soit de la publication de la décision.

LOI N° 58-30 DU 20 FÉVRIER 1958 RELATIVE A L'ÉLECTION
DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE¹

ELIGIBILITÉ

Art. 4. Sont éligibles à l'Assemblée législative, les citoyens des deux sexes, âgés de 23 ans accomplis, non pourvus d'un conseil judiciaire et non frappés d'une incapacité électorale, inscrits sur une liste électorale au Togo ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, résidant effectivement depuis deux ans au moins sur le territoire de la République autonome du Togo et sachant parler et lire le français.

La condition de résidence n'est pas exigée des citoyens inscrits au rôle des contributions directes depuis deux années au moins, ou de ceux dont l'absence du Togo aura été causée par la poursuite d'études, de stages ou de cours de perfectionnement, par l'exécution d'une mission ou par l'affectation à un emploi public togolais ou français.

Art. 5. Ne peuvent être acceptées pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions, par démission, révocation, changement de résidence, ou de toute autre manière, les candidatures aux élections de députés à l'Assemblée législative, dès lors qu'ils exercent ou ont exercé ces fonctions pendant au moins six mois :

1) Des directeurs ou des chefs de services administratifs ainsi que des conseillers, en fonction dans les ministères de la République autonome, dans toute circonscription de vote ;

2) Des inspecteurs du travail et des inspecteurs de l'enseignement, dans toute circonscription de vote ;

3) Des officiers et gradés de la Garde togolaise, ainsi que des inspecteurs de police et commissaires de police dans toute circonscription de vote de leur ressort ;

4) Du trésorier-payeur et des chefs de services employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes et au paiement des dépenses publiques de toute nature, en fonction dans le territoire de la République autonome du Togo, dans toute circonscription de vote ;

5) Des chefs de bureaux des douanes, dans toute circonscription de vote ;

6) Des chefs de circonscription administrative dans toute circonscription de vote ;

7) Du secrétaire général de l'Assemblée législative, dans toute circonscription de vote ;

8) Des fonctionnaires civils et militaires appartenant aux services visés à l'article 27 du statut, occupant une fonction au moins égale à celle de chef de bureau, dans toute circonscription de vote.

L'irrecevabilité des candidatures des personnes titulaires des fonctions définies par le présent article s'étend, dans les mêmes conditions, aux personnes qui exercent ou ont exercé, pendant une durée d'au moins six mois, ces mêmes fonctions sans en être ou en avoir été titulaires.

Art. 6. Ne peuvent être acceptées pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les deux mois qui suivent la cessation de leurs fonctions, par démission,

¹ Texte publié dans le *Journal officiel de la République autonome du Togo*, 3^e année, n° 44, du 27 février 1958.

révocation, changement de résidence, ou de toute autre manière, les candidatures aux élections de députés à l'Assemblée législative dès lors qu'ils exercent ou ont exercé ces fonctions pendant au moins trois mois :

1) Des gardes de la Garde togolaise et agents de police, dans toute circonscription de vote de leur ressort ;

2) Des comptables et agents de tout ordre employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes et au paiement des dépenses publiques de toute nature, en fonction dans le territoire de la République autonome du Togo, dans toute circonscription de vote ;

3) Des adjoints aux chefs de circonscription administrative, y compris les chefs de poste administratif, dans toute circonscription de vote.

L'irrecevabilité des candidatures des personnes titulaires des fonctions définies par le présent article s'étend, dans les mêmes conditions, aux personnes qui exercent ou qui ont exercé, pendant une durée d'au moins trois mois, ces mêmes fonctions sans en être ou en avoir été titulaires.

Art. 7. Sont incompatibles avec l'exercice du mandat de député à l'Assemblée législative, les fonctions publiques ou privées énumérées par les articles 5 et 6 de la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, et ce, dans les conditions fixées par la loi précitée.

...

ITALIE

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE

LOI N° 26 DU 12 DÉCEMBRE 1958 RELATIVE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES¹

Titre premier GÉNÉRALITÉS

Article premier. — *Dispositions générales*

Les députés sont élus au suffrage universel.

Chaque électeur dispose d'une voix et vote pour les listes de candidats présentées dans chaque circonscription électorale.

Le vote est libre, direct et secret.

...

Article 6. — *Date et durée du scrutin*

Les opérations de vote dureront cinq jours et commenceront le 1^{er} mars 1959.

Article 7. — *Obligation morale du vote*

L'exercice du droit de vote constitue une obligation morale à laquelle nul ne peut se soustraire sans manquer à un devoir exprès.

...

Titre II LES ÉLECTEURS

Article 9. — *Conditions requises pour être électeur*

Sont électeurs les citoyens somalis des deux sexes qui :

- 1) Ont 18 ans révolus l'année des élections ;
- 2) Ne sont pas frappés d'interdiction, aliénés ou exclus de la fonction publique ;
- 3) Ne se trouvent pas en état de détention.

Le Ministre de l'intérieur est autorisé à édicter des dispositions visant à assurer en règle générale que, dans chaque circonscription électorale, votent les électeurs qui y résident normalement.

...

Titre III

L'ÉLIGIBILITÉ ET LES LISTES DE CANDIDATS

Article 11. — *Conditions requises pour être candidat*

Peuvent être élus députés les électeurs des deux sexes qui :

- 1) Ont 25 ans révolus l'année des élections ;

¹ Publiée dans le *Bollettino Ufficiale*, deuxième année, n° 12, supplément n° 2, du 12 décembre 1958. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

2) Font la preuve, par un examen spécial, qu'ils savent lire et écrire l'arabe ou l'italien ;

3) N'ont pas été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 ans pour un délit commis avec l'intention de nuire.

Article 12. — *Inéligibilité*

Ne peuvent être élus députés :

- 1) Les magistrats ;
- 2) Les militaires et assimilés ;
- 3) Les préfets, commissaires de district et délégués de district ;

Les causes d'inéligibilité précitées sont sans effet si l'exercice desdites fonctions a pris fin 60 jours au moins avant la date d'ouverture du scrutin.

Les employés des administrations publiques ainsi que ceux des sociétés et organismes de droit public placés sous le contrôle de l'Etat qui sont élus députés sont mis en disponibilité pendant toute la durée de leur mandat parlementaire.

Il sera tenu pleinement compte de la période de mise en disponibilité pour l'avancement éventuel et les augmentations périodiques de traitement. Au cours de cette période, le député n'aura droit qu'au traitement correspondant à l'exercice de son mandat parlementaire.

Article 13. — *Incompatibilités*

Le mandat de député est incompatible avec celui de conseiller municipal et de conseiller de district.

L'élu a un droit d'option qu'il doit exercer dans les quinze jours de la date de la proclamation. Passé ce délai, le député qui n'a pas exercé ce droit d'option perd son mandat de conseiller municipal ou de conseiller de district.

...

Titre V

PROPAGANDE ÉLECTORALE

Article 34. — *Durée et réglementation de la campagne électorale*

La campagne électorale, qui doit se dérouler dans les limites fixées par la loi et conformément à ses dispositions, commence trente jours avant la date d'ouverture du scrutin.

Le jour précédant l'ouverture du scrutin et pendant

toute la durée de celui-ci, toute propagande électorale, directe ou indirecte, est interdite.

Article 35. — *Réunions électorales*

Les meetings et réunions publics de propagande électorale sont régis par les dispositions de l'ordonnance n° 1 du 20 février 1954¹.

Dans une même circonscription de district, il ne pourra être tenu plus de deux meetings ou réunions électorales au cours de la même journée.

Les défilés sont interdits.

Article 36. — *Affiches et tracts*

Les affiches et tracts de propagande électorale doivent être déposés au moins vingt-quatre heures à l'avance auprès du bureau du district.

Ils sont exempts de tout impôt.

Il est interdit d'apposer des affiches sur les édifices du culte, ainsi que sur les édifices privés sans le consentement de leur propriétaire.

Article 37. — *Uniformes*

Le port d'uniformes de type militaire ou susceptibles d'être confondus avec les uniformes de ce type est interdit.

Titre VI

LE SCRUTIN

Article 45. — *Electeurs empêchés de voter en personne*

Pour donner son suffrage, l'électeur doit se présenter en personne au bureau de vote.

L'électeur qui, en raison d'une incapacité physique évidente et reconnue telle par le bureau, se trouve dans l'impossibilité d'exprimer son vote en personne est autorisé par le président à le faire avec l'assistance d'un autre électeur de son choix.

Le secrétaire indique dans le procès-verbal le motif exact pour lequel l'électeur a été autorisé à se faire assister lors du scrutin ainsi que le nom de la personne qui l'a assisté.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 333-334.

Un certificat médical n'est pas nécessaire ; si un certificat est présenté, il est joint au procès-verbal.

[Les autres dispositions de ce titre visent à protéger le secret du vote.]

Titre VIII

DISPOSITIONS PÉNALES

Article 61. — *Actes visant à empêcher l'exercice du droit de propagande*

Quiconque, par quelque moyen que ce soit, empêchera ou troublera une réunion électorale, publique ou privée, ou empêchera l'apposition d'affiches administratives relatives aux opérations électorales ou la distribution ou l'affichage d'imprimés de propagande électorale, ou détruira des affiches ou des imprimés apposés ou destinés à être apposés ou distribués, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus ou d'une amende de 2.400 somalos au plus.

Sera puni de la même peine quiconque aura utilisé des moyens et méthodes de propagande électorale non autorisés par la loi.

Article 71. — *Perte des droits politiques et jugement en référé*

Quiconque est condamné pour délit électoral à une peine d'emprisonnement de deux ans au moins sera privé du droit de vote et de l'éligibilité pendant cinq ans.

Lesdits délits sont jugés en référé.

Titre IX

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Article 77

La présente loi entrera en vigueur à la date de sa publication au Bulletin officiel de la Somalie. A la même date, sera abrogée l'ordonnance n° 6 du 31 mars 1955².

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 283-284.

DÉCRET LÉGISLATIF N° 25 PORTANT CODE DU TRAVAIL

du 15 novembre 1958¹

RÉSUMÉ

Le décret législatif, après avoir énoncé des dispositions générales, réglemente, en particulier, les matières suivantes : syndicats et fédérations de syndicats ; contrats collectifs et individuels de travail ; appren-

tissage ; rémunération ; durée du travail ; travail de nuit et travaux pénibles, dangereux et insalubres ; travail des femmes, des enfants et des adolescents ; repos hebdomadaire, jours fériés, et congés annuels payés ; hygiène et sécurité du travail ; service public du placement ; différends du travail ; et réglementation du droit de grève.

¹ Texte publié dans le *Bollettino Ufficiale della Somalia*, n° 11, supplément n° 2, du 24 novembre 1958. Ce décret législatif est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1959.

Le titre premier (Dispositions générales) du décret législatif contient les articles 1 et 3 ci-après :

« 1. *Droits et devoirs du citoyen.* Chaque citoyen a le droit d'exercer l'activité de son choix et a le devoir, dans l'exercice de pareille activité, de contribuer au progrès matériel et moral de la société.

« 3. *Liberté du travail.* Est interdit le travail forcé ou obligatoire, sous quelque forme que ce soit.

« La loi régleme les cas dans lesquels le travail peut être imposé pour des besoins militaires ou civils, ou en exécution d'une condamnation pénale. »

Le chapitre premier (« Des syndicats ») du titre II (« Associations professionnelles ») contient les articles 6, 7, 9, 12 et 13 ci-après :

« 6. *Mission des syndicats.* L'organisation syndicale est libre. Les syndicats ont pour objet d'étudier et de sauvegarder les intérêts juridiques, économiques et moraux de leurs membres.

« 7. *Organisation des syndicats.* Pourront constituer un syndicat, les personnes qui exercent, soit la même activité professionnelle ou le même métier, soit des activités professionnelles ou des métiers connexes.

Chacun peut s'affilier librement à un seul syndicat de son choix, dans le cadre de ses activités professionnelles.

« 9. *Liberté syndicale.* Est interdit tout acte tendant à établir une discrimination ou à restreindre la liberté syndicale ; l'employeur ne pourra, en particulier :

« 1) subordonner l'engagement d'un travailleur à la condition que celui-ci ne s'affilie pas à un syndicat déterminé ou cesse d'en faire partie ;

« 2) congédier un travailleur ou lui causer un préjudice quelconque en raison de son appartenance à un syndicat ou de ses activités syndicales.

« Est également interdite toute ingérence, notamment d'ordre financier, des organisations d'employeurs

dans la constitution et le fonctionnement des organisations de travailleurs, et réciproquement. »

« . . . »

« 12. *Affiliation au syndicat.* Quiconque est âgé de 18 ans accomplis peut s'affilier librement à un syndicat.

« Les personnes âgées de moins de 18 ans, mais de plus de 15 ans, peuvent s'affilier aux syndicats, sauf opposition du père ou de la personne qui exerce à sa place la puissance paternelle.

« 13. *Droit de démission.* Tout membre d'un syndicat peut démissionner à tout moment, nonobstant toute clause contraire. »

L'article 55, concernant la rémunération, contient une disposition selon laquelle : « A travail égal, la travailleuse a droit aux mêmes rémunérations que le travailleur. »

Sous réserve de certaines exceptions prévues aux articles 70 et 71, l'article 70 dispose que : « la durée du travail des employés et des ouvriers de l'un ou de l'autre sexe, quel que soit leur âge, qui sont rémunérés au temps, aux pièces ou à la mesure, ne peut dépasser huit heures par jour ni quarante-huit heures par semaine. »

Le titre X du décret législatif (« De la grève ») contient l'article 138 reproduit ci-dessous :

« 138. *Liberté du travail et de la grève.* Est illicite toute action tendant à contraindre les travailleurs à participer à une grève ou à empêcher la reprise du travail, tant individuelle que collective.

« Il est interdit de proférer des menaces ou d'exercer des représailles à l'égard des travailleurs qui se proposent de participer ou qui ont participé à une grève. »

Des traductions complètes du texte du décret législatif, en anglais et en français, ont été publiées dans : Bureau international du Travail, *Série législative*, 1958 — Som. (it.) 1.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA

ORDRE EN CONSEIL DE 1958 MODIFIANT L'ORDRE RELATIF AU CONSEIL LÉGISLATIF DU TANGANYIKA¹

NOTE

L'ordre a abrogé la disposition figurant au paragraphe *d*) de la clause VI F² de l'ordre en Conseil de 1926 relatif au Conseil législatif du Tanganyika, tel qu'il a été amendé; aux termes de cette disposition quiconque occupait des fonctions rémunérées par la Couronne ne remplissait pas les conditions requises pour être nommé ou élu membre représentant au Conseil législatif. Le nouveau texte confère au Parlement du Tanganyika le pouvoir de fixer par une loi les fonctions, les postes, ou les catégories de fonctions ou de postes incompatibles avec la qualité de membre représentant au Conseil législatif³.

¹ Texte publié dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 592, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. L'ordre a été pris le 3 avril 1958 et est entré en vigueur le 22 août 1958.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 287.

³ L'ordonnance de 1958 sur les inéligibilités relatives au Conseil législatif, n° 31 de 1958 (publiée dans le Supplément n° 1 à la *Tanganyika Gazette*, vol. XXXIX, n° 43, du 22 août 1958) dispose que quiconque occupe des fonctions publiques ou appartient aux forces de police ou aux forces armées régulières, telles qu'elles sont définies dans l'ordonnance, ne remplit pas les conditions requises pour être nommé ou élu membre représentant au Conseil législatif.

B. Territoires non autonomes

AUSTRALIE

TERRITOIRE DE PAPUA

NOTE¹

Ordonnance de 1957 sur la sécurité du travail (dispositions provisoires) (Papua et Nouvelle-Guinée)

Ordonnance de 1958 sur l'emploi des autochtones (Papua et Nouvelle-Guinée)

Ordonnance de 1958 sur les accidents du travail (Papua et Nouvelle-Guinée)

Ordonnance de 1958 sur les transactions avec les autochtones (Papua et Nouvelle-Guinée)

Les dispositions de ces ordonnances ont été exposées dans la note sur le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée².

Ordonnance de 1958 abrogeant l'ordonnance sur la protection des femmes blanches (Papua)

Cette ordonnance porte abrogation de l'ordonnance de 1926-1934 (Papua) sur la protection des femmes blanches, qui prévoyait des peines spéciales plus lourdes en cas de délits sexuels contre des femmes européennes.

¹ Note obligeamment communiquée par M. H. F. E. Whitlam, ancien *Crown Solicitor*, Canberra, correspondant de *l'Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement australien. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir traduction établie par le Secrétariat des Nations Unies, p. 279.

Ordonnance de 1958 sur les affaires matrimoniales (Papua)

Cette ordonnance abroge l'article 48 de l'ordonnance de 1941-1951 (Papua) sur les affaires matrimoniales, qui stipulait qu'aucune action en nullité ou en dissolution de mariage, en séparation judiciaire ou en rétablissement des droits conjugaux ne pouvait être intentée par ou contre un autochtone marié.

L'ordonnance porte insertion d'un nouvel article 48 ainsi conçu :

« 48. Aucune disposition de la présente ordonnance ne s'applique en ce qui concerne un mariage contracté suivant la coutume autochtone. »

Actuellement, un mariage contracté par un autochtone et célébré conformément à l'ordonnance du Papua sur le mariage peut faire l'objet d'une action en nullité, en dissolution, en séparation judiciaire ou en rétablissement des droits conjugaux dans les conditions prescrites par l'ordonnance sur les affaires matrimoniales, mais non un mariage contracté suivant la coutume autochtone.

Modification du règlement de 1926 (Papua) sur les lieux de divertissement publics

Cette modification consiste en une abrogation de l'article 11 du règlement qui exigeait que les Européens et les autochtones occupent des places séparées dans les lieux de divertissement publics, sauf dans les cas particuliers où l'Administrateur accordait une dispense.

BELGIQUE

CONGO BELGE

NOTE¹

I. LOIS ET RÈGLEMENTS

Lutte contre les mesures discriminatoires

Le décret du 2 décembre 1957 (*Bulletin officiel*, 1^{er} janvier 1958) introduit dans le Code pénal du Congo belge la disposition suivante :

«Quiconque aura manifesté de l'aversion ou de la haine raciale ou ethnique, ou commis un acte de nature à provoquer cette aversion ou cette haine, sera puni d'une servitude pénale de un mois à un an et d'une amende n'excédant pas 3.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.»

Un décret du 6 juin 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} juillet 1958), modifiant l'article 42 du Code pénal du Congo belge, a pour effet d'étendre le bénéfice du sursis en matière pénale à tous les indigènes. Cette mesure ne pouvait auparavant être appliquée qu'aux non-indigènes et aux indigènes immatriculés ou détenteurs de la carte de mérite civique.

D'autres décrets mentionnés ci-dessous (décret du 6 juin 1958 sur le vagabondage et la mendicité, décret du 8 mai 1958 portant code de l'organisation et de la compétence judiciaire, décret du 17 juin 1958 relatif au droit de résidence sur le territoire du Congo belge) ont notamment pour effet d'introduire l'égalité de traitement entre indigènes et non-indigènes.

Droit de ne pas être arbitrairement détenu

Un décret du 6 juin 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} juillet 1958), modifiant les décrets du 23 mai 1896 et du 11 juillet 1923 sur le vagabondage et la mendicité, rend facultatif l'internement des vagabonds et introduit l'égalité de traitement pour les vagabonds et mendiants indigènes et non indigènes.

Droit d'être jugé équitablement

Le décret du 8 mai 1958 (*Bulletin officiel*, 17 mai 1958) portant code de l'organisation et de la compétence judiciaire met en œuvre le principe de la séparation des fonctions administratives et judiciaires. Tout juge peut être récusé pour certains motifs énumérés, notamment s'il est déjà intervenu dans une affaire comme officier de police judiciaire, magistrat instructeur ou agent de l'administration. Que

l'accusé soit indigène ou non indigène, les infractions pénales sont jugées par les mêmes tribunaux.

Réglementation de la liberté de résidence

Le décret du 17 juin 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} juillet 1958) définit et régit les mesures d'éloignement et de résidence forcée qui peuvent être prises par l'autorité administrative à l'encontre des personnes qui compromettent ou menacent de compromettre gravement la tranquillité ou l'ordre publics. Par rapport au décret du 5 juillet 1910, qu'il abroge, le présent décret introduit deux modifications principales : applicabilité des mesures à toute personne, indigène ou non indigène, sur un pied d'égalité ; et institution d'une procédure d'appel, et d'une procédure de révision périodique automatique des décisions de mise en résidence forcée. L'appel est porté devant des commissions, présidées par des juges, qui examinent les raisons invoquées par l'administration à l'appui des mesures prises, et peuvent entendre l'intéressé.

Droit du travail

Un décret du 10 juin 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} juillet 1958) modifie les décrets coordonnés sur le contrat de travail, notamment sur les points suivants : la durée du préavis de rupture de contrat ne peut être inférieure à quinze jours en ce qui concerne le préavis donné par l'employeur, ni supérieure à quinze jours en ce qui concerne le préavis donné par le travailleur (article 2) ; la «famille du travailleur», que l'employeur doit loger et nourrir, est étendue aux enfants sous tutelle légale ou coutumière (article 16) ; l'employeur doit payer au travailleur malade les deux tiers de sa rémunération même s'il est incapable de tout travail (article 18) ; le montant des amendes infligées au travailleur à titre disciplinaire ne peut dépasser le salaire dû pour le jour pendant lequel elles ont été encourues (article 19).

L'ordonnance législative n° 22/415 du 4 octobre 1958 (*Bulletin administratif du Congo belge*, 17 novembre 1958), qui abroge le décret du 27 juin 1944, régit la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif du travail. Les parties doivent soumettre leur différend à des commissions paritaires de conciliation d'abord dans le cadre du district, puis, en cas d'échec, sur le plan de la province. La grève et le lock-out ne sont autorisés qu'en cas d'échec final de la procédure et si les parties n'ont pas signé un compromis d'arbitrage. L'inexécution par l'une

¹ Note rédigée sur la base de renseignements obligamment communiqués par M. Edmond Lesoir, Secrétaire général d'honneur de l'Institut international des sciences administratives, Bruxelles, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement belge.

des parties de l'accord de conciliation ou de la sentence arbitrale autorise l'autre partie à rompre le contrat de louage de services.

Assurances sociales

Le décret du 15 avril 1958 (*Bulletin officiel*, 15 juillet 1958) définit et régit le statut des associations privées mutualistes consacrées à l'aide sociale et médicale, à l'assistance aux personnes âgées ou invalides, et à l'encouragement de l'épargne. Il est notamment prévu (article 11) que l'admission d'un membre dans l'association ne peut être subordonnée à son appartenance à tout autre groupement. Toute personne âgée de plus de 18 ans ou mariée peut être membre, mais le mari peut faire opposition à l'affiliation de son épouse (article 12). En cas de violation des dispositions du décret, l'association peut se voir retirer certains avantages octroyés par les pouvoirs publics, et les administrateurs sont passibles d'une amende (articles 49-50).

Allocations familiales

Le décret du 19 mai 1958 (*Bulletin officiel*, 15 juin 1958) organise la compensation des allocations familiales des travailleurs. Tout employeur occupant une ou plusieurs personnes engagées par contrat de travail, à l'exclusion des travailleurs domestiques, doit verser une cotisation mensuelle destinée à couvrir les frais des opérations de compensation. S'il ne remplit pas les obligations prescrites par le décret, l'employeur doit payer des intérêts aux caisses de compensation, et peut en outre être frappé d'amendes ou de courtes peines de servitude pénale.

Un décret du 10 juin 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} juillet 1958), portant approbation d'une ordonnance législative du Gouverneur général en date du 20 août 1957, modifie le décret du 26 mai 1951 en instituant une allocation-logement au bénéfice des travailleurs et de leur famille, lorsque le logement ne leur est pas fourni en nature par l'employeur.

Un décret du 10 juin 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} juillet 1958) modifiant le décret du 8 décembre 1954, étend le champ d'application du régime des allocations familiales pour les employés non indigènes. Sont

désormais couverts par le régime les enfants naturels, même non reconnus, dont l'acte de naissance contient le nom de l'épouse de l'employé, et les frères et sœurs pris en charge par l'employé, lorsque le père est décédé ou se trouve, par suite d'invalidité, dans l'impossibilité d'exercer une profession quelconque.

Droit à l'éducation

Le décret du 25 novembre 1958 (*Bulletin officiel*, 1^{er} décembre 1958) régit les examens et la collation des divers grades académiques dans les universités du Congo belge. Pour obtenir le grade de candidat ès lettres ou ès sciences, les étudiants doivent passer des examens qui comprennent notamment des épreuves sur la culture et la linguistique africaines.

II. ACCORDS INTERNATIONAUX

Le *Bulletin officiel du Congo belge* en date du 15 février 1958 mentionne que le Gouvernement belge a, le 3 septembre 1957, étendu au territoire congolais l'application des conventions internationales du travail ci-après :

Convention n° 42 concernant la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, adoptée par la Conférence internationale du Travail le 21 juin 1934 ;

Convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée par la Conférence internationale du Travail le 11 juillet 1947 ;

Convention n° 85 concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée par la Conférence internationale du Travail le 11 juillet 1947.

L'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, ainsi que ses annexes et le protocole annexe¹, ratifié par la Belgique, le 31 octobre 1957, a été rendu applicable au Congo belge (*Bulletin officiel du Congo belge*, 15 avril 1958).

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 474-478.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
NOUVELLES MESURES
CONCERNANT LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Voir pages 40, 45, 45-46 et 47.

FRANCE

DISPOSITIONS INTÉRESSANT L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER¹

L'année 1958 a vu se préciser dans tous les territoires d'outre-mer les revendications d'autonomie interne, assorties d'ailleurs de rivalités entre pays et entre partis qui donnent une physionomie assez complexe aux projets élaborés. Les projets de type fédératif s'opposaient aux plans d'association directe avec la métropole. Ces revendications ne faisaient que rendre plus urgentes l'adoption par la France d'une réforme du titre VIII de la Constitution, relatif à l'Union française.

Les événements de mai 1958 et le retour au pouvoir du général de Gaulle ont renforcé en général l'espoir que ces revendications seraient entendues. En fait, le Gouvernement français décidait dès juillet 1958 de donner une satisfaction transitoire en transférant la présidence des Conseils de gouvernement des territoires d'Afrique-Occidentale française, d'Afrique-Equatoriale française et de Madagascar, assumée jusque-là par les Hauts-Commissaires, aux vice-présidents investis par les assemblées territoriales.

Puis en septembre, tous les territoires (sauf la Guinée) ont approuvé à une très forte majorité (plus de 90 pour 100) les dispositions de la Constitution qui offrent aux territoires la liberté d'adhérer à la Communauté et d'en sortir, de choisir entre trois formes de statut au sein de la Communauté, ou enfin de se borner à une simple association à cette Communauté.

Après le referendum, et après des discussions portant sur l'opportunité de certains regroupements de type fédéral, chaque territoire des anciennes fédérations d'Afrique-Occidentale française et d'Afrique-Equatoriale française, et de Madagascar, a choisi, par le canal des ses assemblées territoriales élues au suffrage universel, d'entrer dans la Communauté avec le statut d'Etat membre. Les adhésions sont acquises d'octobre 1958 (Madagascar) à décembre 1958 (Oubangui-chari).

Ainsi sont constituées douze nouvelles républiques :

Madagascar: la République malgache.

Afrique-Occidentale française: la République soudanaise, la République du Sénégal, la République islamique de Mauritanie, la République de Côte d'Ivoire, la République du Dahomey, la République de la Haute-Volta, la République du Niger.

Afrique-Equatoriale française: la République gabonaise, la République du Congo, la République du Tchad, la République centre-africaine.

Tous ces états jouissent désormais de l'autonomie interne politique et administrative, sans préjudice de regroupements ultérieurs de type divers.

Les autres territoires gardent le statut de Territoires d'outre-mer, avec une relative autonomie interne. Ce sont : la Polynésie, la Nouvelle-Calédonie, la Côte française des Somalis, les Comores, Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les textes suivants, intéressant l'ensemble des territoires d'outre-mer méritent d'être mentionnés :

En matière d'*état civil*, un décret du 1^{er} mars 1958 est relatif à l'institution du livret de famille et précise les mentions qui doivent y être portées². C'est une importante innovation, de nature à améliorer grandement la tenue des actes de l'état civil.

En matière d'*accidents du travail*, un décret du 24 février 1957³, déjà modifié par le décret du 23 juillet 1957⁴, a été à nouveau remanié par l'ordonnance du 24 septembre 1958⁵, qui confère divers pouvoirs d'organisation aux assemblées territoriales.

Un décret du 19 avril 1958⁶ a pris des dispositions d'application dans les Territoires d'outre-mer de la loi du 11 mars 1957⁷ sur la propriété littéraire et artistique.

Enfin par décret du 24 juin 1958⁸ «Sont rendus applicables dans les Territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides».

² Décret 58-251, *Journal officiel*, mars 1958, p. 2452.

³ Décret 57-245, *Journal officiel*, février 1957, p. 2305.

⁴ Décret 57-829, *Journal officiel*, juillet 1957, p. 7320.

⁵ Ordonnance 58-875, *Journal officiel*, septembre 1958, p. 8809.

⁶ Décret 58-447, *Journal officiel*, avril 1958, p. 4026.

⁷ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 84.

⁸ Décret 58-562, *Journal officiel*, juin 1958, p. 6075.

¹ Note obligamment préparée par M. E. Dufour, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Paris, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement français.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

KÉNYA

ORDRE EN CONSEIL DE 1958 RELATIF A LA CONSTITUTION DU KÉNYA en date du 3 avril 1958¹

Première partie

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Interprétation

2. 1) Dans le présent ordre en conseil, sauf indication contraire et à moins que le contexte n'exige une autre interprétation :

Les mots «la colonie» désignent la colonie du Kénya ;

Les mots «le Kénya» désignent la colonie et le protectorat ;

Les mots «l'assemblée législative du Kénya» désignent l'assemblée législative créée pour le Kénya par le présent ordre et s'appliquent également à toute assemblée législative précédemment instituée pour la colonie, le protectorat ou l'ancien protectorat d'Afrique orientale ;

Les mots «le protectorat» désignent le protectorat du Kénya ;

5) Afin d'éviter toute incertitude, il est stipulé que toute personne qui aura quitté son siège dans tout conseil créé par le présent ordre ou quitté toute fonction créée par le présent ordre pourra en tout temps, si elle remplit les conditions requises, être à nouveau élue, nommée ou choisie de toute autre manière pour occuper ce siège ou exercer cette fonction, selon le cas.

Quatrième partie

CONSEIL LÉGISLATIF

Conseil législatif

23. 1) Il est créé un Conseil législatif au Kénya et pour le Kénya.

2) Le Conseil législatif est composé :

a) D'un président (*speaker*), que le Gouverneur nomme par acte donné sous le sceau public en exécution d'instructions que Sa Majesté lui adresse par l'intermédiaire d'un Secrétaire d'Etat ;

¹ Publié dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 600, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. L'ordre en conseil est entré en vigueur le 5 avril 1958.

b) Des personnes (appelées «membres fonctionnaires») qui sont ministres en exercice ou temporairement ministres en exercice et ne font partie d'aucune des catégories de membres du Conseil législatif indiquées dans les alinéas ci-après du présent paragraphe ;

c) De trente-six personnes (appelées «membres élus dans les circonscriptions») élues conformément aux dispositions de l'article 24 du présent ordre et de toute loi faite en exécution dudit article ;

d) Des personnes (appelées «membres spécialement élus») qui peuvent être élues conformément aux dispositions des règlements pris en vertu de l'article 25 du présent ordre ;

e) Des personnes (appelées «membres désignés») que le Gouverneur peut nommer par acte donné sous le sceau public en exécution d'instructions que Sa Majesté lui adresse par l'intermédiaire d'un Secrétaire d'Etat ;

f) Des personnes (appelées «membres élus suppléants») qui peuvent être nommées ou choisies de toute autre manière pour occuper des sièges laissés vacants par des membres élus, en vertu de toute disposition de toute loi faite ou de tout règlement pris dans les conditions indiquées à l'article 26 du présent ordre ;

g) Des personnes (appelées «membres temporaires») qui peuvent être nommées ou choisies de toute autre manière en vertu de l'article 27 du présent ordre ou en vertu de toute disposition de toute loi faite ou de tout règlement pris dans les conditions indiquées audit article.

Membres élus dans les circonscriptions

24. 1) La catégorie des membres élus dans les circonscriptions comprend :

a) Quatorze Européens élus par des Européens ;

b) Quatorze Africains élus par des Africains ;

c) Six Asiatiques, dont deux de religion musulmane, élus par des Asiatiques de cette religion, et quatre n'appartenant pas à cette religion, élus par des Asiatiques n'appartenant pas à cette religion ;

d) Deux Arabes élus par des Arabes.

Membres spécialement élus

25. 1) Pendant les dix années qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent ordre et, au-delà de cette période, jusqu'à ce qu'un règlement pris en vertu du présent article en dispose autrement :

a) Un tiers du nombre total des membres spécialement élus sera composé d'Européens, un tiers sera composé d'Africains et un tiers sera composé de la manière indiquée à l'alinéa b) du présent paragraphe ;

b) Ce dernier tiers sera composé pour un quart d'Arabes, pour un autre quart d'Asiatiques de religion musulmane et pour moitié d'Asiatiques n'appartenant pas à cette religion.

2) Sous réserve des dispositions du présent article le Gouverneur peut fixer, par voie de règlement, le nombre des membres spécialement élus qu'il y aura lieu d'élire.

Membres élus suppléants

26. 1) Une loi faite en vertu du présent ordre pourra arrêter des dispositions en vue de pourvoir, par nomination faite par le Gouverneur ou selon un autre mode, tout siège resté vacant dans la catégorie des membres élus dans les circonscriptions parce qu'il n'a pas été présenté de candidature à l'élection à un tel siège dans toute circonscription.

2) Le Gouverneur peut arrêter, par voie de règlement, des dispositions en vue de pourvoir, par nomination faite par le Gouverneur ou selon un autre mode, tout siège resté vacant dans la catégorie des membres spécialement élus parce qu'il n'a pas été présenté de candidature à l'élection à un tel siège.

Sixième partie

LE CONSEIL D'ETAT

Conseil d'Etat

47. 1) Un Conseil d'Etat est créé au Kenya et pour le Kenya.

4) Le Gouverneur nomme les membres du Conseil d'Etat par actes donnés sous le sceau public en exécution d'instructions que Sa Majesté lui adresse par l'intermédiaire d'un Secrétaire d'Etat.

Fonction générale du Conseil

53. Le Conseil d'Etat a pour fonction générale d'apporter au Gouverneur ou au Conseil législatif, sur demande du Gouverneur ou du Conseil législatif, selon le cas, tout concours que le Conseil d'Etat pourra fournir en ce qui concerne l'étude des questions intéressant les membres de toute communauté raciale ou religieuse du Kenya et, en particulier, sous forme de renseignements ou d'avis concernant toute question de cette nature.

Fonction particulière du Conseil à l'égard des mesures différentielles

54. 1) Le Conseil d'Etat a pour fonction particulière d'attirer l'attention sur tout projet de loi et tout instrument ayant force de loi édicté en vertu d'un pouvoir conféré par toute loi de l'assemblée législative du Kenya, si, de l'avis du Conseil d'Etat, ce projet de loi ou cet instrument constitue une mesure différentielle ; et, à cette fin, le Conseil d'Etat dispose à cet égard des pouvoirs que lui confèrent les dispositions ci-après de la présente partie du présent ordre.

2) Au sens du présent article et des dispositions ci-après de la présente partie du présent ordre, est une « mesure différentielle » tout projet de loi ou instrument dont les dispositions sont ou risquent d'être dans leur application pratique au désavantage des membres de toute communauté raciale ou religieuse sans être également au désavantage des membres d'autres communautés de ce genre, soit directement en portant préjudice aux membres de ladite communauté, soit indirectement en conférant un avantage aux membres d'une autre communauté.

ÎLE MAURICE**ORDRE EN CONSEIL DE 1958 RELATIF A LA CONSTITUTION DE L'ÎLE MAURICE**

en date du 30 juillet 1958¹

MODIFIÉ PAR L'ORDRE EN CONSEIL DE 1958 PORTANT AMENDEMENT A LA CONSTITUTION DE L'ÎLE MAURICE

en date du 19 décembre 1958¹

Première partie

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

sera considéré comme fonctionnaire du seul fait qu'il reçoit :

Interprétation

2. . . .

3) a) Aux fins du présent ordre en conseil, nul ne

¹ Ces deux ordres en conseil ont été publiés dans l'annexe aux *Statutory Instruments*, 1958, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Les dispositions citées ici sont entrées en vigueur le 31 décembre 1958.

- i) Un traitement ou une indemnité en qualité de président (*speaker*), de vice-président, de ministre, de ministre par intérim ou en qualité de membre du Conseil législatif;
- ii) Un traitement ou une indemnité en qualité de maire, président ou membre d'un organisme municipal, ou comme conseil juridique permanent ou avocat d'un organisme municipal;
- iii) Une pension ou une autre indemnité semblable au titre de fonctions remplies au service de la Couronne ou d'un organisme municipal.

b) Toute disposition d'une loi en vigueur dans la colonie, en vertu de laquelle un poste officiel n'est pas considéré comme un poste de fonctionnaire à l'une quelconque des fins du présent ordre, s'appliquera comme si elle figurait dans le présent ordre.

6) Afin d'éviter toute incertitude, il est stipulé que toute personne qui aura quitté son siège dans tout organe créé par le présent ordre ou quitté toute fonction créée par le présent ordre pourra en tout temps, si elle remplit les conditions requises, être à nouveau nommée ou élue membre de cet organe ou titulaire de cette fonction.

Troisième partie

CONSEIL LÉGISLATIF

Conseil législatif

17. Il est créé pour la colonie un Conseil législatif composé d'un président (*speaker*), de trois membres de droit, de quarante membres élus et des membres, dont le nombre ne dépassera pas douze, que le Gouverneur est habilité à désigner en vertu du présent ordre.

Membres élus

21. Sont membres élus du Conseil législatif les personnes éligibles conformément aux dispositions du présent ordre et élues suivant les modalités fixées par une loi adoptée en vertu de l'ordre en conseil de 1958 relatif aux élections à l'île Maurice ou en vertu du présent ordre.

Conditions requises pour les membres élus

23. Sous réserve des dispositions de l'article 24, a le droit et seule a le droit d'être élue membre du Conseil législatif une personne qui remplit les conditions suivantes:

- a) Être sujet britannique et être âgée de 21 ans accomplis;
- b) Avoir résidé dans la colonie pendant une durée totale de deux ans au moins avant la présentation de candidature;
- c) Résider dans la colonie depuis six mois au moins au moment de la présentation de candidature;

d) Savoir s'exprimer en anglais et, sauf empêchement dû à la cécité ou à toute autre cause physique, lire cette langue avec une aisance suffisante pour pouvoir prendre activement part aux travaux du Conseil.

Incapacités s'appliquant aux membres élus et désignés

24. Ne peut être élu ou désigné comme membre du Conseil législatif quiconque:

a) Se trouve, de son fait, devoir allégeance ou obéissance à une Puissance étrangère ou à un Etat étranger ou s'y être rallié;

b) Occupe ou exerce des fonctions officielles;

c) i) S'agissant d'un membre élu, est partie à tout contrat passé avec le gouvernement de la colonie pour l'administration ou pour son compte et est associé dans une entreprise commerciale ou est administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature, et n'a pas fait insérer dans la *Gazette* et dans un journal mis en vente dans le district électoral où il est candidat, dans le mois qui a précédé l'élection, un avis en langue anglaise précisant la nature dudit contrat ainsi que sa participation ou celle de l'entreprise ou de la société à ce contrat; ou

d) A été mis ou déclaré en faillite par application de toute loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté et n'a pas été réhabilité ou admis au bénéfice d'un concordat par abandon d'actif dans la colonie;

e) Est un aliéné interdit ou a été déclaré en état d'aliénation mentale en vertu de toute loi en vigueur dans la colonie;

f) A été condamné à la peine capitale par un tribunal dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté, ou purge une peine d'emprisonnement (quelle qu'en soit la qualification) d'une durée supérieure à douze mois qui lui a été infligée par un tel tribunal ou imposée par une autorité compétente en commutation d'une peine infligée par un tel tribunal, ou a été condamné à une peine d'emprisonnement dont l'exécution a été suspendue;

g) S'agissant d'un membre élu, est inéligible en vertu de toute loi en vigueur dans la colonie du fait qu'il occupe un poste, ou exerce des fonctions qui impliquent:

- i) Une responsabilité dans ou au sujet de la conduite d'élections; ou
 - ii) Une responsabilité dans l'établissement ou la révision de listes électorales; ou
- b) Est inéligible au Conseil en vertu de toute loi en vigueur dans la colonie relative aux infractions électorales.

Durée du mandat des membres élus et des membres désignés

25. . . .

2) Le siège d'un membre élu ou désigné du Conseil législatif devient vacant:

- a) Si le Conseil est dissous ;
- b) Si, par notification écrite de sa main, adressée au Président du Conseil législatif s'il s'agit d'un membre élu, ou au Gouverneur s'il s'agit d'un membre désigné, il renonce à son mandat ;
- c) Si, s'agissant d'un membre élu, il devient membre désigné du Conseil, ou si, s'agissant d'un membre désigné, sa candidature est posée avec son consentement à une élection de membre du Conseil ;
- d) S'il cesse d'être sujet britannique ;
- e) S'il devient partie à tout contrat passé avec le gouvernement de la colonie pour l'administration ou pour son compte, ou si une entreprise commerciale dans laquelle il est associé ou une société dont il est administrateur ou gérant devient partie à un contrat de cette nature, ou s'il devient associé dans une entreprise commerciale ou administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature ;

Toutefois, le Gouverneur, à sa discrétion, peut, si les circonstances lui paraissent le justifier, exempter un membre élu ou désigné de l'obligation de quitter son siège en vertu des dispositions du présent paragraphe, si, avant de devenir partie à un contrat de cette nature, ou avant d'avoir acquis ou aussitôt que possible après avoir acquis un intérêt dans un contrat de cette nature (soit en qualité d'associé dans une entreprise commerciale, soit en qualité d'administrateur ou gérant d'une société), ce membre fait connaître au Gouverneur la nature de ce contrat et sa participation ou la participation de l'entreprise ou de la société à ce contrat ;

- f) S'il cesse de résider dans la colonie ;
- g) S'il se trouve placé dans l'une des situations qui, n'était-il déjà membre du Conseil législatif, le rendrait inéligible en vertu des alinéas a), b), d), e), g) ou h) de l'article précédent ;
- h) Dans les cas énumérés à l'article suivant.

Perte du siège à la suite d'une condamnation

26. 1) Sous réserve des dispositions du présent article, si un membre élu ou désigné du Conseil législatif est condamné par un tribunal, dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté, soit à la peine capitale, soit à une peine d'emprisonnement (quelle qu'en soit la qualification) d'une durée supérieure à douze mois, il cessera immédiatement de remplir ses fonctions de membre du Conseil et son siège deviendra vacant à l'expiration d'un délai de trente jours ;

Toutefois, le président (*speaker*) (ou bien, si la présidence est sans titulaire ou si le président ne peut s'acquitter des fonctions de sa charge pour une raison quelconque, le vice-président) pourra, sur la demande de l'intéressé, prolonger à tout moment ce délai d'une durée de trente jours pour lui permettre d'interjeter appel, sous la réserve que des extensions de délai

au-delà d'une durée totale de trois cent trente jours ne pourront être accordées sans l'approbation du Conseil, donnée par une résolution.

2) Si, à tout moment avant que le membre quitte son siège, il bénéficie d'une mesure de grâce ou si sa condamnation est annulée ou réduite à une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure à douze mois ou à une peine autre que l'emprisonnement, son siège au Conseil législatif ne deviendra pas vacant en vertu du paragraphe précédent et il pourra reprendre ses fonctions de membre du Conseil.

3) Aux fins du présent article, deux ou plusieurs peines d'emprisonnement pour lesquelles le condamné ne bénéficie pas du non-cumul seront considérées comme une peine d'emprisonnement unique d'une durée égale à la durée totale des peines prononcées.

Conditions requises pour les électeurs

30. Sous réserve des dispositions de l'article 31, toute personne pourra être inscrite sur les listes électorales dans un seul district électoral, si elle remplit les conditions suivantes :

- a) Être sujet britannique et être âgée de 21 ans accomplis ;
- b) Résider dans la colonie depuis deux ans au moins à la date de l'inscription ou être domiciliée dans la colonie et y résider à cette date ;
- c) Résider dans le district électoral où elle demande à être inscrite depuis six mois au moins à la date de l'inscription.

Incapacités s'appliquant aux électeurs

31. Nul n'a le droit d'être inscrit sur les listes électorales, dans un district quelconque, dans les cas suivants :

- a) S'il a été condamné par un tribunal, dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté, soit à la peine capitale soit à une peine d'emprisonnement (quelle qu'en soit la qualification) d'une durée supérieure à douze mois, et s'il n'a pas purgé sa peine ou, en cas de commutation, toute autre peine qui aura pu lui être imposée par une autorité compétente ou s'il n'a bénéficié d'une mesure de grâce ; ou
- b) S'il a été déclaré en état d'aliénation mentale ou se trouve détenu comme dément criminel en vertu d'une loi en vigueur dans la colonie ; ou
- c) S'il est frappé d'une incapacité conformément à une loi relative aux infractions électorales en vigueur dans la colonie.

Droit de prendre part au vote lors des élections

32. 1) Quiconque est valablement inscrit sur les listes électorales d'un district électoral pourra prendre part au vote dans ce district lors de toutes élections à moins qu'une loi en vigueur dans la colonie ne le lui interdise :

- a) Parce qu'il remplit les fonctions d'assesseur ; ou

- b) Parce qu'il est impliqué dans une infraction électorale s'il n'y est inscrit sur la liste électorale du district relative aux élections.
- 2) Nul ne prendra part au vote dans un district . . .

FÉDÉRATION DE NIGÉRIA

AMENDEMENTS A L'ORDRE EN CONSEIL DE 1954 RELATIF A LA CONSTITUTION DE LA NIGÉRIA

NOTE

L'ordre en conseil de 1954 relatif à la Constitution de la Nigéria a été modifié, en 1958, par quatre ordres. Les dispositions de l'ordre qui figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954* (pages 374 à 379) ont été modifiées comme suit :

- i) Au paragraphe d) de l'article 14, on mentionne, outre la Chambre d'assemblée du Cameroun du Sud, la Chambre des chefs du Cameroun du Sud¹ ;
- ii) Est ajouté au paragraphe 1) de l'article 88, tel qu'il figure sous sa forme amendée à l'article 18 de l'ordre en conseil de 1957 modifiant la Constitution de la Nigéria (amendement n° 2², un alinéa c) ainsi conçu : « c) les ministres temporaires qui pourront être nommés conformément aux dispositions de l'article 92 de la présente ordonnance. »³

Parmi les autres modifications apportées en 1958 à l'ordre de 1954, on peut noter l'article 106 de l'ordre en conseil de 1958 modifiant la Constitution de la Nigéria⁴ qui a ajouté à l'ordre de 1954 un article 223 sur l'expropriation, ainsi conçu :

« 223. 1) Aucun bien, meuble ou immeuble, ne peut être saisi ni aucun droit ou intérêt relatif à un tel bien être acquis de force, si ce n'est en vertu des dispositions d'une loi qui, lue seule ou en conjonction avec une autre loi en vigueur dans la Région :

« a) Impose le versement d'une juste indemnité ;

« b) Donne à toute personne qui réclame une telle indemnité le droit de s'adresser, pour la détermination des droits qu'elle possède sur ces biens et du montant de l'indemnité, au tribunal supérieur de la Région ;

« c) Donne à toute personne partie à une instance se rapportant à une telle demande et introduite devant

le tribunal supérieur de la Région les mêmes droits de recours qui sont accordés d'une manière générale aux parties à une action civile introduite devant ledit tribunal siégeant en juridiction de première instance.

« 2) a) Aucune des dispositions du présent article ne peut faire obstacle à l'application d'une loi existante.

« b) Dans le présent paragraphe, l'expression « loi existante » désigne toute loi en vigueur au 31 mars 1958, ainsi que toute loi postérieure qui modifie ou remplace une loi existante au sens défini ci-dessus (ou une loi modifiée ou remplacée à une ou plusieurs reprises de la manière définie dans le présent paragraphe) et qui

« i) N'énonce pas de nouveaux biens susceptibles de saisie ou de nouveaux droits ou intérêts relatifs à des biens susceptibles d'acquisition forcée ;

« ii) N'énonce pas de nouvel objet pour lequel, ou de nouvelles circonstances dans lesquelles, de pareils biens peuvent être saisis ou expropriés ;

« iii) Ne rend pas les conditions régissant le droit de demander une indemnité ou la fixation du montant de cette indemnité moins favorables pour la personne propriétaire du bien en cause ou titulaire d'un droit sur ce bien ;

« iv) Ne prive pas une personne d'un des droits mentionnés à l'alinéa b) ou à l'alinéa c) du paragraphe 1) du présent article.

« 3) Aucune des dispositions du présent article ne peut être interprétée comme faisant obstacle à l'application d'une loi générale relative :

« a) A l'institution ou à la mise en recouvrement d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit ;

« b) A l'imposition de peines ou déchéances pour infractions à la loi, prononcées soit au cours d'une action civile, soit après que le prévenu a été convaincu d'un délit ;

« c) Aux baux, locations, hypothèques, privilèges, contrats de vente ou autres droits ou obligations émanant de conventions ;

« d) A l'envoi en possession et à l'administration des biens de personnes mises en faillite ou déclarées insolubles d'autre manière, d'aliénés, de personnes décédées et de sociétés commerciales, d'autres personnes morales et de sociétés sans personnalité morale en cours de liquidation ;

¹ Amendement prévu par l'article 5 de l'ordre en conseil de 1958 modifiant la Constitution de la Nigéria, publiée dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 429, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

² Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 296.

³ Amendement prévu par l'article 3 de l'ordre en conseil de 1958 modifiant la Constitution de la Nigéria (amendement n° 3) publiée dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 1522, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

⁴ *Statutory Instruments*, 1958, n° 429. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Cet ordre d'amendement est entré en vigueur le 1^{er} avril 1958.

«e) A l'exécution des jugements ou ordonnances des tribunaux;

«f) A la saisie de biens qui sont dans un état présentant un danger ou qui peuvent nuire à la santé des hommes, des plantes et des animaux;

«g) Aux biens appartenant à l'ennemi;

«h) Aux trusts et à leurs administrateurs;

«i) A la prescription des actions en justice;

«j) Aux biens dévolus à des personnes morales créées par la loi;

«k) A la saisie temporaire de biens en vue d'examen, d'investigation ou d'enquête;

«l) A la mise en œuvre de travaux agricoles tendant à la conservation du sol.

«4) Les dispositions du présent article sont applicables à la saisie de biens meubles ou immeubles et à l'acquisition forcée de droits et intérêts relatifs à ces biens par la Couronne ou en son nom.

«5) Les dispositions du présent article sont applicables, à l'égard du Cameroun du Sud et de Lagos, de la même manière qu'à l'égard d'une Région et, à cet effet, le mot «Région» au paragraphe 1) doit être interprété comme s'il désignait le Cameroun du Sud ou Lagos, selon le cas.»

RÈGLEMENT DE 1958 SUR LES ÉLECTIONS A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS¹

Partie I

PRÉLIMINAIRES

1. . . .

2. Le présent règlement s'applique à l'inscription des électeurs qui participent à l'élection des 320 membres élus de la future Chambre des représentants mentionnée dans l'ordonnance en conseil de 1958 relative aux élections en Nigéria; il s'applique également à tout ce qui est nécessaire ou utile à la préparation de ladite élection. Les références à la Chambre des représentants contenues dans le présent règlement, à l'exception de celles qui se trouvent à l'article 17, doivent être interprétées comme concernant cette future Chambre des représentants.

. . . .

Partie II

ELECTORAT: CONDITIONS ET INCAPACITÉS

4. Sous réserve des dispositions des articles 5 et 19, chacun a le droit de se faire inscrire comme électeur et, une fois inscrit, de voter si, à la date prescrite, il réside ordinairement en Nigéria, est sujet britannique ou protégé britannique, est âgé de 21 ans accomplis, et si, s'agissant d'un résident de la Région du nord, il est du sexe masculin.

5. Nul n'aura le droit de se faire inscrire comme électeur ou de voter:

a) S'il se trouve, de son propre chef, dans une situation d'allégeance, de soumission ou de rattachement vis-à-vis d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger;

b) Si, dans quelque partie que ce soit des Dominions de Sa Majesté, il a été condamné à mort ou à l'emprisonnement (sous quelque nom que ce soit) pour plus de six mois et n'a pas subi la peine à laquelle il a été condamné, ou toute autre peine qui a pu lui

être substituée par une autorité compétente, ou n'a pas fait l'objet d'une mesure de grâce; ou

c) S'il a été déclaré en état d'aliénation mentale ou non sain d'esprit aux termes des lois en vigueur en Nigéria;

d) S'il est disqualifié conformément aux lois sur la corruption électorale.

6. Nul n'aura le droit d'être inscrit comme électeur dans plus d'une circonscription électorale ou de voter plus d'une fois au cours de la même élection.

. . . .

[Les articles 71, 109 et 137 prévoient des dispositions pour sauvegarder le secret du scrutin.]

. . . .

Partie VIII

DÉLITS ÉLECTORAUX

. . . .

114. . . .

2) Nul ne pourra, le jour des opérations électorales dans la circonscription:

a) Organiser ou tenir une réunion publique, ou y participer;

b) Utiliser un porte-voix, un amplificateur ou tout autre appareil permettant de s'adresser au public, pour faire des déclarations concernant l'élection (sauf s'il s'agit d'un fonctionnaire nommé en vertu du présent règlement qui est chargé de communiquer un avis au public).

. . . .

Partie X

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

. . . .

143. 1) Les règlements suivants seront rapportés à compter du jour où les dispositions concernant la future Chambre des représentants auront été prises par ordonnance de Sa Majesté en Conseil et seront entrées en vigueur.

a) *Elections (House of Representatives) (General Provisions) Regulations, 1954* [Règlement de 1954 sur

¹ Publié dans *Supplement to Official Gazette*, n° 49, vol. 45, 24 juillet, partie B. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Le règlement est entré en vigueur le 24 juillet 1958.

les élections à la Chambre des représentants (Dispositions générales)];

b) *Elections (House of Representatives) (Eastern Region) Regulations, 1954* [Règlement de 1954 sur les élections à la Chambre des représentants (Région de l'est)];

c) *Elections (House of Representatives) (Southern Cameroons) Regulations, 1954* [Règlement de 1954 sur les élections à la Chambre des représentants (Cameroun du Sud)];

d) *Elections (House of Representatives) (Northern Region) Regulations, 1954* [Règlement de 1954 sur les élec-

tions à la Chambre des représentants (Région du nord)];

e) *Elections (House of Representatives) (Western Region) Regulations, 1954* [Règlement de 1954 sur les élections à la Chambre des représentants (Région de l'ouest)];

f) *Elections (House of Representatives) (Lagos) Regulations, 1954* [Règlement de 1954 sur les élections à la Chambre des représentants (pour Lagos)¹].

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 362-363.

RHODÉSIE DU NORD

ORDRE EN CONSEIL DU 11 SEPTEMBRE 1958 RELATIF AUX ÉLECTIONS EN RHODÉSIE DU NORD¹

Attendu qu'on envisage de créer en temps utile, pour la Rhodésie du Nord, un Conseil législatif (ci-après dénommé «le futur Conseil») comprenant vingt-deux membres élus et certains autres membres;

Attendu qu'il convient, pour éviter tout retard dans la constitution du futur Conseil, de prendre des dispositions pour l'élection desdits membres élus, . . .

Définitions

2. 1) Dans le présent ordre et sauf disposition contraire ou indication contraire du contexte:

L'expression «les ordres en vigueur» désigne les ordres en conseil relatifs au Conseil législatif de la Rhodésie du Nord (1945-1954);

Le terme «électeur» désigne les électeurs ordinaires et les électeurs spéciaux; . . .

Districts électoraux

3. 1) Aux fins de l'élection des membres élus du futur conseil, la Rhodésie du Nord sera divisée en districts électoraux, à savoir:

a) Douze districts électoraux (ci-après dénommés «circonscriptions ordinaires») qui, ensemble, comprendront les terres de la Couronne des Provinces occidentale, centrale et méridionale (sauf les exceptions qui pourront être prescrites) ainsi que telles régions contiguës des réserves autochtones et des *Native Trust Land*, qui pourront être spécifiées;

b) Six districts électoraux (ci-après dénommés «circonscriptions spéciales») qui, ensemble, engloberont toutes les régions de la Rhodésie du Nord non comprises dans les circonscriptions ordinaires;

c) Deux districts électoraux (ci-après dénommés «circonscriptions africaines réservées») qui, ensemble, engloberont toutes les régions de la Rhodésie du Nord comprises dans les circonscriptions ordinaires; et

d) Deux districts électoraux (ci-après dénommés «circonscriptions européennes réservées») qui, ensemble, engloberont toutes les régions de la Rhodésie du Nord comprises dans les circonscriptions spéciales.

Electorat: conditions et incapacités

4. 1) Aux fins des élections au futur Conseil, le corps électoral comprendra les personnes inscrites sur les listes électorales.

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 5) du présent article, il faut, pour être inscrit sur les listes électorales, remplir les conditions prévues au paragraphe 4) ou au paragraphe 6) du présent article et:

a) Être citoyen du Royaume-Uni et de ses colonies ou citoyen de la Fédération de la Rhodésie et du Nyasaland, ou être protégé britannique en raison de ses liens avec la Rhodésie du Nord;

b) Avoir 21 ans révolus;

c) Remplir les conditions de résidence qui pourront être requises; et

d) Être capable de remplir, en anglais et sans assistance, toute formule de demande d'inscription qui pourra être exigée ou, faute de pouvoir le faire par suite d'une incapacité physique, avoir une connaissance suffisante de la langue anglaise.

4) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2) et 7) du présent article, quiconque remplit l'une des conditions énoncées dans la première partie de l'annexe au présent ordre aura le droit d'être inscrit en qualité d'électeur ordinaire.

¹ Texte anglais dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 1520, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. L'ordre est entré en vigueur le 18 septembre 1958.

5) Sous réserve des dispositions du paragraphe 7) du présent article, quiconque sera, à la date de l'entrée en vigueur du présent ordre, inscrit sur les listes électorales aux fins de l'élection des membres élus du Conseil législatif créé par les ordres en vigueur aura le droit d'être inscrit en qualité d'électeur ordinaire.

6) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2) et 7) du présent article, toute personne qui, aux termes des dispositions des paragraphes (4 ou 5) dudit article, n'a pas le droit d'être inscrite en qualité d'électeur ordinaire, mais qui remplit l'une des conditions énoncées dans la partie II de l'annexe au présent ordre, aura le droit d'être inscrite en qualité d'électeur spécial.

7) Des dispositions tendant à établir des causes d'incapacité électorale et à rayer des listes électorales les personnes ainsi frappées d'incapacité pourront être prises par une loi ou en application d'une loi promulguée en vertu des ordres en vigueur, mais, sous réserve des dispositions du paragraphe 8 du présent article, quiconque aura été inscrit en qualité d'électeur ordinaire ou d'électeur spécial ne pourra être rayé de la liste des électeurs ordinaires ou de la liste des électeurs spéciaux du seul fait qu'il ne possède plus l'une des conditions énoncées, suivant le cas, dans la première partie ou dans la partie II de l'annexe au présent ordre.

8) Quiconque est inscrit en qualité d'électeur spécial et viendrait à remplir les conditions requises pour être inscrit en qualité d'électeur ordinaire pourra présenter, dans les formes prescrites, une demande pour être inscrit en qualité d'électeur ordinaire; il sera alors inscrit comme tel et son inscription précédente sera annulée.

9) La partie III de l'annexe au présent ordre contient les définitions applicables à la première partie et à la partie II de ladite annexe.

Eligibilité et inéligibilité

5. 1) Nul ne pourra être élu membre du futur Conseil :

a) Dans le cas d'une circonscription ordinaire, s'il n'est inscrit en qualité d'électeur ordinaire;

b) Dans le cas d'une circonscription spéciale, s'il n'est inscrit en qualité d'électeur ordinaire ou d'électeur spécial et s'il n'a obtenu un certificat en bonne forme attestant que sa candidature ne soulève pas d'objection et émanant des deux tiers au moins des chefs qui, aux termes de l'ordonnance relative aux autorités indigènes (*Native Authority Ordinance*), de l'ordonnance relative aux autorités indigènes des Barotsé (*Barotsé Native Authority Ordinance*) ou de toute ordonnance modifiant ou remplaçant ces actes, sont reconnus comme les autorités indigènes des régions comprises dans la circonscription intéressée;

c) Dans le cas d'une circonscription africaine réservée, s'il n'est africain et n'a été inscrit en qualité d'électeur ordinaire; ou

d) Dans le cas d'une circonscription européenne

réservée, s'il n'est européen et n'a été inscrit en qualité d'électeur ordinaire.

2) Aux fins des élections au futur Conseil, il pourra être pris, par une loi ou en application d'une loi promulguée en vertu des ordres en vigueur, des dispositions prescrivant des conditions de résidence autres que celles qui sont requises pour être inscrit sur les listes électorales et établissant des causes d'incapacité autres que celles qui sont établies pour être inscrit sur lesdites listes.

Elections

6. 1) Sous réserve des dispositions précédentes du présent ordre, des mesures pourront être prises par une loi ou en application d'une loi promulguée en vertu des ordres en vigueur, en vue de l'élection de vingt-deux membres du futur Conseil.

...

3) Une loi promulguée en exécution du présent article pourra disposer que nul ne sera inscrit sur les listes électorales s'il n'a fait serment ou déclaration d'allégeance à Sa Majesté dans les formes qui pourront être prescrites.

...

Annexe

CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE INSCRIT EN QUALITÉ D'ÉLECTEUR ORDINAIRE OU D'ÉLECTEUR SPÉCIAL

Première partie. Conditions requises pour être inscrit en qualité d'électeur ordinaire

1. Percevoir un revenu d'au moins 720 livres.

2. Posséder des biens d'une valeur d'au moins 1.500 livres.

3. Dans le cas d'une personne qui a effectué un cycle complet d'études primaires répondant aux normes prescrites, percevoir un revenu d'au moins 480 livres ou posséder des biens d'une valeur d'au moins 1.000 livres.

4. Dans le cas d'une personne qui a suivi les quatre premières années d'un cycle d'études secondaires répondant aux normes prescrites, percevoir un revenu d'au moins 300 livres ou posséder des biens d'une valeur d'au moins 500 livres.

5. Appartenir à telles catégories de ministres du culte ou à tels organes religieux qui pourront être spécifiés.

6. Appartenir à telles catégories de chefs qui pourront être spécifiés.

7. Être l'épouse d'une personne qui remplit l'une quelconque des autres conditions énoncées dans la présente partie de l'annexe.

Partie II. Conditions requises pour être inscrit en qualité d'électeur spécial

1. Percevoir un revenu d'au moins 150 livres.

2. Posséder des biens d'une valeur d'au moins 500 livres.

3. Dans le cas d'une personne qui a suivi les deux

premières années d'un cycle d'études secondaires répondant aux normes prescrites, percevoir un revenu d'au moins 120 livres.

4. Appartenir à telles catégories de chefs de village, de conseillers de tribus ou de pensionnés qui pourront être spécifiées.

5. Etre l'épouse d'une personne qui remplit l'une quelconque des autres conditions énoncées dans la présente partie de l'annexe.

[La partie III de l'annexe contient la définition de certains termes utilisés précédemment dans l'annexe.]

SIERRA-LEONE

ORDRE EN CONSEIL DE 1958 RELATIF A LA CONSTITUTION DE LA SIERRA-LEONE

en date du 30 juillet 1958¹

Première partie

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Définitions

1. 1) Dans le présent ordre et sauf indications contraires du contexte :

...

Le mot «réunion» désigne une séance ou des séances de la Chambre des représentants commençant lorsque la Chambre des représentants se réunit pour la première fois après avoir été convoquée à une date quelconque et se terminant lorsque la Chambre s'ajourne *sine die* ou à la fin d'une session ;

...

5) a) Aux fins du présent ordre, ne seront pas considérées comme exerçant des fonctions publiques les personnes en congé ou absentes sur le point de cesser leurs fonctions ou les personnes qui se bornent à percevoir une pension ou allocation analogue, afférente à l'exercice de fonctions publiques ; si une disposition quelconque d'une loi en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone prévoit que certaines fonctions ne sont pas des fonctions publiques aux fins du présent ordre, celui-ci sera interprété en conséquence.

b) Aux fins du présent ordre, aucune personne ne sera considérée comme exerçant des fonctions publiques du fait qu'elle perçoit un traitement ou autres émoluments ou indemnités, afférents à l'exercice des fonctions de Président ou de Vice-Président de la Chambre des représentants, de Ministre, de Secrétaire ministériel, de membre de la Chambre des représentants, de chef ou de membre d'une autorité tribale ou de membre d'un tribunal autochtone.

...

Troisième partie

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Chambre des représentants

19. Il est créé pour la Sierra-Leone une Chambre des représentants composée, conformément aux dis-

positions du présent ordre, d'un Président, de cinquante et un membres élus et de deux membres désignés ;

...

Membres élus

23. a) Peuvent être membres élus de la Chambre des représentants les personnes qui remplissent les conditions énumérées dans les dispositions du présent ordre et qui sont élues suivant les modalités fixées par la loi ou en application d'une loi promulguée en vertu du présent ordre ; parmi ces personnes,

i) Quatorze sont élues dans la Colonie, et

ii) Trente-sept sont élues dans le Protectorat.

b) Dans le présent article, le mot «Protectorat» s'entend au sens défini à l'article 2, alinéa 2), de l'ordonnance relative au Protectorat de la Sierra-Leone² et le mot «Colonie» désigne le reste du territoire de la Sierra-Leone.

...

Conditions requises

26. Sous réserve des dispositions de l'article 27 du présent ordre, a le droit d'être désigné ou élu membre de la Chambre des représentants à l'exclusion de tous autres, quiconque :

a) Est sujet ou protégé britannique et a 21 ans accomplis, et

b) Est, à la date de l'élection ou de la désignation, en possession de biens soit immobiliers, soit mobiliers, d'une valeur totale de cent livres au moins, et

c) Lorsqu'il est procédé à l'élection des membres de la Chambre, tout candidat doit :

i) S'il s'agit d'une élection au suffrage indirect, appartenir aux organes administratifs locaux et aux catégories de personnes prévus par les dispositions en vigueur ;

ii) S'il s'agit d'une élection au suffrage direct, être inscrit sur les listes électorales d'une circonscription pour les élections à la Chambre, et

d) Si une loi en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone et s'appliquant à une partie quelconque dudit

¹ Texte publié dans les *Statutory Instruments*, 1958, n° 1259, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secréariat des Nations Unies. L'ordre est entré en vigueur le 14 août 1958.

² Cap. 185. *Revised Edition Sierra Leone Laws*, 1946.

territoire le prescrit, être assujetti au paiement des impôts prévus par les dispositions en vigueur ou en être exonéré.

Inéligibilité

27. Ne peut être désigné ou élu membre de la Chambre des représentants quiconque :

a) Du fait d'une initiative prise par lui-même, doit allégeance, obéissance ou fidélité à une Puissance étrangère ou à un Etat étranger, ou

b) Est un failli non réhabilité, mis ou déclaré en faillite par application d'une loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté, ou

c) A été condamné à la peine capitale ou purge, ou a fini de purger dans les cinq ans qui précèdent, une peine d'emprisonnement (quelle qu'en soit la qualification), non susceptible d'être remplacée par une amende, d'une durée de douze mois au moins, dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté, et n'a pas été gracié, ou

d) Remplit, à un titre quelconque, une fonction publique, ou

e) Est partie à un contrat en cours (portant sur un montant ou une valeur excédant cent livres ou qui fait partie d'une transaction plus importante ou d'une série de transactions portant sur un montant ou une valeur de plus de cent livres au total) qui est passé avec le Gouvernement de la Sierra-Leone en vue ou à l'occasion de l'exécution d'un service public ou quiconque est associé dans une entreprise commerciale ou administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature,

i) Et, s'il s'agit d'un membre élu, n'a pas fait insérer, au cours du mois précédant la date de l'élection, dans la *Gazette* et dans un journal paraissant dans la circonscription électorale où il est candidat, un avis précisant la nature du contrat en question ainsi que la participation du candidat ou celle de l'entreprise ou de la société dans ce contrat, ou

f) A été déclaré en état d'aliénation mentale ou se trouve détenu comme dément criminel en vertu d'une loi en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone, ou

g) Est incapable de s'exprimer en anglais ou, sauf cas d'incapacité due à la cécité ou à une autre cause physique, de lire ou d'écrire cette langue d'une façon qui lui permette de prendre une part active aux travaux de la Chambre, ou

b) Dans le cas d'un membre élu, est déclaré inéligible par une loi en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone du fait qu'il occupe un poste ou des fonctions qui impliquent une responsabilité dans la conduite des élections ou un lien avec les élections ou une responsabilité dans l'établissement ou la révision des listes électorales, ou

i) Est déclaré inéligible en vertu d'une loi sur les délits en matière d'élection des membres de la Chambre, en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone.

Durée du mandat des membres élus et des membres désignés

28. . . .

2) Tout membre élu ou désigné cesse d'être membre de la Chambre des représentants à la première dissolution de la Chambre qui suit son élection ou sa désignation ou antérieurement à cette dissolution si son siège devient vacant aux termes des dispositions du présent ordre.

3) Le siège d'un membre élu ou d'un membre désigné devient vacant :

a) S'il est élu ou nommé Président, ou

b) Dans le cas d'un membre élu, s'il s'absente de deux réunions consécutives de la Chambre sans avoir obtenu du Président ou, le cas échéant, du Vice-Président, avant la fin de l'une ou de l'autre de ces réunions, la permission d'être ou de rester absent, ou

. . .

d) Dans le cas d'un membre élu, s'il devient membre désigné de la Chambre des représentants ou, dans le cas d'un membre désigné, s'il accepte d'être présenté comme candidat lors d'une élection à la Chambre, ou

e) Si, par serment, déclaration ou aveu, il doit allégeance, obéissance ou fidélité à une Puissance étrangère ou à un Etat étranger, ou fait ou approuve tout acte accompli dans l'intention de devenir sujet ou citoyen d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger, ou

f) S'il est mis ou déclaré en faillite en vertu d'une loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté, ou

g) S'il devient inéligible pour les raisons indiquées à l'alinéa c) de l'article 27 du présent ordre ; ou

b) S'il devient partie à un contrat (portant sur un montant ou une valeur excédant cent livres ou qui fait partie d'une transaction plus importante ou d'une série de transactions portant sur un montant ou une valeur de plus de cent livres au total) qui est passé avec le Gouvernement de la Sierra-Leone en vue ou à l'occasion de l'exécution d'un service public ou si l'entreprise commerciale dont il est associé ou la société dont il est administrateur ou gérant devient partie à un contrat de cette nature ou s'il devient associé d'une entreprise commerciale ou administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature ;

Etant entendu que la Chambre peut, par voie de résolution, dans le cas d'un membre élu, et le Gouverneur à sa discrétion dans le cas d'un membre désigné, si, dans les circonstances, il leur semble qu'il est juste de le faire, exempter ce membre de renoncer à son siège aux termes des dispositions du présent article, si ce membre, avant de devenir partie à un contrat ainsi défini ou avant d'avoir pris ou dès qu'il est possible après avoir pris une participation quelconque dans un contrat de cette nature (que ce soit en tant qu'associé d'une entreprise commerciale ou administrateur ou gérant d'une société) fait connaître à la Chambre ou au Gouverneur la nature de ce contrat

ainsi que la participation de l'entreprise ou de la société dans ce contrat, ou

i) S'il est déclaré en état d'aliénation mentale ou se trouve détenu comme dément criminel en vertu d'une loi en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone, ou

j) S'il est déclaré inéligible aux fonctions de membre de la Chambre par une loi relative aux délits en matière d'élection des membres de la Chambre en vigueur sur le territoire de la Sierra-Leone, ou

k) Dans le cas d'un membre élu, s'il remplit à un titre quelconque une fonction publique, ou

m) Si, de toute autre manière, il perd le droit d'être désigné ou élu membre de la Chambre, aux termes des dispositions du présent ordre.

4) Un membre de la Chambre peut, par notification écrite signée de lui, adressée au Président de la Chambre dans le cas d'un membre élu ou au Gouverneur dans le cas d'un membre désigné, renoncer à son siège à la Chambre.

6) Une personne dont le siège à la Chambre est devenu vacant peut, si elle remplit les conditions requises, être à nouveau désignée ou élue membre de la Chambre.

SINGAPOUR

ORDRE EN CONSEIL DE 1958 RELATIF A LA CONSTITUTION DE SINGAPOUR

rendu le 21 novembre 1958¹

Considérant qu'à une conférence tenue à Londres, en mars et en avril 1957, entre les représentants du Gouvernement de Sa Majesté britannique du Royaume-Uni (dénommé dans le présent ordre: «le Gouvernement du Royaume-Uni») et ceux de la Colonie de Singapour, il a été reconnu souhaitable de donner à Singapour le nom d'«Etat de Singapour» et d'établir une nouvelle Constitution conférant à l'Etat de Singapour l'autonomie interne sous l'autorité d'un Yang di-Pertuan Negara, la défense et les affaires étrangères relevant exclusivement de la compétence du Gouvernement du Royaume-Uni.

Considérant qu'il a été également décidé à ladite conférence et qu'il est confirmé expressément par le présent ordre, qu'il incombe au Gouvernement de Singapour de veiller constamment sur les intérêts des minorités raciales et religieuses de Singapour et en particulier d'avoir pour politique délibérée et consciente de reconnaître en tout temps la situation spéciale des Malais, qui constituent la population autochtone de l'île et qui ont le plus besoin d'assistance, et qu'il incombe par conséquent au Gouvernement de Singapour de protéger, de sauvegarder, de défendre et de favoriser les intérêts politiques, éducatifs, religieux, économiques, sociaux et culturels des Malais ainsi que leur langue.

Première partie

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Interprétation

1. 1) Dans le présent ordre, et sauf disposition contraire ou indication contraire du contexte:

Le terme «Assemblée» désigne l'Assemblée législative créée par le présent ordre et comprend la première Assemblée;

L'expression «citoyen de Singapour» désigne toute personne qui, en vertu des lois en vigueur à Singapour, a le statut de citoyen de Singapour.

Le terme «Singapour» désigne l'Etat de Singapour;

Le terme «séance» désigne une période durant laquelle l'Assemblée siège de manière continue sans ajournement, y compris toute période durant laquelle l'Assemblée siège en comité;

5) Aux fins du présent ordre, nul ne sera considéré comme titulaire d'une fonction publique du seul fait qu'il perçoit une pension ou des indemnités analogues au titre d'un service public.

6) Si une loi en vigueur à Singapour dispose qu'une fonction n'est pas une fonction publique aux fins de la partie V du présent ordre, l'ordre aura les mêmes effets que si cette disposition légale y était contenue.

7) Aux fins du présent ordre, nul ne sera considéré comme titulaire d'une fonction publique parce qu'il perçoit une rémunération ou des indemnités (par exemple une pension ou des indemnités analogues) au titre de son mandat de président, de vice-président ou de membre de l'Assemblée, de ministre ou de ministre adjoint.

14) Dans l'interprétation du présent ordre, il sera dûment tenu compte du devoir qui incombe au Gouvernement de Singapour d'exécuter, en tout temps, les obligations qui sont énoncées au quatrième alinéa du préambule (relatif à la situation spéciale des Malais

¹ Texte anglais dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 1956, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Les dispositions reproduites sont entrées en vigueur le 3 juin 1959.

et aux intérêts des autres minorités) et qui lui sont imposées par la présente disposition.

Inéligibilité

41. Ne peut être élu membre de l'Assemblée qui-conque :

a) De sa propre initiative, doit allégeance ou obéissance ou s'est rallié à une Puissance étrangère ou à un Etat étranger ; ou

b) Est au service d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger, ou d'un organisme dont la propriété ou le contrôle relève totalement ou principalement d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger ; ou

c) Occupe à un titre quelconque une charge ou une fonction publique ; ou

d) Est partie à un contrat en cours passé avec le Gouvernement de Singapour en vue ou à l'occasion de l'exécution d'un service public, ou est associé dans une entreprise commerciale, ou est administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature et n'a pas fait insérer dans la *Gazette*, au cours du mois précédant la date de l'élection, un avis précisant la nature du contrat en question ainsi que la participation du candidat ou celle de l'entreprise ou de la société dans ce contrat ; ou

e) Est un failli non réhabilité, mis ou déclaré en faillite par application d'une loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté ; ou

f) A été déclaré en état d'aliénation mentale ou se trouve détenu comme dément criminel en vertu d'une loi en vigueur à Singapour ; ou

g) A été condamné par un tribunal siégeant dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté soit à la peine capitale, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée égale ou supérieure à douze mois (quelle que soit la qualification de cette peine), et n'a pas purgé la peine à laquelle il a été condamné ou telle autre peine en laquelle la précédente a pu être commuée par une autorité compétente, ou n'a pas fait l'objet d'une mesure de grâce ; ou

b) Est déclaré inéligible aux fonctions de membre de l'Assemblée par une loi sur les délits en matière électorale en vigueur à Singapour ; ou

i) Est déclaré inéligible par une loi en vigueur à Singapour du fait qu'il occupe un poste ou des fonctions qui impliquent une responsabilité dans la conduite des élections ou un lien avec les élections ou une responsabilité dans l'établissement ou la révision des listes électorales.

Durée du mandat des membres

42. 1) Tout membre de l'Assemblée cesse d'être membre à la première dissolution de l'Assemblée qui suit son élection, ou antérieurement à cette dissolution si son siège devient vacant aux termes des dispositions du présent ordre.

2) Le siège d'un membre de l'Assemblée devient vacant :

a) Si le membre cesse d'être citoyen de Singapour ou, par serment, déclaration ou aveu, doit allégeance ou obéissance ou s'est rallié à une Puissance étrangère

Abrogation

3. Le présent ordre abroge les ordres en conseil de 1955¹ et de 1956² relatifs à la Colonie de Singapour.

Partie II

LE YANG DI-PERTUAN NEGARA

Le Yang di-Pertuan Negara

4. 1) Il y aura à et pour Singapour un représentant de Sa Majesté qui portera le nom de Yang di-Pertuan Negara.

Pétitions

11. Toutes les pétitions présentées à Sa Majesté par une personne physique ou morale de Singapour devront être transmises par l'intermédiaire du Yang di-Pertuan Negara.

Partie V

CONSTITUTION DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Assemblée législative

34. 1) Il y aura à et pour Singapour une Assemblée législative composée de cinquante et un membres.

Membres de l'Assemblée législative

39. Peuvent être membres de l'Assemblée les personnes qui remplissent les conditions énumérées dans les dispositions du présent ordre et qui sont élues suivant les modalités fixées par une loi ou conformément à une loi en vigueur à Singapour.

Eligibilité

40. 1) Sous réserve des dispositions des articles 41 et 111 du présent ordre, tout citoyen de Singapour qui :

a) Remplit les conditions d'âge et de résidence qui pourront être prescrites par une loi ou conformément à une loi en vigueur à Singapour, et

b) Est capable de parler et, sauf cas d'incapacité due à la cécité ou à une autre cause physique, de lire et d'écrire l'une au moins des langues suivantes, à savoir : l'anglais, le malais, le chinois (langue mandarine) et le tamoul d'une façon qui lui permette de prendre une part active aux travaux de l'Assemblée a le droit d'être élu membre de l'Assemblée, et nul autre n'a le droit d'être ainsi élu.

¹ Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 320-321.

² *Statutory Instruments*, 1956, n° 223.

ou à un Etat étranger; ou fait ou approuve tout acte accompli dans l'intention de devenir sujet ou citoyen d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger; ou

b) S'il entre au service d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger, ou d'un organisme dont la propriété ou le contrôle relève totalement ou principalement d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger; ou

c) S'il est nommé pour occuper, à un titre quelconque, une charge ou une fonction publique; ou

d) S'il est mis ou déclaré en faillite en vertu d'une loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté; ou

e) S'il devient partie à un contrat avec le Gouvernement de Singapour en vue ou à l'occasion de l'exécution d'un service public, ou si une entreprise commerciale dont il est l'associé ou une société dont il est l'administrateur ou le gérant devient partie à un contrat de cette nature, ou s'il devient associé d'une entreprise commerciale ou administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature;

Etant entendu qu'un membre de l'Assemblée ne sera pas tenu de renoncer à son siège aux termes des dispositions du présent alinéa si, avant de devenir partie à un contrat ainsi défini, ou avant, ou dès que possible après, avoir pris une participation quelconque dans un contrat de cette nature (que ce soit en tant qu'associé d'une entreprise commerciale ou en tant qu'administrateur ou gérant d'une société), il fait connaître au Président la nature de ce contrat ainsi que la participation de l'entreprise ou de la société dans ce contrat et si l'Assemblée le dispense par une résolution, de l'application des dispositions du présent alinéa; ou

f) Si par notification écrite de sa main adressée au Président, il démissionne de son siège à l'Assemblée; ou

g) Si, pendant deux mois consécutifs au cours desquels se tiennent des séances de l'Assemblée (ou de tout comité de l'Assemblée auquel il a été nommé), il s'absente de toutes les séances sans avoir obtenu du Président, avant la fin de l'une de ces séances, la permission d'être ou de rester absent; ou

h) S'il devient inéligible pour les raisons indiquées aux alinéas f), g) et i) de l'article 41 du présent ordre;

3) a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, tout membre de l'Assemblée condamné par un tribunal siégeant dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté soit à la peine capitale, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à douze mois (quelle que soit la qualification de cette peine) cessera immédiatement d'exercer ses fonctions de membre et son siège à l'Assemblée deviendra vacant à l'expiration d'un délai de trente jours;

Etant entendu que le Président peut, à la demande de l'intéressé, lui accorder à plusieurs reprises de nouveaux délais de trente jours pour lui permettre d'exercer les voies de recours qui lui sont ouvertes contre la déclaration de culpabilité ou la condamnation, sans pouvoir toutefois renouveler ces délais au-delà d'une période totale de trois cent trente jours à moins d'y être autorisé par une résolution de l'Assemblée.

b) Si, avant que le siège ne devienne vacant, l'intéressé fait l'objet d'une mesure de grâce ou que la déclaration de culpabilité soit annulée ou la peine commuée en un emprisonnement de moins de douze mois ou remplacée par une peine autre que l'emprisonnement, le siège ne deviendra pas vacant aux termes de l'alinéa précédent et l'intéressé pourra reprendre l'exercice de ses fonctions à l'Assemblée.

c) Aux fins du présent paragraphe, deux ou plusieurs peines d'emprisonnement devant être subies consécutivement seront considérées comme constituant une seule peine d'emprisonnement d'une durée égale à la durée totale des peines en question.

4) Toute personne dont le siège est devenu vacant pourra, si elle remplit les conditions requises, être réélue à l'Assemblée.

...

Partie XIII

DISPOSITIONS TEMPORAIRES ET TRANSITOIRES

...

Maintien en vigueur de l'ordre en conseil de 1958 relatif aux élections dans la Colonie de Singapour

111. Aucune disposition de la partie V du présent ordre ne sera interprétée comme suspendant l'application de l'ordre en conseil de 1958 relatif aux élections dans la Colonie de Singapour.

...

ORDRE EN CONSEIL DE 1958 CONCERNANT LES ÉLECTIONS DANS LA COLONIE DE SINGAPOUR

en date du 11 septembre 1958¹

...

Considérant qu'une nouvelle Constitution, prévoyant notamment la création d'une assemblée légis-

lative comportant cinquante et un membres élus, doit être établie en temps opportun:

Considérant que, dans ce cas, l'assemblée législative ainsi prévue devrait être constituée et convoquée aussitôt que possible après la date fixée pour l'entrée en vigueur de ladite constitution (cette date sera désignée dans le présent ordre par l'expression «la

¹ Publié dans *Statutory Instruments*, 1958, n° 1521, H. M. Stationery Office, Londres. Traduction du Secrétariat des Nations Unies. Cet ordre est entré en vigueur le 18 septembre 1958.

date fixée»); que l'élection desdits cinquante et un membres devrait par conséquent avoir lieu avant cette date: et que, à cette fin, des dispositions devraient être prises pour réglementer lesdites élections et préciser les conditions d'éligibilité et d'inéligibilité des candidats à la première assemblée qui sera convoquée conformément à ladite constitution (cette assemblée sera désignée dans le présent ordre par l'expression «la première Assemblée»):

...

Interprétation

1. 1) Dans le présent ordre:

«Citoyen de Singapour» désigne toute personne qui, en vertu des lois en vigueur à Singapour, possède le statut de citoyen de Singapour;

...

Elections

3. Le Gouverneur peut, à tout moment après l'entrée en vigueur du présent ordre mais avant la date fixée, faire procéder à l'élection des cinquante et un membres de la première Assemblée.

...

Éligibilité à la première Assemblée

5. 1) Sous réserve des dispositions des articles 6 et 7 du présent ordre, tout citoyen de Singapour qui:

a) Remplit les conditions d'âge et de résidence prescrites par la *Singapore Legislative Assembly Elections Ordinance* ou en vertu de ladite ordonnance; et

b) Est capable, d'une façon qui lui permette de prendre une part active aux travaux de l'Assemblée, de parler et, sauf cas d'incapacité due à la cécité ou à une autre cause physique, de lire et d'écrire l'une au moins des langues suivantes: anglais, malais, mandarin et tamil;

a le droit d'être élu membre de la première Assemblée au cours des élections susmentionnées à l'exclusion de tout autre.

...

Inéligibilité

6. Ne peut être élu au cours desdites élections membre de la première Assemblée quiconque:

a) De sa propre initiative, doit allégeance ou obéissance ou s'est rallié à une Puissance étrangère ou à un Etat étranger; ou

b) Est au service d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger quelconque ou au service d'une organisation appartenant en tout ou en partie à une Puissance étrangère ou à un Etat étranger ou dans laquelle une Puissance étrangère ou un Etat étranger possède des intérêts prédominants; ou

c) Occupe à un titre quelconque des fonctions publiques; ou

d) Est partie à un contrat conclu avec le Gouvernement de Singapour en vue ou à l'occasion de l'exécution d'un service public, ou est associé dans une entreprise commerciale, ou est administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat de cette nature et n'a pas fait insérer dans la *Gazette*, au cours du mois précédant la date de l'élection, un avis donnant des indications sur le contrat en question et la participation du candidat ou sur la participation de l'entreprise ou de la société dans ce contrat; ou

e) Est un failli non réhabilité, mis ou déclaré en faillite par application d'une loi en vigueur dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté; ou

f) En vertu d'une loi en vigueur à Singapour, a été déclaré en état d'aliénation mentale ou se trouve détenu comme dément criminel; ou

g) A été condamné par un tribunal siégeant dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté soit à la peine capitale, soit à une peine d'emprisonnement de douze mois ou plus (quelle que soit la qualification de cette peine), et n'a pas purgé la peine à laquelle il a été condamné ou telle autre peine en laquelle la précédente a pu être commuée par une autorité compétente, ou n'a pas fait l'objet d'une mesure de grâce; ou

b) Est déclaré inéligible aux fonctions, de membre de la première Assemblée conformément aux dispositions de la *Singapore Legislative Assembly Elections Ordinance* sur les délits électoraux ou inéligible aux fonctions de membre de l'Assemblée législative de la Colonie de Singapour en vertu de toute autre loi sur les délits électoraux en vigueur à Singapour; ou

i) Est déclaré inéligible à la première Assemblée par la *Singapore Legislative Assembly Elections Ordinance* du fait qu'il occupe un poste ou des fonctions qui impliquent une responsabilité dans la conduite des élections ou un lien avec les élections ou une responsabilité dans l'établissement ou la révision des listes électorales, ou est déclaré inéligible en vertu de toute autre loi en vigueur à Singapour aux fonctions de membre de l'Assemblée législative de la Colonie de Singapour du fait qu'il occupe un poste ou des fonctions de la nature décrite ci-dessus.

Cas spéciaux d'inéligibilité à la première Assemblée

7. 1) Nul ne sera éligible aux fonctions de membre de la première Assemblée si, à la date où sa candidature est présentée:

a) Il subit une peine d'emprisonnement pour avoir enfreint la *Sedition Ordinance*; ou

b) Il est détenu en vertu des dispositions de la *Preservation of Public Security Ordinance* de 1955 et s'il n'a pas bénéficié d'un certificat prévu au présent article.

...

TROISIÈME PARTIE

ACCORDS INTERNATIONAUX

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

CONVENTION CONCERNANT LA DISCRIMINATION (EMPLOI ET PROFESSION), 1958

Convention n° 111, adoptée le 25 juin 1958
par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-deuxième session¹

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1958, en sa quarante-deuxième session ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la discrimination en matière d'emploi et de profession, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale ;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie affirme que tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ;

Considérant en outre que la discrimination constitue une violation de droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

ADOpte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent cinquante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

Art. 1. 1. Aux fins de la présente convention, le terme « discrimination » comprend :

a) Toute distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession ;

b) Toute autre distinction, exclusion ou préférence ayant pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession, qui pourra être spécifiée par le Membre intéressé après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, s'il en existe, et d'autres organismes appropriés.

2. Les distinctions, exclusions ou préférences fondées sur les qualifications exigées pour un emploi

déterminé ne sont pas considérées comme des discriminations.

3. Aux fins de la présente convention, les mots « emploi » et « profession » recouvrent l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi.

Art. 2. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à formuler et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, afin d'éliminer toute discrimination en cette matière.

Art. 3. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux :

a) S'efforcer d'obtenir la collaboration des organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres organismes appropriés pour favoriser l'acceptation et l'application de cette politique ;

b) Promulguer des lois et encourager des programmes d'éducation propres à assurer cette acceptation et cette application ;

c) Abroger toute disposition législative et modifier toute disposition ou pratique administratives qui sont incompatibles avec ladite politique ;

d) Suivre ladite politique en ce qui concerne les emplois soumis au contrôle direct d'une autorité nationale ;

e) Assurer l'application de ladite politique dans les activités des services d'orientation professionnelle, de formation professionnelle et de placement soumis au contrôle d'une autorité nationale ;

f) Indiquer, dans ses rapports annuels sur l'application de la convention, les mesures prises conformément à cette politique et les résultats obtenus.

Art. 4. Ne sont pas considérées comme des discriminations toutes mesures affectant une personne qui fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat ou dont il est établi qu'elle se livre en fait à cette activité, pour autant que ladite personne ait le droit de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale.

Art. 5. 1. Les mesures spéciales de protection ou

¹ Publiée au *Compte rendu des travaux*, annexe XIV, de la Conférence internationale du Travail, quarante-deuxième session, Genève, 1958.

d'assistance prévues dans d'autres conventions ou recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail ne sont pas considérées comme des discriminations.

2. Tout Membre peut, après consultation, là où elles existent, des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, définir comme non discriminatoires toutes autres mesures spéciales destinées à tenir compte des besoins particuliers de personnes à l'égard desquelles une protection ou une assistance spéciale est, d'une façon générale, reconnue nécessaire pour des raisons telles que le sexe, l'âge, l'invalidité, les charges de famille ou le niveau social ou culturel.

Art. 6. Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer aux territoires non métropolitains, conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

Art. 7. Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Art. 8. 1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Art. 9. 1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Art. 10. 1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Art. 11. Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Art. 12. Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Art. 13. 1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) La ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Art. 14. Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

RECOMMANDATION CONCERNANT LA DISCRIMINATION (EMPLOI ET PROFESSION), 1958

Recommandation n° 111, adoptée le 25 juin 1958
par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-deuxième session¹

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

¹ Publiée au *Compte rendu des travaux*, annexe XIV, de la Conférence internationale du Travail, quarante-deuxième session, Genève, 1958.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1958, en sa quarante-deuxième session ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions

relatives à la discrimination en matière d'emploi et de profession, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une recommandation complétant la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958,

ADOpte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent cinquante-huit, la recommandation ci-après, qui sera dénommée Recommandation concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 :

La Conférence recommande aux Membres d'appliquer les dispositions suivantes :

I. DÉFINITIONS

1. 1) Aux fins de la présente recommandation, le terme « discrimination » comprend :

a) Toute distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession ;

b) Toute autre distinction, exclusion ou préférence ayant pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession, qui pourra être spécifiée par le Membre intéressé après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, s'il en existe, et d'autres organismes appropriés.

2) Les distinctions, exclusions ou préférences fondées sur les qualifications exigées pour un emploi déterminé ne sont pas considérées comme des discriminations.

3) Aux fins de la présente recommandation, les mots « emploi » et « profession » recouvrent l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi.

II. ETABLISSEMENT ET APPLICATION DE LA POLITIQUE

2. Tout Membre devrait formuler une politique nationale visant à empêcher la discrimination en matière d'emploi et de profession. Cette politique devrait être appliquée par voie de dispositions législatives, de conventions collectives entre organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs ou de toute autre manière conforme aux circonstances et aux usages nationaux et devrait tenir pleinement compte des principes suivants :

a) Les mesures destinées à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession constituent une question d'intérêt public ;

b) Tout individu devrait jouir, sans discrimination, de l'égalité de chances et de traitement en ce qui concerne :

- i) L'accès aux services d'orientation professionnelle et de placement ;
- ii) L'accès à la formation professionnelle et l'emploi de son choix, selon ses aptitudes personnelles pour cette formation ou cet emploi ;
- iii) La promotion, selon ses qualités personnelles, son expérience, ses aptitudes et son application au travail ;
- iv) La sécurité de l'emploi ;
- v) La rémunération pour un travail de valeur égale ;
- vi) Les conditions de travail, y compris la durée du travail, les périodes de repos, les congés annuels payés, les mesures de sécurité et d'hygiène du travail, ainsi que les mesures de sécurité sociale et les services sociaux et prestations sociales en rapport avec l'emploi ;

c) Les organismes gouvernementaux devraient appliquer dans toutes leurs activités une politique d'emploi sans aucune discrimination ;

d) Les employeurs ne devraient pratiquer ou tolérer aucune discrimination à l'égard de qui que ce soit en ce qui concerne l'engagement, la formation, la promotion, le maintien en emploi ou les conditions d'emploi ; dans l'application de ce principe, ils ne devraient faire l'objet d'aucune obstruction ou intervention, directe ou indirecte, de la part d'individus ou d'organisations ;

e) Dans les négociations collectives et les relations professionnelles, les parties devraient respecter le principe de l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession et veiller à ce que les conventions collectives ne contiennent aucune disposition de nature discriminatoire en ce qui concerne l'accès à l'emploi, la formation, la promotion, le maintien en emploi ou les conditions d'emploi ;

f) Les organisations d'employeurs et de travailleurs ne devraient pratiquer ou tolérer aucune discrimination en ce qui concerne l'admission des membres, le maintien de la qualité de membre ou la participation aux affaires syndicales.

3. Tout Membre devrait :

a) Assurer l'application des principes de non-discrimination :

- i) En ce qui concerne les emplois soumis au contrôle direct d'une autorité nationale ;
- ii) Dans les activités des services d'orientation professionnelle, de formation professionnelle et de placement soumis au contrôle d'une autorité nationale ;

b) Pour autant que cela est possible et nécessaire, favoriser l'application de ces principes en ce qui concerne les autres emplois et les autres services d'orientation professionnelle, de formation professionnelle et de placement, notamment :

- i) En encourageant l'application desdits principes par les services et organismes des administrations

des Etats constituant ou des provinces d'un Etat fédératif, ainsi que des administrations locales, et par les industries et entreprises de propriété publique ou soumises au contrôle d'une autorité publique ;

- ii) En subordonnant l'octroi de contrats entraînant des dépenses publiques à l'application desdits principes ;
- iii) En subordonnant à l'application desdits principes l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement professionnel et de licences aux bureaux privés de placement et d'orientation professionnelle.

4. Des organismes appropriés, aidés là où cela est possible par des commissions consultatives composées de représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs, s'il en existe, et d'autres organismes intéressés, devraient être créés en vue de promouvoir l'application de cette politique dans le domaine de l'emploi public et privé, et en particulier :

a) De prendre toute mesure tendant à faire comprendre au public et à faire admettre par celui-ci les principes de la non-discrimination ;

b) De recevoir et d'examiner des plaintes fondées sur l'inobservation de la politique établie, d'enquêter sur de telles plaintes et de remédier, si besoin est par une procédure de conciliation, à toute pratique considérée comme incompatible avec cette politique ;

c) D'examiner à nouveau toute plainte à laquelle une procédure de conciliation n'aurait pu apporter une solution et d'émettre des avis ou de statuer sur les mesures à prendre pour corriger les pratiques discriminatoires constatées.

5. Tout Membre devrait abroger toute disposition législative et modifier toute disposition ou pratique administrative contraire à la politique de non-discrimination.

6. L'application de cette politique ne devrait pas

avoir d'effet préjudiciable sur les mesures spéciales destinées à tenir compte des besoins particuliers de personnes à l'égard desquelles une protection ou une assistance spéciale est, d'une façon générale, reconnue nécessaire pour des raisons telles que le sexe, l'âge, l'invalidité, les charges de famille ou le niveau social ou culturel.

7. Ne devraient pas être considérées comme des discriminations toutes mesures affectant une personne qui fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat ou dont il est établi qu'elle se livre en fait à cette activité, pour autant que ladite personne ait le droit de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale.

8. En ce qui concerne les travailleurs immigrants de nationalité étrangère, ainsi que les membres de leur famille, il y aurait lieu de tenir compte des dispositions de la convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, qui visent l'égalité de traitement, et de celles de la recommandation sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, qui visent la suppression des restrictions à l'emploi.

9. Une collaboration permanente devrait s'instaurer entre les autorités compétentes, les représentants des employeurs et des travailleurs et les organismes appropriés en vue de l'examen des autres mesures positives qui, selon les circonstances nationales, peuvent être nécessaires pour assurer l'application des principes de non-discrimination.

III. COORDINATION DES MESURES CONTRE LA DISCRIMINATION DANS TOUS LES DOMAINES

10. Les autorités chargées de lutter contre la discrimination en matière d'emploi et de profession devraient collaborer étroitement et de manière continue avec les autorités qui sont chargées de lutter contre la discrimination dans d'autres domaines, afin d'assurer la coordination de toutes les mesures prises à cet effet.

AUTRES ACCORDS

CHARTRE DES ÉTATS ARABES UNIS

du 8 mars 1958¹

I. L'UNION

Article premier. Une union est, par les présentes, établie; cette union portera le nom d'Etats arabes unis et comprendra la République arabe unie, le Royaume Moutawakkilite du Yémen et les Etats arabes acceptant de faire partie de cette union.

¹ Texte publié dans le *Journal officiel* de la République arabe unie, n° 2 bis du 9 mars 1958, et obligamment communiqué par M. Adel El Tahry, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la République arabe unie. Traduction du Secrétariat des Nations unies.

Art. 3. Les citoyens de l'Union jouissent de droits égaux et ont les mêmes obligations.

Art. 4. Chaque citoyen de l'Union jouit du droit de travailler et d'occuper des fonctions publiques dans les pays unifiés sans discrimination et dans le cadre de la loi.

Art. 5. La liberté de mouvement à l'intérieur de l'Union est garantie dans le cadre de la loi.

ÉTAT DE CERTAINS ACCORDS INTERNATIONAUX¹

I. NATIONS UNIES

1. *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* (Paris, 1948) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 555-557).

Au cours de l'année 1958, le Maroc², l'Autriche et le Ghana sont devenus parties à la convention en déposant des instruments d'adhésion les 24 janvier, 19 mars et 24 décembre respectivement.

2. *Convention relative au statut des réfugiés* (Genève, 1951) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 678-689).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1958.

3. *Convention sur les droits politiques de la femme* (New York, 1952) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 422-423).

Au cours de l'année 1958, Haïti, la Finlande² et l'Indonésie² sont devenus parties à la convention en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 12 février, 6 octobre et 16 décembre respectivement.

4. *Convention relative au droit international de rectification* (New York, 1952) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 419-421).

Le Salvador est devenu partie à la convention en déposant un instrument de ratification le 28 octobre 1958.

¹ En ce qui concerne l'état de ces accords à la fin de l'année 1957, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 313-316. Les renseignements contenus dans le présent exposé au sujet des conventions internationales du travail et des accords conclus sous les auspices de l'Organisation des Etats américains et du Conseil de l'Europe ont été fournis respectivement par le Bureau international du Travail, l'Union panaméricaine et le Secrétariat général du Conseil de l'Europe. Les renseignements concernant les conventions de Genève du 12 août 1949 ont été puisés dans le *Rapport d'activité* (1958) du Comité international de la Croix-Rouge. A l'exception de l'accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, de l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et du protocole additionnel (pour lesquels le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies exerce les fonctions de dépositaire), les renseignements concernant les accords conclus sous les auspices de l'UNESCO ont été fournis par le secrétariat de l'UNESCO.

² Avec réserves.

5. *Convention de 1926 relative à l'esclavage amendée par le Protocole du 7 décembre 1953* (signé à New York) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 353-354).

Au cours de l'année 1958, la Hongrie et Ceylan sont devenus parties à la convention amendée par le protocole en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 26 février et 21 mars respectivement.

6. *Convention relative au statut des apatrides* (New York, 1954) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 383-389).

Israël est devenu partie à la convention en déposant un instrument de ratification le 23 décembre 1958.

7. *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage* (Genève, 1956) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 301-304).

Au cours de l'année 1958, l'Australie, Haïti, l'Italie, la Hongrie, le Pakistan, Ceylan, la République arabe unie, le Danemark, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, l'Albanie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont devenus parties à la convention en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 6 janvier, 12 février, 12 février, 26 février, 20 mars, 21 mars, 17 avril, 24 avril, 20 mai, 13 juin, 21 août, 9 novembre et 3 décembre respectivement.

8. *Convention sur la nationalité de la femme mariée* (New York, 1957) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 309-310).

Au cours de l'année 1958, la Suède, la Norvège, Ceylan, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Chine, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Nouvelle-Zélande et la République socialiste soviétique de Biélorussie sont devenus parties à la convention en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 13 mai, 20 mai, 30 mai, 17 septembre, 22 septembre, 3 décembre, 17 décembre et 23 décembre respectivement.

La convention est entrée en vigueur le 11 août 1958.

II. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

1. *Convention sur la politique sociale (territoires non métropolitains)*, 1947 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 483-488).

Aucun Etat n'a ratifié la convention en 1958.

2. *Convention sur le droit d'association (territoires non métropolitains)*, 1947 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 489-491).

Aucun Etat n'a ratifié la convention en 1958.

3. *Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical*, 1948 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 491-494).

Au cours de l'année 1958, les ratifications du Luxembourg, de l'Italie, du Panama et de la Yougoslavie ont été enregistrées les 3 mars, 13 mai, 3 juin et 23 juillet respectivement.

4. *Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective*, 1949 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 335-337).

Au cours de l'année 1958, les ratifications du Luxembourg, de l'Italie, de la Yougoslavie et de la Roumanie ont été enregistrées les 3 mars, 13 mai, 23 juillet et 26 novembre respectivement.

5. *Convention sur l'égalité de rémunération*, 1951 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 549-551).

Au cours de l'année 1958, les ratifications de l'Islande, d'Haïti, de la Chine, du Panama, de l'Indonésie et de l'Inde ont été enregistrées les 17 février, 4 mars, 1^{er} mai, 3 juin, 11 août et 25 septembre respectivement.

6. *Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale*, 1952 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 424-438).

Le 21 février 1958, la République fédérale d'Allemagne a fait enregistrer sa ratification de cette convention, en ce qui concerne les parties II à X.

7. *Convention sur la protection de la maternité (révisée)*, 1952 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 439-442).

Aucun Etat n'a ratifié la convention en 1958.

8. *Convention sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes)*, 1955 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 331-333).

Au cours de l'année 1958, les ratifications de la République Dominicaine, du Salvador et de la République arabe unie ont été enregistrées les 10 février, 18 novembre et 18 décembre respectivement.

La convention est entrée en vigueur le 7 juin 1958.

9. *Convention concernant l'abolition du travail forcé*, 1957 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 311-312).

Au cours de l'année 1958, les ratifications du Danemark, d'Haïti, de l'Autriche, de la Jordanie, d'Israël, de la Norvège, de Cuba, de la Suède, de l'Irlande, de la République Dominicaine, de la Suisse, de la Pologne, du Honduras, de la Fédération de Malaisie,

de la République arabe unie, du Salvador et du Ghana ont été enregistrées les 17 janvier, 4 mars, 5 mars, 31 mars, 10 avril, 14 avril, 2 juin, 2 juin, 11 juin, 23 juin, 18 juillet, 30 juillet, 4 août, 13 octobre, 23 octobre, 18 novembre et 15 décembre respectivement.

10. *Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession*, 1958, (voir plus haut, p. 315).

Aucun Etat n'a ratifié la convention en 1958.

III. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

1. *Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel (Beyrouth, 1948)* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 495-498).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1958.

2. *Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, et Protocole additionnel (Lake Success, 1950)* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 474-478).

Au cours de l'année 1958, l'Afghanistan, l'Autriche et la Jordanie sont devenus parties à l'accord en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 19 mars, 12 juin et 31 décembre respectivement. Par une communication reçue le 7 avril 1958, le Gouvernement ghanéen a fait savoir qu'il assumait toutes les obligations et responsabilités résultant pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'application de cette convention à la Côte-de-l'Or, et a confirmé qu'il se considérait lié par lesdites obligations et responsabilités.

3. *Convention universelle sur le droit d'auteur, et Protocoles additionnels (Genève, 1952)* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 449-455).

Au cours de l'année 1958, l'Irlande et le Liechtenstein sont devenus parties à la convention en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 20 octobre et 22 octobre, respectivement. La ratification de l'Irlande porta également sur les protocoles I, II et III et l'adhésion du Liechtenstein sur les protocoles I et II.

4. *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, et Protocole additionnel (La Haye, 1954)* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 394-403).

Au cours de l'année 1958, le Saint-Siège, la Syrie, la Roumanie, la Thaïlande, l'Italie, l'Inde, le Brésil et les Pays-Bas sont devenus parties à la convention en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 24 février, 6 mars, 21 mars, 2 mai, 9 mai, 16 juin, 12 septembre et 14 octobre respectivement.

En outre, Israël et la Bulgarie ont adhéré au protocole les 1^{er} avril et 9 octobre respectivement.

IV. ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS

1. *Convention interaméricaine sur les droits d'auteur pour les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques* (Washington, D.C., 1946) (voir *Union panaméricaine: Law and Treaty Series*, n° 19).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1958.

2. *Convention interaméricaine sur la concession des droits politiques à la femme* (Bogota, 1948) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 503-504).

Haïti est devenu partie à la convention en déposant un instrument de ratification le 31 janvier 1958.

3. *Convention interaméricaine sur la concession des droits civils à la femme* (Bogota, 1948) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 505).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1958.

4. *Convention sur l'asile diplomatique* (Caracas, 1954) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 337-338).

Le Panama est devenu partie à la convention en déposant un instrument de ratification le 19 mars 1958.

5. *Convention sur l'asile territorial* (Caracas, 1954) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 335-336).

Le Panama est devenu partie à la convention en déposant un instrument de ratification le 19 mars 1958.

V. CONSEIL DE L'EUROPE

1. *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (Rome, 1950) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 484-491).

Le 3 septembre 1958, l'Autriche a déposé un instrument de ratification de la Convention avec des réserves concernant les articles 5 et 6.

2. *Protocole* (Paris, 1952) *additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 463-464).

Le 3 septembre 1958, l'Autriche a déposé un instru-

ment de ratification du protocole, avec des réserves concernant l'article premier.

3. *Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, et Protocole additionnel* (Paris, 1953) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 363-365).

Au cours de l'année 1958, l'Italie et le Luxembourg sont devenus parties à l'accord intérimaire et au protocole en déposant des instruments de ratification les 26 août et 18 novembre respectivement.

4. *Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, et Protocole additionnel* (Paris, 1953) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 366-367).

Au cours de l'année 1958, l'Italie et le Luxembourg sont devenus parties à l'accord intérimaire et au protocole en déposant des instruments de ratification les 26 août et 18 novembre respectivement.

5. *Convention européenne d'assistance sociale et médicale, et Protocole additionnel* (Paris, 1953) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 367-369).

Au cours de l'année 1958, l'Italie et le Luxembourg sont devenus parties à la convention et au protocole en déposant des instruments de ratification les 1^{er} juillet et 18 novembre respectivement.

6. *Convention européenne d'établissement* (Paris, 1955) (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 305-310).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1958.

VI. AUTRES INSTRUMENTS

Les Conventions de Genève du 12 août 1949 (voir *l'Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 344-356).

Au cours de l'année 1958, les Etats suivants ont ratifié les conventions ou y ont adhéré en déposant aux dates indiquées des instruments de ratification ou des notifications d'adhésion: République Dominicaine (22 janvier), Ghana (2 août), Indonésie (30 septembre), Australie (14 octobre), Cambodge (8 décembre), République populaire mongole (20 décembre).

BIBLIOGRAPHIE:

OUVRAGES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

1. Australie

- Australian Council for Civil Liberties. *Constitutional aspects of the Royal Commission on the Communist Party*. Melbourne, Brian Fitzpatrick, 1949. 15 pp.
- Australian Council for Civil Liberties. *Liberty and the Labour Government*. Melbourne, the Council, 1942, 24 pp.
- Australian Council for Civil Liberties. *The war and civil rights; a survey; with a report on civil liberties in wartime in England and U.S.A.* Melbourne, the Council, 1940. 40 pp.
- Australian Institute of Political Science. *Liberty in Australia*. Sydney, Angus and Robertson, 1955. xi, 211 pp.
- Borchardt, D. H. «Ideas, Books and the Censor.» *Australian quarterly* (Sydney) 26: 69-81, décembre 1954.
- Brown, E. T. *The sovereign people; analysis of an illusion*. Melbourne, Cheshire, 1954. xi, 271 pp.
- Bullock, G. H. *The legal aspect of the White Australia policy*. Australian Institute of International Affairs monograph (Sydney): 1-4, avril 1955.
- Cardno, J. A. «Legitimate and justified; social services.» *Rydge's business journal* (Sydney): 206, mars 1947.
- Catholic Action. Australian National Secretariat. *For freedom*. Melbourne, the Society, 1942. 16 pp. Social justice statement, 1942.
- Catholic Action. Australian National Secretariat. *Social security and human rights*. Melbourne, the Society, 1946. 16 pp. Social justice statement, 1946.
- Copland, D. «The structure of the western economy and its contribution to social progress.» *Institute of Public Affairs review* (Sydney): 3-8, janvier-mars 1955.
- Dark, E. P. *The press against the people*. Bankstown, New South Wales, Pinnacle Press, 1949. 63 pp.
- Dreyer, M. «Radio censorship.» *Voice* (Sydney): 17-18, avril 1953.
- Fabian Society of New South Wales. *Towards a free press*. Sydney, the Society, 1949. 24 pp. (Pamphlet n° 3.)
- «Free enterprise and socialism.» *Institute of Public Affairs review* (Sydney): 21-28, janvier-février 1949.
- «Freedom of the press.» *Current affairs bulletin* (Sydney): 183-193, 27 février 1950.
- Griswold, E. N. «The fifth amendment; the privilege against self-incrimination.» *Australian quarterly* (Sydney) 26: 25-42, septembre 1954.
- Hammet, I. C. «How Australian book censorship operates.» *Ideas* (Melbourne): 571, juin 1955.
- Harris, M. «Book censorship.» *Voice* (Sydney): 20-21, juillet 1953.
- «Have we identified too much self-interest with social justice?» *Voice* (Sydney): 17-18, décembre 1953.
- Horn, R. V. «The meaning of assimilation.» *Australian quarterly* (Sydney) 24: 63-70, décembre 1952.
- Hughes, L. «Aims and structures of Australian trade unions.» *Employers' review* (Sydney) 1954.
- Lowe, C. «Freedom of speech and association and the University.» *Melbourne University gazette* (Melbourne): 91-93, 18-décembre 1951.

- Macartney, F. T. B. *The increased price of liberty*. Black Rock, Victoria, the author, 1955. 15 pp.
- Penton, B. C. *Censored! being a true account of a notable fight for your right to read and know, with some comment upon the plague of censorship in general*. Sydney, Shakespeare Head Press, 1947. 108 pp.
- Pillinger, M. «The community's responsibility for the civilian widow and her family.» *Social service* (Sydney): 1-6, janvier-février 1955.
- Taylor, L. *Report to United Nations* (Social Welfare Fellowships Division). Melbourne, 1953. ii, 37 pp.
- Tew, M. *Work and welfare in Austria; studies in social economics*. Melbourne, Melbourne University Press, 1951. viii, 236 pp.
- Webb, L. «Academic freedom and the civil service.» *Public administration* (Sydney) 13: 57-61, mars 1954.
- Wheelwright, E. L. Trade unions and the State. *Australian quarterly* (Sydney) 25: 26-36, juin 1953.
- Zieman, O. D. 1975: *A new social system for the world of tomorrow and how provisions will be made for the aged*. Sydney, Gornall, 1950, 64 pp.

2. République socialiste soviétique de Biélorussie

LISTE DE LIVRES ET D'ARTICLES DE PÉRIODIQUES PUBLIÉS ENTRE 1954 ET 1956 DANS LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

- Aleksanov, M. «Blago naroda prevyshe vsego.» *Sovetskaia otchizna* (Minsk) n° 2: 120-122, 1954.
[Le bien du peuple avant tout.]
- Aleksanov, M. «Bor'ba za zdorovyi byt: zadacha vseh partiinykh organizatsii, vsei sovetskoi obshchestvennosti.» *Kommunist Belorussii* (Minsk) n° 9, 1954.
[La lutte pour une vie saine est le devoir de toutes les organisations du Parti dans l'ensemble de la communauté soviétique.]
- Aleksanov, M. «Za dal'neishii pod'em ekonomiki i kul'tury Sovetskoi derzhavy.» *Kommunist Belorussii* (Minsk) n° 11: 1-7, 1954.
[Pour une nouvelle expansion de l'économie et de la culture dans la nation soviétique.]
- Babitskii, B. et E. Iakovleva. *Sotsialisticheskaia zakomost' na strazhe prav sovetskikh grazhdan*. Minsk, Akademiia Nauk BSSR, 1954. 36 pp.
[La légalité socialiste gardienne des droits des citoyens soviétiques.]
- Belitskii, D. P. *Zabota Kommunisticheskoi partii i Sovetskogo gosudarstva o zdorov'e naroda*. Minsk, Akademiia Nauk, 1954. 31 pp.
[L'action du Parti communiste et de l'Etat soviétique en faveur de la santé publique.]
- Bel'skii, I. «O povyshenii kul'turno-tekhnicheskoi vooruzhennosti rabochikh.» *Kommunist Belorussii* (Minsk) n° 2: 57-62, 1956.
[Comment perfectionner l'équipement culturel et technique des travailleurs.]

- Dozortseva, G. L. *Materinstvo-schast'e*. Minsk, Izdatelstvo TSK KPB, 1956. 15 pp.
[Le bonheur dans la maternité.]
- Dozortseva, G. L. «Polozhenie o poriadke naznachenii i vyplaty posobil beremennym zhenshchinam mnogodetnym i odinokim materiam.» *Prikaz Ministra sots. obespecheniia Belorusskoi SSR* (Minsk) n° 108 : 1-14, 10 juillet 1956.
[Dispositions concernant la fixation et le paiement des prestations aux femmes enceintes, aux mères de famille nombreuse et aux mères célibataires.]
- Dreizin, A. N. et N. E. Kravets. «Bor'ba za obshchestvennyi poriadok — delo vseh sovetskikh grazhdan.» Minsk, *O-vo po rasprostraneniui politicheskikh i nauchnykh znanii Belorusskoi SSR*, 1956. 32 pp.
[Tous les citoyens soviétiques doivent lutter pour le triomphe de l'ordre social.]
- Eremeev, D. F. «Poniatie prava lichnoi sobstvennosti grazhdan SSSR.» *Uchenye zapiski Belorusskogo Instituta Narodnogo Khoziaistva* (Minsk) n° 2 : 52-71, 1956.
[Le concept du droit des citoyens d'URSS à la propriété privée.]
- Gavze, F. I. «Printsip real'nogo ispol'zovaniia dogovornykh obiazatel'stv v sovetskom grazhdanskom prave i praktika ego primeneniia.» *Uchenye zapiski* (Minsk) n° 25 : 73-103, 1955.
[Le principe de la réalité des obligations contractuelles en droit civil soviétique et son application pratique.]
- Gorelik, I. I. «Okhrana sotsialisticheskoi sobstvennosti v SSSR.» Minsk, *Gosizdat BSSR*, 1954. 34 pp.
[La protection de la propriété socialiste en URSS.]
- Karpinskiĭ, V. A. «Konstitutsiia SSSR.» Uchebnik dlia VII klassa srednei shokly. Perevod s 1 russkogo izd. Minsk, *Uchpedgiz BSSR*, 1954. 138 pp.
[La Constitution de l'URSS.]
- Kozlov, V. «Zhenshchiny Sovetskoi Belorussii» Minsk, *Gosizdat BSSR*, 1954. 569 pp.
[Les femmes de Biélorussie soviétique; recueil d'articles et d'essais.]
- Kozlov, V. «Zhivotvornaia sila sovetskoi demokratii.» *Kommunist Belorussii* (Minsk) n° 12 : 9-14, 1956.
[La force créatrice de la démocratie soviétique.]
- Kuznetsov, V. «Nauka i tekhnicheskii progress v shestoi piateletke.» *Kommunist Belorussii* (Minsk) n° 5 : 57-66, 1956.
[La science et le progrès technique dans le cadre du sixième plan quinquennal.]
- Novikova, F. «Kazhdoi sovetskoi sem'e-zdorovyĭ byt.» *Rabotnitsa i selianka* (Minsk) n° 10 : 8-9, 1954.
[Une vie saine pour toutes les familles soviétiques.]
- Radziuk, D. *Bor'ba Kommunisticheskoi partii za povysienie material'nogo i kul'turnogo urovnia sovetskogo naroda*. Minsk, 1954. 32 pp.
[La lutte du Parti communiste pour l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple soviétique.]
- Radziuk, D. «Zabota Kommunisticheskoi partii o blagosostoianii naroda.» *Polymia* (Minsk) n° 2 : 126-130, 1954.
[L'action du Parti communiste en faveur du bien-être public.]
- Rakov, I. A. *Polozhenie o poriadke naznachenii i vyplaty posobil po gosudarstvennomu sotsial'nomu strakbovaniui. Instruksiia o poriadke vydachi bol'nicnykh listov*. Minsk, 1955. 72 pp.
[Règlements concernant la fixation et le paiement des prestations dans le cadre du programme d'assurance sociale de l'Etat. Instructions concernant la délivrance des cartes d'hôpital.]
- Rakov, I. A. G. «Rost material'nogo i kulturnogo urovnia sovetskogo naroda.» *Sbornik nauchnykh rabot* (Minsk) n° 51, 1955.
[Élévation du niveau matériel et culturel du peuple soviétique.]
- Shabanov, I. U. *Sovetskaiia demokratiia-demokratiia vysshego tipa*. Minsk, Akademiia Nauk BSSR, 1954. 48 pp.
[La supériorité de la démocratie soviétique.]
- Shabanov, I. U. «Triumf sovetskoi sotsialisticheskoi demokratii.» *Kommunist Belorussii* (Minsk) n° 2 : 53-58, 1955.
[Le triomphe de la démocratie socialiste soviétique.]
- Skorobogatyĭ, V. V. «XX c'ezd KPSS o dal'neishe roste material'nogo i kul'turnogo blagosostoianniia sovetskogo naroda.» Minsk. *Obshchestvo po rasprostraneniui politicheskikh i nauchnykh znanii BSSR*, 1956. 21 pp.
[Travaux du vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique sur l'accroissement du bien-être matériel et culturel du peuple soviétique.]
- Timchuk, I. M. «Postoiannaia zabota Kommunisticheskoi partii o blagosostoianni sovetskogo naroda.» Minsk, *Gosizdat BSSR*, 1954. 84 pp.
[Le Parti communiste travaille sans relâche au bien-être du peuple soviétique.] En biélorussien.
- Umreiko, S. A. «Razvitie narodnogo obrazovaniia v SSSR i upadok ego v kapitalisticheskikh stranakh; k itogam XVII Mezhdunarodnoi konferentsii narodnogo obrazovaniia.» *Sovetskaiia shkola* (Minsk) n° 5 : 20-23, 1954.
[Le développement de l'enseignement public en URSS et son déclin dans les pays capitalistes.]
- Vladimirova, M. «Rodnoi dom; Dom invalidov i prestarelykh, Minsk.» *Rabotnitsa i selianka* (Minsk) n° 12 : 6-7, 1954.
[Le «Home» pour infirmes et vieillards, à Minsk; pourquoi ils y trouvent un vrai foyer.]

3. Canada, 1955-1956

- Barber, C. L. *The cost of public welfare expenditure to Canadians*. Toronto, Gilbert Jackson and Associates, 1955. 46, 28 pp.
- Bowker, W. F. «Protection of basic rights and liberties.» *U.B.C. legal notes* (Vancouver) 2 : 281-320, 1956.
- Brewin, F. A. «Constitutional law; closing of stores on holy days; criminal law; religious and political freedom.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 81-86, janvier 1956.
- Canada. Department of National Health and Welfare. Research Division. *Mother's allowance legislation in Canada*. Ottawa, 1955. 85 pp.
- Canada. House of Commons. «Amendment of British North America Act to include sections on human rights; freedom of speech; habeas corpus; measure to ensure fundamental freedoms; proposed amendment to B.N.A. Act.» Dans ses *Debates*. Ottawa, 30 janvier 1956. pp. 690-699.
- Canada. House of Commons. «Freedom of speech.» Dans ses *Debates*. Ottawa, 28 mai 1956. p. 4374.
- Canada. House of Commons. «Human Rights declaration to ensure fundamental freedoms.» Dans ses *Debates*. Ottawa, 1955. p. 894-933.
[Compétence de la Cour suprême en la matière.]
- Carrothers, A. W. R. «Trade unions; wrongful expulsion from membership; course of action in contract or tort;

- representative form; liability of unions and members to declaration, injunction and damages.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 70-100, janvier 1956.
- Dunton, J. W. «Discussion of *habeas corpus*; deportation order against alien; bail; «Confined or restrained of his liberty»; Court's power to interfere with findings of Immigration Board.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 1073-1078, novembre 1956.
- Fischer, H. «Civil and criminal aspects of contempt of court.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 121-165, février 1956.
- Fraser, R. B. «Backstage at Ottawa; what do civil rights mean in Quebec?» *MacLean's magazine* (Toronto) 69 : 3, 46, 7 janvier 1956.
- Fraser, R. B. «Backstage at Ottawa; who guards the freedom of worship?» *MacLean's magazine* (Toronto) 68 : 8, 83, 30 avril 1955.
- Gervais, A. «La tragédie scolaire de l'heure.» *Relations* (Montreal) 15 : 289-292, 1955.
- Gosselin, E. «Syndicalisme et vie démocratique.» *Relations industrielles* (Québec) 10 : 174-182, 1955.
- «Inequalities of the criminal law; a symposium.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 246-287, mars 1956.
- Kaplansky, K. «Fair employment practices Acts in Canada.» *Canadian unionist* (Ottawa) 29 : 455-471, 1955.
- Laskin, B. «Our civil liberties; the role of the Supreme Court.» *Queen's quarterly* (Kingston) 61 : 455-471, 1955.
- MacLeod, A. J. et autres. «Canada's new criminal code: a review of the revision. Comments and criticisms.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 33 : 3-73, 1955.
- McWhinney, E. *Judicial review in the English-speaking world*. Toronto, University of Toronto Press, 1956. 201 pp.
- Martin, J. C. *The Criminal Code of Canada*. Toronto, Cartwright, 1955. 1206 pp.
- Parkinson, R. H. «Ten years of family allowances.» *Canadian welfare* (Ottawa) 31 : 195-200, 1955.
- Percival, W. P. «Guide to trends in education.» *Dalhousie review* (Halifax) 34 : 355-367, 1955.
- Popple, A. E. *Snow's Criminal Code of Canada*. 6^e éd. Toronto, Carswell, 1955. 1040 pp.
- Smith, S. «L'avenir de l'enseignement au Canada anglais.» *Relations* (Montreal) 15 : 230-233, 1955.
- Stone, A. J. «Wrongful expulsion from trade unions; judicial intervention at Anglo-American law.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 1111-1138, décembre 1956.
- Whitemore, E. F. «Trade unions; action for wrongful suspension; applicability of *Kusich v. White*; representative defendants.» *Canadian Bar review* (Ottawa) 34 : 188-202, février 1956.
- universal suffrage.» *Political science* (Wellington, New Zealand) 8, n° 1, mars 1956.
- Currie, A. W. *Crown and subject; a treatise on the rights and legal relationship of the Crown and the people of New Zealand, as set out in the Crown proceedings Act, 1950*. Wellington, Legal Publications, 1953. 220 pp.
- Jacks, L. N. «Public officials and the Government.» *New Zealand financial times* (Wellington) 25 : 15-16, octobre 1954.
- Lovegrove, «M. Role of education in developing international understanding.» *National education* (Wellingtons) 36 : 399-401, décembre 1954. Egalement publié dans *World affairs* (Washington, D.C.) 9 : 26-29, juin 1954.
- Macdonald, J. W. *Law relating to workers' compensation in New Zealand*; supp. n° 11, éd. par C. H. Arndt. Wellington, Butterworth, 1954. 273 pp.
- Marshall, J. R. «New Zealand Cabinet.» *Political science* (Wellington) 7 : 3-10, mars 1955.
- Mirams, D. M., comp. *Corporal punishment at home and school, with special reference to powers of punishment by school prefects*. Timura, Beynon Printing Co., 1955.
- New Zealand. Department of Island Territories. *First report on a constitutional survey of the Cook Islands*. Wellington, 1956.
- New Zealand. Department of Justice. *A penal policy for New Zealand*, by Shirley Smith. Wellington, 1954. 31 pp.
- Parkyn, G. W. *The administration of education in New Zealand*. Wellington, New Zealand Institute of Public Administration, 1954. 121 pp. (Studies in public administration, n° 2.)
- Paterson, A. I. H. «Education in New Zealand; the practical predicament.» *National education* (Wellington) 36 : 37-38, février 1954.
- Scott, K. J. «Civil liberties in New Zealand.» *Landfall* (Christchurch) 10, n° 1, 1956. Egalement publié dans *Political science* (Wellington) 6 : mars 1954.
- Smith, S. «The Police Offences Bill, 1951.» *Political science* (Wellington) 4 : septembre 1952, n° 2.
- Taylor, N. R. «Elderly persons in the population.» *Labour and employment gazette* (Wellington) 4 : 27-29, mai 1954, n° 2.
- Taylor, N. R. «Fast-growing Maori population; a discussion of facts and their implications for industry.» *Labour and employment gazette* (Wellington) 4 : 8-11, août 1954, n° 3.
- Taylor, N. R. «Public order and police powers. Background to the Police Offences Act.» *Political science* (Wellington) 4 : septembre 1952, n° 2.

4. Nouvelle-Zélande

SÉLECTION D'OUVRAGES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME PUBLIÉS EN NOUVELLE-ZÉLANDE DE 1951 A 1956

- Birks, W. R. *The legal relationship of parent and child*. Wellington, Legal Publications, 1952. 418 pp.
- Blamires, E. P. «Social services for the family in New Zealand.» *Marriage and family living* (Minneapolis, Minnesota) 17 : 236-239, août 1955.
- Boyd, M. «Political development in Western Samoa and

5. Pakistan

- Brelvi, Mahmud. *The Muslim neighbours of Pakistan*. Lahore, Ripon Printing Press, 1950. 276 pp.
- Hakim, Khalifa Abdul. *Fundamental human rights*. Lahore, The Institute of Islamic Culture, 1951. 27 pp.
- Hakim, Khalifa Abdul. *Islamic ideology. The fundamental beliefs and principles of Islam and their application to practical life*. Lahore, Institute of Islamic Culture, 1953. 346 pp.
- Qureshi, Ishtiaq Husain. *Pakistan, an Islamic democracy*. Lahore, Institute of Islamic Culture, 1951. 27 pp.

6. Suède

OUVRAGES PUBLIÉS ENTRE LE 1^{er} JANVIER 1955
ET LE 30 JUIN 1956

(Les articles parus dans des périodiques ne figurent pas dans la présente liste.)

Eek, H. *Om främlingskap; en undersökning av principerna för främlingskapets rättsliga reglering i fredstid*. Stockholm, Norstedt, 1955. 208 pp. Résumé en langue anglaise.
[Etude des principes qui sont à la base des dispositions légales régissant le statut des étrangers en période de paix.]

Hesselgren, O. et Y. Samuelsson. *Den nya semesterlagen*. Stockholm, Norstedt, 1955. 180 pp.

[La nouvelle loi sur les congés. Rapport sur l'institution de la loi sur les congés actuellement en vigueur.]

Michanek, E. *Socialboken*. Stockholm, Tidens, 1955. 370 pp.

[Le Livre social.]

Nordiska medborgares sociala rättigheter under uppehåll i annat nordiskt land. Ouvrage publié par le Comité scandinave de politique sociale au nom du Conseil scandinave. Stockholm 1955, 72 pp.

[Les droits sociaux des citoyens scandinaves résidant dans un pays scandinave autre que le leur.]

Samhällets åtgärder mot lagöverträdare. Aperçu général préfacé par H. Zetterberg. Publié par S. Hiljding. Edition nouvelle et révisée, Stockholm 1955. vii, 233 pp.

[Mesures prises par l'Etat contre les délinquants.]

Starrin-Reindahl, S. et V. Döös. *Kvinnorna i förvärvslivet*. Stockholm, KF Bokförlag, 1956. 133 pp.

[Les femmes qui travaillent.]

Suède. Administrativt rattsskydd. *Principbetänkande angående besvärsinstitutet och därmed sammanhängande ämnen avg. av besvärssakkunniga*. Stockholm, Kihlströms Tryckeri, 1955. 104 pp. (SOU 1955 : 19)

[Examen par des spécialistes de diverses questions de principe concernant l'Institut des réclamations et problèmes connexes.]

Suède. *Allmän pensionsförsäkring. Förslag avg. av pensionsutredningen*. Stockholm, 1955. vii, 476 pp. (SOU 1955 : 32)

[Caisses publiques des retraites. Proposition fondée sur le rapport relatif à la Caisse des retraites.]

Suède. Bostadsskollektiva Kommittén. *Samlingslokaler*. Stockholm, 1955. 190 pp. (SOU 1955 : 28)

[Les salles de réunion.]

Suède. *Förslag till ny förordning om erkända arbetslösbetskassor m.m. 1951 års utredning om arbetslösbetsförsäkringen*. Stockholm, 1955. 262 pp. (SOU 1955 : 27)

[Projet de nouvelles dispositions concernant les caisses d'assurance-chômage reconnues par l'Etat, etc. Rapport de 1951 sur l'assurance-chômage.]

Suède. *Lois*, etc. «Barn och ungdom. Samhällsinsgränsanden enligt straffrätt och barnavårdslag. Lag texter med ändringar och tillägg t.o.m. 31 januari 1955.» Stockholm, Svenska Socialvårdsförbundet, 1955. 106 pp.

[L'action sociale à partir du droit pénal et la Loi sur la protection de l'enfance. Textes des lois, amendements et additifs au 31 janvier 1955. Edition de 1955.]

Suède. *Lois*, etc. «Nya semesterlagen den 29 juni 1945 med t.o.m. år 1954 företagna ändringar och tillägg samt lagen om förlängd semester för vissa arbetstagare med hälsofarligt arbete den 25 maj 1951.» Kommentar av

A. Sölvén. 11. uppl. Stockholm, Tidens förlag, 1955, 172 pp.

[Nouvelle loi sur les congés, du 29 juin 1945, accompagnée des amendements et additifs adoptés en 1954, et loi du 25 mai 1951 concernant la prolongation des congés accordés aux travailleurs occupant des emplois insalubres.]

Suède. *Lois*, etc. «Samhällets barnavård och ungdomsskydd. Barnavårdslagen m.fl. lagtexter med ändringar och tillägg t.o.m. 32 dec. 1954.» Stockholm, Svenska Socialvårdsförbundet, 1955. 105 pp.

[Mesures prises par l'Etat pour la protection de l'enfance et des jeunes. Loi sur la protection de l'enfance et autres textes législatifs, accompagnés des amendements et additifs adoptés au 31 décembre 1954. Edition de 1955.]

Suède. *Lois*, etc. «Sjukförsäkringslagen och andra författningar rörande allmänna sjuk- och yrkesskadeförsäkringen.» Utg. av F. Frankman. Lund, H. Ohlssons, 1955. 202 pp.

[Loi sur l'assurance-maladie et autres textes législatifs relatifs à l'assurance contre la maladie et les accidents du travail.]

Suède. *Lois*, etc. «Sjukförsäkringen; yrkesskadeförsäkringen; de nya bestämmelserna med orientering.» Utg. R. Broberg och A. Lundberg. Stockholm, Norstedt, 1955. 122 pp.

[L'assurance-maladie; l'assurance contre les accidents du travail; nouvelles dispositions, précédées d'une introduction.]

Suède. *Lois*, etc. «Utlänningslagen jämte dithörande författningar.» Med kommentar av J. Björling och G. Lindencrona. Utg. av Statens Nämnd för Utgivande av Författningarättsliga Publikationer. Stockholm, 1955. 215 pp.

[Loi sur les étrangers et règlements y afférents.]

Suède. Socialdepartementet. *Åldringsvård. Betänkande av 1952 års åldringsutredning*. Stockholm, 1956. 24 pp. (SOU 1956 : 1)

[Les soins aux vieillards. Observations sur le rapport de 1952 relatif aux vieillards.]

Suède. Socialstyrelsen. *Socialberige*. Stockholm, 1956. 520 pp.

[Les réalisations sociales en Suède.]

7. Union des Républiques socialistes soviétiques

SÉLECTION DE LIVRES ET D'ARTICLES PUBLIÉS EN URSS DE 1954 A 1956 AU SUJET DE LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Abramova, A. A. *Okbrana trudovykh prav zhenshchin v SSSR*. Moskva, Gosiurizdat, 1954. 72 pp.

[La protection des droits de la femme qui travaille en URSS.]

Akopian, G. «Sila družby narodov; o razreshenii natsional'nogo voprosa v SSR.» *Partiinaiia zhizn'* (Moskva) n° 19 : 32-39, 1955.

[La force de l'amitié entre les peuples; le règlement de la question des nationalités en URSS.]

Aleksandrov, N. G. *Zakonnost' i pravootnosbeniia v sovetskom obshchestve*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 175 pp.

[Légalité et relations juridiques dans la société soviétique.]

- Aleksandrov, N. G. «Zakonnost' v sotsialisticheskom obshchestve.» *Vestnik Moskovskogo Universiteta* (Moskva) n° 4-5 : 41-46, 1955.
[La légalité dans la société socialiste.]
- Amosov, N. K. *Otnoshenie kommunisticheskoi partii i Sovetskogo gosudarstva k religii i tserkvi*. Moskva, Znanie, 1956. 22 pp.
[L'attitude du Parti communiste et de l'Etat soviétique à l'égard de la religion et de l'Eglise.]
- Aralov, V. «Osnovnye etapy razvitiia pensionnogo obespecheniia.» *Sotsial'noe obespechenie* (Moskva) n° 1 : 41-45, 1956.
[Principales phases de la mise au point de l'assurance-pension.]
- Artem'ev, F. A. *Okbrana truda rabochikh i sluzhashchikh*. Moskva, Medgiz, 1955. 36 pp.
[La protection des travailleurs et des employés.]
- Bakhmurov, P. V. *Sovetskaia izbiratel'naiia sistema*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 48 pp.
[Le système électoral soviétique.]
- Bakulev, A. *Zabota Sovetskogo gosudarstva o zdorov'e trudiaschikh*. Moskva, Profizdat, 1954, 80 pp.
[Intérêt que porte l'Etat soviétique à la santé des travailleurs.]
- Baru, M. I. *Zhilishchnye prava grazhdan v SSSR*. Moskva, Gosiurizdat, 1956. 96 pp.
[Les droits des citoyens de l'URSS dans le domaine du logement.]
- Bilshai, V. *Reshenie zhenskogo voprosa v SSSR*. Moskva, Gospolitizdat, 1956. 247 pp.
[Règlement de la question de la condition de la femme en URSS.]
- Burlatskii, F. «Sovetskaia demokratiia i ee dal'neishee sovershenstvovanie.» *Kommunist* (Moskva) n° 8 : 46-60, 1956.
[La démocratie soviétique et les moyens de la perfectionner.]
- Davydov, D. «CHleny professional'nogo soiuza, ikh prava i obiazannosti.» *Sovetskie profsoiuzy* (Moskva) n° 9 : 57-63, 1954.
[Droits et devoirs des membres des syndicats.]
- Dubrovina, L. V. *Sovetskie zhenshchiny imeiut ravnye prava s muzhchinami v oblasti obrazovaniia*. Moskva, Izdatel'stvo Literatury na Inostranykh Iazykakh, 1956. 28 pp.
[Les femmes soviétiques ont les mêmes droits que les hommes dans le domaine de l'enseignement.]
- Gal'perin, I. M. «Okhrana protsessual'nykh prav grazhdan v sovetskom ugolovnom protsesse.» *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (Moskva) n° 2 : 68-74, 1955.
[La protection des droits du citoyen dans la procédure pénale soviétique.]
- Gintsburg, L. IA. «Nekotorye voprosy prava na otpusk rabochikh i sluzhashchikh.» *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (Moskva) n° 2 : 67-77, 1956.
[Quelques questions relatives au droit au congé des travailleurs et des employés.]
- Goliakov, I. T. *Konstitutsia SSSR; konstitutsia pobedivshago sotsializma*. (K 20-letiiu konstitutsii SSSR 1936 g.) Moskva, Znanie, 1956. 32 pp.
[La Constitution de l'URSS est la constitution du socialisme triomphant. (A l'occasion du vingtième anniversaire de la Constitution promulguée en 1936 en URSS.)]
- Goliakov, I. T. *Sovetskaia izbiratel'naiia sistema*. Moskva, Gospolitizdat, 1955. 40 pp.
[Le système électoral soviétique.]
- Gorkin, A. F. *IV s'ezd KPSS o dal'neishe razvitiu sovetsoi demokratii*. Moskva, Znanie, 1956. 32 pp.
[Travaux du vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique sur le développement de la démocratie soviétique.]
- Gorokhovskii, B. P. et I. M. Trefilov. *Pensionnoe obespechenie po novomu zakonu*. Moskva, Profizdat, 1956. 61 pp.
[L'assurance pension dans le cadre de la nouvelle loi.]
- Gorshenin, K. *Konstitutsia SSSR; samaia demokraticheskaia v mire*. Moskva, Molodaia Gvardiia, 1954, 79 pp.
[La Constitution de l'URSS est la plus démocratique du monde.]
- Gorshenin, K. P. *Sovetskii sud*. Moskva, Gosiurizdat, 1954, 76 pp.
[Le tribunal soviétique.]
- Gorshenin, K. P. *Sovetskie zhenshchiny imeiut odinakovyie grazhdanskie prava s muzhchinami*. Moskva, Izdatel'stvo Literatury na Inostranykh Iazykakh, 1956, 18 pp.
[Les femmes soviétiques jouissent des mêmes droits civils que les hommes.]
- Gubareva, O. *Pod'em kul'turno-tekhnicheskogo urovnia rabochego klassa SSSR*. Moskva, Gospolitizdat, 1955. 95 pp.
[Élévation du niveau culturel et technique de la classe ouvrière en URSS.]
- Ioffe, O. S. «Grazhdansko-pravovaia okhrana interesov lichnosti v SSSR.» *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (Moskva) n° 2 : 55-66, 1956.
[Protection accordée en droit civil aux intérêts de l'individu en URSS.]
- Ivanov, V. N. *Sovetskii sud na strazhe prav grazhdan*. Moskva, Gosiurizdat, 1954. 56 pp.
[Le tribunal soviétique, gardien des droits des citoyens.]
- Kaftanov, S. V. *Rastsvet sotsialisticheskoi kul'tury v shestoi piatiletke*. Moskva, Znanie, 1956. 39 pp.
[L'épanouissement de la culture socialiste dans le cadre du sixième Plan quinquennal.]
- Kaftanovskaia, A. M. et V. I. Nikitinskii. *Priem na rabotu, perevod i uvol'nenie rabochikh i sluzhashchikh*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 83 pp.
[L'embauchage, la mutation et le renvoi des travailleurs et des employés.]
- Karaseva, L. *Sovetskie zhenshchiny v bor'be za postroenie kommunizma*. Moskva, Gospolitizdat, 1954. 84 pp.
[Rôle des femmes soviétiques dans la lutte pour l'édification du communisme.]
- Karavaev, V. V. *Sotsial'noe strakhovanie v SSSR*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 174 pp.
[L'assurance sociale en URSS.]
- Karev, D. S. *Demokraticheskie osnovy organizatsii i deiatel'nosti sovetskogo suda*. Moskva, Gosiurizdat, 1954. 52 pp.
[Principes démocratiques régissant l'organisation et les travaux du tribunal soviétique.]
- Karpov, G. G. *O sovetsoi kul'ture i kulturnoi revoliutsii v SSSR*. Moskva, Goskul'tprosvetizdat, 1954. 243 pp.
[La culture soviétique et la révolution culturelle en URSS.]
- Khal'fina, R. O. *Pravo lichnoi sobstvennosti grazhdan SSSR*. Moskva, Akademiia Nauk SSSR, 1955. 183 pp.
[Le droit des citoyens de l'URSS à la propriété privée.]

- Kim, M. *Kommunisticheskaia partiia; organizator kul'turnoi revoliutsii v SSSR*. Moskva, Gospolitizdat, 1955. 339 pp.
[Le Parti communiste est l'organisateur de la révolution culturelle en URSS.]
- Kiselev, IA. L. «Nekotorye voprosy okhrany truda v sovetskom trudovom prave.» *Vestnik Moskovskogo Universiteta* (Moskva) n° 11 : 93-107, 1955.
[Quelques questions relatives à la protection des travailleurs dans le droit du travail soviétique.]
- Kiselev, IA. L. «O pravovom polozhenii profsoiuznykh organizatsii v SSSR.» *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (Moskva) n° 4 : 61-72, 1956.
[Le statut juridique des organisations syndicales en URSS.]
- Kochergin, I. «Narodnoe zdavookhranenie v SSSR.» *Partiinaia zhizn'* (Moskva) n° 10 : 40-46, 1954.
[La santé publique en URSS.]
- Kononov, B. F. *Otpuska rabochikh i sluzhashchikh*. Moskva, Profizdat, 1956. 45 pp.
[Les congés des travailleurs et des employés.]
- Kopelianskaia, S. E. *Prava materi i rebenka v SSSR*. Moskva, Medgiz, 1954. 150 pp.
[Les droits de la mère et de l'enfant en URSS.]
- Korovin, S. T. «Izbitatel'nye prava sovetskikh grazhdan.» *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (Moskva) n° 2 : 3-13, 1954.
[Les droits électoraux des citoyens soviétiques.]
- Koshelev, R. «Povyshenie material'nogo i kulturnogo urovnia zhizni sovetskogo naroda v shestoï piatiletke.» *Planovoe khoziaistvo* (Moskva) n° 2 : 63-75, 1956.
[L'élévation du niveau de vie matériel et culturel du peuple soviétique dans le cadre du sixième Plan quinquennal.]
- Korshunova, E. N. et IA. D. IAnovskii. *Prokurorskii nadzor po grazhdanskim trudovym delam*. Moskva, Gosiurizdat, 1956. 111 pp.
[Le contrôle du Procureur sur les affaires civiles relatives aux questions du travail.]
- Korshunova, E. N. *Rabochee vremia i vremia otdykha rabochikh i sluzhashchikh v SSSR*. Moskva, Gosiurizdat, 1954, 56 pp.
[Périodes de travail et périodes de repos des travailleurs et employés en URSS.]
- Kovrigina, M. D. *Sistema narodnogo zdavookhraneniia i gosudarstvennaia okhrana materinstva i detstva*. Moskva, Izdatel'stvo Literatury na Inostrannykh Iazykakh, 1956. 34 pp.
[Le système de santé publique et les mesures d'Etat en faveur de la protection de la mère et de l'enfant.]
- Kozlov, V. et I. TSamerian. «Leninskie printsipy resheniia natsional'nogo voprosa.» *Kommunist* (Moskva) n° 16 : 83-98, 1955.
[Les principes léninistes pour le règlement de la question nationale.]
- Kozlov, V. K. *O formirovanii i razvitií sotsialisticheskikh natsii v SSSR*. Moskva, Gospolitizdat, 1954. 223 pp.
[Formation et développement de nations socialistes en URSS.]
- Kurliandskii, V. I. *Sovetskii zakon na strazhe interesov lichnosti*. Moskva, Gosiurizdat, 1954. 84 pp.
[La loi soviétique gardienne des intérêts de l'individu.]
- Kuz'michev, R. «Kak Sovetskii zakon garantiruet grazhdanam pravo na trud.» *Otveti na voprosy trudiaschikhsia* (Moskva) 65 : 41-46, 1955.
[Comment la loi soviétique garantit aux citoyens le droit au travail.]
- Lashin, A. G. *Kul'turno-vospitatel'naia deiatel'nost' Sovetskogo gosudarstva*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 191 pp.
[L'action de l'Etat soviétique dans le domaine de l'enseignement culturel.]
- Lepeshkin, A. I. *Osnovnye prava i obiazannosti grazhdan SSSR*. Moskva, Gosiurizdat, 1954. 96 pp.
[Les droits et devoirs fondamentaux des citoyens de l'URSS.]
- Lepeshkin, A. I. *Sovetskii gosudarstvennyi stroi; obrazets raznopravii i sotrudnichestva natsii*. Moskva, Znanie, 1954. 32 pp.
[La structure étatique soviétique est un modèle d'égalité et de coopération entre nations.]
- Levshin, A. «Osnovnye printsipy pensionnogo obespecheniia v SSSR.» *Sotsial'noe obespechenie* (Moskva) n° 5-6 : 22-26, 1956.
[Les principes de base de l'assurance-pension en URSS.]
- Liapin, A. *Trud v SSSR : delo chesti, doblesti i geroizma*. Moskva, Gospolitizdat, 1954. 100 pp.
[Le travail en URSS est une question d'honneur, de vertu et d'héroïsme.]
- Lifanov, M. I. *Kul'turnyi rost sovetskogo obshchestva*. Leningrad, Lenizdat, 1955. 77 pp.
[Le développement culturel de la société soviétique.]
- Lirtsman, M. «Pensii po starosti.» *Sotsial'noe obespechenie* (Moskva) n° 8 ; 4-8, 1956.
[Les pensions pour vieillards.]
- Medynskii, E. N. *Prosveshchenie v SSSR*. Moskva, Uchpedgiz, 1955. 239 pp.
[L'enseignement en URSS.]
- Modzhorian, L. A. «Leninskaja teoriia po natsional'nomu voprosu i ee znachenie v bor'be za natsional'nuiu nezavisimost' i natsional'nyi suverenitet.» *Akademiia Obshchestvennykh Nauk pri TSK KPSS. Uchenye zapiski*. (Moskva) n° 20 : 134-158, 1955.
[La théorie léniniste de la question nationale et son rôle dans la lutte pour l'indépendance nationale.]
- Mukhin, I. I. «Protsessual'nye garantii prav lichnosti pri peresmotre prigovorov vyshestoiashchim sudom.» *Uchenye zapiski Leningradskogo Universiteta* (Leningrad) n° 202 : 217-233, 1956. (Seriia iuridicheskikh nauk, vypusk 8)
[Les procédures garantissant les droits de l'individu lors de la revision des sentences par les tribunaux suprêmes.]
- Murav'eva, N. A. *Novyi zakon o pensiiakh*. Moskva, Gospolitizdat, 1956. 64 pp.
[La nouvelle loi sur les pensions.]
- Murav'eva, N. A. *Sotsial'noe obespechenie v SSSR*. Moskva, Izdatel'stvo Literatury na Inostrannykh Iazykakh, 1956. 23 pp.
[La sécurité sociale en URSS.]
- Nadzhafov, A. *Formirovanie i razvitiie azerbaidzhanskoi sotsialisticheskoi natsii*. Baku, Izdatel'stvo Akademii Nauk AzSSR, 1955. 186 pp.
[Formation et développement de la nation socialiste d'Azerbaïdjan.]

- Nemov, N. «Velikie blaga sotsialisticheskogo obshchestva.» (O pravakh grazhdan SSSR, garantirovannykh konstitutsiei.) *Sovetskie profsoiuzy* (Moskva) n° 2 : 8-18, 1954.
[Les droits des citoyens soviétiques garantis par la Constitution.]
- Nikoforov, B. S. *Ugolovno-pravovaya okbrana lichnoi sobstvennosti v SSSR*. Moskva, Akademiia Nauk SSSR, 1954. 158 pp.
[La protection de la propriété privée dans le droit pénal en URSS.]
- Okbrana truda na sovetskikh predpriiatiakh*. Moskva, Profizdat, 1955. 64 pp.
[La protection des travailleurs dans les entreprises soviétiques.]
- Okbrana truda; sbornik postanovlenii i pravil*. Moskva, Profizdat, 1954. 416 pp.
[Protection des travailleurs; recueil d'ordonnances et de règlements.]
- Orlovtssev, F. *Sotsializm i lichnost'*. Moskva, Gospolitizdat, 1956. 143 pp.
[Le socialisme et l'individu.]
- Ovsiannikov, M. «O svobode sovesti v SSSR.» *Trudy kafedry filosofii* (Moskva) 42 : 79-94, 1956. (Moskovskii Oblastnoi Pedagogicheskii Institut. Uchenye zapiski, n° 3)
[La liberté de conscience en URSS.]
- Ovsiannikova, M. *Zhenshchiny v bor'be za narodnoe schast'e*. Moskva, Gospolitizdat, 1954. 96 pp.
[Le rôle de la femme dans la lutte pour le bonheur de la nation.]
- Pankratova, A. M. *Sovetskie zhenshchiny imeiut ravnye politicheskie prava s muzhchinami i aktivno uchastvuiut v upravlenii gosudarstvom*. Moskva, Izdatel'stvo Literatury na Inostrannykh Iazykakh, 1956. 18 pp.
[Les femmes soviétiques ont les mêmes droits politiques que les hommes et participent activement à la gestion de l'Etat.]
- Pesin, I. A. *Okbrana materinstva i detstva v SSSR*. Tashkent, Gosizdat Uzbek SSR, 1954. 52 pp.
[La protection de la mère et de l'enfant en URSS.]
- Petrenko, V. M. *Obespechenie prava obviniaemogo na zaschitu po sovetskomu zakonodatel'stvu*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 46 pp.
[Le respect du droit de défense de l'inculpé en droit soviétique.]
- Popova, N. V. *Ravnopravie sovetskikh zhenshchin v ekonomicheskoi oblasti*. Moskva, Izdatel'stvo Literatury na Inostrannykh Iazykakh, 1956. 34 pp.
(Egalité de droits pour les femmes dans le domaine économique.)
- Rad'kov, V. P. *Sotsialisticheskaya zakonnost' na strazhe prav grazhdan SSSR*. Moskva, Gosiurizdat, 1956. 67 pp.
[La légalité socialiste gardienne des droits des citoyens soviétiques.]
- Riabov, V. *Sovetskii voïn; polnopravnyi grazhdanin SSSR*. Moskva, Voenizdat, 1955. 62 pp.
[Le soldat soviétique jouit de tous les droits du citoyen soviétique.]
- Shafir, M. «Uchastie mass v upravlenii sovetskim gosudarstvom.» *Molodoi kommunist* (Moskva) n° 4 : 84-91, 1955.
[La participation des masses à l'administration de l'Etat soviétique.]
- Shveits'er, D. «Sudy okhraniat trudovye prava grazhdan SSSR.» *Sotsialisticheskaya zakonnost'* (Moskva) n° 3 : 16-23, 1954.
[Les tribunaux protègent les droits des travailleurs de l'URSS.]
- Sokolov, Z. «Demokratizm sovetskikh profsoiuzov.» *Sovetskie profsoiuzy* (Moskva) n° 5 : 28-39, 1954.
[Caractère démocratique des syndicats soviétiques.]
- Sotsialisticheskie natsii SSSR*. Moskva, Gospolitizdat, 1955. 304 pp.
[Les nations socialistes de l'URSS.]
- Strogovich, M. S. *Proverka zakonnosti i obosnovannosti sudebnykh prigovorov*. Moskva, Akademiia Nauk SSSR, 1956. 319 pp.
[Vérification de la validité des décisions judiciaires du point de vue de la procédure et du fond.]
- Sukhodrev, N. V. *Sovetskii sud na okbrane prav zhenshchin, detei, sem'i*. Moskva, Gosiurizdat, 1954. 68 pp.
[Le tribunal soviétique, protecteur des droits de la femme, de l'enfant et de la famille.]
- Sulaïmanova, K. H. S. *Zhenshchina Uzbekistana aktivnyi uchastnik kommunisticheskogo stroitel'stva*. Tashkent, Izdatel'stvo Akademii Nauk Uzbek SSR, 1955. 40 pp.
[Les femmes d'Uzbekistan participent activement à l'édification du communisme.]
- Sverdlov, G. M. *Okbrana interesov detei v sovetskom semeïnom i grazhdanskom prave*. Moskva, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1955. 159 pp.
[La protection des intérêts de l'enfant dans le droit civil et le droit de la famille en Union soviétique.]
- Tolstoï, I. U. K. «Grazhdansko-pravovaya Okbrana sotsialisticheskoi i lichnoi sobstvennosti v SSSR.» *Uchenye zapiski Leningradskogo Universiteta* (Leningrad) n° 182 : 79-134, 1954. (Seriia iuridicheskikh nauk, vypusk 5)
[Protection de la propriété socialiste et de la propriété privée dans le droit civil en URSS.]
- Traïnin, A. N. *Zaschita mira i bor'ba s prestupleniami protiv chelovechestva*. Moskva, Akademiia Nauk SSSR, 1956. 299 pp.
[Défense de la paix et lutte contre les crimes contre l'humanité.]
- Tsamerian, I. P. «Razvitie natsional'noi gosudarstvennosti narodov SSSR.» *Voprosy filosofii* (Moskva) n° 3 : 16-30, 1956.
[Le développement de l'autonomie des peuples de l'URSS.]
- Umanskiï, I. A. N. *Velikie prava sovetskikh grazhdan, garantirovannye konstitutsiei SSSR*. Moskva, Znaniye, 1954. 40 pp.
[Les droits fondamentaux des citoyens soviétiques garantis par la Constitution de l'URSS.]
- Volin, A. A. *Vospitatel'naia rol' sovetskogo suda*. Moskva, Gosiurizdat, 1955. 56 pp.
[Le rôle éducatif du tribunal soviétique.]
- Vorob'ev, M. «Ob otnoshenii sovetskogo gosudarstva k religii i tserkvi.» *Propagandist* (Moskva) n° 4 : 65-70, 1956.
[Attitude de l'Etat soviétique à l'égard de la religion et de l'Eglise.]
- Zak, P. *Okbrana truda rabochikh i sluzhashchikh; spravochnoe posobie*. Alma-Ata, Kazgosizdat, 1954. 168 pp.
[Protection des travailleurs et des employés.]

Zueva, T. M. *Rol' sovetskikh zhenshchin v razvitií nauki, kultury i iskusstva*. Moskva, Izdatel'stvo Literaturny na Inostrannykh Iazykakh, 1956. 30 pp.
[Le rôle de la femme soviétique dans le développement de la science, de la culture et de l'art.]

8. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

- Alexander, W. P. *Education in England; the national system — how it works*. London, Newnes, 1954, xi, 147 pp.
- Allen, C. K. *The Queen's peace*. London, Stevens, 1953. xi, 192 pp.
- Allen, V. L. *Power in trade unions; a study of their organisation in Great Britain*. London, Longmans, 1954. xi, 323 pp.
- Armfelt, R. *The structure of English education*. London, Cohen and West, 1955. 207 pp.
- Bantock, G. H. *Freedom and authority in education*. London, Faber, 1952. 207 pp.
- Blake, W. T. C. et Moore, J. M. *Friendly societies*. Cambridge, Cambridge University Press, 1951. viii, 126 pp.
- The British trade union movement*, by H. Tracey, *International Confederation of Free Trade Unions*, Brussels, 1954. 105 pp.
- Bromhead, P. A. *Private members' bill in the British Parliament*. London, Routledge & Kegan Paul, 1956. 216 pp.
- Butler, D. H. E. *The electoral system in Britain in 1918-1951*. Oxford, Clarendon Press, 1953. xiv, 222 pp.
- Clarke, J. J. *Social welfare*. London, Pitman, 1953. x, 420 pp.
- Cole, G. D. H. *An introduction to trade unionism*. London, Allen & Unwin, 1953. 324 pp.
- Cranston, M. *Freedom; a new analysis*. London, Longmans, 1953. viii, 177 pp.
- Denning, A. T. *Freedom under law*. London, Stevens, 1949. viii, 126 pp. (Hamlyn lectures. 1st series)
- Dent, H. C. *Change in English education, 1946-1952*. London, Routledge & Kegan Paul, 1954. xi, 208 pp.
- Dongerkerly, S. R. *Universities in Britain*. Oxford, Oxford University Press, 1953. 143 pp.
- Flanders, A. et Clegg, H. A. eds. *The system of industrial relations in Great Britain*. Oxford, Basil Blackwell, 1954. 380 pp.
- Floud, J. E. et autres. *Social class and educational opportunity*. London, Heinemann, 1956. xix, 152 pp.
- Friedman, W. G. *Law and social change in contemporary Britain*. London, Stevens, 1951. xxiv, 322 pp.
- Gardiner, R. K. et Judd, H. O. *The development of social administration*. London, Oxford University Press, 1954. 208 pp.
- Glass, D. V. ed. *Social mobility in Britain*. London, Routledge & Kegan Paul, 1954. viii, 412 pp.
- Goodhart, A. L. *English law and the moral law*. London, Stevens, 1953. x, 151 pp.
- Goodhart, A. D. *Tolerance and the law*. London, Council of Christians and Jews, 1955. 26 pp. (Robert Waley Cohen memorial lecture)
- Greaves, H. B. C. *The British constitution*, 3rd ed. London, Allen & Unwin, 1955. 263 pp.
- Hall, M. P. *The social services of modern England*, 3rd ed. London, Routledge & Kegan Paul, 1955. viii, 336 pp.
- Hanbury, H. G. *English courts of law*, 2nd ed. London, Oxford University Press, 1953. 192 pp.
- Howarth, P. *Questions in the House: the history of a unique British institution*. London, J. Lane, 1956. 220 pp.
- Jacks, M. L. *The education of good men*. London, Gollancz, 1955. 192 pp.
- Jackson, R. M. *The machinery of justice in England*, 2nd ed. Cambridge, Cambridge University Press, 1953. ix, 372 pp.
- Jeffreys, M. V. C. *Glaucon; an enquiry into the aims of education*. London, Pitman, 1951. x, 173 pp.
- Jennings, W. I. *Cabinet government*, 2nd ed. Cambridge, Cambridge University Press, 1951. ix, 578 pp.
- Jennings, W. I. *The law and the constitution*, 4th ed. London, University of London Press, 1952. ix, 327 pp.
- Joint Committee on Human Relations in Industry. *First report, 1953-54*. London, H.M.S.O., 1954. 1 v.
- Keeton, G. W. et Lloyd, D. eds. *The United Kingdom; the development of its laws and constitutions*. London, Stevens, 1955. 2 v.
- Kiralfy, A. K. R. *The English legal systems*. London, Sweet et Maxwell, 1954. xxiv, 408 pp.
- Lauterpacht, H. *International law and human rights*. London, Stevens, 1950. xvi, 475 pp.
- Loundes, C. A. N. *The British educational system*. London, Hutchinson, 1955. 155 pp.
- Marsh, D. C. *National insurance and assistance in Great Britain*. London, Pitman, 1950. xii, 187 pp.
- Monck, B. *How the civil service works*. London, Phoenix House, 1952. vi, 258 pp.
- Morris, M. *Voluntary organisations and social progress*. London, Gollancz, 1955. 224 pp.
- Morrison, H. S. *Government and parliaments; a survey from the inside*. London, Oxford University Press, 1954. xiii, 363 pp.
- National Council of Social Service. *Public social services; handbook of information*, 10th ed. London, the Council, 1955. 175 pp.
- National Institute of Industrial Psychology. *Joint consultation in British industry*. London, Staples Press, 1952. 276 pp.
- O'Sullivan, R. *The inheritance of the common law*. London, Stevens, 1950. viii, 118 pp.
- Ottaway, A. K. C. *Education and society; an introduction to the sociology of education*. London, Routledge & Kegan Paul, 1953. xii, 182 pp.
- Political and Economic Planning (P.E.P.) *British trade unionism; five studies*. Rev. ed. London, P.E.P., 1955. xi, 199 pp.
- Radcliffe, C. J. *Freedom of information; a human right*. Glasgow, Glasgow University Press, 1953. 30 pp. (Montague Burton Foundation. Publication n° 96)
- Radcliffe, G. R. Y. et Cross, A. G. N. *The English legal system*, 3rd ed. London, Butterworth, 1954. viii, 440 pp.
- Roberts, B. C. *Trade union government and administration in Great Britain*. London, London School of Economics and Political Science, 1956. viii, 570 pp.
- Robson, W. A. *The development of local government*, 3rd ed. London, Allen & Unwin, 1954. 404 pp.
- Robson, W. A. *Justice and administrative law; a study of the British constitution*, 3rd ed. London, Stevens, 1951. xxxiii, 674 pp.
- Ross, J. S. *The National Health Service in Great Britain; an historical and descriptive study*. London, Oxford University Press, 1952. xiv, 398 pp.
- Rowntree, B. S. et Lavers, G. R. *English life and leisure; a social study*. London, Longmans, 1951. xvi, 482 pp.

- Royal Society for the Prevention of Accidents. *A guide to the principal safety requirements of Factories Acts 1937-48*. Rev. ed. London, The Society, 1951.
- Sharp, I. G. *Industrial conciliation and arbitration in Great Britain*. London, Allen & Unwin, 1951.
- Smith, W. O. L. *Education; an introductory survey*. London, Penguin Books, 1957. 240 pp.
- Stocks, M. D. *The Workers' Educational Association; the first fifty years*. London, Allen & Unwin, 1953. 157 pp.
- Taylor, T. M. *The discipline of virtue; reflections on law and liberty*. London, Oxford University Press, 1954. 56 pp. (Durham. University of Durham. Riddell memorial lectures. 26th series)
- Tillett, N. R. *The law and the people; an outline of the legal system of England and Wales*. London, Harrap, 1950. 197 pp.
- U.K. Ministry of Labour and National Service. *The worker in industry*. London, 1952. 106 pp.
- Walker, P. C. G. *Restatement of liberty*. London, Hutchinson, 1951. 429 pp.
- Wigham, E. D. *Trade unions*. Oxford, Oxford University Press, 1956. vii, 277 pp.
- Wood, H. G. *Religious liberty today; current problem*. Cambridge, Cambridge University Press, 1949. viii, 149 pp.
- Beth, L. P. «The case for judicial protection of civil liberties.» *Journal of politics* (Gainesville, Florida) 17 : 100-112, février 1957.
- Chafee, Z. *Three human rights in the Constitution of 1787*. Lawrence, University of Kansas Press, 1956. 245 pp.
- Chenery, W. L. *Freedom of the press*. 1st ed. New York, Harcourt, Brace, 1955. 256 pp.
- Cooper, K. *The right to know; an exposition of the evils of news suppression and propaganda*. New York, Farrar, Straus and Cudahy, 1956. 335 pp.
- Corwin, E. S. *The Constitution and what it means today*. Princeton, Princeton University Press, 1955. 59 pp.
- Cushman, R. E. *Civil liberties in the United States; a guide to current problems and experience*. Ithaca, Cornell University Press, 1956. 248 pp. (Cornell studies in civil liberty).
- García-Mora, M. R. *International law and asylum as a human right*. Washington, Public Affairs Press, 1956. 171 pp.
- Green, J. F. *The United Nations and human rights*. Washington, Brookings Institution, 1956. 194 pp.
- «Law digests.» (Dans *Martindale-Hubbell law directory*. 89th annual ed. Summit, New Jersey, Martindale-Hubbell. Vol. 3.)
- MacIver, R. M. *Academic freedom in our time*. New York, Columbia University Press, 1955. 329 pp.
- Mason, A. T. *Security through freedom; American political thought and practice*. Ithaca, Cornell University Press, 1955. 232 pp.
- Morison, S. E. *Freedom in contemporary society*. Boston, Little, Brown, 1956. (Queen's University. Kingston, Ontario. Chancellor Dunning Trust lectures, 8th series, 1956.)
- Newman, E. S., ed. *The freedom reader; a collection of materials on civil rights and liberties in America, including excerpts from Supreme Court decisions and commentary of eminent lawyers, government officials, political scientists, and opinion moulders*. New York, Oceana Publications, 1955. 256 pp.
- Pfeffer, L. *The liberties of an American; the Supreme Court speaks*. Boston, Beacon Press, 1956. 309 pp.
- Porter, K. H. et Johnson, D. B. comp. *National party platforms, 1840-1956*. Urbana, University of Illinois Press, 1956. 573 pp.
- Schwartzman, R. et Stein, J. *Law of personal liberties*. New York, Oceana Publications, 1955. 96 pp. (Legal almanac series, n° 40)
- Sorensen, M. *The quest for equality*. Carnegie Endowment for International Peace. International conciliation (New York) n° 507 : 291-349, 1956.
- U.S. Congress. 84th, 1st session. House of Representatives. Committee on the Judiciary. Subcommittee n° 2. *Civil rights. Hearings on H. Res. 389 and miscellaneous bills regarding the civil rights of persons within the jurisdiction of the United States. Held July 13, 1955 - April 10, 1956*. Washington, 1955-1956. (Serial n° 11, 2 pts.)
- U.S. Congress. 84th, 1st session. Senate. Committee on Foreign Relations. Subcommittee on the United Nations Charter. *Human rights, domestic jurisdiction, and the United Nations Charter*. Washington, 1955. (Staff study n° 11)
- U.S. Congress. 84th, 1st session. Senate. Committee on the Judiciary. Subcommittee on Human Rights. *Citizens' petition for the redress of grievances. Hearings pursuant to Sen. Res. 94, inaugurating a survey of the extent to which the constitutional rights of the people of the United States are being respected and enforced and commemorating the 168th anniversary*

9. Etats-Unis d'Amérique

DROITS DE L'HOMME: PRINCIPAUX OUVRAGES DE RÉFÉRENCE PUBLIÉS AUX ETATS-UNIS EN 1955-56¹

- American foundations and their fields*. 7th ed. New York, American Foundations Information Service, 1955. 744 pp.
- American Jewish Committee. *Civil liberties and civil rights in the United States; a selected bibliography*. New York, the author, 1956. 36 pp.
- American Jewish year book, 1956*. Philadelphia, Jewish Publication Society of America, 1956. Vol. 7.
- Ashley, P. P. *Say it safely; legal limits in journalism and broadcasting*. Seattle, University of Washington Press, 1956. 117 pp.
- Barton, R. C. *Our human rights; a study in the art of persuasion*. Washington, Public Affairs Press, 1955. 102 pp.
- Beaney, W. M. *The right of counsel in American courts*. Ann Arbor, Michigan, University of Michigan Press, 1955. 268 pp. (University of Michigan publications. History and political science, v. 19)
- Bernard, B. M. *Election laws of the forty-eight States; how to register and vote*. New York, Oceana Publications, 1955. 96 pp. (Legal almanac series, n° 24)

¹ Le Gouvernement des Etats-Unis communique ce qui suit: «La présente liste est une sélection d'ouvrages intéressant principalement les droits civils et politiques. Etant donné le grand nombre de livres, d'études techniques, d'articles de revues, d'éditoriaux et d'articles de fond des quotidiens et hebdomadaires qui sont publiés chaque année dans l'ensemble des Etats-Unis à propos de divers aspects des droits et des libertés de l'homme, une liste complète serait trop longue pour pouvoir figurer dans l'Annuaire des droits de l'homme des Nations Unies. Les ouvrages portant sur des questions économiques, sociales et culturelles ne figurent pas sur cette liste, car ils sont fréquemment mentionnés dans d'autres publications de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.»

of the signing of the Constitution of the United States of America. Washington, 1955. 45 pp.

U.S. Congress. 84th, 2nd session. House of Representatives. Committee on Rules. *Civil rights. Hearings on H.R. 627, a bill to provide means of further securing and protecting the civil rights of persons within the jurisdiction of the United States. June 20, 21, and 27, 1956.* Washington, 1956. 150 pp. (Report n° 2187 to accompany H.R. 627. 37 pp.)

U.S. Congress. 84th, 2nd session. Senate. Committee on the Judiciary. Subcommittee on Constitutional Rights. *Security and constitutional rights. Hearings pursuant to S. Res. 94. Held November 14, 1955 - June 13, 1956.* Washington, 1956. 942 pp. (2 parts)

U.S. Department of Justice. *Administrative decisions under immigration and nationality laws, August 1940 - June 1954.* Washington, 1947-1955. 5 v.

10. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

LISTE DE LIVRES ET D'ARTICLES PUBLIÉS DANS DIVERS PAYS

Allen, F. E. «Fair trial and free press; no fundamental clash between the two.» *American Bar Association Journal* (Chicago) 41 : 897-900, October 1955.

Aroncanu, E. «L'intervention d'humanité et la Déclaration universelle des droits de l'homme.» *Revue de droit international* (Genève) 33 : 126-133, avril-juin 1955.

Bakker-Van Bosse, C. «Rassenwetgeving in Zuid-Afrika.» *Internationale spectator* (s-Gravenhage) 9 : 379-400, 8 juin 1955.

Barton, R. C. *Our human rights; a study in the art of persuasion.* Washington, Public Affairs Press, 1955. 102 pp.

Berger, M., Abel, T. et Page, C. H. *Freedom and control in modern society.* New York, Van Nostrand, 1954. xii, 326 pp. Reviewed in *American political science review* (Madison, Wisconsin) 49 : 863-866, septembre 1955, par P. H. Odegard.

Berle, A. A. «Concentration of economic power and protection of freedom of expression.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 20-28, juillet 1955.

Bertain, G. J. «Racial segregation in the public schools.» *Catholic University law review* (Washington) 5 : 141-156, mai 1955.

Beth, L. P. «The case for judicial protection of civil liberties.» *Journal of politics* (Gainesville, Florida) 17 : 100-112, février 1955.

Biddle, F. B. «Subversives in Government.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 51-61, juillet 1955.

Blake, A. *The civil rights resolution.* Laguna Beach, California, 1955. 108 pp.

[Les minorités raciales aux U.S.A.]

Bojm, L. «Rozwoj konstytucyjnych praw i wolności obywatelskich w świetle uchwały II Zjazdu PZPR.» *Panstwo i prawo* (Warszawa) 9 : 724-744, Grudzien 1954.

[L'évolution des droits constitutionnels et des libertés civiles à la lumière des résolutions adoptées par le Deuxième Congrès du parti unifié des travailleurs]

Bolte, C. G. «Security through book burning.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 87-93, juillet 1955.

Bonnefous, M. *Le protectorat du gouvernement fédéral américain sur les tribus indiennes.* Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1954. 61 pp.

Borinski, E. *Sociology of judge-made law in civil rights cases.* Ann Arbor, University Microfilms, 1954. xxii, 306 1. Microfilm.

Brady, J. H. *Confusion twice confounded; the First Amendment and the Supreme Court, an historical study.* South Orange, N.J., Seton Hall University Press, 1954. 192 pp. [L'Eglise et l'Etat aux U.S.A.]

Brown, R. S. «The operation of personnel security programs.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 94-101, juillet 1955.

Caillois, R. «Etudes sur la politique et la liberté.» *Critique* (Paris) 12 : 867-882, septembre-octobre 1955.

Carter, E. A. «Practical considerations of anti-discrimination legislation; experience under the New York law against discrimination.» *Cornell law quarterly* (Ithaca, New York) 40 : 40-59, fall 1954.

Carter, G. M. «Union of South Africa: politics of white supremacy.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 298 : 142-150, mars 1955.

Castro Nunes, J. de. *Do mandado de segurança e de outros meios de defesa contra atos de poder público.* 4th ed. Rio de Janeiro, Revista Forense, 1954. 581 pp.

[Des ordonnances de protection individuelle et autres moyens de défense contre les actes des pouvoirs publics.]

Chapman, S. W. «The right of revolution and the rights of man.» *Yale review* (New Haven) 43 : 578-588, été 1954.

Chaudhri, M. A. «Arab refugees and the United Nations.» *United Asia* (Bombay) 7 : 216-220, août 1955.

Clausein, Sven. *Menneskerettighedsloven, erklæringerne og Europakonventionen.* 2. udgave. København, Nordisk forlag, Gyldendalske boghandel, 1953. 58 pp.

Clinchy, E. R. *Equality of opportunity for Latin-Americans in Texas; a study of the economic, social and educational discrimination against Latin-Americans in Texas, and of the efforts of the state government on their behalf.* Ann Arbor, University Microfilms, 1954. iv, 221 1. Microfilm.

Cobban, A. «Grymheden som politiskt problem.» *Samtid och framtid* (Stockholm) 9 : 388-393, novembre 1955. [La violence en tant que problème politique.]

Collins, C. W. *The race integration cases.* Birmingham, Alabama, American States Rights Association, 1954. 17 pp.

Cron, H. «Gibt es soziale Grundrechte?» *Deutsche Rundschau* (Baden-Baden) 81 : 493-495, 1955, n° 5. [Existe-t-il des droits sociaux fondamentaux?]

Cunninggim, M. «Freedom's holy light.» New York, Harper, 1955. 192 pp. [La liberté religieuse aux U.S.A.]

«Denial of exit permits to aliens during a national emergency.» *University of Pennsylvania law review* (Philadelphia) 103 : 797-806, avril 1955.

Denning, A. T. «The price of freedom : we must be vigilant within the law.» *American Bar Association journal* (Chicago) 41 : 1011-1014, 1059-1060, novembre 1955.

Drago, R. «L'état d'urgence (lois des 3 avril et 7 août 1955) et les libertés publiques.» *Revue de droit public et de la science politique* (Paris) 71 : 670-705, juillet-septembre 1955.

- Facchi, P. «La libertà religiosa in Italia, oggi.» *Occidente* (Milano) 11 : 338-342, 1955.
[La liberté religieuse en Italie à l'époque actuelle.]
- Fanelli, J. A. «Passport : right or privilege?» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 36-40, juillet 1955.
- Fedele, P. «La libertà religiosa come principio giuridico.» Dans *Scritti di sociologia e politica in onore di Luigi Sturzo*, vol. 2 : 163-192. Bologna, Nicola Zanichelli, 1953.
[La liberté religieuse, principe judiciaire.]
- Fellows, H. E. «Freedom of expression on the air.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 13-19, juillet 1955.
- Ferrer Canales, J. «Una decision juridica : la cuestion racial en la escuela norteamericana.» *Cuadernos americanos* (México) 14 : 49-64, septembre-octobre 1955.
[Une décision judiciaire : la question raciale dans les établissements scolaires des Etats-Unis d'Amérique.]
- Findlay, B. A. *Guaranteed for life ; your rights under the United States Constitution*. Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall, 1955. 137 pp.
- Foreman, P. B. «The implications of project clear.» *Phylon quarterly* (Atlanta) 16 : 263-274, juillet-septembre 1955.
- Foster, W. Z. «Struggle for Negro rights.» *Political affairs* (New York) 34 : 20-42, mai 1955.
- France. Commission nationale française pour l'UNESCO. *Les droits de l'homme et l'enseignement*. Paris, Service d'édition et de vente des publications de l'Education nationale, 1953. 87 pp. Mémoires et documents scolaires.
- Fuller, L. L. «Freedom ; a suggested analysis.» *Harvard law review* (Cambridge, Massachusetts) 68 : 1305-1325, juin 1955.
- Garaudy, R. *La liberté*. Paris, Editions sociales, 1955. 471 pp.
- Gardner, G. K. «Liberty, the State and the school.» *Law and contemporary problems* (Durham, North Carolina) 20 : 184-195, hiver 1955.
- Giacometti, Z. «La democrazia como guarda dei diritti dell'uomo.» *Nuova rivista di diritto commerciale* (Pisa) 7 : 252-261, 1954.
- Gideonse, H. D. «Academic freedom : a decade of challenge and clarification.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 301 : 75-85, septembre 1955.
- Glazer, N. «Civil liberties and the American people.» *Commentary* (New York) 20 : 169-176, août 1955.
- Gledhill, A. *Fundamental rights in India*. London, Stevens, 1955. 134 pp.
- Graham, H. T. «Our declaratory Fourteenth Amendment.» *Stanford law review* (Stanford) 7 : 1-39, décembre 1954.
- Greenidge, C. W. W. *Slavery at the United Nations*. London, Anti-Slavery Society, 1954. 11 pp.
- Griffith, W. J. *Freedom is not free ; a study of dynamic democracy*. Cincinnati, C. J. Krehbiel Company, 1954. 64 pp.
- Grindel, C. W. *Concept of freedom*. Chicago, H. Regnery Company, 1955. xii, 512 pp.
- Griswold, E. N. *The Fifth Amendment today ; three speeches*. Cambridge, Harvard University Press, 1955. 82 pp.
- Gurvitch, G. *Déterminismes sociaux et liberté humaine ; vers l'étude sociologique des chemins de la liberté*. Paris, Presses universitaires de France, 1955. 301 pp.
- Harada, K. *Séiji-teki jiyū no rinin*. Tokyo, Kigen-sha Shuppan K.K., 1954. 405 pp.
[L'idéal de liberté politique.]
- Hayek, F. E. *The political ideal of the rule of law*. Cairo, National Bank of Egypt, 1955. 60 pp. Contenu : la liberté et le règne du droit : historique ; libéralisme et administration : le Rechtsstaat ; les garanties de la liberté individuelle ; le déclin du règne du droit.
- Hesse, K. «Ausnahmestand und Grundgesetz.» *Öffentliche Verwaltung* (Stuttgart) 8 : 741-746, décembre 1955.
[Etat de siège et loi fondamentale.]
- Hoffmann, S. «La discrimination contre les Noirs et le droit constitutionnel des Etats-Unis.» *Revue de droit public et de la science politique* (Paris) 71 : 116-163, janvier-mars 1955.
- Holmes, R. M. «The Fourteenth Amendment and the Bill of Rights : an historical interpretation.» *South Carolina law quarterly* (Columbia, South Carolina) 7 : 596-619, été 1955.
- Horrell, M. *Non-European policies in the Union and the measure of their success ; a survey of the conflict between economic trends and ideological planning*. Johannesburg, South African Institute of Race Relations, 1954. 74 pp.
- Hughey, J. D. *Religious freedom in Spain ; its ebb and flow*. London, Carey Kingsgate Press, 1955. vii, 211 pp. Suite à la thèse présentée par l'auteur à l'Université de Columbia et publiée sur microfilm en 1952 sous le titre : *les Gouvernements espagnols et le Protestantisme — 1868-1931*.
- Hutchins, R. M. «The meaning and significance of academic freedom.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 72-78, juillet 1955.
- Jacob, P. E. «Religious freedom — a good security risk.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 41-50, juillet 1955.
- Jouvenel, B. de «De l'autorité.» *Fédération* (Paris) 12 : 5-15, janvier-février 1955.
- Langrod, G. «La Charte du réfugié politique.» *Revue politique et parlementaire* (Paris) 57 : 276-285, mars 1955.
- Levy, B. H. «The common law and individual freedom.» *Social research* (New York) 22 : 163-182, summer 1955.
- Lipset, M. S. «The radical right : a problem for American democracy.» *British journal of sociology* (London) 6 : 176-209, juin 1955.
- Livingston, M. S. «Science and security.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 4-12, juillet 1955. Etant donné que le progrès scientifique dépend avant tout du libre échange d'opinions, le programme de sécurité a été plus néfaste qu'utile en matière de sécurité.
- Luthera, V. P. «Freedom of religion under the Indian Constitution and the foreign missionaries.» *Indian journal of political science* (Lucknow) 16 : 140-146, avril-juin 1955.
- Malan, D. F. *Apartheid ; South Africa's answer to a major problem*. Pretoria, State Information Office, 1954. 11 pp.
- McGraw, B. T. «The Housing Act of 1954 and implications for minorities.» *Phylon quarterly* (Atlanta) 16 : 171-182, avril-juin 1955. Etats-Unis d'Amérique.
- McWhinney, A. «An end to racial discrimination in the United States?» *Canadian bar review* (Ottawa) 32 : 545-566, mai 1954.
- Melovski, M. «Medunarodni paktovi za prava cloveka.» *Naša stvarnost* (Beograd) 8 : 43-49, décembre 1954. [Accords internationaux concernant les droits de l'homme.]

- Mirkine-Guetzevitch, B. «L'état des droits de l'homme; notes et réflexions.» Dans *Scritti di sociologia e politica in onore di Luigi Sturzo*, vol. 2 : 543-568. Bologna, Nicola Zanichelli, 1953.
- Mirkine-Guetzevitch, B. «L'ONU et la doctrine moderne des droits de l'homme; le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.» *Revue générale de droit international public* (Paris) 58 : 503-537, octobre-décembre 1954.
- Mirkine-Guetzevitch, B. «Quelques problèmes de la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme.» *Recueil des cours de l'Académie de Droit international de La Haye* (Leyde) 83 : 261-371, 1954.
- Murphy, J. W. «Can public schools be «private»?» *Alabama law review* (University of Alabama) 7 : 48-73, automne 1954.
- Narayanan, K. R. «Freedom in modern society.» *India quarterly* (New Delhi) 10 : 376-381, octobre-décembre 1954.
- Neumann, F. L. «Intellettuale und politische Freiheit.» Dans Adorno, T. W., et Dirks, W., *Sociologica*, Frankfurt a. Main, Europäische Verlagsanstalt, 1955. pp. 157-170. [Liberté intellectuelle et politique.]
- Niebuhr, R. «The ethics of loyalty; a summary.» *Confluence* (Cambridge, Massachusetts) 3 : 480-489, décembre 1954.
- O'Brian, J. L. *National security and individual freedom*. Cambridge, Harvard University Press, 1955. 85 pp.
- Oppenheim, F. E. «Interpersonal freedom and freedom of action.» *American political science review* (Washington) 49 : 359-361, juin 1955.
- Palmerini, U. «Problemi costituzionali sulla estradizione.» *Rivista trimestrale di diritto pubblico* (Roma) 4 : 565-601, juillet-septembre 1954. [Les problèmes constitutionnels que pose l'extradition.]
- Patterson, B. B. *The forgotten Ninth Amendment; a call for legislative and judicial recognition of rights under social conditions of today*. Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1955. ix, 217 pp.
- Pelloux, R. *Le citoyen devant l'Etat*. Paris, Presses universitaires de France, 1955. 128 pp.
- Phelan, A. F. «The power of the Attorney General to declare an organization subversive.» *Temple law quarterly* (Philadelphia) 29 : 95-102, automne 1955.
- Philippines. UNESCO National Commission of the Philippines. *Understanding and observing human rights*. Manila, Bureau of Printing, 1955. 72 pp.
- Pordea, G. A. «Remarques sur l'efficacité de la protection des droits de l'homme.» *Revue de droit international* (Genève) 32 : 384-392, octobre-décembre 1954.
- Reale, M. «Libertà antica e libertà moderna.» Dans *Scritti di sociologia e politica in onore di Luigi Sturzo*, vol. 3 : 275-310. Bologna, Nicola Zanichelli, 1953.
- Río, M. *Estudio sobre la libertad humana : anthropos y anagke*. Buenos Aires, G. Kraft, 1955. 553 pp. [Etude sur la liberté humaine: anthropos et anagke.]
- Rorty, J. «Le progrès de l'anti-racisme dans les Etats frontaliers américains.» *Monde du travail libre* (Bruxelles) 6 : 23-26, 36, février 1955.
- Rutland, R. A. *The birth of the Bill of Rights, 1776-1791*. Chapel Hill, published for the Institute of Early American History and Culture by the University of North Carolina Press, 1955. vi, 243 pp.
- Schatzel, W. «Die Staatsangehörigkeit der politischen Flüchtlinge.» *Archiv des Völkerrechts* (Tübingen) 5 : 63-79, mars 1955. [La nationalité des réfugiés politiques.]
- Silvera, V. «Les libertés publiques en Tunisie.» *Revue juridique et politique de l'Union française* (Paris) 9 : 291-316, avril-juin 1955.
- Sipponen, K. «Poikkeuslainsäädäntö ja kansalaisten perusoikeudet Englannissa.» *Lakimies* (Helsingfors) 52 : 370-397, 1954. [L'adoption de lois dans les cas d'urgence et les droits fondamentaux des citoyens anglais.]
- Sipponen, K. «Yksilön vapaut ja yhteishyvävaltio.» *Valtio ja Yhteiskunta* (Helsinki) n° 12-13 : 42-49, 1954. [La liberté individuelle et l'Etat Providence.]
- Smith, J. A. C. «Human rights in Eritrea.» *Modern law review* (London) 18 : 484-486, septembre 1955.
- South Africa. *The question of race conflict in South Africa resulting from the policies of apartheid of the Government of the Union of South Africa*. Pretoria, 1954. 59 pp. [Discussions et débats aux Nations Unies (Huitième session ordinaire de l'Assemblée générale; septembre-décembre 1953).]
- South African Institute of Race Relations. «The political rights of the coloured people.» *Race relations journal* (Johannesburg) 21 : 16-28, 1954.
- Spurlock, C. *Education and the Supreme Court*. Urbana, University of Illinois Press, 1955, 1955. xv, 252 pp.
- Stagner, R. «Attitude toward authority: an exploratory study.» *Journal of social psychology* (Provincetown, Massachusetts) 40 : 197-210, November 1954.
- Sterner, R. «Attack mot fri forskning.» *Tiden* (Stockholm) 47 : 90-96, février 1955. [Les atteintes à la liberté de recherche.]
- Stouffer, S. A. *Communion, conformity and civil liberties; a cross-section of the nation speaks its mind*. Garden City, N.Y. Doubleday, 1955. 278 pp.
- Sutherland, A. E. «Segregation by race in public schools, retrospect and prospect.» *Law and contemporary problems* (Durham, North Carolina) 20 : 169-183, hiver 1955.
- Taylor, H. «The dismissal of Fifth Amendment professors.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 79-86, juillet 1955.
- Taylor, T. «The constitutional privilege against self-incrimination.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 114-122, juillet 1955.
- Tunc, A. «L'abolition par la Cour Suprême des Etats-Unis de la ségrégation raciale dans l'enseignement public.» *Revue internationale de droit comparé* (Paris) 6 : 816-824, octobre-décembre 1954.
- United States. National Commission for UNESCO. *Human rights; a guide book for community leaders*. Washington 1954. iii, 24 pp.
- United States. Congress. House. Committee on the Judiciary. *Civil Rights hearings before Subcommittee n° 2 on H.R. 389 [and others]: miscellaneous bills regarding the civil rights of persons within the jurisdiction of the United States, July 13, 14 and 27, 1955*. Washington, 1955. iv, 385 pp.
- United States. Supreme Court. *Text of the Supreme Court decision on segregation in public schools, with selected comments from the nation's press and the New Jersey story in brief*, compiled by State of New Jersey Dept. of Education, Division against Discrimination. Newark, 1954. 46 pp.

- University of Minnesota. Graduate School. Social Research Center. *Social sciences and freedom, a report to the people*. Minneapolis, 1955. ix, 59 pp.
- University of North Carolina. Institute of Government. *A report to the Governor of North Carolina on the decision of the Supreme Court of the United States on the 17th of May, 1954*. Chapel Hill, 1954, iii, 206 pp. *Contenu* : Principes sur lesquels repose la décision de la Cour suprême, par A. Coates. Texte de la décision de la Cour. Analyse des aspects juridiques de la décision sur la ségrégation dans les écoles et des différentes mesures que la Caroline du Nord peut adopter compte tenu de cette décision, par J. C. N. Paul.
- University of North Carolina. Institute of Government. *The school segregation decision: a report to the Governor of North Carolina on the decision of the Supreme Court of the United States on the 17th of May 1954*. Chapel Hill, 1954. x, 132 pp. *Contenu* : Principes sur lesquels repose la décision, par A. Coates. La décision et certaines des mesures qui peuvent être adoptées, par J. C. N. Paul. Texte des décisions de la Cour.
- Van den Haag, E. «Controlling subversive groups.» *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Philadelphia) 300 : 62-71, juillet 1955.
- Varma, V. P. «Economic foundations of liberty.» *Indian journal of political science* (Lucknow) 15 : 196-212, juillet-septembre 1954.
- Vestal, A. D. «Freedom of movement.» *Iowa law review* (Iowa City) 41 : 6-49, automne 1955.
- Warren, E. «Blessings of liberty.» *Washington University law quarterly* (St. Louis, Missouri) n° 2 : 105-111, avril 1955.
- Westin, A. F. «A critique of civil libertarian reactions to the «Communist problems».» *Northwestern University law review* (Chicago) 50 : 58-70, mars-avril 1955.
- Whelan, C. M. «Censorship and the constitutional concept of morality.» *Georgetown law journal* (Washington) 43 : 547-581, juin 1955.
- White, H. B. «The loyalty oath.» *Social research* (New York) 22 : 77-109, printemps 1955.
- Willcox, A. W. «Invasions of the First Amendment through conditioned public spending.» *Cornell law quarterly* (Ithaca, New York) 51 : 12-56, automne 1955.
- Woelfl, P. A. et Forkins, J. M. «The Federal Government and public school desegregation: an inquiry into principles.» *University of Detroit law journal* (Detroit) 18 : 393-414, mai 1955.
- Wollett, D. H. et Rowen, J. «Employer speech and related issues.» *Ohio State law journal* (Columbus, Ohio) 16 : 380-402, été 1955.
- Worth, S. W. *Public education and the equal protection clause of the Fourteenth Amendment*. Wichita, Kansas, Municipal University, 1955, 16 pp.
- Wurgler, H. «Individuelle Freiheit — wirtschaftliche Sicherheit: eine Alternative?» *Politische Rundschau* (Bern) 33 : 336-342, décembre 1954.
[La liberté individuelle et la sécurité économique : est-ce une alternative?]
- Wyman, A. L. «The Fifth Amendment: the case of the three professors.» *American Bar Association journal* (Chicago) 41 : 801-805, septembre 1955.
- Zenk, P. «On human rights in Czechoslovakia.» *Journal of Central European affairs* (Boulder, Colorado) 14 : 264-269, octobre 1954.
- Zivs, S. L. «Zakonodatel'noe zakreplenie rasovoj diskriminacii v SSA i stranah Britanskoj imperii.» [Le renforcement législatif de la discrimination raciale aux Etats-Unis et dans les pays de l'Empire britannique.] *Sovetsko gosudarstvo i pravo* (Moskva) n° 4 : 109-118, 1955.

INDEX

INDEX

Lorsque les points dont il est question à telle ou telle page, et auxquels se réfère l'index, ne peuvent aisément être identifiés, ils font l'objet d'indications supplémentaires entre parenthèses, après renvoi aux pages. Ces indications supplémentaires donnent, le plus souvent, la date ou le numéro de la loi, du règlement, de la décision judiciaire ou de l'accord international en question.

A

APATRIDES: France (territoires d'outre-mer) 297; Etat d'accords internationaux 320.

APPLICATION RÉTROACTIVE DU DROIT, Interdiction de l': Rép. arabe unie 180 (art. 8), 181 (art. 66); U.R.S.S. 261 (art. 6).

ARRESTATION (*voir* LIBERTÉ INDIVIDUELLE, Droit à la; et SÛRETÉ DE LA PERSONNE, Droit à la)

ASILE, Droit de chercher et de bénéficier de l': E.-U.A. 44; Finlande 60 (par. 3); Guinée 80 (art. 46); Rép. féd. d'Allemagne 207; Etat d'accords internationaux 322.

ASSISTANCE PUBLIQUE (*voir* SÉCURITÉ SOCIALE)

ASSOCIATION, Liberté d': Argentine 3; Espagne 37 (par. VIII); E.-U.A. 43; France 67 (art. 4); Ghana 76 (56); Guinée 80 (art. 40 et 44); Maroc 129, 130 (par. II 2), 132 (27 mars 1958), 144; Mexique 148 (par. 3); Monaco 151 (par. 3); Pays-Bas 167 (art. 9), 170 (art. 202-203); Philippines 174; Rép. arabe unie 180 (12 mars 1958); Rép. féd. d'Allemagne 209; Roumanie 233 (par. 1 et 6); Soudan 238 (17 nov. 1958 et 38); 239 (sec. 11); Thaïlande 249 (art. 1 et 8); U.R.S.S. 259; Venezuela 268 (art. 143); Yougoslavie 273; Somalie (It.) 290; Congo belge 295 (rubrique II); Organisation internationale du Travail 317 (par. 2 f); Etat d'accords internationaux 321.

ASSURANCES SOCIALES (*voir* SÉCURITÉ SOCIALE)

C

CENSURE (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d')

CITOYENNETÉ (*voir* NATIONALITÉ, Droit à la)

CONGÉS PAYÉS, Droit aux: Australie 4; Canada 20, 21; Mexique 147 (par. 3); Monaco 152; Panama 166; Rép. du Viet-Nam 196; R.S.S. d'Ukraine 219; Tunisie 251; U.R.S.S. 254; Somalie (It.) 290; Organisation internationale du Travail 317 (par. 2 b).

CONSCIENCE (*voir* PENSÉE, CONSCIENCE ET RELIGION, Liberté de)

CONVENTIONS DE GENÈVE: Nouvelle-Zélande 161; état d'accords internationaux 322.

CORRESPONDANCE, Secret de la: Guinée 80 (art. 43); Pays-Bas 169 (art. 173), 70 (art. 202-203).

D

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME: Guatemala 79 (par. 1); Guinée 80 (préam-

bule); Thaïlande 248; Cameroun (Fr.) 284 (art. 5); Togo (Fr.) 286 (58-187, art. 1); Organisation internationale du Travail 315.

DÉLINQUANTS, Traitement des (*voir aussi* TRAITEMENTS DÉGRADANTS, Interdiction des): E.-U.A. 44 (rubrique «Nationalité»); Ethiopie 52 (art. 7, 52-53 et 133-135); Finlande 59 (par. 2); France 62 (par. 3), 64 (par. 4); Mexique 149; Norvège 159 (par. 9), 160 (par. 10); Nouvelle-Zélande 162, 163; Rép. de Corée 186 (rubrique II), 188; Rép. Dominicaine 195; Rép. du Viet-Nam 196; Rép. féd. d'Allemagne 201 (25 août 1958), 206 (29 avr. 1958); Royaume-Uni 234; Thaïlande 248 (21); U.R.S.S. 262 (art. 10, 20, 35, 44 et 45); Ruanda-Urundi 282 (6 juin 1958); Congo belge 294 (6 juin 1958); Etat d'accords internationaux 321.

DÉTENTION (*voir* LIBERTÉ INDIVIDUELLE, Droit à la; et SÛRETÉ DE LA PERSONNE, Droit à la)

DÉTENUS, Traitement des (*voir* TRAITEMENTS DÉGRADANTS, Interdiction des)

DEVOIRS ENVERS LA COMMUNAUTÉ (*voir aussi* MORALITÉ, Protection de la; SANTÉ PUBLIQUE, Protection de la; et ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS, Maintien ou protection de l'): Espagne 37 (par. X); Guinée 81 (art. 47-48); Irak 99 (art. 16-17); Pays-Bas 169 (art. 194-196 et 201); Rép. arabe unie 181 (art. 11 et 27); Venezuela 266 (art. 3), 268 (art. 155-158); Togo (Fr.) 287 (art. 28); Somalie (It.) 289 (art. 7), 290; Autres accords 319.

DOMICILE, Inviolabilité du: Autriche 11; E.-U.A. 44; Féd. de Malaisie 57 (sec. 15); France 62 (par. 3); Guinée 80 (art. 43); Irak 99 (art. 11); Israël 101 (par. 1), 108; Libéria 127; Pays-Bas 169 (art. 172), 170 (art. 202-203); Rép. arabe unie 181 (24 mai 1958); Rép. féd. d'Allemagne 198 (31 oct. 1958); Soudan 239 (sec. 26-27).

DROIT D'AUTEUR (*voir* DROITS SUR LES ŒUVRES LITTÉRAIRES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES, Protection des)

DROITS DE L'HOMME (Généralités) (*voir aussi* DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME): Autriche 11 (par. 1); Ceylan 23 (rubrique 3); Espagne 37; E.-U.A. 39, 45; Ethiopie 52; Finlande 59 (par. 2); France 62 (par. 1-3), 66 (7 oct. 1958, rubrique II), 67 (préambule), 71 (art. 2, 16); Irak 99 (art. 3); Israël 103 (par. 8), 104 (par. 12); Japon 122; Maroc 129 (27 mars et 25 janv. 1958), 130 (16 janv. 1958,

par. II 1), 132 (27 mars 1958); Mexique 148 (par. 4); Norvège 160 (par. 1); Pakistan 164; Pays-Bas 167 (art. 60-61, 63 et 66-67); Philippines 174 (par. 4 a); Rép. arabe unie 180 (art. 4, 6), 181 (art. 10); Rép. de Corée 189 (rubrique IV); Rép. féd. d'Allemagne 197, 198 (10 juil., 7 et 12 août 1958); Roumanie 231 (256); Suède 241 (par. II 2), 242 (par. II 8); Suisse 243 (14 mars 1958), 244 (14 mars 1958), 245 (30 déc. 1958); Tchécoslovaquie 247 (rubrique 4); Thaïlande 248; Tunisie 252 (rubrique II et 27 sept. 1957); U.R.S.S. 260 (art. 2), 261 (art. 1, 3), 262 (art. 7), 263 (art. 2, 4 et 7); Cameroun (Fr.) 284 (art. 2); Togo (Fr.) 286 (art. 32-33); France (territoires d'outre-mer) 297, Etat d'accords internationaux 320 (rubrique I 8), 322 (rubrique V 1).

DROITS ÉLECTORAUX (*voir* GOUVERNEMENT, Droit de participer au; et VOTE, Droit de)

DROITS SUR LES ŒUVRES LITTÉRAIRES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES, Protection des: Autriche 9 (par. 1f); Belgique 14; Brésil 16; France 64; Inde 90; Philippines 172; Rép. féd. d'Allemagne 214; Suède 241 (par. II 4); France (territoires d'outre-mer) 297; Etat d'accords internationaux 321, 322.

E

EDUCATION, Droit à l': Belgique 13 (21 avr. 1958), 22 (28 avr. 1958); Chili 26 (12875); Espagne 37 (par. IX); E.-U.A. 40, 47, 49, 50; Ethiopie 53; France 66; Guatemala 79 (par. 2 et 5); Guinée 80 (art. 44); Irak 98 (par. 4 et 7-8); Israël 103 (par. 10); Mexique 147 (par. 1), 148 (par. 3-4); Norvège 157 (par. 2); Pays-Bas 170; Philippines 172; Pologne 177 (par. I 6); Rép. de Corée 188; Rép. féd. d'Allemagne 213; R.S.S. de Biélorussie 216, 217; R.S.S. d'Ukraine 219, 220, 223 (30 déc. 1958); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 4); Roumanie 231, 232; Suisse 243; Tchécoslovaquie 246; Tunisie 253; U.R.S.S. 254, 255, 256, 259 (25 déc. 1958); Venezuela 268 (art. 155); Yougoslavie 271, 274; Ruanda-Urundi 282 (25 nov. 1958); Somalie (It.) 290; Congo belge 295 (rubrique II); Organisation internationale du Travail 315, 316; Etat d'accords internationaux 321, 322 (rubrique V 2).

ÉGALITÉ DEVANT LA LOI (*voir aussi* MESURES DISCRIMINATOIRES, Lutte contre les): Autriche 10; Belgique 14 (10 fév. 1958); Espagne 37 (par. V); France 67 (art. 2 et 77), 71 (art. 2); Guinée 80 (préambule, art. 39 et 44); Inde 91 (rubrique 1); Irak 99 (art. 3 et 9); Israël 105 (par. 2); Maroc 130 (24 fév. 1958); Pays-Bas 167 (art. 4), 169 (art. 183); Rép. arabe unie 180 (art. 7); Rép. féd. d'Allemagne 199; R.S.S. d'Ukraine 223 (art. 115); U.R.S.S. 260, 263 (art. 8); Nouvelle-Guinée 279; Togo (Fr.) 287 (art. 28); Papua 293; Autres accords 319.

ENFANCE (*voir* FAMILLE, Droit de la; et JEUNESSE, Protection de la)

ESCLAVAGE ET SERVITUDE: Bulgarie 18 (par. 1); Hongrie 84 (rubrique II); Norvège 160 (par. 11); Rép. féd. d'Allemagne 201 (4 juil. 1958); R.S.S.

d'Ukraine 222 (31 oct. 1958); Etat d'accords internationaux 320.

ETRANGERS: Finlande 60 (par. 3); Maroc 129 (8 nov. 1958), 130 (par. II 1); Pays-Bas 167 (art. 4-5); Rép. féd. d'Allemagne 206-207; Thaïlande 249 (30 janv. 2501); Yougoslavie 274 (28 nov. 1958); Organisation internationale du Travail 318 (par. 8); Etat d'accords internationaux 322 (rubrique V 6).

EXPRESSION (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d')

EXPROPRIATION (*voir* PROPRIÉTÉ, Droit à la)

F

FAMILLE, Droit de la: Belgique 13 (30 avr. 1958); Espagne 37 (par. V-VI), 38 (24 avr. 1958); Hongrie 84; Iran 100 (rubrique II); Maroc 129 (19 oct. 1958); Norvège 157; Nouvelle-Zélande 162; Pologne 178 (par. II 5); Rép. féd. d'Allemagne 200, 213 (5 déc. et 10 mars 1958), 214 (18 fév. et 29 déc. 1958); Roumanie 233 (par. 5 et 9); Suède 241 (par. I 3), 242 (par. II 7); Yougoslavie 270 (8 déc. 1956).

FEMME, Condition de la (*voir aussi* SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un): Belgique 13; Espagne 38 (24 avr. 1958); E.-U.A. 46; Finlande 61 (par. 2); Hongrie 84; Italie 113; Japon 121; Maroc 130; Nouvelle-Zélande 163; Pays-Bas 170 (4 août 1958); Rép. féd. d'Allemagne 200; R.S.S. d'Ukraine 222 (25 sept. 1958); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 3); Roumanie 233 (par. 1); Royaume-Uni 235 (rubrique 3); Suède 241 (par. I 1); Suisse 243; Thaïlande 249 (art. 2); Yougoslavie 270; Somalie (It.) 290; Organisation internationale du Travail 318 (par. 6); Etat d'accords internationaux 320, 322.

G

GÉNOCIDE: Etat d'accords internationaux 320.

GOUVERNEMENT, Droit de participer au (*voir aussi* PÉTITION OU PLAINTÉ, Droit de; et VOTE, Droit de): Brésil 15; Colombie 34; Espagne 37 (par. VII-VIII); E.-U.A. 40 (28 août 1958), 45; Ethiopie 54; France 65 (15 fév. et 14 avr. 1958), 67 (art. 2, 3, 23, 27, 77 et 89), 69, 71 (art. prem.); Guinée 80 (art. 1, 3, 20, 27 et 39), 81 (art. 50); Inde 89; Irak 99 (art. 7); Israël 112 (sec. 6-7 et 40-43); Pays-Bas 168 (art. 100 et 94); Rép. arabe unie 180 (art. 1), 181 (art. 15); Rép. de Corée 190, 191; Rép. féd. d'Allemagne 209; R.S.S. de Biélorussie 217, 218; R.S.S. d'Ukraine 223 (art. 115 et 27 déc. 1958); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 225, 229; Royaume-Uni 235 (rubrique 3); Saint-Marin 237; U.R.S.S. 261; Venezuela 266; Yougoslavie 271; Togo (Fr.) 286 (art. 32), 287 (58-30); Somalie (It.) 289; Tanganyika 292; Kenya 298; Île Maurice 299; Féd. de la Nigéria 302; Rhodésie du Nord 305; Sierra-Leone 306; Singapour 309, 311.

GRÈVE OU LOCK-OUT, Droit de: Chili 28 (art. 12-13), 29 (art. 38); Guinée 80 (art. 44); Israël 105 (par. 1); Norvège 159 (par. 8); Rép. féd. d'Allemagne 209 (31 oct. 1958); Ruanda-Urundi 282 (4 oct. 1958); Somalie (It.) 290 Congo belge 294 (4 oct. 1958).

H

HONNEUR ET RÉPUTATION, Droit à l' : Australie 5; Maroc 137, 139, 141 (art. 55 et 57); Mexique 148 (par. 4); Nicaragua 154; Nouvelle-Zélande 161; Philippines 174 (par. 4 a); Rép. féd. d'Allemagne 198 (7 août 1958), 202, 208 (25 oct. 1958); Roumanie 232 (320).

I

INDUSTRIE ET COMMERCE, Liberté d'accès à l' : Israël 107; Libéria 124 (sous-sec. 3), 125 (sous-sec. 5); Maroc 133 (27 mars 1958); Rép. féd. d'Allemagne 199 (6 juin 1958), 200 (29 juil. 1958), 210; Venezuela 268 (art. 155).

INFORMATION, Liberté de l' (*voir* OPINION. ET EXPRESSION, Liberté d')

INNOCENCE, Présomption d' : Philippines 173.

J

JEUNESSE, Protection de la (*voir aussi* FAMILLE, Droit de la) : Belgique 13 (18 mai 1958), 14 (20 mai et 10 fév. 1958); Canada 21; E.-U.A. 46; Ethiopie 52; France 64, 68 (art. 14); Grèce 77 (par. 2); Hongrie 84; Israël 105 (par. 2); Italie 114 (339); Maroc 129, 142 (art. 65-66); Mexique 148 (par. 4); Norvège 157; Nouvelle-Zélande 161; Pologne 177 (par. I 6-8); Rép. de Corée 186, 188, 191 (art. 50); Rép. Dominicaine 195 (par. 2); Rép. du Viet-Nam 196; Rép. féd. d'Allemagne 202 (23 oct. 1958), 209 (18 nov. 1958), 213 (10 mars 1958); R.S.S. d'Ukraine 220; Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 225; Roumanie 233 (par. 1); Suède 241 (par. I 3); Thaïlande 249 (art. 2); Tunisie 252; U.R.S.S. 255, 262 (art. 10), 263 (art. 12); Somalie (It.) 290.

JUGEMENT ÉQUITABLE, Droit à un (*voir aussi* TRIBUNAUX, Recours effectif devant les) : Australie 6, 7; Autriche 9, 11; E.-U.A. 41; France 64 (par. 6); 67 (art. 64), 68 (art. 226-227); Guinée 80 (art. 35-36); Honduras 83; Inde 91 (rubrique 1); Irak 99 (art. 23-24); Israël 101 (par. 2), 102 (par. 3), 105 (par. 3), 106 (par. 3-4), 109; Japon 121 (par. II 1 et III 1); Libéria 125; Maroc 129, 132 (27 mars 1958), 140; Mexique 149; Pays-Bas 169 (art. 169 et 175); Philippines 172; Rép. arabe unie 181 (art. 59-60 et 62); Rép. de Corée 186 (rubrique II); Rép. du Viet-Nam 196; Rép. féd. d'Allemagne 202 (29 mai 1958); Royaume-Uni 234 (rubrique 2); U.R.S.S. 260, 263; Union Sud-Africaine 265 (par. 1-2); Yougoslavie 272; Nauru 279; Togo (Fr.) 287 (art. 21); Congo belge 294.

L

LIBERTÉ INDIVIDUELLE, Droit à la (*voir aussi* ESCLAVAGE ET SERVITUDE; MOUVEMENT ET RÉSIDENCE, Liberté de; et TRAVAIL FORCÉ) : Autriche 11; Brésil 15; Canada 21 (rubrique III); Féd. de Malaisie 58 (sec. 17); Finlande 59 (par. 1); France 62 (par. 3), 67 (art. 66); Ghana 72; Guinée 80 (art. 37 et 42); Inde 90, 95; Irak 99 (art. 11); Israël 111; Libéria 125; Norvège 160 (par. 10); Pays-Bas 169

(art. 171); Rép. de Corée 186 (rubrique II), 189 (art. 12 et rubrique IV); Rép. féd. d'Allemagne 201; Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 5); Soudan 240 (sec. 34); Thaïlande 248 (21); U.R.S.S. 263 (art. 6); Congo belge 294.

LIEUX ET FACILITÉS ACCESSIBLES AU PUBLIC, Usage des : E.-U.A. 41; Libéria 124 (sous-sec. 1); Nouvelle-Guinée 281; Papua 293.

LOGEMENT CONVENABLE, Droit à un : Bulgarie 17; E.-U.A. 47; Irak 98 (par. 9); Italie 115 (339); Mexique 148 (par. 3); Nouvelle-Zélande 161; Portugal 179; R.S.S. de Biélorussie 216; R.S.S. d'Ukraine 220; Roumanie 232, 233 (par. 5 et 9); Suisse 243; U.R.S.S. 255, 260 (art. 2); Ruanda-Urundi 282 (10 juin 1958); Congo belge 294 (10 juin 1958), 295 (10 juin 1958).

M

MARIAGE, Droits concernant le (*voir aussi* MARIER, Droit de se) : Maroc 129 (22 nov. 1957), 130; Nouvelle-Zélande 161; Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 3); Suède 242 (par. II 6); Papua 293.

MARIER, Droit de se : Italie 115 (339); Libéria 124 (sous-sec. 1).

MATERNITÉ (*voir* FAMILLE, Droit de la)

MESURES DISCRIMINATOIRES, Lutte contre les (*voir aussi* SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un; ÉGALITÉ DEVANT LA LOI; et FEMME, Condition de la) : Argentine 3; Canada 20; E.-U.A. 40, 45, 48; Ghana 76 (56); Guinée 80 (art. 45); Inde 91 (loi n° 44); Irak 99 (art. 9); Israël 106, 112 (par. 1); Libéria 124; Norvège 158 (par. 7); Rép. féd. d'Allemagne 199, 202 (23 oct. 1958); Tunisie 253 (58-118); U.R.S.S. 261 (art. 11); Ruanda-Urundi 282 (6 juin 1958); Congo belge 294; Kénia 299 (Sixième partie); Organisation internationale du Travail 315, 316; Autres accords 319; Etat d'accords internationaux 321.

MINEURS (*voir* FAMILLE, Droit de la; et JEUNESSE, Protection de la)

MINORITÉS, Protection des : Autriche 11; Yougoslavie 275; Singapour 308.

MORALITÉ, Protection de la : Australie 5, 8; Canada 20; E.-U.A. 39, 43; France 68 (art. 14); Maroc 141, 142; Mexique 148 (par. 4); Rép. arabe unie 181 (art. 62); Tunisie 253 (7 nov. 1956); Yougoslavie 272 (8 déc. 1956).

MOUVEMENT ET RÉSIDENCE, Liberté de : Autriche 12; Belgique 13 (30 avr. 1958), 14 (rubrique II); Ceylan 24 (rubriques 1-3); E.-U.A. 39, 44; Féd. de Malaisie 55 (sec. 4), 56 (sec. 5-8), 57 (sec. 13-15); Finlande 60 (par. 3); Inde 95; Israël 105; Japon 121; Pays-Bas 167 (art. 4); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 2); Rép. féd. d'Allemagne 206; Soudan 239 (sec. 5 et 9); Suède 241 (par. II 3); Venezuela 268 (art. 156); Congo belge 294; Autres accords 319.

N

NATIONALITÉ, Droit à la : Brésil 15; Ceylan 42 (rubriques 1-3); Chili 26 (12857 et 569); Costa Rica 35 (1916); E.-U.A. 44; France 64 (par. 5 et 8), 66 (rubrique II), 67 (art. 77); Ghana 70; Honduras 83; Inde 89; Irak 99 (art. 8); Israël 102 (par. 4), 105 (par. 2); Maroc 129, 133; Nouvelle-Zélande 163; Pays-Bas 167 (art. 6); Rép. arabe unie 180 (art. 2), 182; Rép. féd. d'Allemagne 206; R.S.S. d'Ukraine 222 (25 sept. 1958); Cameroun (Fr.) 284 (art. 2); Togo (Fr.) 286, 287; Etat d'accords internationaux 320.

NIVEAU DE VIE SUFFISANT, Droit à un : Autriche 10 (rubrique IV); Bulgarie 17 (rubrique 2); Espagne 37 (par. XII); E. U.A. 45, 47, 50; Ethiopie 53; France 65 (23 janv. et 31 janv. 1958), 71 (art. 13); Guatemala 79 (par. 4); Israël 101 (par. 1); Philippines 172; Pologne 177 (par. I 10); Rép. arabe unie 180 (art. 4); R.S.S. de Biélorussie 216; R.S.S. d'Ukraine 219; Roumanie 232; U.R.S.S. 254, 255, 259 (15 juil. 1958); Ruanda-Urundi 282 (10 juin 1958); Congo belge 294 (10 juin 1958).

NON BIS IN IDEM, Application de la règle : Féd. de Malaisie 58 (sec. 31); Philippines 173; Rép. féd. d'Allemagne 204 (20 fév., 27 mars, 22 mai et 9 sept. 1958).

O

OPINION ET EXPRESSION, Liberté d' : Australie 5, 7, 8; Autriche 9 (para. 1 g); Brésil 15, Canada 20; Chili 27, 28, 29, 30 (art. 7 et 62), 31 (art. 129 et 133); E.-U.A. 39, 43; Féd. de Malaisie 55, 56 (sec. 5 et 9), 57 (sec. 13-14), 58 (sec. 29-31); France 64, 67 (art. 4), 68 (art. 226-227 et 14); Guatemala 79 (par. 3); Guinée 80 (art. 40 et 45); Haïti 82 (par. 1); Inde 94; Irak 99 (art. 10); Israël 102 (par. 2), 105 (par. 3); Japon 121; Maroc 129, 132 (27 mars 1958), 136, 143, 146 (art. 35); Mexique 148 (par. 4); Nicaragua 154; Nouvelle Zélande 161 (rubrique 2 et 4); Pays-Bas 167 (art. 7), 170 (art. 202-203); Rép. de Corée 188 (art. 61), 191, 194; Rép. du Viet-Nam 196 (art. 14); Rép. féd. d'Allemagne 198 (19 déc. 1958), 199 (27 nov. 1958), 202 (28 fév. et 29 mai 1958), 208, 213 (10 mars 1958); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 230 (sec. 125); Soudan 238 (38 et 28); Suisse 243; Tunisie 253; U.R.S.S. 261 (art. 8 et 11); Venezuela 267 (art. 98 et chap. X), 268 (art. 142, 144 et 145); Somalie (It.) 289, 290; Congo belge 294 (2 déc. 1958); Féd. de la Nigéria 303 (règlement 114); Etat d'accords internationaux 320.

ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS, Maintien et protection de l' : Australie 5, 8; Canada 20; Chili 26, 27, 28, 29; E.-U.A. 39; Féd. de Malaisie 55; Ghana 72; Haïti 82 (par. 1); Inde 94; Italie 117 (par. 1); Maroc 138 (art. 30), 139 (art. 38-43), 140, 141 (art. 56), 143 (art. 17), 144 (art. 3), 146 (art. 29 et 35); Mexique 148 (par. 4 et 1); Rép. arabe unie 181 (art. 62); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 2); Soudan 238 (28 et 38); Tunisie 253 (7 nov. 1956); U.R.S.S. 261 (art. 11), 263 (art. 12); Yougo-

slavie 272 (8 déc. 1956); Congo belge 294 (17 juin 1958); Organisation internationale du Travail 315 (art. 4), 318 (par. 7).

P

PAROLE, Liberté de la (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d')

PEINE (*voir* TRAITEMENTS DÉGRADANTS), Interdiction des)

PENSÉE, CONSCIENCE ET RELIGION, Liberté de : Autriche 11, E.-U.A. 39; France 67 (art. 2); Guatemala 79 (par. 5); Guinée 80 (art. 41); Irak 99 (art. 4, 10 et 12); Italie 115 (339), 117 (par. 2); Libéria 124 (sous-sec. 1); Pays-Bas 169 (art. 196); Rép. féd. d'Allemagne 202; Suède 241 (par. I 1); Tunisie 253 (58-118); Yougoslavie 272 (10 juil. 1957).

PÉTITION OU PLAINTÉ, Droit de : Argentine 3; France 66 (7 oct. 1958); Mexique 149, 150; Monaco 152 (rubrique II); Pays-Bas 167 (art. 8); Rép. féd. d'Allemagne 208; Suisse 245 (30 déc. 1958); Singapour 309.

PRESSE, Liberté de la (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d')

PROPRIÉTÉ, Droit à la : Autriche 9, 10 (rubrique IV), 12; Belgique 13 (30 avr. 1958); Brésil 15; Ceylan 23; Costa Rica 35; Espagne 37 (par. X), 38 (24 avr. 1958); E.-U.A. 39; Féd. de Malaisie 56 (sec. 10-12); Finlande 61 (par. 5); Irak 99 (art. 13-15); Israël 103 (par. 9), 109; Libéria 127; Maroc 133 (27 mars 1958); Norvège 158 (par. 7); Pays-Bas 167 (art. 4), 168 (art. 165-168), 169 (art. 174 et 188); Philippines 176; Rép. arabe unie 180 (art. 5), 181 (art. 27); Rép. de Corée 189 (rubrique IV); Rép. féd. d'Allemagne 206; Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 3); Soudan 239 (sec. 26), 240 (sec. 28); Suède 241 (par. I 3); Thaïlande 249 (30 janv. 2501); U.R.S.S. 260 (art. 2); Venezuela 268 (art. 155); Yougoslavie 276; Féd. de la Nigéria 302; Etat d'accords internationaux 322 (rubrique V 2).

R

RÉFUGIÉS (*voir aussi* ASILE, Droit de chercher et de bénéficier de l') : Grèce 78 (par. 10); Irak 99 (art. 19); Rép. arabe unie 180 (art. 9); Suède 241 (par. II 1); France (territoires d'outre-mer) 297; Etat d'accords internationaux 320.

RELIGION (*voir* PENSÉE, CONSCIENCE ET RELIGION, Liberté de)

RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE ET SATISFAISANTE, Droit à une (*voir aussi* SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un) : Bulgarie 17 (22 juil. 1958); E.-U.A. 45, 46; France 65; Haïti 82 (par. 2); Israël 102 (par. 5); Italie 114 (339), 119; Maroc 130 (9 avr. et 13 fév. 1958); Mexique 147 (par. 3), 149 (par. 2); Monaco 152; Norvège 158 (par. 6), 159 (par. 8); Panama 166; Philippines 174 (par. 6), 175 (par. 7 b); Rép. féd. d'Allemagne 199 (11 juin 1958); R.S.S. d'Ukraine 221 (sec. XVI); Roumanie 232; Thaïlande 249 (art. 2 et 4); Tunisie 251, 252 (rubrique II);

U.R.S.S. 254; Yougoslavie 270; Ruanda-Urundi 282 (10 juin 1958); Somalie (It.) 290; Congo belge 294 (10 juin 1958).

REPOS ET LOISIR, Droit au (*voir aussi* **CONGÉS PAYÉS**, Droit aux): Autriche 10 (par. 10); Bulgarie 17 (11 fév. et 14 mars 1958); E.-U.A. 46; Guinée 80 (art. 44); Haïti 82 (par. 2); Italie 115 (339 et 138); Norvège 158 (par. 5-6); Panama 166; Philippines 174 (par. 6a), 175 (par. 6c); Rép. du Viet-Nam 196; R.S.S. d'Ukraine 221; Thaïlande 249 (art. 2); Tunisie 251, 252 (rubrique II); U.R.S.S. 254; Yougoslavie 270, 275; Somalie (It.) 290; Organisation internationale du Travail 317 (par. 2b).

RÉSIDENCE, Liberté de (*voir* **MOUVEMENT ET RÉSIDENCE**, Liberté de)

RÉUNION, Liberté de: Chili 27 (art. 4c); Féd. de Malaisie 56 (sec. 5); Guinée 80 (art. 40); Italie 117 (par. 1); Maroc 129, 143; Pays-Bas 167 (art. 9), 170 (art. 202-203); Rép. féd. d'Allemagne 209; Soudan 238 (38), 239 (sec. 10); Venezuela 267 (art. 128), 268 (art. 142-144); Somalie (It.) 290.

S

SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un: Australie 4; Italie 115, 119; Mexique 147 (par. 3); Roumanie 233 (par. 1); Organisation internationale du Travail 317 (par. 2b); Etat d'accords internationaux 321.

SALAIRES (*voir* **RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE ET SATISFAISANTE**, Droit à une)

SANTÉ (*voir* **SOINS MÉDICAUX**, Droit aux; et **SANTÉ PUBLIQUE**, Protection de la)

SANTÉ PUBLIQUE, Protection de la (*voir aussi* **SOINS MÉDICAUX**, Droit aux): Espagne 37 (par. XII); E.-U.A. 48; Ethiopie 53; Finlande 60 (par. 4), 61 (par. 1); Grèce 77 (par. 2); Irak 99 (art. 11, 12 et 24); Mexique 148 (par. 4); Monaco 151; Nouvelle-Zélande 162; Pologne 177 (par. II 3-4); Rép. féd. d'Allemagne 201 (21 déc. 1958), 202 (14 janv. 1958); R.S.S. de Biélorussie 216, 217; Roumanie 232, 233 (par. 3-4); Thaïlande 248 (37); Yougoslavie 271, 275.

SÉCURITÉ SOCIALE: Australie 4; Autriche 9-10 (par. III 2-9), 10 (par. 1e); Belgique 13, 14; Bulgarie 17, 18 (par. 2); Canada 20, 21; Ceylan 23, 24; Chili 26 (613); Chine 33; Espagne 37 (par. IX); E.-U.A. 39, 46, 47; Ethiopie 53 (par. 3); France 65, 66 (rubrique II); Grèce 77 (par. 3-9); Guinée 80 (art. 44); Hongrie 85; Irak 98 (par. 2-3 et 5); Israël 102 (par. 6), 103 (par. 7), 112 (par. 1); Italie 115, 116; Maroc 130; Mexique 147 (par. 3), 148 (par. 4); Monaco 151, 152; Norvège 157, 158, 160 (par. 2); Nouvelle-Zélande 162; Pays-Bas 170 (art. 209); Pologne 177 (par. I 1-5); Portugal 179; Rép. arabe unie 180 (202); Rép. féd. d'Allemagne 200 (30 juin, 21 oct., 4 déc. et 16 déc. 1958), 212; R.S.S. d'Ukraine 219, 220; Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 4); Roumanie 231 (256 et 246), 232, 233 (par. 2); Royaume-Uni 235 (rubrique 4), 236 (rubrique 6); Suisse 243 (rubrique B et 25 mars 1958); Thaïlande 249 (art. 3 et 5); Tunisie

252; U.R.S.S. 254, 259 (15 juil. 1958); Yougoslavie 270, 271, 274; Nouvelle-Guinée 280; Ruanda-Urundi 282 (15 avr., 19 mai et 10 juin 1958); Congo belge 295 (rubrique II); Organisation internationale du Travail 317 (par. 2b); Etat d'accords internationaux 321, 322.

SERVICES PUBLICS, Droit d'accès aux (*voir aussi* **GOVERNEMENT**, Droit de participer au): Autriche 10 (par. 1d); Espagne 37 (par. VIII); E.-U.A. 40 (28 août 1958); Finlande 61 (par. 2); France 65 (29 oct. 1958); Inde 91; Israël 106 (par. 2); Maroc 130, 132 (27 mars 1958); Pays-Bas 167 (art. 5); U.R.S.S. 260 (art. 29); Venezuela 268 (art. 155); Yougoslavie 272 (11 déc. 1957); Togo (Fr.) 286 (art. 32); Organisation internationale du Travail 317 (par. 2c et 3); Autres accords 319.

SOINS MÉDICAUX, Droit aux: Autriche 9 (par. III 1); Belgique 14; Canada 20; Ceylan 24; E.-U.A. 48; Finlande 59 (par. 1); Grèce 77 (par. 1), 78 (par. 11); Hongrie 87, 88; Maroc 130; Mexique 147 (par. 3); 148 (par. 4); Monaco 151; Norvège 154 (par. 2), 159 (par. 9); Nouvelle-Zélande 162; Pologne 177 (par. I 9); Portugal 179; R.S.S. d'Ukraine 219, 220; Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 4); Roumanie 231, 232; Suisse 243 (13 mai 1958), 244 (art. 5); Thaïlande 248 (18); Tunisie 251; U.R.S.S. 254, 255; Etat d'accords internationaux 322.

SÛRETÉ DE LA PERSONNE, Droit à la: Finlande 61 (par. 5); Rép. féd. d'Allemagne 201; Suisse 244 (art. 5-6).

SYNDICATS (*voir* **ASSOCIATION**, Liberté d')

T

TRAITEMENTS DÉGRADANTS, Interdiction des (*voir aussi* **ÉGALITÉ DEVANT LA LOI**; et **FEMME**, Condition de la): E.-U.A. 39; Suède 241 (par. I 2).

TRAVAIL, Conditions de (*voir aussi* **RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE ET SATISFAISANTE**, Droit à une; et **REPOS ET LOISIR**, Droit au): Autriche 10 (par. 11-12); Bulgarie 17 (rubriques 1 et 3); Canada 21; Espagne 37 (par. XII); E.-U.A. 45-46; Finlande 60 (par. 4); France 65; Haïti 82 (par. 2); Irak 98 (par. 6); Italie 114, 115 (339); Maroc 130 (9 avr. 1958); Monaco 151 (par. 3); Norvège 158 (par. 6-7), 159 (par. 8); Pologne 177 (par. I 6-7 et II 3-4); Portugal 179; Rép. arabe unie 180 (46 et 98); R.S.S. d'Ukraine 221 (sec. XVI); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224; Royaume-Uni 236 (rubrique 5); Suisse 243; Thaïlande 249 (art. 2, 4, 6 et 7); Tunisie 251 (30 avr. 1956 et 6 avr. 1950); U.R.S.S. 259; Yougoslavie 270, 272 (11 déc. 1957), 273; Nouvelle-Guinée 279, 280; Ruanda-Urundi 282 (4 oct. 1958); Somalie (It.) 290; Congo belge 294 (4 oct. 1958); France (territoires d'outre-mer) 297; Organisation internationale du Travail 315, 316; Etat d'accords internationaux 321.

TRAVAIL, Droit au, et libre choix du: Autriche 11; Belgique 13 (30 avr. 1958), 14 (rubrique II); France 64; Ghana 76 (56); Guinée 80 (art. 44); Inde 91

(18); Israël 106; Italie 115 (339 et 308); Libéria 124 (sous-sec. 1); Maroc 138 (art. 34-37); Mexique 148 (par. 1); Monaco 151 (par. 3); Norvège 158 (par. 6); Pays-Bas 170 (4 août 1958); Philippines 174 (par. 4^b), 175; Pologne 177 (par. II 1-2); Rép. féd. d'Allemagne 210, 212; R.S.S. de Biélorussie 216; R.S.S. d'Ukraine 219, 221 (art. 47); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 4); Roumanie 232; Tchécoslovaquie 246 (rubrique 1); Thaïlande 249 (art. 4); Yougoslavie 273 (11 déc. 1957); Ruanda-Urundi 282 (10 juin 1958); Somalie (It.) 290; Congo belge 294; Organisation internationale du Travail 315, 316; Autres accords 319; Etat d'accords internationaux 321 (rubrique II 10).

TRAVAIL FORCÉ: Iran 100 (rubrique I); Maroc 130 (par. II 2); Roumanie 233 (par. 1); Suisse 243 (rubrique-B); Somalie (It.) 219; Etat d'accords internationaux 321.

TRIBUNAUX, Liberté d'accès aux, et recours effectif devant les: Autriche 9; Chili 28 (art. 16); Espagne 37 (par. IX); Israël 100 (par. 1), 103 (par. 8-9); Nouvelle-Zélande 164; Pakistan 164 (sec. 4); Pays-Bas 169 (art. 170); Portugal 179; Rép. de Corée 189 (rubrique IV); Rép. féd. d'Allemagne 202, 207 (28 oct. 1958); Congo belge 294 (17 juin 1958).

V

VIE CULTURELLE, Droit de prendre part à la (*voir aussi* EDUCATION, Droit à l'): Autriche 9, 12; Belgique 14 (rubrique II); Bulgarie 18 (par. 3); E.-U.A. 49, 50; Israël 104 (par. 11) et 112 (par. 2); R.S.S. de

Biélorussie 216, 217; R.S.S. d'Ukraine 219, 220; Roumanie 231, 232, 233 (par. 7-8); Suisse 243; Tchécoslovaquie 246; U.R.S.S. 254, 255, 259 (15 juil. 1958); Yougoslavie 272 (10 juil. 1957); Congo belge 295 (rubrique II); Etat d'accords internationaux 321.

VIE, Droit à la: Autriche 11; Ceylan 24; Finlande 61 (par. 5); Israël 102 (par. 2); Rép. féd. d'Allemagne 201 (8 mars 1958); Suisse 244 (art. 5-6).

VIE PRIVÉE, Droit à la: (*voir aussi* CORRESPONDANCE, Secret de la; DOMICILE, Inviolabilité du): Autriche 11; E.-U.A. 44; Féd. de Malaisie 57 (sec. 15); Israël 101 (par. 1), 108; Libéria 127; Maroc 141 (art. 55); Mexique 148 (par. 4); Nouvelle-Zélande 161 (rubrique 4); Rép. féd. d'Allemagne 198 (21 oct., 31 oct., 19 déc. et 20 mai 1958), 202, 209 (15 janv. 1958); Soudan 239 (sec. 26-28); U.R.S.S. 263 (art. 12); Yougoslavie 272 (8 déc. 1956).

VOTE, Droit de: Autriche 9 (par. 4); Chili 26, 30, 31, 32; E.-U.A. 40 (Comm. des droits civils), 45; Ethiopie 53, 54; France 67 (art. prem., 3, 24 et 27), 71 (art. 2); Guinée 80 (art. 3, 22, 39); Israël 112 (sec. 4-5); Maroc 132 (27 mars 1958); Pays-Bas 168 (art. 90, 137 et 152); Rép. de Corée 190, 194; Rép. féd. d'Allemagne 209; R.S.S. de Biélorussie 217, 218; R.S.S. d'Ukraine 223 (art. 115); Féd. de Rhodésie et du Nyassaland 224 (par. 3), 230 (sec. 134); Saint-Marin 237; Suisse 243 (19 mai 1958); U.R.S.S. 261; Union Sud-Africaine 265 (par. 3); Venezuela 266; Cameroun (Fr.) 284 (art. 6); Togo (Fr.) 286 (58-187, art. 2 et 32), 287 (art. 2-3); Somalie (It.) 289, 290 (titre VI et art. 71); Ile Maurice 301; Féd. de la Nigéria 303, 304; Rhodésie du Nord 305.

